MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

PROJET DE LOI DE FINANCES






Exercice 2017

Septembre 2016

SOMMAIRE

I. **NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT 2017**……3

II. **PROJET DE LOI DE FINANCES 2017**……37

- **Projet de Loi**..... 38
- **Tableau des Recettes**……135
- **Tableau des Dépenses**……...160
- **Budget Spécial d'Investissement**……196

III. **AUTRES ANNEXES BUDGÉTAIRES**……362

- **Etat A : Détail des Ressources**.....363
- **Etat B : Programme Triennal d'Investissements**……365
- **Etat C : Echéances Courantes de la Dette**……521
- **Etat D : Normes Prévisionnelles de Régulation des Crédits**……531
- **Etat E : Tableau des Crédits Evaluatifs**……533
- **Etat F : Tableau des Crédits Provisionnels**……535
- **Etat G : Liste des budget-programmes par Département**……537
- **Etat H : Plan de Trésorerie Mensualisé**……543

- **Etat I : Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation**……546
- **Etat J : Codes Economiques Pouvant Faire l'Objet de Report**……548
- **Etat K : Ressources des Etablissements Publics et des Ressources transférées aux Collectivités Territoriales**……550
- **Etat L : Analyse de la Viabilité de la Dette**……590
- **Etat M : Position nette du Gouvernement au 30/06/2016 et 31/12/2017**……608
- **Etat O : Annexe Fiscale**……...610
- **Etat P : Annexe sur le Genre**……626
- **Etat Q : Annexe sur les Dépenses Fiscales**……...701
- **Etat R : Echéancier des crédits de paiement**……722
- **Etat U : Estimation des subventions à la consommation sur les produits pétroliers**……731
- **Etat V : Statistique sur les emplois créés**……741
- **Etat W : Subvention à l'Energie du Mali (EDM-SA)**……750

IV. **SITUATION D'EXÉCUTION AU 30 JUIN 2016**……755

- **Note de Présentation**.....756
- **Tableau des Recettes**.....765
- **Tableau des Dépenses**..... 794

I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT 2017

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT 2017

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

1. Environnement Economique International

L'évolution récente de l'activité économique mondiale laisse entrevoir une légère reprise de la croissance en 2016 de 3,2% contre 3,1% en 2015. Cette reprise de la croissance économique devrait se poursuivre en 2017 pour atteindre 3,5%.

De manière générale, l'inflation mondiale demeurerait modérée entre 2016 et 2017, du fait que les cours des produits de base ne devraient pas connaître des évolutions notables.

Dans les économies avancées, les perspectives sont favorables avec une augmentation modérée de la croissance économique de 2,0% en 2017 contre 1,9 % en 2016.

Quant à l'inflation, elle serait de 1,5% en 2017, soit une augmentation de 0,8 point de pourcentage par rapport à 2016, qui est de 0,7%.

La zone euro devrait enregistrer une croissance économique modérée de 1,6% en 2017 contre 1,5% en 2016 nonobstant des signes d'inquiétudes à cause de l'incertitude sur la confiance des ménages et des entreprises suite à la sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne. Globalement, l'inflation connaitrait une augmentation de 1,1% en 2017 contre 0,4% en 2016.

Aux Etats-Unis, l'activité économique connaîtra une légère hausse avec un taux de croissance de 2,5% en 2017 contre 2,4% en 2016. En outre, l'impact de la sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne devrait être négligeable sur l'économie des États-Unis, du fait principalement d'une normalisation de la politique monétaire.

L'inflation connaitrait une hausse par rapport à 2016 (1,5% en 2017 contre 0,8% en 2016).

Dans les pays émergents (Chine et Inde), la croissance économique connaîtra un ralentissement pour s'établir à 6,3% en 2017 contre 6,4% en 2016. Cette évolution de la croissance dans la zone est imputable à l'effet combiné du ralentissement de l'activité économique en Chine, malgré les récentes politiques de relance et d'une reprise timide des investissements en Inde.

Globalement dans les pays émergents, le taux d'inflation devrait augmenter en passant de 2,9% en 2016 à 3,2% en 2017.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait augmenter en passant de 3,0% en 2016 à 4,0% en 2017. Toutefois, les perspectives de la région pourraient fortement se dégrader en raison de la conjoncture économique difficile que connaissent les plus grands pays, notamment le Nigeria et l'Afrique du Sud, suite à la diminution des recettes tirées des produits de base.

Au Nigéria, l'activité économique devrait désormais connaître une contraction en 2016, le pays s'adaptant aux pénuries de devises provoquées par la baisse des recettes pétrolières, à la faible production d'énergie électrique et à une perte de confiance des investisseurs.

En Afrique du Sud, le PIB devrait rester inchangé en 2016, seule une modeste reprise étant prévue pour l'année prochaine.

Le taux d'inflation dans la zone ressortirait à 8,3% en 2017 contre 9,0% en 2016.

Au niveau de l'UEMOA, l'activité économique enregistrera une croissance de 5,5% en 2017 contre 5,2% en 2016, grâce au dynamisme de l'activité économique en Côte d'Ivoire et la relance des investissements dans de nombreux pays.

Concernant l'évolution des prix, la répercussion du repli des cours du pétrole sur l'inflation hors alimentation et énergie, devrait rester modérée en 2017. Dans la plupart des pays, l'inflation devrait s'accélérer, mais sans dépasser les objectifs fixés par les banques centrales.

Le tableau ci-après récapitule l'évolution de la croissance et de l'inflation dans les différentes zones.

Tableau 1 : Croissance et inflation dans les différentes zones

	Croissance réelle du PIB (%)			Inflation en%		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Monde	3,1	3,2	3,5	-	-	-
Pays avancés	1,9	1,9	2,0	0,3	0,7	1,5
Pays émergents et en développement (Chine et Inde)	6,6	6,4	6,3	2,7	2,9	3,2
Afrique Subsaharienne	3,4	3,0	4,0	7,0	9,0	8,3
UEMOA	5,2	5,2	5,5	1,5	2,1	1,3

Source : FMI, perspectives économiques avril 2016.

2. Situation économique nationale

Au plan interne, le Gouvernement a adopté le nouveau Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018 qui s'appuie sur les politiques sectorielles en matière de croissance inclusive et durable, de l'amélioration aux services sociaux de base et du renforcement du développement institutionnel et de la gouvernance.

C'est dans ce contexte que les travaux du budget de l'Etat pour l'exercice 2017 ont été réalisés dans la perspective de la poursuite de la relance de l'économie nationale et de l'accélération de la croissance, soutenue par des actions de politiques publiques identifiées par les départements dans le CREDD 2016-2018.

Malgré un contexte sécuritaire fragile, les perspectives macroéconomiques 2017 du Mali s'annoncent favorables. Le taux de croissance économique restera solide à 5,3% en 2017 contre 5,4% en 2016. Cette croissance sera tirée par la performance des secteurs agricole et tertiaire.

L'inflation en fin de période est prévue à 1% en 2017, ce qui permet de rester dans la norme communautaire de 3% par an, pour autant que la campagne agricole soit favorable.

II. CADRAGE DU BUDGET 2017

Les choix budgétaires d'un Etat impactent dans une large mesure ses performances macroéconomiques. C'est ainsi que le budget est une conséquence du cadrage macroéconomique, car les grandes masses du budget sont projetées dans le respect de certains agrégats. Cette relation de cause à effet fait partie des principes ayant conduit la préparation de la loi de Finances 2017.

1. Hypothèses de prévision du budget 2017

Les prévisions budgétaires 2017 sont établies sur la base d'une prévision de croissance économique de 5,3% contre 5,4% en 2016.

L'inflation est prévue à 1,0% en 2017 contre le 0,5% en 2016.

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2017

	2015	2016	2017
PIB nominal (En milliards de FCFA)	7748	8314	8938
Taux de croissance réel du PIB	6%	5,4%	5,3%
Taux d'inflation (En fin de période)	1,4%	0,5%	1,0%

2. Objectifs et orientations de la politique budgétaire :

2.1 Objectifs et orientations de la politique budgétaire

Les orientations de la politique budgétaire sont tributaires des engagements pris dans le cadre du programme économique et financier avec le Fonds Monétaire International (FMI) et avec les organisations régionales d'intégration économique (UEMOA et CEDEAO).

Dans le cadre de l'arrangement triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), le Gouvernement s'est engagé à :

- mettre en œuvre une politique budgétaire qui vise à maintenir le solde budgétaire de base proche de l'équilibre ;
- maintenir le solde budgétaire global (dons inclus) à un niveau compatible avec la viabilité de la dette publique ;
- maintenir un rythme soutenu de mobilisation des recettes fiscales de 0,5 point du PIB par an.

Dans le cadre du Pacte de convergence et de surveillance multilatérale de l'UEMOA et de la CEDEAO, les objectifs de notre déficit budgétaire ne doivent pas s'écarter des normes définies par ces critères.

Au niveau de l'UEMOA, il s'agit du ratio du déficit budgétaire global (dons inclus) dont la norme est de 3% du PIB (nouveau critère-clef de convergence).

Pour la CEDEAO, l'indicateur de suivi est le ratio du déficit budgétaire global hors dons rapporté au PIB, qui doit être ≤ 4,0%.

Dans la logique de la poursuite de la stabilité du cadre macroéconomique instituée en relation avec le programme économique et financier, la politique budgétaire sera fondée, d'une part, sur l'accroissement de la mobilisation des recettes intérieures et, d'autre part, sur des dotations budgétaires mettant l'accent sur les dépenses en capital, en vue de stimuler la croissance économique et la création d'emplois.

En ce qui concerne les ressources pour l'exercice 2017, les prévisions se basent principalement sur le niveau projeté de la fiscalité intérieure, de la douane et les recettes non fiscales en raison du regain d'activité et de l'effort de l'élargissement de l'assiette ainsi que la mobilisation des appuis budgétaires.

S'agissant des dépenses du budget pour l'exercice 2017, elles sont alignées sur les orientations du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018.

A ce titre, le budget pour l'exercice 2017 correspond au deuxième budget de mise en œuvre en année pleine du CREDD lequel doit créer les conditions d'un Mali émergeant. En outre, elles continueront à soutenir la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ; ainsi que les priorités des secteurs de l'agriculture, des infrastructures et des secteurs sociaux. A ce titre, elles seront prioritairement consacrées :

- au renforcement des dépenses sécuritaires liées aux actions prévues dans le cadre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation ;
- au financement adéquat du secteur de l'agriculture à hauteur de 15% ;
- aux investissements structurants ;
- au transfert budgétaire aux collectivités territoriales en vue d'atteindre l'objectif de 30% en 2018 ;
- au financement des activités identifiées dans des documents de stratégie sectorielle adoptée par le Gouvernement ;
- au financement des secteurs sociaux de base.

2.2 Analyse des points saillants de la loi de finances 2017

Dans le cadre de la gestion budgétaire, il a été introduit dans la loi de finances pour 2017 de conserver 5% des dotations budgétaires des départements pour éviter d'éventuelles demandes de rallonges ou des coupes budgétaires en cours de gestion. C'est ainsi qu'une enveloppe d'un montant de 19,938 milliards de FCFA sera conservée au niveau des départements comme une réserve de gestion.

Les dépenses publiques 2017 ont été orientées de manière à stimuler la croissance en s'appuyant sur les dépenses en capital qui ressortent à 42,9% des dépenses totales contre 42,5% en 2016. Cet effort en faveur des dépenses en capital vise à favoriser la réalisation des projets et infrastructures structurantes.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et Programmation Militaire (LOPM), le cumul des inscriptions budgétaires en faveur du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants en 2015, 2016 et 2017 s'élève à 765,242 milliards de FCFA contre 738,207 milliards de FCFA projetés pour la même période dans la Loi n°2015-008-du 06 mars 2015 portant Loi d'Orientation et Programmation Militaire pour les années 2015 à 2019, d'où **un effort supplémentaire de 27,035 milliards de FCFA sur la période**. Pour l'exercice 2017, les dotations budgétaires s'élèvent à 265,345 milliards de FCFA contre 271,205 milliards de FCFA en 2016, soit un recul de 5,859 milliards de FCFA liés à la baisse des investissements programmés initialement dans la LOPM. Toutefois, les dotations restent largement supérieures à la programmation 2017 de la LOPM qui s'élève à 240,439 milliards de FCFA.

S'agissant de la décentralisation, le montant total des ressources budgétaires transférées aux collectivités territoriales s'élève à 261,822 milliards de FCFA en 2017 contre 195,494 milliards de FCFA (sans le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des Régions du Nord et le Fonds de Développement Durable) en 2016. Ce qui représenterait 18,3% des recettes budgétaires en 2017 contre 15,3% en 2016. Cette progression est liée au renforcement du Fonds National d'appui aux Collectivités Territoriales (FNACT), des dotations des Agences de Développement Régional (ADR) et des subventions pour les contrats-plans Etat/Régions et District de Bamako.

La déconcentration budgétaire a été renforcée grâce à l'amélioration des dotations des régions de 16,291 milliards de FCFA, faisant passer le budget des Administrations déconcentrées des Régions de 285,564 milliards de FCFA en 2016 à 301,855 milliards de FCFA en 2017, soit une augmentation de 16,291 milliards de FCFA ou un taux 5,70%.

Concernant les inscriptions budgétaires 2017 au titre de l'Accord d'Alger, une provision budgétaire de 60,424 milliards de FCFA a été inscrite dans le budget 2017 contre 52,247 milliards de FCFA en 2016 pour les actions de court terme dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali. Les dépenses prévues concernent entre autres :

- le Fonds de Développement Durable pour 32,920 milliards dont 5,000 milliards de FCFA pour le projet TAOUSSA ;
- le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des Régions du Nord pour 7,700 milliards de FCFA ;
- les Agences de Développement Régional pour 1,746 milliard de FCFA ;
- l'opérationnalisation des régions de Taoudéni et de Ménaka pour 3,658 milliards de FCFA ;
- les élections Régionale et Communale pour 10,000 milliards de FCFA ;
- le contrat plan Etat/Région pour 4,400 milliards de FCFA.

III. CONTENU DU BUDGET

A. au titre des recettes

Les recettes budgétaires de l'exercice 2017 s'élèvent à 2 013,578 milliards de FCFA contre 1802,046 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2016, soit une augmentation de 211,532 milliards de FCFA ou un taux de 11,74%, imputable à l'accroissement des recettes du budget général, des budgets annexes et des comptes et fonds spéciaux.

1. Répartition des recettes par budget et par nature

Les prévisions de recettes par budget et par nature se présentent comme suit :

Tableau 3 : Prévisions des recettes

(En milliards de FCFA)

LIBELLES	RECETTES 2016		PREVISIONS	ECART	
	Initiales	Rectifiées	2017	Montant	%
Budget Général	**1 744,821**	**1 718,361**	**1 918,845**	**200,484**	**11,67**
Cessions d'immobilisations incorporelles	2,000	4,840	7,846	3,006	62,11
Cessions sols, sous-sols	4,225	4,225	11,825	7,600	179,88
Cessions d'immeubles	4,000	4,000	0,000	-4,000	-100,00
Cessions de meubles	0,153	0,353	0,353	0,000	0,000
Remboursements de prêts et avances	4,112	4,112	3,460	-0,652	-15,86
Recettes fiscales	1 228,808	1 237,408	1 364,060	126,652	10,23
Recettes non fiscales (Sans les recettes en capital)	48,817	48,817	81,538	32,721	67,03
Recettes exceptionnelles (Ressources PPTE)	17,714	17,714	17,845	0,131	0,74
Budget spécial d'investissement (Financement extérieur)	313,493	260,744	284,600	23,856	9,15
Appuis budgétaires sectoriels (Dons)	17,393	18,391	17,718	-0,673	3,66
Appuis budgétaires généraux (Dons et prêts)	104,106	117,757	129,600	11,843	10,06
Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux	**83,285**	**83,685**	**94,733**	**11,048**	**13,20**
TOTAL	**1 828,106**	**1 802,046**	**2 013,578**	**211,532**	**11,74**

Les recettes du budget général s'élèvent à 1 918,845 milliards de FCFA en 2017 contre 1 718,361 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une augmentation de 200,484 milliards de FCFA ou un taux de 11,67%, imputable essentiellement :

- à la hausse des recettes fiscales qui passent de 1 237,408 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire 2016 à 1 364,060 milliards de FCFA en 2017, soit une augmentation de 126,652 milliards de FCFA ou un taux de 10,23% ;
- aux ressources extérieures finançant le budget spécial d'investissement qui passent de 260,744 milliards de FCFA dans le collectif 2016 à 284,600 milliards de FCFA en 2017, soit un accroissement de 23,856 milliards de FCFA ou un taux d'augmentation de 9,15% ;

- aux appuis budgétaires généraux qui passent de 117,757 milliards de FCFA dans le collectif 2016 à 129,600 milliards de FCFA en 2017, soit une augmentation de 11,843 milliards de FCFA ou un taux de 10,06%.

Les ressources des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux du trésor sont estimées à 94,733 milliards de FCFA en 2017 contre 83,685 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2016, soit une augmentation de 11,048 milliards de FCFA ou un taux de progression de 13,20%.

Les budgets annexes comprennent : les Entrepôts Maliens au Sénégal, les Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire, les Entrepôts Maliens au Togo, les Entrepôts Maliens en Guinée, les Entrepôts Maliens au Ghana et les Entrepôts Maliens en Mauritanie.

Les Comptes et Fonds Spéciaux sont constitués par :

- le Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- le Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière ;
- le Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts ;
- le Fonds pour l'Aménagement et la Protection de la Faune ;
- le Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- le Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- le Fonds de Remboursement des Crédits TVA.

Les recettes détaillées par nature se présentent comme suit :

a. Recettes fiscales

Les recettes fiscales, constituées des impôts directs et indirects, s'élèvent à 1 364,060 milliards de FCFA en 2017 contre 1 237,408 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2016, soit un accroissement de 126,652 milliards de FCFA, ou un taux de 10,23% imputable à l'augmentation des impôts directs et indirects.

b. Recettes non fiscales

Elles s'élèvent à 81,538 milliards de FCFA, sans les recettes en capital (ressources de privatisation, de vente de terrains et de transformation de titres fonciers, de la vente des bâtiments administratifs à usage de bureau, et les recettes de rétrocession) en 2017 contre 48,817 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2016, soit une augmentation de 32,721 milliards de FCFA ou un taux de 67,03%.

A titre de rappel, les recettes non fiscales sont constituées essentiellement des éléments ci-dessous :

- les revenus de l'Entreprise et du Domaine (les produits de la réforme des matériels de l'Etat, les ventes de terrains, les recettes que l'Etat tire de la propriété d'entreprises, d'actifs financiers, les produits des ventes de l'Etat au public, les recettes domaniales, les permis de coupe de bois de chauffe, les permis de petite chasse etc.) ;
- les droits et frais administratifs (Etablissements hospitaliers, les frais versés en contrepartie des services rendus par les administrations etc.) ;
- les amendes et condamnations pécuniaires (les amendes, pénalités et confiscations qui ne sont pas attribuables à des infractions fiscales) ;
- les revenus des valeurs mobilières ;
- les recettes de privatisations (Actions cédées) ;
- les dettes rétrocédées.

c. Appuis Budgétaires Sectoriels :

Les ressources au titre des appuis budgétaires sectoriels ont été inscrites pour un montant de 17,718 milliards de FCFA contre 18,391 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire 2016, soit une diminution de 0,673 milliard de FCFA ou un taux de régression de 3,66%.

La répartition par Partenaire Technique et Financier est donnée dans le tableau ci-après :

Tableau 4 : Appuis Budgétaires Sectoriels

(En milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	Budget initial 2016 (1)	Budget rectifié 2016 (2)	Prévisions 2017 (3)	Ecart 4 = (3 - 2)
Suisse	4,129	2,327	6,027	3,700
Canada	13,465	13,037	8,663	-4,374
Report ABS Education Canada	0,000	0,936	0,999	0,063
Report ABS Santé Canada	0,000	2,091	2,029	-0,062
Total	**17,594**	**18,391**	**17,718**	**-0,673**

d. Appuis Budgétaires Généraux

Les ressources au titre des Appuis Budgétaires Généraux (ABG) ont été inscrites en 2017 pour un montant de 129,600 milliards de FCFA contre 117,757 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2016, soit une augmentation de 11,843 milliards de FCFA ou un taux de régression de 10,06%.

Les appuis budgétaires généraux comprennent des dons et des prêts.

En dons, les Appuis Budgétaires Généraux (ABG) passent à 63,000 milliards de FCFA en 2017 contre 55,757 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2016, soit une augmentation de 7,243 milliards de FCFA.

Les prêts des Appuis Budgétaires Généraux passent à 66,600 milliards de FCFA en 2017 contre 62,00 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2016, soit une augmentation de 4,600 milliards de FCFA, ou un taux de progression de 7,42%.

La répartition par Partenaire Technique et Financier est donnée dans le tableau ci-après :

Tableau 5 : Appuis Budgétaires Généraux

(En milliards de FCFA)

Partenaires techniques et financiers	Budget initial 2016	Budget rectifié 2016	Prévisions 2017	Ecart
Dons Appui Budgétaire Général	**67,306**	**55,757**	**63,000**	**7,243**
Union Européenne	64,000	55,757	63,000	7,243
Danemark	3,306	0,000	0,000	0,000
Prêts Appui Budgétaire Général	**36,800**	**62,000**	**66,600**	**4,600**
Banque Africaine de Développement (BAD)	10,700	10,700	12,300	1,600
Banque Mondiale	20,000	20,000	23,300	3,300
Fonds Monétaire International	6,100	31,300	31,000	-0,300
TOTAL ABG dons et prêts	**104,106**	**117,757**	**129,600**	**11,843**

2. Répartition des recettes budgétaires par service chargé de recouvrement

Sur un total de recettes budgétaires en 2017 de 2 013,578 milliards de FCFA du budget d'Etat, un montant de 1 469,083 milliards de FCFA (soit 72,96%) est recouvré par les services d'assiette et de recouvrement. Les 544,495 milliards de FCFA ou 27,04% restants proviennent du financement extérieur pour 14,13%, des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux pour 4,70% et autres ressources extérieures (Appuis budgétaires, ressources issues de l'allégement de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés) pour 8,21%.

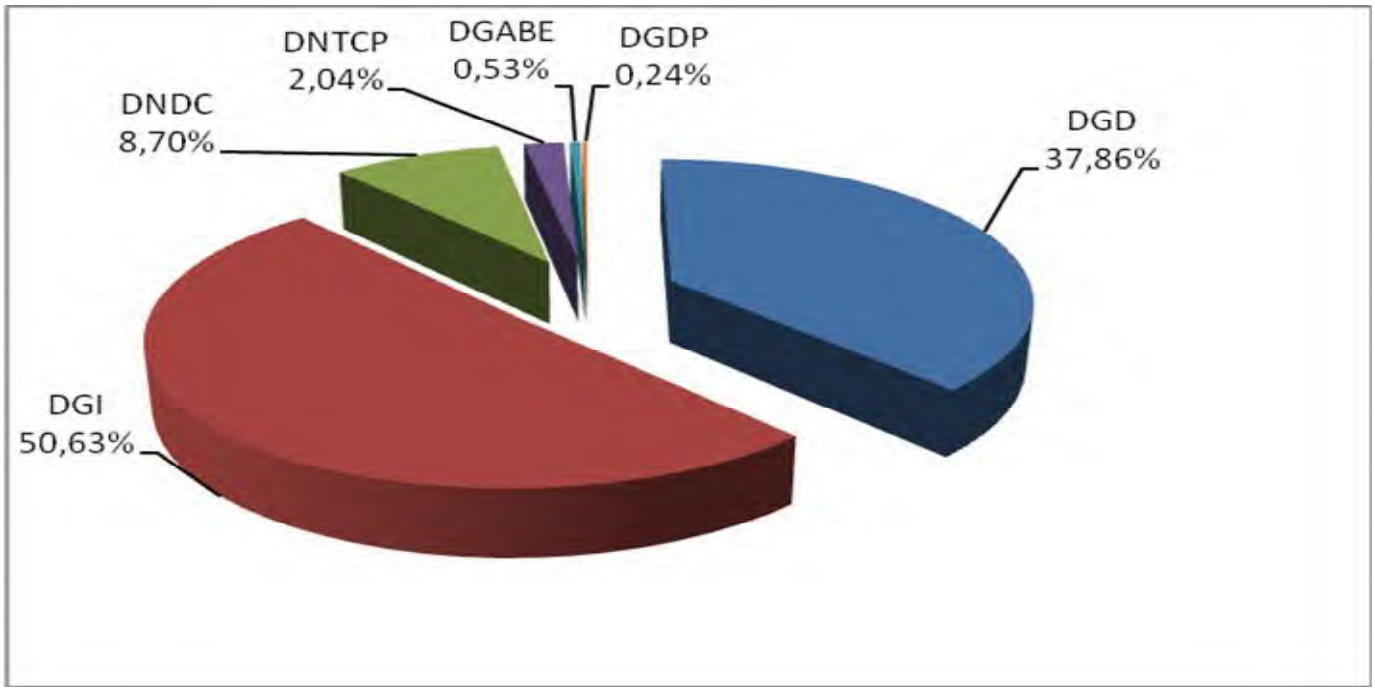
Ci-dessous, le détail des prévisions des recettes budgétaires pour 2017 par service d'assiette et de recouvrement et la représentation graphique de la part relative de chaque service d'assiette et de recouvrement :

Tableau 6 : Répartition des recettes par structure

(En milliards de FCFA)

SERVICES	RECETTES 2016		PREVISIONS 2017	ECART	
	Initiales	Rectifiées		Montant	%
Direct. Générale des Douanes	488,000	499,000	556,177	57,177	11,46
Direct. Générale des Impôts	679,003	678,603	743,799	65,196	9,61
Direct. Nationale Trésor & Compt. Publique	30,000	28,000	30,000	2,000	7,14
Direct. Nationale des Domaines & Cadastre	85,000	89,200	127,800	38,600	43,27
Direct. Générale Adm. des Biens de l'Etat	6,000	4,840	7,847	3,007	62,13
Direct. Générale de la Dette Publique	4,112	4,112	3,460	-0,652	-15,86
TOTAL	**1 292,115**	**1 303,755**	**1 469,083**	**165,328**	**12,68**

Graphique 1 : Part relative de chaque service d'assiette et de recouvrement dans les recettes budgétaires



En effet, les prévisions de recettes 2017 des services d'assiette et de recouvrement comparées à celles rectifiées de 2016, font ressortir une augmentation de 165,328 milliards de FCFA ou un taux de 12,68%.

L'amélioration des recettes 2017 des services d'assiette et de recouvrement sera sous tendue par les mesures ci-après :

Au titre de la Direction Générale des Impôts

Pour l'atteinte des objectifs de recettes 2017, la DGI entend mettre en œuvre les mesures suivantes :

- l'optimisation des déclarations mensuelles par un meilleur suivi des indicateurs de gestion ;
- l'intensification des poursuites pour le recouvrement des arriérés,
- un meilleur suivi des contribuables, qui sont à la fois débiteurs et créanciers de l'Etat ;
- une revue des dossiers en contrôle fiscal et/ou à programmer, susceptibles d'être achevés au plus tard le 30 novembre 2017 ;
- la mise en œuvre de programmes de contrôle qui intègrent les renseignements issus des travaux du Comité Mixte de Renseignements et d'Investigations Economiques et Financières (CMRIEF) et les marchés publics ;
- une recherche accrue des renseignements sur les contribuables ;
- la mise en place progressive d'un système informatique plus performant ;
- l'intensification des contrôles des dossiers importants en termes d'atteinte des résultats de la vérification ;
- le suivi plus rapproché des opérations de contrôle pour accroître leur efficacité se poursuivra et une attention particulière sera portée au suivi des contrôles de crédits de TVA.

Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- l'application stricte et intégrale du nouveau mécanisme de taxation des produits pétroliers,
- la poursuite de l'informatisation du service dans les structures qui ne le sont pas encore ;
- la maîtrise des exonérations exceptionnelles ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la nouvelle carte de la surveillance douanière à travers la création et le renforcement de bureaux, brigades mobiles d'intervention et de postes de surveillance ;
- le redéploiement du personnel ;
- le maintien de l'opération base-vie, sur les versants guinéen et mauritanien, qui aidera aussi à endiguer l'arrivée des produits frauduleux du nord du pays qui échappent pour le moment à tout contrôle douanier vers les régions du sud ;
- le renforcement du Programme de Vérification des Importations (PVI) à travers l'application systématique des pénalités, la réconciliation des déclarations et des attestations de vérification (AVDEC) ;
- l'ouverture des représentations des douanes du Mali à Téma, Conakry et Nouakchott ;
- l'intensification des efforts de lutte contre la fraude et la contrebande.

Au titre de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre (DNDC)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la levée de la mesure de suspension de cessions de terrains ;
- les ressources provenant du renouvellement de la licence 3G ;
- les ressources provenant de l'acquisition de la licence 4G ;
- la maitrise des carrières artisanales et de l'orpaillage traditionnel ;
- la cessation et l'octroi d'exonérations aux promoteurs immobiliers sur le prix de cession des terrains urbains et ruraux du domaine de l'Etat ;
- le règlement du conflit de compétence entre les services intervenant dans les domaines foncier et minier, notamment en ce qui concerne les recouvrements de la taxe d'extraction et du ramassage des matériaux, des redevances superficiaires, ainsi que des droits d'enregistrement sur les locations verbales et la taxe sur la plus value de cession réalisée sur les titres miniers ;
- les effets de la mise en œuvre du décret de révision des prix de cession et barèmes des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des Collectivités adopté en août 2015 ;
- la dotation de la DNDC des moyens matériels (matériels roulants) ;
- l'accroissement de l'information relative aux titres miniers ;
- l'élaboration d'un outil de numérisation des archives foncières à travers le projet PAMORI II;
- l'ouverture d'une nouvelle mine d'or à Koffi.

Au titre de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- le renouvellement de la concession sur les plaques d'immatriculation et les visites techniques ;
- le renforcement du dispositif de taxation des jeux de hasard, notamment les « tombolas, grattages, lotos sportifs » ;
- le renforcement du contrôle des différentes régies et le suivi des postes comptables à l'étranger.

Au titre de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) :

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la réussite des opérations de cession d'une partie des actions de l'Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques (UMPP) ;
- la cession de 19% des actions de la SOTELMA-SA au grand public.

B. AU TITRE DES DEPENSES

Les prévisions de dépenses du budget d'Etat 2017 sont de 2 270,647 milliards de FCFA contre 2 058,003 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2016, soit une augmentation de 10,33%. Cette augmentation s'explique essentiellement par :

- l'incidence financière de la majoration du point indiciaire ;
- l'incidence des Décrets n°2016-0413/P-RM et n°2016-0415/P-RM du 14 juin 2016 fixant la liste, les conditions et modalités d'octroi et les taux des indemnités et allocations accordées respectivement aux fonctionnaires de la Police et de la Protection Civile ;
- la prise en charge de l'incidence de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire ;
- la prise en charge des dépenses urgentes liées à la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali ;
- la prise en charge de nouveaux projets et programmes dans le cadre du Budget Spécial d'Investissement ;
- le renforcement des dotations des secteurs sociaux (Education, Santé, Développement Social, Promotion de la Femme et de l'Enfant), des secteurs de l'Hydraulique et de l'Assainissement ;
- le renforcement de la dotation destinée à la subvention aux intrants agricoles.

a. Présentation par type de budgets :

a. 1. Budget général :

✧ Pouvoirs publics et administrations centrales :

Les dépenses des pouvoirs publics et des administrations centrales comprennent les dépenses des charges communes, des institutions, des départements ministériels et des Etablissements Publics à caractère Administratif. Elles sont prévues pour 1 874,060 milliards de FCFA en 2017 contre 1 688,754 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2016, soit une augmentation de 10,97%.

✧ Administrations déconcentrées des régions :

Les dépenses des administrations déconcentrées des régions s'élèvent à 301,855 milliards de FCFA en 2017 contre 285,564 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une augmentation de 5,70%. Cette hausse s'explique par la poursuite de la déconcentration des crédits des services des secteurs sociaux (Education, Santé, Développement Social), le renforcement de la dotation budgétaire (fonctionnement) des administrations déconcentrées pour une plus grande opérationnalité et le transfert des crédits de certains Ministères sectoriels (Education et Santé) aux Collectivités Territoriales dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de décentralisation.

A cet égard, l'inscription budgétaire totale en faveur de la Mairie du District de Bamako, des huit (08) Conseils Régionaux, des quarante neuf (49) Conseils de Cercle, des sept cent trois (703) Communes et des neuf (09) Agences de Développement Régional s'élève à 261,822 milliards de FCFA en 2017 contre 195,494 milliards de FCFA en 2016.

Sur ces 261,822 milliards de FCFA inscrits pour le compte des Collectivités :

- 190,248 milliards de FCFA ont été transférés au titre du secteur de l'Education ;
- 7,568 milliards de FCFA ont été transférés au titre du Ministère de la Santé ;
- 1,983 milliard de FCFA au titre du secteur de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme ;
- 0,470 milliard de FCFA ont été transférés au titre du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- 7,779 milliards de FCFA ont été transférés au titre du Ministère du Développement Social et de l'Action Humanitaire dont :
  - **7,700 milliards de FCFA** pour le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des Régions du Nord (PURD), en vue de poursuivre les travaux de réhabilitation des infrastructures détruites dans les régions de Ségou, de Mopti, de Tombouctou, de Gao et de Kidal ;
  - **0,079 milliard de FCFA** pour l'Appui aux Services locaux du Développement Social et de l'Economie Solidaire dans la région de Sikasso ;
- 0,571 milliard de FCFA ont été transférés au titre du secteur de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable ;
- 1,311 milliard de FCFA ont été transférés au titre du Secteur de l'Energie et de l'Eau ;
- 2,241 milliards de FCFA ont été transférés au titre du Ministère de l'Agriculture ;
- 0,560 milliard de FCFA ont été transférés au titre de l'Elevage et de la Pêche ;
- 8,000 milliards de FCFA sont inscrits au niveau des charges communes ;
- 35,064 milliards de FCFA ont été transférés au titre du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation dont :
  - **28,918 milliards de FCFA** sont inscrits au niveau de l'ANICT pour la Dotation d'Appui au Fonctionnement des Collectivités Territoriales, les Dotations de Garanties "Emprunt" des Collectivités Territoriales, les Dotations d'Inter-collectivités des Collectivités Territoriales, l'Appui à la mise en place des Communes, le Fonds d'Investissement des Collectivités, le Fonds d'Appui Technique, l'Appui au Développement des Régions du Nord et l'Appui aux Communautés ;

- **1,746 milliard de FCFA** sont inscrits au titre des Agences de Développement Régional ;
- **4,400 milliards de FCFA** sont inscrits au titre des Contrats-Plans Etat/Région ;

- 6,027 milliards de FCFA au titre de l'appui budgétaire décentralisé de la Coopération Suisse en faveur des Collectivités Territoriales dont :
  - 998,876 millions de FCFA pour le Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM) dans les régions de Kayes, de Sikasso, de Ségou, de Mopti, de Tombouctou et le District de Bamako ;
  - 259,360 millions de FCFA pour le Programme de Développement Social et Urbain ;
  - 705,000 millions de FCFA au titre du Programme d'Appui au Développement Economique Régional de Sikasso (ADER) ;
  - 300 millions de FCFA au titre du Programme d'Appui à la Décentralisation de l'Education (PADE) ;
  - 147,500 millions de FCFA au titre du Programme d'Appui à l'Education Non Formelle (PENF) dans les régions de Sikasso, de Mopti et de Tombouctou ;
  - 1,658 milliards de FCFA pour le Programme d'Appui aux Filières Agro Pastorales de Sikasso (PAFA) ;
  - 998,000 millions de FCFA au titre du Programme de Soutien aux Economies Locales du Delta du Niger (PSEL-Delta) ;
  - 960,000 millions de FCFA pour le Programme Partenariat Gouvernance dans les régions de Mopti et de Tombouctou.

a. 2. Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux :

Les dépenses au titre des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux sont prévues en 2017 pour 94,733 milliards de FCFA contre 83,685 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une augmentation de 13,20% imputable essentiellement au niveau des dépenses du Fonds de Remboursement des Crédits TVA.

b. <u>Présentation par nature de dépenses</u> :

Les dépenses par nature se présentent comme suit :

Tableau 7 : Répartition des dépenses par nature

(En milliards de FCFA)

CODES ECONOMIQUES	LF 2015 révisée (1)	LF 2016 (2)	LF 2016 révisée (3)	PLF 2017 (4)	Taux 5= (4-3)/3*100
Personnel	261,931	284,851	291,659	330,217	13,22
Personnel (Fonctionnaires des Collectivités)	105,128	115,374	119,374	120,516	0,96
Matériel et fonctionnement	103,89	111,493	113,264	120,447	6,34
Déplacements-missions	48,33	54,015	54,200	60,926	12,41
Communication-énergie	34,246	34,445	34,945	44,794	28,18
Autres dépenses + transfert et subvention	348,403	363,179	350,725	360,826	2,88
Dépenses électorales	17,000	2,000	9,194	10,000	8,77
Bourses	17,759	17,795	17,795	17,795	0,00
Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux	103,891	83,285	83,685	94,733	13,20
Liquidation du passif régulier+pertes aux changes	3,376	4,65	4,613	4,613	0,00
Equipement-investissement	339,056	421,832	515,676	561,935	8,97
Restructuration des entreprises publiques	1,000	2,000	2,000	2,000	0,00
Principal - intérêt de la dette	149,306	148,647	148,646	219,527	47,68
BSI (financement extérieur)	271,189	313,493	260,744	284,600	9,15
Appui budgétaire sectoriel	39,263	17,393	18,391	17,718	-3,66
Apurement du passif	37,400	28,421	33,092	20,000	-39,56
TOTAL	**1 881,17**	**2 002,87**	**2 058,003**	**2 270,647**	**10,33**

b. 1. Personnel :

Les dépenses au titre du paiement des salaires du personnel civil et militaire de l'Etat sont prévues en 2017 à 330,217 milliards de FCFA contre 291,659 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une augmentation de 13,22%. L'évolution de cette rubrique est due à la prise en charge :

- de l'incidence des augmentations salariales (la majoration de la valeur indiciaire) ;
- des avancements statutaires du personnel civil et militaire ;
- de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire ;
- l'incidence des décrets n°2016-0413/P-RM et n°2016-0415/P-RM du 14 juin 2016 fixant la liste, les conditions et modalités d'octroi et les taux des indemnités et allocations accordées respectivement aux fonctionnaires de la Police et de la protection Civile ;
- des recrutements réguliers de :

- 750 éléments au niveau de la Police, en vue d'atteindre le ratio policier par habitant dont la norme internationale est d'un (01) policier pour 300 habitants. Au Mali, il est de un (01) policier pour 3 377 habitants ;
- 350 éléments au niveau de la Protection Civile afin d'améliorer les interventions en matière d'accidents, sinistres, catastrophes et incendies ;
- 5 100 éléments au niveau de l'armée ;
- 460 agents au niveau de l'Education de Base et de 611 agents au niveau de l'Enseignement Supérieur ;
- 350 agents de Santé dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de développement des ressources humaines en santé en vue de disposer d'un personnel de santé de qualité et en nombre suffisant à tous les niveaux de la pyramide sanitaire afin d'atténuer les disparités en termes géographique et d'accessibilité (accroissement de la couverture sanitaire) ;
- 225 agents dans le cadre du PRODEJ, dont 50 Auditeurs de Justice, 50 Greffiers, 50 Secrétaires de Greffes et de Parquets, 50 Surveillants de prisons et 25 personnels d'appui en vue de renforcer les ressources humaines de la justice et de la rapprocher des justiciables ;
- personnel au niveau de la Fonction Publique Générale en vue du renforcement progressif des capacités des administrations publiques (sur une dotation de 800 millions de FCFA pour le recrutement du nouveau personnel, 500 millions de FCFA sont destinés au recrutement d'agents pour le compte de l'Administration Générale et 300 millions de FCFA pour le secteur de Développement Rural).

b. 2. Matériel - fonctionnement :

Les dépenses de la rubrique « Matériel et fonctionnement » passent de 113,264 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016 à 120,447 milliards de FCFA en 2017, soit une hausse de 6,34%. Cette augmentation s'explique essentiellement par la prise en charge de l'incidence du coût du matériel didactique dans les différents ordres d'enseignement suite à l'évolution des effectifs qui se présentent comme suit :

- Secondaire Général : 306 220 élèves en 2017 contre 282 817 élèves en 2016 ;
- Technique Professionnel : 185 367 élèves en 2017 contre 167 755 élèves en 2016 ;
- Normal : 43 276 élèves-maîtres en 2017 contre 42 668 élèves-maîtres en 2016 ;
- Supérieur : 120 000 étudiants en 2017 contre 113 060 étudiants en 2016.

A cela, il faut ajouter :

- le renforcement des dotations des administrations déconcentrées pour une plus grande opérationnalité ;
- le renforcement de la dotation au titre du fonctionnement des départements ministériels et à l'appui en matériel à l'enseignement fondamental, en particulier aux matériels didactiques (demi-bourses et matières d'œuvres), à l'appui pour l'évaluation du système éducatif et à la supervision des activités pédagogiques, à l'appui pour la répartition des manuels scolaires et à la production des statistiques pour l'amélioration des apprentissages scolaires ;
- le renforcement des dotations des Ministères chargés de la Défense et de la Sécurité Intérieure ;
- le renforcement de la dotation budgétaire pour l'achat de vaccins et de médicaments ;
- le renforcement des dotations au titre du fonctionnement du Ministère de la Justice dans le cadre de la réforme judiciaire.

b. 3. Déplacements - missions :

Les dépenses liées aux déplacements et missions ont été prévues à 60,926 milliards de FCFA en 2017 contre 54,200 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une augmentation de 12,41%, imputable au renforcement de la dotation budgétaire relative aux frais de transport ainsi qu'aux indemnités de déplacement des Forces Armées et de Sécurité, des Pouvoirs Publics, des structures du secteur de Développement Rural, de la Diplomatie et des Affaires Etrangères.

L'augmentation s'explique également par :

- la prise en charge de l'incidence du Décret n°2016-0001/P-RM du 15 janvier 2016 fixant les conditions et les modalités d'octroi de l'indemnité de déplacement et de mission ;
- la dotation de nouveaux services des régions de Ménaka et de Taoudénit ;
- le renforcement de la dotation budgétaire des services de contrôle et inspections dans les départements sectoriels ;
- le renforcement des dotations des administrations déconcentrées pour une plus grande opérationnalité et des missions de supervision des chefs de l'exécutif régional à l'intérieur des régions.

Toutefois, des efforts de maîtrise des charges liées aux missions à l'intérieur et à l'extérieur et aux déplacements liés aux mutations seront poursuivis en 2017 et l'accent sera mis sur le choix de l'itinéraire le moins coûteux, la taille des missions et la priorisation des missions statutaires en fonction des ressources disponibles.

b.4. Communication-énergie :

Les dépenses liées à la consommation d'eau, d'électricité et de téléphone passent de 34,945 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016 à 44,794 milliards de FCFA en 2017, soit une augmentation 28,18% imputable au renforcement des dotations des administrations pour la prise en charge de leur niveau réel de consommation.

Dans le cadre de la rationalisation des dépenses de la rubrique « Communication et énergie », les départements ministériels et les institutions seront invités à initier des mesures en vue de la maîtrise des consommations.

Le mécanisme de surveillance pour la maîtrise des charges de communication et d'énergie en 2017 sera aussi renforcé. A cet égard, il est demandé à tous les Ordonnateurs Secondaires et aux Gestionnaires des institutions de prendre des mesures nécessaires pour une meilleure maîtrise de ces dépenses. Il s'agit :

- d'identifier et de recenser de façon exhaustive et régulière les compteurs d'eau et d'électricité des services ;
- de limiter à deux, le nombre de téléphones cellulaires par département et institution ;
- d'assurer la fonctionnalité du dispositif de contrôle et de suivi des facturations d'électricité, d'eau, de téléphone et de connexion Internet ;
- d'envisager de nouvelles mesures telles que l'utilisation des cartes prépayées.

b. 5. Autres dépenses, transferts et subventions :

Ils sont prévus à 360,826 milliards de FCFA en 2017 contre 350,725 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une augmentation de 2,88%. Dans le détail, ils se présentent ainsi qu'il suit :

✶ **Autres dépenses :**

Les autres dépenses sans les dépenses électorales, la liquidation du passif régulier et les pertes aux changes se chiffrent à 72,296 milliards de FCFA en 2017 contre 83,466 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une diminution de 20,26% due essentiellement au reclassement des dépenses de formation (frais scolaires) en investissement.

✶ **Transferts et subventions :**

Les dépenses de transferts et subventions, sans les dépenses de restructuration des Entreprises Publiques, s'élèvent à 288,530 milliards de FCFA en 2017 contre une dotation budgétaire de 267,258 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une augmentation de 7,96%. Cette augmentation est imputable essentiellement :

- aux transferts et subventions accordés aux Etablissements Publics à caractère Administratif (EPA) au titre de leur fonctionnement ;
- au renforcement de la subvention des Etablissements Publics Hospitaliers dans le cadre de l'amélioration du plateau technique et de l'offre de services de soins ;
- au renforcement de la subvention aux intrants agricoles ;
- au renforcement de la subvention à la Caisse Malienne de Sécurité Sociale ;
- à la prise en charge du fonctionnement du Comité National d'Organisation du Sommet Afrique-France ;
- au renforcement de la subvention accordée aux hôpitaux pour les dialyses ;
- à la poursuite de la politique de gratuité dans le secteur de la santé (médicaments anti-rétroviraux) et à la prise en charge des indigents dans le cadre du Régime d'Assistance Médicale (RAMED).

En outre, en 2017, la loi de Finances prévoit les subventions ci-après :

- l'appui aux structures de tutelle des Collectivités Territoriales dans le cadre de la politique de décentralisation pour 790,097 millions de FCFA ;
- la prise en charge de la césarienne pour 2,124 milliards de FCFA ;
- la lutte contre les maladies, les cancers chez les femmes et le paludisme chez les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq (05) ans pour 2,929 milliards de FCFA.

b. 6. Dépenses électorales :

Les dépenses électorales prévues en 2017 s'élèvent à 10,000 milliards de FCFA contre 9,194 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016. Cette dotation est destinée à prendre en charge les dépenses relatives à la révision des listes électorales et à l'organisation des élections Régionales et Communales.

b. 7. Equipement - investissement :

Il s'agit de l'ensemble des dépenses d'équipement-investissement sans le financement extérieur des projets. Elles passent de 515,676 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016 à 561,935 milliards de FCFA en 2017, soit une hausse de 8,97%. Dans le détail, ces dépenses se présentent ainsi qu'il suit :

✶ **Equipement - investissement du budget ordinaire :**

Les dépenses de la rubrique « Equipement-investissement » du budget ordinaire se chiffrent à 274,311 milliards de FCFA en 2017 contre 277,418 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une baisse de 1,12% imputable, notamment à l'épuisement des ressources SOTELMA.

✶ **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :**

Les dépenses du Budget Spécial d'Investissement, financement intérieur passent de 238,259 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016 à 287,624 milliards de FCFA dans le budget 2017, soit une augmentation de 20,72%. Cette augmentation est due essentiellement à la prise en charge des projets routiers au niveau de l'Equipement et des Transports et l'amélioration du plateau technique au niveau du Ministère de la Santé.

b. 8. Budget Spécial d'Investissement, financement extérieur :

Les dépenses au titre du Budget Spécial d'Investissement, financement extérieur ont été prévues pour 284,600 milliards de FCFA en 2017 contre 260,744 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une augmentation de 9,15%. Cette hausse s'explique essentiellement par la prise en charge des projets de l'agriculture, de l'équipement et des transports, les projets d'hydrauliques villageoises et la prise en compte du programme d'aménagement des infrastructures routières structurantes.

b. 9. Incidence des dépenses de personnel des collectivités :

L'incidence des dépenses au titre du personnel des collectivités s'élève dans le budget 2017 à 120,516 milliards de FCFA contre 119,374 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une hausse de 0,96%. Ce niveau de prévision est dû au fait qu'au lieu d'un recrutement au niveau secondaire, le Ministère de l'Education Nationale a prévu de procéder à un redéploiement des effectifs du personnel enseignant.

b. 10. Restructuration des entreprises publiques :

Le montant de la restructuration des entreprises publiques en 2017 est de 2,000 milliards de FCFA contre le même montant en 2016. Cette inscription est une provision destinée à la prise en charge des dépenses de restructuration ou de paiement des droits sociaux des entreprises publiques restructurées ou liquidées.

b. 11. Bourses :

Les dépenses liées au paiement des bourses sont de 17,795 milliards de FCFA en 2017. Le maintien du niveau s'explique par les efforts de maîtrise des effectifs par la mise en place du système d'informatisation des étudiants et l'effet cumulé des entrées et sorties des boursiers des Ecoles Supérieures et des Facultés.

b. 12. Liquidation du passif régulier et pertes aux changes :

Les prévisions pour 2017 s'élèvent à 4,613 milliards de FCFA contre le même montant dans le budget rectifié 2016. La dotation des pertes aux changes est une provision pour le paiement aux missions diplomatiques, des montants au titre des pertes enregistrées lors des opérations de transfert en devises. La liquidation du passif régulier permet de prendre en charge le « capital-décès » et les différentiels de salaires des agents de l'Etat au titre des exercices antérieurs.

b. 13. Apurement du passif :

La provision de l'apurement du passif est destinée à la prise en charge des engagements de l'Etat notamment, dans le cadre des expropriations et du reliquat éventuel des arriérés de la dette intérieure résultant de la troisième phase de l'audit des arriérés intérieurs. Les inscriptions au titre de l'apurement du passif s'élèvent à 20,000 milliards de FCFA en 2017 contre 33,092 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une baisse de 39,56% imputable à la réduction de la provision au titre de l'apurement de la dette-fournisseurs, antérieure à 2014 et à la non reconduction des dotations inscrites au titre de l'apurement des arriérés de certains projets routiers notamment, l'Avenue an 2000 à Ségou, le pont de Fourou, l'aménagement du boulevard du 22 octobre à Bamako, la route du poisson.

b. 14. Appui Budgétaire Sectoriel :

En 2017, les inscriptions au titre des Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS) s'élèvent à 17,718 milliards de FCFA en 2017 contre 18,391 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une baisse de 3,66% imputable essentiellement à la prise en charge des annonces pour l'exercice 2017. Les ABS sont constitués essentiellement :

- d'une part, de l'appui budgétaire sectoriel décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur **6,027 milliards de FCFA** dont :
  - 998,876 millions de FCFA pour le Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM) dans les régions de Kayes, de Sikasso, de Ségou, de Mopti, de Tombouctou et le District de Bamako ;
  - 259,360 millions de FCFA pour le Programme de Développement Social et Urbain ;
  - 705,000 millions de FCFA au titre du Programme d'Appui au Développement Economique Régional de Sikasso (ADER) ;
  - 300 millions de FCFA au titre du Programme d'Appui à la Décentralisation de l'Education (PADE) ;
  - 147,500 millions de FCFA au titre du Programme d'Appui à l'Education Non Formelle (PENF) dans les régions de Sikasso, de Mopti et de Tombouctou ;
  - 998,000 millions de FCFA au titre du Programme de Soutien aux Economies Locales du Delta du Niger (PSEL-Delta) ;
  - 1,658 milliards de FCFA pour le Programme d'Appui aux Filières Agro Pastorales de Sikasso (PAFA) ;
  - 960,000 millions de FCFA pour le Programme Partenariat Gouvernance dans les régions de Mopti et de Tombouctou.
- d'autre part, du montant d'appui budgétaire sectoriel de 8,663 milliards de FCFA résultant des annonces faites par le Canada dans les secteurs de la Santé et de l'Education, et du report de 3,028 milliards de FCFA de l'ABS Canada non exécuté de 2015.

Ci-dessous la répartition de l'appui budgétaire sectoriel des trois (03) dernières années et la prévision pour 2017 par programme et par bailleur :

(En FCFA)

PROGRAMMES	BAILLEURS	2014	2015	2016 (Initial)	2016 (Rectifié)	2017
PISE III	Pays-Bas	3 935 742 000				
	Canada		2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	2 250 000 000
	S/Total	**3 935 742 000**	**2 500 000 000**	2 500 000 000	2 500 000 000	2 250 000 000
PADE, ADER, PAFA, PACUM, PDSU, PPG, PENF et PSEL-Delta	Suisse	2 117 960 000	2 927 000 000	5 268 140 000	3 666 117 000	6 027 185 000
	S/Total	**2 117 960 000**	**2 927 000 000**	5 268 140 000	3 666 117 000	6 027 185 000
PRODESS	Pays-Bas	10 167 334 000	-	-	-	-
	Canada	-	19 000 000 000	9 625 000 000	9 625 000 000	6 412 500 000
	AFD	6 559 570 000	-	-	-	-
	S/Total	**16 726 904 000**	**19 000 000 000**	9 625 000 000	9 625 000 000	6 412 500 000
EDM	CEDEAO	15 000 000 000	12 000 000 000	-	-	-
	S/Total	**15 000 000 000**	**12 000 000 000**	-	-	-
ANICT/FICT	Union Européenne	19 414 673 000	-	-	-	-
Décentralisation	Pays-Bas	1 574 297 000	-	-	-	-
	S/Total	**20 988 970 000**		-	-	-
RAVEC	France	-	-	-	-	-
	S/Total			-	-	-
Adduction Eau Potable Kidal	Pays-Bas	3 935 742 000	-	-	-	-
	S/Total	**3 935 742 000**		-	-	-
Agriculture	Danemark	6 880 000 000	-	-	-	-
	S/Total	**6 880 000 000**		-	-	-
Report dotation N-1		2 597 543 000	2 836 075 000	-	2 600 000 000	3 028 084 000
	S/Total	**2 597 543 000***	**2 836 075 000****	-	**2 600 000 000*****	**3 028 084 000*****
TOTAL GENERAL		**72 182 861 000**	**39 263 075 000**	**17 393 140 000**	**18 391 117 000**	**17 717 769 000**

NB :

* Les 2 597 543 000 FCFA constituent le report du reliquat des crédits d'ABS 2010 et 2011 non utilisés de la Santé.

** Les 2 836 075 000 FCFA constituent du reliquat des crédits d'ABS 2011 non utilisés de l'Education ;

*** Les 2 600 000 000 FCFA et 3 028 084 000 de FCFA constituent du reliquat des crédits d'ABS 2015 non utilisés de l'Education et de la Santé.

c. Présentation des dépenses par fonction (Secteur) :

Les dépenses par fonction se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau 9: Dépenses par fonction

(En milliers de FCFA)

	Collectif budgétaire 2016	Dotations budgétaires 2017
Pouvoirs Publics et Administration Générale	232 585 299	244 475 462
Diplomatie et Affaires Etrangères	32 910 220	38 674 004
Défense Nationale et Sécurité	323 514 515	330 731 321
Education de Base	224 807 731	239 411 807
Enseignement Secondaire, Sup. et Recherche Scientifique	109 624 121	120 016 388
Culture - Jeunesse et Sport	17 747 336	21 931 071
Santé	123 319 226	140 725 562
Secteurs Sociaux	57 202 559	65 952 976
Emploi	12 145 187	13 610 677
Agriculture	308 883 234	340 893 383
Mine, Hydraulique et Industrie	91 282 546	107 706 181
Urbanisme et Travaux Publics	125 446 258	148 890 418
Transport	35 427 981	21 299 319
Communication	12 336 160	11 723 700
Dette Intérieure	50 119 000	93 384 000
Dette Extérieure	71 303 000	97 629 000
Intérêt Dette Extérieure	27 224 000	28 514 000
Dotations Non Réparties	202 124 646	205 077 844
TOTAL	**2 058 003 019**	**2 270 647 113**

Les crédits de la fonction «Pouvoirs Publics et Administration Générale» prennent en charge les dépenses pour la mise en œuvre de la politique de décentralisation, de l'amélioration du fonctionnement de la justice et du renforcement des dotations des services publics de l'Etat.

Les inscriptions au niveau de la fonction « Défense Nationale et Sécurité » sont destinées à la prise en charge de la politique de recrutement au niveau des Forces Armées et de Sécurité, des frais de transport, de déplacements et d'acquisition d'équipements majeurs pour les missions de sécurisation et de défense du territoire national dans le cadre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire.

La progression de la fonction « Education de Base » est liée à l'accroissement de l'effectif des élèves et aux efforts consentis par le Gouvernement dans le cadre de la construction des salles de classes et des recrutements d'enseignants en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Aussi, face à la persistance des écarts entre filles et garçons et des disparités régionales dans la scolarisation des filles (accès, rétention, achèvement), l'accès des filles et leur maintien à l'école demeurent une préoccupation majeure et des efforts budgétaires sont consentis dans le sens de la réduction de cet écart.

La fonction « Santé » connaît une hausse imputable aux dépenses liées au renforcement d'effectifs du personnel sanitaire, aux subventions accordées aux formations sanitaires dans le cadre de leur mission de service public, à la lutte contre les maladies et à la prise en charge des politiques de gratuité des soins de certaines pathologies (paludisme chez les enfants de moins de cinq (05) ans et les femmes enceintes, maladie cancérigène chez les femmes, médicaments anti-rétroviraux, césarienne). La préoccupation au niveau dudit secteur demeure la poursuite du renforcement du plateau technique des Etablissements Publics Hospitaliers par l'acquisition d'équipements médicaux de pointe. A cela s'ajoute le financement des protocoles de recherche, de la maintenance des appareils techniques, de la réalisation d'investissements et des formations.

La fonction « Secteurs sociaux » qui regroupe le Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire et ses structures déconcentrées et organismes personnalisés (EPA) et le Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et ses structures déconcentrées et organismes personnalisés, connaît une évolution imputable aux dépenses humanitaires, de protection sociale à travers les actions de la Direction Nationale du Développement Social et de l'Economie Solidaire, de la politique d'assurance maladie (AMO) et de prise en charge des indigents dans le cadre du Régime d'Assistance Médicale (RAMED).

La fonction « Emploi » augmente du fait des efforts budgétaires consentis dans le cadre du programme national d'actions dans le domaine de l'emploi en vue de la réduction de la pauvreté, du programme d'appui en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle, du programme de renforcement des capacités en matière d'emploi et de formation professionnelle et du projet de développement des compétences pour l'emploi des jeunes.

La fonction «Développement Rural » connaît une augmentation liée essentiellement aux dépenses d'investissement en vue d'accroître la compétitivité globale de l'économie de notre pays pour accélérer la croissance conformément à la vision politique des autorités. L'objectif recherché est de mettre l'économie de notre pays sur la trajectoire d'économie des pays émergents.

La baisse des inscriptions en faveur de la fonction « Communication » est due à la fin des projets financés sur ressources extérieures.

En ce qui concerne la fonction « Mine Hydraulique et Industrie », l'augmentation s'explique par la prise en charge des nouveaux projets.

Le niveau de la dotation au titre de la dette intérieure connaît une augmentation pour tenir compte de l'échéancier de paiement. Une hausse est également enregistrée au niveau du service de la dette extérieure pour tenir compte de l'échéancier de paiement.

Ci-dessous les principaux ratios sectoriels par rapport aux charges récurrentes :

Tableau 10 : Ratio sectoriel par rapport aux charges récurrentes (en %)

DESIGNATION	LFR 2016	PLF 2017
Education Nationale	36,37	35,06
Santé	12,18	11,27
Secteurs Sociaux (Sans la Santé et l'Education)	7,9	7,76
Développement Rural	3,37	3,38
Equip.-Transport-Urbanisme et Communication	2,52	2,27
Forces Armées et Sécurité	17,16	19,46
Mine, Hydraulique et Industrie	1,68	1,77
Pouvoirs Publics et Administration	17,22	16,77
Dotations Non Réparties	1,6	2,26
TOTAL	**100**	**100**

Le ratio charges récurrentes des secteurs sociaux notamment, l'Education se chiffre à 35,06% en 2017 et la Santé à 11,27% en 2017.

Les ratios par rapport à l'ensemble du budget se présentent comme suit :

Tableau 11 : Ratio par rapport au budget (en %)

DESIGNATION	LFR 2016	PLF 2017
Education Nationale	16,25	15,95
Santé	5,99	6,24
Secteurs Sociaux (Sans la Santé et l'Education)	4,23	4,47
Développement Rural	15,01	15,01
Equip.-Transport-Urbanisme et Communication	8,42	8,02
Forces Armées et Sécurité	15,72	14,57
Principal et Intérêt de la Dette	7,22	9,67
Mine, Hydraulique et Industrie	4,44	4,74
Pouvoirs Publics et Administration	12,9	12,45
Dotations Non réparties	9,82	8,88
TOTAL	**100**	**100**

d. Les projets inscrits dans le Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur et extérieur) :

Le budget de l'Etat 2017 consacre aux investissements une enveloppe globale de 572,224 milliards FCFA contre 499,003 milliards FCFA en 2016, soit une hausse de 14,67%. Cette hausse se justifie par l'accélération de la mise en œuvre d'importants projets structurants.

Les projets du budget 2017 dont la dotation est supérieure ou égale à 1,000 milliard de FCFA se présentent par secteur et sous secteur comme suit :

SECTEUR SOCIAL

Emploi et Formation Professionnelle		
Appui à la Formation Professionnelle et à l'Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux / FIDA	2,575	milliards FCFA
Projet de Développement de Compétence et Emploi des Jeunes / IDA	2,690	milliards FCFA
Culture		
Projet d'Equipement de la CNCM	1,000	milliard FCFA
Construction et équipement de la Maison Africaine de la Photographie	1,200	milliard FCFA
Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille		
Plateforme multifonctionnelle de lutte contre la pauvreté en milieu rural	1,650	milliard FCFA
Education Nationale		
Construction de Lycées Secondaires	2,000	milliards FCFA
Projet d'Appui à l'Education Bilingue de Base (BID)	2,000	milliards FCFA
Construction des IFM	2,200	milliards FCFA
Projet Education pour Tous (IDA)	3,500	milliards FCFA
Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique		
Construction, Extension, Equipement du Campus Université de Kabala	1,300	milliard FCFA
Projet d'Appui à l'Enseignement Supérieur - IDA	3,000	milliards FCFA
Santé et Hygiène Publique		
Projet de Renforcement de la Santé de Reproduction - IDA	4,000	milliards FCFA
Amélioration du plateau technique des hôpitaux	5,000	milliards FCFA
Construction et équipement des hôpitaux	12,000	milliards FCFA
Appui Mise en œuvre de l'Accord Etablissement avec les Hôpitaux	1,525	milliard FCFA
Construction du Centre de Télésanté et informatique médical	1,000	milliard FCFA

SECTEUR POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATION GENERALE

Primature		
Construction et Equipement de l'ENA	2,000	milliards FCFA
Justice et Droits de l'Homme		
Construction Grande Prison de BAMAKO	2,000	milliards FCFA
Mise en œuvre Programme Décennal de Développement de la Justice	2,100	milliards FCFA
Projet d'Appui au Secteur de la Justice au Mali (PAJM)	3,930	milliards FCFA
Administration Territoriale		
Programme de construction et de réhabilitation de pieds à terre	1,000	milliard FCFA
Décentralisation et Réforme de l'Etat		
Appui à la Mise en Place des Communes /ANICT	13,500	milliards FCFA
Contrat Plan Etat Régions/District	4,400	milliards FCFA

SECTEUR ECONOMIE ET INFRASTRUCTURES

Economie et Finances		
Construction et Equipement Direction Générale des Douanes	1,000	milliard FCFA
Fonds d'étude et de préparation des projets	1,000	milliard FCFA
Nouveaux projets BSI	10,000	milliards FCFA
Interconnexion des bases des données du MEF	1,000	milliard FCFA
Projet d'Appui à la Gouvernance Economique (PAGE)	3,187	milliards FCFA
Projet de Reconstruction et de Relance Economique (IDA)	3,150	milliards FCFA
Projet Filets Sociaux JIGISEMEJIRI	6,150	milliards FCFA
Réhabilitation Ex Hôtel des Finances	1,200	milliard FCFA
Aménagement du Territoire et Population		
Construction et Equipement Immeuble INSTAT	2,500	milliards FCFA
Programme d'Autonomisation des Femmes et Dividendes Démographiques	3,500	milliards FCFA
Commerce		
Appui au Cadre Intégré	1,660	milliard FCFA
Agriculture		
Aménagement Hydro Agricole Molodo Nord / BOAD	12,000	milliards FCFA
Appui à la Croissance économique et Promotion Emploi Secteur privé	4,050	milliards FCFA
Aménagement Hydro Agricole Sikasso	2,000	milliards FCFA
Entretien et Aménagement Infrastructure et Vulgarisation Office du Niger	4,200	milliards FCFA
Programme d'Accroissement de la Production Agricole au MALI (PAPAM)	10,500	milliards FCFA
Programme de Compétitivité et Diversification Agricole	1,000	milliard FCFA

Programme de Développement Irrigation / BAD	22,500	milliards FCFA
Programme de Productivité Agricole Afrique Ouest (ECOWAP) II	10,200	milliards FCFA
Programme de Restructuration du Marché Céréalier	1,200	milliard FCFA
Programme National de Pluie provoquée	2,000	milliards FCFA
Projet de Développement Rural Intégré Kita (PDRIK) II	8,900	milliards FCFA
Projet d'Amélioration du Système d'irrigation du périmètre de Baguineda	1,000	milliard FCFA
Projet d'Appui au Développement rural SOKE 1	3,000	milliards FCFA
Projet d'Amélioration de la Productivité agricole et du sous-secteur en Afrique Sub-saharienne	6,850	milliards FCFA
Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et du Développement des Cultures irriguées	10,600	milliards FCFA
Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et nutritionnelle dans la Région de Koulikoro	10,450	milliards FCFA
Projet de Renforcement de la Résilience et de la Sécurité alimentaire	8,750	milliards FCFA
Projet de Renforcement Résilience au Sahel	15,700	milliards FCFA
Reconstitution du Stock National de Sécurité	4,300	milliards FCFA
Elevage et Pêche		
Projet de Développement intégré des ressources animales et aquacoles (PDIRAM)	3,600	milliards FCFA
Programme régional d'appui au pastoralisme au Sahel	10,150	milliards FCFA
Projet de Développement de la filière aquacole de Sikasso	1,165	milliard FCFA
Projet d'Appui au Développement de l'Elevage de Zébu Maure dans le Cercle de Nara	1,484	milliard FCFA
Domaines de l'Etat et Affaires Foncières		
Mise en œuvre de la Réforme Foncière Sécurisée	2,000	milliards FCFA
Construction et équipement de la Direction nationale du Cadastre	1,200	milliard FCFA
Projet d'Aménagement du tronçon berges du Fleuve Niger à Bamako	1,500	milliard FCFA
Urbanisme et Habitat		
Construction de la Direction Nationale de l'Urbanisme	1,000	milliard FCFA
Programme de Construction 50 000 Logements Sociaux	5,000	milliards FCFA
Réhabilitation et Equipement Infrastructures Gao	1,000	milliard FCFA
Réhabilitation et Equipement Infrastructures Région de Taoudéni	2,000	milliards FCFA
Réhabilitation et Equipement Infrastructures Tombouctou	1,000	milliard FCFA
Réhabilitation et Equipement Infrastructures Région de Ménaka	1,500	milliard FCFA
Energie et Eau		
Construction de la station compacte à Kalaban Koro	2,011	milliards FCFA
Etudes de Faisabilité du Barrage de TOSSAYE	27,000	milliards FCFA
Programme National de Mobilisation des Ressources en Eau 1, 2, 3, 5, 6 Régions	4,327	milliards FCFA
Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales pour l'Eau Potable et l'Assainissement II (PACTEA II)	2,050	milliards FCFA
Projet Accès Energie Réalisation de 36 123 Lampadaire Solaires	2,250	milliards FCFA
Projet AEP Ville de Bamako par Kabala	12,666	milliards FCFA
Projet Système Hybride d'Electrification Rurale	9,030	milliards FCFA

Projet de Construction Centre Conduit Dedoubl. Capacité Energie	10,000	milliards FCFA
Projet de Construction de liaison double Sikasso - Bougouni - Bamako	2,580	milliards FCFA
Projet d'Electrification Rurale Système Hybrides 30 Villages	3,500	milliards FCFA
Economie Numérique et Communication		
Construction et Equipement Bureaux régionaux AMAP	1,000	milliard FCFA
Projet de Réseau Large Bande Nationale au Mali	2,000	milliards FCFA
Equipement, Transport et Désenclavement		
Aménagement 2x2 Voies Section Route Ségou San 7 KM BOAD	4,718	milliards FCFA
Programme d'acquisition de matériel de transport	3,000	milliards FCFA
Aménagement en 2x2 voies de la route 3ème pont - RN6, construction d'échangeur et réhabilitation de la section Tour de l'Afrique	5,000	milliards FCFA
Bitumage tronçon Goma coura -Tombouctou	10,500	milliards FCFA
Bitumage de la route Baraoueli - Tamani	2,000	milliards FCFA
Construction de pont sur le Fleuve Baoulé et la route Fana - Diola	3,500	milliards FCFA
Construction de la route Kayes - Kéniéba	2,000	milliards FCFA
Construction de la section Kangaba - Dialafoundo - Frontière Guinée	2,000	milliards FCFA
Construction de la voie ceinture ouest de Koulikoro	1,500	milliard FCFA
Aménagement de la voie Kouloubleni longue de 5 km	1,500	milliard FCFA
Construction / Bitumage de la route Banconi - Dialakorodji - Safo - Dabani - Nonsombougou	1,500	milliard FCFA
Construction de la Section Yanfolila - Kalana - frontière Guinée	1,500	milliard FCFA
Construction et bitumage de la bretelle Katela - Kadiolo - Zegoua et aménagement de 10 km de voiries	1,000	milliard FCFA
Construction du 2ème pont de Kayes	15,000	milliards FCFA
Construction du 4ème Pont de Bamako	2,000	milliards FCFA
Construction et Bitumage de la route Macina-Diafarabé-Teninkou	3,000	milliards FCFA
Construction et bitumage de la route Zantièbougou - Kolondièba - frontière RCI	3,000	milliards FCFA
Projet d'Aménagement des Infrastructures Routières et Structures (PAIRS)	48,000	milliards FCFA
Projet de route Benena - Mandiakuy	3,500	milliards FCFA
Réhabilitation de l'ancien pont de Kayes	1,200	milliard FCFA
Travaux d'Achèvement de l'Aéroport Bamako-Sénou	1,500	milliard FCFA
Environnement, Assainissement et Développement Durable		
Construction Décharge de Noumoubougou	1,500	milliard FCFA
Dragage et protection des berges Diafarabé	1,700	milliard FCFA
Programme d'Assainissement de 11 Villes	1,000	milliard FCFA
Programme de Gestion Décentralisée des Forets (GEDEFOR 2)	3,800	milliards FCFA
Projet Initiative Pauvreté Environnement	1,700	milliard FCFA
Projet de Drainage des Eaux Fluviales de Bamako	3,805	milliards FCFA
Projet d'Elimination et de Prévention des Pesticides Obsolètes	2,700	milliards FCFA
Programme régional d'aménagement du massif du Fouta Djallon	1,500	milliard FCFA

e. Déficit Budgétaire et Moyen de son Financement

Arrêté en ressources à 2 013,578 milliards de FCFA en termes de prévisions de recouvrement et à 2 270,647 milliards de FCFA en dépenses, le projet de budget 2017 présente un déficit prévisionnel de 257,069 milliards de FCFA contre 255,957 milliards de FCFA dans le budget rectifié 2016, soit une augmentation de 0,43%.

Ce déficit sera financé par les ressources provenant des aides budgétaires extérieures et la mobilisation de l'épargne à travers les titres d'emprunts émis par le Trésor.

IV. ETAT DE LA CONVERGENCE DE L'UEMOA ET DE LA CEDEAO

a. Etat de la convergence de l'UEMOA

Il est à rappeler que le Conseil des Ministres de l'UEMOA a adopté en septembre 2014 cinq (05) nouveaux critères de convergence dont trois (03) critères de premier rang et deux (02) critères de second rang.

Par rapport à ces nouveaux critères, le Mali respectera trois (03) critères sur cinq (05) en 2017 :

- deux (02) critères de premier rang : le taux d'inflation et l'encours de la dette publique rapporté au PIB ;
- un (01) critère de second rang : masse salariale sur recettes fiscales.

Position du Mali face aux nouveaux critères de convergence de l'UEMOA :

Critères de convergence	Norme UEMOA	2015	2016	2017
Critères de premier rang				
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en %PIB	≥ -3%	**-5,0%**	-4,3%	-4,1%
Taux d'inflation	≤ 3%	**1,7%**	**0,5%**	**1,0%**
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤ 70%	**31,3%**	**30,4%**	**31,1%**
Critères de second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales	≤ 35%	**34,2%**	**33,4%**	**33,2%**
Taux de pression fiscale	≥ 20%	16,8%	14,8%	15,2%
Nombre de critères respectés		**3**	**3**	**3**

b. Etat de la convergence de la CEDEAO

Par rapport à la surveillance multilatérale de la CEDEAO, le Mali respectera en 2017 quatre (04) critères de convergence applicables aux pays de l'UEMOA comme en 2016 dont :

- un (01) critère de premier rang : le taux d'inflation en fin de période ;
- trois (03) critères de second rang : (i) non accumulation des arriérés intérieurs élimination de tous les anciens arriérés, (ii) masse salariale rapportée aux recettes fiscales et (iii) les investissements publics financés sur les ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales.

Position du Mali face aux critères de convergence de la CEDEAO :

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2015	2016	2017
Critères de premier rang				
Ratio du déficit budgétaire global hors dons sur le PIB nominal	≤ 4%	7,6%	6,3%	6,1%
Taux d'inflation en fin de période	≤ 5%	**1,7%**	**0,5%**	**1,0%**
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale ≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure*	≤10%			
Réserves de change en mois d'importations*	≥ 6			
Critères de second rang				
Non accumulation des arriérés intérieurs élimination de tous les anciens arriérés	0%	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**
Ratio recettes fiscales /PIB	≥20%	16,8%	14,8%	15,2%
Masse salariale/recettes fiscales ≤35%	≤ 35%	**34,2%**	**33,4%**	**33,2%**
Ratio investissements publics financés sur les ressources intérieures/Recettes ≥20% fiscales	≥ 20%	**29,4%**	**40,0%**	**40,2%**
Stabilité du taux de change réel *				
Taux d'intérêt réel positif *				
Nombre de critères respectés		**4**	**4**	**4**

*** Non applicable aux pays de l'UEMOA**

Bamako, le …… 2016
Le Ministre,

Dr Boubou CISSE

II. PROJET DE LOI DE FINANCES 2017

PROJET DE LOI

ASSEMBLEE NATIONALE

_____

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

_____

LOI N°2016_____/ AN-RM

PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2017

L'Assemblée Nationale

Vu la Constitution,

a délibéré et adopté la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I : LES RESSOURCES

Article 1er : La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat est effectuée pendant l'année 2017 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de Finances.

Article 2 : Les affectations résultant des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux à la date de dépôt de la présente loi sont confirmées pour l'année 2017.

Article 3 : Les ressources du budget de l'Etat sont évaluées comme suit :

- **Budget général.....1 918 845 448 000 FCFA**
  - ♦ Budget national .....1 486 927 680 000 FCFA
  - ♦ Budget spécial d'investissement (Financement extérieur) .....284 600 000 000 FCFA
  - ♦ Appuis budgétaires .....147 317 768 000 FCFA
- **Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux**.....**94 732 656 000 FCFA**
  - ♦ Budgets annexes .....5 980 456 000 FCFA
  - ♦ Comptes et fonds spéciaux .....88 752 200 000 FCFA

TOTAL.....**2 013 578 104 000 FCFA**

Le détail figure dans **l'état A** annexé à la présente loi.

CHAPITRE II : LES CHARGES

Article 4 : Le plafond des crédits inscrits au budget de l'Etat pour 2017 est de **2 270 647 113 000 FCFA** répartis comme suit :

- **Dépenses ordinaires ..... 1 250 394 703 000 FCFA**
- **Dépenses en capital .....1 020 252 410 000 FCFA**
  - ♦ Crédits de paiement .....589 941 768 000 FCFA
  - ♦ Remboursement du principal de la dette .....156 000 000 000 FCFA
  - ♦ Dépenses d'investissement hors crédits de paiement.....274 310 642 000 FCFA

Article 5 : Dans la limite du plafond fixé à l'article 4 ci-dessus, sont inscrits les crédits, par Section et titre comme suit :

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
990		**CHARGES COMMUNES**				
	1	**Amortissement, Charge de la Dette Publique**				
	15	Amortissement des emprunts projets		156 000 000	0	156 000 000
	65	Intérêts et frais financiers		63 527 000	0	63 527 000
TOTAL		**Amortissement, Charge de la Dette Publique**		**219 527 000**	**0**	**219 527 000**
	2	**Dépense de Personnel**				
	61	Dépenses de personnel		26 635 406	10 482 134	37 117 540
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**26 635 406**	**10 482 134**	**37 117 540**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	62	Achats de biens et services		32 639 804	2 025 548	34 665 352
	66	Charges exceptionnelles		27 301 039	0	27 301 039
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**59 940 843**	**2 025 548**	**61 966 391**
	4	**Transfert Courant**				
	63	Subventions		42 239 428	- 25 000 000	17 239 428
	64	Autres transferts courants		35 660 548	- 500 000	35 160 548
TOTAL		**Transfert Courant**		**77 899 976**	**- 25 500 000**	**52 399 976**
	5	**Equipement & Investissement**				
	21	Immobilisations incorporelles		0	3 200 000	3 200 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		105 109 466	- 36 395 101	68 714 365
	26	Prises de participation placements-cautionnements		10 300 000	0	10 300 000
	66	Charges exceptionnelles		6 000 000	0	6 000 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**121 409 466**	**- 33 195 101**	**88 214 365**
TOTAL		**CHARGES COMMUNES**		**505 412 691**	**- 46 187 419**	**459 225 272**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
110		**ASSEMBLEE NATIONALE**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61	Dépenses de personnel		3 724 958	0	3 724 958
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**3 724 958**	**0**	**3 724 958**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	62	Achats de biens et services		9 022 186	206 403	9 228 589
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**9 022 186**	**206 403**	**9 228 589**
	4	**Transfert Courant**				
	64	Autres transferts courants		1 695 528	0	1 695 528
TOTAL		**Transfert Courant**		**1 695 528**	**0**	**1 695 528**
	5	**Equipement & Investissement**				
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		1 226 600	0	1 226 600
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**1 226 600**	**0**	**1 226 600**
TOTAL		**ASSEMBLEE NATIONALE**		**15 669 272**	**206 403**	**15 875 675**
120		**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61	Dépenses de personnel		1 404 359	0	1 404 359
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**1 404 359**	**0**	**1 404 359**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier		86 489	16 056	102 545
	62	Achats de biens et services		8 452 597	67 970	8 520 567
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**8 539 086**	**84 026**	**8 623 112**
	4	**Transfert Courant**				
	63	Subventions		200 000	0	200 000
	64	Autres transferts courants		415 000	0	415 000
TOTAL		**Transfert Courant**		**615 000**	**0**	**615 000**
	5	**Equipement & Investissement**				
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		3 393 000	- 2 615 000	778 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**3 393 000**	**- 2 615 000**	**778 000**
TOTAL		**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**		**13 951 445**	**- 2 530 974**	**11 420 471**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES		MESURES NOUVELLES	T O T A L
130 PRIMATURE					
2 Dépense de Personnel					
61	Dépenses de personnel	2 232 596	-	554 300	1 678 296
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**2 232 596**	**-**	**554 300**	**1 678 296**
3 Dépense de Fonctionnement					
62	Achats de biens et services	5 679 217		459 374	6 138 591
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**5 679 217**		**459 374**	**6 138 591**
4 Transfert Courant					
63	Subventions	554 774	-	484 224	70 550
64	Autres transferts courants	1 270 000	-	1 000 000	270 000
65	Intérêts et frais financiers	0		46 585	46 585
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 824 774**	**-**	**1 437 639**	**387 135**
5 Equipement & Investissement					
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 279 253	-	580 000	699 253
62	Achats de biens et services	25 000		0	25 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 304 253**	**-**	**580 000**	**724 253**
TOTAL PRIMATURE		**11 040 840**	**-**	**2 112 565**	**8 928 275**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
2 Dépense de Personnel					
61	Dépenses de personnel	96 816		0	96 816
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**96 816**		**0**	**96 816**
3 Dépense de Fonctionnement					
62	Achats de biens et services	475 700		0	475 700
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**475 700**		**0**	**475 700**
TOTAL DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS		**572 516**		**0**	**572 516**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
140		**COUR CONSTITUTIONNELLE**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61	Dépenses de personnel		253 943	0	253 943
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**253 943**	**0**	**253 943**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier		6 334	0	6 334
	62	Achats de biens et services		548 140	40 035	588 175
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**554 474**	**40 035**	**594 509**
	4	**Transfert Courant**				
	63	Subventions		35 000	0	35 000
TOTAL		**Transfert Courant**		**35 000**	**0**	**35 000**
	5	**Equipement & Investissement**				
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		250 000	0	250 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**250 000**	**0**	**250 000**
TOTAL		**COUR CONSTITUTIONNELLE**		**1 093 417**	**40 035**	**1 133 452**
150		**COUR SUPREME**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61	Dépenses de personnel		887 105	0	887 105
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**887 105**	**0**	**887 105**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier		25 205	0	25 205
	62	Achats de biens et services		660 519	130 000	790 519
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**685 724**	**130 000**	**815 724**
	4	**Transfert Courant**				
	64	Autres transferts courants		154 500	0	154 500
TOTAL		**Transfert Courant**		**154 500**	**0**	**154 500**
	5	**Equipement & Investissement**				
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		3 299 244	- 2 565 695	733 549
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**3 299 244**	**- 2 565 695**	**733 549**
TOTAL		**COUR SUPREME**		**5 026 573**	**- 2 435 695**	**2 590 878**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
155	**HAUTE COUR DE JUSTICE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	253 500	0	253 500
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**253 500**	**0**	**253 500**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	66 250	0	66 250
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**66 250**	**0**	**66 250**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	712 000	0	712 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**712 000**	**0**	**712 000**
TOTAL	**HAUTE COUR DE JUSTICE**	**1 031 750**	**0**	**1 031 750**
160	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	331 924	0	331 924
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**331 924**	**0**	**331 924**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	654 339	44 800	699 139
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**654 339**	**44 800**	**699 139**
4	**Transfert Courant**			
64	Autres transferts courants	37 500	0	37 500
TOTAL	**Transfert Courant**	**37 500**	**0**	**37 500**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	340 000	- 75 000	265 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**340 000**	**- 75 000**	**265 000**
TOTAL	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL**	**1 363 763**	**- 30 200**	**1 333 563**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	865 910	0	865 910
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**865 910**	**0**	**865 910**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	611 056	49 286	660 342
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**611 056**	**49 286**	**660 342**
4	**Transfert Courant**			
64	Autres transferts courants	62 500	0	62 500
TOTAL	**Transfert Courant**	**62 500**	**0**	**62 500**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	230 000	0	230 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**230 000**	**0**	**230 000**
TOTAL	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**1 769 466**	**49 286**	**1 818 752**
180	**MINISTERE AFF. ETRANGERES, COOPERAT. INTERNAT. INTEGRATION AFRICAINE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	13 536 742	124 347	13 661 089
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**13 536 742**	**124 347**	**13 661 089**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	13 874 133	438 558	14 312 691
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**13 874 133**	**438 558**	**14 312 691**
4	**Transfert Courant**			
64	Autres transferts courants	2 918 134	4 137 651	7 055 785
65	Intérêts et frais financiers	0	0	0
TOTAL	**Transfert Courant**	**2 918 134**	**4 137 651**	**7 055 785**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	80 000	1 211 000	1 291 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 920 500	- 150 000	1 770 500
62	Achats de biens et services	100 000	0	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**2 100 500**	**1 061 000**	**3 161 500**
TOTAL	**MINISTERE AFF. ETRANGERES, COOPERAT. INTERNAT. INTEGRATION AF**	**32 429 509**	**5 761 556**	**38 191 065**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES		MESURES NOUVELLES	TOTAL
182	**MINISTERE COOPERATION INTERNATIONALE & INTEGRATION AFRICAINE**				
2	**Dépense de Personnel**				
61	Dépenses de personnel	234 482	-	234 482	0
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**234 482**	**-**	**234 482**	**0**
3	**Dépense de Fonctionnement**				
62	Achats de biens et services	293 498	-	293 498	0
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**293 498**	**-**	**293 498**	**0**
4	**Transfert Courant**				
63	Subventions	19 020	-	19 020	0
TOTAL	**Transfert Courant**	**19 020**	**-**	**19 020**	**0**
5	**Equipement & Investissement**				
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	42 986	-	42 986	0
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**42 986**	**-**	**42 986**	**0**
TOTAL	**MINISTERE COOPERATION INTERNATIONALE & INTEGRATION AFRICAIN**	**589 986**	**-**	**589 986**	**0**
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR**				
2	**Dépense de Personnel**				
61	Dépenses de personnel	234 221		0	234 221
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**234 221**		**0**	**234 221**
3	**Dépense de Fonctionnement**				
62	Achats de biens et services	540 643		73 755	614 398
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**540 643**		**73 755**	**614 398**
4	**Transfert Courant**				
63	Subventions	108 529		0	108 529
64	Autres transferts courants	91 300		0	91 300
TOTAL	**Transfert Courant**	**199 829**		**0**	**199 829**
5	**Equipement & Investissement**				
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	870 000	-	300 000	570 000
62	Achats de biens et services	170 000		750 000	920 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 040 000**		**450 000**	**1 490 000**
TOTAL	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR**	**2 014 693**		**523 755**	**2 538 448**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	2 088 910	350 000	2 438 910
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**2 088 910**	**350 000**	**2 438 910**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	658 313	151 400	809 713
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**658 313**	**151 400**	**809 713**
4	**Transfert Courant**			
64	Autres transferts courants	20 000	0	20 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**20 000**	**0**	**20 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	200 000	200 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**200 000**	**200 000**
TOTAL	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**	**2 767 223**	**701 400**	**3 468 623**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	206 435	158 696	365 131
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**206 435**	**158 696**	**365 131**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	95 850	0	95 850
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**95 850**	**0**	**95 850**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	433 670	80 000	513 670
TOTAL	**Transfert Courant**	**433 670**	**80 000**	**513 670**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	30 000	0	30 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**30 000**	**0**	**30 000**
TOTAL	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**	**765 955**	**238 696**	**1 004 651**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
195	**COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	38 361	0	38 361
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**38 361**	**0**	**38 361**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	109 698	700	110 398
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**109 698**	**700**	**110 398**
TOTAL	**COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT**	**148 059**	**700**	**148 759**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	89 091 165	40 000	89 131 165
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**89 091 165**	**40 000**	**89 131 165**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	215 250	0	215 250
62	Achats de biens et services	61 094 145	1 155 623	62 249 768
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**61 309 395**	**1 155 623**	**62 465 018**
4	**Transfert Courant**			
64	Autres transferts courants	588 491	46 000	634 491
TOTAL	**Transfert Courant**	**588 491**	**46 000**	**634 491**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	154 141	154 141
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	53 443 893	44 786 683	98 230 576
62	Achats de biens et services	0	12 770 731	12 770 731
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**53 443 893**	**57 711 555**	**111 155 448**
TOTAL	**MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS**	**204 432 944**	**58 953 178**	**263 386 122**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES		MESURES NOUVELLES	TOTAL
220		**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**					
	2	**Dépense de Personnel**					
	61	Dépenses de personnel		2 477 926	-	387 102	2 090 824
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**2 477 926**	**-**	**387 102**	**2 090 824**
	3	**Dépense de Fonctionnement**					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier		50 000		0	50 000
	62	Achats de biens et services		4 142 311		414 225	4 556 536
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**4 192 311**		**414 225**	**4 606 536**
	4	**Transfert Courant**					
	63	Subventions		59 187		0	59 187
	64	Autres transferts courants		93 823		0	93 823
	65	Intérêts et frais financiers		200 000		0	200 000
TOTAL		**Transfert Courant**		**353 010**		**0**	**353 010**
	5	**Equipement & Investissement**					
	21	Immobilisations incorporelles		0		50 000	50 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		4 160 000		3 920 000	8 080 000
	62	Achats de biens et services		100 000		0	100 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**4 260 000**		**3 970 000**	**8 230 000**
TOTAL		**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**		**11 283 247**		**3 997 123**	**15 280 370**
223		**OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE**					
	2	**Dépense de Personnel**					
	61	Dépenses de personnel		0		564 300	564 300
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**0**		**564 300**	**564 300**
	3	**Dépense de Fonctionnement**					
	62	Achats de biens et services		376 438		0	376 438
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**376 438**		**0**	**376 438**
	5	**Equipement & Investissement**					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		100 000		0	100 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**100 000**		**0**	**100 000**
TOTAL		**OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE**		**476 438**		**564 300**	**1 040 738**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	32 876 044	5 000 000	37 876 044
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**32 876 044**	**5 000 000**	**37 876 044**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	150 186	0	150 186
62	Achats de biens et services	7 213 468	973 923	8 187 391
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**7 363 654**	**973 923**	**8 337 577**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 900 000	- 300 000	1 600 000
62	Achats de biens et services	4 120 000	0	4 120 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**6 020 000**	**- 300 000**	**5 720 000**
TOTAL	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**	**46 259 698**	**5 673 923**	**51 933 621**
235	**SECURITE D'ETAT**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	144 000	0	144 000
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**144 000**	**0**	**144 000**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	29 050	0	29 050
62	Achats de biens et services	5 399 523	0	5 399 523
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**5 428 573**	**0**	**5 428 573**
TOTAL	**SECURITE D'ETAT**	**5 572 573**	**0**	**5 572 573**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES		MESURES NOUVELLES	TOTAL
310		**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
	2	**Dépense de Personnel**					
	61	Dépenses de personnel		8 669 710	-	30 503	8 639 207
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**8 669 710**	**-**	**30 503**	**8 639 207**
	3	**Dépense de Fonctionnement**					
	62	Achats de biens et services		7 098 224		112 963	7 211 187
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**7 098 224**		**112 963**	**7 211 187**
	4	**Transfert Courant**					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols		11 458		200 000	211 458
	63	Subventions		243 951		75 000	318 951
	64	Autres transferts courants		7 148 323	-	27 100	7 121 223
TOTAL		**Transfert Courant**		**7 403 732**		**247 900**	**7 651 632**
	5	**Equipement & Investissement**					
	21	Immobilisations incorporelles		1 320 000		500 000	1 820 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		21 391 811	-	249 360	21 142 451
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier		3 000 000	-	3 000 000	0
	62	Achats de biens et services		2 313 000	-	158 000	2 155 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**28 024 811**	**-**	**2 907 360**	**25 117 451**
TOTAL		**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**		**51 196 477**	**-**	**2 577 000**	**48 619 477**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
320		**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61		Dépenses de personnel	817 657	0	817 657
TOTAL			**Dépense de Personnel**	**817 657**	**0**	**817 657**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	62		Achats de biens et services	1 214 363	70 901	1 285 264
TOTAL			**Dépense de Fonctionnement**	**1 214 363**	**70 901**	**1 285 264**
	4	**Transfert Courant**				
	64		Autres transferts courants	70 000	0	70 000
TOTAL			**Transfert Courant**	**70 000**	**0**	**70 000**
	5	**Equipement & Investissement**				
	21		Immobilisations incorporelles	0	500 000	500 000
	23		Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	927 000	622 000	1 549 000
	62		Achats de biens et services	0	100 000	100 000
TOTAL			**Equipement & Investissement**	**927 000**	**1 222 000**	**2 149 000**
TOTAL			**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.**	**3 029 020**	**1 292 901**	**4 321 921**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES		MESURES NOUVELLES	TOTAL
323		**MINISTERE EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE**					
	2	**Dépense de Personnel**					
	61	Dépenses de personnel		807 440	-	177 901	629 539
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**807 440**	**-**	**177 901**	**629 539**
	3	**Dépense de Fonctionnement**					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier		11 620		0	11 620
	62	Achats de biens et services		1 256 466	-	224 700	1 031 766
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**1 268 086**	**-**	**224 700**	**1 043 386**
	4	**Transfert Courant**					
	63	Subventions		0		40 000	40 000
	64	Autres transferts courants		324 091		0	324 091
	65	Intérêts et frais financiers		24 900	-	24 900	0
TOTAL		**Transfert Courant**		**348 991**		**15 100**	**364 091**
	5	**Equipement & Investissement**					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		6 804 000	-	829 000	5 975 000
	62	Achats de biens et services		411 000		88 000	499 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**7 215 000**	**-**	**741 000**	**6 474 000**
TOTAL		**MINISTERE EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE**		**9 639 517**	**-**	**1 128 501**	**8 511 016**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
330	**MIN. ADMINISTRATION TERRIT. DECENTRALISATION ET REFORME ETAT**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	1 065 964	196 085	1 262 049
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**1 065 964**	**196 085**	**1 262 049**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	34 255	0	34 255
62	Achats de biens et services	2 320 019	633 209	2 953 228
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**2 354 274**	**633 209**	**2 987 483**
4	**Transfert Courant**			
64	Autres transferts courants	651 611	610 000	1 261 611
TOTAL	**Transfert Courant**	**651 611**	**610 000**	**1 261 611**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 835 900	4 530 000	6 365 900
62	Achats de biens et services	415 000	35 000	450 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**2 250 900**	**4 565 000**	**6 815 900**
TOTAL	**MIN. ADMINISTRATION TERRIT. DECENTRALISATION ET REFORME ETAT**	**6 322 749**	**6 004 294**	**12 327 043**
334	**AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	0	115 268	115 268
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**0**	**115 268**	**115 268**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	0	376 712	376 712
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**0**	**376 712**	**376 712**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	6 000	0	6 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**6 000**	**0**	**6 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	83 200	300 000	383 200
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**83 200**	**300 000**	**383 200**
TOTAL	**AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**	**89 200**	**791 980**	**881 180**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES		MESURES NOUVELLES	TOTAL
335		**MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT**					
	2	**Dépense de Personnel**					
	61	Dépenses de personnel		170 394	-	170 394	0
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**170 394**	**-**	**170 394**	**0**
	3	**Dépense de Fonctionnement**					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier		16 600	-	16 600	0
	62	Achats de biens et services		832 657	-	832 657	0
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**849 257**	**-**	**849 257**	**0**
	4	**Transfert Courant**					
	64	Autres transferts courants		101 986	-	101 986	0
TOTAL		**Transfert Courant**		**101 986**	**-**	**101 986**	**0**
	5	**Equipement & Investissement**					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		3 293 400	-	3 293 400	0
	62	Achats de biens et services		30 000	-	30 000	0
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**3 323 400**	**-**	**3 323 400**	**0**
TOTAL		**MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT**		**4 445 037**	**-**	**4 445 037**	**0**
340		**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE**					
	2	**Dépense de Personnel**					
	61	Dépenses de personnel		101 311		0	101 311
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**101 311**		**0**	**101 311**
	3	**Dépense de Fonctionnement**					
	62	Achats de biens et services		309 333		92 169	401 502
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**309 333**		**92 169**	**401 502**
	4	**Transfert Courant**					
	62	Achats de biens et services		50 000		0	50 000
	63	Subventions		125 505		140 000	265 505
	64	Autres transferts courants		9 369		0	9 369
TOTAL		**Transfert Courant**		**184 874**		**140 000**	**324 874**
	5	**Equipement & Investissement**					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		50 000	-	50 000	0
	62	Achats de biens et services		130 000	-	130 000	0
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**180 000**	**-**	**180 000**	**0**
TOTAL		**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE**		**775 518**		**52 169**	**827 687**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	112 367	0	112 367
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**112 367**	**0**	**112 367**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	17 430	0	17 430
62	Achats de biens et services	322 622	275 450	598 072
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**340 052**	**275 450**	**615 502**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	146 080	0	146 080
64	Autres transferts courants	2 066 052	0	2 066 052
TOTAL	**Transfert Courant**	**2 212 132**	**0**	**2 212 132**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	45 000	- 45 000	0
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**45 000**	**- 45 000**	**0**
TOTAL	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE**	**2 709 551**	**230 450**	**2 940 001**
400	**MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	45 792	- 45 792	0
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**45 792**	**- 45 792**	**0**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	209 188	- 209 188	0
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**209 188**	**- 209 188**	**0**
4	**Transfert Courant**			
64	Autres transferts courants	43 820	- 43 820	0
TOTAL	**Transfert Courant**	**43 820**	**- 43 820**	**0**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 004 544	- 1 004 544	0
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 004 544**	**- 1 004 544**	**0**
TOTAL	**MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**	**1 303 344**	**- 1 303 344**	**0**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	13 326 509	5 312 457	18 638 966
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**13 326 509**	**5 312 457**	**18 638 966**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	17 192 072	878 998	18 071 070
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**17 192 072**	**878 998**	**18 071 070**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	318 509	235 678	554 187
64	Autres transferts courants	3 060 929	800	3 061 729
TOTAL	**Transfert Courant**	**3 379 438**	**236 478**	**3 615 916**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	10 988 394	5 862 158	16 850 552
62	Achats de biens et services	65 000	0	65 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**11 053 394**	**5 862 158**	**16 915 552**
TOTAL	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**	**44 951 413**	**12 290 091**	**57 241 504**
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE SCIENTIFIQUE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	3 591 084	3 692 554	7 283 638
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**3 591 084**	**3 692 554**	**7 283 638**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	2 400 260	176 187	2 576 447
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**2 400 260**	**176 187**	**2 576 447**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	166 572	0	166 572
64	Autres transferts courants	2 440 030	- 669 696	1 770 334
TOTAL	**Transfert Courant**	**2 606 602**	**- 669 696**	**1 936 906**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	5 095 000	2 818 000	7 913 000
62	Achats de biens et services	0	334 000	334 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**5 095 000**	**3 152 000**	**8 247 000**
TOTAL	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE SCIENTIFIQ**	**13 692 946**	**6 351 045**	**20 043 991**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	1 365 650	- 185 437	1 180 213
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**1 365 650**	**- 185 437**	**1 180 213**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	1 584 126	- 21 358	1 562 768
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**1 584 126**	**- 21 358**	**1 562 768**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	310 957	- 4 400	306 557
64	Autres transferts courants	193 568	- 29 901	163 667
TOTAL	**Transfert Courant**	**504 525**	**- 34 301**	**470 224**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 300 000	- 630 000	670 000
62	Achats de biens et services	100 000	0	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 400 000**	**- 630 000**	**770 000**
TOTAL	**MINISTERE DE LA CULTURE**	**4 854 301**	**- 871 096**	**3 983 205**
520	**MINISTERE DES SPORTS**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	2 199 755	0	2 199 755
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**2 199 755**	**0**	**2 199 755**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	2 099 142	393 729	2 492 871
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**2 099 142**	**393 729**	**2 492 871**
4	**Transfert Courant**			
64	Autres transferts courants	169 742	800 000	969 742
TOTAL	**Transfert Courant**	**169 742**	**800 000**	**969 742**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 947 000	- 76 000	1 871 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 947 000**	**- 76 000**	**1 871 000**
TOTAL	**MINISTERE DES SPORTS**	**6 415 639**	**1 117 729**	**7 533 368**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
525			**MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE**			
	2		**Dépense de Personnel**			
		61	Dépenses de personnel	0	237 901	237 901
TOTAL			**Dépense de Personnel**	**0**	**237 901**	**237 901**
	3		**Dépense de Fonctionnement**			
		62	Achats de biens et services	0	668 608	668 608
TOTAL			**Dépense de Fonctionnement**	**0**	**668 608**	**668 608**
	4		**Transfert Courant**			
		65	Intérêts et frais financiers	0	24 000	24 000
TOTAL			**Transfert Courant**	**0**	**24 000**	**24 000**
	5		**Equipement & Investissement**			
		23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	1 610 000	1 610 000
		62	Achats de biens et services	0	125 000	125 000
TOTAL			**Equipement & Investissement**	**0**	**1 735 000**	**1 735 000**
TOTAL			**MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE**	**0**	**2 665 509**	**2 665 509**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
610	**MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	4 859 480	6 003 151	10 862 631
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**4 859 480**	**6 003 151**	**10 862 631**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	11 396 408	2 291 086	13 687 494
66	Charges exceptionnelles	635 468	0	635 468
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**12 031 876**	**2 291 086**	**14 322 962**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	2 838 651	40 000	2 878 651
64	Autres transferts courants	1 950 941	0	1 950 941
65	Intérêts et frais financiers	75 000	0	75 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**4 864 592**	**40 000**	**4 904 592**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	55 000	55 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	21 010 584	9 561 761	30 572 345
62	Achats de biens et services	150 000	4 170 723	4 320 723
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**21 160 584**	**13 787 484**	**34 948 068**
TOTAL	**MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE**	**42 916 532**	**22 121 721**	**65 038 253**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	29 865	0	29 865
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**29 865**	**0**	**29 865**
4	**Transfert Courant**			
64	Autres transferts courants	2 724 756	0	2 724 756
TOTAL	**Transfert Courant**	**2 724 756**	**0**	**2 724 756**
TOTAL	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**	**2 754 621**	**0**	**2 754 621**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
640		**MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61	Dépenses de personnel		610 679	0	610 679
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**610 679**	**0**	**610 679**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier		12 800	0	12 800
	62	Achats de biens et services		937 318	127 155	1 064 473
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**950 118**	**127 155**	**1 077 273**
	4	**Transfert Courant**				
	63	Subventions		61 390	0	61 390
	64	Autres transferts courants		240 000	- 240 000	0
TOTAL		**Transfert Courant**		**301 390**	**- 240 000**	**61 390**
	5	**Equipement & Investissement**				
	21	Immobilisations incorporelles		20 000	- 20 000	0
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		2 177 500	2 100 000	4 277 500
	62	Achats de biens et services		487 500	- 230 000	257 500
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**2 685 000**	**1 850 000**	**4 535 000**
TOTAL		**MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE**		**4 547 187**	**1 737 155**	**6 284 342**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES		MESURES NOUVELLES	TOTAL
660		**MINISTERE SOLIDARITE & ACTION HUMANITAIRE**					
	2	**Dépense de Personnel**					
	61	Dépenses de personnel		3 500 031	-	2 556 742	943 289
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**3 500 031**	**-**	**2 556 742**	**943 289**
	3	**Dépense de Fonctionnement**					
	62	Achats de biens et services		1 185 027		235 848	1 420 875
	66	Charges exceptionnelles		228 344		0	228 344
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**1 413 371**		**235 848**	**1 649 219**
	4	**Transfert Courant**					
	63	Subventions		1 199 833		300 000	1 499 833
TOTAL		**Transfert Courant**		**1 199 833**		**300 000**	**1 499 833**
	5	**Equipement & Investissement**					
	21	Immobilisations incorporelles		85 000		0	85 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		420 000	-	170 000	250 000
	62	Achats de biens et services		150 000		0	150 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**655 000**	**-**	**170 000**	**485 000**
TOTAL		**MINISTERE SOLIDARITE & ACTION HUMANITAIRE**		**6 768 235**	**-**	**2 190 894**	**4 577 341**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
714		**MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61	Dépenses de personnel		1 286 718	0	1 286 718
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**1 286 718**	**0**	**1 286 718**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	62	Achats de biens et services		1 112 405	62 813	1 175 218
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**1 112 405**	**62 813**	**1 175 218**
	4	**Transfert Courant**				
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols		17 430	0	17 430
	64	Autres transferts courants		49 419	10 000	59 419
TOTAL		**Transfert Courant**		**66 849**	**10 000**	**76 849**
	5	**Equipement & Investissement**				
	21	Immobilisations incorporelles		100 000	0	100 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		12 435 000	3 320 000	15 755 000
	62	Achats de biens et services		800 000	- 245 000	555 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**13 335 000**	**3 075 000**	**16 410 000**
TOTAL		**MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE**		**15 800 972**	**3 147 813**	**18 948 785**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
720		**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61	Dépenses de personnel		1 361 819	0	1 361 819
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**1 361 819**	**0**	**1 361 819**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier		9 761	0	9 761
	62	Achats de biens et services		755 718	25 435	781 153
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**765 479**	**25 435**	**790 914**
	4	**Transfert Courant**				
	63	Subventions		0	25 000 000	25 000 000
	64	Autres transferts courants		15 000	0	15 000
TOTAL		**Transfert Courant**		**15 000**	**25 000 000**	**25 015 000**
	5	**Equipement & Investissement**				
	21	Immobilisations incorporelles		570 000	0	570 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		48 165 000	- 6 089 000	42 076 000
	62	Achats de biens et services		2 116 000	- 50 000	2 066 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**50 851 000**	**- 6 139 000**	**44 712 000**
TOTAL		**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**		**52 993 298**	**18 886 435**	**71 879 733**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
726	**MINISTERE DES MINES**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	780 892	0	780 892
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**780 892**	**0**	**780 892**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	13 744	0	13 744
62	Achats de biens et services	739 959	314 112	1 054 071
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**753 703**	**314 112**	**1 067 815**
4	**Transfert Courant**			
64	Autres transferts courants	249 531	100 000	349 531
TOTAL	**Transfert Courant**	**249 531**	**100 000**	**349 531**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	19 000	19 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 594 585	- 239 450	1 355 135
62	Achats de biens et services	350 000	- 100 000	250 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 944 585**	**- 320 450**	**1 624 135**
TOTAL	**MINISTERE DES MINES**	**3 728 711**	**93 662**	**3 822 373**
730	**MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	268 553	0	268 553
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**268 553**	**0**	**268 553**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	11 540	0	11 540
62	Achats de biens et services	572 444	- 19 321	553 123
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**583 984**	**- 19 321**	**564 663**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	124 500	0	124 500
TOTAL	**Transfert Courant**	**124 500**	**0**	**124 500**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	25 000	- 25 000	0
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 633 000	- 973 000	660 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 658 000**	**- 998 000**	**660 000**
TOTAL	**MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION**	**2 635 037**	**- 1 017 321**	**1 617 716**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
732		**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**				
	4	**Transfert Courant**				
	63		Subventions	0	0	0
	64		Autres transferts courants	645 258	0	645 258
TOTAL			**Transfert Courant**	**645 258**	**0**	**645 258**
	5	**Equipement & Investissement**				
	23		Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	300 000	300 000
TOTAL			**Equipement & Investissement**	**0**	**300 000**	**300 000**
TOTAL			**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**	**645 258**	**300 000**	**945 258**
740		**MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61		Dépenses de personnel	909 220	139 832	1 049 052
TOTAL			**Dépense de Personnel**	**909 220**	**139 832**	**1 049 052**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	62		Achats de biens et services	1 114 934	186 121	1 301 055
TOTAL			**Dépense de Fonctionnement**	**1 114 934**	**186 121**	**1 301 055**
	4	**Transfert Courant**				
	63		Subventions	19 920	0	19 920
	64		Autres transferts courants	410 000	20 000	430 000
TOTAL			**Transfert Courant**	**429 920**	**20 000**	**449 920**
	5	**Equipement & Investissement**				
	21		Immobilisations incorporelles	200 000	1 500 000	1 700 000
	23		Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	3 557 479	197 521	3 755 000
	24		Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	0	3 000 000	3 000 000
	62		Achats de biens et services	225 000	0	225 000
TOTAL			**Equipement & Investissement**	**3 982 479**	**4 697 521**	**8 680 000**
TOTAL			**MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES**	**6 436 553**	**5 043 474**	**11 480 027**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
745		**MINISTERE DE L'URBANISME & DE L'HABITAT**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61	Dépenses de personnel		588 651	0	588 651
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**588 651**	**0**	**588 651**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier		12 430	0	12 430
	62	Achats de biens et services		350 164	217 393	567 557
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**362 594**	**217 393**	**579 987**
	4	**Transfert Courant**				
	63	Subventions		10 259	49 800	60 059
TOTAL		**Transfert Courant**		**10 259**	**49 800**	**60 059**
	5	**Equipement & Investissement**				
	21	Immobilisations incorporelles		12 450	100 000	112 450
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		12 049 800	- 6 049 800	6 000 000
	62	Achats de biens et services		200 000	0	200 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**12 262 250**	**- 5 949 800**	**6 312 450**
TOTAL		**MINISTERE DE L'URBANISME & DE L'HABITAT**		**13 223 754**	**- 5 682 607**	**7 541 147**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
750		**MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61		Dépenses de personnel	360 138	0	360 138
TOTAL			**Dépense de Personnel**	**360 138**	**0**	**360 138**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	62		Achats de biens et services	438 368	105 168	543 536
TOTAL			**Dépense de Fonctionnement**	**438 368**	**105 168**	**543 536**
	4	**Transfert Courant**				
	63		Subventions	13 280	0	13 280
	64		Autres transferts courants	17 430	0	17 430
TOTAL			**Transfert Courant**	**30 710**	**0**	**30 710**
	5	**Equipement & Investissement**				
	21		Immobilisations incorporelles	370 000	0	370 000
	23		Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	3 761 750	0	3 761 750
	62		Achats de biens et services	426 000	0	426 000
TOTAL			**Equipement & Investissement**	**4 557 750**	**0**	**4 557 750**
TOTAL			**MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION**	**5 386 966**	**105 168**	**5 492 134**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
760		**MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT**			
	2	**Dépense de Personnel**			
	61	Dépenses de personnel	1 361 117	0	1 361 117
TOTAL		**Dépense de Personnel**	**1 361 117**	**0**	**1 361 117**
	3	**Dépense de Fonctionnement**			
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	36 757	0	36 757
	62	Achats de biens et services	1 025 356	32 422	1 057 778
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**	**1 062 113**	**32 422**	**1 094 535**
	4	**Transfert Courant**			
	63	Subventions	565 202	0	565 202
	64	Autres transferts courants	24 900	0	24 900
TOTAL		**Transfert Courant**	**590 102**	**0**	**590 102**
	5	**Equipement & Investissement**			
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	129 007 775	- 9 810 775	119 197 000
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	200 000	0	200 000
	62	Achats de biens et services	2 032 000	- 1 832 000	200 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**	**131 239 775**	**- 11 642 775**	**119 597 000**
TOTAL		**MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT**	**134 253 107**	**- 11 610 353**	**122 642 754**
800		**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**			
	2	**Dépense de Personnel**			
	61	Dépenses de personnel	0	264 283	264 283
TOTAL		**Dépense de Personnel**	**0**	**264 283**	**264 283**
	3	**Dépense de Fonctionnement**			
	62	Achats de biens et services	0	384 684	384 684
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**	**0**	**384 684**	**384 684**
	4	**Transfert Courant**			
	63	Subventions	0	21 000	21 000
TOTAL		**Transfert Courant**	**0**	**21 000**	**21 000**
	5	**Equipement & Investissement**			
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	100 000	100 000
	62	Achats de biens et services	0	0	0
TOTAL		**Equipement & Investissement**	**0**	**100 000**	**100 000**
TOTAL		**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**	**0**	**769 967**	**769 967**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
810	**MINISTERE DU COMMERCE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	911 710	- 98 256	813 454
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**911 710**	**- 98 256**	**813 454**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	958 490	- 17 840	940 650
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**958 490**	**- 17 840**	**940 650**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	84 400	- 16 000	68 400
TOTAL	**Transfert Courant**	**84 400**	**- 16 000**	**68 400**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 644 000	- 74 000	1 570 000
62	Achats de biens et services	1 180 000	- 50 000	1 130 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**2 824 000**	**- 124 000**	**2 700 000**
TOTAL	**MINISTERE DU COMMERCE**	**4 778 600**	**- 256 096**	**4 522 504**
812	**MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT ET SECTEUR PRIVE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	140 851	82 862	223 713
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**140 851**	**82 862**	**223 713**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	885 752	67 902	953 654
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**885 752**	**67 902**	**953 654**
4	**Transfert Courant**			
64	Autres transferts courants	294 393	0	294 393
TOTAL	**Transfert Courant**	**294 393**	**0**	**294 393**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	50 000	50 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	150 000	- 50 000	100 000
62	Achats de biens et services	100 000	0	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**250 000**	**0**	**250 000**
TOTAL	**MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT ET SECTEUR PRIVE**	**1 570 996**	**150 764**	**1 721 760**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES		MESURES NOUVELLES	T O T A L
820		**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
	2	**Dépense de Personnel**					
	61	Dépenses de personnel		3 404 433	-	1 130 146	2 274 287
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**3 404 433**	**-**	**1 130 146**	**2 274 287**
	3	**Dépense de Fonctionnement**					
	62	Achats de biens et services		2 464 917		233 962	2 698 879
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**2 464 917**		**233 962**	**2 698 879**
	4	**Transfert Courant**					
	63	Subventions		549 909		25 060 430	25 610 339
	64	Autres transferts courants		175 019	-	92 170	82 849
TOTAL		**Transfert Courant**		**724 928**		**24 968 260**	**25 693 188**
	5	**Equipement & Investissement**					
	21	Immobilisations incorporelles		465 000	-	215 000	250 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		122 283 100	-	50 000	122 233 100
	62	Achats de biens et services		5 182 000	-	337 000	4 845 000
	64	Autres transferts courants		60 000	-	60 000	0
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**127 990 100**	**-**	**662 000**	**127 328 100**
TOTAL		**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**		**134 584 378**		**23 410 076**	**157 994 454**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
822		**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**				
	2	**Dépense de Personnel**				
	61	Dépenses de personnel		139 344	973 397	1 112 741
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**139 344**	**973 397**	**1 112 741**
	3	**Dépense de Fonctionnement**				
	62	Achats de biens et services		643 471	118 169	761 640
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**643 471**	**118 169**	**761 640**
	4	**Transfert Courant**				
	63	Subventions		51 832	10 090 000	10 141 832
	64	Autres transferts courants		212 840	10 000	222 840
TOTAL		**Transfert Courant**		**264 672**	**10 100 000**	**10 364 672**
	5	**Equipement & Investissement**				
	21	Immobilisations incorporelles		15 000	- 15 000	0
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		26 765 376	- 1 391 000	25 374 376
	62	Achats de biens et services		1 990 000	- 1 440 000	550 000
	64	Autres transferts courants		60 000	- 40 000	20 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**28 830 376**	**- 2 886 000**	**25 944 376**
TOTAL		**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**		**29 877 863**	**8 305 566**	**38 183 429**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	223 619	0	223 619
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**223 619**	**0**	**223 619**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	142 094	7 862	149 956
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**142 094**	**7 862**	**149 956**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	29 050	0	29 050
64	Autres transferts courants	1 000 000	0	1 000 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 029 050**	**0**	**1 029 050**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	4 544 280	454 000	4 998 280
62	Achats de biens et services	865 000	0	865 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**5 409 280**	**454 000**	**5 863 280**
TOTAL	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**	**6 804 043**	**461 862**	**7 265 905**
860	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	0	198 309	198 309
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**0**	**198 309**	**198 309**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	0	410 762	410 762
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**0**	**410 762**	**410 762**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	0	129 480	129 480
64	Autres transferts courants	0	34 901	34 901
TOTAL	**Transfert Courant**	**0**	**164 381**	**164 381**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	800 000	800 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**800 000**	**800 000**
TOTAL	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**	**0**	**1 573 452**	**1 573 452**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
133	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	841 272	0	841 272
TOTAL	**Transfert Courant**	**841 272**	**0**	**841 272**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	50 000	0	50 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**50 000**	**0**	**50 000**
TOTAL	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI**	**891 272**	**0**	**891 272**
222	**INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	58 200	248 554	306 754
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**58 200**	**248 554**	**306 754**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	15 000	0	15 000
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**15 000**	**0**	**15 000**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	219 574	0	219 574
TOTAL	**Transfert Courant**	**219 574**	**0**	**219 574**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	500 000	500 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**500 000**	**500 000**
TOTAL	**INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE**	**292 774**	**748 554**	**1 041 328**
311	**CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	0	250 000	250 000
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**0**	**250 000**	**250 000**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	0	0	0
64	Autres transferts courants	511 900	0	511 900
TOTAL	**Transfert Courant**	**511 900**	**0**	**511 900**
TOTAL	**CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)**	**511 900**	**250 000**	**761 900**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
312	**AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	420 411	0	420 411
64	Autres transferts courants	20 000	0	20 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**440 411**	**0**	**440 411**
TOTAL	**AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)**	**440 411**	**0**	**440 411**
313	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	174 000	0	174 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**174 000**	**0**	**174 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	0	20 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**20 000**	**0**	**20 000**
TOTAL	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES**	**194 000**	**0**	**194 000**
314	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	174 000	0	174 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**174 000**	**0**	**174 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	0	20 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**20 000**	**0**	**20 000**
TOTAL	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO**	**194 000**	**0**	**194 000**
315	**OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	642 320	0	642 320
TOTAL	**Transfert Courant**	**642 320**	**0**	**642 320**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 134 000	- 360 000	774 000
62	Achats de biens et services	0	150 000	150 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 134 000**	**- 210 000**	**924 000**
TOTAL	**OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS**	**1 776 320**	**- 210 000**	**1 566 320**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
316	**INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE**			
4	**Transfert Courant**			
22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	166 000	0	166 000
63	Subventions	311 812	0	311 812
TOTAL	**Transfert Courant**	**477 812**	**0**	**477 812**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	2 650 000	0	2 650 000
62	Achats de biens et services	741 500	- 41 500	700 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**3 391 500**	**- 41 500**	**3 350 000**
TOTAL	**INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE**	**3 869 312**	**- 41 500**	**3 827 812**
317	**CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	137 150	0	137 150
64	Autres transferts courants	20 000	450 000	470 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**157 150**	**450 000**	**607 150**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	200 000	200 000
62	Achats de biens et services	0	125 000	125 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**325 000**	**325 000**
TOTAL	**CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT**	**157 150**	**775 000**	**932 150**
318	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	174 000	0	174 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**174 000**	**0**	**174 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	0	20 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**20 000**	**0**	**20 000**
TOTAL	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO**	**194 000**	**0**	**194 000**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
319	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	174 000	0	174 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**174 000**	**0**	**174 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	0	20 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**20 000**	**0**	**20 000**
TOTAL	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU**	**194 000**	**0**	**194 000**
324	**FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	85 252	0	85 252
TOTAL	**Transfert Courant**	**85 252**	**0**	**85 252**
TOTAL	**FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.**	**85 252**	**0**	**85 252**
325	**AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	657 097	0	657 097
TOTAL	**Transfert Courant**	**657 097**	**0**	**657 097**
TOTAL	**AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)**	**657 097**	**0**	**657 097**
326	**INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	207 944	0	207 944
TOTAL	**Transfert Courant**	**207 944**	**0**	**207 944**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	15 000	15 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**15 000**	**15 000**
TOTAL	**INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.**	**207 944**	**15 000**	**222 944**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
327	**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	91 735	0	91 735
TOTAL	**Transfert Courant**	**91 735**	**0**	**91 735**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	49 800	0	49 800
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**49 800**	**0**	**49 800**
TOTAL	**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)**	**141 535**	**0**	**141 535**
329	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	174 000	0	174 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**174 000**	**0**	**174 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	0	20 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**20 000**	**0**	**20 000**
TOTAL	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI**	**194 000**	**0**	**194 000**
331	**AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	2 678 328	- 207 501	2 470 827
TOTAL	**Transfert Courant**	**2 678 328**	**- 207 501**	**2 470 827**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	17 889 574	8 557 499	26 447 073
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**17 889 574**	**8 557 499**	**26 447 073**
TOTAL	**AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES**	**20 567 902**	**8 349 998**	**28 917 900**
332	**MAISON DU HADJ**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	22 410	0	22 410
TOTAL	**Transfert Courant**	**22 410**	**0**	**22 410**
TOTAL	**MAISON DU HADJ**	**22 410**	**0**	**22 410**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
333	**CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	165 274	0	165 274
64	Autres transferts courants	20 000	0	20 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**185 274**	**0**	**185 274**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	50 000	50 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**50 000**	**50 000**
TOTAL	**CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**185 274**	**50 000**	**235 274**
336	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	174 000	0	174 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**174 000**	**0**	**174 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	0	20 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**20 000**	**0**	**20 000**
TOTAL	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.**	**194 000**	**0**	**194 000**
337	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	174 000	0	174 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**174 000**	**0**	**174 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	0	20 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**20 000**	**0**	**20 000**
TOTAL	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO**	**194 000**	**0**	**194 000**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
338	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	174 000	0	174 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**174 000**	**0**	**174 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	0	20 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**20 000**	**0**	**20 000**
TOTAL	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL**	**194 000**	**0**	**194 000**
339	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	174 000	0	174 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**174 000**	**0**	**174 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	20 000	0	20 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**20 000**	**0**	**20 000**
TOTAL	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT**	**194 000**	**0**	**194 000**
411	**ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)**			
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	90 346	0	90 346
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**90 346**	**0**	**90 346**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	1 088 300	50 000	1 138 300
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 088 300**	**50 000**	**1 138 300**
TOTAL	**ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)**	**1 178 646**	**50 000**	**1 228 646**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
413	**ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)**			
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	90 000	0	90 000
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**90 000**	**0**	**90 000**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	995 927	0	995 927
TOTAL	**Transfert Courant**	**995 927**	**0**	**995 927**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	85 000	0	85 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**85 000**	**0**	**85 000**
TOTAL	**ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)**	**1 170 927**	**0**	**1 170 927**
414	**INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.**			
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	20 323	80 000	100 323
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**20 323**	**80 000**	**100 323**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	1 797 060	0	1 797 060
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 797 060**	**0**	**1 797 060**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	100 000	0	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**100 000**	**0**	**100 000**
TOTAL	**INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.**	**1 917 383**	**80 000**	**1 997 383**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
416	**CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	25 000	0	25 000
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**25 000**	**0**	**25 000**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	4 430 390	0	4 430 390
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**4 430 390**	**0**	**4 430 390**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	1 543 693	0	1 543 693
64	Autres transferts courants	15 700 000	0	15 700 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**17 243 693**	**0**	**17 243 693**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 715 571	- 1 100 000	615 571
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 715 571**	**- 1 100 000**	**615 571**
TOTAL	**CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES**	**23 414 654**	**- 1 100 000**	**22 314 654**
417	**CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	168 735	0	168 735
TOTAL	**Transfert Courant**	**168 735**	**0**	**168 735**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	55 000	55 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**55 000**	**55 000**
TOTAL	**CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.**	**168 735**	**55 000**	**223 735**
418	**ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	682 488	0	682 488
TOTAL	**Transfert Courant**	**682 488**	**0**	**682 488**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	2 000 000	0	2 000 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**2 000 000**	**0**	**2 000 000**
TOTAL	**ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION**	**2 682 488**	**0**	**2 682 488**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
420	**ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.**			
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	112 530	0	112 530
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**112 530**	**0**	**112 530**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	334 929	0	334 929
TOTAL	**Transfert Courant**	**334 929**	**0**	**334 929**
TOTAL	**ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.**	**447 459**	**0**	**447 459**
422	**UNIVERSITE DE SEGOU**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	859 441	0	859 441
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**859 441**	**0**	**859 441**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	589 895	0	589 895
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**589 895**	**0**	**589 895**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	913 621	0	913 621
TOTAL	**Transfert Courant**	**913 621**	**0**	**913 621**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	850 000	0	850 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**850 000**	**0**	**850 000**
TOTAL	**UNIVERSITE DE SEGOU**	**3 212 957**	**0**	**3 212 957**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
424	**UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	2 282 475	0	2 282 475
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**2 282 475**	**0**	**2 282 475**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	1 750 635	45 229	1 795 864
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**1 750 635**	**45 229**	**1 795 864**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	17 860	0	17 860
TOTAL	**Transfert Courant**	**17 860**	**0**	**17 860**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	300 000	300 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**300 000**	**300 000**
TOTAL	**UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO**	**4 050 970**	**345 229**	**4 396 199**
425	**INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	278 262	0	278 262
TOTAL	**Transfert Courant**	**278 262**	**0**	**278 262**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	30 000	30 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	150 000	0	150 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**150 000**	**30 000**	**180 000**
TOTAL	**INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES**	**428 262**	**30 000**	**458 262**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
426	**UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	3 389 476	0	3 389 476
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**3 389 476**	**0**	**3 389 476**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	1 516 190	99 610	1 615 800
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**1 516 190**	**99 610**	**1 615 800**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	119 915	0	119 915
64	Autres transferts courants	90 000	0	90 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**209 915**	**0**	**209 915**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	100 000	100 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	700 000	- 50 000	650 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**700 000**	**50 000**	**750 000**
TOTAL	**UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO**	**5 815 581**	**149 610**	**5 965 191**
428	**CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE**			
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	0	20 000	20 000
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**0**	**20 000**	**20 000**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	230 955	0	230 955
TOTAL	**Transfert Courant**	**230 955**	**0**	**230 955**
TOTAL	**CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE**	**230 955**	**20 000**	**250 955**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
429	**UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	3 140 411	0	3 140 411
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**3 140 411**	**0**	**3 140 411**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	1 674 767	61 103	1 735 870
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**1 674 767**	**61 103**	**1 735 870**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	40 000	0	40 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**40 000**	**0**	**40 000**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	25 000	25 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	200 000	200 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**225 000**	**225 000**
TOTAL	**UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO**	**4 855 178**	**286 103**	**5 141 281**
430	**INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	300 534	0	300 534
TOTAL	**Transfert Courant**	**300 534**	**0**	**300 534**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	25 000	25 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**25 000**	**25 000**
TOTAL	**INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA**	**300 534**	**25 000**	**325 534**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
431	**UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	3 811 971	72 197	3 884 168
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**3 811 971**	**72 197**	**3 884 168**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	2 211 634	43 839	2 255 473
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**2 211 634**	**43 839**	**2 255 473**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	35 164	0	35 164
TOTAL	**Transfert Courant**	**35 164**	**0**	**35 164**
TOTAL	**UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO**	**6 058 769**	**116 036**	**6 174 805**
432	**ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	306 891	0	306 891
TOTAL	**Transfert Courant**	**306 891**	**0**	**306 891**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	51 598	0	51 598
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	50 000	- 50 000	0
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**101 598**	**- 50 000**	**51 598**
TOTAL	**ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES**	**408 489**	**- 50 000**	**358 489**
433	**ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..**			
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	2 500	0	2 500
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**2 500**	**0**	**2 500**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	271 100	0	271 100
TOTAL	**Transfert Courant**	**271 100**	**0**	**271 100**
TOTAL	**ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..**	**273 600**	**0**	**273 600**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
434	**CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	25 000	0	25 000
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**25 000**	**0**	**25 000**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	50 572	- 15 000	35 572
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**50 572**	**- 15 000**	**35 572**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	95 779	25 000	120 779
64	Autres transferts courants	9 428	0	9 428
TOTAL	**Transfert Courant**	**105 207**	**25 000**	**130 207**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	40 000	40 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	500 000	500 000
62	Achats de biens et services	60 000	0	60 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**60 000**	**540 000**	**600 000**
TOTAL	**CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE**	**240 779**	**550 000**	**790 779**
511	**CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	301 243	0	301 243
TOTAL	**Transfert Courant**	**301 243**	**0**	**301 243**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	800 000	0	800 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**800 000**	**0**	**800 000**
TOTAL	**CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO**	**1 101 243**	**0**	**1 101 243**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
512	**MUSEE NATIONAL**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	342 530	0	342 530
TOTAL	**Transfert Courant**	**342 530**	**0**	**342 530**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	10 000	10 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	210 000	210 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**220 000**	**220 000**
TOTAL	**MUSEE NATIONAL**	**342 530**	**220 000**	**562 530**
514	**PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	354 440	0	354 440
TOTAL	**Transfert Courant**	**354 440**	**0**	**354 440**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	700 000	0	700 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**700 000**	**0**	**700 000**
TOTAL	**PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA**	**1 054 440**	**0**	**1 054 440**
516	**BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	147 210	0	147 210
TOTAL	**Transfert Courant**	**147 210**	**0**	**147 210**
TOTAL	**BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR**	**147 210**	**0**	**147 210**
517	**CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	388 364	0	388 364
TOTAL	**Transfert Courant**	**388 364**	**0**	**388 364**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	1 000 000	1 000 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**1 000 000**	**1 000 000**
TOTAL	**CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI**	**388 364**	**1 000 000**	**1 388 364**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
518	**CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	348 710	0	348 710
64	Autres transferts courants	173 750	0	173 750
TOTAL	**Transfert Courant**	**522 460**	**0**	**522 460**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	20 000	20 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	295 000	80 000	375 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**295 000**	**100 000**	**395 000**
TOTAL	**CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.**	**817 460**	**100 000**	**917 460**
519	**MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	99 598	- 41 707	57 891
TOTAL	**Transfert Courant**	**99 598**	**- 41 707**	**57 891**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	10 000	10 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 200 000	0	1 200 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 200 000**	**10 000**	**1 210 000**
TOTAL	**MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE**	**1 299 598**	**- 31 707**	**1 267 891**
522	**CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	112 560	0	112 560
TOTAL	**Transfert Courant**	**112 560**	**0**	**112 560**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	100 000	- 100 000	0
62	Achats de biens et services	150 000	- 150 000	0
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**250 000**	**- 250 000**	**0**
TOTAL	**CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI**	**362 560**	**- 250 000**	**112 560**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
523	**INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	56 052	0	56 052
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**56 052**	**0**	**56 052**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	10 000	0	10 000
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**10 000**	**0**	**10 000**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	341 855	10 000	351 855
64	Autres transferts courants	196 484	0	196 484
TOTAL	**Transfert Courant**	**538 339**	**10 000**	**548 339**
TOTAL	**INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS**	**604 391**	**10 000**	**614 391**
613	**AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	373 671	0	373 671
TOTAL	**Transfert Courant**	**373 671**	**0**	**373 671**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	20 000	20 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	100 000	- 80 000	20 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**100 000**	**- 60 000**	**40 000**
TOTAL	**AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS**	**473 671**	**- 60 000**	**413 671**
615	**HOPITAL GABRIEL TOURE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	3 012 901	0	3 012 901
64	Autres transferts courants	25 767	0	25 767
TOTAL	**Transfert Courant**	**3 038 668**	**0**	**3 038 668**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	40 000	0	40 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	600 000	0	600 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**640 000**	**0**	**640 000**
TOTAL	**HOPITAL GABRIEL TOURE**	**3 678 668**	**0**	**3 678 668**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
616	**HOPITAL DU MALI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	1 770 039	0	1 770 039
64	Autres transferts courants	70 000	0	70 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 840 039**	**0**	**1 840 039**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	20 000	- 20 000	0
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	850 000	- 50 000	800 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**870 000**	**- 70 000**	**800 000**
TOTAL	**HOPITAL DU MALI**	**2 710 039**	**- 70 000**	**2 640 039**
617	**HOPITAL DU POINT G**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	4 681 966	0	4 681 966
64	Autres transferts courants	125 971	0	125 971
TOTAL	**Transfert Courant**	**4 807 937**	**0**	**4 807 937**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	60 000	60 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	550 000	0	550 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**550 000**	**60 000**	**610 000**
TOTAL	**HOPITAL DU POINT G**	**5 357 937**	**60 000**	**5 417 937**
618	**AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	484 664	0	484 664
TOTAL	**Transfert Courant**	**484 664**	**0**	**484 664**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 015 000	0	1 015 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 015 000**	**0**	**1 015 000**
TOTAL	**AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE**	**1 499 664**	**0**	**1 499 664**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
619	**HOPITAL DE KATI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	1 022 552	0	1 022 552
64	Autres transferts courants	40 383	0	40 383
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 062 935**	**0**	**1 062 935**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	20 000	0	20 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	350 000	0	350 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**370 000**	**0**	**370 000**
TOTAL	**HOPITAL DE KATI**	**1 432 935**	**0**	**1 432 935**
620	**CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	406 094	0	406 094
TOTAL	**Transfert Courant**	**406 094**	**0**	**406 094**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	80 000	80 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	150 000	100 000	250 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**150 000**	**180 000**	**330 000**
TOTAL	**CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE**	**556 094**	**180 000**	**736 094**
621	**INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	1 257 264	0	1 257 264
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 257 264**	**0**	**1 257 264**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	100 000	100 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	350 000	0	350 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**350 000**	**100 000**	**450 000**
TOTAL	**INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE**	**1 607 264**	**100 000**	**1 707 264**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
622	**CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	347 358	0	347 358
TOTAL	**Transfert Courant**	**347 358**	**0**	**347 358**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	60 000	60 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**60 000**	**60 000**
TOTAL	**CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT**	**347 358**	**60 000**	**407 358**
623	**CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	1 197 192	0	1 197 192
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 197 192**	**0**	**1 197 192**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	20 000	0	20 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	180 000	0	180 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**200 000**	**0**	**200 000**
TOTAL	**CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE**	**1 397 192**	**0**	**1 397 192**
625	**LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	514 167	0	514 167
TOTAL	**Transfert Courant**	**514 167**	**0**	**514 167**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	90 000	90 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	115 000	50 000	165 000
62	Achats de biens et services	0	50 000	50 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**115 000**	**190 000**	**305 000**
TOTAL	**LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE**	**629 167**	**190 000**	**819 167**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
627	**CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	767 858	0	767 858
TOTAL	**Transfert Courant**	**767 858**	**0**	**767 858**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	20 000	20 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**20 000**	**20 000**
TOTAL	**CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)**	**767 858**	**20 000**	**787 858**
629	**CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	905 163	0	905 163
TOTAL	**Transfert Courant**	**905 163**	**0**	**905 163**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	50 000	- 50 000	0
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	150 000	- 100 000	50 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**200 000**	**- 150 000**	**50 000**
TOTAL	**CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE**	**1 105 163**	**- 150 000**	**955 163**
630	**AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	239 845	0	239 845
TOTAL	**Transfert Courant**	**239 845**	**0**	**239 845**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	60 588	60 588
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**60 588**	**60 588**
TOTAL	**AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX**	**239 845**	**60 588**	**300 433**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
631	**INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	795 129	0	795 129
64	Autres transferts courants	768 214	0	768 214
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 563 343**	**0**	**1 563 343**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	20 000	20 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	150 000	0	150 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**150 000**	**20 000**	**170 000**
TOTAL	**INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE**	**1 713 343**	**20 000**	**1 733 343**
632	**INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	1 029 219	0	1 029 219
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 029 219**	**0**	**1 029 219**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	275 000	0	275 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**275 000**	**0**	**275 000**
TOTAL	**INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)**	**1 304 219**	**0**	**1 304 219**
633	**HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	704 226	0	704 226
64	Autres transferts courants	42 364	0	42 364
TOTAL	**Transfert Courant**	**746 590**	**0**	**746 590**
TOTAL	**HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES**	**746 590**	**0**	**746 590**
634	**HOPITAL DE SIKASSO**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	1 056 445	0	1 056 445
64	Autres transferts courants	42 966	0	42 966
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 099 411**	**0**	**1 099 411**
TOTAL	**HOPITAL DE SIKASSO**	**1 099 411**	**0**	**1 099 411**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
635	**HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	785 643	0	785 643
64	Autres transferts courants	42 364	0	42 364
TOTAL	**Transfert Courant**	**828 007**	**0**	**828 007**
TOTAL	**HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU**	**828 007**	**0**	**828 007**
636	**HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	909 278	0	909 278
64	Autres transferts courants	42 364	0	42 364
TOTAL	**Transfert Courant**	**951 642**	**0**	**951 642**
TOTAL	**HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI**	**951 642**	**0**	**951 642**
637	**HOPITAL DE TOMBOUCTOU**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	354 020	0	354 020
64	Autres transferts courants	42 364	0	42 364
TOTAL	**Transfert Courant**	**396 384**	**0**	**396 384**
TOTAL	**HOPITAL DE TOMBOUCTOU**	**396 384**	**0**	**396 384**
638	**HOPITAL DE GAO**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	459 851	0	459 851
64	Autres transferts courants	42 364	0	42 364
TOTAL	**Transfert Courant**	**502 215**	**0**	**502 215**
TOTAL	**HOPITAL DE GAO**	**502 215**	**0**	**502 215**
645	**CITE DES ENFANTS**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	231 733	0	231 733
TOTAL	**Transfert Courant**	**231 733**	**0**	**231 733**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	320 000	0	320 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**320 000**	**0**	**320 000**
TOTAL	**CITE DES ENFANTS**	**551 733**	**0**	**551 733**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
666	**INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	322 385	0	322 385
TOTAL	**Transfert Courant**	**322 385**	**0**	**322 385**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	64 500	64 500
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	150 000	0	150 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**150 000**	**64 500**	**214 500**
TOTAL	**INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE**	**472 385**	**64 500**	**536 885**
668	**CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	48 383 883	- 4 060 000	44 323 883
TOTAL	**Transfert Courant**	**48 383 883**	**- 4 060 000**	**44 323 883**
TOTAL	**CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE**	**48 383 883**	**- 4 060 000**	**44 323 883**
670	**OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	73 776	0	73 776
TOTAL	**Transfert Courant**	**73 776**	**0**	**73 776**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	45 000	45 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	170 000	0	170 000
62	Achats de biens et services	80 000	0	80 000
64	Autres transferts courants	150 000	0	150 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**400 000**	**45 000**	**445 000**
TOTAL	**OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE**	**473 776**	**45 000**	**518 776**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
674	**INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	322 576	0	322 576
64	Autres transferts courants	261 888	0	261 888
TOTAL	**Transfert Courant**	**584 464**	**0**	**584 464**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	5 000	5 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	150 000	0	150 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**150 000**	**5 000**	**155 000**
TOTAL	**INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX**	**734 464**	**5 000**	**739 464**
676	**FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	496 308	0	496 308
TOTAL	**Transfert Courant**	**496 308**	**0**	**496 308**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	250 000	150 000	400 000
62	Achats de biens et services	0	50 000	50 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**250 000**	**200 000**	**450 000**
TOTAL	**FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE**	**746 308**	**200 000**	**946 308**
678	**CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	425 065	0	425 065
TOTAL	**Transfert Courant**	**425 065**	**0**	**425 065**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	15 000	15 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	113 000	0	113 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**113 000**	**15 000**	**128 000**
TOTAL	**CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE**	**538 065**	**15 000**	**553 065**
679	**CAISSE NATIONALE ASSURANCE MALADIE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	43 645	- 43 645	0
TOTAL	**Transfert Courant**	**43 645**	**- 43 645**	**0**
TOTAL	**CAISSE NATIONALE ASSURANCE MALADIE**	**43 645**	**- 43 645**	**0**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES		MESURES NOUVELLES	TOTAL
681		**AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE**					
	4	**Transfert Courant**					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols		0		1 143 429	1 143 429
	63	Subventions		1 188 429	-	943 429	245 000
TOTAL		**Transfert Courant**		**1 188 429**		**200 000**	**1 388 429**
TOTAL		**AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE**		**1 188 429**		**200 000**	**1 388 429**
703		**INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.**					
	4	**Transfert Courant**					
	63	Subventions		128 988		0	128 988
TOTAL		**Transfert Courant**		**128 988**		**0**	**128 988**
	5	**Equipement & Investissement**					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		5 000		200 000	205 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**5 000**		**200 000**	**205 000**
TOTAL		**INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.**		**133 988**		**200 000**	**333 988**
704		**AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)**					
	4	**Transfert Courant**					
	63	Subventions		84 000		0	84 000
TOTAL		**Transfert Courant**		**84 000**		**0**	**84 000**
	5	**Equipement & Investissement**					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		100 000	-	100 000	0
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**100 000**	**-**	**100 000**	**0**
TOTAL		**AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)**		**184 000**	**-**	**100 000**	**84 000**
706		**INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI**					
	4	**Transfert Courant**					
	63	Subventions		433 234		0	433 234
	64	Autres transferts courants		40 000		0	40 000
TOTAL		**Transfert Courant**		**473 234**		**0**	**473 234**
	5	**Equipement & Investissement**					
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		332 000	-	2 000	330 000
	62	Achats de biens et services		60 000	-	60 000	0
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**392 000**	**-**	**62 000**	**330 000**
TOTAL		**INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI**		**865 234**	**-**	**62 000**	**803 234**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
708	**CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	154 810	0	154 810
TOTAL	**Transfert Courant**	**154 810**	**0**	**154 810**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	40 000	40 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	260 000	0	260 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**260 000**	**40 000**	**300 000**
TOTAL	**CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.**	**414 810**	**40 000**	**454 810**
710	**AUTORITE ROUTIERE**			
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	400 000	0	400 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**400 000**	**0**	**400 000**
TOTAL	**AUTORITE ROUTIERE**	**400 000**	**0**	**400 000**
712	**AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	316 600	- 16 600	300 000
64	Autres transferts courants	32 000	0	32 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**348 600**	**- 16 600**	**332 000**
TOTAL	**AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE**	**348 600**	**- 16 600**	**332 000**
713	**AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	168 500	0	168 500
64	Autres transferts courants	17 450	0	17 450
TOTAL	**Transfert Courant**	**185 950**	**0**	**185 950**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 715 000	185 000	1 900 000
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	104 000	- 104 000	0
62	Achats de biens et services	651 000	- 151 000	500 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**2 470 000**	**- 70 000**	**2 400 000**
TOTAL	**AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE**	**2 655 950**	**- 70 000**	**2 585 950**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
715	**AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	141 639	0	141 639
TOTAL	**Transfert Courant**	**141 639**	**0**	**141 639**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	110 750	0	110 750
62	Achats de biens et services	60 000	0	60 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**170 750**	**0**	**170 750**
TOTAL	**AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)**	**312 389**	**0**	**312 389**
716	**AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	209 980	0	209 980
TOTAL	**Transfert Courant**	**209 980**	**0**	**209 980**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	95 000	0	95 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 850 000	- 50 000	1 800 000
62	Achats de biens et services	225 000	80 000	305 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**2 170 000**	**30 000**	**2 200 000**
TOTAL	**AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER**	**2 379 980**	**30 000**	**2 409 980**
717	**AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	300 962	0	300 962
TOTAL	**Transfert Courant**	**300 962**	**0**	**300 962**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 405 000	- 5 000	1 400 000
62	Achats de biens et services	200 000	0	200 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 605 000**	**- 5 000**	**1 600 000**
TOTAL	**AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI**	**1 905 962**	**- 5 000**	**1 900 962**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
718	**AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE**			
4	**Transfert Courant**			
22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	0	20 000	20 000
63	Subventions	253 385	0	253 385
TOTAL	**Transfert Courant**	**253 385**	**20 000**	**273 385**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	200 000	100 000	300 000
62	Achats de biens et services	515 000	1 500 000	2 015 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**715 000**	**1 600 000**	**2 315 000**
TOTAL	**AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE**	**968 385**	**1 620 000**	**2 588 385**
722	**AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	103 750	0	103 750
64	Autres transferts courants	5 174 000	0	5 174 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**5 277 750**	**0**	**5 277 750**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	200 000	8 500 000	8 700 000
62	Achats de biens et services	530 000	0	530 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**730 000**	**8 500 000**	**9 230 000**
TOTAL	**AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE**	**6 007 750**	**8 500 000**	**14 507 750**
723	**LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	193 121	0	193 121
TOTAL	**Transfert Courant**	**193 121**	**0**	**193 121**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	41 500	0	41 500
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	500 000	0	500 000
62	Achats de biens et services	100 000	0	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**641 500**	**0**	**641 500**
TOTAL	**LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX**	**834 621**	**0**	**834 621**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
724	**AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	167 942	0	167 942
TOTAL	**Transfert Courant**	**167 942**	**0**	**167 942**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	100 000	0	100 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	26 700 000	0	26 700 000
62	Achats de biens et services	200 000	0	200 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**27 000 000**	**0**	**27 000 000**
TOTAL	**AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)**	**27 167 942**	**0**	**27 167 942**
725	**AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	311 324	0	311 324
TOTAL	**Transfert Courant**	**311 324**	**0**	**311 324**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	20 000	0	20 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	320 000	- 50 000	270 000
62	Achats de biens et services	110 000	0	110 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**450 000**	**- 50 000**	**400 000**
TOTAL	**AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI**	**761 324**	**- 50 000**	**711 324**
735	**OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	4 800 875	0	4 800 875
TOTAL	**Transfert Courant**	**4 800 875**	**0**	**4 800 875**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	930 000	0	930 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**930 000**	**0**	**930 000**
TOTAL	**OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI**	**5 730 875**	**0**	**5 730 875**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
737	**AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	434 496	0	434 496
TOTAL	**Transfert Courant**	**434 496**	**0**	**434 496**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 009 960	0	1 009 960
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 009 960**	**0**	**1 009 960**
TOTAL	**AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE**	**1 444 456**	**0**	**1 444 456**
738	**AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	142 334	0	142 334
TOTAL	**Transfert Courant**	**142 334**	**0**	**142 334**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	250 000	0	250 000
62	Achats de biens et services	100 000	0	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**350 000**	**0**	**350 000**
TOTAL	**AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT**	**492 334**	**0**	**492 334**
739	**AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	2 471 277	- 902 700	1 568 577
TOTAL	**Transfert Courant**	**2 471 277**	**- 902 700**	**1 568 577**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	20 750	- 20 750	0
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	42 103	1 957 897	2 000 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**62 853**	**1 937 147**	**2 000 000**
TOTAL	**AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION**	**2 534 130**	**1 034 447**	**3 568 577**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
814	**CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	392 050	0	392 050
64	Autres transferts courants	15 840	0	15 840
TOTAL	**Transfert Courant**	**407 890**	**0**	**407 890**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	10 000	10 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	250 000	0	250 000
62	Achats de biens et services	50 000	0	50 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**300 000**	**10 000**	**310 000**
TOTAL	**CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)**	**707 890**	**10 000**	**717 890**
816	**AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)**			
3	**Dépense de Fonctionnement**			
62	Achats de biens et services	0	300 000	300 000
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**0**	**300 000**	**300 000**
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	343 352	0	343 352
TOTAL	**Transfert Courant**	**343 352**	**0**	**343 352**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	12 500	12 500
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	100 000	0	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**100 000**	**12 500**	**112 500**
TOTAL	**AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)**	**443 352**	**312 500**	**755 852**
817	**AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	135 462	0	135 462
TOTAL	**Transfert Courant**	**135 462**	**0**	**135 462**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	25 000	0	25 000
62	Achats de biens et services	50 000	0	50 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**75 000**	**0**	**75 000**
TOTAL	**AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI**	**210 462**	**0**	**210 462**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
819		**AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS**			
	4	**Transfert Courant**			
	63	Subventions	187 145	0	187 145
TOTAL		**Transfert Courant**	**187 145**	**0**	**187 145**
	5	**Equipement & Investissement**			
	21	Immobilisations incorporelles	0	16 000	16 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	420 000	0	420 000
	62	Achats de biens et services	223 000	- 43 000	180 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**	**643 000**	**- 27 000**	**616 000**
TOTAL		**AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS**	**830 145**	**- 27 000**	**803 145**
823		**AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)**			
	4	**Transfert Courant**			
	63	Subventions	55 000	0	55 000
TOTAL		**Transfert Courant**	**55 000**	**0**	**55 000**
	5	**Equipement & Investissement**			
	21	Immobilisations incorporelles	0	5 000	5 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	300 000	0	300 000
	62	Achats de biens et services	0	50 000	50 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**	**300 000**	**55 000**	**355 000**
TOTAL		**AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)**	**355 000**	**55 000**	**410 000**
825		**OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)**			
	4	**Transfert Courant**			
	63	Subventions	620 079	0	620 079
TOTAL		**Transfert Courant**	**620 079**	**0**	**620 079**
	5	**Equipement & Investissement**			
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	587 690	0	587 690
TOTAL		**Equipement & Investissement**	**587 690**	**0**	**587 690**
TOTAL		**OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)**	**1 207 769**	**0**	**1 207 769**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
826	**AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	555 582	0	555 582
TOTAL	**Transfert Courant**	**555 582**	**0**	**555 582**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	43 565	43 565
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	9 458 912	0	9 458 912
62	Achats de biens et services	150 000	50 000	200 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**9 608 912**	**93 565**	**9 702 477**
TOTAL	**AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL**	**10 164 494**	**93 565**	**10 258 059**
827	**OFFICE RIZ MOPTI**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	334 630	0	334 630
TOTAL	**Transfert Courant**	**334 630**	**0**	**334 630**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	270 000	0	270 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**270 000**	**0**	**270 000**
TOTAL	**OFFICE RIZ MOPTI**	**604 630**	**0**	**604 630**
829	**OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	482 951	0	482 951
TOTAL	**Transfert Courant**	**482 951**	**0**	**482 951**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	50 000	50 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	350 000	0	350 000
62	Achats de biens et services	100 000	0	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**450 000**	**50 000**	**500 000**
TOTAL	**OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE**	**932 951**	**50 000**	**982 951**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
831	**INSTITUT D'ECONOMIE RURALE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	3 720 672	0	3 720 672
TOTAL	**Transfert Courant**	**3 720 672**	**0**	**3 720 672**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	207 500	450 000	657 500
62	Achats de biens et services	100 000	0	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**307 500**	**450 000**	**757 500**
TOTAL	**INSTITUT D'ECONOMIE RURALE**	**4 028 172**	**450 000**	**4 478 172**
833	**LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	637 270	0	637 270
TOTAL	**Transfert Courant**	**637 270**	**0**	**637 270**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	49 800	49 800
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	190 000	0	190 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**190 000**	**49 800**	**239 800**
TOTAL	**LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE**	**827 270**	**49 800**	**877 070**
834	**LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	69 950	0	69 950
TOTAL	**Transfert Courant**	**69 950**	**0**	**69 950**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	40 000	40 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	60 000	60 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**100 000**	**100 000**
TOTAL	**LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO**	**69 950**	**100 000**	**169 950**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE	SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
835		**OFFICE RIZ SEGOU**			
	4	**Transfert Courant**			
	63	Subventions	483 924	0	483 924
TOTAL		**Transfert Courant**	**483 924**	**0**	**483 924**
	5	**Equipement & Investissement**			
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	6 970 000	- 3 620 000	3 350 000
	62	Achats de biens et services	465 000	- 415 000	50 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**	**7 435 000**	**- 4 035 000**	**3 400 000**
TOTAL		**OFFICE RIZ SEGOU**	**7 918 924**	**- 4 035 000**	**3 883 924**
836		**OFFICE DU MOYEN BANI**			
	4	**Transfert Courant**			
	63	Subventions	0	95 000	95 000
TOTAL		**Transfert Courant**	**0**	**95 000**	**95 000**
	5	**Equipement & Investissement**			
	21	Immobilisations incorporelles	0	60 000	60 000
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	315 000	315 000
	62	Achats de biens et services	0	100 000	100 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**	**0**	**475 000**	**475 000**
TOTAL		**OFFICE DU MOYEN BANI**	**0**	**570 000**	**570 000**
837		**OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA**			
	4	**Transfert Courant**			
	63	Subventions	396 940	0	396 940
TOTAL		**Transfert Courant**	**396 940**	**0**	**396 940**
	5	**Equipement & Investissement**			
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	330 000	1 000 000	1 330 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**	**330 000**	**1 000 000**	**1 330 000**
TOTAL		**OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA**	**726 940**	**1 000 000**	**1 726 940**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL
839	**OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	736 399	0	736 399
TOTAL	**Transfert Courant**	**736 399**	**0**	**736 399**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	200 000	0	200 000
62	Achats de biens et services	90 000	- 90 000	0
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**290 000**	**- 90 000**	**200 000**
TOTAL	**OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX**	**1 026 399**	**- 90 000**	**936 399**
841	**OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	204 969	0	204 969
TOTAL	**Transfert Courant**	**204 969**	**0**	**204 969**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	166 000	34 000	200 000
62	Achats de biens et services	0	50 000	50 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**166 000**	**84 000**	**250 000**
TOTAL	**OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE**	**370 969**	**84 000**	**454 969**
842	**CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	112 000	8 000	120 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**112 000**	**8 000**	**120 000**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	0	10 000	10 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	300 000	300 000
62	Achats de biens et services	0	100 000	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**0**	**410 000**	**410 000**
TOTAL	**CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE**	**112 000**	**418 000**	**530 000**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
866	**BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	97 251	0	97 251
TOTAL	**Transfert Courant**	**97 251**	**0**	**97 251**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	100 000	0	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**100 000**	**0**	**100 000**
TOTAL	**BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.**	**197 251**	**0**	**197 251**
867	**AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	135 044	0	135 044
TOTAL	**Transfert Courant**	**135 044**	**0**	**135 044**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	12 450	0	12 450
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	24 900	0	24 900
62	Achats de biens et services	50 000	0	50 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**87 350**	**0**	**87 350**
TOTAL	**AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE**	**222 394**	**0**	**222 394**
868	**CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE**			
4	**Transfert Courant**			
63	Subventions	87 247	0	87 247
TOTAL	**Transfert Courant**	**87 247**	**0**	**87 247**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	10 000	0	10 000
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	108 000	0	108 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**118 000**	**0**	**118 000**
TOTAL	**CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE**	**205 247**	**0**	**205 247**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE			SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
869	**AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI**				
	4	**Transfert Courant**			
	63	Subventions	162 738	0	162 738
TOTAL		**Transfert Courant**	**162 738**	**0**	**162 738**
	5	**Equipement & Investissement**			
	21	Immobilisations incorporelles	62 000	- 62 000	0
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	133 000	50 000	183 000
	62	Achats de biens et services	0	17 000	17 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**	**195 000**	**5 000**	**200 000**
TOTAL		**AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI**	**357 738**	**5 000**	**362 738**
900	**DISTRICT DE BAMAKO**				
	2	**Dépense de Personnel**			
	61	Dépenses de personnel	42 389 549	- 5 326 112	37 063 437
TOTAL		**Dépense de Personnel**	**42 389 549**	**- 5 326 112**	**37 063 437**
	3	**Dépense de Fonctionnement**			
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	6 994	0	6 994
	62	Achats de biens et services	10 040 144	229 113	10 269 257
	66	Charges exceptionnelles	100 691	0	100 691
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**	**10 147 829**	**229 113**	**10 376 942**
	4	**Transfert Courant**			
	63	Subventions	239 137	0	239 137
	64	Autres transferts courants	1 263 727	16 916	1 280 643
TOTAL		**Transfert Courant**	**1 502 864**	**16 916**	**1 519 780**
	5	**Equipement & Investissement**			
	21	Immobilisations incorporelles	11 079 882	0	11 079 882
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	0	0
TOTAL		**Equipement & Investissement**	**11 079 882**	**0**	**11 079 882**
TOTAL		**DISTRICT DE BAMAKO**	**65 120 124**	**- 5 080 083**	**60 040 041**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
901	**REGION DE KAYES**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	25 243 787	- 1 035 751	24 208 036
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**25 243 787**	**- 1 035 751**	**24 208 036**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 500	0	12 500
62	Achats de biens et services	6 144 608	180 958	6 325 566
66	Charges exceptionnelles	89 134	0	89 134
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**6 246 242**	**180 958**	**6 427 200**
4	**Transfert Courant**			
22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	2 500	0	2 500
63	Subventions	233 907	0	233 907
64	Autres transferts courants	1 351 380	8 887	1 360 267
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 587 787**	**8 887**	**1 596 674**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	943 209	944 295	1 887 504
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	0	315 000	315 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**943 209**	**1 259 295**	**2 202 504**
TOTAL	**REGION DE KAYES**	**34 021 025**	**413 389**	**34 434 414**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
902	**REGION DE KOULIKORO**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	32 587 610	- 3 411 952	29 175 658
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**32 587 610**	**- 3 411 952**	**29 175 658**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 500	0	12 500
62	Achats de biens et services	7 773 240	326 747	8 099 987
66	Charges exceptionnelles	104 997	0	104 997
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**7 890 737**	**326 747**	**8 217 484**
4	**Transfert Courant**			
22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	1 030	- 30	1 000
63	Subventions	227 416	8 385	235 801
64	Autres transferts courants	988 624	18 166	1 006 790
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 217 070**	**26 521**	**1 243 591**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	6 247 183	23 572	6 270 755
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	550 000	0	550 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**6 797 183**	**23 572**	**6 820 755**
TOTAL	**REGION DE KOULIKORO**	**48 492 600**	**- 3 035 112**	**45 457 488**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
903	**REGION DE SIKASSO**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	32 935 229	- 2 118 413	30 816 816
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**32 935 229**	**- 2 118 413**	**30 816 816**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	8 057	0	8 057
62	Achats de biens et services	7 970 960	1 264 227	9 235 187
66	Charges exceptionnelles	130 142	0	130 142
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**8 109 159**	**1 264 227**	**9 373 386**
4	**Transfert Courant**			
22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	1 500	4 500	6 000
63	Subventions	186 465	352	186 817
64	Autres transferts courants	2 349 596	13 771	2 363 367
TOTAL	**Transfert Courant**	**2 537 561**	**18 623**	**2 556 184**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	4 004 846	75 504	4 080 350
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	2 924 637	692 225	3 616 862
62	Achats de biens et services	100 000	0	100 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**7 029 483**	**767 729**	**7 797 212**
TOTAL	**REGION DE SIKASSO**	**50 611 432**	**- 67 834**	**50 543 598**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
904	**REGION DE SEGOU**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	25 390 761	- 983 345	24 407 416
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**25 390 761**	**- 983 345**	**24 407 416**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 500	0	12 500
62	Achats de biens et services	6 204 981	184 162	6 389 143
66	Charges exceptionnelles	112 167	0	112 167
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**6 329 648**	**184 162**	**6 513 810**
4	**Transfert Courant**			
22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	2 500	0	2 500
63	Subventions	198 418	378	198 796
64	Autres transferts courants	1 506 680	21 373	1 528 053
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 707 598**	**21 751**	**1 729 349**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	2 047 658	0	2 047 658
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 050 000	0	1 050 000
62	Achats de biens et services	0	0	0
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**3 097 658**	**0**	**3 097 658**
TOTAL	**REGION DE SEGOU**	**36 525 665**	**- 777 432**	**35 748 233**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
905	**REGION DE MOPTI**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	19 298 874	- 528 422	18 770 452
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**19 298 874**	**- 528 422**	**18 770 452**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 500	0	12 500
62	Achats de biens et services	5 642 628	461 799	6 104 427
66	Charges exceptionnelles	95 310	0	95 310
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**5 750 438**	**461 799**	**6 212 237**
4	**Transfert Courant**			
22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	2 355	0	2 355
63	Subventions	205 652	150 812	356 464
64	Autres transferts courants	1 556 205	9 086	1 565 291
TOTAL	**Transfert Courant**	**1 764 212**	**159 898**	**1 924 110**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	1 111 747	65 660	1 177 407
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 212 614	523 500	1 736 114
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**2 324 361**	**589 160**	**2 913 521**
TOTAL	**REGION DE MOPTI**	**29 137 885**	**682 435**	**29 820 320**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
906	**REGION DE TOMBOUCTOU**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	10 301 152	- 1 004	10 300 148
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**10 301 152**	**- 1 004**	**10 300 148**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	12 500	0	12 500
62	Achats de biens et services	3 119 706	270 001	3 389 707
66	Charges exceptionnelles	79 270	0	79 270
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**3 211 476**	**270 001**	**3 481 477**
4	**Transfert Courant**			
22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	1 030	0	1 030
63	Subventions	148 156	0	148 156
64	Autres transferts courants	790 627	0	790 627
TOTAL	**Transfert Courant**	**939 813**	**0**	**939 813**
5	**Equipement & Investissement**			
21	Immobilisations incorporelles	70 276	100 000	170 276
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	1 802 350	159 500	1 961 850
62	Achats de biens et services	50 000	0	50 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**1 922 626**	**259 500**	**2 182 126**
TOTAL	**REGION DE TOMBOUCTOU**	**16 375 067**	**528 497**	**16 903 564**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES		MESURES NOUVELLES	T O T A L
907	**REGION DE G A O**						
	2	**Dépense de Personnel**					
	61	Dépenses de personnel		11 206 478	-	227 643	10 978 835
TOTAL		**Dépense de Personnel**		**11 206 478**	**-**	**227 643**	**10 978 835**
	3	**Dépense de Fonctionnement**					
	24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier		12 500		0	12 500
	62	Achats de biens et services		2 965 295		193 353	3 158 648
	66	Charges exceptionnelles		48 202		0	48 202
TOTAL		**Dépense de Fonctionnement**		**3 025 997**		**193 353**	**3 219 350**
	4	**Transfert Courant**					
	22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols		2 500		0	2 500
	63	Subventions		112 304		0	112 304
	64	Autres transferts courants		639 952		0	639 952
TOTAL		**Transfert Courant**		**754 756**		**0**	**754 756**
	5	**Equipement & Investissement**					
	21	Immobilisations incorporelles		236 400		226 360	462 760
	23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles		1 000 000		0	1 000 000
TOTAL		**Equipement & Investissement**		**1 236 400**		**226 360**	**1 462 760**
TOTAL	**REGION DE G A O**			**16 223 631**		**192 070**	**16 415 701**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
908	**REGION DE KIDAL**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	2 404 753	5 902	2 410 655
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**2 404 753**	**5 902**	**2 410 655**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	14 500	0	14 500
62	Achats de biens et services	1 681 342	89 023	1 770 365
66	Charges exceptionnelles	21 763	0	21 763
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**1 717 605**	**89 023**	**1 806 628**
4	**Transfert Courant**			
22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	1 030	0	1 030
63	Subventions	109 231	0	109 231
64	Autres transferts courants	105 699	0	105 699
TOTAL	**Transfert Courant**	**215 960**	**0**	**215 960**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	900 000	0	900 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**900 000**	**0**	**900 000**
TOTAL	**REGION DE KIDAL**	**5 238 318**	**94 925**	**5 333 243**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
909	**REGION DE TAOUDENIT**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	0	10 000	10 000
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**0**	**10 000**	**10 000**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	0	10 000	10 000
62	Achats de biens et services	484 000	1 179 800	1 663 800
66	Charges exceptionnelles	0	12 000	12 000
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**484 000**	**1 201 800**	**1 685 800**
4	**Transfert Courant**			
22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	0	3 000	3 000
63	Subventions	8 000	21 000	29 000
64	Autres transferts courants	35 000	60 500	95 500
TOTAL	**Transfert Courant**	**43 000**	**84 500**	**127 500**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	267 000	1 733 000	2 000 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**267 000**	**1 733 000**	**2 000 000**
TOTAL	**REGION DE TAOUDENIT**	**794 000**	**3 029 300**	**3 823 300**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION TITRE ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
910	**REGION DE MENAKA**			
2	**Dépense de Personnel**			
61	Dépenses de personnel	0	44 000	44 000
TOTAL	**Dépense de Personnel**	**0**	**44 000**	**44 000**
3	**Dépense de Fonctionnement**			
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	0	7 000	7 000
62	Achats de biens et services	441 000	1 172 900	1 613 900
66	Charges exceptionnelles	0	18 000	18 000
TOTAL	**Dépense de Fonctionnement**	**441 000**	**1 197 900**	**1 638 900**
4	**Transfert Courant**			
22	Acquisitions et aménagement des sols et sous sols	0	3 000	3 000
63	Subventions	13 000	13 000	26 000
64	Autres transferts courants	37 000	86 000	123 000
TOTAL	**Transfert Courant**	**50 000**	**102 000**	**152 000**
5	**Equipement & Investissement**			
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	226 000	1 274 000	1 500 000
TOTAL	**Equipement & Investissement**	**226 000**	**1 274 000**	**1 500 000**
TOTAL	**REGION DE MENAKA**	**717 000**	**2 617 900**	**3 334 900**
950	**BUDGETS ANNEXES**			
7	**Comptes & Fonds Spéciaux Budgets-Annexes**			
21	Immobilisations incorporelles	10 000	- 10 000	0
23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	825 250	- 79 500	745 750
24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	123 438	202 000	325 438
29	Prêts avances versements	166 000	- 5 000	161 000
61	Dépenses de personnel	1 923 745	- 245 245	1 678 500
62	Achats de biens et services	2 230 165	- 272 970	1 957 195
63	Subventions	48 200	- 48 200	0
64	Autres transferts courants	1 054 200	29 800	1 084 000
65	Intérêts et frais financiers	28 573	0	28 573
TOTAL	**Comptes & Fonds Spéciaux Budgets-Annexes**	**6 409 571**	**- 429 115**	**5 980 456**
TOTAL	**BUDGETS ANNEXES**	**6 409 571**	**- 429 115**	**5 980 456**

(en milliers de Francs CFA)

SECTION	TITRE	ARTICLE		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	T O T A L
970			**COMPTES & FONDS SPECIAUX**			
	7		**Comptes & Fonds Spéciaux Budgets-Annexes**			
		21	Immobilisations incorporelles	0	2 595 000	2 595 000
		23	Acquis. constr. et grosses reparat. immeubles	5 426 000	0	5 426 000
		24	Acquis. et grosses reparat. materiel & mobilier	5 000	61 700	66 700
		61	Dépenses de personnel	1 255 000	0	1 255 000
		62	Achats de biens et services	2 742 500	0	2 742 500
		64	Autres transferts courants	632 000	0	632 000
		66	Charges exceptionnelles	76 035 000	0	76 035 000
	TOTAL		**Comptes & Fonds Spéciaux Budgets-Annexes**	**86 095 500**	**2 656 700**	**88 752 200**
TOTAL			**COMPTES & FONDS SPECIAUX**	**86 095 500**	**2 656 700**	**88 752 200**
TOTAL			**BUDGET D'ETAT**	**2 142 631 445**	**128 015 668**	**2 270 647 113**

Article 6 : Le montant des crédits ouverts pour 2017, au titre des services votés du budget général, est fixé à la somme de 2 050 126 374 000 FCFA dont 589 941 768 000 FCFA au titre des crédits de paiement.

Article 7 : Il est ouvert pour l'exercice 2017, au titre des mesures nouvelles du budget général, des crédits d'un montant de 125 788 083 000 FCFA.

Article 8 : Le montant des crédits ouverts pour 2017, au titre des services votés des budgets annexes, est fixé à la somme de 6 409 571 000 FCFA ainsi répartie :

Entrepôt du Mali au Sénégal (EMASE).....2 563 920 000 FCFA

Entrepôt du Mali au Togo (EMATO).....740 138 000 FCFA

Entrepôt du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI).....1 220 990 000 FCFA

Entrepôt du Mali en Guinée (EMAGUI).....580 600 000 FCFA

Entrepôt du Mali en Mauritanie (EMAMAU).....652 923 000 FCFA

Entrepôt du Mali au Ghana (EMAGHA).....651 000 000 FCFA

Article 9 : Le montant des crédits pour l'exercice budgétaire 2017, au titre des mesures nouvelles des budgets annexes, est fixé à la somme de moins 429 115 000 FCFA ainsi répartie :

EMASE .....-163 920 000 FCFA

EMATO .....9 350 000 FCFA

EMACI.....-120 245 000 FCFA

EMAGUI..... -79 200 000 FCFA

EMAMAU .....-63 600 000 FCFA

EMAGHA .....-11 500 000 FCFA

Article 10 : Le montant des crédits ouverts pour 2017, au titre des services votés des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à la somme de 86 095 500 000 FCFA ainsi répartie :

Fonds de Remboursement des crédits TVA .....76 035 000 000 FCFA

Fonds National d'Appui à l'Agriculture .....5 000 000 000 FCFA

Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière .....3 085 000 000 FCFA

Programme de Développement des Ressources Minérales .....310 000 000 FCFA

Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts .....608 000 000 FCFA

Fonds l'Aménagement et de la Protection de la Faune .....42 500 000 FCFA

Fonds de financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières .....415 000 000 FCFA

Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant .....600 000 000 FCFA

Article 11 : Le montant des crédits ouverts pour l'exercice budgétaire 2017, au titre des mesures nouvelles des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à la somme de 2 656 700 000 FCFA ainsi répartie :

Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière ..... 284 200 000 FCFA

Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ..... 2 333 000 000 FCFA

Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts ..... 32 000 000 FCFA

Fonds pour l'Aménagement et la Protection de la Faune ..... 7 500 000 FCFA

CHAPITRE III : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Article 12 : Le montant du déficit s'élève à 257 069 009 000 FCFA.

Article 13 : Le Ministre chargé des Finances est autorisé, à titre exceptionnel pour couvrir ce déficit, à recourir à des ressources extraordinaires.

Article 14 : Le Ministre chargé des Finances est autorisé à émettre des titres d'emprunt d'Etat à hauteur d'un montant qui ne peut en aucun cas excéder en FCFA 257 069 009 000 FCFA pour contribuer à la couverture du déficit de la présente loi de Finances.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 15 : Le détail du Programme Triennal d'Investissements 2017-2019 figure à **l'état B** annexé à la présente loi.

Article 16 : Le tableau retraçant les échéances courantes pour 2017 de la dette extérieure du Mali, après remise, est joint en annexe, **l'état C.**

Article 17 : Le Ministre chargé des Finances est l'Ordonnateur des dépenses autorisées par la présente loi.

Le Gouvernement est autorisé sur rapport du Ministre chargé des Finances à effectuer des réductions de dépenses au cas où le rythme de l'exécution des recettes n'est pas satisfaisant.

Toutefois, un projet de loi de Finances y afférent est déposé à l'Assemblée Nationale en session ou à l'ouverture de la session suivante.

Les normes prévisionnelles de régulation des crédits sont déterminées par **l'état D** annexé à la présente loi.

Article 18 : Le Ministre chargé des Finances peut, au cours de l'exécution du présent budget, procéder à des virements dans la limite des crédits autorisés.

Article 19 : Il est interdit au terme de la présente loi :

- de prendre des mesures ayant pour objet d'engager des dépenses en dépassement des crédits ouverts ;
- d'exécuter des dépenses sans engagement préalable.

Article 20 : Toutes les dépenses du budget général, des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux, doivent faire l'objet d'un engagement préalable, visé au Contrôle Financier.
Aucun engagement prévisionnel ne peut être autorisé pour les dépenses de matériel.

Article 21 : Tout fonctionnaire ou agent de l'Etat, qui engage les dépenses en dépassement des crédits ouverts ou qui exécute une dépense sans engagement préalable visé au Contrôle Financier, est personnellement et pécuniairement responsable de son acte sans préjudice des sanctions administratives et judiciaires.

Article 22 : L'Etat n'est pas redevable du paiement des dépenses exécutées avant engagement préalable, visé au Contrôle Financier.

Article 23 : Toutes les recettes et les dépenses prévues dans la présente loi seront exécutées dans le cadre de l'unité de Trésorerie.

Article 24: Tout appel de fonds extérieurs dans le cadre du financement des projets s'effectue suivant des modalités particulières définies par le Ministre des Finances.

Article 25 : Est fixée pour l'exercice 2017 conformément à **l'état E** annexé à la présente loi, la Liste des Codes Economiques sur lesquels s'imputent des crédits évaluatifs.

Article 26 : Est fixée pour l'exercice 2017 conformément à **l'état F** annexé à la présente loi, la Liste des Codes Economiques dont les dotations ont un caractère provisionnel.

Article 27 : Est fixée pour l'exercice 2017 conformément à **l'état G** annexé à la présente loi, la liste des Budget-programmes par Département.

Article 28 : Est fixé pour l'exercice 2017 conformément à **l'état H** annexé à la présente loi, le Plan de Trésorerie Prévisionnel Mensualisé.

Article 29 : Est fixée pour l'exercice 2017, conformément à **l'état I**, la Liste complète des Taxes Parafiscales et leur Evaluation.

Article 30 : Les codes économiques pouvant faire l'objet de report sur l'exercice 2017 conformément aux dispositions de l'article n°55 de la loi 96-060 relative à la loi de Finances figurent à **l'état J** annexé à la présente loi.

Article 31 : Est fixé pour l'exercice 2017, conformément à **l'état K**, le Tableau des Ressources des Etablissements Publics et des Ressources transférées aux Collectivités Territoriales.

Article 32 : Est fixée pour l'exercice 2017, conformément à **l'état L**, l'Analyse de la Viabilité de la Dette.

Article 33 : Est fixée pour l'exercice 2017, conformément à **l'état M**, la Position Nette du Gouvernement au 30/06/2016 et 31/12/2017.

Article 34 : L'annexe Fiscale figure à **l'état O**, annexé à la présente loi.

Article 35 : L'annexe relative au genre figure à **l'état P**, annexé à la présente loi.

Article 36 : L'annexe relative aux Dépenses Fiscales figure à **l'état Q**, annexé à la présente loi.

Article 37 : L'annexe relative à l'Echéancier des Crédits de Paiement figure à **l'état R,** annexé à la présente loi.

Article 38 : L'annexe relative à l'Estimation des Subventions à la consommation sur les Produits Pétroliers figure à **l'état U**, annexé à la présente loi.

Article 39 : L'annexe relative à la statistique sur les emplois créés figure à **l'état V**, annexé à la présente loi.

Article 40 : L'annexe relative aux subventions à l'Energie du Mali figure à **l'état W**, annexé à la présente loi.

Fait et délibéré en séance publique
Bamako, le ……
Le Président de l'Assemblée Nationale

Le Secrétaire de séance

Issiaka SIDIBE

TABLEAU DES RECETTES

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

RECAPITULATION PAR ARTICLE

Edition du : 19/09/2016 (en milliers de francs CFA)

Titre / Article	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
BUDGET GENERAL		
DONS PROJETS ET LEGS	91 524 000	96 500 000
EMPRUNTS PROJETS & PROG.	169 220 000	188 100 000
AUTRES EMPRUNTS	62 000 000	66 600 000
CESSION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 840 000	7 846 680
CESSIONS SOLS SOUS-SOLS	4 225 038	11 824 851
CESSIONS D' IMMEUBLES	4 000 000	0
CESSIONS DE BIENS MEUBLES	353 204	353 204
REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES	4 112 000	3 460 000
RECETTES FISCALES	1 237 407 925	1 364 059 925
RECETTES NON FISCALES	48 817 020	81 538 020
DONS PROGRAMMES	74 148 117	80 717 768
RECETTES EXCEPTIONNELLES	17 714 000	17 845 000
TOTAL BUDGET GENERAL	**1 718 361 304**	**1 918 845 448**
BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX		
RECETTES NON FISCALES	10 214 030	10 074 656
TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS	73 471 000	84 658 000
TOTAL BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX	**83 685 030**	**94 732 656**
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET D'ETAT	**1 802 046 334**	**2 013 578 104**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

RECAPITULATION PAR BUDGET

Edition du : 19/09/2016 (en milliers de francs CFA)

Titre / Section	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
BUDGET GENERAL		
BUDGET NATIONAL	1 321 469 187	1 486 927 680
BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)	260 744 000	284 600 000
APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS	18 391 117	17 717 768
APPUIS PROGRAMMES GENERAUX	117 757 000	129 600 000
TOTAL BUDGET GENERAL	**1 718 361 304**	**1 918 845 448**
BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX		
POGR. DEV. RESS. MINERALES (PDRM)	405 000	310 000
FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAP	3 857 500	3 369 200
FONDS AMENAG. & PROTECTION DES FORETS (FAPF)	640 000	640 000
FONDS AMENAG. & PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)	50 000	50 000
FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)	5 000 000	5 000 000
FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME & EPANOUISMNT E	600 000	600 000
FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	65 400 000	76 035 000
FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE	1 781 000	2 333 000
FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT	537 500	415 000
ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL	1 853 165	2 400 000
ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE	1 100 745	1 100 745
ENTREPOTS MALIENS AU TOGO	749 488	749 488
ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE	501 400	501 400
ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE	575 732	589 323
ENTREPOTS MALIEN AU GHANA	633 500	639 500
TOTAL BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX	**83 685 030**	**94 732 656**
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET D'ETAT	**1 802 046 334**	**2 013 578 104**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 19/09/2016 (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
01 BUDGET NATIONAL		
21 CESSION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
4 Cession Droits d'exploitation - Fonds de Commerce		
0.0.0 RECETTES DE PRIVATISATION (DGABE)	4 840 000	7 846 680
22 CESSIONS SOLS SOUS-SOLS		
1 Ventes de terrains		
0.0.0 ALIENATIONS D'IMMEUBLES &TRANSFORMATION EN TF (DNDC)	4 225 038	11 824 851
23 CESSIONS D' IMMEUBLES		
1 vente de bâtiments administratifs à usage de bureau		
1.0.0 BATIMENTS ADMINISTRATIFS A USAGE DE BUREAUX SANS EMPLOI	4 000 000	0
24 CESSIONS DE BIENS MEUBLES		
3 Matériels de transport de service & de fonction		
0.0.0 ALIENATION DU DOMAINE MOBILIER (DNDC)	353 204	353 204
29 REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES		
7 Prêts rétrocédés		
5.0.0 RETROCESSIONS	4 112 000	3 460 000
71 RECETTES FISCALES		
1 Impôts sur les revenus, bénéfices et gains en capital		
1.3.0 BIC SECTEUR PRIVE-IMPOTS	10 009 000	11 532 000
2.0.0 IMPOT SUR LES SOCIETES (IS PRIVE)	231 368 000	258 716 000
2.1.0 IMPOTS SUR LES SOCIETES (IS ETAT)	1 656 000	1 826 000
3.0.0 TAXE SYNTHETIQUE	4 842 000	5 340 000
4.0.0 TAXES SUR LES TRANSPORTEURS ROUTIERS	6 161 000	6 796 000
5.0.0 IMPOT SUR LES REVENUS FONCIERS IMPOTS	5 022 000	5 540 000
7.0.0 IMPOT SUR LES REVENUS DE VAL.MOB.	22 566 000	24 890 000
8.4.0 I.T.S. RETENUE SECTEUR PRIVE (IMPOTS)	72 282 000	74 344 000
8.4.1 I.T.S. RETENUE SECTEUR PUBLIC(IMPOTS)	8 844 000	9 578 000
9.0.0 PENALITES SUR IMPOTS DIRECTS (IMPOTS)	2 924 000	3 225 000
9.5.0 RECETTES SUR ORDRE DE RECETTES	40 000	97 000
9.6.0 RECETTES SUR EXERCICES ANT. (IMPOTS DIRECTS)	9 668 000	10 663 000
Total Impôts sur les revenus, bénéfices et gains en capital	**375 382 000**	**412 547 000**
2 Impôts sur les salaires versés et autres rémunerations		
1.0.0 CONTRIBUTION FORFAITAIRE	11 798 000	13 013 000
3 Impôts sur le Patrimoine		
1.0.0 REDEVANCES SUPERFICIAIRES DES SOCIETES MINIERES	300 460	300 460
2.0.0 TAXE SUR LA PLUS VALUE DE CESSIONS ENTRE PARTICULIERS	1 111 054	1 111 054
Total Impôts sur le Patrimoine	**1 411 514**	**1 411 514**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 19/09/2016 (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule		Inscriptions 2016	Prévisions 2017
01 BUDGET NATIONAL			
71 RECETTES FISCALES			
5 Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services			
1.0.0	TAXES SUR LES VEHICULES AUT0MOBILES	3 746 000	4 132 000
1.1.0	T.V.A. - T.P.S - I.A.S. /ETAT	5 554 000	6 165 000
1.1.2	TAXE VISITES TECHNIQUES VEHICULES	500 000	592 000
1.2.0	T.V.A. - T.P.S. / PRIVE	128 410 000	141 347 000
1.3.0	T.V.A. - T.P.S. / DOUANES	249 200 000	277 770 000
2.0.0	TAXES SUR LES BOISSONS ALCOOL.(IMPOTS)	3 822 000	3 539 000
3.0.0	TAXE INTERIEURE SUR PRODUITS PETROLIERS(TIPP)	98 100 000	104 864 000
4.0.0	IMPOT SPECIAL SUR BOISSON GAZ(IMPOTS)	7 610 000	6 227 000
5.0.0	ISCP SUR AUTRES PRODUITS (IMPOTS)	6 746 000	6 439 000
5.1.0	TARTOP(Taxe sur Accès au Reseau de Telecom Ouvert au Public)	19 068 000	21 166 000
6.0.0	TAXE D'EXTRACTION OU RAMASSAGE DE MATERIAUX	214 815	214 815
6.1.0	PMU-MALI	8 000 000	8 500 000
6.3.0	CASINO	200 000	250 000
7.0.0	TAXE SUR LES FRAIS D'EDILITE	364 726	364 726
7.1.0	TAXES SUR LES CONTRATS D'ASSURANCES	5 114 000	5 676 000
7.2.0	TAXE AD VALOREM (DNDC)	28 747 685	28 747 685
7.3.0	TAXE/ACTIVITES FINANCIERES	34 180 000	37 940 000
7.4.0	C.P.S. SUR L'OR (IMPOTS)	35 162 000	39 030 000
9.2.0	PENALITES SUR IMPOTS INDIRECTS	4 751 000	5 273 000
9.3.0	RECETTES SUR EXERCICES ANT.(IMPOTS INDIRECTS)	15 964 000	17 720 000
Total	**Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services**	**655 454 226**	**715 957 226**
6 Droits de timbre et d'enregistrement			
1.0.0	PRELEVEMENT HONORAIRE GREFFIER (DGI)	164 000	183 000
1.1.0	DROITS D'ENREGISTREMENT (DNDC)	6 664 992	11 664 992
1.2.0	DROITS D'ENREGISTREMENT (DGI)	7 537 000	8 366 000
1.3.0	DROITS D'ENREGISTREMENT DES LOCATIONS VERBALES (DNDC)	9 490	9 490
2.0.0	PRELEVEMENT/HONORAIRES GREFFIERS(DNDC)	14 142	14 142
2.1.0	DROITS DE CONSERVATION FONCIERE (DNDC)	1 494 174	1 494 174
3.0.0	DROITS DE TIMBRES (DGI)	12 722 000	14 121 000
3.1.0	DROITS DE TIMBRES (DNDC)	509 777	509 777
5.2.0	PENALITES- PRODUITS DOMANIAUX (DNDC)	53 610	53 610
9.0.0	PENALITES SUR DROITS DE TIMBRE ET ENREG. (DGI)	913 000	1 012 000
Total	**Droits de timbre et d'enregistrement**	**30 082 185**	**37 428 185**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 19/09/2016 (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule		Inscriptions 2016	Prévisions 2017
01 BUDGET NATIONAL			
71 RECETTES FISCALES			
7 Droits et Taxes à l'Importation			
1.1.0	DROITS DE DOUANES	124 418 000	141 661 000
1.2.0	REDEVANCE STATISTIQUE	12 851 000	14 551 000
1.4.0	TAXE CONJONCTURELLE A L'IMPORT.(T.C.I.)	51 000	58 000
2.1.1	TAXE LOCALE SUR LES TABACS (DOUANES)	6 500 000	7 661 000
2.1.6	TAXE SUR LES COLAS	248 000	283 000
2.1.7	IMPOT SPECIAL SUR BOISSONS (DOUANES)	1 160 000	1 429 000
2.1.9	TAXE SUR AUTRES PRODUITS	1 100 000	1 615 000
2.2.1	PLOMBS ET IMPRIMES	6 000	7 000
2.2.2	AMENDES ET CONFISCATIONS	2 509 000	4 016 000
2.2.3	VENTES EN DOUANES	104 000	119 000
2.2.4	DROITS DE MAGASINAGE ET DE DEPOTS	5 000	6 000
3.0.0	RECETTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2 748 000	2 137 000
Total	**Droits et Taxes à l'Importation**	**151 700 000**	**173 543 000**
9 Autres Recettes Fiscales			
1.1.1	TAXE DELIV. PERM. DE CONDUIRE	310 000	344 000
1.1.3	TAXE DELIV. CARTES GRISES	820 000	940 000
1.1.4	TAXE DELIV. CARTES DE TRANSPORT	240 000	298 000
1.1.5	AUTORISATION DE CONDUIRE	20 000	68 000
1.2.0	DROITS DE CHANCELERIE	5 180 000	3 500 000
1.3.0	PASSEPORTS CARTES D'IDENTITES	5 000 000	5 000 000
7.0.0	TAXES SUR LES ETABLISSEMENTS CLASSES INSALUBRES & INCOMMODES	10 000	10 000
Total	**Autres Recettes Fiscales**	**11 580 000**	**10 160 000**
Total	**RECETTES FISCALES**	**1 237 407 925**	**1 364 059 925**
72 RECETTES NON FISCALES			
1 Revenus de l'entreprise et du domaine			
1.1.0	CONCESSIONS ORDINAIRES OU REDEVANCES DOMANIALES	447 102	30 447 102
2.0.0	LOCATION DES IMMEUBLES DE L'ETAT	29 106	29 106
Total	**Revenus de l'entreprise et du domaine**	**476 208**	**30 476 208**
2 Droits et Frais administratifs			
2.3.0	RECETTES SUR PRESTATIONS SPORTIVES	60 000	63 000
2.4.0	RECETTES SUR PRESTATIONS ARTISTIQUES	60 000	63 000
3.5.0	PRODUITS DIVERS	1 400 000	650 000
5.8.0	RECETTES LETTRES DE VOITURE	30 000	33 000
Total	**Droits et Frais administratifs**	**1 550 000**	**809 000**
3 Amendes et condamnations pécuniaires			
1.0.0	FRAIS ET AMENDES JUDICIAIRES	480 000	870 000
3.0.0	AMENDES ARBITREES	50 000	53 000
Total	**Amendes et condamnations pécuniaires**	**530 000**	**923 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 19/09/2016 (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
01 BUDGET NATIONAL		
72 RECETTES NON FISCALES		
4 Produits financiers		
1.1.0 DIVIDENDES DES SOCIETES MINIERES (DNDC)	8 348 000	8 348 000
1.1.1 DIVIDENDES AUTRES SOCIETES	32 312 812	32 312 812
Total Produits financiers	**40 660 812**	**40 660 812**
9 Autres recettes non fiscales		
5.0.0 RECETTES DIVERSES (BUDGET NATIONAL)	3 100 000	3 739 000
6.0.0 AUTRES PRODUITS DIVERS	2 500 000	4 930 000
Total Autres recettes non fiscales	**5 600 000**	**8 669 000**
Total RECETTES NON FISCALES	**48 817 020**	**81 538 020**
76 RECETTES EXCEPTIONNELLES		
9 Autres recettes exceptionnelles		
1.0.0 RESSOURCES PPTE	17 714 000	17 845 000
TOTAL BUDGET NATIONAL	**1 321 469 187**	**1 486 927 680**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 19/09/2016 (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
90 BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)		
12 DONS PROJETS ET LEGS		
0 Financement extérieur		
0.0.0 SUBVENTIONS	91 524 000	96 500 000
16 EMPRUNTS PROJETS & PROG.		
0 Financement extérieur		
0.0.0 PRETS	169 220 000	188 100 000
TOTAL BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)	**260 744 000**	**284 600 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 19/09/2016 (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
94 APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS		
74 DONS PROGRAMMES		
2 Dons Programmes des Gouvernements étrangers		
2.0.2 Appui programmes Suisse (PDSU)	134 477	259 360
2.0.3 Appui programmes Suisse (PACUM)	924 500	998 876
2.0.4 Appui programmes Suisse (ADER)	567 500	705 000
2.0.5 Appui programmes Suisse (PADE)	500 000	300 000
2.0.6 Appui Programmes Suisse (PENF)	200 000	147 500
2.0.7 Appui programme soutien Eco. Locale PSEL-DELTA	0	998 000
2.0.8 Appui programme Suisse Agro Pastoral Sikasso(PAFA)	0	1 658 448
2.0.9 Appui Programme Partenariat Gouvernance	1 339 640	960 000
4.1.0 Appui programmes Canada (Santé)	9 625 000	6 525 000
4.1.1 Appui programmes Canada (Education)	2 500 000	2 250 000
9.0.2 Repport ABS exercices antérieurs (santé)	1 664 191	1 916 447
9.0.7 Report ABS exercices antérieurs (Education)	935 809	999 137
Total Dons Programmes des Gouvernements étrangers	**18 391 117**	**17 717 768**
TOTAL APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS	**18 391 117**	**17 717 768**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 19/09/2016 (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
95 APPUIS PROGRAMMES GENERAUX		
17 AUTRES EMPRUNTS		
1 Autres emprunts et/ou Dette Multilatérale		
0.0.1 Appui programmes BAD	10 700 000	12 300 000
0.0.2 Appui programmes Banque Mondiale	20 000 000	23 300 000
0.0.3 Appui programmes FMI	31 300 000	31 000 000
Total Autres emprunts et/ou Dette Multilatérale	**62 000 000**	**66 600 000**
74 DONS PROGRAMMES		
1 Dons Programmes des Institutions Internationales		
5.0.0 Appui programmes Union Européenne	55 757 000	63 000 000
TOTAL APPUIS PROGRAMMES GENERAUX	**117 757 000**	**129 600 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
30 POGR. DEV. RESS. MINERALES (PDRM)		
72 RECETTES NON FISCALES		
2 Droits et Frais administratifs		
4.1.0 ANALYSE ECHANTILLONS	35 000	60 000
4.2.0 TRAVAUX PROSPECTION GEOCHIMIQUE	80 000	80 000
4.3.0 TRAVAUX PROSPECTION GEOPHYSIQUE	10 000	15 000
4.4.0 TRAVAUX DE SONDAGE	150 000	100 000
4.5.0 RECETTES ANNEXES	130 000	15 000
4.5.1 VENTE DES EXPLOSIFS	0	40 000
Total Droits et Frais administratifs	**405 000**	**310 000**
TOTAL POGR. DEV. RESS. MINERALES (PDRM)	**405 000**	**310 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
32 FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)		
72 RECETTES NON FISCALES		
9 Autres recettes non fiscales		
3.1.0 Appui Promotion Recherche Pétrolière	3 857 500	3 369 200
TOTAL FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)	**3 857 500**	**3 369 200**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
34 FONDS AMENAG. & PROTECTION DES FORETS (FAPF)		
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS		
1 Transferts reçus du Budget Général		
0.3.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAP FORETS	640 000	640 000
TOTAL FONDS AMENAG. & PROTECTION DES FORETS (FAPF)	**640 000**	**640 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
35 FONDS AMENAG. & PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)		
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS		
1 Transferts reçus du Budget Général		
0.4.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAP FAUNE	50 000	50 000
TOTAL FONDS AMENAG. & PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)	**50 000**	**50 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
38 FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)		
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS		
1 Transferts reçus du Budget Général		
0.6.1 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FNAA	5 000 000	5 000 000
TOTAL FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)	**5 000 000**	**5 000 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
40 FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME & EPANOUISMNT ENFANT		
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS		
1 Transferts reçus du Budget Général		
0.5.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAFE	600 000	600 000
TOTAL FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME & EPANOUISMNT ENF	**600 000**	**600 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
41 FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA		
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS		
1 Transferts reçus du Budget Général		
0.8.0 TRANSFERT DU BUDGET GEN.AU FDS DE REMBOURSEMNT DE CREDIT TVA	65 400 000	76 035 000
TOTAL FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	**65 400 000**	**76 035 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
42 FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE		
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS		
1 Transferts reçus du Budget Général		
0.6.1 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FCRIT	1 781 000	2 333 000
TOTAL FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE	**1 781 000**	**2 333 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule		Inscriptions 2016	Prévisions 2017
45	**FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MINIERE**		
72	**RECETTES NON FISCALES**		
9	**Autres recettes non fiscales**		
1.0.0	Primes pour Conventions d'Etablissement	400 000	350 000
2.0.0	Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche	100 000	60 000
3.0.0	Transfert Autorisat° d'expl de pttes mines ou de carrières	30 000	0
9.0.0	Pénalités	7 500	5 000
Total	**Autres recettes non fiscales**	**537 500**	**415 000**
TOTAL	**FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MI**	**537 500**	**415 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
53 ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL		
72 RECETTES NON FISCALES		
2 Droits et Frais administratifs		
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	1 333 250	1 784 105
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	70 000	143 000
5.3.0 PRESTAT. ENTREP. IMPORTATIONS	20 000	20 000
5.4.0 LOCATION MAGASIN MOLE 3	15 964	784
5.4.1 LOCATION BUREAU BEL AIR	4 320	12 480
5.4.2 LOCATION MAGASIN BEL AIR	357 631	357 631
5.8.1 RECETTES DIVERSES	52 000	82 000
Total Droits et Frais administratifs	**1 853 165**	**2 400 000**
TOTAL ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL	**1 853 165**	**2 400 000**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
54 ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE		
72 RECETTES NON FISCALES		
2 Droits et Frais administratifs		
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	809 267	614 000
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	107 500	103 000
5.4.0 RECETTES LOCATIVES	128 978	328 745
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	30 000	30 000
5.9.4 RECETTES SUR FACT. EX. ANTERIEURS	25 000	25 000
Total Droits et Frais administratifs	**1 100 745**	**1 100 745**
TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE	**1 100 745**	**1 100 745**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
56 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO		
72 RECETTES NON FISCALES		
2 Droits et Frais administratifs		
2.2.2 SUBVENTIONS A RECEVOIR	0	320 000
2.7.1 DROIT DE PASSAGE	164 979	120 616
5.4.0 DROIT DE MAGASINAGE	120 000	120 000
5.6.0 PRODUITS FINANCIERS	325	177
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	16 000	16 000
5.8.1 RECETTES DIVERSES	396 632	103 659
7.6.0 DROIT SUR HYDROCARBURES	51 552	69 036
Total Droits et Frais administratifs	**749 488**	**749 488**
TOTAL ENTREPOTS MALIENS AU TOGO	**749 488**	**749 488**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016 **7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX** (en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
58 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE		
72 RECETTES NON FISCALES		
2 Droits et Frais administratifs		
2.2.2 SUBVENTIONS	145 000	205 000
5.1.0 PRESTAT. EVACUATION	280 000	225 300
5.3.0 PRESTAT. ENTREPOSAGE	500	100
5.4.0 LOCATION MAGASIN ET MANUTENTION	50 000	45 000
5.8.1 RECETTES DIVERSES	1 400	0
7.4.0 REDEVANCE EVACUATION VEHICULES OCCAS.	24 500	26 000
Total Droits et Frais administratifs	**501 400**	**501 400**
TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE	**501 400**	**501 400**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
59 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE		
72 RECETTES NON FISCALES		
2 Droits et Frais administratifs		
2.2.2 SUBVENTIONS	250 000	239 323
5.1.0 PRESTAT. EVACUATION	325 732	350 000
Total Droits et Frais administratifs	**575 732**	**589 323**
TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE	**575 732**	**589 323**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET D'ETAT RECETTES 2017

Edition du : 19/09/2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en milliers de francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Inscriptions 2016	Prévisions 2017
70 ENTREPOTS MALIEN AU GHANA		
72 RECETTES NON FISCALES		
2 Droits et Frais administratifs		
2.2.2 SUBVENTIONS A RECEVOIR	0	120 000
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	240 000	290 000
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	30 000	80 000
5.4.0 RECETTES LOCATIVES	40 000	60 000
5.6.0 PRODUITS FINANCIERS	2 000	2 000
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	20 000	29 500
5.8.1 RECETTES DIVERSES	248 500	0
7.6.0 DROIT SUR HYDROCARBURES	53 000	58 000
Total Droits et Frais administratifs	**633 500**	**639 500**
TOTAL ENTREPOTS MALIEN AU GHANA	**633 500**	**639 500**

TABLEAU DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT 2017

REPARTITION DES DEPENSES PAR BUDGET

Edition du 21/09/2016 à 18:12:56

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
BUDGET GENERAL		
POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALES		
PERSONNEL	214 090 303	246 470 291
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	83 892 732	88 507 659
DÉPLACEMENT & MISSION	49 945 150	54 300 203
COMMUNICATION & ENERGIE	24 260 612	33 541 556
AUTRES DÉPENSES	75 288 868	78 444 379
BOURSES	17 128 300	17 129 100
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	265 553 519	247 119 050
TRANSFERT ET SUBVENTION	257 573 014	278 436 424
DETTES	181 737 766	239 527 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	227 059 000	276 224 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	260 743 880	284 600 000
APPUI BUDGÉTAIRE	14 725 000	11 690 584
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	16 756 190	18 069 409
TOTAL POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALES	**1 688 754 334**	**1 874 059 655**
ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGIONS		
PERSONNEL	77 568 932	83 746 737
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	29 370 952	31 939 720
DÉPLACEMENT & MISSION	4 254 928	6 625 988
COMMUNICATION & ENERGIE	10 684 459	11 252 713
AUTRES DÉPENSES	21 984 675	8 464 200
BOURSES	666 435	666 435
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	11 864 157	27 191 592
TRANSFERT ET SUBVENTION	11 685 553	12 093 282
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	11 200 000	11 400 000
APPUI BUDGÉTAIRE	3 666 117	6 027 184
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	102 617 447	102 446 951
TOTAL ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGIONS	**285 563 655**	**301 854 802**
TOTAL BUDGET GENERAL	**1 974 317 989**	**2 175 914 457**
BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FONDS SPECIAUX		
BUDGETS ANNEXES - COMPTES ET FONDS SPECIAUX		
BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCIAUX	83 685 030	94 732 656
TOTAL BUDGETS ANNEXES - COMPTES ET FONDS SPECIAUX	**83 685 030**	**94 732 656**
TOTAL BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FONDS SPECIAUX	**83 685 030**	**94 732 656**
TOTAL BUDGET D'ETAT	**2 058 003 019**	**2 270 647 113**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
990 CHARGES COMMUNES		
PERSONNEL	16 471 170	28 317 540
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	3 020 633	2 846 191
DÉPLACEMENT & MISSION	8 855 894	8 945 666
COMMUNICATION & ENERGIE	186 406	568 471
AUTRES DÉPENSES	26 554 156	27 606 063
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	111 310 149	75 214 365
TRANSFERT ET SUBVENTION	107 500 579	54 399 976
DETTES	181 737 766	239 527 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	3 000 000	13 000 000
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	8 800 000	8 800 000
TOTAL	**467 436 753**	**459 225 272**
110 ASSEMBLEE NATIONALE		
PERSONNEL	2 448 000	2 448 000
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	3 215 035	3 215 035
DÉPLACEMENT & MISSION	5 781 632	5 849 255
COMMUNICATION & ENERGIE	591 656	591 656
AUTRES DÉPENSES	849 601	849 601
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	1 226 600	1 226 600
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 695 528	1 695 528
TOTAL	**15 808 052**	**15 875 675**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		
PERSONNEL	1 459 202	1 354 074
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	1 288 161	1 288 161
DÉPLACEMENT & MISSION	1 887 606	1 887 606
COMMUNICATION & ENERGIE	1 948 256	1 948 256
AUTRES DÉPENSES	3 549 374	3 549 374
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	300 000	300 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	615 000	615 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	3 122 000	478 000
TOTAL	**14 169 599**	**11 420 471**
130 PRIMATURE		
PERSONNEL	2 096 700	1 568 296
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	943 924	1 005 899
DÉPLACEMENT & MISSION	854 263	928 449
COMMUNICATION & ENERGIE	2 276 846	2 495 846
AUTRES DÉPENSES	1 814 482	1 818 397
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	759 650	104 253
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 824 774	387 135
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	667 000	620 000
TOTAL	**11 237 639**	**8 928 275**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS		
PERSONNEL	94 911	66 816
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	65 000	65 000
DÉPLACEMENT & MISSION	30 581	30 581
COMMUNICATION & ENERGIE	70 000	65 000
AUTRES DÉPENSES	340 119	345 119
TOTAL	**600 611**	**572 516**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE		
PERSONNEL	236 766	221 403
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	74 865	74 865
DÉPLACEMENT & MISSION	156 446	201 986
COMMUNICATION & ENERGIE	101 392	148 728
AUTRES DÉPENSES	201 000	201 470
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	180 000	50 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	5 000	35 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	200 000	200 000
TOTAL	**1 155 469**	**1 133 452**
150 COUR SUPREME		
PERSONNEL	570 682	857 105
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	216 054	211 114
DÉPLACEMENT & MISSION	199 591	230 000
COMMUNICATION & ENERGIE	66 295	68 491
AUTRES DÉPENSES	266 523	336 119
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	15 000	15 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	104 500	154 500
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 773 000	700 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	45 244	18 549
TOTAL	**4 256 889**	**2 590 878**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE		
PERSONNEL	285 000	253 500
COMMUNICATION & ENERGIE	35 000	66 250
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 140 000	712 000
TOTAL	**1 460 000**	**1 031 750**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL		
PERSONNEL	313 103	292 720
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	150 000	105 000
DÉPLACEMENT & MISSION	261 832	333 665
COMMUNICATION & ENERGIE	73 073	75 078
AUTRES DÉPENSES	224 100	224 600
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	40 000	40 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	37 500	37 500
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	300 000	225 000
TOTAL	**1 399 608**	**1 333 563**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		
PERSONNEL	657 938	746 728
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	145 212	104 649
DÉPLACEMENT & MISSION	304 236	327 608
COMMUNICATION & ENERGIE	162 375	165 317
AUTRES DÉPENSES	181 950	181 950
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	60 000	30 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	62 500	62 500
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	400 000	200 000
TOTAL	**1 974 211**	**1 818 752**
180 MINISTERE AFF. ETRANGERES, COOPERAT. INTERNAT. INTEGRATION AFRICAINE		
PERSONNEL	12 881 397	13 661 089
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	996 268	754 828
DÉPLACEMENT & MISSION	1 806 807	1 872 672
COMMUNICATION & ENERGIE	2 445 197	2 445 197
AUTRES DÉPENSES	8 897 362	9 239 994
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	988 000	1 361 500
TRANSFERT ET SUBVENTION	2 748 947	7 055 785
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 595 000	1 800 000
TOTAL	**32 358 978**	**38 191 065**
182 MINISTERE COOPERATION INTERNATIONALE & INTEGRATION AFRICAINE		
PERSONNEL	234 482	0
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	48 705	0
DÉPLACEMENT & MISSION	155 068	0
COMMUNICATION & ENERGIE	61 485	0
AUTRES DÉPENSES	28 240	0
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	42 986	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	19 020	0
TOTAL	**589 986**	**0**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR		
PERSONNEL	217 428	234 221
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	85 369	136 593
DÉPLACEMENT & MISSION	263 529	318 054
COMMUNICATION & ENERGIE	122 970	119 551
AUTRES DÉPENSES	40 000	40 200
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	85 000	420 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	187 436	199 829
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	628 000	320 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	750 000
TOTAL	**1 629 732**	**2 538 448**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL		
PERSONNEL	2 250 000	2 250 000
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	91 300	131 910
DÉPLACEMENT & MISSION	204 977	255 723
COMMUNICATION & ENERGIE	145 826	165 990
AUTRES DÉPENSES	400 000	445 000
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	200 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	20 000	20 000
TOTAL	**3 112 103**	**3 468 623**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE		
PERSONNEL	315 398	365 131
COMMUNICATION & ENERGIE	84 600	95 850
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	25 000	30 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	433 670	513 670
TOTAL	**858 668**	**1 004 651**
195 COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT		
PERSONNEL	13 267	12 221
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	22 469	16 328
DÉPLACEMENT & MISSION	54 494	57 273
COMMUNICATION & ENERGIE	26 667	26 990
AUTRES DÉPENSES	35 929	35 947
TOTAL	**152 826**	**148 759**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
210 MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS		
PERSONNEL	73 430 956	86 905 208
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	19 501 741	21 703 429
DÉPLACEMENT & MISSION	17 051 964	18 601 056
COMMUNICATION & ENERGIE	4 717 520	11 853 805
AUTRES DÉPENSES	11 120 542	12 221 220
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	91 506 415	111 155 448
TRANSFERT ET SUBVENTION	789 225	945 956
TOTAL	**218 118 363**	**263 386 122**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME		
PERSONNEL	2 262 100	2 075 824
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	3 072 290	2 992 105
DÉPLACEMENT & MISSION	312 350	315 363
COMMUNICATION & ENERGIE	500 230	514 026
AUTRES DÉPENSES	800 000	800 042
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	60 000	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	367 807	353 010
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	3 300 000	4 300 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	3 930 000
TOTAL	**10 674 777**	**15 280 370**
223 OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE		
PERSONNEL	0	564 300
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	51 000	51 000
DÉPLACEMENT & MISSION	127 438	127 438
COMMUNICATION & ENERGIE	162 000	162 000
AUTRES DÉPENSES	36 000	36 000
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	662 000	100 000
TOTAL	**1 038 438**	**1 040 738**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE		
PERSONNEL	25 284 398	37 749 904
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	3 913 367	3 913 367
DÉPLACEMENT & MISSION	1 410 137	1 527 777
COMMUNICATION & ENERGIE	804 084	1 254 084
AUTRES DÉPENSES	842 739	1 692 739
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	9 489 138	5 000 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	75 750	75 750
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 155 000	720 000
TOTAL	**43 974 613**	**51 933 621**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
235 SECURITE D'ETAT		
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	227 725	352 225
DÉPLACEMENT & MISSION	1 289 601	1 313 305
COMMUNICATION & ENERGIE	126 075	324 155
AUTRES DÉPENSES	3 582 695	3 582 888
TOTAL	**5 226 096**	**5 572 573**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		
PERSONNEL	9 120 996	8 639 207
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	2 854 241	3 627 005
DÉPLACEMENT & MISSION	486 306	1 089 444
COMMUNICATION & ENERGIE	1 783 000	1 796 591
AUTRES DÉPENSES	693 529	698 147
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	3 589 500	850 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	6 464 602	7 651 632
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	11 074 000	12 751 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	9 423 185	11 516 451
TOTAL	**45 489 359**	**48 619 477**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.		
PERSONNEL	724 737	817 657
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	415 168	407 652
DÉPLACEMENT & MISSION	175 017	214 085
COMMUNICATION & ENERGIE	240 000	239 622
AUTRES DÉPENSES	293 828	423 905
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	40 000	562 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	50 000	70 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 459 000	1 587 000
TOTAL	**3 397 750**	**4 321 921**
323 MINISTERE EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE		
PERSONNEL	722 854	615 437
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	336 461	360 794
DÉPLACEMENT & MISSION	148 486	228 352
COMMUNICATION & ENERGIE	183 492	229 635
AUTRES DÉPENSES	655 793	238 707
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	105 000	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	348 991	364 091
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 060 000	960 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	5 500 000	5 000 000
APPUI BUDGÉTAIRE	0	514 000
TOTAL	**10 061 077**	**8 511 016**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
330 MIN. ADMINISTRATION TERRIT. DECENTRALISATION ET REFORME ETAT		
PERSONNEL	1 006 804	1 193 624
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	656 694	692 335
DÉPLACEMENT & MISSION	392 668	710 933
COMMUNICATION & ENERGIE	399 941	439 266
AUTRES DÉPENSES	793 971	1 213 374
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	157 900	165 900
TRANSFERT ET SUBVENTION	548 349	1 261 611
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 648 000	6 650 000
TOTAL	**5 604 327**	**12 327 043**
334 AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTERE PERSONNEL		
PERSONNEL	0	115 268
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	80 000
DÉPLACEMENT & MISSION	0	240 800
COMMUNICATION & ENERGIE	0	25 912
AUTRES DÉPENSES	0	30 000
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	72 000	83 200
TRANSFERT ET SUBVENTION	276 336	6 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	300 000
TOTAL	**348 336**	**881 180**
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT		
PERSONNEL	110 394	0
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	127 563	0
DÉPLACEMENT & MISSION	180 932	0
COMMUNICATION & ENERGIE	57 500	0
AUTRES DÉPENSES	543 262	0
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	66 400	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	101 986	0
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 030 000	0
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	1 227 000	0
TOTAL	**4 445 037**	**0**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE		
PERSONNEL	83 995	86 311
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	103 057	125 971
DÉPLACEMENT & MISSION	113 068	130 124
COMMUNICATION & ENERGIE	29 699	30 094
AUTRES DÉPENSES	103 313	130 313
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	50 000	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	153 750	324 874
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	130 000	0
TOTAL	**766 882**	**827 687**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE		
PERSONNEL	113 524	97 367
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	461 560	325 583
DÉPLACEMENT & MISSION	150 393	160 674
COMMUNICATION & ENERGIE	60 000	68 445
AUTRES DÉPENSES	75 650	75 800
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	45 000	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	2 033 768	2 212 132
TOTAL	**2 939 895**	**2 940 001**
400 MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
PERSONNEL	0	0
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	22 700	0
DÉPLACEMENT & MISSION	9 525	0
COMMUNICATION & ENERGIE	1 250	0
AUTRES DÉPENSES	221 505	0
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	1 004 544	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	43 820	0
TOTAL	**1 303 344**	**0**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		
PERSONNEL	11 859 676	10 802 766
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	14 333 996	14 756 099
DÉPLACEMENT & MISSION	865 799	865 297
COMMUNICATION & ENERGIE	590 678	608 003
AUTRES DÉPENSES	3 164 312	2 008 462
BOURSES	0	800
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	1 226 627	4 279 415
TRANSFERT ET SUBVENTION	2 874 438	3 615 116
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 637 000	2 915 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	5 275 200	7 500 000
APPUI BUDGÉTAIRE	3 435 809	2 221 137
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	7 465 073	7 669 409
TOTAL	**52 728 608**	**57 241 504**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
412 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
PERSONNEL	7 160 915	6 981 308
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	838 884	849 789
DÉPLACEMENT & MISSION	324 304	356 245
COMMUNICATION & ENERGIE	370 759	381 383
AUTRES DÉPENSES	1 274 788	1 291 360
BOURSES	1 428 300	1 428 300
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	2 333 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 173 912	508 606
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 595 000	2 400 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	3 500 000	3 000 000
APPUI BUDGÉTAIRE	0	514 000
TOTAL	**18 666 862**	**20 043 991**
510 MINISTERE DE LA CULTURE		
PERSONNEL	1 305 226	1 175 155
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	290 246	278 871
DÉPLACEMENT & MISSION	167 022	150 488
COMMUNICATION & ENERGIE	400 776	402 191
AUTRES DÉPENSES	655 561	736 276
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	70 000	70 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	401 068	470 224
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 280 000	700 000
TOTAL	**4 569 899**	**3 983 205**
520 MINISTERE DES SPORTS		
PERSONNEL	1 025 813	1 009 104
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	739 170	756 277
DÉPLACEMENT & MISSION	1 344 162	1 369 518
COMMUNICATION & ENERGIE	700 000	750 376
AUTRES DÉPENSES	331 089	331 351
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	100 000	46 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	645 742	1 445 742
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 996 000	1 825 000
TOTAL	**6 881 976**	**7 533 368**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
525 MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE		
PERSONNEL	0	227 901
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	128 105
DÉPLACEMENT & MISSION	0	74 013
COMMUNICATION & ENERGIE	0	30 000
AUTRES DÉPENSES	0	446 490
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	50 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	24 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	1 685 000
TOTAL	**0**	**2 665 509**
610 MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE		
PERSONNEL	11 950 614	8 427 250
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	11 144 319	12 354 645
DÉPLACEMENT & MISSION	702 792	800 000
COMMUNICATION & ENERGIE	696 863	717 184
AUTRES DÉPENSES	885 997	889 068
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	5 713 470	4 906 621
TRANSFERT ET SUBVENTION	6 211 106	5 302 038
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	650 000	17 600 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	4 019 772	4 000 000
APPUI BUDGÉTAIRE	11 289 191	8 441 447
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	491 117	1 600 000
TOTAL	**53 755 241**	**65 038 253**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA		
PERSONNEL	29 550	29 865
TRANSFERT ET SUBVENTION	2 424 756	2 724 756
TOTAL	**2 454 306**	**2 754 621**
640 MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE		
PERSONNEL	521 905	590 229
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	239 340	320 825
DÉPLACEMENT & MISSION	118 960	140 677
COMMUNICATION & ENERGIE	236 947	244 626
AUTRES DÉPENSES	413 851	391 595
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	560 000	785 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	296 738	61 390
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 412 000	2 250 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	1 500 000
TOTAL	**4 799 741**	**6 284 342**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
660 MINISTERE SOLIDARITE & ACTION HUMANITAIRE		
PERSONNEL	3 499 762	914 590
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	571 858	732 154
DÉPLACEMENT & MISSION	492 866	621 739
COMMUNICATION & ENERGIE	137 145	137 013
AUTRES DÉPENSES	193 696	187 012
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	180 000	85 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 130 425	1 499 833
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	675 000	400 000
TOTAL	**6 880 752**	**4 577 341**
714 MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE		
PERSONNEL	1 320 321	1 226 718
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	347 524	336 059
DÉPLACEMENT & MISSION	226 462	226 462
COMMUNICATION & ENERGIE	297 000	301 175
AUTRES DÉPENSES	318 752	371 522
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	60 000	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	76 849	76 849
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	5 265 000	5 405 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	8 570 000	11 005 000
TOTAL	**16 481 908**	**18 948 785**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU		
PERSONNEL	1 373 000	1 361 819
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	175 928	174 004
DÉPLACEMENT & MISSION	130 016	180 633
COMMUNICATION & ENERGIE	249 000	249 000
AUTRES DÉPENSES	184 227	187 277
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	25 000	25 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	10 000	25 015 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	6 948 000	11 556 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	34 350 000	33 131 000
TOTAL	**43 445 171**	**71 879 733**
726 MINISTERE DES MINES		
PERSONNEL	740 464	780 892
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	355 623	446 047
DÉPLACEMENT & MISSION	160 413	202 561
COMMUNICATION & ENERGIE	190 979	190 788
AUTRES DÉPENSES	218 205	228 419
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	357 300	114 135
TRANSFERT ET SUBVENTION	136 064	349 531
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 316 000	1 510 000
TOTAL	**3 475 048**	**3 822 373**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
730 MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION		
PERSONNEL	192 038	222 875
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	125 312	91 703
DÉPLACEMENT & MISSION	97 217	123 499
COMMUNICATION & ENERGIE	111 965	126 079
AUTRES DÉPENSES	263 410	269 060
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	108 500	45 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	124 500	124 500
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 512 000	615 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	0
TOTAL	**2 534 942**	**1 617 716**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	300 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	345 258	645 258
TOTAL	**345 258**	**945 258**
740 MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES		
PERSONNEL	873 143	1 024 052
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	526 134	522 121
DÉPLACEMENT & MISSION	151 223	177 273
COMMUNICATION & ENERGIE	138 187	293 432
AUTRES DÉPENSES	326 888	333 229
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	49 800	3 030 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	569 220	449 920
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 720 000	5 650 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	2 479	0
TOTAL	**5 357 074**	**11 480 027**
745 MINISTERE DE L'URBANISME & DE L'HABITAT		
PERSONNEL	766 889	573 651
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	249 300	313 427
DÉPLACEMENT & MISSION	132 864	125 589
COMMUNICATION & ENERGIE	60 000	60 776
AUTRES DÉPENSES	108 950	95 195
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	62 250	12 450
TRANSFERT ET SUBVENTION	12 824	60 059
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	12 200 000	6 300 000
TOTAL	**13 593 077**	**7 541 147**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
750 MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION		
PERSONNEL	371 202	360 138
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	131 584	214 096
DÉPLACEMENT & MISSION	131 845	130 020
COMMUNICATION & ENERGIE	90 000	89 875
AUTRES DÉPENSES	109 000	109 545
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	10 750	11 750
TRANSFERT ET SUBVENTION	34 030	30 710
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 119 000	1 046 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	4 500 000	3 500 000
TOTAL	**6 497 411**	**5 492 134**
760 MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT		
PERSONNEL	1 218 987	1 303 844
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	369 861	297 632
DÉPLACEMENT & MISSION	213 741	300 000
COMMUNICATION & ENERGIE	335 000	345 714
AUTRES DÉPENSES	208 412	208 462
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	1 576 775	50 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	590 102	590 102
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	78 852 000	96 547 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	36 500 000	23 000 000
TOTAL	**119 864 878**	**122 642 754**
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL		
PERSONNEL	0	249 283
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	189 411
DÉPLACEMENT & MISSION	0	97 273
COMMUNICATION & ENERGIE	0	53 000
AUTRES DÉPENSES	0	60 000
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	50 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	21 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	50 000
TOTAL	**0**	**769 967**
810 MINISTERE DU COMMERCE		
PERSONNEL	987 832	773 454
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	285 638	183 752
DÉPLACEMENT & MISSION	146 028	139 623
COMMUNICATION & ENERGIE	229 000	232 468
AUTRES DÉPENSES	404 022	424 807
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	30 000	40 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	99 000	68 400
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	3 000 000	2 660 000
TOTAL	**5 181 520**	**4 522 504**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT ET SECTEUR PRIVE		
PERSONNEL	145 990	163 713
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	128 303	166 807
DÉPLACEMENT & MISSION	200 240	258 987
COMMUNICATION & ENERGIE	85 000	86 170
AUTRES DÉPENSES	337 298	501 690
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	50 000	50 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	294 393	294 393
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	450 000	200 000
TOTAL	**1 691 224**	**1 721 760**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
PERSONNEL	3 074 126	2 179 287
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	775 234	1 044 091
DÉPLACEMENT & MISSION	392 284	434 609
COMMUNICATION & ENERGIE	766 402	778 521
AUTRES DÉPENSES	600 640	536 658
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	9 123 211	8 178 100
TRANSFERT ET SUBVENTION	752 571	25 693 188
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	17 195 000	13 400 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	115 000 000	105 750 000
TOTAL	**147 679 468**	**157 994 454**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE		
PERSONNEL	26 000	1 025 397
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	134 272	234 272
DÉPLACEMENT & MISSION	86 896	115 171
COMMUNICATION & ENERGIE	162 943	229 434
AUTRES DÉPENSES	188 159	270 107
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	7 630 376	7 630 376
TRANSFERT ET SUBVENTION	171 210	10 364 672
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 558 000	2 415 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	19 536 000	15 899 000
TOTAL	**29 493 856**	**38 183 429**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		
PERSONNEL	194 768	214 683
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	33 201	33 201
DÉPLACEMENT & MISSION	31 110	31 110
COMMUNICATION & ENERGIE	64 581	64 581
AUTRES DÉPENSES	30 000	30 000
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	13 280	13 280
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 029 050	1 029 050
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	5 847 000	5 850 000
TOTAL	**7 242 990**	**7 265 905**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME		
PERSONNEL	0	188 309
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	222 663
DÉPLACEMENT & MISSION	0	130 099
COMMUNICATION & ENERGIE	0	33 000
AUTRES DÉPENSES	0	35 000
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	30 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	164 381
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	770 000
TOTAL	**0**	**1 573 452**
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI		
TRANSFERT ET SUBVENTION	858 870	841 272
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	43 000	50 000
TOTAL	**901 870**	**891 272**
222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE		
PERSONNEL	251 470	273 554
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	15 000	15 000
AUTRES DÉPENSES	33 200	33 200
TRANSFERT ET SUBVENTION	166 269	219 574
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	500 000
TOTAL	**465 939**	**1 041 328**
311 CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)		
PERSONNEL	0	250 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	461 900	511 900
TOTAL	**461 900**	**761 900**
312 AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)		
TRANSFERT ET SUBVENTION	485 159	440 411
TOTAL	**485 159**	**440 411**
313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	10 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	161 400	174 000
TOTAL	**171 400**	**194 000**
314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	10 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	161 400	174 000
TOTAL	**171 400**	**194 000**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	200 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	541 314	642 320
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	972 000	724 000
TOTAL	**1 513 314**	**1 566 320**
316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE		
TRANSFERT ET SUBVENTION	498 057	477 812
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 322 500	3 350 000
TOTAL	**1 820 557**	**3 827 812**
317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT		
TRANSFERT ET SUBVENTION	107 150	607 150
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	325 000
TOTAL	**107 150**	**932 150**
318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	10 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	161 400	174 000
TOTAL	**171 400**	**194 000**
319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	10 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	161 400	174 000
TOTAL	**171 400**	**194 000**
324 FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.		
TRANSFERT ET SUBVENTION	85 252	85 252
TOTAL	**85 252**	**85 252**
325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)		
TRANSFERT ET SUBVENTION	657 097	657 097
TOTAL	**657 097**	**657 097**
326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	15 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	203 640	207 944
TOTAL	**203 640**	**222 944**
327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	49 800	49 800
TRANSFERT ET SUBVENTION	79 499	91 735
TOTAL	**129 299**	**141 535**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	10 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	161 400	174 000
TOTAL	**171 400**	**194 000**
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	12 308 900	12 947 073
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 909 000	2 470 827
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 000 000	1 000 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	12 500 000
TOTAL	**15 217 900**	**28 917 900**
332 MAISON DU HADJ		
TRANSFERT ET SUBVENTION	24 900	22 410
TOTAL	**24 900**	**22 410**
333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	50 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	184 992	185 274
TOTAL	**184 992**	**235 274**
336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	10 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	161 400	174 000
TOTAL	**171 400**	**194 000**
337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	10 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	161 400	174 000
TOTAL	**171 400**	**194 000**
338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	10 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	161 400	174 000
TOTAL	**171 400**	**194 000**
339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	10 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	161 400	174 000
TOTAL	**171 400**	**194 000**
411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)		
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	88 142	90 346
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 082 936	1 138 300
TOTAL	**1 171 078**	**1 228 646**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)		
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	88 643	90 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	941 176	995 927
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	150 000	85 000
TOTAL	**1 179 819**	**1 170 927**
414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.		
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	26 394	100 323
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 697 599	1 797 060
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	150 000	100 000
TOTAL	**1 873 993**	**1 997 383**
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES		
PERSONNEL	17 469	25 000
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	4 430 390	4 430 390
BOURSES	15 700 000	15 700 000
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	100 000	115 571
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 124 951	1 543 693
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 200 000	500 000
TOTAL	**22 572 810**	**22 314 654**
417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	43 000	55 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	167 002	168 735
TOTAL	**210 002**	**223 735**
418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION		
TRANSFERT ET SUBVENTION	667 109	682 488
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 000 000	2 000 000
TOTAL	**2 667 109**	**2 682 488**
420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.		
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	112 530	112 530
TRANSFERT ET SUBVENTION	236 684	334 929
TOTAL	**349 214**	**447 459**
422 UNIVERSITE DE SEGOU		
PERSONNEL	831 410	859 441
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	589 895	589 895
TRANSFERT ET SUBVENTION	861 463	913 621
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 000 000	850 000
TOTAL	**3 282 768**	**3 212 957**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO		
PERSONNEL	2 123 873	2 262 475
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	832 294	622 294
DÉPLACEMENT & MISSION	171 748	260 257
COMMUNICATION & ENERGIE	169 494	258 287
AUTRES DÉPENSES	365 290	675 026
TRANSFERT ET SUBVENTION	17 860	17 860
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	300 000
TOTAL	**3 680 559**	**4 396 199**
425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	20 000	30 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	266 640	278 262
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	128 000	150 000
TOTAL	**414 640**	**458 262**
426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO		
PERSONNEL	3 154 239	3 386 476
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	927 300	724 610
DÉPLACEMENT & MISSION	279 413	342 623
COMMUNICATION & ENERGIE	429 660	457 847
AUTRES DÉPENSES	83 930	93 720
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	100 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	209 915	209 915
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	550 000	650 000
TOTAL	**5 634 457**	**5 965 191**
428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE		
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	228 681	230 955
TOTAL	**228 681**	**250 955**
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO		
PERSONNEL	2 815 430	3 053 903
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	1 362 990	1 123 729
DÉPLACEMENT & MISSION	307 288	322 652
COMMUNICATION & ENERGIE	148 335	158 359
AUTRES DÉPENSES	322 871	217 638
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	25 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	50 000	40 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	200 000
TOTAL	**5 006 914**	**5 141 281**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	21 500	25 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	279 408	300 534
TOTAL	**300 908**	**325 534**
431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO		
PERSONNEL	2 775 937	2 963 156
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	1 493 793	1 332 380
DÉPLACEMENT & MISSION	405 616	425 896
COMMUNICATION & ENERGIE	137 063	277 968
AUTRES DÉPENSES	1 088 157	1 140 241
TRANSFERT ET SUBVENTION	35 164	35 164
TOTAL	**5 935 730**	**6 174 805**
432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	40 000	51 598
TRANSFERT ET SUBVENTION	312 996	306 891
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	50 000	0
TOTAL	**402 996**	**358 489**
433 ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..		
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	2 500	2 500
TRANSFERT ET SUBVENTION	270 500	271 100
TOTAL	**273 000**	**273 600**
434 CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE		
PERSONNEL	25 000	25 000
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	20 572	20 572
AUTRES DÉPENSES	22 500	15 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	63 728	130 207
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	41 500	600 000
TOTAL	**173 300**	**790 779**
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO		
TRANSFERT ET SUBVENTION	302 626	301 243
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 000 000	800 000
TOTAL	**1 302 626**	**1 101 243**
512 MUSEE NATIONAL		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	8 300	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	340 964	342 530
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	200 000
TOTAL	**349 264**	**562 530**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA		
TRANSFERT ET SUBVENTION	326 670	354 440
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	374 000	700 000
TOTAL	**700 670**	**1 054 440**
516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR		
TRANSFERT ET SUBVENTION	142 258	147 210
TOTAL	**142 258**	**147 210**
517 CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI		
TRANSFERT ET SUBVENTION	390 994	388 364
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	1 000 000
TOTAL	**390 994**	**1 388 364**
518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	18 300	45 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	543 700	522 460
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	270 000	350 000
TOTAL	**832 000**	**917 460**
519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	8 300	10 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	96 239	57 891
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	208 000	1 200 000
TOTAL	**312 539**	**1 267 891**
522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI		
TRANSFERT ET SUBVENTION	122 900	112 560
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	250 000	0
TOTAL	**372 900**	**112 560**
523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS		
PERSONNEL	51 052	56 052
AUTRES DÉPENSES	10 000	10 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	482 190	548 339
TOTAL	**543 242**	**614 391**
613 AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	40 000	40 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	347 651	373 671
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	100 000	0
TOTAL	**487 651**	**413 671**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
615 HOPITAL GABRIEL TOURE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	340 000	340 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	2 996 633	3 038 668
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	500 000	300 000
TOTAL	**3 836 633**	**3 678 668**
616 HOPITAL DU MALI		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	70 000	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 398 914	1 840 039
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	200 000	800 000
TOTAL	**1 668 914**	**2 640 039**
617 HOPITAL DU POINT G		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	360 000	360 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	4 139 027	4 807 937
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	300 000	250 000
TOTAL	**4 799 027**	**5 417 937**
618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	15 000	15 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	477 303	484 664
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	800 000	1 000 000
TOTAL	**1 292 303**	**1 499 664**
619 HOPITAL DE KATI		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	120 000	120 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 004 613	1 062 935
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	250 000	250 000
TOTAL	**1 374 613**	**1 432 935**
620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	80 000	180 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	497 431	406 094
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	275 000	150 000
TOTAL	**852 431**	**736 094**
621 INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	100 000	100 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 234 091	1 257 264
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	450 000	350 000
TOTAL	**1 784 091**	**1 707 264**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
622 CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	56 000	60 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	346 940	347 358
TOTAL	**402 940**	**407 358**
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	115 000	100 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 191 761	1 197 192
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	150 000	100 000
TOTAL	**1 456 761**	**1 397 192**
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	42 500	55 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	483 478	514 167
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	100 000	250 000
TOTAL	**625 978**	**819 167**
627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	20 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	719 090	767 858
TOTAL	**739 090**	**787 858**
629 CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	120 000	50 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	813 113	905 163
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	100 000	0
TOTAL	**1 033 113**	**955 163**
630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	60 588	60 588
TRANSFERT ET SUBVENTION	227 497	239 845
TOTAL	**288 085**	**300 433**
631 INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	20 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 454 892	1 563 343
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	200 000	150 000
TOTAL	**1 674 892**	**1 733 343**
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)		
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 081 061	1 029 219
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	275 000	275 000
TOTAL	**1 356 061**	**1 304 219**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES		
TRANSFERT ET SUBVENTION	678 961	746 590
TOTAL	**678 961**	**746 590**
634 HOPITAL DE SIKASSO		
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 002 689	1 099 411
TOTAL	**1 002 689**	**1 099 411**
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU		
TRANSFERT ET SUBVENTION	727 570	828 007
TOTAL	**727 570**	**828 007**
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI		
TRANSFERT ET SUBVENTION	861 797	951 642
TOTAL	**861 797**	**951 642**
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU		
TRANSFERT ET SUBVENTION	389 143	396 384
TOTAL	**389 143**	**396 384**
638 HOPITAL DE GAO		
TRANSFERT ET SUBVENTION	465 393	502 215
TOTAL	**465 393**	**502 215**
645 CITE DES ENFANTS		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	10 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	229 032	231 733
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	200 000	300 000
TOTAL	**439 032**	**551 733**
666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	64 500	64 500
TRANSFERT ET SUBVENTION	307 146	322 385
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	200 000	150 000
TOTAL	**571 646**	**536 885**
668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE		
TRANSFERT ET SUBVENTION	41 645 023	44 323 883
TOTAL	**41 645 023**	**44 323 883**
670 OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	43 000	45 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	73 903	73 776
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	400 000	400 000
TOTAL	**516 903**	**518 776**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	5 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	592 539	584 464
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	230 000	150 000
TOTAL	**822 539**	**739 464**
676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE		
TRANSFERT ET SUBVENTION	495 226	496 308
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	292 000	450 000
TOTAL	**787 226**	**946 308**
678 CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	25 200	28 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	416 399	425 065
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	100 000	100 000
TOTAL	**541 599**	**553 065**
679 CAISSE NATIONALE ASSURANCE MALADIE		
TRANSFERT ET SUBVENTION	43 645	0
TOTAL	**43 645**	**0**
681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE		
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 145 995	1 388 429
TOTAL	**1 145 995**	**1 388 429**
703 INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	8 300	5 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	116 116	128 988
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	200 000
TOTAL	**124 416**	**333 988**
704 AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)		
TRANSFERT ET SUBVENTION	93 582	84 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	100 000	0
TOTAL	**193 582**	**84 000**
706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI		
TRANSFERT ET SUBVENTION	486 149	473 234
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	392 000	330 000
TOTAL	**878 149**	**803 234**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	140 000	100 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	162 371	154 810
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	208 000	200 000
TOTAL	**510 371**	**454 810**
710 AUTORITE ROUTIERE		
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	400 000	400 000
TOTAL	**400 000**	**400 000**
712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE		
TRANSFERT ET SUBVENTION	449 412	332 000
TOTAL	**449 412**	**332 000**
713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE		
TRANSFERT ET SUBVENTION	222 450	185 950
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 469 000	2 400 000
TOTAL	**2 691 450**	**2 585 950**
715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	20 750	20 750
TRANSFERT ET SUBVENTION	135 730	141 639
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	125 000	150 000
TOTAL	**281 480**	**312 389**
716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER		
TRANSFERT ET SUBVENTION	174 237	209 980
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 150 000	2 200 000
TOTAL	**2 324 237**	**2 409 980**
717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	5 000	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	274 987	300 962
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	1 900 000	1 600 000
TOTAL	**2 179 987**	**1 900 962**
718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE		
TRANSFERT ET SUBVENTION	248 981	273 385
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	761 000	715 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	1 600 000
TOTAL	**1 009 981**	**2 588 385**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	100 000	200 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	5 177 750	5 277 750
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	530 000	530 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	8 500 000
TOTAL	**5 807 750**	**14 507 750**
723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	41 500	41 500
TRANSFERT ET SUBVENTION	182 410	193 121
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	400 000	600 000
TOTAL	**623 910**	**834 621**
724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)		
TRANSFERT ET SUBVENTION	148 129	167 942
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	4 400 000	5 000 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	4 675 000	22 000 000
TOTAL	**9 223 129**	**27 167 942**
725 AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	50 000	20 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	167 334	311 324
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	291 000	380 000
TOTAL	**508 334**	**711 324**
735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	930 000	930 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	4 461 303	4 800 875
TOTAL	**5 391 303**	**5 730 875**
737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	9 960	9 960
TRANSFERT ET SUBVENTION	473 969	434 496
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	800 000	1 000 000
TOTAL	**1 283 929**	**1 444 456**
738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT		
TRANSFERT ET SUBVENTION	147 221	142 334
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	291 000	350 000
TOTAL	**438 221**	**492 334**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	62 853	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	2 058 172	1 568 577
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	2 000 000
TOTAL	**2 121 025**	**3 568 577**
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	8 300	10 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	362 340	407 890
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	300 000	300 000
TOTAL	**670 640**	**717 890**
816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)		
AUTRES DÉPENSES	0	300 000
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	12 500	12 500
TRANSFERT ET SUBVENTION	137 925	343 352
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	340 000	100 000
TOTAL	**490 425**	**755 852**
817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	17 430	25 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	112 773	135 462
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	100 000	50 000
TOTAL	**230 203**	**210 462**
819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	16 600	16 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	154 108	187 145
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	613 000	600 000
TOTAL	**783 708**	**803 145**
823 AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	5 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	29 880	55 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	300 000	350 000
TOTAL	**329 880**	**410 000**
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	187 690	187 690
TRANSFERT ET SUBVENTION	579 679	620 079
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	508 000	400 000
TOTAL	**1 275 369**	**1 207 769**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	152 477	152 477
TRANSFERT ET SUBVENTION	570 895	555 582
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	483 000	1 050 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	6 000 000	8 500 000
TOTAL	**7 206 372**	**10 258 059**
827 OFFICE RIZ MOPTI		
TRANSFERT ET SUBVENTION	284 271	334 630
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	270 000	270 000
TOTAL	**554 271**	**604 630**
829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	200 000	100 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	467 918	482 951
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	400 000	400 000
TOTAL	**1 067 918**	**982 951**
831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	207 500	207 500
TRANSFERT ET SUBVENTION	3 124 572	3 720 672
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	125 000	550 000
TOTAL	**3 457 072**	**4 478 172**
833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	89 800	89 800
TRANSFERT ET SUBVENTION	687 711	637 270
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	166 000	150 000
TOTAL	**943 511**	**877 070**
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	100 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	73 121	69 950
TOTAL	**73 121**	**169 950**
835 OFFICE RIZ SEGOU		
TRANSFERT ET SUBVENTION	484 077	483 924
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	4 915 000	3 400 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	2 620 000	0
TOTAL	**8 019 077**	**3 883 924**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
836 OFFICE DU MOYEN BANI		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	125 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	95 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	350 000
TOTAL	**0**	**570 000**
837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA		
TRANSFERT ET SUBVENTION	339 646	396 940
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	932 000	1 330 000
TOTAL	**1 271 646**	**1 726 940**
839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX		
TRANSFERT ET SUBVENTION	591 098	736 399
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	200 000	200 000
TOTAL	**791 098**	**936 399**
841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE		
TRANSFERT ET SUBVENTION	190 813	204 969
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	166 000	250 000
TOTAL	**356 813**	**454 969**
842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	10 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	130 000	120 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	400 000
TOTAL	**130 000**	**530 000**
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.		
TRANSFERT ET SUBVENTION	95 176	97 251
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	105 000	100 000
TOTAL	**200 176**	**197 251**
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	37 350	37 350
TRANSFERT ET SUBVENTION	133 784	135 044
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	100 000	50 000
TOTAL	**271 134**	**222 394**
868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	18 000	18 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	82 574	87 247
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	100 000	100 000
TOTAL	**200 574**	**205 247**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI		
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	50 000
TRANSFERT ET SUBVENTION	242 248	162 738
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	120 000	150 000
TOTAL	**362 248**	**362 738**
900 DISTRICT DE BAMAKO		
PERSONNEL	22 475 327	24 224 990
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	7 273 882	7 475 171
DÉPLACEMENT & MISSION	437 639	604 187
COMMUNICATION & ENERGIE	1 600 000	1 659 000
AUTRES DÉPENSES	6 463 033	995 885
BOURSES	127 347	127 347
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	5 539 941	11 079 882
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 397 517	1 392 433
APPUI BUDGÉTAIRE	0	0
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	12 481 146	12 481 146
TOTAL	**57 795 832**	**60 040 041**
901 REGION DE KAYES		
PERSONNEL	8 448 927	9 580 852
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	3 160 871	3 378 736
DÉPLACEMENT & MISSION	477 128	631 640
COMMUNICATION & ENERGIE	1 681 149	1 790 499
AUTRES DÉPENSES	1 880 570	775 052
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	420 465	1 902 504
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 607 909	1 596 674
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	300 000
APPUI BUDGÉTAIRE	0	0
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	14 648 953	14 478 457
TOTAL	**32 325 972**	**34 434 414**
902 REGION DE KOULIKORO		
PERSONNEL	10 720 945	11 556 015
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	5 451 836	5 202 281
DÉPLACEMENT & MISSION	649 923	840 685
COMMUNICATION & ENERGIE	1 318 162	1 351 976
AUTRES DÉPENSES	4 449 105	1 087 060
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	2 441 261	6 270 755
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 217 053	1 243 591
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	150 000	550 000
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	17 355 125	17 355 125
TOTAL	**43 753 410**	**45 457 488**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
903 REGION DE SIKASSO		
PERSONNEL	11 544 784	12 232 236
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	4 052 700	4 337 754
DÉPLACEMENT & MISSION	430 218	614 769
COMMUNICATION & ENERGIE	1 675 478	1 704 428
AUTRES DÉPENSES	3 774 433	1 575 346
BOURSES	302 061	302 061
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	1 120 698	3 980 350
TRANSFERT ET SUBVENTION	2 251 961	2 254 123
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 500 000	2 000 000
APPUI BUDGÉTAIRE	1 670 227	3 537 770
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	18 004 761	18 004 761
TOTAL	**47 327 321**	**50 543 598**
904 REGION DE SEGOU		
PERSONNEL	9 164 454	9 736 533
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	3 085 224	3 352 175
DÉPLACEMENT & MISSION	467 650	599 191
COMMUNICATION & ENERGIE	1 150 468	1 276 870
AUTRES DÉPENSES	2 430 502	1 459 451
BOURSES	179 267	179 267
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	1 023 829	2 047 658
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 499 777	1 550 082
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	950 000	1 050 000
APPUI BUDGÉTAIRE	0	0
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	14 497 006	14 497 006
TOTAL	**34 448 177**	**35 748 233**
905 REGION DE MOPTI		
PERSONNEL	6 484 177	6 880 337
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	2 961 620	3 302 746
DÉPLACEMENT & MISSION	463 540	590 872
COMMUNICATION & ENERGIE	1 253 733	1 275 538
AUTRES DÉPENSES	1 419 351	760 279
BOURSES	15 038	15 038
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	508 445	1 277 407
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 762 229	1 909 072
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	800 000	800 000
APPUI BUDGÉTAIRE	815 382	1 341 964
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	11 667 067	11 667 067
TOTAL	**28 150 582**	**29 820 320**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
906 REGION DE TOMBOUCTOU		
PERSONNEL	3 947 909	4 331 366
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	1 271 676	1 496 274
DÉPLACEMENT & MISSION	406 416	512 022
COMMUNICATION & ENERGIE	634 553	705 103
AUTRES DÉPENSES	515 419	486 812
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	85 138	170 276
TRANSFERT ET SUBVENTION	940 113	939 813
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 300 000	1 300 000
APPUI BUDGÉTAIRE	1 180 508	1 147 450
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	5 814 448	5 814 448
TOTAL	**17 096 180**	**16 903 564**
907 REGION DE G A O		
PERSONNEL	3 988 308	4 298 153
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	1 353 287	1 515 817
DÉPLACEMENT & MISSION	424 640	541 238
COMMUNICATION & ENERGIE	670 866	724 823
AUTRES DÉPENSES	679 404	478 189
BOURSES	42 722	42 722
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	231 380	462 760
TRANSFERT ET SUBVENTION	717 034	712 034
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 500 000	1 000 000
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	6 639 965	6 639 965
TOTAL	**17 247 606**	**16 415 701**
908 REGION DE KIDAL		
PERSONNEL	794 101	893 255
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	688 856	833 066
DÉPLACEMENT & MISSION	312 774	481 834
COMMUNICATION & ENERGIE	200 050	259 476
AUTRES DÉPENSES	207 858	240 676
TRANSFERT ET SUBVENTION	205 960	215 960
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	2 000 000	900 000
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	1 508 976	1 508 976
TOTAL	**5 918 575**	**5 333 243**

REPARTITION DES DEPENSES PAR SECTION ET PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
909 REGION DE TAOUDENIT		
PERSONNEL	0	2 000
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	40 000	519 600
DÉPLACEMENT & MISSION	95 000	625 950
COMMUNICATION & ENERGIE	250 000	252 500
AUTRES DÉPENSES	105 000	295 750
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	267 000	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	43 000	127 500
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	2 000 000
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	0
TOTAL	**800 000**	**3 823 300**
910 REGION DE MENAKA		
PERSONNEL	0	11 000
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	31 000	526 100
DÉPLACEMENT & MISSION	90 000	583 600
COMMUNICATION & ENERGIE	250 000	252 500
AUTRES DÉPENSES	60 000	309 700
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	226 000	0
TRANSFERT ET SUBVENTION	43 000	152 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	1 500 000
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	0
TOTAL	**700 000**	**3 334 900**
950 BUDGETS ANNEXES		
BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCIAUX	5 414 030	5 980 456
TOTAL	**5 414 030**	**5 980 456**
970 COMPTES & FONDS SPECIAUX		
BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCIAUX	78 271 000	88 752 200
TOTAL	**78 271 000**	**88 752 200**
TOTAL GENERAL	**2 058 003 019**	**2 270 647 113**

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT

INTRODUCTION

La Loi de Finances 2017 se prépare dans un contexte marqué par l'adoption récente par le Gouvernement du Cadre Stratégique de Relance Economique pour le Développement Durable (CREDD) servant de cadre de référence pour les politiques économiques et financières de la période 2016-2018 en vue d'impulser une croissance inclusive et Durable au Mali.

Ce nouveau cadre de référence des politiques économiques et financières intègre le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) pour 2013-2018, adopté en 2013, l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé à Bamako le 15 mai 2015 et parachevé le 20 juin 2015 et l'atteinte des objectifs du Développement Durable à l'horizon 2030.

Le budget 2017 ouvrira la voie à la mise en œuvre d'un ensemble de mesures visant à soutenir l'opérationnalisation du CREDD 2016-2018 et plus spécifiquement la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Ces mesures englobent les actions suivantes : le financement adéquat du secteur de l'agriculture à hauteur de **15%,** des secteurs sociaux de base et des infrastructures. Un accent particulier sera également mis sur l'amélioration du transfert des ressources aux collectivités à travers l'opérationnalisation des plans de transferts budgétaires sectoriels en vue d'atteindre l'objectif de **30% en 2018**.

En ce qui concerne spécifiquement le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2017, Il a été rappelé aux Ordonnateurs Secondaires, pour ce qui est du financement intérieur, que la priorité est accordée ***(i)*** aux engagements en cours de l'Etat, ***(ii)*** aux contreparties des projets dont la mise en vigueur du financement extérieur et l'attribution des marchés sont approuvés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), ***(iii)*** à la réhabilitation et à la construction des infrastructures détruites dans les régions du nord, ***(iv)*** aux contrats-plans Etat-Région/District de Bamako et ***(v)*** à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

I. PRESENTATION GENERALE DU BSI 2017

1. Ventilation du BSI par source de financement :

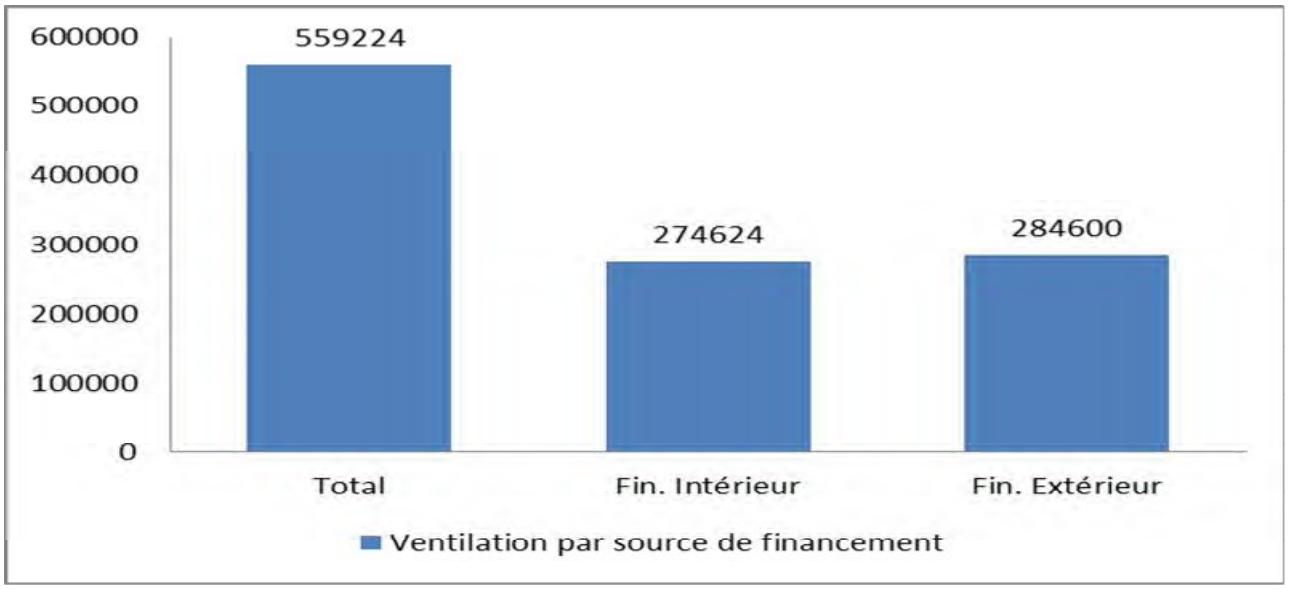
Le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2017 constitue la première tranche annuelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2017-2019 et observe par conséquent les mêmes procédures d'élaboration que celui-ci. Il regroupe tous les projets en exécution en 2016 et se poursuivant en 2017 ainsi que les nouveaux projets devant démarrer au cours de l'exercice 2017.

L'enveloppe prévisionnelle du BSI 2017 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **559,224 Milliards de F CFA** contre **496,002 milliards** FCFA en 2016, soit une augmentation de **63,222 Milliards de FCFA**.

Les ressources financières prévues pour couvrir ces dépenses proviennent respectivement du financement intérieur pour **274,624 Milliards FCFA**, soit **49,11%** et du financement extérieur pour **284,600 Milliards FCFA**, soit **50,89%.**

La caractéristique fondamentale du BSI de l'année 2017 est que l'Etat du Mali réaffirme de plus en plus son désir de prendre en charge son propre développement en investissant plus de ressources financières intérieures dans les projets et programmes de développement. Ce qui est illustré par la relative équilibre entre les montants des financements intérieurs et extérieurs.

Graphique 1 : Ventilation du BSI par source de financement



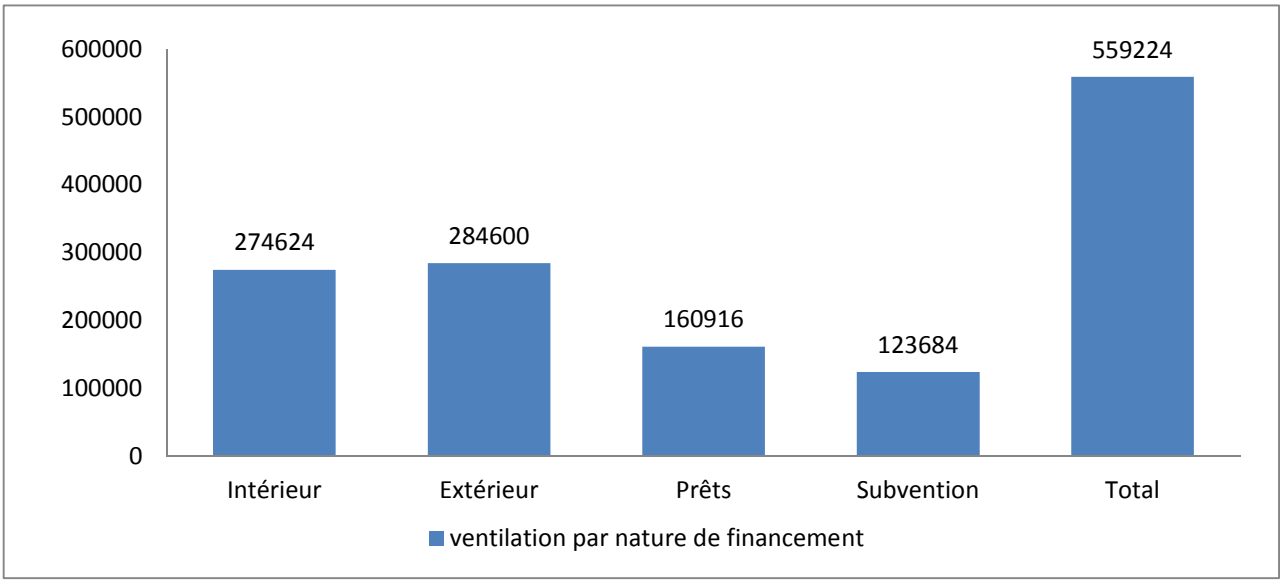
2. Ventilation du BSI par nature de financement :

Le Financement extérieur du BSI 2017 se décompose en **Prêts** pour un montant de **160,916 milliards de FCFA**, soit **56,54%** et en **Subventions** pour un montant total de **123,684 milliards de FCFA, soit 43,46%.**

Tableau 1 : Ventilation du BSI par nature de financement (million de FCFA):

Sources de Financement	Montant (Millions FCFA)	% source nature	% total
Financement Intérieur (F.I.)	**274 624**	**100**	**49,11**
- Budget de l'Etat dont :	274 624	100	-
*Equipement- Investissement :	274 624	100	-
* PPTE :	0	0	-
- Autofinancement	0	0	0
- Divers Autres	0	0	0,00
Financement Extérieur (F.E.)	**284 600**	**100**	**50,89**
- Subventions	123 684	43,46	-
- Prêts	160 916	56,54	-
TOTAL GENERAL (FI+FE)	**559 224**	-	**100**

Graphique 2 : Ventilation du BSI par nature de financement



II. PRESENTATION SECTORIELLE DU BSI 2017

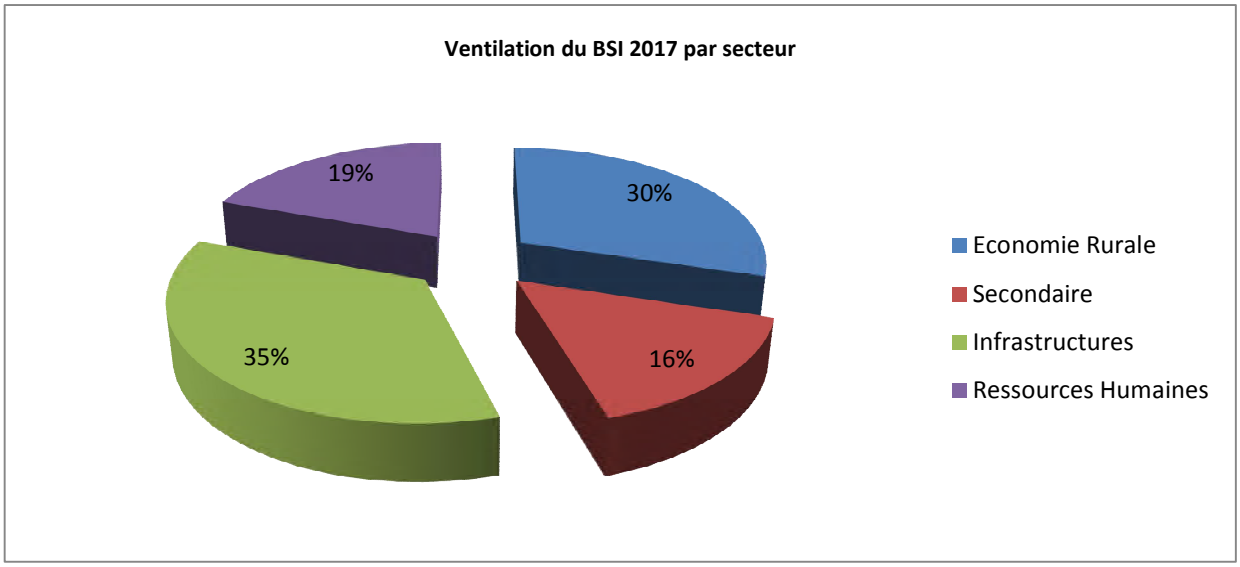
1. Ventilation du BSI par secteur :

L'enveloppe du BSI 2017 se repartis entre les différents secteurs comme suit :

Tableau 2 : Ventilation du BSI par secteur (million de FCFA)

Secteurs	Nombre de projets	F. INT (en millions)	F. EXT	Total	En %
Economie rurale	65	33 510	132 749	166 259	29,73
Secondaire	47	23 146	65 131	88 277	15,79
Infrastructures	155	164 327	31 005	195 332	34,93
Ressources Humaines	110	53 641	55 715	109 356	19,55
TOTAUX	**377**	**274 624**	**284 600**	**559 224**	**100**

Graphique 3 : Ventilation du BSI par secteur (million de FCFA)

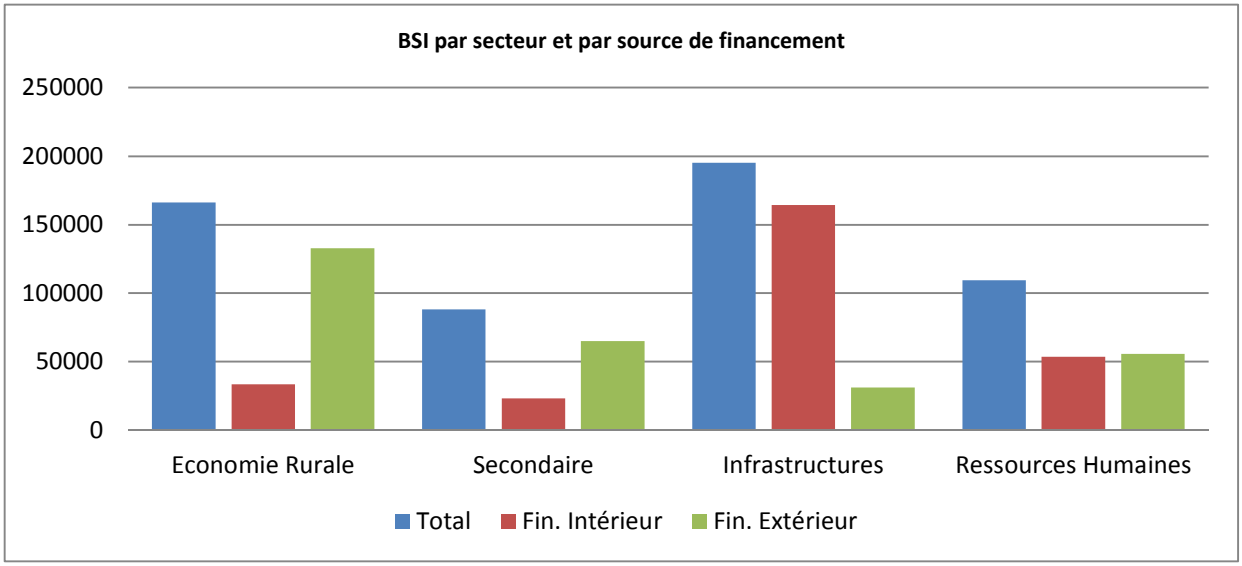


La ventilation sectorielle du BSI 2017 par source de financement se présente comme suit (en milliards F CFA) :

Tableau 3 : Ventilation du BSI par secteur et par source de financement (million de FCFA)

Secteurs	Total	Fin. Intérieur	Fin. Extérieur
Economie Rurale	166 259	33 510	132 749
Secondaire	88 277	23 146	65 131
Infrastructures	195 332	164 327	31 005
Ressources Humaines	109 356	53 641	55 715

Graphique 4 : Ventilation du BSI par secteur et par source de financement (million de FCFA)



Cette ventilation montre que le financement extérieur est très important dans le financement total du secteur de **l'Economie Rurale**. Il est d'environ **132, 749 milliards de FCFA, soit 79,84%** contre seulement **33,510 milliards** de financement intérieur, soit **20,16%**. Cela s'explique par le financement volumineux que drainent les infrastructures et aménagements hydro-agricoles et les actions entreprises dans le sous-secteur des Forêts. Il s'agit, entre autres, des projets comme :

Programme de Développement de l'Irrigation au Mali : pour **20,5 milliards** en 2017 ;
Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS) : pour **15 milliards** ;
Projet d'Aménagement Hydro-agricole de Molodo Nord/BOAD : pour **11 milliards** ;
Programme Accroissement de la Productivité Agricole au Mali (PAPAM) : pour **10,5 milliards** en 2017 ;
Programme Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (WAPP II) : pour **10 milliards** ;
Programme de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR II) : pour **3,5 milliards** ;
Programme Régional d'Aménagement Intégré du Massif du Fouta Djallon : pour **1,5 milliards** en 2017.

Les infrastructures hydro-énergétiques nécessitent également de moyens financiers très importants, ce qui explique le volume élevé du financement extérieur au niveau du financement du **Secteur secondaire**. Le niveau du financement des ressources extérieures se situe à **65,131 milliards de FCA**, soit **73,78%** contre **23,146 milliards de FCFA**, soit **26,22%** pour le financement des ressources intérieures. Il s'agit de :

Projet d'Aménagement du Barrage de Taoussa : pour **22 milliards** en 2017 ;
Projet AEP Bamako par la localité de Kabala : pour **12,5 milliards** ;
Projet Système Hybride d'Electrification Rurale : pour **8,5 milliards** ;
Projet Construction Centre de Dédoublement nouvelle conduite de la Capacité Energétique de Sotuba : pour **5 milliards** en 2017.

Par contre, au niveau du **Secteur des Infrastructures**, les financements sur les ressources internes sont beaucoup plus considérables dans le financement total. Le financement intérieur est de **164,327 milliards de FCFA**, soit **84,13%** contre **31,005 milliards de FCFA**, soit **15,87%** pour le financement extérieur.

Cela s'explique par le financement exclusif de certains sous-secteurs par le budget national tels que ceux des **Bâtiments et Equipement**, **Transport et Stockage**, **Moyens fluviaux**. Aussi, une partie importante des financements au niveau des **Moyens routiers** est prise en charge par le budget national dont entre autres :

le Programme d'Aménagement des Infrastructures Routières Structurantes au Mali (PAIRS) pour un montant de **40 milliards de FCFA** sur financement interne ;
le Programme National de Pluies Provoquées : **2 milliards de FCFA** ;
la Construction de la Route Kangaba-Dialafoundo-Frontière de la Guinée (50 km) : pour **2 milliards de FCFA** ;
l'Aménagement en 2 x 2 voies, voie reliant le 3ème Pont à la RN6 (3,26 km) y compris la construction d'un échangeur et la réhabilitation de la section Tour d'Afrique-Yirimadio (6,5 km) : pour **5 milliards de FCFA** ;
le Bitumage de la Route Barouéli-Tamani (30,6 km) : pour **2 milliards de FCFA** ;
la Construction de la voie ceinture ouest de Koulikoro (13,6 km) : pour **1,5 milliard de FCFA** ;
l'Aménagement de la voie de Kouloubléni (5 km) commune rurale de Kalabankoro : pour **1,5 milliard de FCFA**.

Au niveau du secteur des **Ressources Humaines**, les niveaux de financement intérieur et extérieur tendent à s'équilibrer. Il est de **55,715 milliards de FCFA** pour le financement extérieur, soit **50,95%** contre **53,641 milliards**, soit **49,05%** pour le financement intérieur. Cette relative équilibre se fait autour de la poursuite de certains programmes comme :

le Programme de construction, d'équipement et d'amélioration de plateau technique d'hôpitaux : pour **17 milliards** ;
le Programme d'urgence pour le Renforcement du Système Judiciaire : pour **2,100 milliards** ;
le Projet de Développement des Compétences et Emplois des Jeunes (PROCEJ) ;
le Projet d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Insertion en Entreprise des Jeunes Ruraux (FIER) ;
le Programme Construction Citoyenne : pour **1,2 milliards** ;
le Projet Filets Sociaux : pour **1,150 milliards**.

2. Ventilation du BSI 2017 par sous-secteur :

Secteur et sous-secteurs des Infrastructures :

Ventilation du BSI par sous-secteur :

Dans la répartition sectorielle du BSI-2017, l**e Secteur des Infrastructures** occupe la première place avec un financement de **195,332 milliards de FCFA** sur un financement global du BSI de **559,224 milliards de FCFA**, soit un taux de financement de **34,93%.** Le financement du secteur a évolué de **5,760 milliards de FCFA** par rapport au budget du

secteur de l'année 2016 qui est de **189,572 milliards de FCFA**, soit une évolution de **3,04%**.

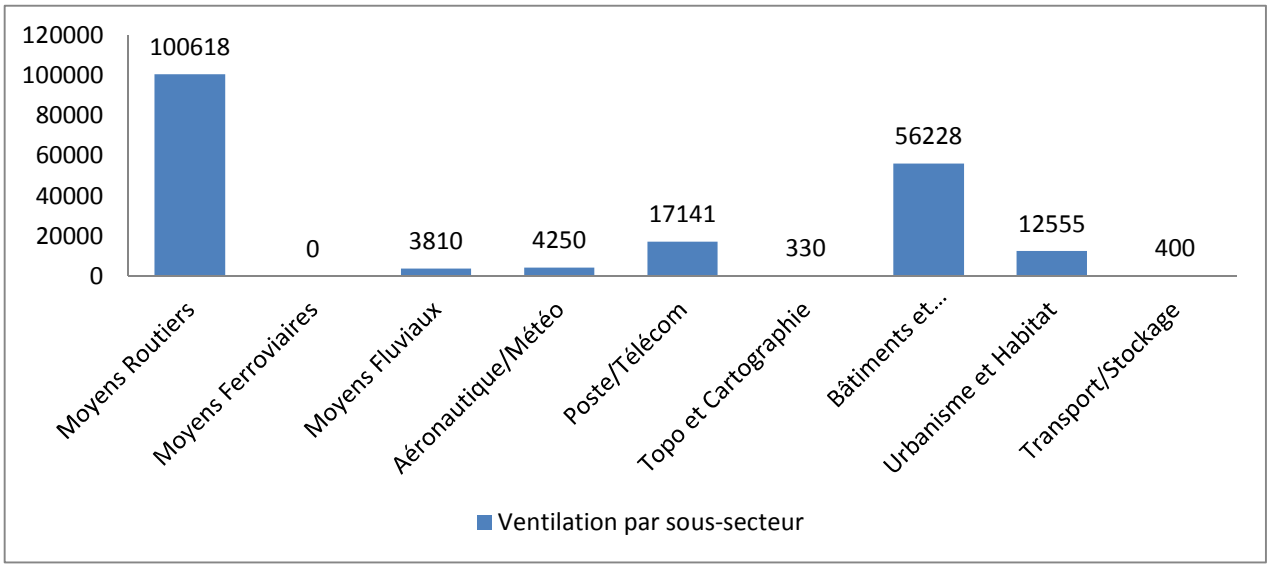
Le secteur regroupe d'importants projets routiers relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays. Dans le domaine du transport, de l'aéronautique et de la météorologie, il s'agit des travaux d'achèvement de l'aéroport Bamako Sénou, de la mise en œuvre du programme national de pluies provoquées et la construction d'infrastructures portuaires maliennes au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée Conakry et au Togo, ainsi que le Programme de construction des logements sociaux.

Au niveau de ce secteur, les efforts du Gouvernement sont surtout concentrés sur les sous-secteurs des **Moyens routiers** avec un montant de **88,118 milliards de FCFA**, soit **45,11%** du financement total du Secteur et du **Bâtiments et Equipement** avec un financement de **56,228 milliards de FCFA**, soit **28,79%**. Derrière ces deux sous-secteurs, suivent, de très loin, ceux de **l'Urbanisme et Habitat** avec **6,550 milliards de FCFA**, soit **3,35%, Poste/Télécommunications** avec **4,641 milliards**, soit **2,38% et l'Aéronautique/Météo** avec **4,250 milliards**, soit **2.18%.**

Tableau 4 : Financement par sous-secteur du Secteur Infrastructures (million de FCFA):

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentages
Moyens Routiers	100618	51,51
Moyens Ferroviaires	0	0
Moyens Fluviaux	3810	1,95
Aéronautique/Météo	4250	2,18
Poste/Télécom	17141	8,78
Topo et Cartographie	330	0,17
Bâtiments et Equipement	56228	28,79
Urbanisme et Habitat	12555	6,43
Transport/Stockage	400	0,2

Graphique 4 : Ventilation du BSI par sous-secteur Infrastructure (million de FCFA)



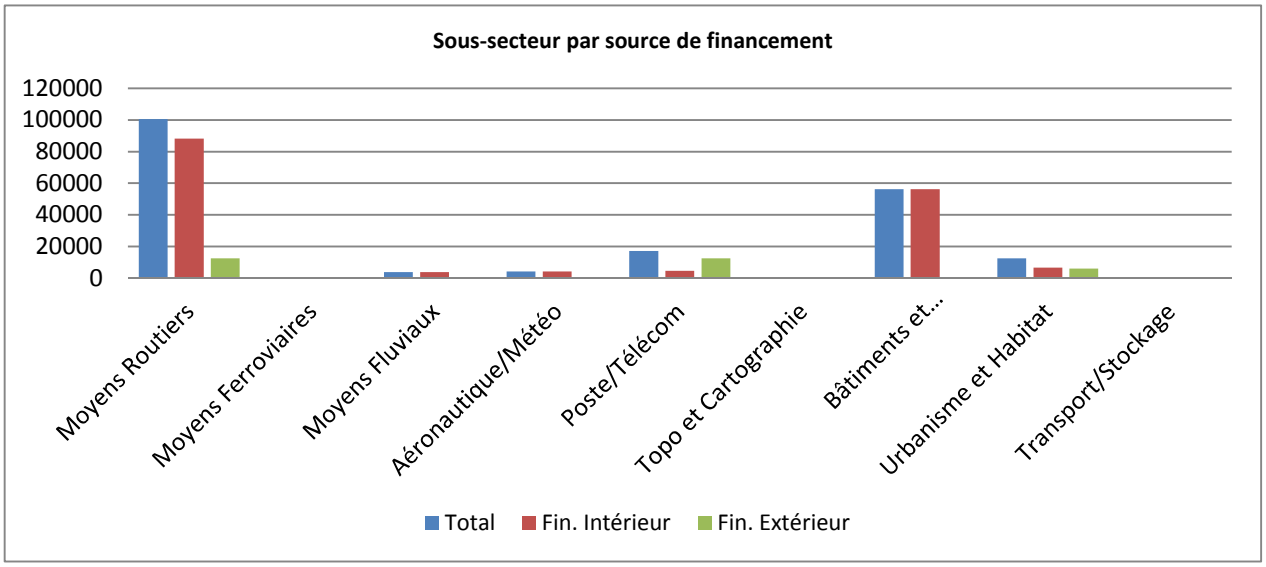
Ventilation du BSI par source de financement au sein des sous-secteurs :

La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur des Infrastructures** se présente comme suit :

Tableau 5 : sous-secteur Infrastructures par source de financement (million de FCFA):

Sous-Secteur	Total	Fin. Intérieur	Fin. Extérieur
Moyens Routiers	100618	88118	12500
Moyens Ferroviaires	0	0	0
Moyens Fluviaux	3810	3810	0
Aéronautique/Météo	4250	4250	0
Poste/Télécom	17141	4641	12500
Topo et Cartographie	330	330	0
Bâtiments et Equipement	56228	56228	0
Urbanisme et Habitat	12555	6550	6005
Transport/Stockage	400	400	0

Graphique 5 : Ventilation du BSI par sous-secteur et par source de financement (million de FCFA)



Cette ventilation montre que le financement extérieur n'est pas très important dans le **Secteur des Infrastructures**. Le secteur est surtout financé par les ressources internes. Les proportions sont de **164,327 milliards de FCFA** pour le financement intérieur, soit **84,13%** contre **31,005 milliards** pour le financement extérieur, soit **15,87%** du financement total du secteur. La proportion des ressources allouées sous forme de **Subventions** est très importante dans le volume global du financement extérieur du secteur, soit **23 milliards de FCFA** contre **8,005 milliards** de FCFA de **Prêts**.

Au niveau des sous-secteurs **Moyens Ferroviaires, Moyens Fluviaux, Topo et Cartographie, Bâtiments et Equipement et Transport/Stockage**, l'Etat supporte à 100% les besoins de financement.

Dans d'autres sous-secteurs comme celui des **Moyens Routiers,** l'Etat assure une très grande partie des financements sur ses ressources propres. A ce niveau, le financement

intérieur s'élève à hauteur de **88,118 milliards**, soit un taux de **87,58%** contre **12,500 milliards,** soit un taux de **12,42%** pour le financement extérieur.

Secteur et sous-secteurs Economie Rurale :

Ventilation du BSI par sous-secteur :

Le secteur de **l'Economie Rurale** occupe la 2e place, après le **Secteur des infrastructures** avec un financement de **166,259 milliards**, soit **29,73%** sur un financement total du BSI 2017 de **559,224 milliards de FCFA**. Par contre, le financement du secteur a diminué de **15,509 milliards de FCFA** par rapport à son niveau du BSI 2016 qui est de **181,768 milliards de FCFA**, soit une diminution de l'ordre de **8,53%.**

Socle de l'économie nationale, le Secteur est marqué par la poursuite de la mise en œuvre de grands projets d'investissements dans le domaine des aménagements hydro agricoles, la poursuite de la mécanisation du secteur agricole (tracteur et motoculteur), les réhabilitations des infrastructures d'irrigation pour renforcer la diversification agricole et l'amélioration de la sécurité alimentaire, la valorisation de l'élevage et de la pêche.

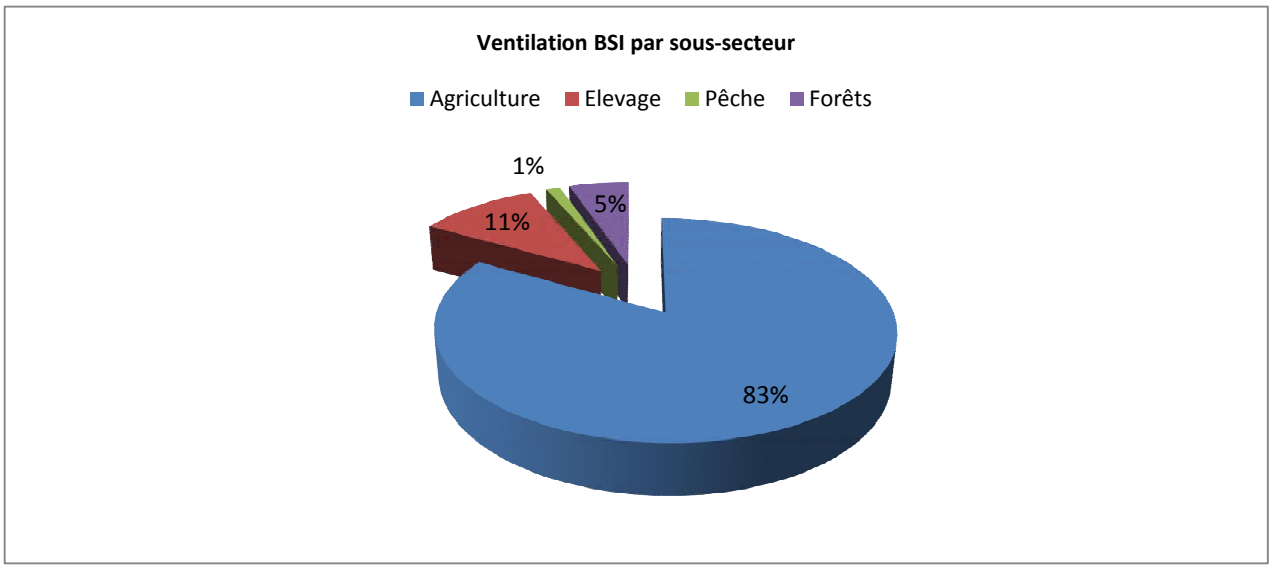
Au niveau de ce secteur, les priorités du Gouvernement sont surtout les sous-secteurs de l'**Agriculture** avec un financement de **138,400 milliards de FCFA**, soit **83,24%** du financement du secteur et celui de l'**Elevage** qui suit de très loin avec un financement de **17,174 milliards de FCFA**, soit **10,33%** du financement total du secteur.

A ces deux sous-secteurs, s'ajoutent respectivement, ceux des **Forêts** avec **8,620 milliards**, soit **5,18% et de la Pêche** avec **2,065 milliard de FCFA**, soit **1,25%**.

Tableau 6 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (million de FCFA):

Sous-Secteur	Financement	Pourcentage
Agriculture	138400	83,24
Elevage	17174	10,33
Pêche	2065	1,25
Forêts	8620	5,18
Total	166259	100

Graphique 6 : Ventilation du BSI par sous-secteur (million de FCFA)



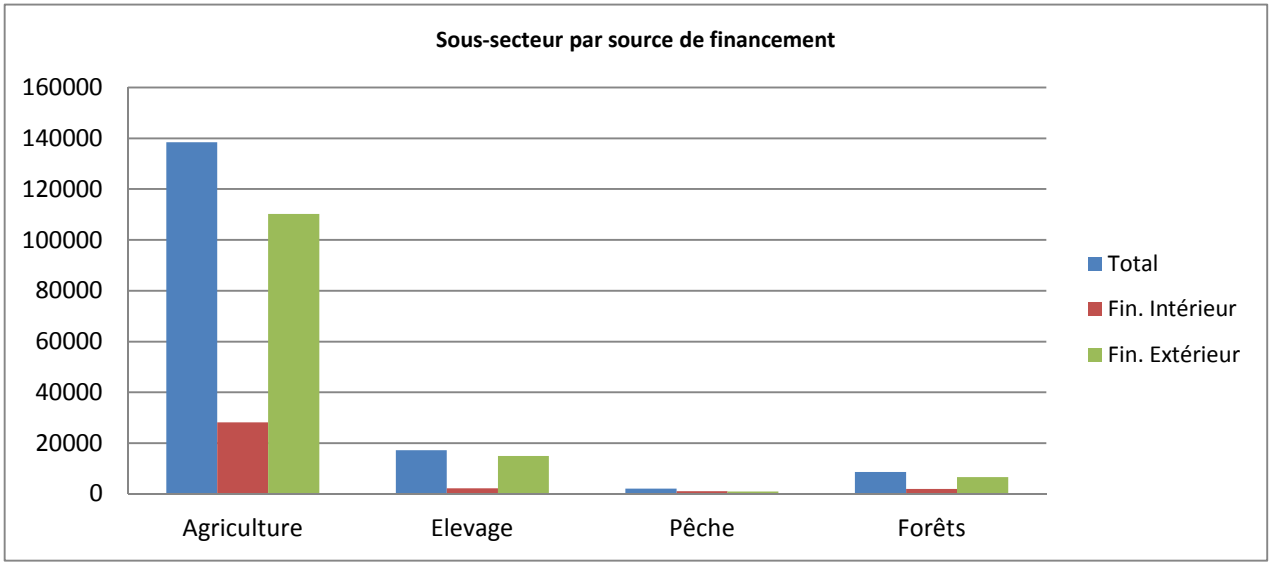
Ventilation du BSI par source de financement au sein des sous-secteurs :

La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur **Economie Rurale** se présente comme suit :

Tableau 7 : sous-secteur par source de financement (million de FCFA):

Sous-Secteur	Total	Fin. Intérieur	Fin. Extérieur
Agriculture	138400	28150	110250
Elevage	17174	2265	14909
Pêche	2065	1075	990
Forêts	8620	2020	6600

Graphique 7 : Ventilation du BSI par sous-secteur et par source de financement (million de FCFA)



Cette ventilation montre que le financement extérieur est très important dans le secteur de **l'Economie Rurale**. Il est de l'ordre de **132,749 milliards de FCFA**, soit **79,84%** contre **33,510 milliards** pour le financement intérieur, soit **20,16%** du financement total du

secteur. Le financement extérieur est constitué de **77,97%** de ressources de **Prêts**, soit un montant de **103,500 milliards de FCFA**, contre seulement **22,03%** de ressources de **Subventions**, soit un montant de **29,249 milliards de FCFA**.

Le sous-secteur de l'**Agriculture** est révélateur de la situation avec les proportions de financement suivantes : le financement extérieur s'élève à **110,250 milliards**, soit un taux de **79,66%** contre **28,150 milliards,** soit un taux de **10,34%** pour le financement intérieur.

Secteur et sous-secteurs des Ressources Humaines :

Ventilation du BSI par sous-secteur :

Le **secteur des Ressources Humaines**, **avec 109,356 milliards de FCFA,** soit un taux de **19,55%** sur le financement total du **BSI 2017**, vient en troisième position du classement des Secteurs. Par ailleurs, le financement du secteur a augmenté de près de **40,424 milliards de FCFA** par rapport à son niveau du **BSI de l'année 2016** qui est de **68,932 milliards de FCFA, soit** une augmentation de **58,64%**.

Il se caractérise par la poursuite de certains grands programmes à savoir : le Contrat Plan Etat – Régions ou District, le Programme d'Investissement du Secteur de l'Education (PISE), le Programme d'Urgence pour le Renforcement du Système Judiciaire (PURSJ), le Programme d'Appui à la mise en place des Communes/ANICT, le Programme d'Appui Promotion Emploi dans le Secteur Privé, la construction et l'équipement d'infrastructures aux niveaux secondaire et supérieur de l'Education, ainsi que la création d'un Fonds d'études et de préparations de nouveaux projets destiné à améliorer le niveau de maturité des projets élaborés par les départements sectoriels.

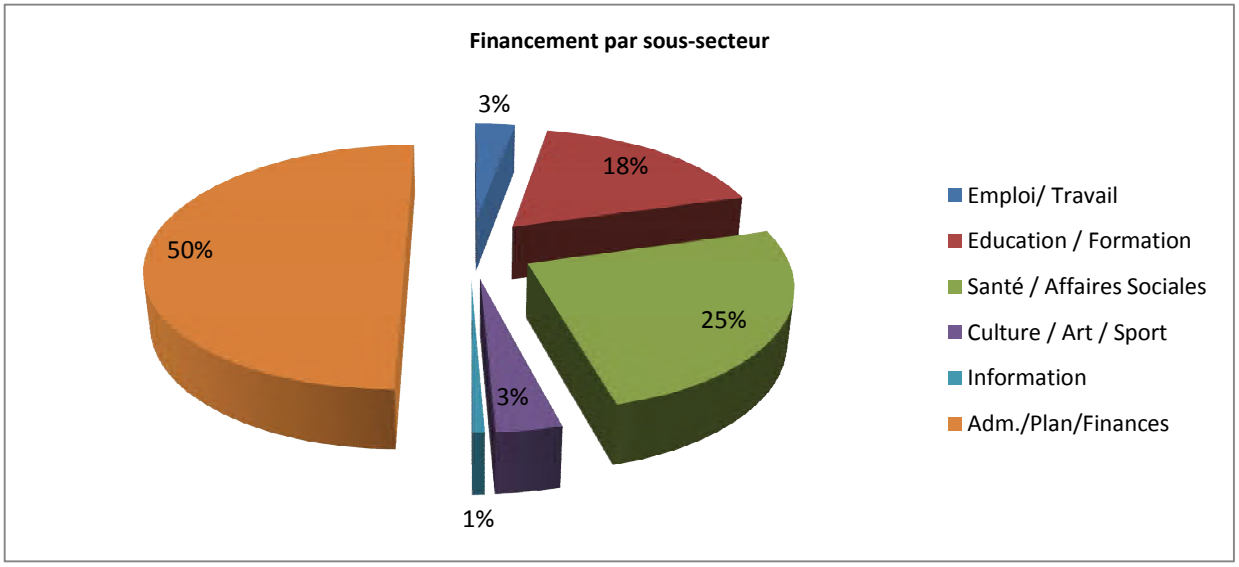
Au niveau de ce secteur, les priorités du Gouvernement sont surtout axées sur les sous-secteurs « **Administration/Plan et Finances »** avec **54,686 milliards de FCFA**, soit **50%** du financement du secteur, « **Santé/Affaires Sociales »** avec un financement de **27,625 milliards de FCFA**, soit **25,26% et « Education/Formation »** avec **19,325 milliards de FCFA**, soit **17,67%** du financement total du secteur.

Ces sous-secteurs sont suivis, respectivement, par celui de « **Culture/Art/Sport »** avec **3,760 milliards de FCFA**, soit **3,45%,** « **Emploi/Travail »** avec **3,235 milliards**, soit **2,96%,** et « **Information »** avec **725 millions**, soit un taux de **0,66%** du financement total du secteur.

Tableau 8 : Financement par sous-secteur du Secteur Ressources Humaines (million de FCFA):

Sous-Secteur	Financement	Pourcentage
Emploi/ Travail	3235	2,96
Education / Formation	19325	17,67
Santé / Affaires Sociales	27625	25,26
Culture / Art / Sport	3760	3,45
Information	725	0,66
Administration/Plan/Finances	54686	50
Total	109356	100

Graphique 8 : Ventilation du BSI par sous-secteur (million de FCFA)



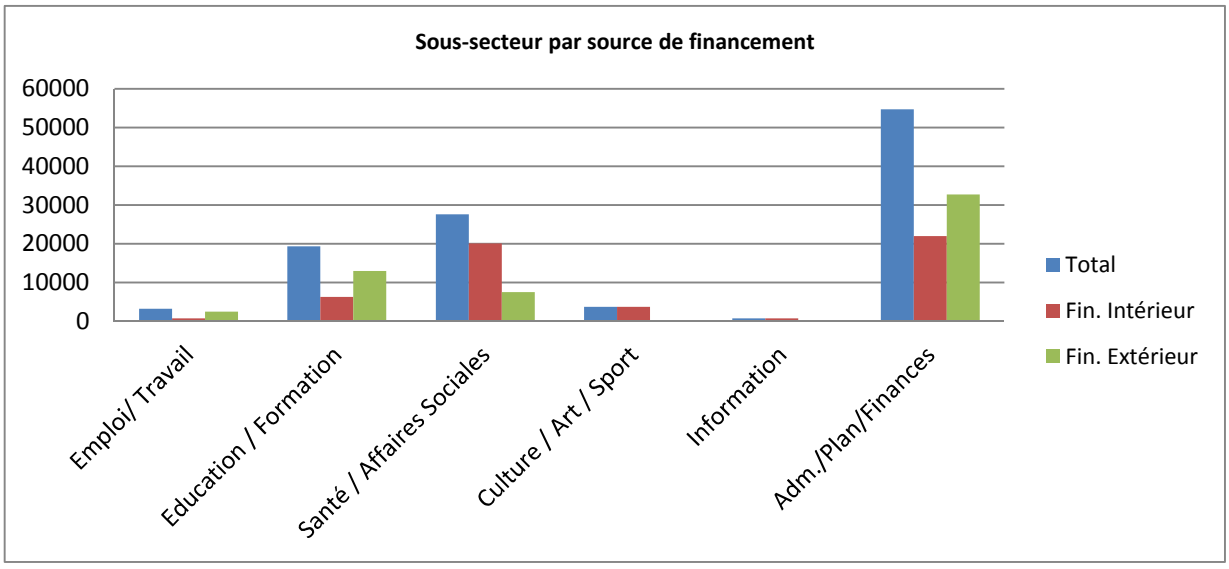
Ventilation du BSI par source de financement au sein des sous-secteurs :

La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur des **Ressources Humaines** se présente comme suit :

Tableau 9 : sous-secteur par source de financement (million de FCFA):

Sous-Secteur	Total	Fin. Intérieur	Fin. Extérieur
Emploi/ Travail	3235	735	2500
Education / Formation	19325	6325	13000
Santé / Affaires Sociales	27625	20125	7500
Culture / Art / Sport	3760	3760	0
Information	725	725	0
Adm./Plan/Finances	54686	21971	32715

Graphique 8 : Ventilation du BSI par sous-secteur et par source de financement (million de FCFA)



Cette ventilation montre que les montants des financements extérieur et intérieur tendent à s'équilibrer dans le secteur des **Ressources Humaines**. Le financement extérieur est de **55,715 milliards de FCFA**, soit **50,95%** contre **53,641 milliards de FCFA**, soit **49,05%** pour le financement intérieur. Le financement extérieur se décompose comme suit : **Prêts : 8 milliards de FCFA,** soit **14,36%** contre **47,715 milliards de FCFA** de **Subventions**, soit **85,64%** du financement extérieur total.

Au sein de ce secteur, les efforts sont surtout concentrés sur les sous-secteurs suivants : « **Administration/Plan et Finances »** avec un financement de **54,686 milliards de FCFA**, soit **50%** du secteur, « **Santé / Affaires Sociales » avec 27,625 milliards de FCFA**, soit **25,26%** et celui « **Education/Formation »** avec **19,325 milliards de FCFA**, soit **17,67%** du financement total du secteur.

Secteur et sous-secteurs Secondaire:

Ventilation du BSI par sous-secteur :

Le **secteur Secondaire,** avec un financement de **88,277 milliards de FCFA**, soit **15,79%** du financement total du secteur dans le **BSI 2017**, arrive en quatrième position dans le classement des secteurs. Avec ce montant, le volume de financement du secteur a augmenté de près de **32,547 milliards de FCFA** par rapport à son niveau du **BSI de l'année 2016** qui est de **55,730 milliards de FCFA**, soit une augmentation de **58,40%.**

Le secteur est dominé par l'exécution des projets d'hydraulique villageoise, la poursuite du Programme de Mobilisation des Ressources en Eau et des projets d'Approvisionnement en Eau Potable (AEP) dans les centres urbains, secondaires et semi secondaires, le renforcement de la couverture énergétique du pays à travers des grands chantiers hydroélectriques, les centrales solaires, l'électrification par système hybride.

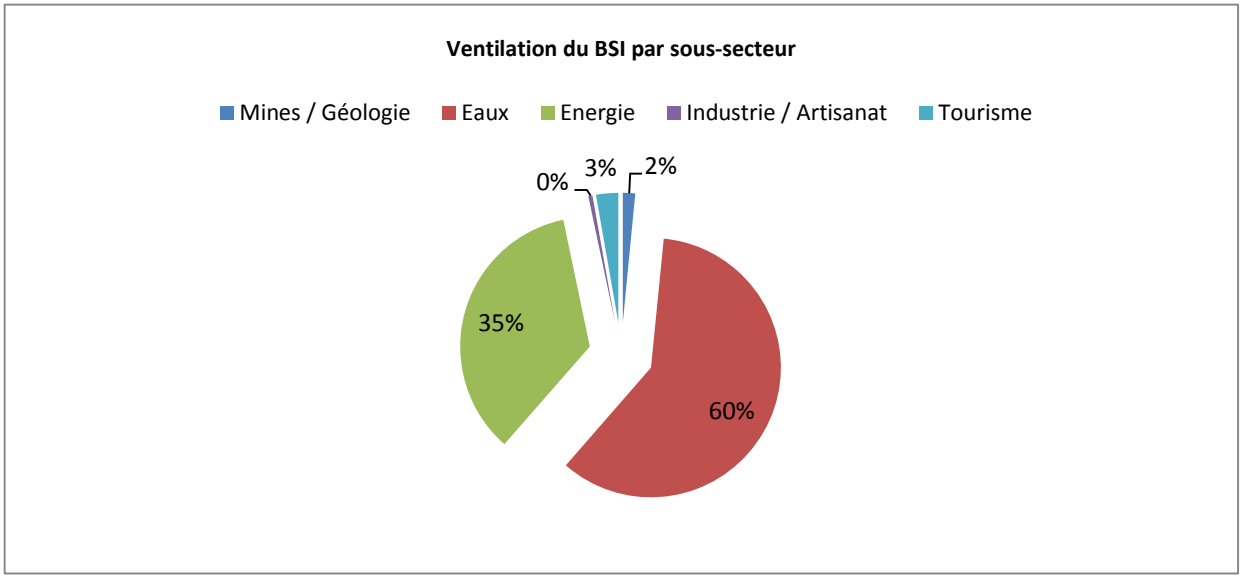
Au niveau de ce secteur, les priorités du Gouvernement sont surtout les sous-secteurs **Eaux** avec **52,874 milliards de FCFA**, soit **59,89%** du financement du secteur, **Energie** avec **31,123 milliards de FCFA**, soit **35,26%.**

Ces sous-secteurs sont suivis, respectivement, par ceux du **Tourisme** avec **2,470 milliards de FCFA**, soit **2,80%, Mines et Géologie** avec **1,360 milliard**, soit **1,54%,** et **Industrie/Artisanat** avec **450 millions**, soit un taux de **0,51%** du financement total du secteur.

Tableau 10 : Financement par sous-secteur du Secteur Secondaire (million de FCFA):

Sous-Secteur	Financement	Pourcentage
Mines / Géologie	1360	1,54
Eaux	52874	59,89
Energie	31123	35,26
Industrie / Artisanat	450	0,51
Tourisme	2470	2,80
Total	88277	100

Graphique 9 : Ventilation du BSI par sous-secteur (million de FCFA)



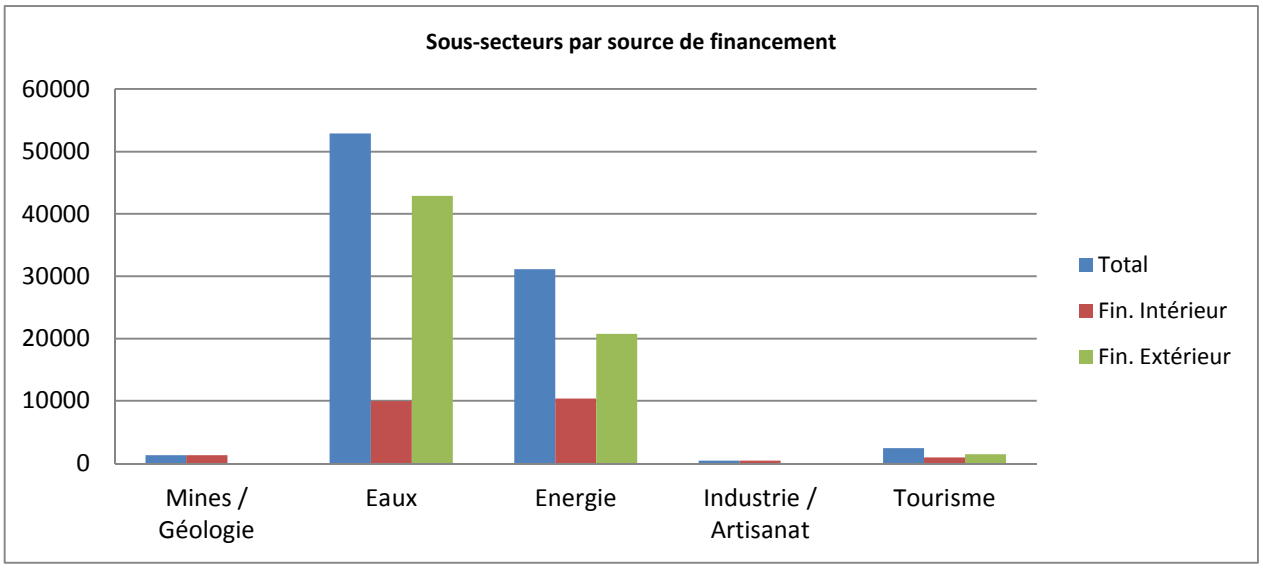
Ventilation du BSI par source de financement au sein des sous-secteurs :

La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur Secondaire se présente comme suit :

Tableau 11 : sous-secteur par source de financement (million de FCFA):

Sous-Secteur	Total	Fin. Intérieur	Fin. Extérieur
Mines / Géologie	1360	1360	0
Eaux	52874	9986	42888
Energie	31123	10380	20743
Industrie / Artisanat	450	450	0
Tourisme	2470	970	1500

Graphique 10 : Ventilation du BSI par sous-secteur et par source de financement (million de FCFA)



Cette ventilation montre que le financement extérieur est important dans le **Secteur Secondaire**. Il est de **65,131 milliards de FCFA**, soit **73,78%** contre **23,146 milliards de FCFA** pour le financement intérieur, soit **26,22%** du financement total du secteur. Le financement extérieur est décomposé en ressources sur **prêt** d'un montant de **41,411 milliards de FCFA**, soit **63,58%** contre **23,720 milliards de FCFA de subvention**, soit **36,42%.**

Au sein du secteur, les financements sont tirés surtout par les sous-secteurs **Eaux** et **Energie** avec respectivement **52,874 milliards de FCFA**, soit **59,89%** et **31,123 milliards de FCFA**, soit un taux de **35,26%** du financement du secteur.

CONCLUSION :

Le BSI 2017 a été élaboré avec un certain nombre de difficultés :
le niveau insuffisant des ressources financières de l'Etat ;
le niveau élevé des engagements souscrits par l'Etat ;
le nombre élevé d'avenants au cours de l'exécution des projets et programmes du, le plus souvent, aux insuffisances dans la préparation et la programmation de ces projets ;
le retard chronique dans le cycle d'évolution des projets et programme.

ANNEXES

Annexe 1

Structure sectorielle et sous-sectorielle des Dépenses et leur financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
STRUCTURE SECTORIELLE ET SOUS-SECTORIELLE DES DEPENSES ET DE LEUR FINANCEMENT
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE 2017 - 2019			DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017			FINANCEMENT EXTERIEUR 2017		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.
Economie rurale	181 768	100	-13,66	286 914	100,00	27,00	166 259	100,00	28,43	33 510	100,00	12,20	132 749	100,00	46,64
Agriculture	154 409	134 973	-0,13	246 525	85,92	23,20	138 400	83,24	23,67	28 150	84,00	10,25	110 250	83,05	38,74
Elevage	20 532	16 652	-0,19	25 774	8,98	2,43	17 224	10,36	2,95	2 265	6,76	0,82	14 909	11,23	5,24
Pêche	1 126	550	-0,51	3 965	1,38	0,37	2 065	1,24	0,35	1 075	3,21	0,39	990	0,75	0,35
Forêts	5 701	4 761	-0,16	10 650	3,71	1,00	8 570	5,15	1,47	2 020	6,03	0,74	6 600	4,97	2,32
Secondaire	55 730	100	-41,65	137 817	100,00	12,97	88 457	100,00	15,13	23 146	100,00	8,43	65 131	100,00	22,89
Mines et Géologie	1 216	1 216	0,00	3 880	2,82	0,37	1 360	1,54	0,23	1 360	5,88	0,50	0	0,00	0,00
Eaux	28 329	15 208	-0,46	76 024	55,16	7,15	52 904	59,81	9,05	9 986	43,14	3,64	42 888	65,85	15,07
Energie	24 270	14 765	-0,39	49 593	35,98	4,67	31 273	35,35	5,35	10 380	44,85	3,78	20 743	31,85	7,29
Industrie / Artisanat	616	400	-0,35	1 050	0,76	0,10	450	0,51	0,08	450	1,94	0,16	0	0,00	0,00
Tourisme	1 299	927	-0,29	7 270	5,28	0,68	2 470	2,79	0,42	970	4,19	0,35	1 500	2,30	0,53
Infrastructures	189 572	100	-18,27	446 596	100,00	42,03	229 328	100,00	39,22	164 377	100,00	59,86	31 005	100,00	10,89
Moyens routiers	79 327	72 900	-0,08	235 279	52,68	22,14	129 838	56,62	22,20	90 118	54,82	32,82	12 500	40,32	4,39
Moyens ferroviaires	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Moyens fluviaux	2 177	2 177	0,00	11 710	2,62	1,10	3 810	1,66	0,65	3 810	2,32	1,39	0	0,00	0,00
Aéronautique / Météo	20 365	17 749	-0,13	10 550	2,36	0,99	8 004	3,49	1,37	4 250	2,59	1,55	0	0,00	0,00
Poste / Télélcommunication	16 039	9 756	-0,39	19 617	4,39	1,85	15 141	6,60	2,59	2 641	1,61	0,96	12 500	40,32	4,39
Topo et Cartographie	392	332	-0,15	1 030	0,23	0,10	330	0,14	0,06	330	0,20	0,12	0	0,00	0,00
Bâtiments et Equipement	60 732	41 981	-0,31	144 955	32,46	13,64	58 800	25,64	10,06	56 278	34,24	20,49	0	0,00	0,00
Urbanisme et Habitat	10 165	9 665	-0,05	23 055	5,16	2,17	13 005	5,67	2,22	6 550	3,98	2,39	6 005	19,37	2,11
Transport / Stockage	375	375	0,00	400	0,09	0,04	400	0,17	0,07	400	0,24	0,15	0	0,00	0,00
Ressources Humaines	68 932	100	-14,75	191 286	100,00	18,00	100 691	100,00	17,22	53 591	100,00	19,51	55 715	100,00	19,58
Emploi / Travail	3 735	3 485	-0,07	9 015	4,71	0,85	3 235	3,21	0,55	735	1,37	0,27	2 500	4,49	0,88
Education / Formation	16 770	15 945	-0,05	34 473	18,02	3,24	18 800	18,67	3,22	6 325	11,80	2,30	13 000	23,33	4,57

Santé / Affaires sociales	12 021	11 271	-0,06	40 465	21,15	3,81	27 225	27,04	4,66	20 125	37,55	7,33	7 500	13,46	2,64
Culture / Art / Sport	3 009	2 239	-0,26	5 810	3,04	0,55	4 210	4,18	0,72	3 710	6,92	1,35	0	0,00	0,00
Information	1 234	582	-0,53	1 875	0,98	0,18	725	0,72	0,12	725	1,35	0,26	0	0,00	0,00
Administration / Plan et Finances	32 163	25 242	-0,22	99 648	52,09	9,38	46 496	46,18	7,95	21 971	41,00	8,00	32 715	58,72	11,50
Total	496 002	403 151	-18,72	1 062 613		100,00	584 735		100,00	274 624		100,00	284 600		100,00

Annexe 2

Etat récapitulatif des dépenses et leur financement
Selon le secteur et le sous-secteur

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
Economie rurale	181 768	156 936	-1	286 914	166 259	160 059	6 200	33 510	33 510	0	0	132 749	103 500	29 249
Agriculture	154 409	134 973	-0	246 525	138 400	132 250	6 150	28 150	28 150	0	0	110 250	103 500	6 750
Elevage	20 532	16 652	-0	25 774	17 224	17 174	50	2 265	2 265	0	0	14 909	0	14 909
Pêche	1 126	550	-1	3 965	2 065	2 065	0	1 075	1 075	0	0	990	0	990
Forêts	5 701	4 761	-0	10 650	8 570	8 570	0	2 020	2 020	0	0	6 600	0	6 600
Secondaire	55 730	32 516	-1	137 817	88 457	88 357	100	23 146	23 146	0	0	65 131	41 411	23 720
Mines et Géologie	1 216	1 216	0	3 880	1 360	1 360	0	1 360	1 360	0	0	0	0	0
Eaux	28 329	15 208	-0	76 024	52 904	52 804	100	9 986	9 986	0	0	42 888	36 411	6 477
Energie	24 270	14 765	-0	49 593	31 273	31 273	0	10 380	10 380	0	0	20 743	5 000	15 743
Industrie / Artisanat	616	400	-0	1 050	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0
Tourisme	1 299	927	-0	7 270	2 470	2 470	0	970	970	0	0	1 500	0	1 500
Infrastructures	189 572	154 935	-1	446 596	229 328	229 328	0	164 377	164 377	0	0	31 005	8 005	23 000
Moyens routiers	79 327	72 900	-0	235 279	129 838	129 838	0	90 118	90 118	0	0	12 500	4 500	8 000
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	2 177	2 177	0	11 710	3 810	3 810	0	3 810	3 810	0	0	0	0	0
Aéronautique / Météo	20 365	17 749	-0	10 550	8 004	8 004	0	4 250	4 250	0	0	0	0	0
Poste / Télélcommunication	16 039	9 756	-0	19 617	15 141	15 141	0	2 641	2 641	0	0	12 500	0	12 500
Topo et Cartographie	392	332	-0	1 030	330	330	0	330	330	0	0	0	0	0
Bâtiments et Equipement	60 732	41 981	-0	144 955	58 800	58 800	0	56 278	56 278	0	0	0	0	0
Urbanisme et Habitat	10 165	9 665	-0	23 055	13 005	13 005	0	6 550	6 550	0	0	6 005	3 505	2 500
Transport / Stockage	375	375	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0
Ressources Humaines	68 932	58 764	-1	191 286	100 691	100 116	575	53 591	53 591	0	0	55 715	8 000	47 715
Emploi / Travail	3 735	3 485	-0	9 015	3 235	3 235	0	735	735	0	0	2 500	0	2 500
Education / Formation	16 770	15 945	-0	34 473	18 800	18 800	0	6 325	6 325	0	0	13 000	4 500	8 500

Santé / Affaires sociales	12 021	11 271	-0	40 465	27 225	27 225	0	20 125	20 125	0	0	7 500	3 500	4 000
Culture / Art / Sport	3 009	2 239	-0	5 810	4 210	4 210	0	3 710	3 710	0	0	0	0	0
Information	1 234	582	-1	1 875	725	725	0	725	725	0	0	0	0	0
Administration / Plan et Finances	32 163	25 242	-0	99 648	46 496	45 921	575	21 971	21 971	0	0	32 715	0	32 715
Total	496 002	403 151	-5	1 062 613	584 735	577 860	6 875	274 624	274 624	0	0	284 600	160 916	123 684

Annexe 3

Situation du financement national
Selon le secteur et le sous-secteur

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEURS	BUDGET NAT. 2016							
SOUS-SECTEURS	Total	Budget	Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Economie rurale	33 510	33 510		0	0	0	0	0	33 510
Agriculture	28 150	28 150		0	0	0	0	0	28 150
Elevage	2 265	2 265		0	0	0	0	0	2 265
Pêche	1 075	1 075		0	0	0	0	0	1 075
Forêts	2 020	2 020		0	0	0	0	0	2 020
Secondaire	23 146	23 146		0	0	0	0	0	23 146
Mines et Géologie	1 360	1 360		0	0	0	0	0	1 360
Eaux	9 986	9 986		0	0	0	0	0	9 986
Energie	10 380	10 380		0	0	0	0	0	10 380
Industrie / Artisanat	450	450		0	0	0	0	0	450
Tourisme	970	970		0	0	0	0	0	970
nfrastructures	164 377	164 377		0	0	0	0	0	164 377
Moyens routiers	90 118	90 118		0	0	0	0	0	90 118
Moyens ferroviaires	0	0		0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	3 810	3 810		0	0	0	0	0	3 810
Aéronautique / Météo	4 250	4 250		0	0	0	0	0	4 250
Poste / Télélcommunication	2 641	2 641		0	0	0	0	0	2 641
Topo et Cartographie	330	330		0	0	0	0	0	330
Bâtiments et Equipement	56 278	56 278		0	0	0	0	0	56 278
Urbanisme et Habitat	6 550	6 550		0	0	0	0	0	6 550
Transport / Stockage	400	400		0	0	0	0	0	400
Ressources Humaines	53 591	53 591		0	0	0	0	0	53 591
Emploi / Travail	735	735		0	0	0	0	0	735
Education / Formation	6 325	6 325		0	0	0	0	0	6 325
Santé / Affaires sociales	20 125	20 125		0	0	0	0	0	20 125

DNPD – ACI 2000 Bamako - Mali

Culture / Art / Sport	3 710	3 710	0	0	0	0	0	3 710
Information	725	725	0	0	0	0	0	725
Administration / Plan et Finances	21 971	21 971	0	0	0	0	0	21 971
Total	274 624	274 624	0	0	0	0	0	274 624

Annexe 4

Situation du financement extérieur
Selon la source par secteur et nature

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE
(Les montants sont en millions de CFA)

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
AECID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AFD	0	0	0	10 000	3 505	13 505	12 605	0	12 605	5 143	24 500	29 643	27 748	28 005	55 753
Aga Khan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.AfriqueDuSud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Algérie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.ArabieSaoudite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Belgique	1 409	0	1 409	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 409	0	1 409
Amb.Brésil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Chine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Cuba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Egypte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Espagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Inde	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Iran	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Japon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Libye	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Luxembourg	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Maroc	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Russie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Tunisie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.USA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Venezuela	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BAD	0	55 000	55 000	0	0	0	3 112	0	3 112	0	3 000	3 000	3 112	58 000	61 112
BID	10 250	17 000	27 250	0	0	0	0	2 000	2 000	3 500	6 911	10 411	13 750	25 911	39 661

BIT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BM	10 000	20 500	30 500	2 500	0	2 500	21 318	3 500	24 818	0	2 000	2 000	33 818	26 000	59 818
BOAD	0	11 000	11 000	0	4 500	4 500	0	0	0	0	5 000	5 000	0	20 500	20 500
Canada	0	0	0	0	0	0	3 930	0	3 930	0	0	0	3 930	0	3 930
CTB	990	0	990	0	0	0	0	0	0	0	0	0	990	0	990
Danemark	3 500	0	3 500	0	0	0	4 000	0	4 000	0	0	0	7 500	0	7 500
D.U.E.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FAO	1 500	0	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 500	0	1 500
FED	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FIDA	0	0	0	0	0	0	0	2 500	2 500	0	0	0	0	2 500	2 500
FMI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Abou Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 500	0	8 500	8 500	0	8 500
Grande Bretagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GTZ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IND	0	0	0	0	0	0	0	0	0	900	0	900	900	0	900
Italie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
JICA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
KfW	0	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	4 177	0	4 177	6 177	0	6 177
Lux-Dév	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MINUSMA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Monaco	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Norvège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OCHA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OHCHR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OIM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OMS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUDI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUFEMMES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUSIDA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PNUD	1 600	0	1 600	0	0	0	750	0	750	1 500	0	1 500	3 850	0	3 850
Suède	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suisse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Turquie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UE	0	0	0	10 500	0	10 500	0	0	0	0	0	0	10 500	0	10 500
UEMOA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNESCO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNFPA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNHABITAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNHCR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNICEF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNMAS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNOPS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
USAID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ENSEMBLE SECTEURS	29 249	103 500	132 749	23 000	8 005	31 005	47 715	8 000	55 715	23 720	41 411	65 131	123 684	160 916	284 600

Annexe 5

Etat détaillé des Projets par Secteur et par Source de Financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
992	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT REGION NORD	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	500	500	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
1539	PROJET APPUI DEVELOPEMENT RURAL PLAINE DAYE, HAMADJA, KORIOME	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1661	AMENAGEMENT DES PIV DANS LA REGION DE GAO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1670	PROJET DEVELOPMENT RURAL CERCLE ANSONGO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 900	3 900	0	11 533	4 200	4 200	0	4 200	4 200	0	0	0	0	0	
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	1 300	0	-1	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	166	166	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	508	508	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2369	PROGRAMME INTEGRE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION DE KIDAL	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	86	0	-1	100	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	

2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	146	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	29 100	22 000	-0	50 020	22 500	22 500	0	2 000	2 000	0	0	20 500	20 500	0	BAD
2481	REABILITAT EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2484	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DE TIENKONOU/TAMANI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	4 035	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2523	APPUI ORGANISATION PAYSANNE PLATEAU DOGON MEILLEURE VALORISATION PRODUITS MARAICHERS PPTE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2602	PROJET AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE MOLODO NORD/BOAD	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / AMENAGEMENT HYDROAGRICOLE MOLODO NORD / BOAD	11 977	11 500	-0	12 882	12 000	12 000	0	1 000	1 000	0	0	11 000	11 000	0	BOAD
2606	PROGRAMME MICRO FINANCES RURALES FIDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	20	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	MINISTERE DU COMMERCE / PROJET OPERAT. STRATEGIE DVPT SECT AGRO ALIMENTAIRE	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2640	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	15 000	15 000	0	10 500	10 500	10 500	0	0	0	0	0	10 500	10 500	0	BM
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	6 208	6 208	0	9 175	8 900	8 900	0	400	400	0	0	8 500	8 500	0	BID
2686	APPUI PROGRAMME LUTTE CONTRE LES CRIQUETS PELERINS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / APPUI PROGRAMME LUTTE CONTRE CRIQUETS PELLERINS	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE / PROJET ADAPT AGRICOLE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	125	125	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2724	PROJET RECONSTITUTION DU STOCK NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	4 765	4 765	0	13 300	4 300	0	4 300	4 300	4 300	0	0	0	0	0	
2752	PROJET INITIATIVE EAU /SECURITE ALIMENTAIRE/ FAO MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	50	0	-1	50	50	0	50	50	50	0	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	10 600	10 500	-0	6 850	6 850	6 850	0	100	100	0	0	6 750	0	6 750	BID
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2796	PROGRAMME RESTRUCTURATION MARCHE CEREALIER	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	996	996	0	2 400	1 200	0	1 200	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	15 166	15 000	-0	15 400	10 200	10 200	0	200	200	0	0	10 000	10 000	0	BM
2801	PROJET RENFORCEMENT RÉSILIENCE ALIMENTAIRE	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	11 000	10 000	-0	22 263	10 600	10 600	0	600	600	0	0	10 000	10 000	0	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	8 020	7 500	-0	19 394	10 450	10 450	0	950	950	0	0	9 500	9 500	0	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	498	498	0	1 100	500	0	500	500	500	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	932	932	0	930	330	330	0	330	330	0	0	0	0	0	
2864	AMÃ¿Â¿Ã¿Â¿NAGEMENT HYDRO AGRICOLE RÃ¿Â¿Ã¿Â¿GION SIKASSO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	2 500	2 500	0	4 500	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

2914	APPUI DEVELOPPEMENT DURABLE DE YELIMANE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	75	75	0	100	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	6 600	6 500	-0	18 600	8 750	8 750	0	250	250	0	0	8 500	8 500	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	12 200	12 000	-0	18 300	15 700	15 700	0	700	700	0	0	15 000	15 000	0	BAD
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	125	125	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2946	RÃ¿Â¿Ã¿Â¿HABILITATION DU BARRAGE DE MARKALA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	1 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE / CENTRE AGRO ALIMENTAIRE DEMOSTRTECHN. SINO INDUSTRIEL	0	0	0	1 155	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2960	PROGRAMME DE DÃ¿VELOPPEMENT FILIÃ¿RE PORTEUSE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 300	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2961	AMELIORATION SYSTEME IRRIGATION PERIMETRE IRRIGUE BAGUINEDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	0	0	2 833	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KARTA/SEFETO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	75	75	0	650	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	3 000	3 000	0	13 600	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	1 150	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	166	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	270	0	-1	540	270	270	0	270	270	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			154 409	134 973	-14	246 525	138 400	132 250	6 150	28 150	28 150	0	0	110 250	103 500	6 750	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Elevage*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1881	PROG.REG.CONSERVATION INSITU BETAIL RUMINANT AF.OU|	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	1 100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
1894	PROGRAMME PANAFRICAIN CONTROLE EPIZOTIES (PACE)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	83	0	-1	100	150	150	0	100	100	0	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	166	166	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE PPTE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	600	600	0	640	640	640	0	640	640	0	0	0	0	0	
2321	PROGRAMME QUINQUENNAT D'AMÉNAGEMENT PASTORAUX	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2322	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT ELEVAGE ZONE KAYES SUD	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	2 272	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2488	PROJET DEVELOPPEMENT ZEBU MAURE NARA	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	1 111	1 036	-0	1 484	1 484	1 484	0	75	75	0	0	1 409	0	1 409	Amb.Belgique
2685	PROJET DEVELOPPEMENT MALI GRENIER (AGRA)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	50	0	-1	50	50	0	50	50	50	0	0	0	0	0	
2798	PROJ. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES (PDIRAM)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	3 600	3 500	-0	10 800	3 600	3 600	0	100	100	0	0	3 500	0	3 500	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	11 150	11 150	0	10 450	10 150	10 150	0	150	150	0	0	10 000	0	10 000	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3050	CELLULE COORD. LUTTE CONTRE MOUCHES TSE-TSE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	0	0	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			20 532	16 652	-6	25 774	17 224	17 174	50	2 265	2 265	0	0	14 909	0	14 909	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Pêche*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2119	RENOVATION REHABILITATION CENTRE PISCICOLE MOLODO PPTE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CENTRE FORMAT° PRATIQUE AQUACULT. MOLODO	250	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2323	PROJET DÃ¿VELOPPEMENT PÃ¿CHE PISCULTURE ZONE OHVN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE PECHE	160	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO PPTE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	300	300	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2643	PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE AQUACOLE SIKASSO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	166	0	-1	1 565	1 165	1 165	0	175	175	0	0	990	0	990	CTB
3044	OFFICE DVPT PECHE AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE PECHE	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	250	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 126	550	-3	3 965	2 065	2 065	0	1 075	1 075	0	0	990	0	990	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Forêts*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
30	CONSOLIDATION SYSTEME GESTION 3 FORETS CLASSES BAMAKO	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CONSOLIDAT° SYST. GEST° 3 FORETS COULOIRS BKO	120	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / PROG. ABN LUTTE C/ENSABLEMENT FLEUVE NIGER	100	0	-1	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2049	APPUI AU REBOISEMENT PHASE II	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	50	0	50	0	0	0	50	50	0	0	0	0	0	
2051	PLAN D'ACTION NATIONAL DE GESTION DE ZONES HUMIDES	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2160	PROJET MULTINATIONALE GESTION INTÉGRÉ PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	146	146	0	1 725	1 575	1 575	0	75	75	0	0	1 500	0	1 500	FAO

2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	200	200	0	2 100	1 700	1 700	0	200	200	0	0	1 500	0	1 500	PNUD
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR PPTE	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	80	80	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	90	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	80	0	-1	30	30	30	0	30	30	0	0	0	0	0	
2715	PROJET RENFORCEMENT MOYENS PROTECTION VÃ¿GÃ¿TAUX LIPTAKO GOURMA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	50	50	0	370	190	190	0	90	90	0	0	100	0	100	PNUD
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	235	235	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	BM
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2855	3EME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE / AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	3 700	3 700	0	4 200	3 800	3 800	0	300	300	0	0	3 500	0	3 500	Danemark
2950	AMODIATION DE LA FAYA SOUNSAN BANIFING BAOULE	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2951	PROJET AMODIATION DE BOUGOUNI YANFOLILA	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			5 701	4 761	-11	10 650	8 570	8 570	0	2 020	2 020	0	0	6 600	0	6 600	
TOTAL SECTEUR			181 768	156 936	-35	286 914	166 259	160 059	6 200	33 510	33 510	0	0	132 749	103 500	29 249	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*	*Mines et Géologie*								
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	MINISTERE DES MINES / PROMOTION NOUVELLES ZONES PETROLIERES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2416	PROMOTION DES INDICES MINIERS	MINISTERE DES MINES / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	450	450	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	MINISTERE DES MINES / EQUIPEMENT PDRM	300	300	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	MINISTERE DES MINES / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	166	166	0	480	160	160	0	160	160	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 216	1 216	0	3 880	1 360	1 360	0	1 360	1 360	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT) / AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	9 075	9 075	0	37 000	27 000	27 000	0	5 000	5 000	0	0	22 000	22 000	0	AFD
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	100	100	0	2 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2223	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE DANS LE PLATEAU DOGON PHII	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 500	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2413	AEP REGIONS KOULIKORO SEGOU GAO	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	125	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX / LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	400	400	0	1 100	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER/PPTE	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	80	0	-1	50	80	80	0	50	50	0	0	0	0	0	
2553	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE TOMBOUCTOU PPTE	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	10 166	0	-1	12 666	12 666	12 666	0	166	166	0	0	12 500	12 500	0	AFD BAD BID BM D.U.E. Italie
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 066	1 066	0	9 477	4 327	4 327	0	150	150	0	0	4 177	0	4 177	KfW
2653	PROGRAMME PROTECTION BERGES FLEUVE NIGER/KFW	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW

2654	CONSTRUCTION STATION COMPACTE KALABAN KORO/BID	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	150	0	-1	2 011	2 011	2 011	0	100	100	0	0	1 911	1 911	0	BID
2738	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE SEGOU	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	550	550	0	1 650	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	
2741	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT (PACTEA II)	MINISTERE DE L'ENERGIE / C A B I N E T	50	50	0	2 050	2 050	2 050	0	50	50	0	0	2 000	0	2 000	AFD
2742	PROJET REHABILITATION ET EXTENSION DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	200	0	900	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	317	317	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2852	PROGRAMME CREATION INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2873	PROGRAMME UEMOA HYDRAULIQUE VILLAGEOISE	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	MINISTERE DE L'ENERGIE / C A B I N E T	150	150	0	1 650	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
2922	FAUCARDAGE CURAGE FLEUVE NIGER	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	100	0	-1	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	Pays-Bas Suède
2956	PROGRAMME REALISATION INFRA ADDUCTION EAU ADMINIS	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	520	450	-0	570	370	370	0	70	70	0	0	300	0	300	AFD
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	430	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	BID UEMOA
TOTAL SOUS-SECTEUR			28 329	15 208	-8	76 024	52 904	52 804	100	9 986	9 986	0	0	42 888	36 411	6 477	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Energie*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2008	PROMOTION DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES POUR L'AVANCEMENT DES FEMMES	MINISTERE DE L'ENERGIE / CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	50	25	-0	30	30	30	0	30	30	0	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP) / RENFORC. INFRAST.NATIN. RADIOPROTECTION	125	125	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2439	EQUIPEMENT DES STADES EN GROUPES ELECTROGENES	MINISTERE DES SPORTS / RENOVATION STADE MODIBO KEITA	137	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS / ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	250	250	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2540	PROJET SECTORIEL D'APPUI AU SECTEUR DE L'ENERGIE	MINISTERE DE L'ENERGIE / PROGRAMME APPUI SECTEUR DE L'ENERGIE/ IDA	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
2586	PROMOTION PRODUCTION HUILE JATROPHA/PNUD	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS / PROMOTION HUILE JATROPHA /PNUD	83	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	5 166	166	-1	20 000	10 000	10 000	0	5 000	5 000	0	0	5 000	5 000	0	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE / APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	83	83	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	MINISTERE DE L'ENERGIE / CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	166	166	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	MINISTERE DE L'ENERGIE / CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	100	50	-0	1 350	1 050	1 050	0	150	150	0	0	900	0	900	IND
2803	PROJET SYSYTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURAL IDA	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	4 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2851	ACCES ENERGIE MODERNE REALISATION 36123 LAMPADAIRES	MINISTERE DE L'ENERGIE / C A B I N E T	2 000	2 000	0	7 250	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0	
2868	PROJET APPUI PROMOTION ENERGIES RENOUVELABLES AU MALI/ PAPERM	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	1 550	1 550	0	553	413	413	0	70	70	0	0	343	0	343	AFD
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE / PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	530	530	0	9 560	9 030	9 030	0	530	530	0	0	8 500	0	8 500	Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	280	320	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	1 370	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
2955	PROJET PRET ENERGIE RENOUVELABLE ET MIX ENERGETIQUE	MINISTERE DE L'ENERGIE / CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2975	ELECTRIFICATION RURALE SYSTEME HYBRIDE	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE / AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 000	2 000	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	3 500	BID
2977	REHABILITATION CENTRALE THERMIQUE SELINGUE SOTUBA	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	850	850	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	5 200	5 000	-0	2 580	2 580	2 580	0	80	80	0	0	2 500	0	2 500	AFD
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	150	300	300	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			24 270	14 765	-6	49 593	31 273	31 273	0	10 380	10 380	0	0	20 743	5 000	15 743	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*	*Industrie / Artisanat*									
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1987	APPUI AUX COMMERCANTS DETAILLANTS	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2729	APPUI APEX	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2846	APPUI MISE NVEAU CIRCU DISTRUB.PROD 1ER NECESSI	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	166	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	100	100	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2957	APPUI MICRO ACTIVITES GENERATRICES REVENUS	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			616	400	-2	1 050	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Tourisme*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/ PPTE	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	110	0	-1	4 950	1 650	1 650	0	150	150	0	0	1 500	0	1 500	PNUD
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / DIRECTION DES FINANCES & DU MATERIEL	105	105	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	424	424	0	970	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	58	58	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2456	ETUDE POTENTIALITE TOURISTIQUE	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	62	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	340	340	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	MINISTERE INDUSTRIE ET PROMOTION INVESTISSEMENTS / SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTAT° SECTEUR PRIVE	200	0	-1	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 299	927	-3	7 270	2 470	2 470	0	970	970	0	0	1 500	0	1 500	
TOTAL SECTEUR			55 730	32 516	-19	137 817	88 457	88 357	100	23 146	23 146	0	0	65 131	41 411	23 720	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	2 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 200	5 200	0	4 718	4 718	4 718	0	218	218	0	0	4 500	4 500	0	BOAD
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	11 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2814	AMENAGEMENT ROUTE TOMBOUCTOU-BAMBARA MAOUDE-DOUENTZA	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2815	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LE FLEUVE NIGER A SEGOU	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2817	CONSTR PORT SEC BKO-KATI-SKSO-NARA-NARENA-GAO	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2820	AMENAGEMENT ROUTE KAYES-AOUROU-FRONTIERE MAURITANIE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2821	PROGR. AMENAG. INSFRASTRUC. ROUTIERES STRUCT (PAIRS)	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	45 000	45 000	0	48 000	48 000	48 000	0	40 000	40 000	0	0	8 000	0	8 000	AFD
2847	PROGRAMM RACCORDEMENT RESEAUX SECONDAIRES AUX RESEAUX NATIONAUX	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2887	CONSTRUCTION PONT FLEUVE BAOULE ROUTE FANA DIOLA	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	100	100	0	6 050	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	
2889	AMENAGEMENT SECTION URBAINE ROUTE BANAMBA TOUBA	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	332	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2939	TRAVAUX REHABILITATION VOIES URBAINES DISTRICT BAMAKO	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	800	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2940	VOIES d'ACCES HOPITAL SIKASSO	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	445	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2943	REHABILITATION DE L'AVENUE DE L'OUA (8km) A BAMAKO	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	1 350	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2944	REHABILITATION BOULEVARD CEDEAO CONSTRUCTION POSTE PEAGE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	15 000	15 000	0	33 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
2947	ETUDES ET TRAVAUX AUTOROUTE BAMAKO-BOUGOUNI-SIKASSO-HEREMAKONO	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	1 500	0	11 978	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	

2949	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST PASSANT PAR 3Ã¿Â¨me PONT	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	800	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 200	2 200	0	27 580	33 720	33 720	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0		BAD
2985	REHABILITATION ANCIEN PONT DE KAYES	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	1 500	0	1 200	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0		
2997	PROJET ROUTE BENENA-MANDIAKUY	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	5 500	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0		
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0		
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	13 500	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0		
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	1 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0		
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	1 500	3 000	3 000	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0		
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	17 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0		
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	13 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0		
3018	CONST/BITUMAGE BRETELE KATELE KADIOLO ZEGOUA (36KM) ET AMENAG DE 10 KM VOIRIES LOCALITE DE KADIOLO	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0		

3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	4 953	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3020	AMENAG 2X2 VOIES VOIE RELIANT 3EME PNOT A LA RN6 (3,26KM) Y COMPRIS CONSTRUC D'UN ECHANGEUR AU CROISSE3MENT DE LA RN6	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	28 600	0	0	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			79 327	72 900	-8	235 279	129 838	129 838	0	90 118	90 118	0	0	12 500	4 500	8 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Moyens ferroviaires*								
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2984	CONSTRUCTION INTERCONNEXION FERROVIAIRE KONAKRY-KANKAN-KADIAN-BOUGOUNI-	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens fluviaux*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / CABINET	257	257	0	1 060	260	260	0	260	260	0	0	0	0	0	
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER (PPTE)	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	120	120	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 700	1 700	0	5 100	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	
2810	DRAGAGE LIT NIGER BAMAKO-KANKAN-KOULIKORO-GAO ET AMENAGEMENT BERGES	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3059	PROJET AMENAG TROCON BERGES NIGER BAMAKO	MINISTERE DOMAINES ETAT, AFF. FONCIERES ET PATRIMOINE / CABINET	0	0	0	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 177	2 177	0	11 710	3 810	3 810	0	3 810	3 810	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Aéronautique / Météo*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NAT.DE LA METEOROLOGIE	2 000	2 000	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2528	PROJET DEPOT KEROSENE A KAYES	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	1 045	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2748	APPUI METEO MONDE RURAL	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NAT.DE LA METEOROLOGIE	71	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2879	PROJET D'ACHEVEMENT TRAVAUX AEROPORT MODIBO KEITA DE BAMAKO	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / AEROPORTS DU MALI	16 500	15 000	-0	2 300	5 254	5 254	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	BID
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / CABINET	249	249	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			20 365	17 749	-2	10 550	8 004	8 004	0	4 250	4 250	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Poste / Télélcommunication*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	166	166	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1906	ROUTE KAYES BAFOULABE (TRAVAUX)	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	690	690	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2255	TRAVAUX ROUTE BANDIAGARA BANKASS KORO FRTIERE B.F	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	416	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2285	. RENFORCEMENT CAPACITE SERVICE DONNEES ROUTIERES (PPTE)	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	75	75	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2312	CONSTRUCTION PONT FOUROU	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	200	200	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	10 282	8 500	-0	10 500	10 500	10 500	0	0	0	0	0	10 500	0	10 500	UE

2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	42	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2594	PROJET CONSTRUCTION AUTOROUTE BAMAKO SEGOU	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	249	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2595	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES BOULEVARD DU 22 OCTOBRE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	150	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2641	CONSTRUCTION VOIES ACCES CITE UNIVERSITAIRE KABALA	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 655	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2645	MODERNISATION RESEAU FIBRE OPTIQUE/CHINE	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION / CABINET	125	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2646	MODERNISATION E-GOUVERNEMENT/COREE Phase II	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION / CABINET	249	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOULABE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	125	125	0	952	776	776	0	776	776	0	0	0	0	0	0	
2806	AMENAGEMENT ROUTE SAVOIR AEROPORT UNIVERSITE KABALA	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2811	AMENAGEMENT ROUTE KWALA MOURDIAH GOUMBOU NARA FRONTIERE MAURITANIE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2813	AMENAGEMENT ROUTE ANSONGO MENEKA ANDERAMBOUCANE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION / CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	415	0	-1	1 415	415	415	0	415	415	0	0	0	0	0	0	

3040	PROJET RÉSEAU LARGE BANDE NATIONALE AU MALI	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION / CABINET	0	0	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	AFD
3060	PROJET MALI NUMERIQUE/CHINE	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION / CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			16 039	9 756	-9	19 617	15 141	15 141	0	2 641	2 641	0	0	12 500	0	12 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Topo et Cartographie*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2570	REFECTION CARTOGRAPHIE DE BASE DU MALI 1/200000	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / CABINET	60	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NAT.DE LA METEOROLOGIE	332	332	0	1 030	330	330	0	330	330	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			392	332	-1	1 030	330	330	0	330	330	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
983	CONSTRUCTION CITE ADMINISTRATIVE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	400	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1633	EQUIPEMENT DES STRUCTURES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDIRE	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / EQUIPEMENT STRUCTURES ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	172	172	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1780	AMENAGEMENT CENTRE DE CONFERENCE DE BAMAKO	MINISTERE DE LA CULTURE / C A B I N E T	1 000	1 000	0	800	1 600	1 600	0	800	800	0	0	0	0	0	
1949	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE HOTEL DU PLAN	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	0	-1	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1990	CONSTRUCTION LABORATOIRE NATIONAL DE METROLOGIE	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	400	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	MINISTERE DOMAINES ETAT, AFF. FONCIERES ET PATRIMOINE / DIRECTION NAT. DES DOMAINES & CADASTRE	670	670	0	5 000	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2041	EQUIPEMENT MAISON AFRICAIN DE LA PHOTOGRAPHIE	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	208	208	0	1 200	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	MINISTERE DE L'ENERGIE / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	300	300	0	1 850	300	300	0	250	250	0	0	0	0	0	
2146	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA MAISON DES AINES	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / CABINET	200	200	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2152	PROJET D'AMÉNAGEMENT MÉMORIAL MODOBOKEITA	MINISTERE DE LA CULTURE / MEMORIAL MODIBO KEITA	156	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / CABINET	208	208	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2257	RENFORCEMENT EQUIPEMENT RESEAU ADMINISTRATIF COMMANDEMENT RAC	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	70	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2271	PROJET AMENAGEMENT CENTRE NATIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE DU MALI	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / CABINET	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2277	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DU CARREFOUR DES JEUNES DE BAMAKO	MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	166	166	0	75	0	0	0	75	75	0	0	0	0	0	
2294	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ECOLE NATIONALE ADMINISTRATION BKO	PRIMATURE / C A B I N E T	2 000	2 000	0	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2301	CONTRUCTION EQUIPEMENT CNPA	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CONSTRUCTION EQUIPEMENT CNPA	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2344	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF/DREF	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2352	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES DRDSES	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

2372	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA CITE UNIVERSITAIRE	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	0	
2387	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION GENERALE ANSSA	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2392	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE URBANISME	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES LYCEES	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	500	500	0	3 000	6 000	6 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	390	390	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2423	CONTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	900	900	0	830	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	300	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CITE DES ENFANTS / CITE DES ENFANTS	200	200	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2437	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE PROMOTION FEMME	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	540	540	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	0	
2448	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX INFTS	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / CABINET	230	230	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	0	
2449	RÃ¿Â¿HABILITATION EQUIPEMENT INFET	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / CABINET	0	0	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2465	CONSTRUCTION SIÃ¿GE DE LA COUR SUPREME	COUR SUPREME / CONSTRUCTION SIEGE COUR SUPREME	2 539	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2468	REHABILITATION DU CENTRE D'ACCEUIL KOULOUBA	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	92	92	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2469	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT GRANDE CHANCELLERIE ORDRES NATIONAUX	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	195	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2492	CONSTRUCTION COMPLEXE DIPLOMATIQUE OUAGADOUGOU	MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE / AMBASSADE DU MALI A OUAGADOUGOU	195	0	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2493	CONSTRUCTION CHANCELLERIE.RESIDENCE AMBAS LOGE DIPLOM ADDIS ABEBA	MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE / AMBASSADE DU MALI A ADDIS ABEBA	500	500	0	700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2494	CONSTRUCTION CHANCELLERIE LOGEMENT PERS DIPLO ABUJA	MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE / AMBASSADE DU MALI A ABUJA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2508	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER / AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2517	REHABILITATION PARCS PUBLICS ET MOMUMENTS	MINISTERE DE LA CULTURE / REHABILITATION PARCS ET MONUMENTS NATIONAUX	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	200	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2560	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION AGRICULTURE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	350	350	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	500	500	0	1 305	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

2566	PROJET CONST ENTREPOT DU MALI EN GUINE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / CONSTRUCTION ENTREPOT EN GUINEE CONAKRY	628	628	0	628	628	628	0	628	628	0	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	260	260	0	525	265	265	0	265	265	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	800	800	0	1 800	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	275	275	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	500	500	0	1 200	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	128	128	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2616	CONSTRUCTION SIEGE DE L'AGEROUTE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2625	REHABILITATION/EQUIPEMENT DNPIA/DRPIA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2636	MODERNISATION JOURNAL OFFICIEL	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	244	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	800	800	0	2 058	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	500	500	0	574	574	574	0	574	574	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	MINISTERE DES SPORTS / CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	508	508	0	950	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL / REHABILITATION/ EQUIPEMENT CESC	300	300	0	225	225	225	0	225	225	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS	300	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2723	PROJET CONSTRCTION DECHARGE CONTROLES BKO	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	470	470	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2736	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE L'OFFICE CENTRAL STUPEFIANT	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE / GENDARMERIE NATIONALE	300	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE / C A B I N E T	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2745	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE PREVISION METEOLOGIQUE	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NAT.DE LA METEOROLOGIE	149	149	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2753	REHABILITATION BUREAU CPS SDR	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	400	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DÉVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	200	200	0	1 600	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES / CONSTRUCT/ EQUIPEMENT SIEGE DU HCCT	400	400	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2761	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCLS	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	10 000	0	0	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2767	MISE EN PLACE SYSTEME PORTEFEUILLE DE L'ETAT	MINISTERE DOMAINES ETAT, AFF. FONCIERES ET PATRIMOINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	100	200	200	0	100	100	0	0	0	0	0	
2773	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION SEGOU	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / CABINET	400	400	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / CABINET	800	800	0	1 100	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / CABINET	2 000	2 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / CABINET	2 500	2 500	0	4 200	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / CABINET	2 000	2 000	0	4 300	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MINISTERE DE LA CULTURE / REHABILITATION EQUIPEMENT MUSEES REGIONAUX	0	0	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	350	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	200	200	0	185	185	185	0	185	185	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	MINISTERE DOMAINES ETAT, AFF. FONCIERES ET PATRIMOINE / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	200	0	-1	1 200	1 000	1 000	0	400	400	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	600	600	0	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2831	ACQUISITION LABORATOIRE MOBILE CONTROLE QUALITE PRODUITS PETROLIERS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	410	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2835	EXTENSION ET EQUIPEMENT CENTRE AOUA KEITA	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / CENTRE AOUA KEITA	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2836	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/SSDSPF ET CEPRIS	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	4 564	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CHAMBRE DES METIERS	400	400	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL / DIRECTION DES FINANCES & DU MATERIEL	174	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2862	REHABILITATION ANNEXES ARCHIVE DU MALI	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	148	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	500	500	0	5 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	MIN. TRAVAIL, FONCT. PUB. RELATION AVEC INSTITUTIONS / DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	500	500	0	553	0	0	0	553	553	0	0	0	0	0	
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	200	200	0	128	128	128	0	128	128	0	0	0	0	0	
2880	REHABLITATION INFRASTRUCTURES/EQUIPEMEN STRUCTURES MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	1 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	415	415	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	5 000	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
2884	CONSTRUCTION MAISON MALIENS EXTERIEUR	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2891	REHABILITATION PALAIS DE KOULOUBA	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	6 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	215	215	0	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2893	ACQUISITION EQUIPEMENTS SPECIAUX GARDE PRESIDENTIELLE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	570	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	COUR SUPREME / PROGRAM. ASSISTANCE TECHN./SECT. COMPTE COUR SUPR?ME	234	234	0	3 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2895	REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	COUR CONSTITUTIONNELLE / ADMINISTRATION COUR CONSTITUTIONNELLE	200	200	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2897	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'AMANORM	AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE / AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2900	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE DE LA GARDE NATIONALE	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE / GROUPEMENT D'INTERVENT° GARDE NATIONALE	340	340	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2901	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE GENDARMERIE NATIONALE	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE / GENDARMERIE NATIONALE	340	340	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2902	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE DE LA PROTECTION CIVILE	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE / INSPECTION SCES SECURITE & PROTECT° CIVILE	655	655	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

2903	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA POLICE NATIONALE	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE / GROUPEMENT MOBILE DE SECURITE	400	400	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0		
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	350	350	0	1 150	350	350	0	450	450	0	0	0	0	0		
2908	EQUIPEMENT INSPECTION DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / INSPECTION DES FINANCES	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0		
2909	PROGRAMME RÉFECTION BÂTIMENT PUBLICS	MINISTERE DOMAINES ETAT, AFF. FONCIERES ET PATRIMOINE / DIRECTION NAT. DES DOMAINES & CADASTRE	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0		
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	150	0	-1	550	150	150	0	250	250	0	0	0	0	0		
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0		
2915	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGSE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	1 500	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0		
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	383	383	0	1 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0		
2936	CONSTRUCTION SIEGE CSA	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	900	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0		
2958	CONSTRUCTION HOTEL DE L'ACI	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		

2962	PROGRAMME EQUIPEMENT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE	MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE / C A B I N E T	350	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2963	PROGRAMME EQUIPEMENTS DES PREFETS	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	0	
2967	RÉHABILITATION EQUIPEMENT TRÉSORERIES RÉGIONALES PERCEPTION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	0	
2976	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POSTE DOUANE FRONTALIERE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2981	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE JEUNESSE	MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2982	REHABILITATION DE L'ENSUP	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	400	0	0	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
3021	ETUDES AMENAGEMENTS PETITS BARRAGES SEGOU	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	3 900	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	4 400	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	
3024	PROJET AEP A KAYES	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	

3025	CONSTR EQUIPEMENT DNCC/DRCC	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	0	0	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3026	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE APEX	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	PRIMATURE / SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3028	PROJET RENFORCEMENT SÃ¿CURITÃ¿ CITE ADMINISTRATIVE	PRIMATURE / SERVICE GESTION CITE ADMINISTRATIVE	0	0	0	160	160	160	0	160	160	0	0	0	0	0	
3029	CONST SIEGE AUTORITÃ¿ PROTECTION DONNÃ¿ES CARACTÃ¿RE PERSONNEL	PRIMATURE / C A B I N E T	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTÉGRATION	MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE / C A B I N E T	0	0	0	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	1 800	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	MINISTERE DE LA CULTURE / REHABILITATION PARCS ET MONUMENTS NATIONAUX	0	0	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	MINISTERE DE LA CULTURE / PYRAMIDE DU SOUVENIR	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO / UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO	0	0	0	550	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	0	0	0	857	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPP	MIN. TRAVAIL, FONCT. PUB. RELATION AVEC INSTITUTIONS / DIRECTION NAT. FONCT. PUBL. & PERSONNEL	0	0	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME / INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	0	0	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT / C A B I N E T	70	70	0	900	0	0	0	300	300	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	0	0	0	2 703	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			60 732	41 981	-31	144 955	58 800	58 800	0	56 278	56 278	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*			*Urbanisme et Habitat*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / CABINET	100	100	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	700	700	0	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2420	ETUD AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	700	700	0	1 200	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2478	VILLES DU MALI SAN BIDON VILLES	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT / CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE URBANISME	100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	200	200	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	150	150	0	450	300	300	0	150	150	0	0	0	0	0	
2854	PROGRAMME REHABILITATION STATION EPURATION/MALI	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	100	100	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	MINISTERE DOMAINES ETAT, AFF. FONCIERES ET PATRIMOINE / DIRECTION NAT. DES DOMAINES & CADASTRE	1 000	1 000	0	3 700	2 000	2 000	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	

2919	PROJET DRAINAGE EAU FLUVIALE DE BAMAKO	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	715	315	-1	3 805	3 805	3 805	0	300	300	0	0	3 505	3 505	0	AFD
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 100	5 100	0	3 700	2 700	2 700	0	200	200	0	0	2 500	0	2 500	BM
2952	PROGRAMME ASAINISSEMENT DE 11 VILLES	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			10 165	9 665	-2	23 055	13 005	13 005	0	6 550	6 550	0	0	6 005	3 505	2 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*			*Transport / Stockage*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2747	PROJT SECURISATION DOCUMENT DE TRANSPORT	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	75	75	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2818	CONSTRUCTION PARKING DES SPORTS	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			375	375	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			189 572	154 935	-53	446 596	229 328	229 328	0	164 377	164 377	0	0	31 005	8 005	23 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Emploi / Travail*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	145	145	0	145	145	145	0	145	145	0	0	0	0	0	
2046	FORMATION PROFESSIONNELLE PAR APPRENTISSAGE	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2700	APPUI PROGRAME VOLONTARIAT	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	250	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 190	3 190	0	8 070	2 690	2 690	0	190	190	0	0	2 500	0	2 500	BM
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / CABINET	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 735	3 485	-1	9 015	3 235	3 235	0	735	735	0	0	2 500	0	2 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1555	PROJET INVESTISEMENT SECTEUR EDUCATION (PISE)	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	0	-1	1 008	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1808	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO / AMENAGEMENT/EQUIP. LABO UNIVERSITE DU MALI	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2194	PROJET REHABITALITATION DES INFRASTRUCTURES IPR KATIBOUGOU	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	330	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2309	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLES	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	400	0	0	0	200	200	0	0	0	0	0	
2443	EXTENSION EQUIPEMENT DE LA FAST ET DE l' IUG	UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO / UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	2 550	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	
2550	ETUDE /CONSTRUCTION 3 TOURS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	4 200	2 200	2 200	0	200	200	0	0	2 000	0	2 000	KfW

2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / CABINET	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES / REHBILIT / EQUIP. INFRASTRUCTURES CENOU	100	100	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
2805	PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	3 500	3 500	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	3 500	BM	
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	50	50	0	225	50	50	0	75	75	0	0	0	0	0	0	
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 575	2 575	0	7 725	2 575	2 575	0	75	75	0	0	2 500	2 500	0	FIDA	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	600	600	0	1 500	0	0	0	500	500	0	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP IREPHASE EXTENS CAMPUS UNIVERT BKO	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 700	1 700	0	1 300	1 500	1 500	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2865	SECURISATION DOMAINES UNIVERSITAIRE BADALABOUGOU	UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO / UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	0	3 500	3 500	500	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD	
2871	PROJET DE REHABILITATION DE L'ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CABINET	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANTCE BESOINS EDUCATIONS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2972	PROJET APPUI AU DEVELOPPEMENT ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 500	0	-1	3 000	0	0	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000	BM
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 500	1 500	0	3 500	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	BID
3035	CONST/EQUIP D'UNE BIBLIOTHÃ¿QUE SPÃ¿CIALISE AU COMPT USSGB	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO / UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / C A B I N E T	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	125	0	-1	325	325	325	0	325	325	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	270	270	0	760	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			16 770	15 945	3 493	34 473	18 800	18 800	0	6 325	6 325	0	0	13 000	4 500	8 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	275	275	0	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	250	250	0	390	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2069	APPUI RENFORCEMENT CAPACITES ORGANISATION FÃ¿MININE MALI	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2211	APPUI AU PROGRAMME DEVELOPPEMENT SANITAIRE SOCIAL PH II	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / APPUI AU PROG. DVPT SANITAIRE (PRODESS)	400	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	300	300	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2213	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT CNOS	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	150	150	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	500	500	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	450	450	0	1 250	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2218	REHABILITATION DE L'INFSS	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	200	200	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / CABINET	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

2514	INFORMATION SENSIBILISATION AMELIORATION STATUT FEMME ENFANT	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	146	146	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2790	PROJET TRANSITION RADIO ANALOGIQUE VERS NUMERIQUE	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION / CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2927	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ET PROMOTION FEMMES RURAL	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2930	RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES DU CNAM	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	4 500	4 500	0	10 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	3 500	0	BM
2974	RENFORCEMENT SANTE DE LA REPRODUCTION (PRSP)IDA	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 000	4 000	0	5 500	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	0	4 000	BM
2978	AMELIORAT°PLATEAU/TECHNIQ/SANTE MARKALA/KTLA/KKORO	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	5 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / CABINET	0	0	0	600	0	0	0	200	200	0	0	0	0	0	
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3005	RÃ¿HABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	600	0	0	0	200	200	0	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / C A B I N E T	100	100	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	12 000	12 000	12 000	0	12 000	12 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			12 021	11 271	-4	40 465	27 225	27 225	0	20 125	20 125	0	0	7 500	3 500	4 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Culture / Art / Sport*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1695	PROMOTION DES JEUNES/SPORTS ET SANTE	MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	55	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1803	CONSTRUCTION CENTRE D'ENTRAÎNEMENT POUR SPORTIFS D'ELITE DE KABALA	MINISTERE DES SPORTS / CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	176	176	0	175	250	250	0	175	175	0	0	0	0	0	
1946	EXTENSION EQUIPEMENT LYCEE SPORTIF BEN OUMAR SY DE KABALA	MINISTERE DES SPORTS / EXTENSION EQUIPEMENT LYCEE SPORTIF OUMAR SY	194	194	0	200	350	350	0	200	200	0	0	0	0	0	
1947	EXTENSION EQUIPEMENT INSTITUT NATIONAL JEUNESSE/SPORTS	MINISTERE DES SPORTS / INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE & DES SPORTS	215	0	-1	200	400	400	0	200	200	0	0	0	0	0	
2011	RÃ¿NOVATION STADE MAMADOU KONATE	MINISTERE DES SPORTS / RENOVATION STADE MODIBO KEITA	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2013	RÉHABILITATION DU STADE OUEZZIN COULIBALY	MINISTERE DES SPORTS / STADE OUEZZIN COULLIBALY	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	623	623	0	2 425	800	800	0	725	725	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	374	374	0	700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	MINISTERE DES SPORTS / STADE MODIBO KEITA	266	266	0	850	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2670	CONSTRUCTION SALLE AFROBASKET	MINISTERE DES SPORTS / CONSTRUCTION SALLE AFROBASKET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	606	606	0	810	810	810	0	810	810	0	0	0	0	0	

2896	SÉCURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2965	SECURISATION TERRAIN BOULKASSOUMBOUGOU	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION NAT. DES SPORTS	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	MINISTERE DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 009	2 239	-6	5 810	4 210	4 210	0	3 710	3 710	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*					*SOUS-SECTEUR*			*Information*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE / C A B I N E T	50	50	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2601	REHABILITATION EXTENS ECOLE DE COMMUNICATION	MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	95	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2669	RENFORCEMENT CAPACITE SGG	PRIMATURE / C A B I N E T	75	75	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION / CABINET	291	291	0	750	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION / CABINET	166	166	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2867	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS DE L'ORTM	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION / CABINET	557	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 234	582	-2	1 875	725	725	0	725	725	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	108	0	-1	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
847	APPUI A LA MISE EN PLACE DES COMMUNES/ANICT	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT / C A B I N E T	1 000	0	-1	15 500	13 500	13 500	0	1 000	1 000	0	0	12 500	0	12 500	AFD
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / APPUI A LA MOBILISATION RECETTES INTERIEURES	800	800	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/ PREVISION MACRO ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	MIN. TRAVAIL, FONCT. PUB. RELATION AVEC INSTITUTIONS / COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	634	634	0	1 702	634	634	0	434	434	0	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION (PPTE)	MIN. TRAVAIL, FONCT. PUB. RELATION AVEC INSTITUTIONS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	325	325	0	6 800	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	83	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2127	PROGRAMME APPUI DECENTRALISATION KOULIKORO PHASE 2	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT / C A B I N E T	1 230	1 200	-0	30	30	30	0	30	30	0	0	0	0	0	AFD

2128	PROGRAMME NATIONAL EDUCATION A LA CITOYENNETE	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	25	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 660	1 660	0	1 660	1 660	1 660	0	1 660	1 660	0	0	0	0	0	
2295	APPUI AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DU NORD	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	43	43	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2299	AMENAGEMENT SIEGE ONAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	62	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT / CABINET	100	100	0	360	0	0	0	120	120	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT / CABINET	250	250	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	MINISTERE DE LA CULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION STATISTIQUE	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME / APPUI CPS JUSTICE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	MINISTERE DES MINES / APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	65	65	0	195	65	65	0	65	65	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	125	125	0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	

2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	MINISTERE DU COMMERCE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	178	178	0	1 260	920	920	0	170	170	0	0	750	0	750	PNUD
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	332	332	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	449	449	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	66	0	-1	198	66	66	0	66	66	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE PPTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2549	RENFORCEMENT CAPACITES MIIC	MINISTERE DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	415	415	0	1 200	400	0	400	400	400	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	MINISTERE INDUSTRIE ET PROMOTION INVESTISSEMENTS / CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	250	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2620	APPUI PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES DNPSES	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	90	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2626	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE AUTORITE REGULATION MARCHES PUBLICS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS	61	61	0	20	20	20	0	0	0	0	0	20	0	20	BM

2630	PROGRAME ASSISTANCE TECHNIQUE CARFIP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	169	169	0	105	105	105	0	0	0	0	0	105	0	105	AFD
2631	PROGRAMME ASSISTANCE TECHN. DFM/MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	49	99	1	255	55	55	0	0	0	0	0	55	0	55	BM
2632	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGB	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	168	168	0	183	183	183	0	0	0	0	0	183	0	183	BM
2633	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE/DGI	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	145	145	0	41	41	41	0	0	0	0	0	41	0	41	BM
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2669	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQ/SECTION COMPTE COUR SUPREME	COUR SUPREME / SECTION DES COMPTES	45	45	0	19	19	19	0	0	0	0	0	19	0	19	BM
2671	PROGRAMME GESTION CATASTROPHES NATUREL/PNUD	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE / PROGR. GESTION CATASTROPHES NATUREL / PNUD	120	0	-1	360	0	0	0	120	120	0	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP/PPTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2678	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGMP/DSP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS	16	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2679	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DNCF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	110	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2680	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DNTCP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	204	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2681	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGCT	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	27	0	-1	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0		
2682	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE CADD/EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CELLULE D'APPUI A LA DECENT. DECONCENT. EDUCATION	275	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2704	RENFORCEMENT CAPACITES FONDS NATIONAL SOLIDARITE	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / CABINET	292	292	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0		
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	3 125	3 000	-0	11 450	6 150	6 150	0	1 150	1 150	0	0	5 000	0	5 000	BM	
2728	APPUI CROISSANCE ECO PROMOTÂ° EMPLOI SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	50	50	0	4 100	50	50	0	50	50	0	0	4 000	0	4 000	Danemark	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	800	0	-1	2 650	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0		
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	3 100	3 100	0	3 450	3 150	3 150	0	150	150	0	0	3 000	0	3 000	BM	
2750	APPUI INSTITUTTIONNEL SECTEUR ELEVAGE/PECHE/BELGIQUE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	1 560	0	-1	25	25	0	25	25	25	0	0	0	0	0		
2754	RENFORCEMENT CAPACITE MINISTÃ¿Â¿RE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE / DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	130	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	MINISTERE DOMAINES ETAT, AFF. FONCIERES ET PATRIMOINE / DIRECTION NAT. DES DOMAINES & CADASTRE	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0		
2804	PROJET APPUI GOUVERNANCE ECONOMIQUE (PAGE)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	2 600	2 600	0	3 187	3 187	3 187	0	75	75	0	0	3 112	0	3 112	BAD	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	83	42	-0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0		

2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / CABINET	176	0	-1	528	176	176	0	176	176	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	450	450	0	900	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2848	PROGRAMME ASSISTACE TECHNIQUE CADD SANTE	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	20	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2872	APPUI CELLULE PAT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / APPUI CELLULE P.A.T.	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT / C A B I N E T	2 000	2 000	0	13 200	0	0	0	4 400	4 400	0	0	0	0	0	
2878	RENFORCEMENT CAPACITE MINISTERE DECENTRALISATION:BILLE	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	310	310	0	930	310	310	0	310	310	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	150	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2937	PROGRAMME CERCAP ACBF PHASE 3	MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION / PROGRAMME CERCAP/ACBF	135	135	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	100	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2942	APPUI PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2968	DEVELOPPEMENT COMPTABILITE MATIERE PHASE 2	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	500	500	0	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2971	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SOMAGEP	MINISTERE DE L'ENERGIE / CABINET	1 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2979	ASSISTANCE TECHNIQUE DNDC/MDEAF	MINISTERE DOMAINES ETAT, AFF. FONCIERES ET PATRIMOINE / DIRECTION NAT. DES DOMAINES & CADASTRE	3	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3045	PROJET APPUI SECTEUR JUSTICE AU MALI (PAJM)	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME / CABINET	0	0	0	3 930	3 930	3 930	0	0	0	0	0	3 930	0	3 930	Canada
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME / APPUI CPS JUSTICE	2 100	2 100	0	6 300	2 100	2 100	0	2 100	2 100	0	0	0	0	0	

3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET MINISTERE DES FINANCES	0	0	0	50	0	0	0	50	50	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			32 163	25 242	-26	99 648	46 496	45 921	575	21 971	21 971	0	0	32 715	0	32 715	
TOTAL SECTEUR			68 932	58 764	3 454	191 286	100 691	100 116	575	53 591	53 591	0	0	55 715	8 000	47 715	
TOTAL GENERAL			496 002	403 151	3 348	1 062 613	584 735	577 860	6 875	274 624	274 624	0	0	284 600	160 916	123 684	

Annexe 6

Etat détaillé des Projets par Ministère et par Source de Financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2468	REHABILITATION DU CENTRE D'ACCEUIL KOULOUBA	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	92	92	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2469	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT GRANDE CHANCELLERIE ORDRES NATIONAUX	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	195	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2761	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCLS	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	350	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	200	200	0	128	128	128	0	128	128	0	0	0	0	0	
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	215	215	0	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2893	ACQUISITION EQUIPEMENTS SPECIAUX GARDE PRESIDENTIELLE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	570	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2915	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGSE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	1 500	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 122	507	-4	678	478	478	0	478	478	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *PRIMATURE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2294	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ECOLE NATIONALE ADMINISTRATION BKO	C A B I N E T	2 000	2 000	0	5 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2669	RENFORCEMENT CAPACITE SGG	C A B I N E T	75	75	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3029	CONST SIEGE AUTORITÃ¿ PROTECTION DONNÃ¿ES CARACTÃ¿RE PERSONNEL	C A B I N E T	0	0	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3028	PROJET RENFORCEMENT SÃ¿CURITÃ¿ CITE ADMINISTRATIVE	SERVICE GESTION CITE ADMINISTRATIVE	0	0	0	160	160	160	0	160	160	0	0	0	0	0	
2636	MODERNISATION JOURNAL OFFICIEL	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	244	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	200	200	0	185	185	185	0	185	185	0	0	0	0	0	
2862	REHABILITATION ANNEXES ARCHIVE DU MALI	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	148	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 667	2 275	-2	6 070	2 920	2 920	0	2 920	2 920	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR CONSTITUTIONNELLE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 – 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2895	REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	ADMINISTRATION COUR CONSTITUTIONNELLE	200	200	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			200	200	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR SUPREME*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2669	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQ/SECTION COMPTE COUR SUPREME	SECTION DES COMPTES	45	45	0	19	19	19	0	0	0	0	0	19	0	19	BM
2465	CONSTRUCTION SIÃ¿GE DE LA COUR SUPREME	CONSTRUCTION SIEGE COUR SUPREME	2 539	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	PROGRAM. ASSISTANCE TECHN./SECT. COMPTE COUR SUPR?ME	234	234	0	3 500	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 818	279	-1	3 519	719	719	0	700	700	0	0	19	0	19	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	REHABILITATION/ EQUIPEMENT CESC	300	300	0	225	225	225	0	225	225	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			300	300	0	225	225	225	0	225	225	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	CONSTRUCT/ EQUIPEMENT SIEGE DU HCCT	400	400	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			400	400	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	C A B I N E T	50	50	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	C A B I N E T	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2962	PROGRAMME EQUIPEMENT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE	C A B I N E T	350	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTÉGRATION	C A B I N E T	0	0	0	1 200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2493	CONSTRUCTION CHANCELLERIE.RESIDENCE AMBAS LOGE DIPLOM ADDIS ABEBA	AMBASSADE DU MALI A ADDIS ABEBA	500	500	0	700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2492	CONSTRUCTION COMPLEXE DIPLOMATIQUE OUAGADOUGOU	AMBASSADE DU MALI A OUAGADOUGOU	195	0	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2494	CONSTRUCTION CHANCELLERIE LOGEMENT PERS DIPLO ABUJA	AMBASSADE DU MALI A ABUJA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 595	1 050	-2	4 600	1 800	1 800	0	1 800	1 800	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2384	PROGRAMME TOKTEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	178	178	0	1 260	920	920	0	170	170	0	0	750	0	750	PNUD
2884	CONSTRUCTION MAISON MALIENS EXTERIEUR	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			628	328	-1	1 710	1 070	1 070	0	320	320	0	0	750	0	750	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3045	PROJET APPUI SECTEUR JUSTICE AU MALI (PAJM)	CABINET	0	0	0	3 930	3 930	3 930	0	0	0	0	0	3 930	0	3 930	Canada
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	0	0	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	APPUI CPS JUSTICE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)	APPUI CPS JUSTICE	2 100	2 100	0	6 300	2 100	2 100	0	2 100	2 100	0	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	10 000	0	0	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 300	3 300	0	22 330	6 730	6 730	0	4 800	4 800	0	0	3 930	0	3 930	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2902	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE DE LA PROTECTION CIVILE	INSPECTION SCES SECURITE & PROTECT° CIVILE	655	655	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2736	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE L'OFFICE CENTRAL STUPEFIANT	GENDARMERIE NATIONALE	300	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2901	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE GENDARMERIE NATIONALE	GENDARMERIE NATIONALE	340	340	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2900	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE DE LA GARDE NATIONALE	GROUPEMENT D'INTERVENT° GARDE NATIONALE	340	340	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2903	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA POLICE NATIONALE	GROUPEMENT MOBILE DE SECURITE	400	400	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2671	PROGRAMME GESTION CATASTROPHES NATUREL/PNUD	PROGR. GESTION CATASTROPHES NATUREL / PNUD	120	0	-1	360	0	0	0	120	120	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 155	1 735	-2	2 160	600	600	0	720	720	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2299	AMENAGEMENT SIEGE ONAP	CABINET MINISTERE DES FINANCES	62	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2831	ACQUISITION LABORATOIRE MOBILE CONTROLE QUALITE PRODUITS PETROLIERS	CABINET MINISTERE DES FINANCES	410	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	CABINET MINISTERE DES FINANCES	310	310	0	930	310	310	0	310	310	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	CABINET MINISTERE DES FINANCES	150	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	100	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2942	APPUI PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER	CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2968	DEVELOPPEMENT COMPTABILITE MATIERE PHASE 2	CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	CABINET MINISTERE DES FINANCES	500	500	0	2 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	CABINET MINISTERE DES FINANCES	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	CABINET MINISTERE DES FINANCES	125	0	-1	325	325	325	0	325	325	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	CABINET MINISTERE DES FINANCES	0	0	0	50	0	0	0	50	50	0	0	0	0	0	
2908	EQUIPEMENT INSPECTION DES FINANCES	INSPECTION DES FINANCES	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/ PREVISION MACRO ECONOMIQUE	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

1949	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE HOTEL DU PLAN	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	0	-1	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	83	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	66	0	-1	198	66	66	0	66	66	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE PPTE	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	500	500	0	1 200	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2631	PROGRAMME ASSISTANCE TECHN. DFM/MEF	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	49	99	1	255	55	55	0	0	0	0	0	55	0	55	BM
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	500	500	0	574	574	574	0	574	574	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP/PPTE	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2680	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DNTCP	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	204	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	3 125	3 000	-0	11 450	6 150	6 150	0	1 150	1 150	0	0	5 000	0	5 000	BM
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	800	0	-1	2 650	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	3 100	3 100	0	3 450	3 150	3 150	0	150	150	0	0	3 000	0	3 000	BM
2804	PROJET APPUI GOUVERNANCE ECONOMIQUE (PAGE)	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	2 600	2 600	0	3 187	3 187	3 187	0	75	75	0	0	3 112	0	3 112	BAD
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2880	REHABLITATION INFRASTRUCTURES/EQUIPEMEN STRUCTURES MEF	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	1 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	415	415	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0		
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	350	350	0	1 150	350	350	0	450	450	0	0	0	0	0		
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	100	100	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0		
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	150	0	-1	550	150	150	0	250	250	0	0	0	0	0		
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0		
2958	CONSTRUCTION HOTEL DE L'ACI	DIRECTION FINANCES ET DU MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0		
2632	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGB	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	168	168	0	183	183	183	0	0	0	0	0	183	0	183	BM	
2633	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE/DGI	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	145	145	0	41	41	41	0	0	0	0	0	41	0	41	BM	
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0		
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	600	600	0	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0		
2976	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POSTE DOUANE FRONTALIERE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0		
2626	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE AUTORITE REGULATION MARCHES PUBLICS	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS	61	61	0	20	20	20	0	0	0	0	0	20	0	20	BM	
2678	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGMP/DSP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS	16	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS	300	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0		
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0		
2630	PROGRAME ASSISTANCE TECHNIQUE CARFIP	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	169	169	0	105	105	105	0	0	0	0	0	105	0	105	AFD	
2679	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DNCF	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	110	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		

2967	RÉHABILITATION EQUIPEMENT TRÉSORERIES RÉGIONALES PERCEPTION	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2872	APPUI CELLULE PAT	APPUI CELLULE P.A.T.	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	APPUI A LA MOBILISATION RECETTES INTERIEURES	800	800	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			21 468	17 317	-16	49 218	25 066	25 066	0	13 800	13 800	0	0	11 516	0	11 516	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	332	332	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	449	449	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	83	42	-0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	500	500	0	5 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 364	1 323	-0	8 250	3 450	3 450	0	3 450	3 450	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MIN. TRAVAIL, FONCT. PUB. RELATION AVEC INSTITUTIONS*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION (PPTE)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	325	325	0	6 800	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	500	500	0	553	0	0	0	553	553	0	0	0	0	0	
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPP	DIRECTION NAT. FONCT. PUBL. & PERSONNEL	0	0	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	634	634	0	1 702	634	634	0	434	434	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 459	1 459	0	9 255	1 234	1 234	0	1 587	1 587	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	C A B I N E T	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
1695	PROMOTION DES JEUNES/SPORTS ET SANTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	55	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2046	FORMATION PROFESSIONNELLE PAR APPRENTISSAGE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 190	3 190	0	8 070	2 690	2 690	0	190	190	0	0	2 500	0	2 500	BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 575	2 575	0	7 725	2 575	2 575	0	75	75	0	0	2 500	2 500	0	FIDA
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	145	145	0	145	145	145	0	145	145	0	0	0	0	0	
2700	APPUI PROGRAME VOLONTARIAT	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	250	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	0	0	0	857	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			6 365	6 060	-2	17 447	5 960	5 960	0	960	960	0	0	5 000	2 500	2 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	CABINET	100	100	0	360	0	0	0	120	120	0	0	0	0	0	
847	APPUI A LA MISE EN PLACE DES COMMUNES/ANICT	C A B I N E T	1 000	0	-1	15 500	13 500	13 500	0	1 000	1 000	0	0	12 500	0	12 500	AFD
2127	PROGRAMME APPUI DECENTRALISATION KOULIKORO PHASE 2	C A B I N E T	1 230	1 200	-0	30	30	30	0	30	30	0	0	0	0	0	AFD
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	C A B I N E T	2 000	2 000	0	13 200	0	0	0	4 400	4 400	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	C A B I N E T	70	70	0	900	0	0	0	300	300	0	0	0	0	0	
2128	PROGRAMME NATIONAL EDUCATION A LA CITOYENNETE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	25	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2257	RENFORCEMENT EQUIPEMENT RESEAU ADMINISTRATIF COMMANDEMENT RAC	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	70	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2963	PROGRAMME EQUIPEMENTS DES PREFETS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	383	383	0	1 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			5 878	4 753	-3	34 790	15 330	15 330	0	7 650	7 650	0	0	12 500	0	12 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2681	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGCT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	27	0	-1	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	
2878	RENFORCEMENT CAPACITE MINISTERE DECENTRALISATION:BILLE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			27	0	-1	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2754	RENFORCEMENT CAPACITE MINISTÃ¿Â¿RE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	130	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			130	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1555	PROJET INVESTISEMENT SECTEUR EDUCATION (PISE)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	0	-1	1 008	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	65	65	0	195	65	65	0	65	65	0	0	0	0	0	
2550	ETUDE /CONSTRUCTION 3 TOURS SECTEUR EDUCATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	4 200	2 200	2 200	0	200	200	0	0	2 000	0	2 000	KfW
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	300	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANTCE BESOINS EDUCATIONS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 500	1 500	0	3 500	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	2 000	0	BID
2871	PROJET DE REHABILITATION DE L'ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	CABINET	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES LYCEES	DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	500	500	0	3 000	6 000	6 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2682	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE CADD/EDUCATION	CELLULE D'APPUI A LA DECENT. DECONCENT. EDUCATION	275	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1633	EQUIPEMENT DES STRUCTURES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDIRE	EQUIPEMENT STRUCTURES ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	172	172	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2805	PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	3 500	3 500	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	3 500	BM
TOTAL MINISTERE			6 962	6 037	-5	15 953	14 415	14 415	0	2 915	2 915	0	0	7 500	2 000	5 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2194	PROJET REHABITALITATION DES INFRASTRUCTURES IPR KATIBOUGOU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	330	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2309	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	400	0	0	0	200	200	0	0	0	0	0	
2372	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA CITE UNIVERSITAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	85	85	85	0	85	85	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 000	1 000	0	2 550	850	850	0	850	850	0	0	0	0	0	
2601	REHABILITATION EXTENS ECOLE DE COMMUNICATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	95	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	128	128	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	600	600	0	1 500	0	0	0	500	500	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	200	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP IREPHASE EXTENS CAMPUS UNIVERT BKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 700	1 700	0	1 300	1 500	1 500	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	
2972	PROJET APPUI AU DEVELOPPEMENT ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 500	0	-1	3 000	0	0	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000	BM
2982	REHABILITATION DE L'ENSUP	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	400	0	0	0	200	200	0	0	0	0	0	

2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	CABINET	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			8 823	4 128	-3	11 365	3 235	3 235	0	3 935	3 935	0	0	3 000	0	3 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	REHBILIT / EQUIP. INFRASTRUCTURES CENOU	100	100	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			100	100	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO	0	0	0	550	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	0	0	550	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 – 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2443	EXTENSION EQUIPEMENT DE LA FAST ET DE l' IUG	UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2865	SECURISATION DOMAINES UNIVERSITAIRE BADALABOUGOU	UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO	0	3 500	3 500	500	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
1808	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	AMENAGEMENT/EQUIP. LABO UNIVERSITE DU MALI	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			350	3 800	3 499	800	3 300	3 300	0	300	300	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3035	CONST/EQUIP D'UNE BIBLIOTHÃ¿QUE SPÃ¿CIALISE AU COMPT USSGB	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE LA CULTURE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2041	EQUIPEMENT MAISON AFRICAIN DE LA PHOTOGRAPHIE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	208	208	0	1 200	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	1 800	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	270	270	0	760	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	CELLULE DE PLANIFICATION STATISTIQUE	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
1780	AMENAGEMENT CENTRE DE CONFERENCE DE BAMAKO	C A B I N E T	1 000	1 000	0	800	1 600	1 600	0	800	800	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	PYRAMIDE DU SOUVENIR	0	0	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	DIRECTION NAT. DE L'ACTION CULTURELLE	374	374	0	700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2152	PROJET D'AMÉNAGEMENT MÉMORIAL MODOBOKEITA	MEMORIAL MODIBO KEITA	156	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2517	REHABILITATION PARCS PUBLICS ET MOMUMENTS	REHABILITATION PARCS ET MONUMENTS NATIONAUX	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	REHABILITATION PARCS ET MONUMENTS NATIONAUX	0	0	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	REHABILITATION EQUIPEMENT MUSEES REGIONAUX	0	0	0	800	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 108	1 952	-1	7 960	5 750	5 750	0	4 950	4 950	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DES SPORTS*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2818	CONSTRUCTION PARKING DES SPORTS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2896	SÉCURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
1947	EXTENSION EQUIPEMENT INSTITUT NATIONAL JEUNESSE/SPORTS	INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE & DES SPORTS	215	0	-1	200	400	400	0	200	200	0	0	0	0	0	
1946	EXTENSION EQUIPEMENT LYCEE SPORTIF BEN OUMAR SY DE KABALA	EXTENSION EQUIPEMENT LYCEE SPORTIF OUMAR SY	194	194	0	200	350	350	0	200	200	0	0	0	0	0	
2965	SECURISATION TERRAIN BOULKASSOUMBOUGOU	DIRECTION NAT. DES SPORTS	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	STADE MODIBO KEITA	266	266	0	850	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
1803	CONSTRUCTION CENTRE D'ENTRAÎNEMENT POUR SPORTIFS D'ELITE DE KABALA	CENTRE ENTRAINEMENT SPORTIFS D'ELITE KABALA	176	176	0	175	250	250	0	175	175	0	0	0	0	0	
2013	RÉHABILITATION DU STADE OUEZZIN COULIBALY	STADE OUEZZIN COULLIBALY	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2011	RÃ¿NOVATION STADE MAMADOU KONATE	RENOVATION STADE MODIBO KEITA	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2439	EQUIPEMENT DES STADES EN GROUPES ELECTROGENES	RENOVATION STADE MODIBO KEITA	137	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2670	CONSTRUCTION SALLE AFROBASKET	CONSTRUCTION SALLE AFROBASKET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	508	508	0	950	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 996	1 144	-6	2 925	2 250	2 250	0	1 825	1 825	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2277	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DU CARREFOUR DES JEUNES DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	166	166	0	75	0	0	0	75	75	0	0	0	0	0	
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	50	50	0	225	50	50	0	75	75	0	0	0	0	0	
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	606	606	0	810	810	810	0	810	810	0	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	623	623	0	2 425	800	800	0	725	725	0	0	0	0	0	
2981	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE JEUNESSE	DIRECTION NAT. DE LA JEUNESSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 445	1 445	0	3 535	1 660	1 660	0	1 685	1 685	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2387	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION GENERALE ANSSA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	800	800	0	2 058	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2836	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/SSDSPF ET CEPRIS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	4 564	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2848	PROGRAMME ASSISTACE TECHNIQUE CADD SANTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	20	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2974	RENFORCEMENT SANTE DE LA REPRODUCTION (PRSP)IDA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	4 000	4 000	0	5 500	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	0	4 000	BM
2978	AMELIORAT°PLATEAU/TECHNIQ/SANTE MARKALA/KTLA/KKORO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	5 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	12 000	12 000	12 000	0	12 000	12 000	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	C A B I N E T	275	275	0	275	275	275	0	275	275	0	0	0	0	0	
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	C A B I N E T	300	300	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2213	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT CNOS	C A B I N E T	150	150	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	C A B I N E T	500	500	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	C A B I N E T	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	C A B I N E T	450	450	0	1 250	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2218	REHABILITATION DE L'INFSS	C A B I N E T	200	200	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	C A B I N E T	275	275	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	C A B I N E T	200	200	0	1 600	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2930	RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES DU CNAM	C A B I N E T	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	C A B I N E T	100	100	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2211	APPUI AU PROGRAMME DEVELOPPEMENT SANITAIRE SOCIAL PH II	APPUI AU PROG. DVPT SANITAIRE (PRODESS)	400	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			8 370	7 750	-4	35 597	25 475	25 475	0	21 475	21 475	0	0	4 000	0	4 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/ PPTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	110	0	-1	4 950	1 650	1 650	0	150	150	0	0	1 500	0	1 500	PNUD
2069	APPUI RENFORCEMENT CAPACITES ORGANISATION FÃ¿MININE MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	470	470	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3005	RÃ¿HABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	600	0	0	0	200	200	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	CABINET	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	CABINET	0	0	0	600	0	0	0	200	200	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	146	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2514	INFORMATION SENSIBILISATION AMELIORATION STATUT FEMME ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	146	146	0	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	100	100	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	200	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2927	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ET PROMOTION FEMMES RURAL	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2437	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE PROMOTION FEMME	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	540	540	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2835	EXTENSION ET EQUIPEMENT CENTRE AOUA KEITA	CENTRE AOUA KEITA	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 412	1 606	-6	9 700	3 350	3 350	0	2 250	2 250	0	0	1 500	0	1 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CITE DES ENFANTS*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CITE DES ENFANTS	200	200	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			200	200	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2295	APPUI AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DU NORD	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	43	43	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2352	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES DRDSES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	400	400	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2146	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA MAISON DES AINES	CABINET	200	200	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2271	PROJET AMENAGEMENT CENTRE NATIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE DU MALI	CABINET	100	100	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2448	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX INFTS	CABINET	230	230	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2704	RENFORCEMENT CAPACITES FONDS NATIONAL SOLIDARITE	CABINET	292	292	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2773	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION SEGOU	CABINET	400	400	0	500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	CABINET	800	800	0	1 100	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	CABINET	2 000	2 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	CABINET	2 500	2 500	0	4 200	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	

2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	CABINET	2 000	2 000	0	4 300	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	CABINET	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2620	APPUI PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES DNPSES	DIRECTION NAT. PROTEC. SOC. & ECON. SOLID.	90	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			9 640	9 550	-1	16 450	5 900	5 900	0	5 900	5 900	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	250	250	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	146	146	0	1 725	1 575	1 575	0	75	75	0	0	1 500	0	1 500	FAO
2344	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF/DREF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2423	CONTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	900	900	0	830	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2919	PROJET DRAINAGE EAU FLUVIALE DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	715	315	-1	3 805	3 805	3 805	0	300	300	0	0	3 505	3 505	0	AFD
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	300	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
2922	FAUCARDAGE CURAGE FLEUVE NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 100	5 100	0	3 700	2 700	2 700	0	200	200	0	0	2 500	0	2 500	BM
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	CABINET	250	250	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2420	ETUD AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	CABINET	700	700	0	1 200	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	CABINET	300	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	CABINET	200	200	0	500	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	CABINET	200	200	0	2 100	1 700	1 700	0	200	200	0	0	1 500	0	1 500	PNUD
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER/PPTE	CABINET	80	0	-1	50	80	80	0	50	50	0	0	0	0	0	
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	CABINET	90	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	CABINET	50	50	0	370	190	190	0	90	90	0	0	100	0	100	PNUD
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	CABINET	235	235	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	BM
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	CABINET	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2854	PROGRAMME REHABILITATION STATION EPURATION/MALI	CABINET	100	100	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	CABINET	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	700	700	0	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2723	PROJET CONSTRCTION DECHARGE CONTROLES BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	150	150	0	450	300	300	0	150	150	0	0	0	0	0	
2952	PROGRAMME ASAINISSEMENT DE 11 VILLES	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	150	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	100	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2049	APPUI AU REBOISEMENT PHASE II	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	50	0	50	0	0	0	50	50	0	0	0	0	0	

2051	PLAN D'ACTION NATIONAL DE GESTION DE ZONES HUMIDES	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2160	PROJET MULTINATIONALE GESTION INTÉGRÉ PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR PPTE	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	80	80	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	0	
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	80	0	-1	30	30	30	0	30	30	0	0	0	0	0	0	
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	3 700	3 700	0	4 200	3 800	3 800	0	300	300	0	0	3 500	0	3 500	Danemark	
2950	AMODIATION DE LA FAYA SOUNSAN BANIFING BAOULE	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2951	PROJET AMODIATION DE BOUGOUNI YANFOLILA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
30	CONSOLIDATION SYSTEME GESTION 3 FORETS CLASSES BAMAKO	CONSOLIDAT° SYST. GEST° 3 FORETS COULOIRS BKO	120	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	0	
2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	PROG. ABN LUTTE C/ENSABLEMENT FLEUVE NIGER	100	0	-1	75	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 700	1 700	0	5 100	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	0	
2653	PROGRAMME PROTECTION BERGES FLEUVE NIGER/KFW	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW
TOTAL MINISTERE			18 646	16 726	-15	37 385	22 655	22 555	100	9 920	9 920	0	0	12 605	3 505	9 100		

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	RENFORC. INFRAST.NATIN. RADIOPROTECTION	125	125	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			125	125	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2508	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2855	3EME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	AGENCE ENVIRONNEMENT ET DEVELOP. DURABLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'ENERGIE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER (PPTE)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	317	317	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	150	150	0	1 370	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
2956	PROGRAMME REALISATION INFRA ADDUCTION EAU ADMINIS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	500	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	150	300	300	0	150	150	0	0	0	0	0	
2971	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SOMAGEP	CABINET	1 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2741	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT (PACTEA II)	C A B I N E T	50	50	0	2 050	2 050	2 050	0	50	50	0	0	2 000	0	2 000	AFD
2851	ACCES ENERGIE MODERNE REALISATION 36123 LAMPADAIRES	C A B I N E T	2 000	2 000	0	7 250	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0	
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	C A B I N E T	150	150	0	1 650	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	5 166	166	-1	20 000	10 000	10 000	0	5 000	5 000	0	0	5 000	5 000	0	BOAD

2803	PROJET SYSYTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURAL IDA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	4 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2868	PROJET APPUI PROMOTION ENERGIES RENOUVELABLES AU MALI/ PAPERM	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	1 550	1 550	0	553	413	413	0	70	70	0	0	343	0	343	AFD	
2977	REHABILITATION CENTRALE THERMIQUE SELINGUE SOTUBA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	850	850	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0		
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	5 200	5 000	-0	2 580	2 580	2 580	0	80	80	0	0	2 500	0	2 500	AFD	
2008	PROMOTION DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES POUR L'AVANCEMENT DES FEMMES	CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	50	25	-0	30	30	30	0	30	30	0	0	0	0	0		
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	166	166	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0		
2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	100	50	-0	1 350	1 050	1 050	0	150	150	0	0	900	0	900	IND	
2955	PROJET PRET ENERGIE RENOUVELABLE ET MIX ENERGETIQUE	CENTRE NAT.ENERGIES SOL. & RENOUVELABLES	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	83	83	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0		
2540	PROJET SECTORIEL D'APPUI AU SECTEUR DE L'ENERGIE	PROGRAMME APPUI SECTEUR DE L'ENERGIE/ IDA	1 500	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	100	100	0	2 800	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0		
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	300	300	0	1 850	300	300	0	250	250	0	0	0	0	0		
2223	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE DANS LE PLATEAU DOGON PHII	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 500	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2413	AEP REGIONS KOULIKORO SEGOU GAO	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	125	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
2553	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE TOMBOUCTOU PPTE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0		

2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	10 166	0	-1	12 666	12 666	12 666	0	166	166	0	0	12 500	12 500	0	AFD BAD BID BM D.U.E. Italie
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 066	1 066	0	9 477	4 327	4 327	0	150	150	0	0	4 177	0	4 177	KfW
2654	CONSTRUCTION STATION COMPACTE KALABAN KORO/BID	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	150	0	-1	2 011	2 011	2 011	0	100	100	0	0	1 911	1 911	0	BID
2738	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE SEGOU	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	550	550	0	1 650	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	
2742	PROJET REHABILITATION ET EXTENSION DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	200	200	0	900	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2852	PROGRAMME CREATION INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2873	PROGRAMME UEMOA HYDRAULIQUE VILLAGEOISE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	100	0	-1	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	520	450	-0	570	370	370	0	70	70	0	0	300	0	300	AFD
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	430	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	BID UEMOA
TOTAL MINISTERE			40 589	17 223	-12	73 757	43 167	43 167	0	13 336	13 336	0	0	29 631	19 411	10 220	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2975	ELECTRIFICATION RURALE SYSTEME HYBRIDE	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE	2 000	2 000	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	3 500	BID
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	530	530	0	9 560	9 030	9 030	0	530	530	0	0	8 500	0	8 500	Fonds Abou Dabi
TOTAL MINISTERE			2 530	2 530	0	13 060	12 530	12 530	0	530	530	0	0	12 000	0	12 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	400	400	0	1 100	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			400	400	0	1 100	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	9 075	9 075	0	37 000	27 000	27 000	0	5 000	5 000	0	0	22 000	22 000	0	AFD
TOTAL MINISTERE			9 075	9 075	0	37 000	27 000	27 000	0	5 000	5 000	0	0	22 000	22 000	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2416	PROMOTION DES INDICES MINIERS	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	450	450	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	166	166	0	480	160	160	0	160	160	0	0	0	0	0	
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	PROMOTION NOUVELLES ZONES PETROLIERES	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	EQUIPEMENT PDRM	300	300	0	1 000	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 316	1 316	0	4 330	1 510	1 510	0	1 510	1 510	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	800	800	0	1 800	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2645	MODERNISATION RESEAU FIBRE OPTIQUE/CHINE	CABINET	125	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2646	MODERNISATION E-GOUVERNEMENT/COREE Phase II	CABINET	249	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	CABINET	291	291	0	750	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2790	PROJET TRANSITION RADIO ANALOGIQUE VERS NUMERIQUE	CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	CABINET	166	166	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2867	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS DE L'ORTM	CABINET	557	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3040	PROJET RÉSEAU LARGE BANDE NATIONALE AU MALI	CABINET	0	0	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	AFD
3060	PROJET MALI NUMERIQUE/CHINE	CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	415	0	-1	1 415	415	415	0	415	415	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 603	1 257	-4	6 565	3 965	3 965	0	1 965	1 965	0	0	2 000	0	2 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DOMAINES ETAT, AFF. FONCIERES ET PATRIMOINE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2767	MISE EN PLACE SYSTEME PORTEFEUILLE DE L'ETAT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	100	200	200	0	100	100	0	0	0	0	0	
3059	PROJET AMENAG TROCON BERGES NIGER BAMAKO	CABINET	0	0	0	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	DIRECTION NAT. DES DOMAINES & CADASTRE	670	670	0	5 000	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	DIRECTION NAT. DES DOMAINES & CADASTRE	150	150	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	DIRECTION NAT. DES DOMAINES & CADASTRE	1 000	1 000	0	3 700	2 000	2 000	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME RÉFECTION BÂTIMENT PUBLICS	DIRECTION NAT. DES DOMAINES & CADASTRE	600	600	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2979	ASSISTANCE TECHNIQUE DNDC/MDEAF	DIRECTION NAT. DES DOMAINES & CADASTRE	3	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	200	0	-1	1 200	1 000	1 000	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 723	2 520	-2	16 450	6 650	6 650	0	5 650	5 650	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	5 000	5 000	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
2891	REHABILITATION PALAIS DE KOULOUBA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	6 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	CABINET	100	100	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2392	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE URBANISME	DIR. NAT. DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT	1 000	1 000	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2478	VILLES DU MALI SAN BIDON VILLES	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE URBANISME	100	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			12 200	6 100	-2	18 700	6 300	6 300	0	6 300	6 300	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	250	250	0	390	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	4 500	4 500	0	10 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	3 500	0	BM
2937	PROGRAMME CERCAP ACBF PHASE 3	PROGRAMME CERCAP/ACBF	135	135	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	CABINET	108	0	-1	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	CABINET	176	0	-1	528	176	176	0	176	176	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	CABINET	0	0	0	2 703	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	450	450	0	900	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			5 619	5 335	-2	15 431	5 046	5 046	0	1 546	1 546	0	0	3 500	3 500	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
983	CONSTRUCTION CITE ADMINISTRATIVE	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	400	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	200	200	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	390	390	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2528	PROJET DEPOT KEROSENE A KAYES	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	1 045	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	500	500	0	1 305	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	260	260	0	525	265	265	0	265	265	0	0	0	0	0	
2616	CONSTRUCTION SIEGE DE L'AGEROUTE	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2747	PROJT SECURISATION DOCUMENT DE TRANSPORT	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	75	75	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2943	REHABILITATION DE L'AVENUE DE L'OUA (8km) A BAMAKO	DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL	1 350	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	CABINET	257	257	0	1 060	260	260	0	260	260	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	CABINET	208	208	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2449	RÃ¿Â¿HABILITATION EQUIPEMENT INFET	CABINET	0	0	0	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

2570	REFECTION CARTOGRAPHIE DE BASE DU MALI 1/200000	CABINET	60	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2984	CONSTRUCTION INTERCONNEXION FERROVIAIRE KONAKRY-KANKAN-KADIAN-BOUGOUNI-	CABINET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	CABINET	249	249	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	DIRECTION NAT.DE LA METEOROLOGIE	2 000	2 000	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2745	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE PREVISION METEOLOGIQUE	DIRECTION NAT.DE LA METEOROLOGIE	149	149	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2748	APPUI METEO MONDE RURAL	DIRECTION NAT.DE LA METEOROLOGIE	71	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	DIRECTION NAT.DE LA METEOROLOGIE	332	332	0	1 030	330	330	0	330	330	0	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	120	120	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	300	300	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2810	DRAGAGE LIT NIGER BAMAKO-KANKAN-KOULIKORO-GAO ET AMENAGEMENT BERGES	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	166	166	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
1906	ROUTE KAYES BAFOULABE (TRAVAUX)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	690	690	0	2 100	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2255	TRAVAUX ROUTE BANDIAGARA BANKASS KORO FRTIERE B.F	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	416	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2285	. RENFORCEMENT CAPACITE SERVICE DONNEES ROUTIERES (PPTE)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	75	75	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	500	500	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	

2312	CONSTRUCTION PONT FOUROU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	200	200	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	10 282	8 500	-0	10 500	10 500	10 500	0	0	0	0	0	10 500	0	10 500	UE	
2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	42	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2594	PROJET CONSTRUCTION AUTOROUTE BAMAKO SEGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	249	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2595	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES BOULEVARD DU 22 OCTOBRE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	150	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2641	CONSTRUCTION VOIES ACCES CITE UNIVERSITAIRE KABALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 655	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	2 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	0	
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOULABE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	125	125	0	952	776	776	0	776	776	0	0	0	0	0	0	
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 200	5 200	0	4 718	4 718	4 718	0	218	218	0	0	4 500	4 500	0	BOAD	
2806	AMENAGEMENT ROUTE SAVOIR AEROPORT UNIVERSITE KABALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2811	AMENAGEMENT ROUTE KWALA MOURDIAH GOUMBOU NARA FRONTIERE MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	11 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0	
2813	AMENAGEMENT ROUTE ANSONGO MENEKA ANDERAMBOUCANE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2814	AMENAGEMENT ROUTE TOMBOUCTOU-BAMBARA MAOUDE-DOUENTZA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2815	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LE FLEUVE NIGER A SEGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2817	CONSTR PORT SEC BKO-KATI-SKSO-NARA-NARENA-GAO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2820	AMENAGEMENT ROUTE KAYES-AOUROU-FRONTIERE MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2821	PROGR. AMENAG. INSFRASTRUC. ROUTIERES STRUCT (PAIRS)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	45 000	45 000	0	48 000	48 000	48 000	0	40 000	40 000	0	0	8 000	0	8 000	AFD
2847	PROGRAMM RACCORDEMENT RESEAUX SECONDAIRES AUX RESEAUX NATIONAUX	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2887	CONSTRUCTION PONT FLEUVE BAOULE ROUTE FANA DIOLA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	100	100	0	6 050	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	
2889	AMENAGEMENT SECTION URBAINE ROUTE BANAMBA TOUBA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	332	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2939	TRAVAUX REHABILITATION VOIES URBAINES DISTRICT BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	800	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2940	VOIES d'ACCES HOPITAL SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	445	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2944	REHABILITATION BOULEVARD CEDEAO CONSTRUCTION POSTE PEAGE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	15 000	15 000	0	33 000	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
2947	ETUDES ET TRAVAUX AUTOROUTE BAMAKO-BOUGOUNI-SIKASSO-HEREMAKONO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	1 500	0	11 978	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2949	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST PASSANT PAR 3Ã¿Â¨me PONT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	800	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 200	2 200	0	27 580	33 720	33 720	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	BAD
2985	REHABILITATION ANCIEN PONT DE KAYES	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 500	1 500	0	1 200	1 200	1 200	0	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2997	PROJET ROUTE BENENA-MANDIAKUY	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 000	1 000	0	5 500	3 500	3 500	0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	

3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	13 500	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	1 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	1 500	3 000	3 000	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	17 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	13 000	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3018	CONST/BITUMAGE BRETELE KATELE KADIOLO ZEGOUA (36KM) ET AMENAG DE 10 KM VOIRIES LOCALITE DE KADIOLO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	1 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	4 953	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3020	AMENAG 2X2 VOIES VOIE RELIANT 3EME PNOT A LA RN6 (3,26KM) Y COMPRIS CONSTRUC D'UN ECHANGEUR AU CROISSE3MENT DE LA RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	28 600	0	0	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
2879	PROJET D'ACHEVEMENT TRAVAUX AEROPORT MODIBO KEITA DE BAMAKO	AEROPORTS DU MALI	16 500	15 000	-0	2 300	5 254	5 254	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	BID
2566	PROJET CONST ENTREPOT DU MALI EN GUINE	CONSTRUCTION ENTREPOT EN GUINEE CONAKRY	628	628	0	628	628	628	0	628	628	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			118 921	103 824	-19	269 779	154 051	154 051	0	100 077	100 077	0	0	23 000	4 500	18 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	DIRECTION DES FINANCES & DU MATERIEL	105	105	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	DIRECTION DES FINANCES & DU MATERIEL	174	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			279	105	-1	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DU COMMERCE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1987	APPUI AUX COMMERCANTS DETAILLANTS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	50	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	1 660	1 660	0	1 660	1 660	1 660	0	1 660	1 660	0	0	0	0	0	
2549	RENFORCEMENT CAPACITES MIIC	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	300	300	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	340	340	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2729	APPUI APEX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
3026	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE APEX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	150	150	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
1990	CONSTRUCTION LABORATOIRE NATIONAL DE METROLOGIE	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	400	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2846	APPUI MISE NVEAU CIRCU DISTRUB.PROD 1ER NECESSI	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	166	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2957	APPUI MICRO ACTIVITES GENERATRICES REVENUS	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT DNCC/DRCC	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	0	0	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	PROJET OPERAT. STRATEGIE DVPT SECT AGRO ALIMENTAIRE	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 666	2 850	-5	4 660	3 160	3 160	0	3 160	3 160	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE INDUSTRIE ET PROMOTION INVESTISSEMENTS*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	250	0	-1	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTAT° SECTEUR PRIVE	200	0	-1	400	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			450	0	-2	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	280	320	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	250	250	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2586	PROMOTION PRODUCTION HUILE JATROPHA/PNUD	PROMOTION HUILE JATROPHA /PNUD	83	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			613	570	-1	1 300	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 900	3 900	0	11 533	4 200	4 200	0	4 200	4 200	0	0	0	0	0	
2481	REABILITAT EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	700	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2560	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION AGRICULTURE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	350	350	0	500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	125	125	0	450	150	0	150	150	150	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	415	415	0	1 200	400	0	400	400	400	0	0	0	0	0	
2753	REHABILITATION BUREAU CPS SDR	CELLULE PLANIFICATION & DE STATISTIQUE	400	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	CABINET	500	500	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	CABINET	1 300	0	-1	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	CABINET	508	508	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2484	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DE TIENKONOU/TAMANI	CABINET	4 035	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	CABINET	400	400	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2728	APPUI CROISSANCE ECO PROMOTÂ° EMPLOI SECTEUR PRIVE	CABINET	50	50	0	4 100	50	50	0	50	50	0	0	4 000	0	4 000	Danemark
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	CABINET	15 166	15 000	-0	15 400	10 200	10 200	0	200	200	0	0	10 000	10 000	0	BM

2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	CABINET	11 000	10 000	-0	22 263	10 600	10 600	0	600	600	0	0	10 000	10 000	0	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	CABINET	8 020	7 500	-0	19 394	10 450	10 450	0	950	950	0	0	9 500	9 500	0	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	CABINET	498	498	0	1 100	500	0	500	500	500	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	CABINET	932	932	0	930	330	330	0	330	330	0	0	0	0	0	
2914	APPUI DEVELOPPEMENT DURABLE DE YELIMANE	CABINET	75	75	0	100	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	CABINET	125	125	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2946	RÃ¿Â¿Ã¿Â¿HABILITATION DU BARRAGE DE MARKALA	CABINET	1 000	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2961	AMELIORATION SYSTEME IRRIGATION PERIMETRE IRRIGUE BAGUINEDA	CABINET	0	0	0	2 833	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KARTA/SEFETO	CABINET	75	75	0	650	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	CABINET	3 000	3 000	0	13 600	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	CABINET	166	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	CABINET	270	0	-1	540	270	270	0	270	270	0	0	0	0	0	
1539	PROJET APPUI DEVELOPEMENT RURAL PLAINE DAYE, HAMADJA, KORIOME	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1661	AMENAGEMENT DES PIV DANS LA REGION DE GAO	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2523	APPUI ORGANISATION PAYSANNE PLATEAU DOGON MEILLEURE VALORISATION PRODUITS MARAICHERS PPTE	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2606	PROGRAMME MICRO FINANCES RURALES FIDA	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	20	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2640	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	15 000	15 000	0	10 500	10 500	10 500	0	0	0	0	0	10 500	10 500	0	BM
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	6 208	6 208	0	9 175	8 900	8 900	0	400	400	0	0	8 500	8 500	0	BID

2685	PROJET DEVELOPPEMENT MALI GRENIER (AGRA)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	50	0	-1	50	50	0	50	50	50	0	0	0	0	0	
2715	PROJET RENFORCEMENT MOYENS PROTECTION VÃ¿GÃ¿TAUX LIPTAKO GOURMA	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	200	200	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2752	PROJET INITIATIVE EAU /SECURITE ALIMENTAIRE/ FAO MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	50	0	-1	50	50	0	50	50	50	0	0	0	0	0	
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	100	100	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	6 600	6 500	-0	18 600	8 750	8 750	0	250	250	0	0	8 500	8 500	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	12 200	12 000	-0	18 300	15 700	15 700	0	700	700	0	0	15 000	15 000	0	BAD
2960	PROGRAMME DE DÃ¿VELOPPEMENT FILIÃ¿RE PORTEUSE	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 300	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	1 150	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
1670	PROJET DEVELOPMENT RURAL CERCLE ANSONGO	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	166	166	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	29 100	22 000	-0	50 020	22 500	22 500	0	2 000	2 000	0	0	20 500	20 500	0	BAD
2864	AMÃ¿Â¿Ã¿Â¿NAGEMENT HYDRO AGRICOLE RÃ¿Â¿Ã¿Â¿GION SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	2 500	2 500	0	4 500	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3021	ETUDES AMENAGEMENTS PETITS BARRAGES SEGOU	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	3 900	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	4 400	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3024	PROJET AEP A KAYES	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2323	PROJET DÃ¿VELOPPEMENT PÃ¿CHE PISCULTURE ZONE OHVN	DIRECTION NATIONALE PECHE	160	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

1881	PROG.REG.CONSERVATION INSITU BETAIL RUMINANT AF.OU|	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	1 100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2321	PROGRAMME QUINQUENNAT D'AMÉNAGEMENT PASTORAUX	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2625	REHABILITATION/EQUIPEMENT DNPIA/DRPIA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2119	RENOVATION REHABILITATION CENTRE PISCICOLE MOLODO PPTE	CENTRE FORMAT° PRATIQUE AQUACULT. MOLODO	250	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2686	APPUI PROGRAMME LUTTE CONTRE LES CRIQUETS PELERINS	APPUI PROGRAMME LUTTE CONTRE CRIQUETS PELLERINS	100	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	10 600	10 500	-0	6 850	6 850	6 850	0	100	100	0	0	6 750	0	6 750	BID	
2602	PROJET AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE MOLODO NORD/BOAD	AMENAGEMENT HYDROAGRICOLE MOLODO NORD / BOAD	11 977	11 500	-0	12 882	12 000	12 000	0	1 000	1 000	0	0	11 000	11 000	0	BOAD	
TOTAL MINISTERE			151 191	130 127	-16	244 870	137 400	136 250	1 150	26 850	26 850	0	0	114 250	103 500	10 750		

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE (Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	C A B I N E T	166	166	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2643	PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE AQUACOLE SIKASSO	C A B I N E T	166	0	-1	1 565	1 165	1 165	0	175	175	0	0	990	0	990	CTB
2750	APPUI INSTITUTTIONNEL SECTEUR ELEVAGE/PECHE/BELGIQUE	C A B I N E T	1 560	0	-1	25	25	0	25	25	25	0	0	0	0	0	
3044	OFFICE DVPT PECHE AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER	DIRECTION NATIONALE PECHE	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3050	CELLULE COORD. LUTTE CONTRE MOUCHES TSE-TSE	DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	0	0	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
1894	PROGRAMME PANAFRICAIN CONTROLE EPIZOTIES (PACE)	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	100	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2322	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT ELEVAGE ZONE KAYES SUD	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	2 272	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2488	PROJET DEVELOPPEMENT ZEBU MAURE NARA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	1 111	1 036	-0	1 484	1 484	1 484	0	75	75	0	0	1 409	0	1 409	Amb.Belgique
2798	PROJ. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES (PDIRAM)	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	3 600	3 500	-0	10 800	3 600	3 600	0	100	100	0	0	3 500	0	3 500	BID
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	83	0	-1	100	150	150	0	100	100	0	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE PPTE	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	600	600	0	640	640	640	0	640	640	0	0	0	0	0	

2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO PPTE	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	300	300	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	200	200	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	11 150	11 150	0	10 450	10 150	10 150	0	150	150	0	0	10 000	0	10 000	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	250	250	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			21 558	17 202	-5	29 714	19 264	19 239	25	3 315	3 315	0	0	15 899	0	15 899	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*INSTITUT D'ECONOMIE RURALE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	CENTRE AGRO ALIMENTAIRE DEMOSTRTECHN. SINO INDUSTRIEL	0	0	0	1 155	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	PROJET ADAPT AGRICOLE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	125	125	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			125	125	0	1 305	550	550	0	550	550	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
992	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT REGION NORD	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2369	PROGRAMME INTEGRE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION DE KIDAL	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	86	0	-1	100	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	
2724	PROJET RECONSTITUTION DU STOCK NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	4 765	4 765	0	13 300	4 300	0	4 300	4 300	4 300	0	0	0	0	0	
2796	PROGRAMME RESTRUCTURATION MARCHE CEREALIER	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	996	996	0	2 400	1 200	0	1 200	1 200	1 200	0	0	0	0	0	
2801	PROJET RENFORCEMENT RÉSILIENCE ALIMENTAIRE	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2936	CONSTRUCTION SIEGE CSA	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	900	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			5 847	5 761	-1	16 700	5 850	250	5 600	5 850	5 850	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	424	424	0	970	370	370	0	370	370	0	0	0	0	0	
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	58	58	0	350	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2456	ETUDE POTENTIALITE TOURISTIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	62	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DÉVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	100	100	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	CHAMBRE DES METIERS	400	400	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2301	CONTRUCTION EQUIPEMENT CNPA	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CNPA	200	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 244	982	-2	2 020	1 020	1 020	0	1 020	1 020	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2017

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE*

			Exécution du budget 2016			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR 2017				FINANCEMENT EXTERIEUR 2017			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2017 - 2019	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2897	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'AMANORM	AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES			496 002	403 151	3 348	1 062 613	584 735	577 860	6 875	274 624	274 624	0	0	284 600	160 916	123 684	

III. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES

ETAT A
DETAIL DES RESSOURCES

BUDGET D'ETAT (2017)
ANNEXE I
ETAT A

A. RESSOURCES ORDINAIRES	**1 469 082 680 000**
- Recettes Fiscales:	**1 364 059 925 000**
* Impôts sur les revenus, les bénéfices et la propriété	426 971 514 000
* Impôts et taxes sur biens et services	753 385 411 000
* Impôts sur le commerce et les transactions internationales	173 543 000 000
* Autres recettes fiscales	10 160 000 000
- Recettes Non Fiscales:	**105 022 755 000**
* Revenu des privatisations et du portefeuille	7 846 680 000
* Revenu des aliénations d'immeubles	11 824 851 000
* Autres recettes non fiscales	85 351 224 000
B. RESSORCES EXCEPTIONNELLES	**17 845 000 000**
- Ressources PPTE	17 845 000 000
C. EMPRUNTS	**254 700 000 000**
- Emprunts Projets et Programmes (BSI)	188 100 000 000
- Emprunts Projets et Programmes (Appuis Budgétaires Généraux)	66 600 000 000
D. DONS:	**177 217 768 000**
- Extérieurs	**177 217 768 000**
* Dons Projets (BSI)	96 500 000 000
* Dons Projets (Appuis Budgétaires Sectoriels)	17 717 768 000
* Dons Projets (Appuis Bugétaires Généraux)	63 000 000 000
E. RESSOURCES DES BUDGETS ANNEXES	**5 980 456 000**
- Entrepôts Maliens au Sénégal	2 400 000 000
- Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	1 100 745 000
- Entrepôts Maliens au Togo	749 488 000
- Entrepôts Maliens en Guinée	501 400 000
- Entrepôts Maliens en Mauritanie	589 323 000
- Entrepôts Maliens au Ghana	639 500 000
F. RESSOURCES DES COMPTES ET FONDS SPECIAUX	**88 752 200 000**
- Programme de Développement des Ressources Minérales	310 000 000
- Fonds d'Aménagement et Protection Forêts	640 000 000
- Fonds d'Appui à la Promotion Recherche de la Pétrolière	3 369 200 000
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2 333 000 000
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture	5 000 000 000
- Fonds d'Aménagement et Protection Faune.	50 000 000
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et de l'Epanouismt de l'Enfant	600 000 000
- Fonds de Remboursement des crédits TVA	76 035 000 000
- Fonds Financement de la Recherche de la formation et Promotion des Activités Min	415 000 000
TOTAL RESSOURCES DU BUDGET D'ETAT	**2 013 578 104 000**

ETAT B

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

NOTE DE PRESENTATION DU PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS (PTI) 2017 – 2019

Août 2016

I. RAPPEL/METHODOLOGIE

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2017-2019 est le 30ème exercice de programmation depuis l'adoption et l'application à partir de 1988 du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements au Mali.

En 1989, le Budget Spécial d'Investissement (BSI) qui est la première tranche annuelle du PTI a été intégrée au Budget d'Etat et devait obéir de ce fait aux règles et procédures d'exécution de celui-ci. Pour élargir ces règles au financement extérieur du BSI, des procédures spécifiques ont été instituées à travers l'Instruction N° 03/ MP-MFC du 03 septembre 1990 relative au suivi d'exécution trimestriel du BSI.

L'intégration du BSI au Budget d'Etat provient du souci du Gouvernement de rationaliser les dépenses publiques liées aux investissements dans le cadre des mesures d'ajustement structurel conclues avec les Institutions de Bretton Woods. C'est pourquoi, à partir de 1992, le Gouvernement a convenu avec la Banque Mondiale de l'application de critères économiques et financiers dans la sélection des projets à inscrire au PTI et au BSI. Ces critères ont été réaffirmés et renforcés par une grille d'évaluation avec l'adoption en juillet 2003 du Manuel de Procédure de Programmation et de Suivi – évaluation des investissements publics au Mali.

Il s'agit entre autres de :

- l'exigence d'un dossier de faisabilité pour tous les projets dont le coût d'investissement est supérieur ou égal à un (1) milliard de FCFA ; et disponibilité d'un dossier de formulation le cas échéant ;

- l'exigence d'un taux de rentabilité économique suffisant pour les projets productifs d'une telle envergure ;

- l'impact des projets, notamment sur le service de la dette, les coûts récurrents et les fonds de contrepartie.

L'application de ces critères doit permettre de rationaliser le processus global d'investissements et d'améliorer ainsi la gestion des ressources publiques.

A partir de 1997, le document du PTI a été ajouté aux documents budgétaires dans le but d'informer les autorités, au delà du simple exercice budgétaire annuel, sur les perspectives globales d'investissement au cours des trois prochaines années.

II. PRESENTATION DU PTI 2017-2019 :

Le Programme triennal d'investissement 2017-2019 s'inscrit dans le cadre macro – économique de mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable du Mali (CREDD) 2016-2018 lequel prend en compte l'évaluation des politiques économiques et financières mises en œuvre par le Mali avec l'appui des Institutions de Bretton Woods et des autres partenaires au développement. Il traduit également les orientations et objectifs qualitatifs sur la base d'une vision de croissance économique soutenue et réductrice de pauvreté.

Les stratégies et objectifs macro-économiques et macro financiers pour 2017 - 2019

La Stratégie de Développement pour la période 2017 - 2019 vise la consolidation de la stabilisation macro-économique, notamment le renforcement et l'approfondissement des réformes structurelles et sectorielles.

L'objectif principal est d'atteindre une croissance économique durable et soutenue en vue de réduire la pauvreté et le chômage et d'assurer la viabilité financière intérieure et extérieure à moyen terme.

La stratégie de développement sera mise en œuvre dans le contexte de la décentralisation et du renforcement de l'intégration régionale, notamment au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO dans le cadre du CREDD, cadre unique de référence des politiques et stratégies de développement du Mali.

La finalité de ce cadre stratégique de développement est de créer d'une part, un environnement macro – économique et institutionnel structurant, favorable à la croissance et à l'accroissement de la compétitivité de l'économie et, d'autre part les conditions de participation effective des populations à la réalisation et au bénéfice des fruits de cette croissance tout en mettant l'accent sur l'amélioration de leurs revenus et leur accès aux services sociaux de base.

Outre la poursuite et la recherche de l'équilibrage budgétaire, le CREDD place la mise en valeur des ressources humaines et la maîtrise de la croissance démographique au centre des efforts de développement du gouvernement et accorde une importance toute particulière aux réformes structurelles, nécessaires à donner davantage de souplesse à l'économie et à diversifier la production et les exportations. Ces réformes vont porter sur : le renforcement de l'intermédiation financière, les réformes approfondies dans les secteurs d'électricité, des télécommunications, des mines et du coton, la modernisation de la fonction publique, la mise en œuvre des programmes de l'éducation et de la santé.

La croissance économique attendue sera favorisée par l'amélioration de l'activité dans les sous-secteurs moteurs de l'économie : agriculture, infrastructures de base et industrie. L'activité dans ces secteurs sera appuyée par un approfondissement des

réformes structurelles, en particulier celles qui faciliteront le désengagement rapide de l'Etat de la production et du commerce au profit du secteur privé. Les débouchés du commerce intra régional devraient s'élargir avec les progrès de l'intégration régionale en cours au sein de l'UEMOA. Le succès du programme dépendra du relèvement de l'investissement privé et de l'amélioration de l'efficacité de l'investissement public. Une part de plus en plus importante du financement de ces investissements sera assurée par le budget de l'Etat; ce qui devrait conduire à une gestion plus rigoureuse de ces ressources et permettre de dégager l'épargne publique indispensable à cet effet.

Politiques macro-économiques et structurelles

Les politiques macro-économiques viseront à :

améliorer de façon durable la situation financière par une augmentation continue des recettes et le maintien de la maîtrise des dépenses publiques, l'objectif étant d'assurer à terme la viabilité des finances de l'Etat afin d'augmenter l'épargne intérieure et de réduire la dépendance du Mali à l'égard de l'aide budgétaire ;
maintenir une politique monétaire et de crédits prudents et compatibles avec les objectifs de croissance économique, d'inflation et de balance des paiements ;
renforcer l'efficacité des investissements publics pour éliminer les entraves à un plus grand dynamisme du secteur privé et à la prestation des services sociaux.

Les politiques structurelles viseront à :

développer et promouvoir le secteur privé, notamment par la mise en place d'un cadre juridique simple, incitatif et du cadre réglementaire, le renforcement des institutions de soutien au secteur privé, la consolidation et l'élargissement du secteur financier, et la mise en place des infrastructures économiques de soutien adéquates ;
poursuivre les réformes en matière de réhabilitation de la justice par la mise en œuvre du PURSJ ;
poursuivre la réforme des entreprises publiques.

Les politiques sectorielles viseront à :

renforcer la compétitivité et la productivité du secteur de l'agriculture par l'amélioration de la performance des filières riz, maïs, blé et coton et le développement de l'agriculture irriguée et non irriguée pour l'atteinte des objectifs du secteur ;
promouvoir la diversification agricole avec une plus grande participation du secteur privé par le renforcement du cadre incitatif et réglementaire, l'encadrement des organisations des producteurs et des exportateurs ;
valoriser les ressources humaines et les services sociaux de base par le développement de l'éducation, de la santé, l'accès à l'eau potable et la promotion de la femme ;
assurer la protection de l'environnement par une gestion rationnelle des ressources naturelles ;

développer et promouvoir les infrastructures de base (mines, énergie, transports et télécommunications, urbanisme et habitat).

Les implications du PTI 2017-2019 sur le CREDD

L'enveloppe des dépenses prévisionnelles inscrites au Programme Triennal d'Investissement **2017-2019** qui correspond à des projets mûrs ou en cours d'exécution est estimée à **1 062 613 Milliards de FCFA** contre **1 033,736 Milliards de F CFA** sur la période **2016-2018** et **1 012,272 Milliards de FCFA** sur la période **2015-2017.** Les dépenses du **PTI 2017-2019** ont évolué de **28,877 Milliards de FCFA** par rapport à celles de la période **2016-2018**, soit une augmentation **de 2,79%** contre **2,12%** entre les périodes **2016-2018** et **2015-2017**.

Il convient de noter que l'enveloppe ainsi déterminée ne couvre que les investissements publics inscrits au PTI 2017-2019. Les investissements dits privés sont évalués ailleurs, y compris ceux des ONG.

Le Programme Triennal d'Investissement Public accorde la priorité au secteur des Infrastructures, notamment les routes et les bâtiments et le secteur de l'Economie Rurale dans le sous-secteur de l'Agriculture ainsi que le secteur des Ressources Humaines.

L'accent dans ce programme porte sur des actions de développement permettant d'impulser la croissance et de lutter contre la pauvreté, nécessaires pour une croissance économique durable à travers les investissements tels que la réhabilitation des aménagements hydro – agricoles dans les zones des Offices de développement agricole, le développement de l'agro-sylvo-pastoral, l'approvisionnement en eau des populations rurales, l'amélioration des infrastructures routières, le développement et l'amélioration des infrastructures urbaines, le renforcement des infrastructures de l'éducation, le renforcement des infrastructures énergétiques, l'amélioration de la couverture sanitaire, l'appui à la décentralisation et au secteur privé. Il s'agit plus précisément de :
dans le secteur Economie rurale : les programmes d'aménagement en maîtrise totale ou partielle à l'Office du Niger, à Baguinéda, à l'Office riz Ségou, à l'ODRS, à l'Office de Développement du Moyen Bani, le projet de développement rural de Soké 1, le développement des agro pôles avec l'appui du Programme de compétitivité et diversification agricole (PCDA), le projet d'appui à la résilience et à la sécurité alimentaire (PRESA – DCI et PRESAN – KL), le Programme de Développement de l'Irrigation au Mali (PDI-BS), le Programme pour l'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali (PAPAM), le Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS), le Programme de Renforcement de la Résilience à la Sécurité Alimentaire (PRIA), le programme de développement des filières sésame, gomme arabique, karité et anacarde;

dans le secteur secondaire, la recherche minière notamment la promotion des indices miniers, la réhabilitation de centrales hydroélectriques (phase études), la réhabilitation

des centrales hydroélectriques de Sélingué et de Sotuba, le projet de réalisation de 36 000 lampadaires solaires dans 311 villages et villes, Projet Electrification de 32 Localités Rurales par Système Hybride ;

dans le secteur Infrastructure, la construction de 50 000 logements sociaux, la mise en œuvre du programme de réforme foncière, l'entretien courant des routes, la construction d'un 4ème pont dans le District de Bamako, la réhabilitation de l'ancien Pont et la construction d'un nouveau Pont à Kayes, la construction et le bitumage de la route Macina - Diafarabé - Téninkou (95 KM), l'étude de l'autoroute Bamako – Bougouni - Sikasso – Hérémakono, la poursuite du Projet d'Aménagement des Infrastructures Routières Structurantes (PAIRS), Construction de la Section Kangaba-Dilafoundo-Frontière Guinée (50 Km), Construction Voie Ceinture Ouest Koulikoro (13,6 Km), Aménagement Voie Kouloubléni longue de 5 Km Commune Rurale Kalaban-Koro (C. Kati), Construction/Bitumage Route Bankoni-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou, Construction Section Yanfolila-Kalana-Frontière Guinée (52 Km), Construction/Bitumage Bretelle Katélé-Kadiolo-Zégoua (36 Km) et Aménagement de 10 Km de Voiries dans la localité de Kadiolo, Bitumage de la Route Barouéli-Tamani (30,6 Km).

dans le secteur des ressources humaines, le PURSJ, le Programme d'Investissement Sectoriel de l'Education (PISE), le programme emploi-jeunes par le volontariat, le programme de relance économique, les Contrats plans Etat – Régions ou District.

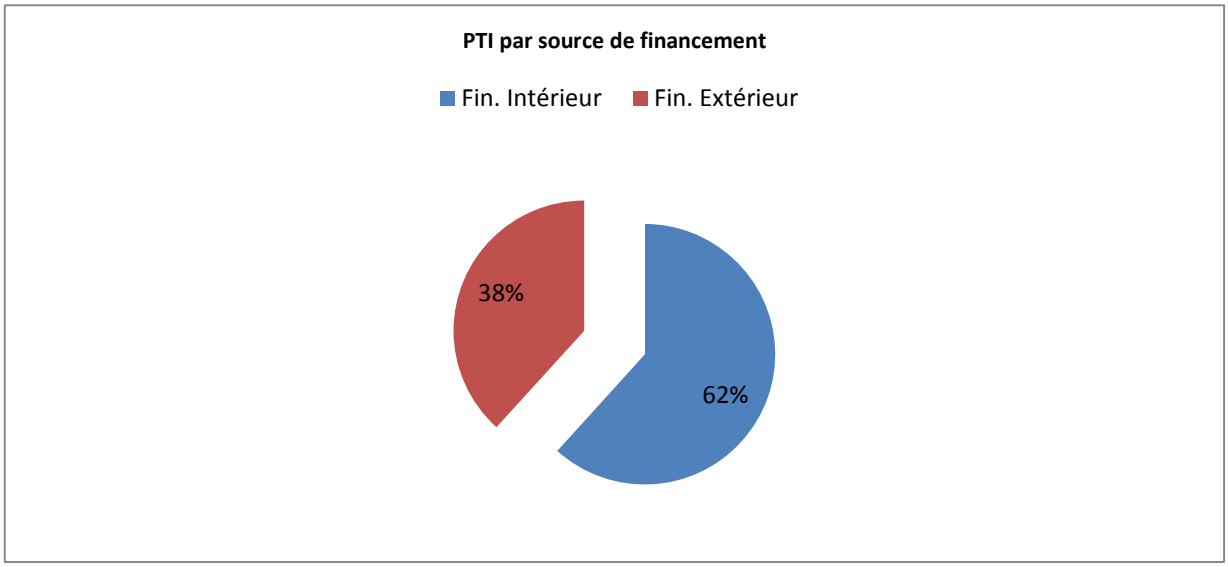
Pour étoffer davantage le programme d'investissement à l'avenir, il convient non seulement d'améliorer le degré d'exhaustivité du PTI, mais aussi d'accélérer le rythme d'identification et d'étude de nouveaux projets dans les domaines prioritaires que constituent l'agriculture, l'éducation, la santé ainsi que la construction et la réhabilitation des infrastructures routières et énergétiques.

Enveloppe globale du PTI 2017-2019

L'enveloppe du **PTI 2017-2019** se chiffre à **1 062,613** Milliards de F CFA. Les ressources financières prévues pour couvrir ces dépenses proviennent respectivement du financement intérieur pour **655,798 Milliards FCFA**, soit **61,72%** et du financement extérieur pour **406,815 Milliards FCFA**, soit **38,28%.**

Ceci démontre de la volonté manifeste des autorités du pays à financer de plus en plus les investissements sur les ressources intérieures et de ne pas trop dépendre de l'extérieur.

Graphique 1 : ventilation de l'enveloppe du PTI par source de financement :



Ventilation Sectorielle de l'Enveloppe du PTI

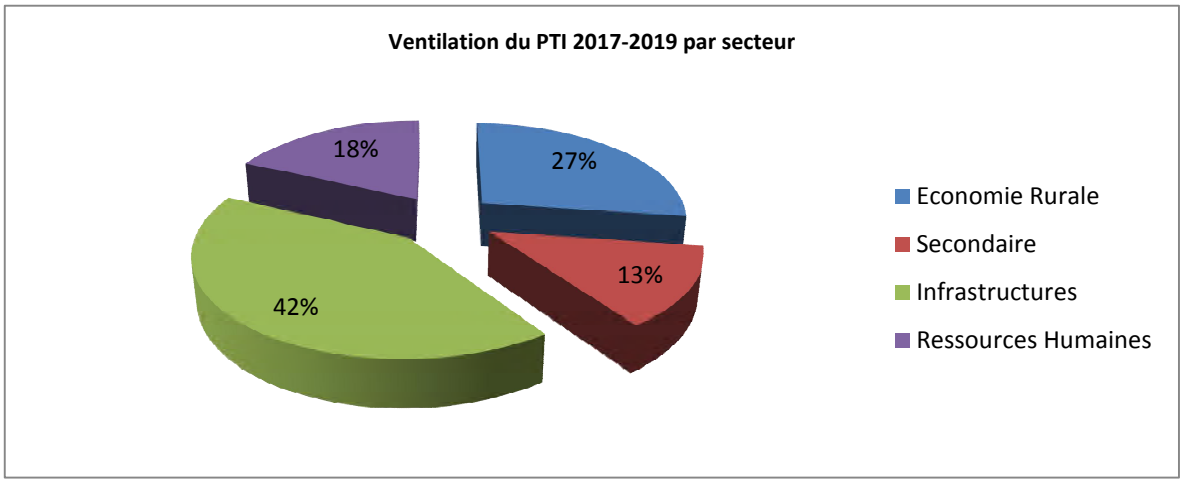
Ventilation globale et par source de financement :

La ventilation sectorielle du **PTI 2017-2019** se présente comme suit (en milliards F CFA et en %) :

Tableau 1 : Financement total par secteur

SECTEURS	MONTANT	%
Economie rurale	286,914	27
Secondaire	137,812	12,97
Infrastructures	446,046	41,98
Ressources Humaines	191,336	18,05
TOTAL	**1 062,613**	**100,00**

Graphique 2 : ventilation de l'enveloppe du PTI par secteur

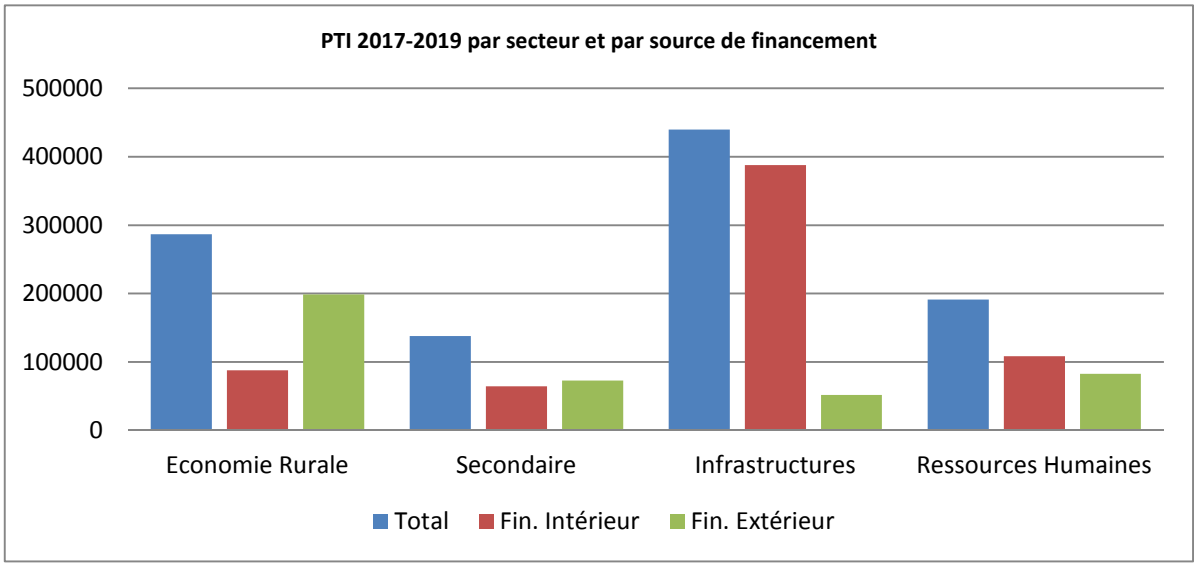


La ventilation sectorielle du **PTI 2017-2019** par source de financement se présente comme suit (en milliards F CFA :

Tableau 2 : Secteur par source de financement

SECTEURS	Fin. Intérieur	Fin. Extérieur
Economie rurale	88,030	198,884
Secondaire	64,681	73,131
Infrastructures	393,961	52,085
Ressources Humaines	108,621	82,715
TOTAL	**655,798**	**406,815**

Graphique 3 : ventilation de l'enveloppe du PTI par secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur est très important dans le secteur de **l'Economie Rurale**. Il représente **69,32%** de l'enveloppe globale du secteur, soit un montant de **198,884 milliards de FCFA** contre **30,68%** pour le financement intérieur, soit un montant de **88,030 milliards de FCFA**.

Cela s'explique par le financement volumineux que drainent les infrastructures et aménagements hydro-agricoles et les actions entreprises dans le sous-secteur des Forêts.

Les infrastructures hydro-énergétiques nécessitent également de moyens financiers très importants, ce qui explique le volume élevé du financement extérieur au niveau du **Secteur secondaire**. A ce niveau, le financement extérieur représente **50,07%,** soit un montant de **73,131 milliards de FCFA** contre **49,93%,** soit un montant de **64,681 milliards de FCFA** pour le financement intérieur. Les sources de financement tendent à s'équilibrer dans le secteur.
Par contre, au niveau des **Secteurs des Infrastructures** et **des Ressources Humaines,** les financements sur les ressources internes sont beaucoup plus considérables avec des proportions très élevées.

Dans le **Secteur des infrastructures**, le financement intérieur est de l'ordre **393,961 milliards de FCFA**, soit **88,32%** de l'enveloppe globale du secteur contre **52,085 milliards de FCFA**, soit **11,68%** pour le financement extérieur.

Dans le **Secteur des Ressources Humaines**, le financement intérieur représente **56,77%** de l'enveloppe globale du secteur, soit un montant de **108,621 milliards de FCFA** contre **43,23%** pour le financement extérieur, soit un montant de **82,715 milliards de FCFA**.

Ventilation par sous-secteur et par source de financement :

Secteur et sous-secteurs des Infrastructures :

Le profil sectoriel de l'enveloppe du PTI se caractérise par l'importance du **Secteur des Infrastructures** avec **446,046 Milliards**, soit **41,98%** de l'enveloppe globale. Ce secteur est marqué par la poursuite de la mise en œuvre du Programme de construction de 50 000 logements sociaux, la poursuite des constructions et la réhabilitation des routes pour le désenclavement intérieur et extérieur du pays, ainsi que le renforcement des services de l'administration malienne (construction et équipement).

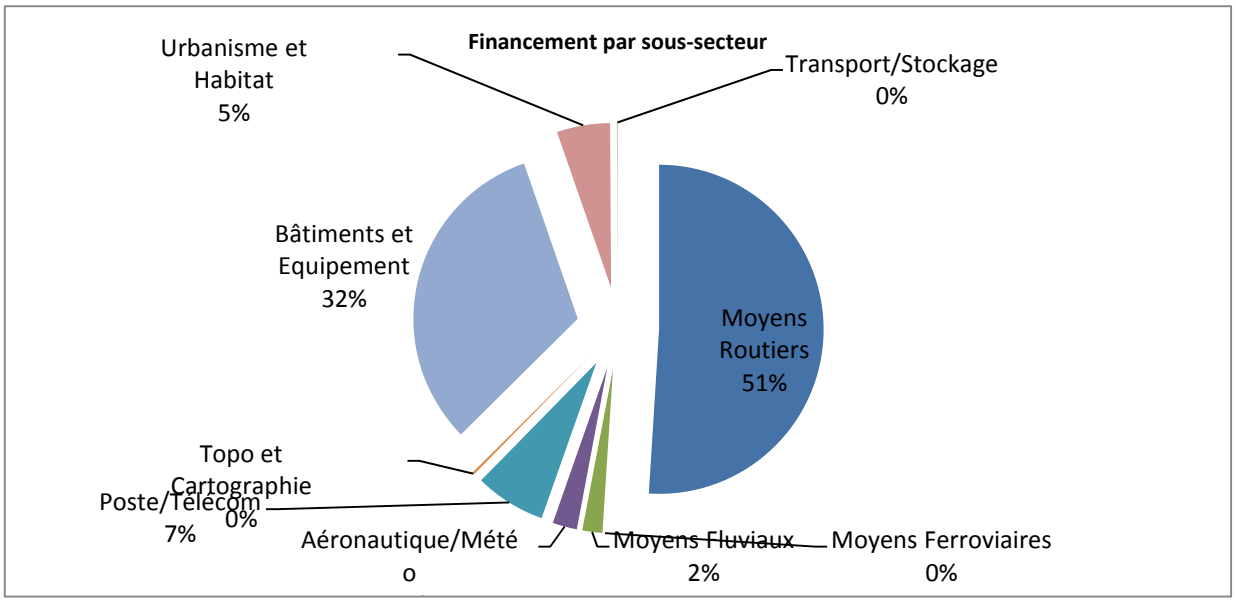
Au niveau de ce secteur, les efforts du Gouvernement sont surtout concentrés sur les sous-secteurs des **Moyens routiers** avec un montant de **224,279 milliards de FCFA**, soit **51%** du financement total du secteur et des **Bâtiments et Equipement** avec un financement de **144,905 milliards de FCFA**, soit **32,09%**. Derrière ces deux sous-secteurs, suivent, de très loin, ceux des **Poste/Télécommunications** avec **30,617 milliards**, soit **6,96%**, **Urbanisme et Habitat** avec **26,055 milliards de FCFA**, soit

5,24%, **Aéronautique/Météo** et **Moyens Fluviaux** avec respectivement **10,550 milliards**, soit **2,40%** et **8,710 milliards**, soit **1,98%**.
Les moyens affectés aux sous-secteurs **Moyens Ferroviaires, Topo et Cartographie** et **Transport/Stockage** sont très faibles.

Tableau 3 : Financement par sous-secteur :

Sous-Secteur	Financement	Pourcentage
Moyens Routiers	224279	51
Moyens Ferroviaires	0	0
Moyens Fluviaux	8710	1,98
Aéronautique/Météo	10550	2,40
Poste/Télécom	30617	6,96
Topo et Cartographie	1030	0,23
Bâtiments et Equipement	144905	32,09
Urbanisme et Habitat	26055	5,24
Transport/Stockage	400	0,10

Graphique 4 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur

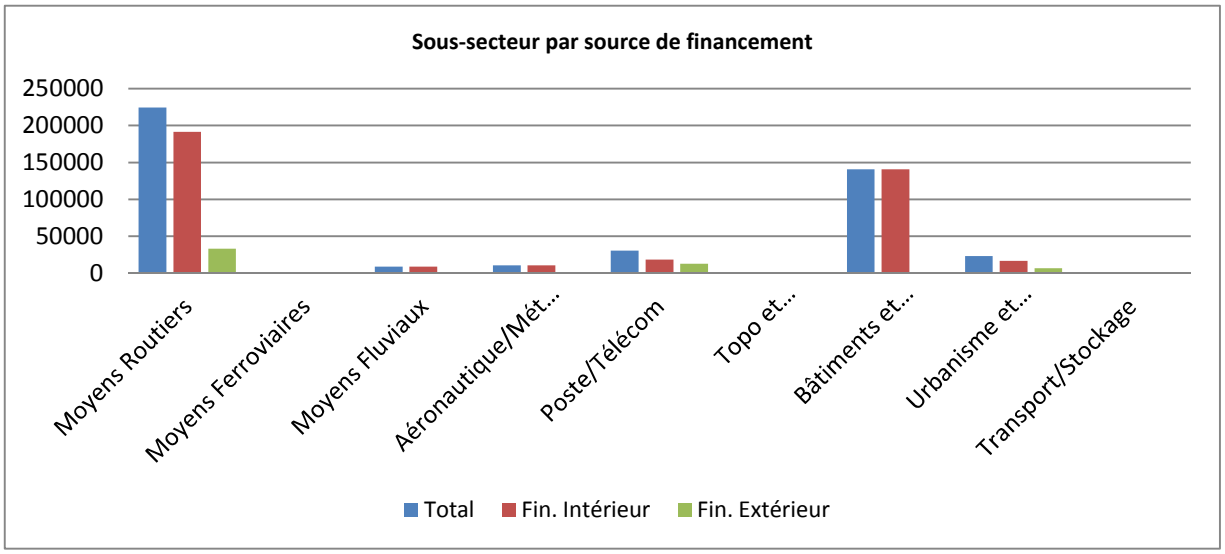


La répartition de l'enveloppe totale du **Secteur des Infrastructures** entre ses différents sous-secteurs par source de financement se présente comme suit :

Tableau 4 : Sous-secteur par source de financement :

Sous-Secteurs	Total	Fin. Intérieur	Fin. Extérieur
Moyens Routiers	224279	191299	32980
Moyens Ferroviaires	0	0	0
Moyens Fluviaux	8710	8710	0
Aéronautique/Météo	10550	10550	0
Poste/Télécom	30617	18117	12500
Topo et Cartographie	1030	1030	0
Bâtiments et Equipement	144905	144905	0
Urbanisme et Habitat	26055	19450	6605
Transport/Stockage	400	400	0

Graphique 4 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur n'est pas très important dans le **Secteur des Infrastructures**. Le secteur est surtout financé par les ressources internes. Au niveau des sous-secteurs **Moyens Ferroviaires, Moyens Fluviaux, Topo et Cartographie, Bâtiments et Equipement et Transport/Stockage**, l'Etat supporte à 100% les besoins de financement.

Dans d'autres sous-secteurs comme ceux des **Moyens Routiers, Poste et Télécommunication et Urbanisme et Habitat**, l'Etat support une partie importante des financements sur ses ressources propres.

Au niveau des **Moyens routiers**, le financement intérieur est de **191,299 milliards de FCFA**, soit **85,30%** contre **32,980 milliards de FCFA** de financement extérieur, soit **14,70%.** Au niveau du sous-secteur **Poste et Télécommunication**, le financement intérieur est de **18,117 milliards de FCFA**, soit **59,17%** contre **12,500 milliards de FCFA** pour le financement extérieur, soit **40,83%**.

Pour le sous-secteur **Urbanisme et Habitat**, les proportions sont les suivantes : financement intérieur : **19,450 milliards de FCFA**, soit **74,65%** contre **6,605 milliards de FCFA**, soit **25,35%** pour le financement extérieur.

Secteur et sous-secteurs Economie Rurale :

Le **Secteur Economie Rurale** vient en deuxième position dans les priorités de l'Etat avec un financement de **286,941 Milliards** soit **27,17%** du financement total. Ce secteur est orienté vers la poursuite d'importants projets comme le Programme d'Aménagement agricole à l'Office du Niger, le Programme de compétitivité et diversification agricole (PCDA), Programme de Développement de l'Irrigation dans le Bassin de Sélingué (PDI-BS), le Programme de développement des filières porteuses (sésame, gomme arabique, anacarde, karité).

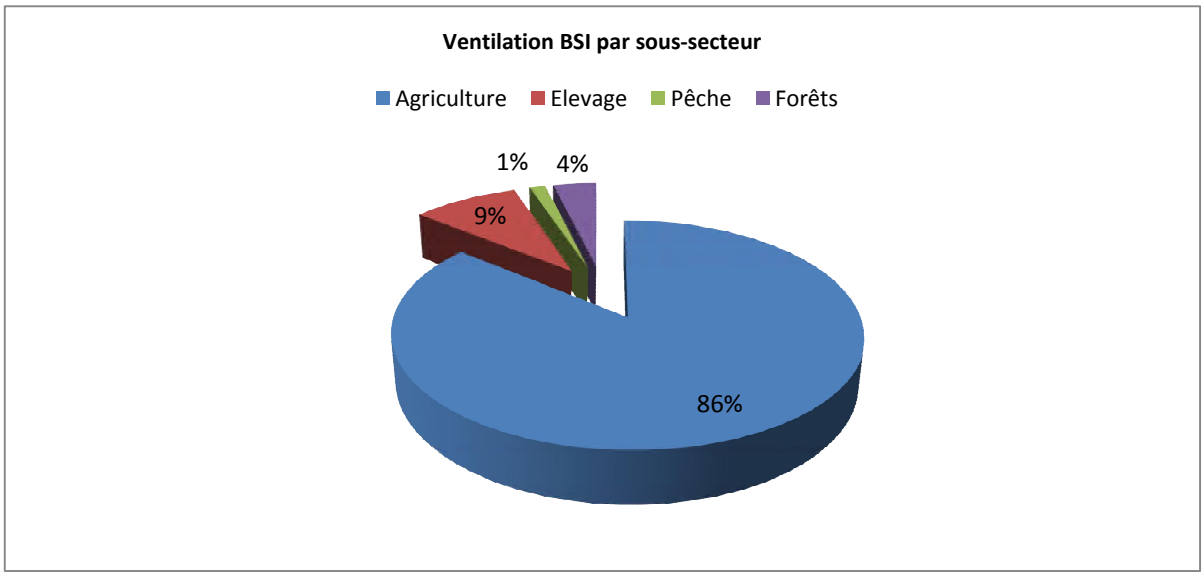
Au niveau de ce secteur, les priorités du Gouvernement sont surtout les sous-secteurs de l'**Agriculture** avec un financement de **246,525 milliards de FCFA**, soit **85,92%** du financement du secteur et de l'**Elevage** qui suit de très loin avec un financement de **25,774 milliards de FCFA**, soit **8,98%** du financement total du secteur.

A ces deux sous-secteurs, s'ajoutent respectivement, ceux des **Forêts** avec **10,650 milliards**, soit **3,71% et de la Pêche** avec **3,965 milliards de FCFA**, soit **1,39%**.

Tableau 5 : Financement par sous-secteur :

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Agriculture	246525	85,92
Elevage	25774	8,98
Pêche	3965	1,39
Forêts	10650	3,71

Graphique 5 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur

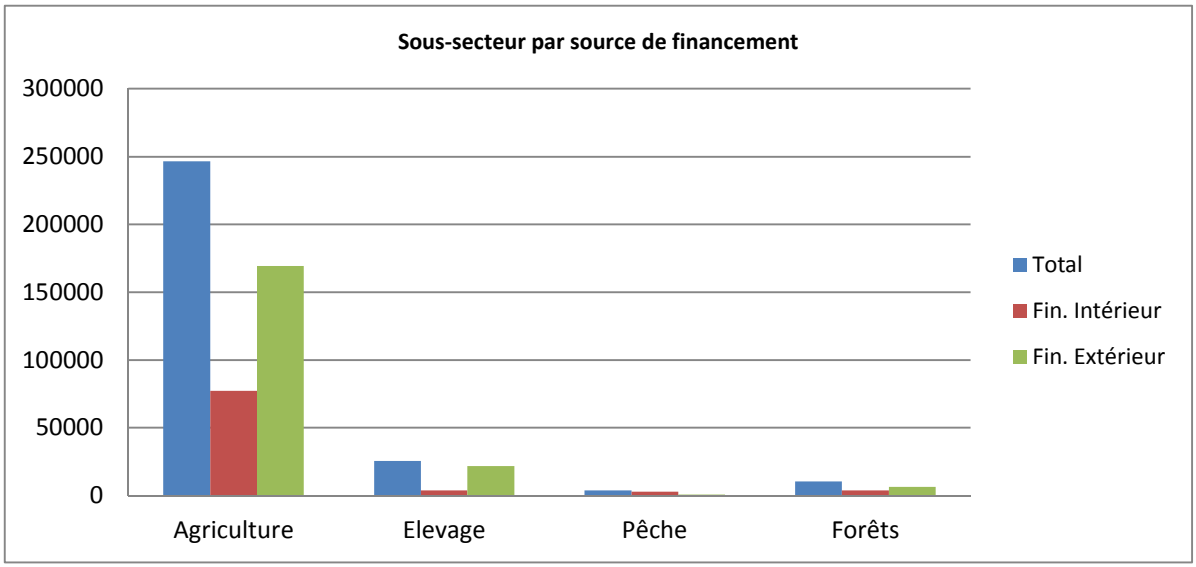


La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Economie Rurale** se présente comme suit :

Tableau 6 : Sous-secteur par source de financement :

Sous-Secteurs	Total	Fin. Extérieur	Fin. Intérieur
Agriculture	246525	169385	77140
Elevage	25774	21909	3865
Pêche	3965	990	2975
Forêts	10650	6600	4050

Graphique 6 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur est très important dans le secteur de **l'Economie Rurale**. Le financement extérieur représente **69,32%,** soit un montant de **198,884 milliards de FCFA** du financement total du secteur contre **30,68%,** soit un montant de **88,030 milliards de FCFA** pour le financement intérieur. Dans les sous-secteurs de **l'Agriculture et de l'Elevage**, il est davantage marqué.

Au niveau de l'Agriculture, le financement extérieur est **de 169,385 milliards de FCFA**, soit **68,71%** contre **77,140 milliards de FCFA** pour le financement intérieur, soit **31,29%**. Dans le sous-secteur Elevage, la proportion est de **21,909 milliards de FCFA**, soit **85%** pour le financement extérieur contre **3,865 milliards de FCFA** pour le financement intérieur, soit **15%.**

Cela s'explique par le financement volumineux que drainent les infrastructures et aménagements hydro-agricoles et pastoraux ainsi que les actions entreprises dans le sous-secteur des Forêts.

Secteur et sous-secteurs des Ressources Humaines :

Le **Secteur des Ressources Humaines** avec **191,336 Milliards F CFA**, soit **18,13%** de l'enveloppe globe du PTI sur la période **2017-2019**, se caractérise par la poursuite de grands programmes, notamment l'appui au PURSJ, le Programme d'Investissement Sectoriel de l'Education (PISE), le PROCEJ et le FIER et surtout la mise en œuvre des Contrats Plans Etat Régions ou District.

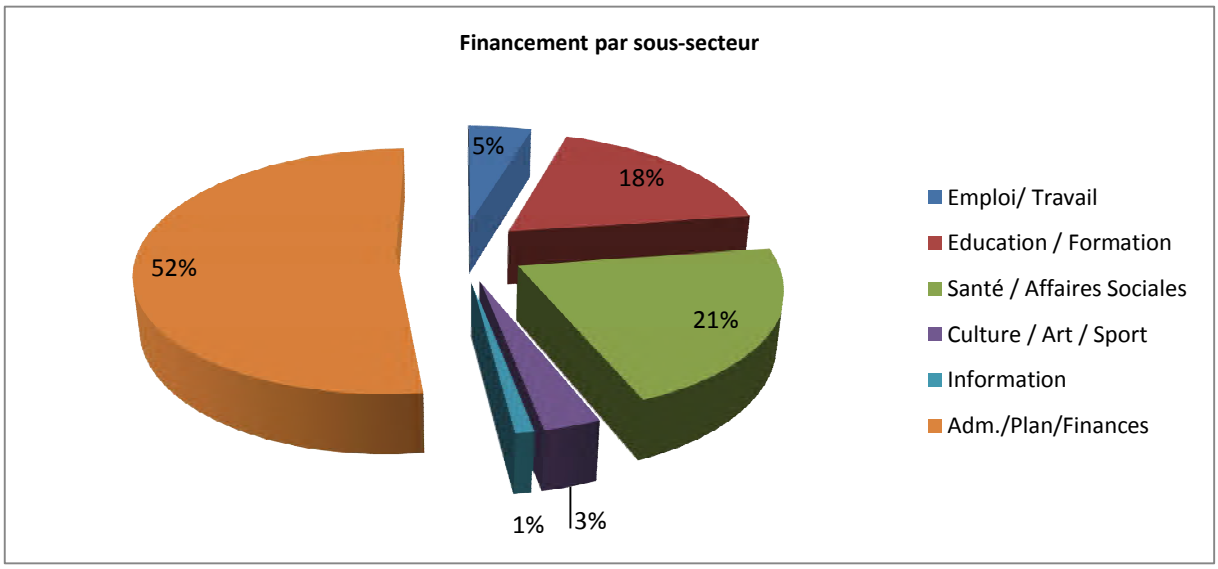
Au niveau de ce secteur, les priorités du Gouvernement sont surtout les sous-secteurs **Administration/Plan et Finances** avec **99,648 milliards de FCFA**, soit **52,08%** du financement du secteur, **Santé/Affaires Sociales** avec un financement de **40,465 milliards de FCFA**, soit **21,14% et Education/Formation** avec **34,473 milliards de FCFA**, soit **18,06%**.

Ces sous-secteurs sont suivis, respectivement, par **Emploi/Travail** avec **9,015 milliards**, soit **4,70%, Culture/Art/Sport** avec **5,860 milliards de FCFA**, soit **3,05%** et **Information** avec **1,875 milliard**, soit un taux de **0,97%** du financement total du secteur.

Tableau 7 : Financement par sous-secteur :

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Emploi/Travail	9015	4,70
Education/Formation	34473	18,06
Santé/Affaires Sociales	40465	21,14
Culture/Art/Sport	5860	3,05
Information	1875	0,97
Administration/Plan/Finances	99648	52,08

Graphique 7 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur

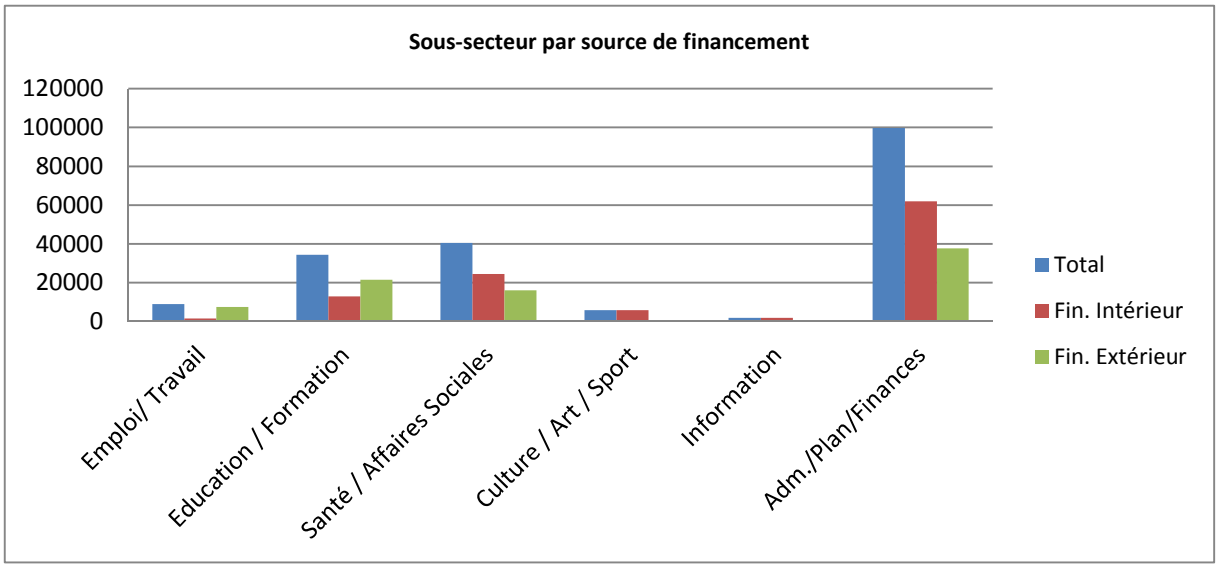


La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Ressources Humaines** se présente comme suit :

Tableau 8 : Sous-secteur par source de financement :

Sous-Secteurs	Total	Fin. Extérieur	Fin. Intérieur
Emploi/Travail	9015	7500	1515
Education/Formation	34473	21500	12973
Santé/Affaires Sociales	40465	16000	24465
Culture/Art/Sport	5860	0	5860
Information	1875	0	1875
Adm/Plan/Finances	99648	37715	61933

Graphique 8 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur n'est pas très important dans le **Secteur des Ressources Humaines**. Le secteur est en grande partie financé par les ressources internes. La répartition des ressources du secteur entre les sources de financement se présente comme suit : le financement intérieur est de **108,621 milliards de FCFA**, soit **56,77%** contre **82,715 milliards de FCFA**, soit **43,23%** pour le financement extérieur.

Au niveau du sous-secteur **Administration/Plan et Finances,** le financement intérieur représente **62,15%** de l'enveloppe, soit un montant de **61,933 milliards de FCFA** contre **37,85%**, soit un montant de **37,715 milliards de FCFA** pour le financement extérieur.

Pour le sous-secteur **Santé/Affaires Sociales,** le financement intérieur représente **60,46%,** soit le montant de **24,465 milliards** de son enveloppe contre **30,54%,** soit un montant de **16 milliards de FCFA** pour le financement extérieur.

Compte tenu de la spécificité du sous-secteur **Education/Formation** et des appuis sectoriels des PTF très importants dans le domaine, le financement extérieur est plus élevé que le financement intérieur à ce niveau. La proportion est de **21,500 milliards de FCFA**, soit **62,37%** pour le financement extérieur contre **12,973 milliards de FCFA**, soit **37,63%** pour le financement intérieur.

Secteur et sous-secteurs du Secondaire :

Le **Secteur Secondaire** avec **137,812 milliards de FCFA**, soit **13,05%** de l'enveloppe du **PTI 2017-2019**, est essentiellement marqué par la poursuite des projets de recherches minières, le développement et le renforcement des infrastructures de l'énergie et les projets d'approvisionnement en eau potable et assainissement.

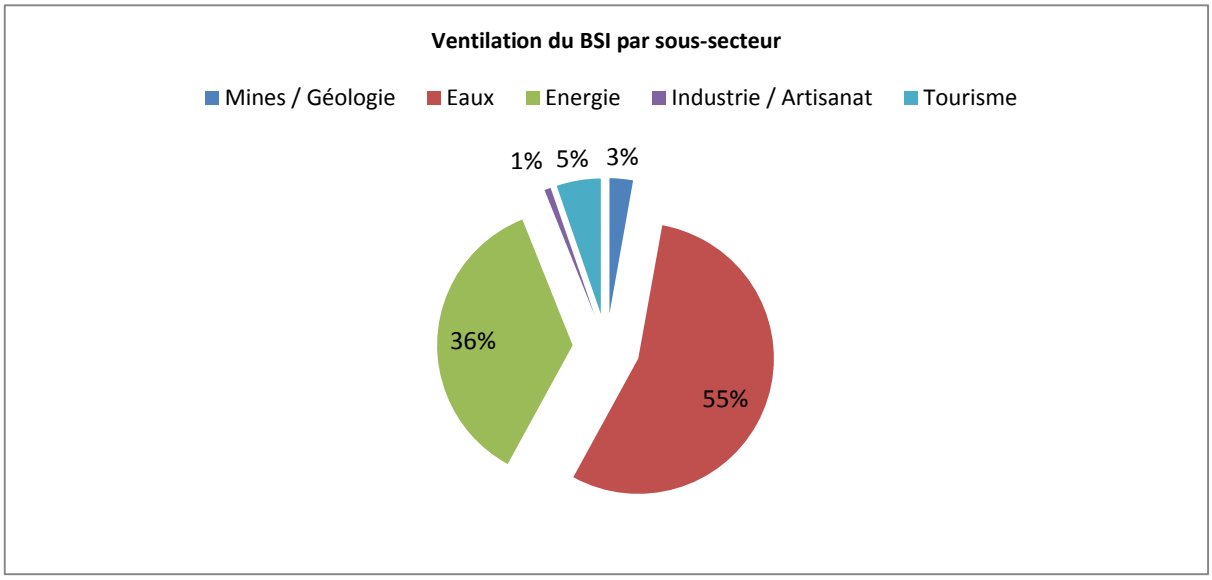
Au niveau de ce secteur, les priorités du Gouvernement sont surtout les sous-secteurs **Eaux** avec **76,019 milliards de FCFA**, soit **55,16%** du financement du secteur et **Energie** avec **49,593 milliards de FCFA**, soit **35,99%.**

Ces sous-secteurs sont suivis, respectivement, par ceux des **Tourisme** avec **7,270 milliard de FCFA**, soit **5,26%, Mines et Géologie** avec **3,880 milliards**, soit **2,83%,** et **Industrie/Artisanat** avec **1,050 milliard**, soit un taux de **0,76%** du financement total du secteur.

Tableau 9 : Financement par sous-secteur :

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Mines et Géologie	3880	2,83
Eaux	76019	55,16
Energie	49593	35,99
Industrie/Artisanat	1050	0,76
Tourisme	7270	5,26

Graphique 9 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur

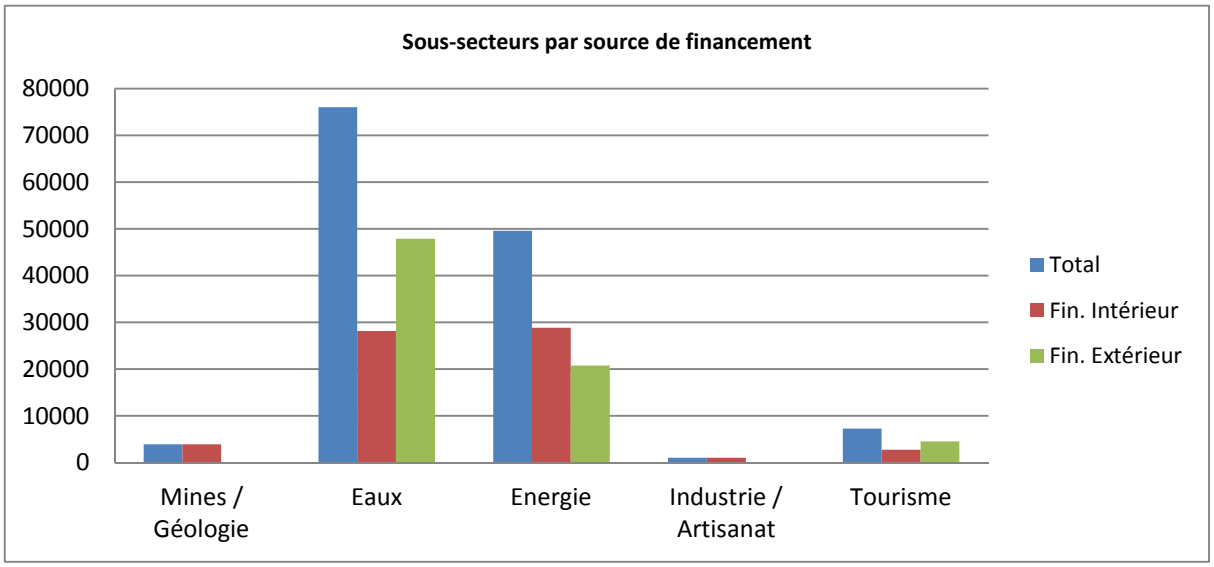


La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Secondaire** se présente comme suit :

Tableau 10 : Sous-secteur par source de financement :

Sous-Secteurs	Total	Fin. Extérieur	Fin. Intérieur
Mines et Géologie	3880	0	3880
Eaux	76019	47888	28131
Energie	49593	20743	28850
Industrie/Artisanat	1050	0	1050
Tourisme	7270	4500	2770

Graphique 10 : ventilation de l'enveloppe du Secteur par sous-secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur est important dans le **Secteur Secondaire**. Il est de l'ordre de **73,131 milliards de FCFA**, soit **50,07%** contre **64,681 milliards de FCFA**, soit **49,93%** pour le financement intérieur.

Au niveau du sous-secteur **Eaux,** le financement extérieur représente **47,888 milliards de FCFA**, soit **62,99%** de l'enveloppe totale contre **28,131 milliards de FCFA**, soit **37,01%** pour le financement intérieur.

Pour le sous-secteur **Energie** par contre, c'est le financement interne qui est plus important avec **28,850 milliards de FCFA**, soit **58,17%** contre **20,743 milliards de FCFA**, soit **41,83%** pour le financement extérieur.

Quant au sous-secteur **Tourisme,** il est financé à hauteur de **4,500 milliards de FCFA**, soit **61,90%** par l'extérieur **contre 2,770 milliards de FCFA**, soit **38,10%** par l'Etat du Mali.

Les autres sous-secteurs tels que **Mines et Géologie, Industrie/Artisanat** sont exclusivement financés sur les ressources internes de l'Etat.

NB : le PTI est un document de prévision des investissements qui couvre une période de 3 ans. La 1ère année du PTI est appelée BSI et est partie intégrante du Budget de l'année. Les autres années du PTI sont des estimations de programmation des investissements futurs du Pays et ses estimations ne peuvent pas être considérées comme des crédits budgétaires.

ANNEXES

Annexes 1

Présentation détaillée des Projets par
Secteur / Sous-Secteur et par Source de Financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
992	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT REGION NORD	2006	2015	16 750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	2012	2017	2 520	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
1539	PROJET APPUI DEVELOPEMENT RURAL PLAINE DAYE, HAMADJA, KORIOME	2002	2015	8 412	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1661	AMENAGEMENT DES PIV DANS LA REGION DE GAO	1994	2015	5 301	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1670	PROJET DEVELOPMENT RURAL CERCLE ANSONGO	2000	2015	8 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	2014	2019	20 000	0	0	4 200	11 533	4 200	4 200	0	4 200	7 333	0	11 533	0	0	0	0	
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	2006	2019	26 892	1 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	2005	2019	1 350	200	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2007	2017	1 200	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2369	PROGRAMME INTEGRE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION DE KIDAL	2008	2017	11 643	100	100	100	100	100	0	100	100	0	0	100	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2016	5 315	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2019	115 088	47 230	47 230	2 000	50 020	22 500	22 500	0	2 000	1 540	1 250	4 790	20 500	16 930	7 800	45 230	BAD
2481	REABILITAT EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	2014	2019	1 550	300	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
2484	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DE TIENKONOU/TAMANI	2011	2016	14 985	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2523	APPUI ORGANISATION PAYSANNE PLATEAU DOGON MEILLEURE VALORISATION PRODUITS MARAICHERS PPTE	2011	2016	220	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2602	PROJET AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE MOLODO NORD/BOAD	2010	2019	20 415	12 000	12 000	1 000	12 882	12 000	12 000	0	1 000	850	32	1 882	11 000	0	0	11 000	BOAD
2606	PROGRAMME MICRO FINANCES RURALES FIDA	2016	2018	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2016	33 602	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2640	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI	2012	2017	35 000	10 500	10 500	0	10 500	10 500	10 500	0	0	0	0	0	10 500	0	0	10 500	BM
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2017	12 000	9 175	9 175	400	9 175	8 900	8 900	0	400	275	0	675	8 500	0	0	8 500	BID
2686	APPUI PROGRAMME LUTTE CONTRE LES CRIQUETS PELERINS	2013	2016	400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2013	2017	1 500	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2011	2016	1 593	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2724	PROJET RECONSTITUTION DU STOCK NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE	2014	2019	32 000	4 300	4 300	4 300	13 300	4 300	0	4 300	4 300	4 500	4 500	13 300	0	0	0	0	

2752	PROJET INITIATIVE EAU /SECURITE ALIMENTAIRE/ FAO MALI	2014	2017	480	50	50	50	50	50	0	50	50	0	0	50	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2014	2019	7 870	6 850	6 850	100	6 850	6 850	6 850	0	100	0	0	100	6 750	0	0	6 750	BID
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	2014	2016	150	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2796	PROGRAMME RESTRUCTURATION MARCHE CEREALIER	2016	2018	3 600	0	0	1 200	2 400	1 200	0	1 200	1 200	1 200	0	2 400	0	0	0	0	
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	2014	2018	33 500	15 200	15 200	200	15 400	10 200	10 200	0	200	200	0	400	10 000	5 000	0	15 000	BM
2801	PROJET RENFORCEMENT RÉSILIENCE ALIMENTAIRE	2014	2016	28 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2019	29 642	10 600	10 600	600	22 263	10 600	10 600	0	600	402	400	1 402	10 000	6 788	4 073	20 861	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2019	27 776	19 394	19 394	950	19 394	10 450	10 450	0	950	1 000	1 000	2 950	9 500	6 944	0	16 444	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2019	10 500	500	500	500	1 100	500	0	500	500	300	300	1 100	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2017	2 111	930	930	330	930	330	330	0	330	300	300	930	0	0	0	0	
2864	AMÃ¿Â¿Ã¿Â¿NAGEMENT HYDRO AGRICOLE RÃ¿Â¿Ã¿Â¿GION SIKASSO	2015	2018	10 000	4 500	4 500	2 000	4 500	2 000	2 000	0	2 000	1 500	1 000	4 500	0	0	0	0	
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	2016	2019	600	150	150	150	450	150	150	0	150	200	100	450	0	0	0	0	
2914	APPUI DEVELOPPEMENT DURABLE DE YELIMANE	2016	2018	300	50	50	50	100	50	50	0	50	50	0	100	0	0	0	0	

2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2018	24 945	15 300	15 300	250	18 600	8 750	8 750	0	250	250	0	500	8 500	6 300	3 300	18 100	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2016	2020	31 940	17 700	17 700	700	18 300	15 700	15 700	0	700	600	0	1 300	15 000	2 000	0	17 000	BAD
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2016	2018	1 200	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2946	RÃ¿Â¿Ã¿Â¿HABILITATION DU BARRAGE DE MARKALA	2016	2016	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	2017	2018	1 155	1 155	1 155	400	1 155	400	400	0	400	755	0	1 155	0	0	0	0	
2960	PROGRAMME DE DÃ¿VELOPPEMENT FILIÃ¿RE PORTEUSE	2016	2016	2 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2961	AMELIORATION SYSTEME IRRIGATION PERIMETRE IRRIGUE BAGUINEDA	2017	2018	2 850	2 833	2 833	1 000	2 833	1 000	1 000	0	1 000	1 833	0	2 833	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KARTA/SEFETO	2016	2018	800	650	650	400	650	400	400	0	400	250	0	650	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2018	13 600	13 600	13 600	3 000	13 600	3 000	3 000	0	3 000	10 600	0	13 600	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2021	2 769	100	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2019	1 500	1 150	1 150	350	1 150	350	350	0	350	400	400	1 150	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2017	6 700	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2016	1 365	540	540	270	540	270	270	0	270	270	0	540	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				623 539	200 207	200 207	28 150	246 525	138 400	132 250	6 150	28 150	37 158	11 832	77 140	110 250	43 962	15 173	169 385	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Elevage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1881	PROG.REG.CONSERVATION INSITU BETAIL RUMINANT AF.OU|	2004	2016	4 804	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2013	2017	806	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
1894	PROGRAMME PANAFRICAIN CONTROLE EPIZOTIES (PACE)	2000	2017	1 566	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	2005	2017	5 785	100	100	100	100	150	150	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2007	2017	950	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE PPTE	2006	2017	2 110	640	640	640	640	640	640	0	640	0	0	640	0	0	0	0	
2321	PROGRAMME QUINQUENNAT D'AMÉNAGEMENT PASTORAUX	2008	2016	22 631	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2322	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT ELEVAGE ZONE KAYES SUD	2008	2017	14 200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	2009	2017	14 740	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2488	PROJET DEVELOPPEMENT ZEBU MAURE NARA	2010	2017	5 250	1 484	1 484	75	1 484	1 484	1 484	0	75	0	0	75	1 409	0	0	1 409	Amb.Belgique

2685	PROJET DEVELOPPEMENT MALI GRENIER (AGRA)	2013	2017	200	50	50	50	50	50	0	50	50	0	0	50	0	0	0	0	
2798	PROJ. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES (PDIRAM)	2016	2019	19 500	10 800	10 800	100	10 800	3 600	3 600	0	100	100	100	300	3 500	3 500	3 500	10 500	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2015	2019	24 015	10 450	10 450	150	10 450	10 150	10 150	0	150	150	150	450	10 000	0	0	10 000	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2019	1 200	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3050	CELLULE COORD. LUTTE CONTRE MOUCHES TSE-TSE	2017	2017	50	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				117 807	25 774	25 774	2 265	25 774	17 224	17 174	50	2 265	800	800	3 865	14 909	3 500	3 500	21 909	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Pêche*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2119	RENOVATION REHABILITATION CENTRE PISCICOLE MOLODO PPTE	2006	2016	640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2323	PROJET DÃ¿VELOPPEMENT PÃ¿CHE PISCULTURE ZONE OHVN	2008	2016	858	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO PPTE	2009	2017	2 570	1 050	1 050	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2643	PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE AQUACOLE SIKASSO	2011	2019	4 873	1 165	1 165	175	1 565	1 165	1 165	0	175	200	200	575	990	0	0	990	CTB
3044	OFFICE DVPT PECHE AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER	2017	2018	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	2008	2019	14 000	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				23 091	3 565	3 565	1 075	3 965	2 065	2 065	0	1 075	950	950	2 975	990	0	0	990	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
30	CONSOLIDATION SYSTEME GESTION 3 FORETS CLASSES BAMAKO	2003	2017	1 557	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2017	432	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	2007	2017	1 200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	2005	2017	6 390	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	2005	2017	6 913	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2049	APPUI AU REBOISEMENT PHASE II	2005	2017	1 200	50	50	50	50	0	0	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2051	PLAN D'ACTION NATIONAL DE GESTION DE ZONES HUMIDES	2005	2020	540	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2160	PROJET MULTINATIONALE GESTION INTÉGRÉ PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	2005	2016	1 050	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2018	1 800	1 725	1 725	75	1 725	1 575	1 575	0	75	75	75	225	1 500	0	0	1 500	FAO
2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	2015	2017	2 100	2 100	2 100	200	2 100	1 700	1 700	0	200	200	200	600	1 500	0	0	1 500	PNUD

2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR PPTE	2010	2017	1 567	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2016	4 076	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	2013	2017	300	30	30	30	30	30	30	0	30	0	0	30	0	0	0	0	
2715	PROJET RENFORCEMENT MOYENS PROTECTION VÃ¿GÃ¿TAUX LIPTAKO GOURMA	2013	2017	950	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2017	400	550	370	90	370	190	190	0	90	90	90	270	100	0	0	100	PNUD
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2019	10 700	350	350	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	BM
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2019	850	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2855	3EME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	2015	2017	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	2016	2019	7 834	4 200	6 200	300	4 200	3 800	3 800	0	300	200	200	700	3 500	0	0	3 500	Danemark
2950	AMODIATION DE LA FAYA SOUNSAN BANIFING BAOULE	2016	2016	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2951	PROJET AMODIATION DE BOUGOUNI YANFOLILA	2016	2016	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				50 059	10 830	12 350	2 020	10 650	8 570	8 570	0	2 020	1 015	1 015	4 050	6 600	0	0	6 600	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Mines et Géologie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2020	6 600	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2416	PROMOTION DES INDICES MINIERS	2009	2019	3 970	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2018	1 400	1 000	1 000	400	1 000	400	400	0	400	600	0	1 000	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2021	7 000	480	480	160	480	160	160	0	160	160	160	480	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				18 970	3 880	3 880	1 360	3 880	1 360	1 360	0	1 360	1 560	960	3 880	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2017	89 250	37 000	37 000	5 000	37 000	27 000	27 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	22 000	0	0	22 000	AFD
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2017	1 050	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2019	3 500	2 800	2 800	800	2 800	800	800	0	800	1 000	1 000	2 800	0	0	0	0	
2223	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE DANS LE PLATEAU DOGON PHII	2007	2016	4 040	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2413	AEP REGIONS KOULIKORO SEGOU GAO	2009	2016	18 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2019	1 500	1 100	1 100	600	1 100	600	600	0	600	200	300	1 100	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER/PPTE	2010	2017	163	50	50	50	50	80	80	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2553	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE TOMBOUCTOU PPTE	2011	2016	1 200	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2018	156 000	10 166	10 166	166	12 666	12 666	12 666	0	166	0	0	166	12 500	0	0	12 500	AFD BAD BID BM D.U.E. Italie
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2018	21 000	9 477	9 477	150	9 477	4 327	4 327	0	150	150	0	300	4 177	5 000	0	9 177	KfW
2653	PROGRAMME PROTECTION BERGES FLEUVE NIGER/KFW	2012	2017	7 052	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW

2654	CONSTRUCTION STATION COMPACTE KALABAN KORO/BID	2012	2017	60 000	2 011	2 011	100	2 011	2 011	2 011	0	100	0	0	100	1 911	0	0	1 911	BID
2738	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE SEGOU	2014	2019	6 890	1 650	1 650	550	1 650	550	550	0	550	550	550	1 650	0	0	0	0	
2741	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT (PACTEA II)	2014	2017	20 679	2 050	2 050	50	2 050	2 050	2 050	0	50	0	0	50	2 000	0	0	2 000	AFD
2742	PROJET REHABILITATION ET EXTENSION DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	2014	2023	3 500	900	900	200	900	200	200	0	200	350	350	900	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2020	30 203	0	0	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2852	PROGRAMME CREATION INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	2015	2019	3 450	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2873	PROGRAMME UEMOA HYDRAULIQUE VILLAGEOISE	2014	2018	4 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	2017	2019	1 650	1 650	1 650	550	1 650	550	550	0	550	550	550	1 650	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2020	36 000	300	300	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
2922	FAUCARDAGE CURAGE FLEUVE NIGER	2016	2018	750	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2019	1 000	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	Pays-Bas Suède
2956	PROGRAMME REALISATION INFRA ADDUCTION EAU ADMINIS	2016	2018	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2019	600	570	570	70	570	370	370	0	70	100	100	270	300	0	0	300	AFD

2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2019	6 885	600	600	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	BID UEMOA
TOTAL SOUS-SECTEUR				481 312	73 224	73 224	9 986	76 024	52 904	52 804	100	9 986	9 250	8 900	28 136	42 888	5 000	0	47 888	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Energie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2008	PROMOTION DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES POUR L'AVANCEMENT DES FEMMES	2005	2017	1 565	30	30	30	30	30	30	0	30	0	0	30	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2017	1 980	0	0	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2439	EQUIPEMENT DES STADES EN GROUPES ELECTROGENES	2009	2016	1 830	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	2010	2016	950	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2540	PROJET SECTORIEL D'APPUI AU SECTEUR DE L'ENERGIE	2010	2016	46 450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
2586	PROMOTION PRODUCTION HUILE JATROPHA/PNUD	2011	2016	3 375	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2019	22 094	20 000	20 000	5 000	20 000	10 000	10 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	5 000	0	0	5 000	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2018	700	0	0	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2019	1 500	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	2015	2018	4 676	1 350	1 350	150	1 350	1 050	1 050	0	150	150	150	450	900	0	0	900	IND
2803	PROJET SYSYTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURAL IDA	2016	2018	8 150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2851	ACCES ENERGIE MODERNE REALISATION 36123 LAMPADAIRES	2016	2020	12 000	7 250	7 250	2 250	7 250	2 250	2 250	0	2 250	2 500	2 500	7 250	0	0	0	0	
2868	PROJET APPUI PROMOTION ENERGIES RENOUVELABLES AU MALI/ PAPERM	2015	2018	1 700	553	553	70	553	413	413	0	70	70	70	210	343	0	0	343	AFD
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2020	25 000	9 560	9 560	530	9 560	9 030	9 030	0	530	530	0	1 060	8 500	0	0	8 500	Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2018	7 800	1 050	1 050	350	1 050	350	350	0	350	700	0	1 050	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2020	2 000	1 370	1 370	570	1 370	570	570	0	570	400	400	1 370	0	0	0	0	
2955	PROJET PRET ENERGIE RENOUVELABLE ET MIX ENERGETIQUE	2016	2016	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2975	ELECTRIFICATION RURALE SYSTEME HYBRIDE	2016	2018	16 228	3 500	3 500	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	0	3 500	BID
2977	REHABILITATION CENTRALE THERMIQUE SELINGUE SOTUBA	2016	2018	1 700	1 000	1 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2017	7 700	2 580	2 580	80	2 580	2 580	2 580	0	80	0	0	80	2 500	0	0	2 500	AFD
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2018	150	150	150	150	150	300	300	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				167 698	49 243	49 243	10 380	49 593	31 273	31 273	0	10 380	10 150	8 320	28 850	20 743	0	0	20 743	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1987	APPUI AUX COMMERCANTS DETAILLANTS	2005	2016	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2729	APPUI APEX	2014	2016	150	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2846	APPUI MISE NVEAU CIRCU DISTRUB.PROD 1ER NECESSI	2015	2017	450	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2019	518	1 350	1 350	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
2957	APPUI MICRO ACTIVITES GENERATRICES REVENUS	2016	2020	9 000	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				14 118	2 050	2 050	450	1 050	450	450	0	450	300	300	1 050	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Tourisme*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNELLE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/ PPTE	2007	2019	5 070	4 950	4 950	150	4 950	1 650	1 650	0	150	150	150	450	1 500	1 500	1 500	4 500	PNUD
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2016	16 854	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2016	2019	3 725	970	970	370	970	370	370	0	370	300	300	970	0	0	0	0	
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	2007	2018	450	350	350	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
2456	ETUDE POTENTIALITE TOURISTIQUE	2009	2016	500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2017	782	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2017	600	400	400	100	400	100	100	0	100	300	0	400	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				27 981	7 270	7 270	970	7 270	2 470	2 470	0	970	1 050	750	2 770	1 500	1 500	1 500	4 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2019	3 546	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2019	2 100	2 000	2 000	300	2 000	300	300	0	300	1 200	500	2 000	0	0	0	0	
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	2014	2018	40 000	4 718	4 718	218	4 718	4 718	4 718	0	218	0	0	218	4 500	0	0	4 500	BOAD
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	2017	2019	60 000	2 000	2 000	2 000	11 000	2 000	2 000	0	2 000	9 000	0	11 000	0	0	0	0	
2814	AMENAGEMENT ROUTE TOMBOUCTOU-BAMBARA MAOUDE-DOUENTZA	2017	2019	30 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2815	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LE FLEUVE NIGER A SEGOU	2017	2019	55 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2817	CONSTR PORT SEC BKO-KATI-SKSO-NARA-NARENA-GAO	2016	2019	33 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2820	AMENAGEMENT ROUTE KAYES-AOUROU-FRONTIERE MAURITANIE	2017	2019	67 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2821	PROGR. AMENAG. INSFRASTRUC. ROUTIERES STRUCT (PAIRS)	2016	2019	124 000	48 000	48 000	40 000	48 000	48 000	48 000	0	40 000	0	0	40 000	8 000	0	0	8 000	AFD
2847	PROGRAMM RACCORDEMENT RESEAUX SECONDAIRES AUX RESEAUX NATIONAUX	2015	2019	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2887	CONSTRUCTION PONT FLEUVE BAOULE ROUTE FANA DIOLA	2016	2018	6 150	6 050	6 050	3 500	6 050	3 500	3 500	0	3 500	2 550	0	6 050	0	0	0	0	
2889	AMENAGEMENT SECTION URBAINE ROUTE BANAMBA TOUBA	2015	2018	1 090	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2939	TRAVAUX REHABILITATION VOIES URBAINES DISTRICT BAMAKO	2016	2017	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2940	VOIES d'ACCES HOPITAL SIKASSO	2016	2016	445	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2943	REHABILITATION DE L'AVENUE DE L'OUA (8km) A BAMAKO	2016	2016	4 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2944	REHABILITATION BOULEVARD CEDEAO CONSTRUCTION POSTE PEAGE	2016	2018	4 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2018	48 000	33 000	33 000	15 000	33 000	15 000	15 000	0	15 000	18 000	0	33 000	0	0	0	0	
2947	ETUDES ET TRAVAUX AUTOROUTE BAMAKO-BOUGOUNI-SIKASSO-HEREMAKONO	2016	2020	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2019	35 000	11 978	11 978	3 000	11 978	3 000	3 000	0	3 000	5 000	3 978	11 978	0	0	0	0	
2949	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST PASSANT PAR 3Ã¿Â¨me PONT	2016	2020	12 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2018	60 000	7 100	7 100	3 000	27 580	33 720	33 720	0	3 000	4 100	0	7 100	0	20 480	0	20 480	BAD
2985	REHABILITATION ANCIEN PONT DE KAYES	2016	2018	5 000	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	0	1 200	0	0	1 200	0	0	0	0	
2997	PROJET ROUTE BENENA-MANDIAKUY	2016	2018	6 500	5 500	5 500	3 500	5 500	3 500	3 500	0	3 500	2 000	0	5 500	0	0	0	0	
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2012	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	

3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	2017	2019	13 500	13 500	13 500	2 000	13 500	2 000	2 000	0	2 000	8 000	3 500	13 500	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2018	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	0	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	2017	2018	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	3 000	3 000	0	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2019	17 000	17 000	17 000	1 500	17 000	1 500	1 500	0	1 500	10 000	5 500	17 000	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2019	13 000	13 000	13 000	1 500	13 000	1 500	1 500	0	1 500	8 500	3 000	13 000	0	0	0	0	
3018	CONST/BITUMAGE BRETELE KATELE KADIOLO ZEGOUA (36KM) ET AMENAG DE 10 KM VOIRIES LOCALITE DE KADIOLO	2017	2018	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	2017	2018	5 000	4 953	4 953	2 000	4 953	2 000	2 000	0	2 000	2 953	0	4 953	0	0	0	0	
3020	AMENAG 2X2 VOIES VOIE RELIANT 3EME PNOT A LA RN6 (3,26KM) Y COMPRIS CONSTRUC D'UN ECHANGEUR AU CROISSE3MENT DE LA RN6	2017	2019	28 600	28 600	28 600	5 000	28 600	0	0	0	5 000	15 000	8 600	28 600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				737 031	205 799	205 799	90 118	235 279	129 838	129 838	0	90 118	86 703	25 478	202 299	12 500	20 480	0	32 980	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens ferroviaires*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2984	CONSTRUCTION INTERCONNEXION FERROVIAIRE KONAKRY-KANKAN-KADIAN-BOUGOUNI-	2016	2018	15 090	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				15 090	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens fluviaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	2006	2019	1 320	1 060	1 060	260	1 060	260	260	0	260	400	400	1 060	0	0	0	0	
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER (PPTE)	2002	2018	1 900	0	0	150	450	150	150	0	150	300	0	450	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2019	4 918	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2017	15 000	5 100	5 100	1 700	5 100	1 700	1 700	0	1 700	1 700	1 700	5 100	0	0	0	0	
2810	DRAGAGE LIT NIGER BAMAKO-KANKAN-KOULIKORO-GAO ET AMENAGEMENT BERGES	2017	2019	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3059	PROJET AMENAG TROCON BERGES NIGER BAMAKO	2017	2018	4 500	4 500	4 500	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				77 638	11 260	11 260	3 810	11 710	3 810	3 810	0	3 810	4 100	3 800	11 710	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Aéronautique / Météo*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2007	2019	14 000	6 000	6 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2008	2019	2 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2528	PROJET DEPOT KEROSENE A KAYES	2011	2016	2 822	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2748	APPUI METEO MONDE RURAL	2014	2017	295	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2879	PROJET D'ACHEVEMENT TRAVAUX AEROPORT MODIBO KEITA DE BAMAKO	2015	2018	28 420	2 300	2 300	1 500	2 300	5 254	5 254	0	1 500	800	0	2 300	0	0	0	0	BID
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2005	2017	1 700	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				49 237	10 550	10 550	4 250	10 550	8 004	8 004	0	4 250	3 550	2 750	10 550	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Poste / Télélcommunication*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2019	3 546	1 300	1 300	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
1906	ROUTE KAYES BAFOULABE (TRAVAUX)	2004	2016	25 718	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2019	10 000	2 100	2 100	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
2255	TRAVAUX ROUTE BANDIAGARA BANKASS KORO FRTIERE B.F	2007	2017	20 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2285	. RENFORCEMENT CAPACITE SERVICE DONNEES ROUTIERES (PPTE)	2007	2020	750	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2312	CONSTRUCTION PONT FOUROU	2008	2016	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2019	1 500	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2016	106 422	10 500	10 500	0	10 500	10 500	10 500	0	0	0	0	0	10 500	0	0	10 500	UE
2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	2011	2016	710	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2594	PROJET CONSTRUCTION AUTOROUTE BAMAKO SEGOU	2011	2018	99 675	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2595	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES BOULEVARD DU 22 OCTOBRE	2011	2017	9 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2641	CONSTRUCTION VOIES ACCES CITE UNIVERSITAIRE KABALA	2012	2016	13 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2645	MODERNISATION RESEAU FIBRE OPTIQUE/CHINE	2012	2016	21 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2646	MODERNISATION E-GOUVERNEMENT/COREE Phase II	2017	2021	63 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOULABE	2014	2018	1 500	952	952	776	952	776	776	0	776	176	0	952	0	0	0	0
2806	AMENAGEMENT ROUTE SAVOIR AEROPORT UNIVERSITE KABALA	2017	2019	35 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2811	AMENAGEMENT ROUTE KWALA MOURDIAH GOUMBOU NARA FRONTIERE MAURITANIE	2017	2019	45 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2813	AMENAGEMENT ROUTE ANSONGO MENEKA ANDERAMBOUCANE	2017	2019	30 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	2016	2018	5 000	1 415	1 415	415	1 415	415	415	0	415	500	500	1 415	0	0	0	0
3040	PROJET RÉSEAU LARGE BANDE NATIONALE AU MALI	2017	2018	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0	2 000	AFD
3060	PROJET MALI NUMERIQUE/CHINE	2018	2019	109 662	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				605 483	19 617	19 617	2 641	19 617	15 141	15 141	0	2 641	2 326	2 150	7 117	12 500	0	0	12 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Topo et Cartographie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2570	REFECTION CARTOGRAPHIE DE BASE DU MALI 1/200000	2013	2016	2 920	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2018	3 810	1 030	1 030	330	1 030	330	330	0	330	350	350	1 030	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				6 730	1 030	1 030	330	1 030	330	330	0	330	350	350	1 030	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
983	CONSTRUCTION CITE ADMINISTRATIVE	2002	2016	30 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2008	2019	4 500	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
1633	EQUIPEMENT DES STRUCTURES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDIRE	1999	2018	8 420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1780	AMENAGEMENT CENTRE DE CONFERENCE DE BAMAKO	2000	2018	1 721	800	800	800	800	1 600	1 600	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
1949	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE HOTEL DU PLAN	2003	2019	3 600	1 300	1 300	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
1990	CONSTRUCTION LABORATOIRE NATIONAL DE METROLOGIE	2005	2016	755	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2009	2017	7 120	5 000	5 000	1 200	5 000	1 200	1 200	0	1 200	2 500	1 300	5 000	0	0	0	0	
2041	EQUIPEMENT MAISON AFRICAIN DE LA PHOTOGRAPHIE	2005	2017	1 208	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	0	1 200	0	0	1 200	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2019	1 500	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2018	2 286	1 850	1 850	250	1 850	300	300	0	250	1 000	600	1 850	0	0	0	0	

2146	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA MAISON DES AINES	2006	2016	1 597	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2152	PROJET D'AMÉNAGEMENT MÉMORIAL MODOBOKEITA	2006	2016	919	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2017	538	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2017	1 960	700	700	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
2257	RENFORCEMENT EQUIPEMENT RESEAU ADMINISTRATIF COMMANDEMENT RAC	2007	2016	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2271	PROJET AMENAGEMENT CENTRE NATIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE DU MALI	2007	2016	1 395	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2277	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DU CARREFOUR DES JEUNES DE BAMAKO	2007	2017	962	75	75	75	75	0	0	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2294	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ECOLE NATIONALE ADMINISTRATION BKO	2008	2017	15 226	5 000	5 000	2 000	5 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	0	5 000	0	0	0	0	
2301	CONTRUCTION EQUIPEMENT CNPA	2008	2016	738	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2344	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF/DREF	2008	2016	1 350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2352	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES DRDSES	2008	2017	13 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2372	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA CITE UNIVERSITAIRE	2009	2016	29 375	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2017	1 741	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	

2387	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION GENERALE ANSSA	2013	2020	2 350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2392	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE URBANISME	2010	2019	5 200	3 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES LYCEES	2009	2019	8 420	3 000	3 000	2 000	3 000	6 000	6 000	0	2 000	500	500	3 000	0	0	0	0	
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	2009	2017	2 150	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2423	CONTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	2009	2017	3 268	830	830	500	830	500	500	0	500	330	0	830	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2017	500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2018	1 790	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2437	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE PROMOTION FEMME	2009	2017	1 137	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2448	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX INFTS	2009	2017	1 200	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2449	RÃ¿Â¿HABILITATION EQUIPEMENT INFET	2009	2020	1 627	700	700	200	700	200	200	0	200	300	200	700	0	0	0	0	
2465	CONSTRUCTION SIÃ¿GE DE LA COUR SUPREME	2009	2016	10 377	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2468	REHABILITATION DU CENTRE D'ACCEUIL KOULOUBA	2010	2016	600	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2469	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT GRANDE CHANCELLERIE ORDRES NATIONAUX	2010	2016	1 075	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2492	CONSTRUCTION COMPLEXE DIPLOMATIQUE OUAGADOUGOU	2010	2019	1 019	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

2493	CONSTRUCTION CHANCELLERIE.RESIDENCE AMBAS LOGE DIPLOM ADDIS ABEBA	2010	2017	2 556	700	700	700	700	700	700	0	700	0	0	700	0	0	0	0
2494	CONSTRUCTION CHANCELLERIE LOGEMENT PERS DIPLO ABUJA	2010	2016	897	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2508	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2017	2018	950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2018	300	200	200	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0
2517	REHABILITATION PARCS PUBLICS ET MOMUMENTS	2010	2019	2 308	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2017	650	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0
2560	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION AGRICULTURE	2011	2018	850	500	500	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2019	1 870	1 305	1 305	500	1 305	500	500	0	500	405	400	1 305	0	0	0	0
2566	PROJET CONST ENTREPOT DU MALI EN GUINE	2011	2018	6 768	628	628	628	628	628	628	0	628	0	0	628	0	0	0	0
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	2011	2018	850	525	525	265	525	265	265	0	265	260	0	525	0	0	0	0
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2017	2 600	1 800	1 800	1 000	1 800	1 000	1 000	0	1 000	800	0	1 800	0	0	0	0
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2018	825	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2019	850	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	2012	2017	1 700	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	0	1 200	0	0	1 200	0	0	0	0

2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	2011	2016	700	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0
2616	CONSTRUCTION SIEGE DE L'AGEROUTE	2011	2016	1 133	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2619	APPUI AU CERFITEX	2016	2019	1 000	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0
2625	REHABILITATION/EQUIPEMENT DNPIA/DRPIA	2012	2018	2 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2636	MODERNISATION JOURNAL OFFICIEL	2012	2016	644	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2012	2018	2 858	2 058	2 058	1 000	2 058	1 000	1 000	0	1 000	1 058	0	2 058	0	0	0	0
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2017	1 500	574	574	574	574	574	574	0	574	0	0	574	0	0	0	0
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2019	1 800	950	950	250	950	250	250	0	250	300	400	950	0	0	0	0
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2020	3 800	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	2013	2017	1 150	225	225	225	225	225	225	0	225	0	0	225	0	0	0	0
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2017	605	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0
2723	PROJET CONSTRCTION DECHARGE CONTROLES BKO	2013	2017	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2018	1 000	500	500	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0
2736	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE L'OFFICE CENTRAL STUPEFIANT	2014	2016	1 990	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2020	10 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0
2745	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE PREVISION METEOLOGIQUE	2014	2017	1 500	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0
2753	REHABILITATION BUREAU CPS SDR	2014	2017	600	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0

2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DÉVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2016	300	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2020	4 500	0	0	800	1 600	800	800	0	800	400	400	1 600	0	0	0	0	
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	2014	2018	3 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2761	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCLS	2014	2019	1 882	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2019	11 000	10 000	10 000	2 000	10 000	0	0	0	2 000	4 000	4 000	10 000	0	0	0	0	
2767	MISE EN PLACE SYSTEME PORTEFEUILLE DE L'ETAT	2014	2017	350	100	100	100	100	200	200	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2773	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION SEGOU	2014	2016	610	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	2014	2016	2 000	1 100	1 100	800	1 100	800	800	0	800	300	0	1 100	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2014	2016	33 857	3 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2014	2016	26 672	4 200	4 200	1 000	4 200	1 000	1 000	0	1 000	1 600	1 600	4 200	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2014	2016	27 069	4 300	4 300	900	4 300	900	900	0	900	1 700	1 700	4 300	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2019	99 000	800	800	200	800	200	200	0	200	400	200	800	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2017	1 220	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2017	551	185	185	185	185	185	185	0	185	0	0	185	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2018	1 800	1 300	1 300	400	1 200	1 000	1 000	0	400	800	0	1 200	0	0	0	0	

2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2019	5 593	3 400	3 400	1 000	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 200	1 200	3 400	0	0	0	0	
2831	ACQUISITION LABORATOIRE MOBILE CONTROLE QUALITE PRODUITS PETROLIERS	2016	2016	450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2835	EXTENSION ET EQUIPEMENT CENTRE AOUA KEITA	2015	2017	450	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2836	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/SSDSPF ET CEPRIS	2015	2018	4 714	4 564	4 564	500	4 564	500	500	0	500	2 500	1 564	4 564	0	0	0	0	
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	2015	2017	939	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2017	174	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2862	REHABILITATION ANNEXES ARCHIVE DU MALI	205	2017	192	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2018	6 300	5 500	5 500	2 500	5 500	2 500	2 500	0	2 500	1 500	1 500	5 500	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	2015	2017	1 440	0	0	553	553	0	0	0	553	0	0	553	0	0	0	0	
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	2015	2017	528	128	128	128	128	128	128	0	128	0	0	128	0	0	0	0	
2880	REHABLITATION INFRASTRUCTURES/EQUIPEMEN STRUCTURES MEF	2015	2019	11 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2019	1 500	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2019	90 000	15 000	15 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
2884	CONSTRUCTION MAISON MALIENS EXTERIEUR	2015	2017	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2891	REHABILITATION PALAIS DE KOULOUBA	2015	2017	6 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	2016	2018	665	450	450	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0
2893	ACQUISITION EQUIPEMENTS SPECIAUX GARDE PRESIDENTIELLE	2016	2017	1 142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2019	3 734	3 500	3 500	700	3 500	700	700	0	700	1 500	1 300	3 500	0	0	0	0
2895	REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	2016	2018	700	400	400	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0
2897	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'AMANORM	2016	2018	958	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2900	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE DE LA GARDE NATIONALE	2016	2020	6 000	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0
2901	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE GENDARMERIE NATIONALE	2016	2021	3 442	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0
2902	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE DE LA PROTECTION CIVILE	2016	2021	4 509	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0
2903	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA POLICE NATIONALE	2016	2021	2 700	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2019	7 000	1 050	1 050	450	1 150	350	350	0	450	350	350	1 150	0	0	0	0
2908	EQUIPEMENT INSPECTION DES FINANCES	2016	2019	1 000	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0
2909	PROGRAMME RÉFECTION BÂTIMENT PUBLICS	2016	2021	15 700	1 800	1 800	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2017	1 500	550	550	250	550	150	150	0	250	150	150	550	0	0	0	0

2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2019	2 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0
2915	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGSE	2016	2017	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2020	1 800	600	800	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2020	9 200	1 800	1 800	800	1 800	800	800	0	800	500	500	1 800	0	0	0	0
2936	CONSTRUCTION SIEGE CSA	2016	2019	900	900	900	250	900	250	250	0	250	450	200	900	0	0	0	0
2958	CONSTRUCTION HOTEL DE L'ACI	2016	2016	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2962	PROGRAMME EQUIPEMENT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE	2016	2016	350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2963	PROGRAMME EQUIPEMENTS DES PREFETS	2016	2016	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2019	4 000	3 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0
2967	RÉHABILITATION EQUIPEMENT TRÉSORERIES RÉGIONALES PERCEPTION	2016	2020	7 500	1 800	1 800	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0
2976	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POSTE DOUANE FRONTALIERE	2016	2019	1 200	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0
2981	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE JEUNESSE	2017	2019	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2982	REHABILITATION DE L'ENSUP	2017	2018	500	400	400	200	400	0	0	0	200	200	0	400	0	0	0	0
3021	ETUDES AMENAGEMENTS PETITS BARRAGES SEGOU	2017	2019	900	0	0	0	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2017	2019	3 900	3 900	3 900	1 500	3 900	1 500	1 500	0	1 500	1 200	1 200	3 900	0	0	0	0

3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2019	4 400	4 400	4 400	2 000	4 400	2 000	2 000	0	2 000	1 200	1 200	4 400	0	0	0	0	
3024	PROJET AEP A KAYES	2017	2019	900	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT DNCC/DRCC	2017	2018	400	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3026	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE APEX	2017	2018	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	2017	2018	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3028	PROJET RENFORCEMENT SÃ¿CURITÃ¿ CITE ADMINISTRATIVE	2017	2018	160	160	160	160	160	160	160	0	160	0	0	160	0	0	0	0	
3029	CONST SIEGE AUTORITÃ¿ PROTECTION DONNÃ¿ES CARACTÃ¿RE PERSONNEL	2017	2018	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTÉGRATION	2017	2019	1 200	1 200	1 200	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2019	1 800	0	0	1 000	1 800	1 000	1 000	0	1 000	800	0	1 800	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2019	700	700	700	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2019	600	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2019	300	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2018	550	550	550	300	550	300	300	0	300	250	0	550	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2019	857	857	857	200	857	200	200	0	200	300	357	857	0	0	0	0	
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPP	2017	2018	200	200	200	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	

3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2019	1 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	700	300	1 500	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	1989	2019	7 500	300	300	300	900	0	0	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2019	2 703	2 703	2 703	500	2 703	500	500	0	500	1 000	1 203	2 703	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				689 189	140 402	140 602	56 278	144 955	58 800	58 800	0	56 278	50 453	38 224	144 955	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	2003	2019	4 240	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2019	1 561	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2019	7 680	4 500	4 500	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
2420	ETUD AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2018	2 700	1 200	1 200	700	1 200	700	700	0	700	500	0	1 200	0	0	0	0	
2478	VILLES DU MALI SAN BIDON VILLES	2010	2017	300	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2017	1 657	500	500	200	500	200	200	0	200	150	150	500	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2019	950	450	450	150	450	300	300	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2854	PROGRAMME REHABILITATION STATION EPURATION/MALI	2015	2019	1 000	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2019	5 000	4 000	4 000	1 700	3 700	2 000	2 000	0	1 700	1 000	1 000	3 700	0	0	0	0	
2919	PROJET DRAINAGE EAU FLUVIALE DE BAMAKO	2016	2017	7 150	3 805	3 805	300	3 805	3 805	3 805	0	300	0	0	300	3 505	0	0	3 505	AFD
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	2015	2018	9 600	3 700	3 700	200	3 700	2 700	2 700	0	200	200	200	600	2 500	600	0	3 100	BM

2952	PROGRAMME ASAINISSEMENT DE 11 VILLES	2016	2020	23 000	3 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				64 838	23 355	23 355	6 550	23 055	13 005	13 005	0	6 550	5 200	4 700	16 450	6 005	600	0	6 605	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Transport / Stockage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	2014	2017	1 500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2747	PROJT SECURISATION DOCUMENT DE TRANSPORT	2014	2017	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2818	CONSTRUCTION PARKING DES SPORTS	2016	2018	1 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				2 900	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Emploi / Travail*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2011	2016	3 546	145	145	145	145	145	145	0	145	0	0	145	0	0	0	0	
2046	FORMATION PROFESSIONNELLE PAR APPRENTISSAGE	2011	2016	1 655	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2700	APPUI PROGRAME VOLONTARIAT	2013	2018	2 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2014	2020	32 500	8 070	8 070	190	8 070	2 690	2 690	0	190	190	190	570	2 500	2 500	2 500	7 500	BM
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2019	600	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				40 601	9 015	9 015	735	9 015	3 235	3 235	0	735	390	390	1 515	2 500	2 500	2 500	7 500	

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1555	PROJET INVESTISEMENT SECTEUR EDUCATION (PISE)	2001	2019	70 016	1 008	1 008	300	1 008	300	300	0	300	400	308	1 008	0	0	0	0	
1808	AMNAGEMENT/ EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	1998	2017	9 700	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2194	PROJET REHABITALITATION DES INFRASTRUCTURES IPR KATIBOUGOU	2006	2018	1 557	330	330	100	330	100	100	0	100	230	0	330	0	0	0	0	
2309	AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES GRANDES ECOLES	2008	2018	1 320	400	400	200	400	0	0	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2443	EXTENSION EQUIPEMENT DE LA FAST ET DE I' IUG	2009	2016	1 278	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2018	14 800	2 550	2 550	850	2 550	850	850	0	850	850	850	2 550	0	0	0	0	
2550	ETUDE /CONSTRUCTION 3 TOURS SECTEUR EDUCATION	2012	2017	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2019	6 395	4 200	4 200	200	4 200	2 200	2 200	0	200	300	200	700	2 000	1 500	0	3 500 KfW	2012
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	2013	2016	6 395	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2019	3 550	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	2014	2017	1 500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
2805	PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	2014	2016	12 000	3 500	3 500	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	0	3 500	BM
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2015	2019	300	225	225	75	225	50	50	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2022	28 150	7 725	7 725	75	7 725	2 575	2 575	0	75	75	75	225	2 500	2 500	2 500	7 500	FIDA
2858	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	2015	2019	10 000	1 500	1 500	500	1 500	0	0	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2018	3 073	1 050	1 050	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP IREPHASE EXTENS CAMPUS UNIVERT BKO	2015	2017	35 737	1 300	1 300	1 300	1 300	1 500	1 500	0	1 300	0	0	1 300	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2014	2018	440	300	300	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	
2865	SECURISATION DOMAINES UNIVERSITAIRE BADALABOUGOU	2016	2019	7 000	0	0	0	500	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	500	0	500	AFD
2871	PROJET DE REHABILITATION DE L'ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2016	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANTCE BESOINS EDUCATIONS	2015	2018	440	250	250	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2972	PROJET APPUI AU DEVELOPPEMENT ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2015	2020	14 850	0	0	0	3 000	0	0	0	0	0	0	0	3 000	0	0	3 000	BM

2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2018	5 000	3 500	3 500	0	3 500	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	1 500	0	3 500	BID
3035	CONST/EQUIP D'UNE BIBLIOTHÃ¿QUE SPÃ¿CIALISE AU COMPT USSGB	2017	2017	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	2017	2019	450	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2005	2017	455	325	325	325	325	325	325	0	325	0	0	325	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2004	2018	1 250	0	0	350	760	350	350	0	350	410	0	760	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				237 006	30 213	30 213	6 325	34 473	18 800	18 800	0	6 325	3 940	2 708	12 973	13 000	6 000	2 500	21 500	
TOTAL GENERAL				237 006	30 213	30 213	6 325	34 473	18 800	18 800	0	6 325	3 940	2 708	12 973	13 000	6 000	2 500	21 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	2005	2018	1 020	275	275	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	2004	2017	640	250	250	250	390	250	250	0	250	140	0	390	0	0	0	0	
2069	APPUI RENFORCEMENT CAPACITES ORGANISATION FÃ¿MININE MALI	2005	2016	1 042	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2211	APPUI AU PROGRAMME DEVELOPPEMENT SANITAIRE SOCIAL PH II	2005	2016	10 099	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	2005	2018	1 000	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2213	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT CNOS	2005	2018	10 100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	2005	2018	1 487	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	2005	2018	1 380	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	2007	2018	1 700	1 250	1 250	350	1 250	350	350	0	350	450	450	1 250	0	0	0	0	
2218	REHABILITATION DE L'INFSS	2007	2017	800	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	

2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2019	700	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2514	INFORMATION SENSIBILISATION AMELIORATION STATUT FEMME ENFANT	2010	2018	420	250	250	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2790	PROJET TRANSITION RADIO ANALOGIQUE VERS NUMERIQUE	2014	2016	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2927	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ET PROMOTION FEMMES RURAL	2016	2019	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2930	RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES DU CNAM	2016	2019	500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2016	2020	24 000	10 500	10 500	0	10 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	3 500	3 500	10 500	BM
2974	RENFORCEMENT SANTE DE LA REPRODUCTION (PRSP)IDA	2016	2018	9 500	5 500	5 500	0	5 500	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	1 500	0	5 500	BM
2978	AMELIORAT°PLATEAU /TECHNIQ/SANTE MARKALA/KTLA/KKORO	2017	2018	5 400	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	2017	2019	1 000	600	600	200	600	0	0	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2004	2019	1 246	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3005	RÃ¿HABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2019	600	600	600	200	600	0	0	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2005	2019	1 950	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2018	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	0	12 000	0	0	12 000	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				89 584	40 325	40 325	20 125	40 465	27 225	27 225	0	20 125	2 290	2 050	24 465	7 500	5 000	3 500	16 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1695	PROMOTION DES JEUNES/SPORTS ET SANTE	2000	2018	1 444	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1803	CONSTRUCTION CENTRE D'ENTRAÎNEMENT POUR SPORTIFS D'ELITE DE KABALA	2008	2018	2 228	175	175	175	175	250	250	0	175	0	0	175	0	0	0	0	
1946	EXTENSION EQUIPEMENT LYCEE SPORTIF BEN OUMAR SY DE KABALA	2003	2017	1 658	200	200	200	200	350	350	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
1947	EXTENSION EQUIPEMENT INSTITUT NATIONAL JEUNESSE/SPORTS	2003	2017	1 771	200	200	200	200	400	400	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2011	RÃ¿NOVATION STADE MAMADOU KONATE	2005	2016	1 855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2013	RÉHABILITATION DU STADE OUEZZIN COULIBALY	2013	2016	1 647	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2018	3 944	2 525	2 525	725	2 425	800	800	0	725	900	800	2 425	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2002	2018	1 975	700	700	700	700	700	700	0	700	0	0	700	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	2008	2018	2 131	450	450	450	850	450	450	0	450	400	0	850	0	0	0	0	
2670	CONSTRUCTION SALLE AFROBASKET	2012	2016	2 506	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	2015	2017	1 700	810	810	810	810	810	810	0	810	0	0	810	0	0	0	0	
2896	SÉCURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2016	2018	796	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

2965	SECURISATION TERRAIN BOULKASSOUMBOUGOU	2016	2016	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2004	2017	1 500	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				25 355	5 510	5 510	3 710	5 810	4 210	4 210	0	3 710	1 300	800	5 810	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Information*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2009	2019	670	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2601	REHABILITATION EXTENS ECOLE DE COMMUNICATION	2011	2016	612	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2669	RENFORCEMENT CAPACITE SGG	2013	2017	480	225	225	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2014	2018	1 895	750	750	350	750	350	350	0	350	200	200	750	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2018	800	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2867	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS DE L'ORTM	2016	2020	3 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				7 957	1 875	1 875	725	1 875	725	725	0	725	575	575	1 875	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2001	2019	1 350	360	360	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
847	APPUI A LA MISE EN PLACE DES COMMUNES/ANICT	1997	2019	35 547	15 500	15 500	1 000	15 500	13 500	13 500	0	1 000	1 000	1 000	3 000	12 500	0	0	12 500	AFD
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	2010	2019	9 007	2 400	2 400	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	
1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/ PREVISION MACRO ECONOMIQUE	2003	2019	1 873	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2003	2017	25 000	1 702	1 702	434	1 702	634	634	0	434	634	634	1 702	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION (PPTE)	2013	2019	7 125	6 800	6 800	500	6 800	500	500	0	500	500	5 800	6 800	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2016	398	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2127	PROGRAMME APPUI DECENTRALISATION KOULIKORO PHASE 2	2006	2017	9 634	30	30	30	30	30	30	0	30	0	0	30	0	0	0	0	AFD
2128	PROGRAMME NATIONAL EDUCATION A LA CITOYENNETE	2005	2016	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	2017	2019	4 000	1 660	1 660	1 660	1 660	1 660	1 660	0	1 660	0	0	1 660	0	0	0	0	
2295	APPUI AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DU NORD	2008	2017	700	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2299	AMENAGEMENT SIEGE ONAP	2008	2017	641	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	

2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2018	670	360	360	120	360	0	0	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2017	670	0	0	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2018	760	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2019	800	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	2008	2019	950	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2019	950	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2019	729	195	195	65	195	65	65	0	65	65	65	195	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2019	950	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2019	950	150	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2019	950	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2019	1 715	1 260	1 260	170	1 260	920	920	0	170	170	170	510	750	0	0	750	PNUD
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2019	2 500	800	800	400	800	400	400	0	400	200	200	800	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2019	3 200	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2019	3 900	1 350	1 350	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2019	2 695	198	198	66	198	66	66	0	66	66	66	198	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE PPTE	2016	2019	1 000	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2549	RENFORCEMENT CAPACITES MIIC	2011	2016	750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2019	2 190	400	400	400	1 200	400	0	400	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2019	950	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2620	APPUI PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES DNPSES	2011	2016	275	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2626	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE AUTORITE REGULATION MARCHES PUBLICS	2011	2017	340	20	20	0	20	20	20	0	0	0	0	0	20	0	0	20	BM
2630	PROGRAME ASSISTANCE TECHNIQUE CARFIP	2011	2016	345	105	105	0	105	105	105	0	0	0	0	0	105	0	0	105	AFD
2631	PROGRAMME ASSISTANCE TECHN. DFM/MEF	2011	2017	4 654	55	55	0	255	55	55	0	0	100	100	200	55	0	0	55	BM
2632	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGB	2011	2017	611	183	183	0	183	183	183	0	0	0	0	0	183	0	0	183	BM
2633	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE/DGI	2011	2017	403	41	41	0	41	41	41	0	0	0	0	0	41	0	0	41	BM
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2018	700	0	0	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2669	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQ/SECTION COMPTE COUR SUPREME	2011	2017	423	19	19	0	19	19	19	0	0	0	0	0	19	0	0	19	BM
2671	PROGRAMME GESTION CATASTROPHES NATUREL/PNUD	2012	2019	480	360	360	120	360	0	0	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP/PPTE	2016	2019	1 000	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2678	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGMP/DSP	2011	2015	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2679	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DNCF	2011	2016	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2680	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DNTCP	2011	2016	493	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2681	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGCT	2011	2016	110	0	0	0	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2682	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE CADD/EDUCATION	2011	2016	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2704	RENFORCEMENT CAPACITES FONDS NATIONAL SOLIDARITE	2013	2016	850	500	500	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2019	35 000	10 145	10 145	1 150	11 450	6 150	6 150	0	1 150	150	150	1 450	5 000	5 000	0	10 000	BM
2728	APPUI CROISSANCE ECO PROMOTÂ° EMPLOI SECTEUR PRIVE	2014	2018	9 159	4 100	4 100	50	4 100	50	50	0	50	50	0	100	4 000	0	0	4 000	Danemark
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2019	5 000	4 000	4 000	1 000	2 650	1 000	1 000	0	1 000	1 500	150	2 650	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2019	50 000	3 450	3 450	150	3 450	3 150	3 150	0	150	150	150	450	3 000	0	0	3 000	BM
2750	APPUI INSTITUTTIONNEL SECTEUR ELEVAGE/PECHE/BELGIQUE	2012	2017	2 093	25	25	25	25	25	0	25	25	0	0	25	0	0	0	0	
2754	RENFORCEMENT CAPACITE MINISTÃ¿Â¿RE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE	2015	2016	213	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2017	450	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2804	PROJET APPUI GOUVERNANCE ECONOMIQUE (PAGE)	2015	2017	10 262	3 187	3 187	75	3 187	3 187	3 187	0	75	0	0	75	3 112	0	0	3 112	BAD
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2017	600	200	200	100	200	100	100	0	100	50	50	200	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2017	750	528	528	176	528	176	176	0	176	176	176	528	0	0	0	0	

2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2015	2018	1 385	900	900	450	900	450	450	0	450	450	0	900	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2018	850	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2848	PROGRAMME ASSISTACE TECHNIQUE CADD SANTE	2015	2016	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2872	APPUI CELLULE PAT	2015	2017	300	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	2015	2019	15 200	13 200	13 200	4 400	13 200	0	0	0	4 400	4 400	4 400	13 200	0	0	0	0	
2878	RENFORCEMENT CAPACITE MINISTERE DECENTRALISATION: BILLE	2015	2017	500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2019	950	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2019	1 000	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2021	5 700	930	930	310	930	310	310	0	310	310	310	930	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2019	300	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2019	750	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	2016	2019	1 500	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2937	PROGRAMME CERCAP ACBF PHASE 3	2016	2018	3 678	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2017	300	0	0	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2942	APPUI PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER	2016	2018	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2968	DEVELOPPEMENT COMPTABILITE MATIERE PHASE 2	2016	2016	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2018	2 500	1 500	1 500	1 000	2 000	1 000	1 000	0	1 000	500	500	2 000	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	2016	2019	500	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2971	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SOMAGEP	2016	2016	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2979	ASSISTANCE TECHNIQUE DNDC/MDEAF	2014	2016	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3045	PROJET APPUI SECTEUR JUSTICE AU MALI (PAJM)	2017	2018	6 030	3 930	3 930	0	3 930	3 930	3 930	0	0	0	0	0	3 930	0	0	3 930	Canada
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)	2006	2018	52 718	6 300	6 300	2 100	6 300	2 100	2 100	0	2 100	2 100	2 100	6 300	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2018	50	50	50	50	50	0	0	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				345 076	97 043	97 043	21 971	99 648	46 496	45 921	575	21 971	18 531	21 431	61 933	32 715	5 000	0	37 715	
TOTAL GENERAL				4 518 290	972 437	974 157	274 624	1 062 613	584 735	577 860	6 875	274 624	241 941	139 233	655 798	284 600	93 542	28 673	406 815	

Annexe 2

Présentation détaillée des Projets par Ministère / Institution et par Source de Financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2468	REHABILITATION DU CENTRE D'ACCEUIL KOULOUBA	2010	2016	600	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2469	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT GRANDE CHANCELLERIE ORDRES NATIONAUX	2010	2016	1 075	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2761	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCLS	2014	2019	1 882	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2017	1 220	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2876	REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE	2015	2017	528	128	128	128	128	128	128	0	128	0	0	128	0	0	0	0	
2892	REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	2016	2018	665	450	450	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	
2893	ACQUISITION EQUIPEMENTS SPECIAUX GARDE PRESIDENTIELLE	2016	2017	1 142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2915	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGSE	2016	2017	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				10 112	678	678	478	678	478	478	0	478	200	0	678	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *PRIMATURE*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2294	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ECOLE NATIONALE ADMINISTRATION BKO	2008	2017	15 226	5 000	5 000	2 000	5 000	2 000	2 000	0	2 000	3 000	0	5 000	0	0	0	0	
2669	RENFORCEMENT CAPACITE SGG	2013	2017	480	225	225	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
3029	CONST SIEGE AUTORITÃ¿ PROTECTION DONNÃ¿ES CARACTÃ¿RE PERSONNEL	2017	2018	300	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3027	MODERNISATION SGG	2017	2018	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3028	PROJET RENFORCEMENT SÃ¿CURITÃ¿ CITE ADMINISTRATIVE	2017	2018	160	160	160	160	160	160	160	0	160	0	0	160	0	0	0	0	
2636	MODERNISATION JOURNAL OFFICIEL	2012	2016	644	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2017	551	185	185	185	185	185	185	0	185	0	0	185	0	0	0	0	
2862	REHABILITATION ANNEXES ARCHIVE DU MALI	205	2017	192	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				17 753	6 070	6 070	2 920	6 070	2 920	2 920	0	2 920	3 075	75	6 070	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR CONSTITUTIONNELLE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2895	REHABILITATION RENOVATION COUR CONSTITUTIONNELLE	2016	2018	700	400	400	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				700	400	400	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COUR SUPREME*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2669	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQ/SECTION COMPTE COUR SUPREME	2011	2017	423	19	19	0	19	19	19	0	0	0	0	0	19	0	0	19	BM
2465	CONSTRUCTION SIÃ¿GE DE LA COUR SUPREME	2009	2016	10 377	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2894	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE SECTION COMPTES/ CC	2016	2019	3 734	3 500	3 500	700	3 500	700	700	0	700	1 500	1 300	3 500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				14 534	3 519	3 519	700	3 519	719	719	0	700	1 500	1 300	3 500	19	0	0	19	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL*																				
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2720	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CESC	2013	2017	1 150	225	225	225	225	225	225	0	225	0	0	225	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 150	225	225	225	225	225	225	0	225	0	0	225	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2760	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE HCCT	2014	2018	3 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				3 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2009	2019	670	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2020	10 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2962	PROGRAMME EQUIPEMENT DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE	2016	2016	350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTÉGRATION	2017	2019	1 200	1 200	1 200	200	1 200	200	200	0	200	500	500	1 200	0	0	0	0	
2493	CONSTRUCTION CHANCELLERIE.RESIDENCE AMBAS LOGE DIPLOM ADDIS ABEBA	2010	2017	2 556	700	700	700	700	700	700	0	700	0	0	700	0	0	0	0	
2492	CONSTRUCTION COMPLEXE DIPLOMATIQUE OUAGADOUGOU	2010	2019	1 019	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2494	CONSTRUCTION CHANCELLERIE LOGEMENT PERS DIPLO ABUJA	2010	2016	897	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				16 692	4 600	4 600	1 800	4 600	1 800	1 800	0	1 800	1 400	1 400	4 600	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2019	1 715	1 260	1 260	170	1 260	920	920	0	170	170	170	510	750	0	0	750	PNUD
2884	CONSTRUCTION MAISON MALIENS EXTERIEUR	2015	2017	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2019	750	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				3 465	1 710	1 710	320	1 710	1 070	1 070	0	320	320	320	960	750	0	0	750	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
3045	PROJET APPUI SECTEUR JUSTICE AU MALI (PAJM)	2017	2018	6 030	3 930	3 930	0	3 930	3 930	3 930	0	0	0	0	0	3 930	0	0	3 930	Canada
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2019	1 500	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	700	300	1 500	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2019	800	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3051	PROGRAMME URGENCE RENFORCEMENT SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)	2006	2018	52 718	6 300	6 300	2 100	6 300	2 100	2 100	0	2 100	2 100	2 100	6 300	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2019	11 000	10 000	10 000	2 000	10 000	0	0	0	2 000	4 000	4 000	10 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				72 048	22 330	22 330	4 800	22 330	6 730	6 730	0	4 800	7 000	6 600	18 400	3 930	0	0	3 930	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2902	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE DE LA PROTECTION CIVILE	2016	2021	4 509	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2736	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE L'OFFICE CENTRAL STUPEFIANT	2014	2016	1 990	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2901	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE GENDARMERIE NATIONALE	2016	2021	3 442	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2900	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURE DE LA GARDE NATIONALE	2016	2020	6 000	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2903	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA POLICE NATIONALE	2016	2021	2 700	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2671	PROGRAMME GESTION CATASTROPHES NATUREL/PNUD	2012	2019	480	360	360	120	360	0	0	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				19 121	2 160	2 160	720	2 160	600	600	0	720	720	720	2 160	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2299	AMENAGEMENT SIEGE ONAP	2008	2017	641	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2831	ACQUISITION LABORATOIRE MOBILE CONTROLE QUALITE PRODUITS PETROLIERS	2016	2016	450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2021	5 700	930	930	310	930	310	310	0	310	310	310	930	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2019	300	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2017	300	0	0	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2942	APPUI PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER	2016	2018	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2968	DEVELOPPEMENT COMPTABILITE MATIERE PHASE 2	2016	2016	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2018	2 500	1 500	1 500	1 000	2 000	1 000	1 000	0	1 000	500	500	2 000	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	2016	2019	500	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2005	2017	455	325	325	325	325	325	325	0	325	0	0	325	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2018	50	50	50	50	50	0	0	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2908	EQUIPEMENT INSPECTION DES FINANCES	2016	2019	1 000	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

1933	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION/ PREVISION MACRO ECONOMIQUE	2003	2019	1 873	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
1949	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT IMMEUBLE HOTEL DU PLAN	2003	2019	3 600	1 300	1 300	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2016	398	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2019	2 695	198	198	66	198	66	66	0	66	66	66	198	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE PPTE	2016	2019	1 000	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2592	REHABILITATION HOTEL DES FINANCES	2012	2017	1 700	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	0	1 200	0	0	1 200	0	0	0	0	
2631	PROGRAMME ASSISTANCE TECHN. DFM/MEF	2011	2017	4 654	55	55	0	255	55	55	0	0	100	100	200	55	0	0	55	BM
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2017	1 500	574	574	574	574	574	574	0	574	0	0	574	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2018	700	0	0	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP/PPTE	2016	2019	1 000	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2680	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DNTCP	2011	2016	493	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2019	35 000	10 145	10 145	1 150	11 450	6 150	6 150	0	1 150	150	150	1 450	5 000	5 000	0	10 000	BM
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2019	5 000	4 000	4 000	1 000	2 650	1 000	1 000	0	1 000	1 500	150	2 650	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2019	50 000	3 450	3 450	150	3 450	3 150	3 150	0	150	150	150	450	3 000	0	0	3 000	BM
2804	PROJET APPUI GOUVERNANCE ECONOMIQUE (PAGE)	2015	2017	10 262	3 187	3 187	75	3 187	3 187	3 187	0	75	0	0	75	3 112	0	0	3 112	BAD

2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2018	850	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2880	REHABLITATION INFRASTRUCTURES/ EQUIPEMEN STRUCTURES MEF	2015	2019	11 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2019	1 500	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2019	950	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2019	1 000	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2019	7 000	1 050	1 050	450	1 150	350	350	0	450	350	350	1 150	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2019	518	1 350	1 350	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2017	1 500	550	550	250	550	150	150	0	250	150	150	550	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2019	2 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2958	CONSTRUCTION HOTEL DE L'ACI	2016	2016	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2019	850	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2632	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGB	2011	2017	611	183	183	0	183	183	183	0	0	0	0	0	183	0	0	183	BM
2633	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE/DGI	2011	2017	403	41	41	0	41	41	41	0	0	0	0	0	41	0	0	41	BM
1317	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2008	2019	4 500	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2019	5 593	3 400	3 400	1 000	3 400	1 000	1 000	0	1 000	1 200	1 200	3 400	0	0	0	0	
2976	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POSTE DOUANE FRONTALIERE	2016	2019	1 200	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2626	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE AUTORITE REGULATION MARCHES PUBLICS	2011	2017	340	20	20	0	20	20	20	0	0	0	0	0	20	0	0	20	BM
2678	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGMP/DSP	2011	2015	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2017	605	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2019	1 500	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2630	PROGRAME ASSISTANCE TECHNIQUE CARFIP	2011	2016	345	105	105	0	105	105	105	0	0	0	0	0	105	0	0	105	AFD
2679	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DNCF	2011	2016	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2967	RÉHABILITATION EQUIPEMENT TRÉSORERIES RÉGIONALES PERCEPTION	2016	2020	7 500	1 800	1 800	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2872	APPUI CELLULE PAT	2015	2017	300	0	0	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	2010	2019	9 007	2 400	2 400	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				193 643	48 763	48 763	13 800	49 218	25 066	25 066	0	13 800	10 276	8 626	32 702	11 516	5 000	0	16 516	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2019	3 200	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2019	3 900	1 350	1 350	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2017	600	200	200	100	200	100	100	0	100	50	50	200	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2018	6 300	5 500	5 500	2 500	5 500	2 500	2 500	0	2 500	1 500	1 500	5 500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				14 000	8 250	8 250	3 450	8 250	3 450	3 450	0	3 450	2 400	2 400	8 250	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MIN. TRAVAIL, FONCT. PUB. RELATION AVEC INSTITUTIONS*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION (PPTE)	2013	2019	7 125	6 800	6 800	500	6 800	500	500	0	500	500	5 800	6 800	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	2015	2017	1 440	0	0	553	553	0	0	0	553	0	0	553	0	0	0	0	
3041	CONSTRUCTION BUREAU SALLE D'ARCHIVE DNFPP	2017	2018	200	200	200	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2003	2017	25 000	1 702	1 702	434	1 702	634	634	0	434	634	634	1 702	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				33 765	8 702	8 702	1 587	9 255	1 234	1 234	0	1 587	1 234	6 434	9 255	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	2017	2019	450	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
1695	PROMOTION DES JEUNES/SPORTS ET SANTE	2000	2018	1 444	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2046	FORMATION PROFESSIONNELLE PAR APPRENTISSAGE	2011	2016	1 655	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2014	2020	32 500	8 070	8 070	190	8 070	2 690	2 690	0	190	190	190	570	2 500	2 500	2 500	7 500	BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2022	28 150	7 725	7 725	75	7 725	2 575	2 575	0	75	75	75	225	2 500	2 500	2 500	7 500	FIDA
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2011	2016	3 546	145	145	145	145	145	145	0	145	0	0	145	0	0	0	0	
2700	APPUI PROGRAME VOLONTARIAT	2013	2018	2 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2019	857	857	857	200	857	200	200	0	200	300	357	857	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				70 902	17 447	17 447	960	17 447	5 960	5 960	0	960	715	772	2 447	5 000	5 000	5 000	15 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MIN. ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISAT° ET REFORME DE L'ETAT*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2018	670	360	360	120	360	0	0	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
847	APPUI A LA MISE EN PLACE DES COMMUNES/ANICT	1997	2019	35 547	15 500	15 500	1 000	15 500	13 500	13 500	0	1 000	1 000	1 000	3 000	12 500	0	0	12 500	AFD
2127	PROGRAMME APPUI DECENTRALISATION KOULIKORO PHASE 2	2006	2017	9 634	30	30	30	30	30	30	0	30	0	0	30	0	0	0	0	AFD
2875	CONTRAT PLAN ETAT REGIONS	2015	2019	15 200	13 200	13 200	4 400	13 200	0	0	0	4 400	4 400	4 400	13 200	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	1989	2019	7 500	300	300	300	900	0	0	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2128	PROGRAMME NATIONAL EDUCATION A LA CITOYENNETE	2005	2016	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2257	RENFORCEMENT EQUIPEMENT RESEAU ADMINISTRATIF COMMANDEMENT RAC	2007	2016	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2963	PROGRAMME EQUIPEMENTS DES PREFETS	2016	2016	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2019	4 000	3 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2020	9 200	1 800	1 800	800	1 800	800	800	0	800	500	500	1 800	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				86 451	34 190	34 190	7 650	34 790	15 330	15 330	0	7 650	7 320	7 320	22 290	12 500	0	0	12 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT*																				
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2681	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE DGCT	2011	2016	110	0	0	0	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2878	RENFORCEMENT CAPACITE MINISTERE DECENTRALISATION: BILLE	2015	2017	500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				610	0	0	0	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2754	RENFORCEMENT CAPACITE MINISTÃ¿Â¿RE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE	2015	2016	213	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				213	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1555	PROJET INVESTISEMENT SECTEUR EDUCATION (PISE)	2001	2019	70 016	1 008	1 008	300	1 008	300	300	0	300	400	308	1 008	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2019	729	195	195	65	195	65	65	0	65	65	65	195	0	0	0	0	
2550	ETUDE /CONSTRUCTION 3 TOURS SECTEUR EDUCATION	2012	2017	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2019	6 395	4 200	4 200	200	4 200	2 200	2 200	0	200	300	200	700	2 000	1 500	0	3 500	KfW
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	2013	2016	6 395	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2014	2018	440	300	300	200	300	200	200	0	200	100	0	300	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANTCE BESOINS EDUCATIONS	2015	2018	440	250	250	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2018	5 000	3 500	3 500	0	3 500	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	1 500	0	3 500	BID
2871	PROJET DE REHABILITATION DE L'ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2016	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES LYCEES	2009	2019	8 420	3 000	3 000	2 000	3 000	6 000	6 000	0	2 000	500	500	3 000	0	0	0	0	
2682	PROGRAMME ASSISTANCE TECHNIQUE CADD/EDUCATION	2011	2016	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

1633	EQUIPEMENT DES STRUCTURES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDIRE	1999	2018	8 420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2805	PROJET EDUCATION POUR TOUS (IDA)	2014	2016	12 000	3 500	3 500	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	0	3 500	BM
TOTAL MINISTERE				120 005	15 953	15 953	2 915	15 953	14 415	14 415	0	2 915	1 465	1 073	5 453	7 500	3 000	0	10 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2194	PROJET REHABITALITATION DES INFRASTRUCTURES	2006	2018	1 557	330	330	100	330	100	100	0	100	230	0	330	0	0	0	0	
2309	IPR KATIBOUGOU AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT LABORATOIRES DES	2008	2018	1 320	400	400	200	400	0	0	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2372	GRANDES ECOLES CONSTRUCTION EQUIPEMENT DE LA	2009	2016	29 375	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2373	CITE UNIVERSITAIRE PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE	2009	2017	1 741	85	85	85	85	85	85	0	85	0	0	85	0	0	0	0	
2444	L'ENI CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE	2009	2018	14 800	2 550	2 550	850	2 550	850	850	0	850	850	850	2 550	0	0	0	0	
2601	SEGOU REHABILITATION EXTENS ECOLE DE	2011	2016	612	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2613	COMMUNICATION CONSTRUCTION	2011	2016	700	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2858	EQUIPEMENT ISH CONSTRUCTION EQUIPEMENT BIBLIOTHEQUE	2015	2019	10 000	1 500	1 500	500	1 500	0	0	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2859	UNIVERSITAIRE CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE	2015	2018	3 073	1 050	1 050	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2860	PHARMACIE CONSTR/EQUIP IREPHASE EXTENS CAMPUS UNIVERT	2015	2017	35 737	1 300	1 300	1 300	1 300	1 500	1 500	0	1 300	0	0	1 300	0	0	0	0	
2972	BKO PROJET APPUI AU DEVELOPPEMENT ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2015	2020	14 850	0	0	0	3 000	0	0	0	0	0	0	0	3 000	0	0	3 000	BM

2982	REHABILITATION DE L'ENSUP	2017	2018	500	400	400	200	400	0	0	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2019	3 550	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				117 815	8 365	8 365	3 935	11 365	3 235	3 235	0	3 935	2 530	1 900	8 365	3 000	0	0	3 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	2014	2017	1 500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 500	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2018	550	550	550	300	550	300	300	0	300	250	0	550	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				550	550	550	300	550	300	300	0	300	250	0	550	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2443	EXTENSION EQUIPEMENT DE LA FAST ET DE l' IUG	2009	2016	1 278	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2865	SECURISATION DOMAINES UNIVERSITAIRE BADALABOUGOU	2016	2019	7 000	0	0	0	500	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	500	0	500	AFD
1808	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT LABORATOIRES USTTEB	1998	2017	9 700	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				17 978	300	300	300	800	3 300	3 300	0	300	0	0	300	0	500	0	500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
3035	CONST/EQUIP D'UNE BIBLIOTHÃ¿QUE SPÃ¿CIALISE AU COMPT USSGB	2017	2017	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINISTERE DE LA CULTURE*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2041	EQUIPEMENT MAISON AFRICAIN DE LA PHOTOGRAPHIE	2005	2017	1 208	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	0	1 200	0	0	1 200	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2019	1 800	0	0	1 000	1 800	1 000	1 000	0	1 000	800	0	1 800	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2019	600	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2004	2018	1 250	0	0	350	760	350	350	0	350	410	0	760	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2018	760	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
1780	AMENAGEMENT CENTRE DE CONFERENCE DE BAMAKO	2000	2018	1 721	800	800	800	800	1 600	1 600	0	800	0	0	800	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2019	300	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2002	2018	1 975	700	700	700	700	700	700	0	700	0	0	700	0	0	0	0	
2152	PROJET D'AMÉNAGEMENT MÉMORIAL MODOBOKEITA	2006	2016	919	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2517	REHABILITATION PARCS PUBLICS ET MOMUMENTS	2010	2019	2 308	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2019	700	700	700	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2019	99 000	800	800	200	800	200	200	0	200	400	200	800	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				112 541	5 400	5 400	4 950	7 960	5 750	5 750	0	4 950	2 210	800	7 960	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES SPORTS*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2020	3 800	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2818	CONSTRUCTION PARKING DES SPORTS	2016	2018	1 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2896	SÉCURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2016	2018	796	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2004	2017	1 500	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
1947	EXTENSION EQUIPEMENT INSTITUT NATIONAL JEUNESSE/SPORTS	2003	2017	1 771	200	200	200	200	400	400	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
1946	EXTENSION EQUIPEMENT LYCEE SPORTIF BEN OUMAR SY DE KABALA	2003	2017	1 658	200	200	200	200	350	350	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2965	SECURISATION TERRAIN BOULKASSOUMBOU GOU	2016	2016	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	2008	2018	2 131	450	450	450	850	450	450	0	450	400	0	850	0	0	0	0	
1803	CONSTRUCTION CENTRE D'ENTRAÎNEMENT POUR SPORTIFS D'ELITE DE KABALA	2008	2018	2 228	175	175	175	175	250	250	0	175	0	0	175	0	0	0	0	
2013	RÉHABILITATION DU STADE OUEZZIN COULIBALY	2013	2016	1 647	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2011	RÃ¿NOVATION STADE MAMADOU KONATE	2005	2016	1 855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2439	EQUIPEMENT DES STADES EN GROUPES ELECTROGENES	2009	2016	1 830	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2670	CONSTRUCTION SALLE AFROBASKET	2012	2016	2 506	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2657	CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE	2012	2019	1 800	950	950	250	950	250	250	0	250	300	400	950	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				25 022	2 525	2 525	1 825	2 925	2 250	2 250	0	1 825	700	400	2 925	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2277	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DU CARREFOUR DES JEUNES DE BAMAKO	2007	2017	962	75	75	75	75	0	0	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2832	PROGRAMME CONSTRUCTION CITOYENNE	2015	2019	300	225	225	75	225	50	50	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2833	CONSTRUCTION EQUIPEMENT PALAIS DES PIONNIERS	2015	2017	1 700	810	810	810	810	810	810	0	810	0	0	810	0	0	0	0	
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2018	3 944	2 525	2 525	725	2 425	800	800	0	725	900	800	2 425	0	0	0	0	
2981	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE JEUNESSE	2017	2019	1 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				8 106	3 635	3 635	1 685	3 535	1 660	1 660	0	1 685	975	875	3 535	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2387	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION GENERALE ANSSA	2013	2020	2 350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2012	2018	2 858	2 058	2 058	1 000	2 058	1 000	1 000	0	1 000	1 058	0	2 058	0	0	0	0	
2836	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE CPS/SSDSPF ET CEPRIS	2015	2018	4 714	4 564	4 564	500	4 564	500	500	0	500	2 500	1 564	4 564	0	0	0	0	
2848	PROGRAMME ASSISTACE TECHNIQUE CADD SANTE	2015	2016	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2974	RENFORCEMENT SANTE DE LA REPRODUCTION (PRSP)IDA	2016	2018	9 500	5 500	5 500	0	5 500	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	1 500	0	5 500	BM
2978	AMELIORAT°PLATEAU/TECHNIQ/SANTE MARKALA/KTLA/KKORO	2017	2018	5 400	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	0	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2018	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	0	12 000	0	0	12 000	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2019	950	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2061	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	2005	2018	1 020	275	275	275	275	275	275	0	275	0	0	275	0	0	0	0	
2212	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	2005	2018	1 000	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	

2213	APPUI MISE EN OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEMENT CNOS	2005	2018	10 100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2214	APPUI MISE OEUVRE PROJET ACCORDS ETABLISSEM. HGT	2005	2018	1 487	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2215	APPUI MISE OEUVRE ACCORD ETABLISSEM. HOPITAL KATI	2005	2018	1 380	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2216	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT INRSP	2007	2018	1 700	1 250	1 250	350	1 250	350	350	0	350	450	450	1 250	0	0	0	0	
2218	REHABILITATION DE L'INFSS	2007	2017	800	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2018	825	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2020	4 500	0	0	800	1 600	800	800	0	800	400	400	1 600	0	0	0	0	
2930	RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES DU CNAM	2016	2019	500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2005	2019	1 950	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2211	APPUI AU PROGRAMME DEVELOPPEMENT SANITAIRE SOCIAL PH II	2005	2016	10 099	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				73 233	33 997	33 997	21 475	35 597	25 475	25 475	0	21 475	5 308	3 314	30 097	4 000	1 500	0	5 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1507	PLATE FORME MULTIFONCTIONNEL LE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/ PPTE	2007	2019	5 070	4 950	4 950	150	4 950	1 650	1 650	0	150	150	150	450	1 500	1 500	1 500	4 500	PNUD
2069	APPUI RENFORCEMENT CAPACITES ORGANISATION FÃ¿MININE MALI	2005	2016	1 042	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2018	1 000	500	500	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2021	2 769	100	100	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2004	2019	1 246	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3005	RÃ¿HABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2019	600	600	600	200	600	0	0	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2019	700	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	2017	2019	1 000	600	600	200	600	0	0	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2016	5 315	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

2514	INFORMATION SENSIBILISATION AMELIORATION STATUT FEMME ENFANT	2010	2018	420	250	250	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2018	300	200	200	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2017	650	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2927	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ET PROMOTION FEMMES RURAL	2016	2019	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2437	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE PROMOTION FEMME	2009	2017	1 137	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2835	EXTENSION ET EQUIPEMENT CENTRE AOUA KEITA	2015	2017	450	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				22 699	9 500	9 500	2 250	9 700	3 350	3 350	0	2 250	1 700	1 250	5 200	1 500	1 500	1 500	4 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*CITE DES ENFANTS*																				
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2018	1 790	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 790	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2295	APPUI AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DU NORD	2008	2017	700	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2352	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DES DRDSES	2008	2017	13 000	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2019	2 500	800	800	400	800	400	400	0	400	200	200	800	0	0	0	0	
2934	APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD	2016	2019	1 500	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2146	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA MAISON DES AINES	2006	2016	1 597	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2271	PROJET AMENAGEMENT CENTRE NATIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE DU MALI	2007	2016	1 395	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2448	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX INFTS	2009	2017	1 200	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2704	RENFORCEMENT CAPACITES FONDS NATIONAL SOLIDARITE	2013	2016	850	500	500	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
2773	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION SEGOU	2014	2016	610	500	500	500	500	500	500	0	500	0	0	500	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	2014	2016	2 000	1 100	1 100	800	1 100	800	800	0	800	300	0	1 100	0	0	0	0	

2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2014	2016	33 857	3 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2014	2016	26 672	4 200	4 200	1 000	4 200	1 000	1 000	0	1 000	1 600	1 600	4 200	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2014	2016	27 069	4 300	4 300	900	4 300	900	900	0	900	1 700	1 700	4 300	0	0	0	0	
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2019	600	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2620	APPUI PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES DNPSES	2011	2016	275	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				113 825	16 450	16 450	5 900	16 450	5 900	5 900	0	5 900	5 550	5 000	16 450	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MIN. ENVIRONNEMENT, EAU ET ASSAINISSEMENT*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2017	1 050	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2017	538	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2018	1 800	1 725	1 725	75	1 725	1 575	1 575	0	75	75	75	225	1 500	0	0	1 500	FAO
2344	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNEF/DREF	2008	2016	1 350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2423	CONTRUCTION EQUIPEMENT AGENCE GESTION DES STATIONS D'EPURATION	2009	2017	3 268	830	830	500	830	500	500	0	500	330	0	830	0	0	0	0	
2919	PROJET DRAINAGE EAU FLUVIALE DE BAMAKO	2016	2017	7 150	3 805	3 805	300	3 805	3 805	3 805	0	300	0	0	300	3 505	0	0	3 505	AFD
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2020	36 000	300	300	100	300	100	0	100	100	100	100	300	0	0	0	0	
2922	FAUCARDAGE CURAGE FLEUVE NIGER	2016	2018	750	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	2015	2018	9 600	3 700	3 700	200	3 700	2 700	2 700	0	200	200	200	600	2 500	600	0	3 100	BM
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2017	670	0	0	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2420	ETUD AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2018	2 700	1 200	1 200	700	1 200	700	700	0	700	500	0	1 200	0	0	0	0	

2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2017	500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2017	1 657	500	500	200	500	200	200	0	200	150	150	500	0	0	0	0	
2506	INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II	2015	2017	2 100	2 100	2 100	200	2 100	1 700	1 700	0	200	200	200	600	1 500	0	0	1 500	PNUD
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER/PPTE	2010	2017	163	50	50	50	50	80	80	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2016	4 076	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2017	400	550	370	90	370	190	190	0	90	90	90	270	100	0	0	100	PNUD
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2019	10 700	350	350	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	BM
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2019	850	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2854	PROGRAMME REHABILITATION STATION EPURATION/MALI	2015	2019	1 000	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2020	1 800	600	800	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2019	1 561	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2019	7 680	4 500	4 500	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
2723	PROJET CONSTRCTION DECHARGE CONTROLES BKO	2013	2017	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2019	950	450	450	150	450	300	300	0	150	150	150	450	0	0	0	0	

2952	PROGRAMME ASAINISSEMENT DE 11 VILLES	2016	2020	23 000	3 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2017	432	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
1526	PROTECTION AMENAGEMENT FORETS ET PARCS NATIONAUX	2007	2017	1 200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	2005	2017	6 390	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2049	APPUI AU REBOISEMENT PHASE II	2005	2017	1 200	50	50	50	50	0	0	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2051	PLAN D'ACTION NATIONAL DE GESTION DE ZONES HUMIDES	2005	2020	540	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2160	PROJET MULTINATIONALE GESTION INTÉGRÉ PLANTE AQUATIQUES PROLIFERANTE AFRIQUE OUEST	2005	2016	1 050	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR PPTE	2010	2017	1 567	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	2013	2017	300	30	30	30	30	30	30	0	30	0	0	30	0	0	0	0	
2924	PROGRAMME GESTION DECENTRALISEE DES FORETS (GEDEFOR PHASE II)	2016	2019	7 834	4 200	6 200	300	4 200	3 800	3 800	0	300	200	200	700	3 500	0	0	3 500	Danemark
2950	AMODIATION DE LA FAYA SOUNSAN BANIFING BAOULE	2016	2016	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2951	PROJET AMODIATION DE BOUGOUNI YANFOLILA	2016	2016	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
30	CONSOLIDATION SYSTEME GESTION 3 FORETS CLASSES BAMAKO	2003	2017	1 557	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

2047	PROGRAMME ABN LUTTE ENSABLEMENT BASSIN FLEUVE NIGER	2005	2017	6 913	75	75	75	75	75	75	0	75	0	0	75	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2017	15 000	5 100	5 100	1 700	5 100	1 700	1 700	0	1 700	1 700	1 700	5 100	0	0	0	0	
2653	PROGRAMME PROTECTION BERGES FLEUVE NIGER/KFW	2012	2017	7 052	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	KfW
TOTAL MINISTERE				173 948	37 415	39 135	9 920	37 385	22 655	22 555	100	9 920	7 545	6 715	24 180	12 605	600	0	13 205	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2017	1 980	0	0	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 980	0	0	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER*																				
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2508	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2017	2018	950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE*																				
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2855	3EME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	2015	2017	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINISTERE DE L'ENERGIE*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER (PPTE)	2002	2018	1 900	0	0	150	450	150	150	0	150	300	0	450	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2020	30 203	0	0	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2020	2 000	1 370	1 370	570	1 370	570	570	0	570	400	400	1 370	0	0	0	0	
2956	PROGRAMME REALISATION INFRA ADDUCTION EAU ADMINIS	2016	2018	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2018	150	150	150	150	150	300	300	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2971	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SOMAGEP	2016	2016	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2741	PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT (PACTEA II)	2014	2017	20 679	2 050	2 050	50	2 050	2 050	2 050	0	50	0	0	50	2 000	0	0	2 000	AFD
2851	ACCES ENERGIE MODERNE REALISATION 36123 LAMPADAIRES	2016	2020	12 000	7 250	7 250	2 250	7 250	2 250	2 250	0	2 250	2 500	2 500	7 250	0	0	0	0	
2874	PROJET AMENAG. HYDRO-AGRICOLE REGION KOULIKORO	2017	2019	1 650	1 650	1 650	550	1 650	550	550	0	550	550	550	1 650	0	0	0	0	

2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2019	22 094	20 000	20 000	5 000	20 000	10 000	10 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	5 000	0	0	5 000	BOAD
2803	PROJET SYSYTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURAL IDA	2016	2018	8 150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2868	PROJET APPUI PROMOTION ENERGIES RENOUVELABLES AU MALI/ PAPERM	2015	2018	1 700	553	553	70	553	413	413	0	70	70	70	210	343	0	0	343	AFD
2977	REHABILITATION CENTRALE THERMIQUE SELINGUE SOTUBA	2016	2018	1 700	1 000	1 000	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2017	7 700	2 580	2 580	80	2 580	2 580	2 580	0	80	0	0	80	2 500	0	0	2 500	AFD
2008	PROMOTION DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES POUR L'AVANCEMENT DES FEMMES	2005	2017	1 565	30	30	30	30	30	30	0	30	0	0	30	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2019	1 500	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2795	ELECTRIFICATION VILLAGEOISE /ENERGIE SOLAIRE PHASE 3	2015	2018	4 676	1 350	1 350	150	1 350	1 050	1 050	0	150	150	150	450	900	0	0	900	IND
2955	PROJET PRET ENERGIE RENOUVELABLE ET MIX ENERGETIQUE	2016	2016	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2018	700	0	0	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2540	PROJET SECTORIEL D'APPUI AU SECTEUR DE L'ENERGIE	2010	2016	46 450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2019	3 500	2 800	2 800	800	2 800	800	800	0	800	1 000	1 000	2 800	0	0	0	0	

2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2018	2 286	1 850	1 850	250	1 850	300	300	0	250	1 000	600	1 850	0	0	0	0	
2223	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE DANS LE PLATEAU DOGON PHII	2007	2016	4 040	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2413	AEP REGIONS KOULIKORO SEGOU GAO	2009	2016	18 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2553	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE TOMBOUCTOU PPTE	2011	2016	1 200	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2018	156 000	10 166	10 166	166	12 666	12 666	12 666	0	166	0	0	166	12 500	0	0	12 500	AFD BAD BID BM D.U.E. Italie
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2018	21 000	9 477	9 477	150	9 477	4 327	4 327	0	150	150	0	300	4 177	5 000	0	9 177	KfW
2654	CONSTRUCTION STATION COMPACTE KALABAN KORO/BID	2012	2017	60 000	2 011	2 011	100	2 011	2 011	2 011	0	100	0	0	100	1 911	0	0	1 911	BID
2738	HYDRAULIQUE VILLAGEOISE SEGOU	2014	2019	6 890	1 650	1 650	550	1 650	550	550	0	550	550	550	1 650	0	0	0	0	
2742	PROJET REHABILITATION ET EXTENSION DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	2014	2023	3 500	900	900	200	900	200	200	0	200	350	350	900	0	0	0	0	
2852	PROGRAMME CREATION INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES	2015	2019	3 450	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2873	PROGRAMME UEMOA HYDRAULIQUE VILLAGEOISE	2014	2018	4 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	AFD
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2019	1 000	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	Pays-Bas Suède
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2019	600	570	570	70	570	370	370	0	70	100	100	270	300	0	0	300	AFD
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2019	6 885	600	600	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	BID UEMOA

TOTAL MINISTERE	461 268	70 307	70 307	13 336	73 757	43 167	43 167	0	13 336	13 770	12 020	39 126	29 631	5 000	0	34 631	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2975	ELECTRIFICATION RURALE SYSTEME HYBRIDE	2016	2018	16 228	3 500	3 500	0	3 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	0	3 500	BID
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2020	25 000	9 560	9 560	530	9 560	9 030	9 030	0	530	530	0	1 060	8 500	0	0	8 500	Fonds Abou Dabi
TOTAL MINISTERE				41 228	13 060	13 060	530	13 060	12 530	12 530	0	530	530	0	1 060	12 000	0	0	12 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2019	1 500	1 100	1 100	600	1 100	600	600	0	600	200	300	1 100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 500	1 100	1 100	600	1 100	600	600	0	600	200	300	1 100	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2017	89 250	37 000	37 000	5 000	37 000	27 000	27 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	22 000	0	0	22 000	AFD
TOTAL MINISTERE				89 250	37 000	37 000	5 000	37 000	27 000	27 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	22 000	0	0	22 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2019	950	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2416	PROMOTION DES INDICES MINIERS	2009	2019	3 970	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2021	7 000	480	480	160	480	160	160	0	160	160	160	480	0	0	0	0	
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2020	6 600	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2018	1 400	1 000	1 000	400	1 000	400	400	0	400	600	0	1 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				19 920	4 330	4 330	1 510	4 330	1 510	1 510	0	1 510	1 710	1 110	4 330	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2017	2 600	1 800	1 800	1 000	1 800	1 000	1 000	0	1 000	800	0	1 800	0	0	0	0	
2645	MODERNISATION RESEAU FIBRE OPTIQUE/CHINE	2012	2016	21 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2646	MODERNISATION E-GOUVERNEMENT/COREE Phase II	2017	2021	63 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2014	2018	1 895	750	750	350	750	350	350	0	350	200	200	750	0	0	0	0	
2790	PROJET TRANSITION RADIO ANALOGIQUE VERS NUMERIQUE	2014	2016	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2018	800	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2867	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES/ EQUIPEMENTS DE L'ORTM	2016	2020	3 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3040	PROJET RÉSEAU LARGE BANDE NATIONALE AU MALI	2017	2018	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	0	2 000	AFD
3060	PROJET MALI NUMERIQUE/CHINE	2018	2019	109 662	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	2016	2018	5 000	1 415	1 415	415	1 415	415	415	0	415	500	500	1 415	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				211 857	6 565	6 565	1 965	6 565	3 965	3 965	0	1 965	1 700	900	4 565	2 000	0	0	2 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DOMAINES ETAT, AFF. FONCIERES ET PATRIMOINE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2767	MISE EN PLACE SYSTEME PORTEFEUILLE DE L'ETAT	2014	2017	350	100	100	100	100	200	200	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3059	PROJET AMENAG TROCON BERGES NIGER BAMAKO	2017	2018	4 500	4 500	4 500	1 500	4 500	1 500	1 500	0	1 500	1 500	1 500	4 500	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2009	2017	7 120	5 000	5 000	1 200	5 000	1 200	1 200	0	1 200	2 500	1 300	5 000	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2017	450	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2019	5 000	4 000	4 000	1 700	3 700	2 000	2 000	0	1 700	1 000	1 000	3 700	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME RÉFECTION BÂTIMENT PUBLICS	2016	2021	15 700	1 800	1 800	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2979	ASSISTANCE TECHNIQUE DNDC/MDEAF	2014	2016	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2018	1 800	1 300	1 300	400	1 200	1 000	1 000	0	400	800	0	1 200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				35 020	16 850	16 850	5 650	16 450	6 650	6 650	0	5 650	6 400	4 400	16 450	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2019	90 000	15 000	15 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
2891	REHABILITATION PALAIS DE KOULOUBA	2015	2017	6 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	2003	2019	4 240	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2392	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DIRECTION NATIONALE URBANISME	2010	2019	5 200	3 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2478	VILLES DU MALI SAN BIDON VILLES	2010	2017	300	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				105 740	18 700	18 700	6 300	18 700	6 300	6 300	0	6 300	6 200	6 200	18 700	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	2004	2017	640	250	250	250	390	250	250	0	250	140	0	390	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2016	2020	24 000	10 500	10 500	0	10 500	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	3 500	3 500	10 500	BM
2937	PROGRAMME CERCAP ACBF PHASE 3	2016	2018	3 678	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
708	PROGRAMME FORMAT.PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2001	2019	1 350	360	360	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2017	750	528	528	176	528	176	176	0	176	176	176	528	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2019	2 703	2 703	2 703	500	2 703	500	500	0	500	1 000	1 203	2 703	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2015	2018	1 385	900	900	450	900	450	450	0	450	450	0	900	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				34 506	15 291	15 291	1 546	15 431	5 046	5 046	0	1 546	1 886	1 499	4 931	3 500	3 500	3 500	10 500	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
983	CONSTRUCTION CITE ADMINISTRATIVE	2002	2016	30 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	2008	2019	950	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2399	CONSTRUCTION BUREAU ANNEXES DAF/ MET	2009	2017	2 150	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2528	PROJET DEPOT KEROSENE A KAYES	2011	2016	2 822	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2019	1 870	1 305	1 305	500	1 305	500	500	0	500	405	400	1 305	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	2011	2018	850	525	525	265	525	265	265	0	265	260	0	525	0	0	0	0	
2616	CONSTRUCTION SIEGE DE L'AGEROUTE	2011	2016	1 133	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2747	PROJT SECURISATION DOCUMENT DE TRANSPORT	2014	2017	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2943	REHABILITATION DE L'AVENUE DE L'OUA (8km) A BAMAKO	2016	2016	4 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
991	COMPAGNIE MALIENNE NAVIGATION CONTRAT/PLAN	2006	2019	1 320	1 060	1 060	260	1 060	260	260	0	260	400	400	1 060	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2017	1 960	700	700	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
2449	RÃ¿Â¿HABILITATION EQUIPEMENT INFET	2009	2020	1 627	700	700	200	700	200	200	0	200	300	200	700	0	0	0	0	

2570	REFECTION CARTOGRAPHIE DE BASE DU MALI 1/200000	2013	2016	2 920	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2984	CONSTRUCTION INTERCONNEXION FERROVIAIRE KONAKRY-KANKAN-KADIAN-BOUGOUNI-	2016	2018	15 090	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2005	2017	1 700	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2007	2019	14 000	6 000	6 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
2745	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE PREVISION METEOLOGIQUE	2014	2017	1 500	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2748	APPUI METEO MONDE RURAL	2014	2017	295	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2018	3 810	1 030	1 030	330	1 030	330	330	0	330	350	350	1 030	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2019	4 918	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2746	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ENTREPOT AU TOGO	2014	2017	1 500	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2810	DRAGAGE LIT NIGER BAMAKO-KANKAN-KOULIKORO-GAO ET AMENAGEMENT BERGES	2017	2019	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2019	3 546	1 300	1 300	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2019	3 546	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
1906	ROUTE KAYES BAFOULABE (TRAVAUX)	2004	2016	25 718	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2019	10 000	2 100	2 100	700	2 100	700	700	0	700	700	700	2 100	0	0	0	0	
2255	TRAVAUX ROUTE BANDIAGARA BANKASS KORO FRTIERE B.F	2007	2017	20 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2285	. RENFORCEMENT CAPACITE SERVICE DONNEES ROUTIERES (PPTE)	2007	2020	750	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2008	2019	2 000	1 500	1 500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2312	CONSTRUCTION PONT FOUROU	2008	2016	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2019	1 500	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2561	PROJET BITUMAGE TRONCON GOMA COURA TOMBOUCTOU	2011	2016	106 422	10 500	10 500	0	10 500	10 500	10 500	0	0	0	0	0	10 500	0	0	10 500	UE
2568	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES ROUTE SIKASSO ZEGOUA	2011	2016	710	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2594	PROJET CONSTRUCTION AUTOROUTE BAMAKO SEGOU	2011	2018	99 675	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2595	PROJET AMENAGEMENT EN 2X2 VOIES BOULEVARD DU 22 OCTOBRE	2011	2017	9 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2641	CONSTRUCTION VOIES ACCES CITE UNIVERSITAIRE KABALA	2012	2016	13 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2019	2 100	2 000	2 000	300	2 000	300	300	0	300	1 200	500	2 000	0	0	0	0	
2751	BITUMAGE ROUTE MAHINA BAFOULABE	2014	2018	1 500	952	952	776	952	776	776	0	776	176	0	952	0	0	0	0	
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	2014	2018	40 000	4 718	4 718	218	4 718	4 718	4 718	0	218	0	0	218	4 500	0	0	4 500	BOAD
2806	AMENAGEMENT ROUTE SAVOIR AEROPORT UNIVERSITE KABALA	2017	2019	35 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2811	AMENAGEMENT ROUTE KWALA MOURDIAH GOUMBOU NARA FRONTIERE MAURITANIE	2017	2019	45 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	2017	2019	60 000	2 000	2 000	2 000	11 000	2 000	2 000	0	2 000	9 000	0	11 000	0	0	0	0	
2813	AMENAGEMENT ROUTE ANSONGO MENEKA ANDERAMBOUCANE	2017	2019	30 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2814	AMENAGEMENT ROUTE TOMBOUCTOU-BAMBARA MAOUDE-DOUENTZA	2017	2019	30 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2815	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LE FLEUVE NIGER A SEGOU	2017	2019	55 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2817	CONSTR PORT SEC BKO-KATI-SKSO-NARA-NARENA-GAO	2016	2019	33 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2820	AMENAGEMENT ROUTE KAYES-AOUROU-FRONTIERE MAURITANIE	2017	2019	67 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2821	PROGR. AMENAG. INSFRASTRUC. ROUTIERES STRUCT (PAIRS)	2016	2019	124 000	48 000	48 000	40 000	48 000	48 000	48 000	0	40 000	0	0	40 000	8 000	0	0	8 000	AFD
2847	PROGRAMM RACCORDEMENT RESEAUX SECONDAIRES AUX RESEAUX NATIONAUX	2015	2019	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2887	CONSTRUCTION PONT FLEUVE BAOULE ROUTE FANA DIOLA	2016	2018	6 150	6 050	6 050	3 500	6 050	3 500	3 500	0	3 500	2 550	0	6 050	0	0	0	0	
2889	AMENAGEMENT SECTION URBAINE ROUTE BANAMBA TOUBA	2015	2018	1 090	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2939	TRAVAUX REHABILITATION VOIES URBAINES DISTRICT BAMAKO	2016	2017	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2940	VOIES d'ACCES HOPITAL SIKASSO	2016	2016	445	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2944	REHABILITATION BOULEVARD CEDEAO CONSTRUCTION POSTE PEAGE	2016	2018	4 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2018	48 000	33 000	33 000	15 000	33 000	15 000	15 000	0	15 000	18 000	0	33 000	0	0	0	0	
2947	ETUDES ET TRAVAUX AUTOROUTE BAMAKO-BOUGOUNI-SIKASSO-HEREMAKONO	2016	2020	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2019	35 000	11 978	11 978	3 000	11 978	3 000	3 000	0	3 000	5 000	3 978	11 978	0	0	0	0	
2949	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST PASSANT PAR 3Â¿Â¨me PONT	2016	2020	12 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2018	60 000	7 100	7 100	3 000	27 580	33 720	33 720	0	3 000	4 100	0	7 100	0	20 480	0	20 480	BAD
2985	REHABILITATION ANCIEN PONT DE KAYES	2016	2018	5 000	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	0	1 200	0	0	1 200	0	0	0	0	
2997	PROJET ROUTE BENENA-MANDIAKUY	2016	2018	6 500	5 500	5 500	3 500	5 500	3 500	3 500	0	3 500	2 000	0	5 500	0	0	0	0	
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2012	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	2017	2019	13 500	13 500	13 500	2 000	13 500	2 000	2 000	0	2 000	8 000	3 500	13 500	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2018	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	0	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	2017	2018	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	3 000	3 000	0	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2019	17 000	17 000	17 000	1 500	17 000	1 500	1 500	0	1 500	10 000	5 500	17 000	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2019	13 000	13 000	13 000	1 500	13 000	1 500	1 500	0	1 500	8 500	3 000	13 000	0	0	0	0	

3018	CONST/BITUMAGE BRETELE KATELE KADIOLO ZEGOUA (36KM) ET AMENAG DE 10 KM VOIRIES LOCALITE DE KADIOLO	2017	2018	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0	1 000	0	0	1 000	0	0	0	0	
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	2017	2018	5 000	4 953	4 953	2 000	4 953	2 000	2 000	0	2 000	2 953	0	4 953	0	0	0	0	
3020	AMENAG 2X2 VOIES VOIE RELIANT 3EME PNOT A LA RN6 (3,26KM) Y COMPRIS CONSTRUC D'UN ECHANGEUR AU CROISSE3MENT DE LA RN6	2017	2019	28 600	28 600	28 600	5 000	28 600	0	0	0	5 000	15 000	8 600	28 600	0	0	0	0	
2879	PROJET D'ACHEVEMENT TRAVAUX AEROPORT MODIBO KEITA DE BAMAKO	2015	2018	28 420	2 300	2 300	1 500	2 300	5 254	5 254	0	1 500	800	0	2 300	0	0	0	0	BID
2566	PROJET CONST ENTREPOT DU MALI EN GUINE	2011	2018	6 768	628	628	628	628	628	628	0	628	0	0	628	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 319 955	240 299	240 299	100 077	269 779	154 051	154 051	0	100 077	94 394	31 828	226 299	23 000	20 480	0	43 480	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2016	16 854	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2017	174	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				17 028	350	350	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINISTERE DU COMMERCE*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1987	APPUI AUX COMMERCANTS DETAILLANTS	2005	2016	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	2017	2019	4 000	1 660	1 660	1 660	1 660	1 660	1 660	0	1 660	0	0	1 660	0	0	0	0	
2549	RENFORCEMENT CAPACITES MIIC	2011	2016	750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2016	2019	1 000	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2017	782	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2729	APPUI APEX	2014	2016	150	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	2014	2016	150	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
3026	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE APEX	2017	2018	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2019	950	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
1990	CONSTRUCTION LABORATOIRE NATIONAL DE METROLOGIE	2005	2016	755	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2846	APPUI MISE NVEAU CIRCU DISTRUB.PROD 1ER NECESSI	2015	2017	450	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2957	APPUI MICRO ACTIVITES GENERATRICES REVENUS	2016	2020	9 000	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT DNCC/DRCC	2017	2018	400	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	

2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2016	33 602	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				56 189	4 660	4 660	3 160	4 660	3 160	3 160	0	3 160	750	750	4 660	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE INDUSTRIE ET PROMOTION INVESTISSEMENTS*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2019	950	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2017	600	400	400	100	400	100	100	0	100	300	0	400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 550	700	700	200	700	200	200	0	200	400	100	700	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2018	7 800	1 050	1 050	350	1 050	350	350	0	350	700	0	1 050	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	2010	2016	950	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2586	PROMOTION PRODUCTION HUILE JATROPHA/PNUD	2011	2016	3 375	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				12 125	1 300	1 300	600	1 300	600	600	0	600	700	0	1 300	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
1706	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE DU NIGER	2014	2019	20 000	0	0	4 200	11 533	4 200	4 200	0	4 200	7 333	0	11 533	0	0	0	0	
2481	REABILITAT EQUIPEMENT BUREAU DAF/MA	2014	2019	1 550	300	300	300	700	300	300	0	300	200	200	700	0	0	0	0	
2560	CONSTRUCTION EQUIPEMENT INSPECTION AGRICULTURE	2011	2018	850	500	500	250	500	250	250	0	250	250	0	500	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2019	950	150	150	150	450	150	0	150	150	150	150	450	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2019	2 190	400	400	400	1 200	400	0	400	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2753	REHABILITATION BUREAU CPS SDR	2014	2017	600	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
1007	CONTRAT/PLAN ETAT OFFICE RIZ SEGOU	2012	2017	2 520	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	2006	2019	26 892	1 000	1 000	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2007	2017	1 200	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2484	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DE TIENKONOU/TAMANI	2011	2016	14 985	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2013	2017	1 500	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2728	APPUI CROISSANCE ECO PROMOTÂ° EMPLOI SECTEUR PRIVE	2014	2018	9 159	4 100	4 100	50	4 100	50	50	0	50	50	0	100	4 000	0	0	4 000	Danemark

2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	2014	2018	33 500	15 200	15 200	200	15 400	10 200	10 200	0	200	200	0	400	10 000	5 000	0	15 000	BM
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2019	29 642	10 600	10 600	600	22 263	10 600	10 600	0	600	402	400	1 402	10 000	6 788	4 073	20 861	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2019	27 776	19 394	19 394	950	19 394	10 450	10 450	0	950	1 000	1 000	2 950	9 500	6 944	0	16 444	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2019	10 500	500	500	500	1 100	500	0	500	500	300	300	1 100	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2017	2 111	930	930	330	930	330	330	0	330	300	300	930	0	0	0	0	
2914	APPUI DEVELOPPEMENT DURABLE DE YELIMANE	2016	2018	300	50	50	50	100	50	50	0	50	50	0	100	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2016	2018	1 200	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2946	RÃ¿Â¿Ã¿Â¿HABILITATION DU BARRAGE DE MARKALA	2016	2016	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2961	AMELIORATION SYSTEME IRRIGATION PERIMETRE IRRIGUE BAGUINEDA	2017	2018	2 850	2 833	2 833	1 000	2 833	1 000	1 000	0	1 000	1 833	0	2 833	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KARTA/SEFETO	2016	2018	800	650	650	400	650	400	400	0	400	250	0	650	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2018	13 600	13 600	13 600	3 000	13 600	3 000	3 000	0	3 000	10 600	0	13 600	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2017	6 700	750	750	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2016	1 365	540	540	270	540	270	270	0	270	270	0	540	0	0	0	0	
1539	PROJET APPUI DEVELOPEMENT RURAL PLAINE DAYE, HAMADJA, KORIOME	2002	2015	8 412	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1661	AMENAGEMENT DES PIV DANS LA REGION DE GAO	1994	2015	5 301	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

2523	APPUI ORGANISATION PAYSANNE PLATEAU DOGON MEILLEURE VALORISATION PRODUITS MARAICHERS PPTE	2011	2016	220	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2606	PROGRAMME MICRO FINANCES RURALES FIDA	2016	2018	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2640	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT PRODUCTIVITE AGRICOLE AU MALI	2012	2017	35 000	10 500	10 500	0	10 500	10 500	10 500	0	0	0	0	0	10 500	0	0	10 500	BM
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2017	12 000	9 175	9 175	400	9 175	8 900	8 900	0	400	275	0	675	8 500	0	0	8 500	BID
2685	PROJET DEVELOPPEMENT MALI GRENIER (AGRA)	2013	2017	200	50	50	50	50	50	0	50	50	0	0	50	0	0	0	0	
2715	PROJET RENFORCEMENT MOYENS PROTECTION VÃ¿GÃ¿TAUX LIPTAKO GOURMA	2013	2017	950	600	600	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2752	PROJET INITIATIVE EAU /SECURITE ALIMENTAIRE/ FAO MALI	2014	2017	480	50	50	50	50	50	0	50	50	0	0	50	0	0	0	0	
2910	TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE SAOUNE	2016	2019	600	150	150	150	450	150	150	0	150	200	100	450	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2018	24 945	15 300	15 300	250	18 600	8 750	8 750	0	250	250	0	500	8 500	6 300	3 300	18 100	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2016	2020	31 940	17 700	17 700	700	18 300	15 700	15 700	0	700	600	0	1 300	15 000	2 000	0	17 000	BAD
2960	PROGRAMME DE DÃ¿VELOPPEMENT FILIÃ¿RE PORTEUSE	2016	2016	2 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2019	1 500	1 150	1 150	350	1 150	350	350	0	350	400	400	1 150	0	0	0	0	
1670	PROJET DEVELOPMENT RURAL CERCLE ANSONGO	2000	2015	8 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

1983	ETUDE D'AMENAGEMENT DE BAS-FONDS	2005	2019	1 350	200	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2019	115 088	47 230	47 230	2 000	50 020	22 500	22 500	0	2 000	1 540	1 250	4 790	20 500	16 930	7 800	45 230	BAD
2864	AMÃ¿Â¿Ã¿Â¿NAGEMENT HYDRO AGRICOLE RÃ¿Â¿Ã¿Â¿GION SIKASSO	2015	2018	10 000	4 500	4 500	2 000	4 500	2 000	2 000	0	2 000	1 500	1 000	4 500	0	0	0	0	
3021	ETUDES AMENAGEMENTS PETITS BARRAGES SEGOU	2017	2019	900	0	0	0	0	300	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2017	2019	3 900	3 900	3 900	1 500	3 900	1 500	1 500	0	1 500	1 200	1 200	3 900	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2019	4 400	4 400	4 400	2 000	4 400	2 000	2 000	0	2 000	1 200	1 200	4 400	0	0	0	0	
3024	PROJET AEP A KAYES	2017	2019	900	900	900	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2323	PROJET DÃ¿VELOPPEMENT PÃ¿CHE PISCULTURE ZONE OHVN	2008	2016	858	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1881	PROG.REG.CONSERVATION INSITU BETAIL RUMINANT AF.OU|	2004	2016	4 804	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2321	PROGRAMME QUINQUENNAT D'AMÉNAGEMENT PASTORAUX	2008	2016	22 631	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2625	REHABILITATION/EQUIPEMENT DNPIA/DRPIA	2012	2018	2 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2119	RENOVATION REHABILITATION CENTRE PISCICOLE MOLODO PPTE	2006	2016	640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2686	APPUI PROGRAMME LUTTE CONTRE LES CRIQUETS PELERINS	2013	2016	400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2014	2019	7 870	6 850	6 850	100	6 850	6 850	6 850	0	100	0	0	100	6 750	0	0	6 750	BID

2602	PROJET AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE MOLODO NORD/BOAD	2010	2019	20 415	12 000	12 000	1 000	12 882	12 000	12 000	0	1 000	850	32	1 882	11 000	0	0	11 000	BOAD
TOTAL MINISTERE				543 144	209 052	209 052	26 850	244 870	137 400	136 250	1 150	26 850	34 153	10 482	71 485	114 250	43 962	15 173	173 385	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2007	2017	950	450	450	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2643	PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE AQUACOLE SIKASSO	2011	2019	4 873	1 165	1 165	175	1 565	1 165	1 165	0	175	200	200	575	990	0	0	990	CTB
2750	APPUI INSTITUTTIONNEL SECTEUR ELEVAGE/PECHE/BELGIQUE	2012	2017	2 093	25	25	25	25	25	0	25	25	0	0	25	0	0	0	0	
3044	OFFICE DVPT PECHE AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER	2017	2018	150	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3050	CELLULE COORD. LUTTE CONTRE MOUCHES TSE-TSE	2017	2017	50	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
1894	PROGRAMME PANAFRICAIN CONTROLE EPIZOTIES (PACE)	2000	2017	1 566	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2322	PROJET APPUI DEVELOPPEMENT ELEVAGE ZONE KAYES SUD	2008	2017	14 200	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2488	PROJET DEVELOPPEMENT ZEBU MAURE NARA	2010	2017	5 250	1 484	1 484	75	1 484	1 484	1 484	0	75	0	0	75	1 409	0	0	1 409	Amb.Belgique
2798	PROJ. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES (PDIRAM)	2016	2019	19 500	10 800	10 800	100	10 800	3 600	3 600	0	100	100	100	300	3 500	3 500	3 500	10 500	BID
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2013	2017	806	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	

1984	PROJET DEVELOPPEMENT REGION LIPTAKO GOURMA	2005	2017	5 785	100	100	100	100	150	150	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE PPTE	2006	2017	2 110	640	640	640	640	640	640	0	640	0	0	640	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO PPTE	2009	2017	2 570	1 050	1 050	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2404	ETUDE DEVELOPPEMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI	2009	2017	14 740	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2015	2019	24 015	10 450	10 450	150	10 450	10 150	10 150	0	150	150	150	450	10 000	0	0	10 000	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2019	1 200	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	2008	2019	14 000	1 200	1 200	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				113 858	29 314	29 314	3 315	29 714	19 264	19 239	25	3 315	1 750	1 750	6 815	15 899	3 500	3 500	22 899	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*INSTITUT D'ECONOMIE RURALE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2959	CONSTRUCTION VOIE D'ACCES SINO MALIEN	2017	2018	1 155	1 155	1 155	400	1 155	400	400	0	400	755	0	1 155	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2011	2016	1 593	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				2 748	1 305	1 305	550	1 305	550	550	0	550	755	0	1 305	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
992	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT REGION NORD	2006	2015	16 750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2369	PROGRAMME INTEGRE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION DE KIDAL	2008	2017	11 643	100	100	100	100	100	0	100	100	0	0	100	0	0	0	0	
2724	PROJET RECONSTITUTION DU STOCK NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE	2014	2019	32 000	4 300	4 300	4 300	13 300	4 300	0	4 300	4 300	4 500	4 500	13 300	0	0	0	0	
2796	PROGRAMME RESTRUCTURATION MARCHE CEREALIER	2016	2018	3 600	0	0	1 200	2 400	1 200	0	1 200	1 200	1 200	0	2 400	0	0	0	0	
2801	PROJET RENFORCEMENT RÉSILIENCE ALIMENTAIRE	2014	2016	28 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2936	CONSTRUCTION SIEGE CSA	2016	2019	900	900	900	250	900	250	250	0	250	450	200	900	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				92 893	5 300	5 300	5 850	16 700	5 850	250	5 600	5 850	6 150	4 700	16 700	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME*																			
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2016	2019	3 725	970	970	370	970	370	370	0	370	300	300	970	0	0	0	0	
2244	FLECHAGE AMENAGEMENT DES CIRCUITS TOURISTIQUES	2007	2018	450	350	350	150	350	150	150	0	150	100	100	350	0	0	0	0	
2456	ETUDE POTENTIALITE TOURISTIQUE	2009	2016	500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DÉVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2016	300	300	300	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2841	AMENAGEMENT EQUIPEMENT SIEGE APCCM	2015	2017	939	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2301	CONTRUCTION EQUIPEMENT CNPA	2008	2016	738	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				6 652	2 020	2 020	1 020	2 020	1 020	1 020	0	1 020	500	500	2 020	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2017 - 2019

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE*																				
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2017			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2017	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2017	2018	2019	Total	2017	2018	2019	Total	Sources
2897	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'AMANORM	2016	2018	958	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				958	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES				4 518 290	972 437	974 157	274 624	1 062 613	584 735	577 860	6 875	274 624	241 941	139 233	655 798	284 600	93 542	28 673	406 815	

ETAT C
ECHEANCES COURANTES DE LA DETTE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2017.
(montants en millions de fcfa)

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
I - CLUB DE PARIS	**681**	**61**	**463**	**30**	**-**	**99**	**76**	**161**	**1628**	**644**	**8569**	**52**	**681**	**63**	**463**	**25**	**-**	**99**	**-**	**198**	**1721**	**699**	**821**	**51**	**15103**	**2181**
AFD	681	61	-	-	-	99	-	161	-	103	-	3	681	63	-	-	-	99	-	198	-	173	-	5	1361	964
Coface D.Consolid.	-	-	-	16	-	-	-	-	157	16	-	-	-	-	-	13	-	-	-	-	167	13	-	-	324	57
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8024	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8024	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	244	47	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	260	39	-	-	504	86
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	276	-	276	-
Japon	-	-	463	15	-	-	-	-	-	-	545	49	-	-	463	12	-	-	-	-	-	-	545	46	2016	121
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	1117	455	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1176	454	-	-	2292	908
NCM D. Consoild.	-	-	-	-	-	-	-	-	79	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	84	14	-	-	163	31
Sace D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	10	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	5	-	-	21	9
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	76	-	22	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22	1	-	-	120	3
II - AUTRES BILATERAUX	**169**	**283**	**3035**	**682**	**4582**	**2192**	**1398**	**438**	**308**	**269**	**2088**	**437**	**169**	**291**	**3035**	**651**	**4584**	**2056**	**1398**	**441**	**308**	**285**	**2088**	**419**	**23158**	**8444**
Fonds Abu Dhabi	-	-	-	-	-	-	-	-	308	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	308	29	-	-	615	45
Fonds Koweitien	169	19	566	152	-	-	105	96	-	88	-	-	169	18	566	148	-	-	105	99	-	96	-	-	1679	715
Fonds Saoudien	-	-	571	106	-	-	1293	270	-	-	-	-	-	-	571	98	-	-	1293	272	-	-	-	-	3726	746
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	29	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31	15	-	-	-	-	-	-	60	31
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1678	399	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1678	381	3355	780
Chine	-	265	-	-	1433	1979	-	-	-	-	-	37	-	274	-	-	1433	1830	-	-	-	-	-	38	2865	4423
Inde	-	-	1898	425	3120	174	-	72	-	166	410	-	-	-	1898	404	3120	186	-	70	-	160	410	-	10857	1657
Corée du Sud	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	-	-	-	-	-	-	-	20
Autriche	-	-	-	-	-	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	-	-	-	-	-	-	-	28
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**849**	**344**	**3498**	**712**	**4582**	**2292**	**1474**	**599**	**1936**	**913**	**10657**	**488**	**849**	**354**	**3498**	**676**	**4584**	**2155**	**1398**	**639**	**2029**	**983**	**2909**	**470**	**38261**	**10625**
III - MULTILATERAUX	**2025**	**1104**	**2254**	**1158**	**1269**	**1333**	**2783**	**3059**	**1905**	**904**	**9871**	**457**	**1808**	**1077**	**2343**	**1139**	**1703**	**1431**	**3578**	**3359**	**2529**	**1019**	**10155**	**937**	**42223**	**16975**
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	290	29	171	37	97	74	68	72	91	8	183	61	146	25	171	36	273	74	69	75	29	8	132	58	1719	555
BEI	171	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	173	34	-	-	-	-	-	-	-	-	-	335	344,4	404
BID	433	667	-	134	-	-	-	-	-	16	9172	192	433	656	-	127	-	48	788		115	22	9469	244	20411	2106
BIDC	-	-	24	24	-	44	463	450	-	120	-	-	-	-	25	23	-	45	470	468	-	143	-	30	981	1345
BOAD	751	201	-	-	-	86	983	754	169	20	-	62	639	186	-	-	-	115	983	903	169	17	-	103	3694	2447
FAD	49	74	227	79	115	93	432	646	521	223	244	50	86	74	227	78	115	94	432	714	636	257	281	70	3364	2450
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	14	1	16	2	-	-	38	2	69	7	162	12	14	1	16	1	-	-	38	2	69	7	162	11	598	44
FIDA	141	-	-	-	67	57	-	11	801	153	109	18	141	-	-	-	67	59	-	14	801	163	109	18	2235	493
IDA	-	-	1644	772	607	900	442	1016	-	254	2	1	-	-	1733	760	865	911	442	1066	443	282	2	1	6178	5963
IDA-CEE	-	-	-	-	-	-	-	-	75	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75	7	-	-	149	14
FONDS OPEP	175	39	173	53	383	19	358	48	180	35	-	-	175	37	173	51	383	20	358	51	191	45	-	-	2549	398
INT/TIRAGES FUTURS	-	58	-	58	-	60	-	60	-	62	-	62	-	64	-	64	-	66	-	66	-	68	-	68	-	756
S/Total I (DGDP)	**2874**	**1448**	**5752**	**1870**	**5851**	**3625**	**4257**	**3658**	**3841**	**1817**	**20527**	**945**	**2657**	**1431**	**5841**	**1815**	**6287**	**3586**	**4976**	**3998**	**4557**	**2002**	**13064**	**1407**	**80484**	**27600**
IV - FMI	**299**	**3**	**322**	**-**	**1808**	**155**	**-**	**-**	**95**	**-**	**5072**	**334**	**299**	**3**	**222**	**-**	**1835**	**128**	**-**	**-**	**95**	**-**	**5099**	**292**	**15146**	**914**
S/Total II	**299**	**3**	**322**	**-**	**1808**	**155**	**-**	**-**	**95**	**-**	**5072**	**334**	**299**	**3**	**222**	**-**	**1835**	**128**	**-**	**-**	**95**	**-**	**5099**	**292**	**15146**	**914**
Total (I+II)	**3173**	**1451**	**6074**	**1870**	**7659**	**3779**	**4257**	**3658**	**3936**	**1817**	**25599**	**1279**	**2956**	**1433**	**6063**	**1815**	**8122**	**3714**	**4976**	**3998**	**4652**	**2002**	**18163**	**1698**	**95629**	**28514**
BOAD (TRANSRAIL)																										**2 000**
Cumul (Princ.+Int)	**4 624**		**7 943**		**11 438**		**7 915**		**5 753**		**26 878**		**4 389**		**7 878**		**11 836**		**8 974**		**6 654**		**19 861**		**126 143**	

Bamako, le 29 juin 2016
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : SERVICE TRIMESTRIALISE 2017

(MONTANT EN MILLIONS DE FCFA)

CREANCIERS	JANVIER		FEVRIER		QI (31/03/17)		AVRIL		MAI		QII(30/06/17)		JUILLET		AOUT		QIII(30/09/17)		OCTOBRE		NOVEMBRE		QIV(31/12/17)		TOTAL(2017)	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
DETTE EXTERIEURE	2874	1448	8626	3318	14477	6942	18734	10600	22575	12417	43102	13362	45759	14792	51600	16607	57887	20194	62863	24192	67420	26194	80484	27600	80484	27600
FMI	299	3	621	3	2429	158	2429	158	2524	158	7595	492	7894	495	8117	495	9951	622	9951	622	10047	622	15146	914	15146	914
TOTAL	**3173**	**1451**	**9247**	**3321**	**16905**	**7100**	**21162**	**10758**	**25098**	**12575**	**50697**	**13854**	**53653**	**15287**	**59716**	**17102**	**67838**	**20816**	**72815**	**24814**	**77467**	**26816**	**95629**	**28514**	**95629**	**28514**
BOAD (TRANSRAIL)																										**2000**
CUMUL (PR + INT)	**4 624**		**12 568**		**24 006**		**31 920**		**37 673**		**64 551**		**68 940**		**76 818**		**88 654**		**97 628**		**104 282**		**124 143**		**126 143**	

Bamako, le 29 juin 2016

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2017-2021

(Montants en millions F CFA)

CREANCIER	2017		2018		2019		2020		2021	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
I - Club de Paris	**15103**	**2181**	**15472**	**2434**	**16024**	**2542**	**8976**	**2455**	**10171**	**2340**
AFD	1361	964	1427	1351	2771	1608	4521	1600	5395	1550
Coface D.Consolid.	324	57	370	34	204	7	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	8024	-	8024,3	-	7965	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	504	86	575	51	317	11	-	-	-	-
Belgique	276	-	276	-	276	-	276	-	276	-
Japon	2016	121	2016	99	1553	76	1089	63	1089	52
Russie	2292	908	2529	870	2788	828	3061	784	3379	731
NCM D. Consolid.	163	31	187	18	103	4	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	21	9	24	9	26	9	29	8	31	8
Fortis Bank	120	3	44	2	22	-	-	-	-	-
II - Autres Créanciers Bilatéraux	**23158**	**8444**	**23168**	**9533**	**24587**	**10524**	**34548**	**10076**	**37456**	**9385**
Fonds Abu Dhabi	615	45	616	82	616	104	906	95	906	85
Fonds Koweitien	1679	715	1679	798	2818	841	3215	792	3067	736
Fonds Saoudien	3726	746	3727	738	3727	719	3727	670	3727	619
Côte d'Ivoire	60	31	70	27	81	23	93	18	106	12
Libye	3355	780	3355	679	3355	579	3355	479	3355	377
Chine	2865	4423	2865	5337	3134	6247	12133	6193	15175	5912
Inde	10857	1657	10857	1814	10857	1951	10857	1765	10857	1579
Corée du Sud	-	20	-	30	-	33	-	36	-	38
Autriche	-	28	-	28	-	28	262	28	262	25
Total Créanciers Bilatéraux(I+II)	**38261**	**10625**	**38640**	**11967**	**40612**	**13067**	**43524**	**12530**	**47627**	**11725**
III - Créanciers Multilatéraux	**42223**	**16975**	**45233**	**19320**	**52505**	**20752**	**62452**	**20479**	**70118**	**20112**
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	1719	555	1806	565	1606	574	1789	562	2090	550
BEI	344	404	351	529	1997	640	2003	604	2010	568
BID	20411	2106	18377	2253	14855	2275	20225	2164	21190	2013
BIDC	981	1345	1413	1565	1448	1659	1484	1740	1696	1665
BOAD	3694	2447	5762	3329	12818	3861	13597	3658	13875	3433
FAD	3364	2450	4267	2941	4809	3260	5129	3323	5787	3374
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	598	44	604	38	609	33	614	28	548	23
FIDA	2235	493	2094	551	2166	583	2378	568	2901	546
IDA	6178	5963	7546	6305	9027	6572	11862	6575	16652	6724
IDA-CEE	149	14	149	13	149	12	149	11	149	10
FONDS OPEP	2549	398	2863	455	3021	487	3220	430	3220	372
INTERETS/TIRAGES FUTURS	-	756	-	776	-	796	-	816	-	836
TOTAL (I+II+III)	**80484**	**27600**	**83873**	**31288**	**93117**	**33819**	**105975**	**33009**	**117745**	**31837**
IV - FMI	**15146**	**914**	**15085**	**636**	**13514**	**335**	**7275**	**177**	**5941**	**107**
Total Gén(I+II+III+IV):	**95629**	**28514**	**98958**	**31924**	**106631**	**34153**	**113251**	**33186**	**123686**	**31944**
BOAD (TRANSRAIL)	**2000**		**2000**		**2000**		**2000**		**2000**	
CUMUL (PR + INT)	**126143**		**132881**		**142784**		**148437**		**157629**	

Bamako, le 29 juin 2016

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREVISION D'ALLEGEMENT PPTE 2017.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	PR	INT	TOTAL
I - CLUB DE PARIS	**13 345**	**1 213**	**14 558**
COFACE	*324*	*57*	*381*
TRESOR Français	*8 024*	*-*	*8 024*
ECGD	*504*	*86*	*590*
JAPON	*2 016*	*121*	*2 138*
RUSSIE	*2 292*	*908*	*3 201*
NCM	*163*	*31*	*194*
SACE	*21*	*9*	*31*
II - AUTRES BILATERAUX	**1 232**	**223**	**1 455**
FONDS SAOUDIEN	1 232	223	1 455
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**14 577**	**1 436**	**16 013**
III - MULTILATERAUX	**1 774**	**58**	**1 832**
BID	1 026	-	1 026
FED	598	44	642
IDA/CEE	149	14	164
TOTAL (I+II+III)	**16 351**	**1 494**	**17 845**

Bamako, le 29 juin 2016

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREV. D'ALLEGEMENT PPTE TRIMESTRIALISE 2017.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	QI 31/03/2017	QII 30/06/2017	QIII 30/09/2017	QIV 31/12/2017
I - CLUB DE PARIS	**494**	**11 256**	**11 744**	**14 558**
COFACE	*16*	*188*	*201*	*381*
TRESOR Français	*0*	*8024*	*8024*	*8024*
ECGD	*0*	*290*	*290*	*590*
JAPON	*478*	*1072*	*1547*	*2138*
RUSSIE	*0*	*1571*	*1571*	*3201*
NCM	*0*	*96*	*96*	*194*
SACE	*0*	*15*	*15*	*31*
II - AUTRES BILATERAUX	**676**	**731**	**1 400**	**1 455**
FONDS SAOUDIEN	676	731	1400	1455
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**1 170**	**11 988**	**13 144**	**16 013**
III - MULTILATERAUX	**32**	**916**	**948**	**1 832**
BID	0	513	513	1026
FED	32	321	353	642
IDA/CEE	0	82	82	164
TOTAL (I+II+III)	**1 202**	**12 904**	**14 093**	**17 845**

Bamako, le 29 juin 2016
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA
DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION D'ALLEGEMENT PPTE 2017-2021.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	2017		2018		2019		2020		2021	
	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.
I - CLUB DE PARIS	**13345**	**1213**	**13725**	**1081**	**12955**	**935**	**4179**	**855**	**4500**	**790**
COFACE	*324*	*57*	*370*	*34*	*204*	*7*	*0*	*0*	*0*	*0*
TRESOR Français	*8024*	*0*	*8024*	*0*	*7965*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
ECGD	*504*	*86*	*575*	*51*	*317*	*11*	*0*	*0*	*0*	*0*
RUSSIE	*2292*	*908*	*2529*	*870*	*2788*	*828*	*3061*	*784*	*3379*	*731*
JAPON	*2016*	*121*	*2016*	*99*	*1553*	*76*	*1089*	*63*	*1089*	*52*
NCM	*163*	*31*	*187*	*18*	*103*	*4*	*0*	*0*	*0*	*0*
SACE	*21*	*9*	*24*	*9*	*26*	*9*	*29*	*8*	*31*	*8*
II - AUTRES CREANCIERS BILATERAUX	**1232**	**223**	**1232**	**199**	**1232**	**175**	**1232**	**151**	**1232**	**127**
FONDS SAOUDIEN	1232	223	1232	199	1232	175	1232	151	1232	127
III - TOTAL CREANCIERS BILATERAUX	**14577**	**1436**	**14957**	**1280**	**14187**	**1109**	**5411**	**1006**	**5732**	**917**
IV - CREANCIERS MULTILATERAUX	**1774**	**58**	**1779**	**52**	**1669**	**45**	**1771**	**39**	**1541**	**32**
BID	1026	0	1026	0	911	0	1008	0	844	0
FED	598	44	604	38	609	33	614	28	548	23
IDA/CEE	149	14	149	13	149	12	149	11	149	10
TOTAUX GENERAUX	**16351**	**1494**	**16736**	**1331**	**15856**	**1154**	**7183**	**1045**	**7274**	**949**
Cumul pr+int	**17 845**		**18 067**		**17 010**		**8 227**		**8 223**	

Bamako, le 29 juin 2016
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

La Direction Générale

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL TRIMESTRIALISE 2017.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		QI (31/03/17)		Avril		Mai		QII (30/06/17)		Juillet		Août		QIII (30/09/17)		Octobre		Novembre		QIV (31/12/17)		Total 2017	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
OBLIGATIONS TRESOR	0	0	0	3630	0	5923	37125	17678	37125	19796	37125	19796	41149	22094	41149	24481	41149	26461	52176	30343	52176	34848	52176	34848	52176	34848
Eng. Impayés aux banques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6195	0	6195	0	6195	0	6195	0	6195	0	6195	0	6195	0	6195	0
Impayés Prêt Solidarité BHM	0	165	0	165	0	165	0	165	0	165	0	165	0	165	0	165	0	165	0	165	0	165	0	165	0	165
TOTAL	0	165	0	3795	0	6088	37125	17843	37125	19961	43320	19961	47344	22259	47344	24646	47344	26626	58371	30508	58371	35013	58371	35013	58371	35013
Cumul (Princ.+Int)	165		3 795		6 088		54 968		57 086		63 281		69 603		71 990		73 970		88 879		93 384		93 384		93 384	

Bamako, le 29 juin 2016

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2017-2021.

(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	2017		2018		2019		2020		2021	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
OBLIGATIONS TRESOR	52176	34848	212979	31598	131956	19413	84078	11706	46953	6505
Eng. Impayés aux banques	6195	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Impayés Prêt Solidarité BHM	0	165	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**58371**	**35013**	**212979**	**31598**	**131956**	**19413**	**84078**	**11706**	**46953**	**6505**
Cumul (Princ.+Int)	**93 384**		**244 577**		**151 369**		**95 784**		**53 458**	

Bamako, le 29 juin 2016

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES * anbilin * Direction Générale de la Dette Publique

La Direction Générale

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2017.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
OBLIGATIONS TRESOR	0	0	0	3630	0	2293	37125	11755	0	2118	0	0	4024	2298	0	2387	0	1980	11027	3882	0	4505	0	0	52176	34848
Eng. Impayés aux banques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6195	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6195	0
Impayés Prêt Solidarité BHM	0	165	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	165
TOTAL	0	165	0	3630	0	2293	37125	11755	0	2118	6195	0	4024	2298	0	2387	0	1980	11027	3882	0	4505	0	0	58371	35013
Cumul (Princ.+Int)	165		3 630		2 293		48 880		2 118		6 195		6 322		2 387		1 980		14 909		4 505		-		93 384	

Bamako, le 29 juin 2016

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • Direction Générale de la Dette Publique • La Direction Générale

ETAT D

NORMES PREVISIONNELLES DE REGULATION DES CREDITS

ETAT : D : NORMES PREVISIONNELLES DE REGULATION DES CREDITS

Ce sont des instruments dont dispose l'ordonnateur principal pour moduler l'exécution des dépenses au rythme de réalisation des recettes. Ces instruments sont les suivants :

- l'ouverture trimestrielle des crédits pour les dépenses de fonctionnement autres que celles relatives au personnel,
- l'ouverture semestrielle des crédits pour les dépenses de personnel,
- l'ouverture de crédit de paiement à la demande,
- les transferts et les virements,
- le gel des crédits.

ETAT E

TABLEAU DES CREDITS EVALUATIFS

ETAT E : TABLEAU DES DEPENSES DES CREDITS EVALUATIFS

Selon l'article 12 de la loi 96-060 du 04 novembre 1996 relative à la loi de Finances, les crédits évaluatifs servent à acquitter les dettes de l'état résultant de dispositions législatives spéciales ou de conventions permanentes approuvées par la loi. Ils s'appliquent aux codes économiques ci-dessous :

Code Economique	1-650-00	Frais Financiers
Code Economique	1-650-10	Frais Financiers dette intérieure
Code Economique	1-150-10	Règlement de dettes suite à l'emprunt
Code Economique	1-150-20	Paiement de la dette intérieure
Code Economique	3-669-20	Apurement du Passif
Code Economique	5-661-20	Dépenses fiscales (Remboursement - Exonération)

ETAT F

TABLEAU DES CREDITS PROVISIONNELS

ETAT F : TABLEAU DES DEPENSES DES CREDITS PROVISIONNELS

Les crédits provisionnels correspondent à des sommes destinées à couvrir des dépenses liées aux événements dont la survenance ne dépend pas entièrement de la volonté de l'Administration et dont les coûts exacts ne peuvent être connus au moment de la préparation du projet de loi de Finances.

Code économique	4-649-10	Dépenses Diverses de Transfert (Secours à l'intérieur)
Code économique	3-629-40	Dépenses Electorales
Code économique	3-629-10	Célébration Fête Nationale
Codes économiques	3-629-53 3-629-54	Conférences et Visites
Code économique	3-636-41	Dépenses Exceptionnelles
Code économique	3-629-41	Frais de Contentieux
Code économique	2-619-00	Solde et Accessoires Besoins Nouveaux

ETAT G

LISTE DES BUDGET-PROGRAMMES PAR DEPARTEMENT

2017 **LISTE DES PROGRAMMES**

110	**ASSEMBLEE NATIONALE**
1	Administration Générale
120	**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**
1	Programme 1 : Formulation et Coordination de l'Action Présidentielle
2	Programme 2 : Administration Générale
3	Programme 3 Sécurité et Défense
130	**PRIMATURE**
1	Programme 1 : Formulation de la Politique et Coordination de l'Action Gouvernementale
2	Programme 2 : Administration Générale et Contrôle
3	Programme 3 : Défense des Intérêts de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Organismes Personnalisés
131	**DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS**
1	Participation à la Gestion des Elections
140	**COUR CONSTITUTIONNELLE**
1	Administration Générale
150	**COUR SUPREME**
1	Cour Suprême
155	**HAUTE COUR DE JUSTICE**
1	Haute Cour de justice
160	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL**
1	Participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des Politiques Publiques
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**
1	Représentation et Promotion des Collectivités
180	**MINISTERE AFF. ETRANGERES, COOPERAT. INTERNAT. INTEGRATION AFRICAINE**
1	Administration Générale
2	Formulation et Coordination de la Politique Internationale
3	Coopération Internationale
4	Intégration Africaine
182	**EX MINISTERE COOPERATION INTERNATIONALE & INTEGRATION AFRICAINE**
1	Administration Générale
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR**
1	Administration Générale
2	Gestion des Maliens de l'Extérieur
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**
1	Bureau du Vérificateur Général
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**
1	Médiateur
195	**COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT**
1	Administration Générale
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS**
1	Administration Générale
2	Gestion des Opérations Militaires
3	Inspection des Armées

210	**MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS**
4	Formation
5	Gestion des Transmissions
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**
1	Administration Générale, Coordination et Contrôle
2	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation
3	Renforcement et Modernisation des Etablissements Pénitentiaires et de l'Education Surveillée
223	**OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE**
1	Administration Générale
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**
1	Administration Générale
2	Ordre et securité
3	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours
235	**SECURITE D'ETAT**
1	Sécurité d'Etat
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**
1	Administration Générale
2	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire
3	Recouvrement des Recettes Fiscales
4	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics
5	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier
6	Gestion de la Dette Publique
7	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio-Economique, Sectorielles
320	**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.**
1	Administration Générale
2	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat
3	Amélioration du Cadre Législatif du Travail
4	Réformes Administratives et Institutionnelles
323	**MINISTERE EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE**
1	Administration Générale
2	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi
3	Formation Professionnelle
330	**MINISTERE ADMINISTRAT° TERRITORIALE, DECENTRALISATION & REFORME DE L' E**
1	Administration Générale et Contrôle
2	Administration du Territoire
3	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalières
4	Dispositif d'Appui aux Collectivités Territoriales
334	**AUTORITE PROTECT⁻ DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**
1	Administration Générale
335	**EX MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT**
1	Administration Générale
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE**
1	Administration Générale
2	Religion et du Culte

341	**MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE**
1	Administration Générale
2	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale
400	**EX MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**
1	Administration Générale
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**
1	Administration Générale
2	Développement de l'Education de Base
3	Développement de l'Enseignement Secondaire Général
4	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel
412	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE SCIENTIFIQUE**
1	Administration Générale
2	Développement de l'Enseignement Supérieur
3	Développement de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique
4	Financement de la Recherche et de l'Innovation Technologique
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**
1	Administration Générale
2	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel
3	Promotion de l'Industrie Cinématographique
4	Promotion de la Création Artistique et Littéraire
520	**MINISTERE DES SPORTS**
1	Administration Générale
2	Développement et Promotion des activités physiques et sportives
3	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents
525	**MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE**
1	Administration Générale
2	Education, Animation, Insertion Socio-économique des Jeunes
610	**MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE**
1	Administration, Coordination et Décentralisation
2	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies
3	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation
4	Soins Hospitaliers et Recherche
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**
1	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA
640	**MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE**
1	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles
2	Promotion de la Femme
3	Promotion de l'Enfant et de la Famille
4	Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant
660	**MINISTERE SOLIDARITE & ACTION HUMANITAIRE**
1	Administration Générale
2	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion
3	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire
4	Lutte Contre la Pauvreté

660	**MINISTERE SOLIDARITE & ACTION HUMANITAIRE**
5	Reconstruction du Nord
714	**MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE**
1	Administration Générale
2	Amélioration du Cadre de Vie des Populations
3	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger
4	Protection et Conservation de la Nature
5	La Politique Nationale de changement climatique
6	Aménagement et à la protection de la faune
7	Aménagement et à la protection des forêts
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**
1	Administration Générale
2	Développement des Ressources Energétiques
3	Développement des Ressources en Eau
726	**MINISTERE DES MINES**
1	Administration Générale
2	Développement des ressources minérales
3	Appui au développement des ressources minérales
4	Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières
5	Appui à la promotion de la recherche pétrolière
730	**MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION**
1	Administration Générale
2	Medias et Communication Publics
3	Poste et Nouvelles technologies
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**
1	Administration Générale
740	**MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES**
1	Administration Générale
2	Gestion Domaniale et Foncière
3	Gestion des Biens de l'Etat
745	**MINISTERE DE L'URBANISME & DE L'HABITAT**
1	Administration Générale
2	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires
750	**MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION**
1	Administration Générale et Contrôle
2	Population
3	Aménagement du territoire
4	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National
760	**MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT**
1	Administration Générale
2	Construction et entretien des routes
3	Développement et sécurisation des transports
4	Développement de la Cartographie, de la Topographie et de l'Assistance Météorologique
5	Développement des Transports et Transit des Marchandises Maliennes dans les Ports

800	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**
1	Administration Générale
2	Développement du Secteur Industriel
810	**MINISTERE DU COMMERCE**
1	Administration Générale
2	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés
812	**MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT ET SECTEUR PRIVE**
1	Administration Générale
2	Appui au développement du secteur privé
3	Promotion et développement de la Micro finance
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**
1	Administration Générale
2	Appui au Monde Rural
3	Aménagement et Equipement Rural
4	Recherche - Formation
5	Appui au financement de l'agriculture
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**
1	Administration Générale
2	Développement des Productions et Industries Animales
3	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles
4	Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**
1	Sécurité Alimentaire
860	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**
1	Administration Générale
2	Promotion du Secteur de l'Artisanat
3	Promotion du Secteur du Tourisme
990	**CHARGES COMMUNES**
1	Provision pour imprévues
2	Dette
3	Provision pour defaut de remboursement
4	Remboursement des crédits TVA

ETAT H

PLAN DE TRESORERIE MENSUALISE

Ministère de l'Economie et des Finances
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

République du Mal
Un Peuple - Un But - Une Foi

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2017

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Total des ressources	1 710 210	93 411	110 924	136 621	162 349	131 045	145 935	119 170	122 001	144 350	122 643	160 833	260 929
1 - Recettes budgétaires	1 465 552	88 598	105 678	126 958	147 738	124 895	123 585	113 120	109 078	110 939	115 885	116 300	182 777
DGI	790 940	43 423	55 082	79 816	76 822	71 156	68 962	62 214	54 867	60 408	60 999	57 384	99 807
- Impôts directs	429 595	16 912	25 526	49 424	50 885	43 745	36 533	33 427	28 137	32 415	31 987	31 424	49 179
- Impôts indirects	337 663	21 127	25 932	27 341	24 127	25 478	30 315	26 866	25 859	27 270	28 173	25 228	49 947
-dont TVA	215 819	13 662	14 889	25 093	15 421	16 285	19 376	17 171	16 528	17 430	18 007	16 125	25 834
- Enregistrement et timbre	23 682	5 384	3 623	3 052	1 810	1 933	2 114	1 921	872	723	838	731	682
DGD	585 000	46 817	46 817	46 817	48 917	48 917	48 917	49 917	49 917	49 917	49 347	49 347	49 353
- Produits pétroliers	215 000	17 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 917	17 913
- Produits solides	370 000	28 900	28 900	28 900	31 000	31 000	31 000	32 000	32 000	32 000	31 430	31 430	31 440
- TVA importation	306 594	24 640	24 640	24 640	25 709	25 709	25 709	26 060	26 060	26 060	25 789	25 789	25 788
DNDC	127 800	460	6 847	6 553	24 896	8 461	9 784	4 401	7 859	4 401	6 461	9 919	37 758
-Recettes fiscales	44 485	454	3 913	4 127	3 908	3 908	3 908	3 908	3 908	3 908	3 908	3 908	4 725
- Recettes non fiscales	71 137	-	2 910	-	20 566	4 131	5 454	71	3 529	71	71	3 529	30 804
- Recettes en capital	12 178	6	24	2 426	422	422	422	422	422	422	2 482	2 482	2 229
DNTCP	30 000	2 711	2 177	2 612	2 537	2 098	2 749	2 639	2 257	2 354	2 807	2 715	2 344
-Recettes fiscales	19 599	1 878	1 509	1 810	1 209	1 650	1 551	1 738	1 860	1 647	1 661	1 611	1 476
- Recettes non fiscales	10 401	833	669	803	1 327	448	1 198	900	398	708	1 146	1 104	868
DGABE	7 847	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 616	2 616	2 616
- Recettes en capital	7 847										2 616	2 616	2 616
Total recettes fiscales nettes	1 363 989	87 759	102 075	123 730	125 423	119 894	116 512	111 727	104 729	109 739	109 571	106 569	146 260
Compte d'affectation Crédits de TVA	76 035	4 813	5 245	8 840	5 433	5 737	6 826	6 050	5 823	6 141	6 344	5 681	9 102
Total recettes fiscales brutes	1 440 024	92 572	107 320	132 570	130 856	125 632	123 338	117 777	110 552	115 880	115 915	112 250	155 362
Total recettes non fiscales	81 538	833	3 579	803	21 893	4 579	6 652	971	3 927	779	1 217	4 634	31 672
Total recettes en capital	20 025	6	24	2 426	422	422	422	422	422	422	5 097	5 097	4 845
2 - Appuis budgétaires	165 163	-	-	-	8 750	-	15 208	-	7 100	26 613	-	38 441	69 051
-Général (dons et prêts)	129 600	-	-	-	8 750	-	8 306	-	-	20 822	-	36 486	55 236
- Sectoriel	17 718						4 430			4 430			8 858
-Autres (PPTE,dettes monétaires Française	17 845	-	-	-	-	-	2 472	-	7 100	1 361	-	1 955	4 957
- Fonds de concours armée	-												
3 - Ressources de trésorerie	3 460	-	-	822	428	413	315	-	-	657	414	411	-
- Encaisse en debut de période													
- Imputations provisoires de recettes													
- Remboursements des prêts et avances	3 460	-	-	822	428	413	315	-	-	657	414	411	
- Autres comptes à recevoir													
II) Emplois													
Total des Emplois	1 967 348	95 170	124 278	160 452	179 546	135 767	185 816	146 937	146 105	147 428	151 969	152 909	340 970
1) Dépenses budgétaires	1 891 313	90 357	119 033	151 612	174 113	130 030	178 990	140 888	140 282	141 288	145 625	147 228	331 868

Dépenses obligatoires	743 282	52 060	50 788	65 826	95 040	50 140	88 408	51 074	50 925	60 386	61 446	48 740	68 450
- Personnel Budget Général	330 217	27 518	27 518	27 518	27 518	27 518	27 518	27 518	27 518	27 518	27 518	27 518	27 518
- Personnel collectivité (PPTE)	120 516	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043	10 043
- Personnel EPA													
- Pensions de Retraite	37 509	9 490	-	11 863	-	-	11 863	-	-	4 293	-	-	-
- Bourses scolaires	17 796	220	1 653	2 670	684	4 708	1 481	2 801	3 099	286	1	20	173
- Services de la Dette Extér.	110 083	4 322	7 622	9 476	7 915	5 658	21 472	4 088	7 656	9 873	8 974	6 559	16 468
- Services de la Dette Intér.	109 444	467	3 952	4 256	48 880	2 213	11 601	6 624	2 609	3 943	14 909	4 600	5 390
- Equipements ABS	17 718	-	-	-	-	-	4 430	-	-	4 430	-	-	8 858
- Dépenses PPTE (Transferts)													
Marges après Dépenses Obligatoires	890 893	36 537	54 890	61 954	61 876	75 168	50 701	62 046	65 253	77 824	54 853	106 412	183 378
Dépenses prioritaires	600 729	15 278	32 585	50 566	42 219	48 861	51 437	60 482	56 053	49 940	52 144	60 291	80 874
- Communication énergie	44 794	564	4 323	4 178	2 082	1 609	3 715	1 419	3 058	1 846	5 761	4 501	11 738
- Financements intér. BSI et Equip.	555 935	14 715	28 262	46 389	40 136	47 252	47 722	59 063	52 994	48 094	46 383	55 790	69 136
Marges après Dépenses prioritaires	290 164	21 259	22 306	11 388	19 657	26 308	- 736	1 564	9 201	27 884	2 709	46 121	102 504
Dépenses à Arbitrer	547 303	*23 018*	*35 660*	*35 219*	*36 854*	*31 029*	*39 145*	*29 331*	*33 305*	*30 962*	*32 036*	*38 197*	*182 544*
Dépenses budgétaires à arbitrer	547 303	23 018	35 660	35 219	36 854	31 029	39 145	29 331	33 305	30 962	32 036	38 197	182 544
- Biens et services	120 447	1 844	4 071	6 685	4 268	7 295	7 355	5 621	9 147	10 262	5 668	10 951	47 279
- Deplacements et missions	60 926	3 316	2 821	3 730	3 685	4 351	5 508	4 237	4 736	3 221	4 594	5 343	15 385
- Autres dépenses (apurement passif inc	112 909	4 553	2 973	3 756	11 707	10 698	6 107	11 805	7 992	5 670	8 209	7 517	31 921
- Transf & Sub (hors sal EPA)	253 021	13 306	25 796	21 049	17 194	8 685	20 174	7 667	11 431	11 809	13 565	14 385	87 960
2) Dépenses trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Dépenses avant ordonnancement													
- Remboursement dettes garanties													
- Prêts et avances													
3) Dépenses compte crédits de TVA	76 035	4 813	5 245	8 840	5 433	5 737	6 826	6 050	5 823	6 141	6 344	5 681	9 102
Situation fin de mois (III)=I-II	- 257 138	- 1 760	- 13 355	- 23 831	- 17 197	- 4 722	- 39 881	- 27 767	- 24 104	- 3 078	- 29 327	7 924	- 80 040
Soldes mensuels cumulés	- 257 138	- 1 760	- 15 114	- 38 946	- 56 143	- 60 864	- 100 746	- 128 513	- 152 617	- 155 696	- 185 022	- 177 098	- 257 138

ETAT I

LISTE DES TAXES PARAFISCALES ET LEUR EVALUATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS
Cellule Planification et Suivi

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

PREVISION DE RECOUVREMENT TAXES PARAFISCALES

(Unité en millions de F CFA)

Code	Désignation	Budget	Prévisions 2017
712 100	CONTRIBUTION FORFAITAIRE (**CF** au taux de 3%)	National (BN)	11 189
	Base de la CF = Montant CF x 100/ 3,5		319 686
	Taxe Formation Professionnelle-**TFP** (2% x Base CF)	FAFPA	6 394
	Taxe Emploi Jeunes-**TEJ** (2% x Base CF)	APEJ	6 394
	Taxe-Logement-**TL** (1% x Base CF)	OMH	3 197
	Taxe Touristique	OMATHO	1 567
	Contribution de solidarité sur les billets d'avion	Projet SIDA	322
	Redevance Régulation	ARMDS	1 008

NB: ⇨ *Les prévisions TFP, TEJ et TL sont établies sur la base des prévisions CF en tenant compte des entreprises exonérées de CF (conventionnées avec stabilité fiscale)*
⇨ *Les prévisions de Taxe Touristique, de Contribution de solidarité sur les billets d'avion, et de la Redevace de Régulation sont établies sur la base des réalisations estimées de l'exercice précédent (2016) auxquelles sont appliqués les taux de croissance nominale de l'économie en 2017 (croissance réelle + déflateur soit un taux de croissance de l'économie de 8%) plus 3% de taux d'éfficacité des services fiscaux soit un taux de projection de 11 %)*

Bamako, le 24 septembre 2016
Le Chef de Cellule

Théodore DEMBELE
Inspecteur des Impôts

ETAT J

CODES ECONOMIQUES POUVANT FAIRE L'OBJET DE REPORT

- **Code Economique 5-234-10 :** Dépenses en investissement
- **Code Economique 5-231-10 :** Travaux et constructions

ETAT K

RESSOURCES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET DES RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

ETAT K

Ressources des Etablissements Publics et Ressources Transférées aux Collectivités

I. RESSOURCES DES EPA

(En milliers de FCFA)

CODE	DESIGNATION	2016	2017
133	AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD MALI (ADN)		
	Budget d'Etat	901 870	891 272
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	901 870	891 272
222	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE (INFJ)		
	Budget d'Etat	435 939	1 041 328
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	435 939	1 041 328
311	CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT INFORMAT FINANCIERES (CNTIF)		
	Budget d'Etat	461 900	611 900
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	461 900	611 900
312	AUTORITE DE REGULAT. MARCHES PUBLICS ET DELEGAT. SERV (ARMDS)		
	Budget d'Etat	485 159	440 411
	Ressources Propres	672 364	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	1 157 523	440 411
313	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KAYES		
	Budget d'Etat	171 400	194 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	171 400	194 000
314	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KOULIKORO		
	Budget d'Etat	171 400	194 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	171 400	194 000
315	OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)		
	Budget d'Etat	1 513 314	1 566 320
	Ressources Propres	5 000	86 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	1 518 314	1 652 320

316	**INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE (INSAT)**		
	Budget d'Etat	**1 862 057**	**3 827 812**
	Ressources Propres	2 241 000	2 241
	Appui Autres Partenaires	0	879 768
	Sous total EPA	**4 103 057**	**4 709 821**
317	**CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)**		
	Budget d'Etat	**107 150**	**932 150**
	Ressources Propres	770 000	633 900
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**877 150**	**1 566 050**
318	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE SIKASSO**		
	Budget d'Etat	**171 400**	**194 000**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**171 400**	**194 000**
319	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE SEGOU**		
	Budget d'Etat	**171 400**	**194 000**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**171 400**	**194 000**
324	**FONDS D'APPUI FORMATION PROFESS ET APPRENTIS (FAFPA)**		
	Budget d'Etat	**85 252**	**85 252**
	Ressources Propres	5 695 725	8 628 970
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**5 780 977**	**8 714 222**
325	**AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES (APEJ)**		
	Budget d'Etat	**657 097**	**657 097**
	Ressources Propres	6 402 375	7 081 856
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**7 059 472**	**7 738 953**
326	**INSTITUT NATIONAL D'INGENIERIE FORMAT PROFESS**		
	Budget d'Etat	**203 640**	**222 944**
	Ressources Propres	308 176	394 235
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**511 816**	**617 179**
327	**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION**		
	Budget d'Etat	**129 299**	**141 535**
	Ressources Propres	1 552 186	550 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 681 485**	**691 535**
329	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE MOPTI**		
	Budget d'Etat	**171 400**	**194 000**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**171 400**	**194 000**
331	**AGENCE NAT D'INVEST COLLECT TERRITORIALES (ANICT)**		
	Budget d'Etat	**15 217 900**	**28 917 900**

	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**15 217 900**	**28 917 900**
332	**MAISON DU HADJ (MH)**		
	Budget d'Etat	**24 900**	**22 410**
	Ressources Propres	198 362	232 172
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous Total EPA :	**223 262**	**254 582**
333	**CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CFCT)**		
	Budget d'Etat	**184 992**	**235 274**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**184 992**	**235 274**
336	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE TOMBOUCTOU**		
	Budget d'Etat	**171 400**	**194 000**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**171 400**	**194 000**
337	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE GAO**		
	Budget d'Etat	**171 400**	**194 000**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**171 400**	**194 000**
338	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KIDAL**		
	Budget d'Etat	**171 400**	**194 000**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**171 400**	**194 000**
339	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DU DISTRICT DE BAMAKO**		
	Budget d'Etat	**171 400**	**194 000**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**171 400**	**194 000**
411	**ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)**		
	Budget d'Etat	**1 171 078**	**1 228 646**
	Ressources Propres	40 000	92 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 211 078**	**1 320 646**
413	**ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI-ABT)**		
	Budget d'Etat	**1 179 819**	**1 170 927**
	Ressources Propres	97 407	213 800
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 277 226**	**1 384 727**
414	**INSTITUT POLYTECH. RURAL. FORM. RECH. APPL.K.**		
	Budget d'Etat	**1 873 993**	**1 997 383**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 873 993**	**1 997 383**

416	**CENTRE DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES (CENOU)**		
	Budget d'Etat	**22 572 810**	**22 314 654**
	Ressources Propres	301 180	693 880
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**22 873 990**	**23 008 534**
417	**CENTRE NAT DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECH (CNRST)**		
	Budget d'Etat	**210 002**	**223 735**
	Ressources Propres	2 500	4 118
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**212 502**	**227 853**
418	**ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA)**		
	Budget d'Etat	**2 667 109**	**2 682 488**
	Ressources Propres	10 000	10 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**2 677 109**	**2 692 488**
420	**ECOLE NORMALE D'ENSEIG TECHN PROFESS (ENETP)**		
	Budget d'Etat	**349 214**	**447 459**
	Ressources Propres	34 775	36 695
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**383 989**	**484 154**
422	**UNIVERSITE DE SEGOU (US)**		
	Budget d'Etat	**3 282 768**	**3 212 957**
	Ressources Propres	35 595	35 595
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**3 318 363**	**3 248 552**
424	**UNIVERSITE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES**		
	Budget d'Etat	**3 680 559**	**4 396 199**
	Ressources Propres	225 178	302 312
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**3 905 737**	**4 698 511**
425	**INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES (ISH)**		
	Budget d'Etat	**414 640**	**458 262**
	Ressources Propres	99 961	70 650
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**514 601**	**528 912**
426	**UNIVERSITE DES SCIENCES, DES TECHNIQUES ET DES TECHNOLOGIES**		
	Budget d'Etat	**5 634 457**	**5 965 191**
	Ressources Propres	362 542	468 576
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**5 996 999**	**6 433 767**
428	**CENTRE NAT RESS EDUC NON FORMELLE (CNR-ENF)**		
	Budget d'Etat	**228 681**	**250 955**
	Ressources Propres	15 750	15 750
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**244 431**	**266 705**
429	**UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES ET DE GESTION**		
	Budget d'Etat	**5 006 914**	**5 141 281**
	Ressources Propres	200 000	487 500

	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**5 206 914**	**5 628 781**
430	**INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHAMED BABA (IHER-IAB)**		
	Budget d'Etat	**300 908**	**325 534**
	Ressources Propres	5 648	7 518
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**306 556**	**333 052**
431	**UNIVERSITE DES SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES DE BAMAKO**		
	Budget d'Etat	**5 935 730**	**6 174 805**
	Ressources Propres	249 234	258 974
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**6 184 964**	**6 433 779**
432	**ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES**		
	Budget d'Etat	**402 996**	**358 489**
	Ressources Propres	22 400	20 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**425 396**	**378 489**
433	**ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM.**		
	Budget d'Etat	**273 000**	**273 600**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**273 000**	**273 600**
434	**CENTRE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE**		
	Budget d'Etat	**173 300**	**790 779**
	Ressources Propres	**6 425**	9 730
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**179 725**	**800 509**
511	**CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO (CICB)**		
	Budget d'Etat	**1 302 626**	**1 101 243**
	Ressources Propres	122 250	221 961
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 424 876**	**1 323 204**
512	**MUSEE NATIONAL (MNM)**		
	Budget d'Etat	**349 264**	**562 530**
	Ressources Propres	36 500	41 545
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**385 764**	**604 075**
514	**PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA**		
	Budget d'Etat	**700 670**	**1 054 440**
	Ressources Propres	122 250	448 920
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**822 920**	**1 503 360**
516	**BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR (BUMDA)**		
	Budget d'Etat	**142 258**	**147 210**
	Ressources Propres	150 000	270 219
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**292 258**	**417 429**
517	**CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI (CNCM)**		

	Budget d'Etat	**390 994**	**1 388 364**
	Ressources Propres	50 868	72 250
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**441 862**	**1 460 614**
518	**CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K. (CAMMBK)**		
	Budget d'Etat	**832 000**	**917 460**
	Ressources Propres	54 078	44 055
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**886 078**	**961 515**
519	**MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE (MAP)**		
	Budget d'Etat	**312 539**	**1 267 891**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**312 539**	**1 267 891**
522	**CENTRE NATIONAL DE LA PROMOTION DU VOLONTARIAT (CNPVM)**		
	Budget d'Etat	**372 900**	**112 560**
	Ressources Propres	0	50 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**372 900**	**162 560**
523	**INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS**		
	Budget d'Etat	**543 242**	**614 391**
	Ressources Propres	0	8 150
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**543 242**	**622 541**
613	**AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (ANSSA)**		
	Budget d'Etat	**487 651**	**413 671**
	Ressources Propres	45 000	45 000
	Appui Autres Partenaires	0	114 340
	Sous total EPA	**532 651**	**573 011**
615	**HOPITAL GABRIEL TOURE**		
	Budget d'Etat	**3 836 633**	**3 678 668**
	Ressources Propres	882 024	1 054 887
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**4 718 657**	**4 733 555**
616	**HOPITAL DU MALI**		
	Budget d'Etat	**1 668 914**	**2 640 039**
	Ressources Propres	763 914	1 019 131
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**2 432 828**	**3 659 170**
617	**HOPITAL DU POINT G**		
	Budget d'Etat	**4 799 027**	**5 417 937**
	Ressources Propres	857 200	899 894
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**5 656 227**	**6 317 831**
618	**AGENCE NATIONALE TELESANTE INFORM. MEDICALE (ANTIM)**		
	Budget d'Etat	**1 292 303**	**1 499 664**
	Ressources Propres	200 000	100 000
	Appui Autres Partenaires	0	150 000

	Sous total EPA	**1 492 303**	**1 749 664**
619	**HOPITAL DE KATI**		
	Budget d'Etat	**1 374 613**	**1 432 935**
	Ressources Propres	431 266	337 512
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 805 879**	**1 770 447**
620	**CENTRE RECHERCH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE (CRLD)**		
	Budget d'Etat	**852 431**	**736 094**
	Ressources Propres	66 500	65 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**918 931**	**801 094**
621	**INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE (INRSP)**		
	Budget d'Etat	**1 784 091**	**1 707 264**
	Ressources Propres	196 053	196 053
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 980 144**	**1 903 317**
622	**CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTAT POUR SURVIE ENFANT (CREDOS)**		
	Budget d'Etat	**402 940**	**407 358**
	Ressources Propres	35 000	90 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**437 940**	**497 358**
623	**CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE (CNOS)**		
	Budget d'Etat	**1 456 761**	**1 397 192**
	Ressources Propres	307 000	292 600
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 763 761**	**1 689 792**
625	**LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE (LNS)**		
	Budget d'Etat	**625 978**	**819 167**
	Ressources Propres	110 000	125 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**735 978**	**944 167**
627	**CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)**		
	Budget d'Etat	**739 090**	**787 858**
	Ressources Propres	35 000	35 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**774 090**	**822 858**
629	**CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE (CNAM)**		
	Budget d'Etat	**1 033 113**	**955 163**
	Ressources Propres	90 000	100 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 123 113**	**1 055 163**
630	**AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX (ANEH)**		
	Budget d'Etat	**288 085**	**300 433**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	20 000
	Sous total EPA	**288 085**	**320 433**
631	**INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE (INFSS)**		
	Budget d'Etat	**1 674 892**	**1 733 343**

	Ressources Propres	350 720	306 196
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**2 025 612**	**2 039 539**
632	**INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)**		
	Budget d'Etat	**1 356 061**	**1 304 219**
	Ressources Propres	678 665	598 715
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**2 034 726**	**1 902 934**
633	**HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES**		
	Budget d'Etat	**678 961**	**746 590**
	Ressources Propres	520 000	602 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 198 961**	**1 348 590**
634	**HOPITAL DE SIKASSO**		
	Budget d'Etat	**1 002 689**	**1 099 411**
	Ressources Propres	388 626	480 060
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 391 315**	**1 579 471**
635	**HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU**		
	Budget d'Etat	**727 570**	**828 007**
	Ressources Propres	577 985	642 514
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 305 555**	**1 470 521**
636	**HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI**		
	Budget d'Etat	**861 797**	**951 642**
	Ressources Propres	358 823	430 094
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 220 620**	**1 381 736**
637	**HOPITAL DE TOMBOUCTOU**		
	Budget d'Etat	**389 143**	**396 384**
	Ressources Propres	364 350	334 370
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**753 493**	**730 754**
638	**HOPITAL DE GAO**		
	Budget d'Etat	**465 393**	**502 215**
	Ressources Propres	484 856	381 342
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**950 249**	**883 557**
645	**CITE DES ENFANTS (CE)**		
	Budget d'Etat	**439 032**	**551 733**
	Ressources Propres	70 000	70 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Sous total EPA	**509 032**	**621 733**
666	**INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GEREATRIE**		
	Budget d'Etat	**571 646**	**536 885**
	Ressources Propres	40 000	50 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**611 646**	**586 885**

668	**CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)**		
	Budget d'Etat	**41 645 023**	**44 323 883**
	Ressources Propres	40 365 207	40 365 207
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**82 010 230**	**84 689 090**
670	**OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE**		
	Budget d'Etat	**516 903**	**518 776**
	Ressources Propres	2 000	2 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**518 903**	**520 776**
674	**INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX (INFTS)**		
	Budget d'Etat	**822 539**	**739 464**
	Ressources Propres	30 500	50 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**853 039**	**789 464**
676	**FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE**		
	Budget d'Etat	**787 226**	**946 308**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**787 226**	**946 308**
678	**CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE**		
	Budget d'Etat	**541 599**	**553 065**
	Ressources Propres	66 000	81 600
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**607 599**	**634 665**
679	**CAISSE NATIONALE ASSURANCE MALADIE (CANAM)**		
	Budget d'Etat	**43 645**	**0**
	Ressources Propres	22 870 650	22 870 650
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**22 914 295**	**22 870 650**
681	**AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE (ANAM)**		
	Budget d'Etat	**1 145 995**	**1 388 429**
	Ressources Propres	392 081	392 081
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 538 076**	**1 780 510**
702	**INSTITUT NAT FORMAT PROFESS EN BAT TRANSP TRAV PU (INFP-BTP)**		
	Budget d'Etat	**124 416**	**333 988**
	Ressources Propres	245 459	356 915
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**369 875**	**690 903**
704	**AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)**		
	Budget d'Etat	**193 582**	**84 000**
	Ressources Propres	1 721 313	1 807 379
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 914 895**	**1 891 379**
706	**INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI (IGM)**		
	Budget d'Etat	**878 149**	**803 234**
	Ressources Propres	340 230	393 437 000

	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 218 379**	**394 240 234**
708	**CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL./BTP**		
	Budget d'Etat	**510 371**	**454 810**
	Ressources Propres	355 000	416 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**865 371**	**870 810**
710	**AUTORITE ROUTIERE**		
	Budget d'Etat	**400 000**	**400 000**
	Ressources Propres	24 400 000	33 880 000
	Appui Autres Partenaires	0	
	Sous total EPA	**24 800 000**	**34 280 000**
711	**AGENCE NATIONALE SECURITE ROUTIERE (ANASER)**		
	Budget d'Etat	**0**	0
	Ressources Propres	1 370 625	1 439 198
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 370 625**	**1 439 198**
712	**AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE (ANAC)**		
	Budget d'Etat	**449 412**	**332 000**
	Ressources Propres	3 793 647	4 670 832
	Appui Autres Partenaires	0	100 000
	Sous total EPA	**4 243 059**	**5 102 832**
713	**AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE**		
	Budget d'Etat	**2 691 450**	**2 585 950**
	Ressources Propres	1 543 415	1 698 019
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**4 234 865**	**4 283 969**
715	**AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)**		
	Budget d'Etat	**281 480**	**312 389**
	Ressources Propres	40 000	74 379
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**321 480**	**386 768**
716	**AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER (ABFN)**		
	Budget d'Etat	**2 324 237**	**2 409 980**
	Ressources Propres	5 000	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**2 329 237**	**2 409 980**
717	**AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI (ANGESEM)**		
	Budget d'Etat	**2 179 987**	**1 900 962**
	Ressources Propres	5 000	3 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**2 184 987**	**1 903 962**
718	**AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (AEDD)**		
	Budget d'Etat	**1 009 981**	**2 588 385**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 009 981**	**2 588 385**
722	**AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE (AMADER)**		

	Budget d'Etat	**5 807 750**	**14 507 750**
	Ressources Propres	16 000	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**5 823 750**	**14 507 750**
723	**LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX (LNE)**		
	Budget d'Etat	**623 910**	**834 621**
	Ressources Propres	232 360	197 324
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**856 270**	**1 031 945**
724	**AUTORITE POUR L'AMENAGEMENT DE TAOUSSA (AAT)**		
	Budget d'Etat	**9 223 129**	**27 167 942**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**9 223 129**	**27 167 942**
725	**AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI**		
	Budget d'Etat	**508 334**	**711 324**
	Ressources Propres	0	4 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**508 334**	**715 324**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**		
	Budget d'Etat	**0**	**945 258**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**0**	**945 258**
735	**OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI (ORTM)**		
	Budget d'Etat	**5 391 303**	**5 730 875**
	Ressources Propres	4 400 000	4 440 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**9 791 303**	**10 170 875**
737	**AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)**		
	Budget d'Etat	**1 283 929**	**1 444 456**
	Ressources Propres	2 409 020	1 621 200
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**3 692 949**	**3 065 656**
738	**AGENCE NATIONALE DE COM. DEVELOPPEMENT (ANCD)**		
	Budget d'Etat	**438 221**	**492 334**
	Ressources Propres	260 000	200 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**698 221**	**692 334**
739	**AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION (AGETIC)**		
	Budget d'Etat	**2 121 025**	**3 568 577**
	Ressources Propres	120 000	300 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**2 241 025**	**3 868 577**
814	**CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)**		
	Budget d'Etat	**670 640**	**717 890**
	Ressources Propres	10 000	165 000
	Appui Autres Partenaires	0	0

	Sous total EPA	**680 640**	**882 890**
816	**AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (API)**		
	Budget d'Etat	**490 425**	**755 852**
	Ressources Propres	1 471 062	210 473
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 961 487**	**966 325**
817	**AGENCE POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS MALI (APEX-MALI)**		
	Budget d'Etat	**230 203**	**210 462**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**230 203**	**210 462**
819	**AGENCE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DES BIOCARBURANTS (ANADEB)**		
	Budget d'Etat	**783 708**	**803 145**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**783 708**	**803 145**
823	**AGENCE DE GESTION DU MARCHE CENTRAL A POISSON DE BAMAKO**		
	Budget d'Etat	**329 880**	**410 000**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**329 880**	**410 000**
825	**OFFICE DE LA HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)**		
	Budget d'Etat	**1 275 369**	**1 207 769**
	Ressources Propres	7 425 309	8 117 424
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**8 700 678**	**9 325 193**
826	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL (ADRVFS)**		
	Budget d'Etat	**7 206 372**	**10 258 059**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**7 206 372**	**10 258 059**
827	**OFFICE RIZ MOPTI (ORM)**		
	Budget d'Etat	**554 271**	**604 630**
	Ressources Propres	340 000	277 967
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**894 271**	**882 597**
829	**OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE (ODRS)**		
	Budget d'Etat	**1 067 918**	**982 951**
	Ressources Propres	200 000	191 600
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 267 918**	**1 174 551**
831	**IINSTITUT D'ECONOMIE RURALE**		
	Budget d'Etat	**3 457 072**	**4 478 172**
	Ressources Propres	90 000	110 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**3 547 072**	**4 588 172**
833	**LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)**		
	Budget d'Etat	**943 511**	**877 070**

	Ressources Propres	683 000	900 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 626 511**	**1 777 070**
834	**LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO**		
	Budget d'Etat	**73 121**	**169 950**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**73 121**	**169 950**
835	**OFFICE RIZ SEGOU (ORS)**		
	Budget d'Etat	**8 019 077**	**3 883 924**
	Ressources Propres	0	511 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**8 019 077**	**4 394 924**
836	**OFFICE DU MOYEN BANI**		
	Budget d'Etat	**0**	**570 000**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**0**	**570 000**
837	**OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA (OPIB)**		
	Budget d'Etat	**1 271 646**	**1 726 940**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 271 646**	**1 726 940**
839	**OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX (OPV)**		
	Budget d'Etat	**791 098**	**936 399**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**791 098**	**936 399**
841	**OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE (OMVSF)**		
	Budget d'Etat	**356 813**	**454 969**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**356 813**	**454 969**
842	**CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE**		
	Budget d'Etat	**130 000**	**530 000**
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**130 000**	**530 000**
865	**OFFICE MALIEN DU TOURISME ET DE L'HOTELLERIE (OMATHO)**		
	Budget d'Etat	**362 248**	**0**
	Ressources Propres	1 230 000	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 592 248**	**0**
866	**BUREAU RESTRUCTURAT MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES IND**		
	Budget d'Etat	**200 176**	**197 251**
	Ressources Propres	0	30 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**200 176**	**227 251**

867	**AGENCE MALIENNE NORMALISAT PROMOT DE LA QUALITE**		
	Budget d'Etat	**271 134**	**222 394**
	Ressources Propres	192 750	102 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**463 884**	**324 394**
868	**CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT TEXTILE**		
	Budget d'Etat	**200 574**	**205 247**
	Ressources Propres	15 000	15 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**215 574**	**220 247**
869	**AGENCE NATIONALE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI**		
	Budget d'Etat	**321 250**	**362 738**
	Ressources Propres	1 230 000	1 230 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Sous total EPA	**1 551 250**	**1 592 738**
	TOTAL GENERAL EPA (I)	**369 689 795**	**832 683 816**

II. RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une

REPARTITION PAR NATURE ECONOMIQUE DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

Edition du 23/09/2016 16:06:04

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	**3 000 000**	**16 800 000**
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR		**12 500 000**
APPUI BUDGÉTAIRE	**5 268 140**	**6 027 184**
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	**107 919 679**	**120 408 086**
PERSONNEL	**26 273 637**	**27 057 205**
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	**15 236 546**	**21 029 087**
DÉPLACEMENT & MISSION	**625 139**	**1 219 229**
COMMUNICATION & ENERGIE		**53 500**
AUTRES DÉPENSES	**17 733 312**	**3 336 663**
BOURSES	**359 821**	**487 168**
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	**8 099 500**	**40 193 924**
TRANSFERT ET SUBVENTION	**10 978 268**	**12 710 141**
TOTAL GENERAL	**195 494 042**	**261 822 187**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

REPARTITION FONCTIONNELLE DES RESSOURCES DECENTRALISEES PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE		
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	3 000 000	5 400 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	12 500 000
APPUI BUDGÉTAIRE	4 844 140	5 668 184
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	5 000
DÉPLACEMENT & MISSION	0	2 500
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	8 099 500	13 127 073
TRANSFERT ET SUBVENTION	3 361 600	4 036 827
TOTAL	**19 305 240**	**40 739 584**
EDUCATION DE BASE		
APPUI BUDGÉTAIRE	424 000	359 000
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	100 128 665	103 730 480
PERSONNEL	25 743 600	26 401 015
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	6 768 523	7 522 753
DÉPLACEMENT & MISSION	265 521	504 529
COMMUNICATION & ENERGIE	0	1 000
AUTRES DÉPENSES	10 142 023	2 752 653
BOURSES	359 821	487 168
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	19 666 332
TRANSFERT ET SUBVENTION	3 142 265	4 465 667
TOTAL	**146 974 418**	**165 890 597**
ENSEIG. SEC. SUPÉRIEUR ET RECH. SCIENTIFIQUE		
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	1 949 808	927 517
PERSONNEL	530 037	625 190
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	7 707 893	12 480 171
DÉPLACEMENT & MISSION	174 162	223 598
COMMUNICATION & ENERGIE	0	52 500
AUTRES DÉPENSES	7 427 317	388 539
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	7 400 519
TRANSFERT ET SUBVENTION	3 173 377	2 740 994
TOTAL	**20 962 594**	**24 839 028**
CULTURE JEUNESSE ET SPORT		
PERSONNEL	0	14 916
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	12 600
DÉPLACEMENT & MISSION	0	12 729
AUTRES DÉPENSES	0	17 121
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	11 130
TOTAL	**0**	**68 496**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

REPARTITION FONCTIONNELLE DES RESSOURCES DECENTRALISEES PAR COMPTE ECONOMIQUE

(en milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES 2016	DOTATIONS BUDGETAIRES 2017
SANTÉ		
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	5 841 206	15 750 089
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	760 130	778 306
DÉPLACEMENT & MISSION	185 456	215 168
AUTRES DÉPENSES	163 972	163 972
TRANSFERT ET SUBVENTION	1 301 026	1 340 045
TOTAL	**8 251 790**	**18 247 580**
SECTEURS SOCIAUX		
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	3 500 000
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	39 912
DÉPLACEMENT & MISSION	0	34 872
AUTRES DÉPENSES	0	8 978
TOTAL	**0**	**3 583 762**
AGRICULTURE		
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	2 300 000
PERSONNEL	0	16 084
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	160 345
DÉPLACEMENT & MISSION	0	197 333
AUTRES DÉPENSES	0	5 400
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	115 478
TOTAL	**0**	**2 794 640**
MINE HYDRAULIQUE ET INDUSTRIE		
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	1 400 000
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	30 000
DÉPLACEMENT & MISSION	0	28 500
TOTAL	**0**	**1 458 500**
URBANISME ET TRAVAUX PUBLICS		
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	0	4 200 000
TOTAL	**0**	**4 200 000**
TOTAL BUDGET D'ETAT	**195 494 042**	**261 822 187**

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

Conseil Régional

	LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
313	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES		
	Region de Kayes	171	194
Total:	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	**171**	**194**
314	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO		
	Region de Koulikoro	171	194
Total:	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO	**171**	**194**
318	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO		
	Region de Sikasso	171	194
Total:	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO	**171**	**194**
319	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU		
	Region de Segou	171	194
Total:	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU	**171**	**194**
329	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI		
	Region de Mopti	171	194
Total:	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI	**171**	**194**
336	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.		
	Region de Tombouctou	171	194
Total:	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.	**171**	**194**
337	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO		
	Region de Gao	171	194
Total:	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO	**171**	**194**
338	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL		
	Region de Kidal	171	194
Total:	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL	**171**	**194**
339	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT		
	District de Bamako	171	194
Total:	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT	**171**	**194**
900	DISTRICT DE BAMAKO		
	District de Bamako	1 500	1 442
Total:	DISTRICT DE BAMAKO	**1 500**	**1 442**
901	REGION DE KAYES		
	Region de Kayes	2 798	3 244
Total:	REGION DE KAYES	**2 798**	**3 244**
902	REGION DE KOULIKORO		
	Region de Koulikoro	4 905	6 199
Total:	REGION DE KOULIKORO	**4 905**	**6 199**
903	REGION DE SIKASSO		
	Region de Sikasso	6 451	10 815
	Cercle de Sikasso		18
	COMMUNE DE KIGNAN		0
	COMMUNE URBAINE DE SIKASSO		44
	Cercle de Bougouni		18
	COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI		222
	Cercle de Kadiolo		13
	Cercle de Kolondiéba		10
	COMMUNE DE KOLONDIEBA		10
	Cercle de Koutiala		302
	COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA		306

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

Conseil Régional

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
903 REGION DE SIKASSO		
Cercle de Yanfolila		32
Cercle de Yorosso		13
Provision pour Fonctionnement/Education		78
Total: REGION DE SIKASSO	**6 451**	**11 880**
904 REGION DE SEGOU		
Region de Segou	5 692	6 827
Total: REGION DE SEGOU	**5 692**	**6 827**
905 REGION DE MOPTI		
Region de Mopti	3 663	4 274
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA		0
COMMUNE URBAINE DE DJENNE		0
COMMUNE DE FAKALA		0
COMMUNE DE YOUWAROU		10
Provision pour Fonctionnement/Education		26
Total: REGION DE MOPTI	**3 663**	**4 310**
906 REGION DE TOMBOUCTOU		
Region de Tombouctou	1 771	2 878
COMMUNE DE BOUREM-INALY		0
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU		0
COMMUNE DE SOBOUNDOU		0
Provision pour Fonctionnement/Education		26
Total: REGION DE TOMBOUCTOU	**1 771**	**2 904**
907 REGION DE G A O		
Region de Gao	1 445	2 332
Total: REGION DE G A O	**1 445**	**2 332**
908 REGION DE KIDAL		
Region de Kidal	242	1 165
Total: REGION DE KIDAL	**242**	**1 165**
909 REGION DE TAOUDENIT		
REGION DE TAOUDENI		2 000
Total: REGION DE TAOUDENIT		**2 000**
910 REGION DE MENAKA		
REGION DE MENAKA		1 500
Total: REGION DE MENAKA		**1 500**
TOTAL : Conseil Régional	**30 009**	**45 548**

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

Conseil de Cercle

	LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
820	MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
	Multi-régionaux		10
Total:	MINISTERE DE L'AGRICULTURE		**10**
900	DISTRICT DE BAMAKO		
	District de Bamako		19 647
	Commune I		2
	Commune II		2
	Commune III		2
	Commune IV		2
	Commune V		2
	Commune VI		2
Total:	DISTRICT DE BAMAKO		**19 659**
901	REGION DE KAYES		
	Region de Kayes	0	
	Cercle de Kayes	824	976
	Cercle de Bafoulabé	373	425
	Cercle de Diéma	201	231
	Cercle de Kéniéba	219	247
	Cercle de Kita	636	696
	Cercle de Nioro du Sahel	211	162
	Cercle de Yélimané	147	305
Total:	REGION DE KAYES	**2 612**	**3 042**
902	REGION DE KOULIKORO		
	Cercle de Koulikoro	515	374
	Cercle de Banamba	174	177
	Cercle de Dioïla	207	406
	Cercle de Kangaba	115	117
	Cercle de Kati	4 706	4 436
	Cercle de Kolokani	207	173
	Cercle de Nara	95	109
Total:	REGION DE KOULIKORO	**6 019**	**5 792**
903	REGION DE SIKASSO		
	Region de Sikasso	0	11
	Cercle de Sikasso	1 648	1 641
	COMMUNE DE NIENA		17
	COMMUNE DE KOUMANKOU		17
	Cercle de Bougouni	463	427
	Cercle de Kadiolo	325	295
	COMMUNE DE FOUROU		17
	Cercle de Kolondiéba	179	159
	Cercle de Koutiala	1 014	1 028
	COMMUNE DE M'PESSOBA		17
	Cercle de Yanfolila	236	214
	Cercle de Yorosso	182	200
Total:	REGION DE SIKASSO	**4 048**	**4 044**
904	REGION DE SEGOU		
	Region de Segou		12
	Cercle de Ségou	449	479

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

Conseil de Cercle

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
904 REGION DE SEGOU		
Cercle de Barouéli	115	38
Cercle de Bla	101	107
Cercle de Macina	79	84
Cercle de Niono	87	91
Cercle de San	244	251
Cercle de Tominian	76	189
Total: REGION DE SEGOU	**1 151**	**1 250**
905 REGION DE MOPTI		
Region de Mopti		29
Cercle de Mopti	760	897
Cercle de Bandiagara	231	250
Cercle de Bankass	195	201
Cercle de Djénné	114	132
Cercle de Douentza	150	155
Cercle de Koro	303	291
Cercle de Tenenkou	78	81
Cercle de Youwarou	73	76
Total: REGION DE MOPTI	**1 903**	**2 112**
906 REGION DE TOMBOUCTOU		
Region de Tombouctou		8
Cercle de Tombouctou	133	299
Cercle de Diré	129	132
Cercle de Goundam	133	137
Cercle de Gourma-Rharous	129	132
Cercle de Niafunké	132	185
Total: REGION DE TOMBOUCTOU	**656**	**893**
907 REGION DE G A O		
Region de Gao		4
Cercle de Gao	510	684
Cercle d'Ansongo	189	173
Cercle de Bourem	98	102
Cercle de Ménaka	161	165
Total: REGION DE G A O	**958**	**1 127**
908 REGION DE KIDAL		
Region de Kidal		5
Cercle de Kidal	184	224
Cercle d'Abeïbara	19	19
Cercle de Tessalit	20	20
Cercle de Tin-Essako	21	21
Total: REGION DE KIDAL	**243**	**289**
909 REGION DE TAOUDENIT		
REGION DE TAOUDENI		57
Total: REGION DE TAOUDENIT		**57**
910 REGION DE MENAKA		
Cercle de Ménaka		41
Total: REGION DE MENAKA		**41**
TOTAL : Conseil de Cercle	**17 591**	**38 315**

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		
FNACT DOTATION D'INVESTISSEMENT		10 378
FNACT DOTATION APPUI TECHNIQUE		1 079
FNACT REGIONS NORD		1 370
FNACT APPUI AUX COMM. DE BASE NORD		685
APPUI A LA MISE EN PLACE DES COMMUNES/ANICT		12 500
ANICT/FNACT		2 907
Total: AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		**28 918**
900 DISTRICT DE BAMAKO		
Commune I	1 363	1 369
Commune II	1 186	1 192
Commune III	1 657	1 663
Commune IV	1 618	1 624
Commune V	1 936	1 942
Commune VI	1 818	1 824
Total: DISTRICT DE BAMAKO	**9 577**	**9 613**
901 REGION DE KAYES		
COMMUNE DE BANGASSI	70	70
COMMUNE DE COLIMBINE	103	103
COMMUNE DE DIAMOU	146	146
COMMUNE DE DJELEBOU	139	139
COMMUNE DE FALEME	130	130
COMMUNE GORY-GOPELA	53	53
COMMUNE GUIDIMAKAN KERI KAFO	93	93
COMMUNE DE HAWA DEMBAYA	112	112
COMMUNE DE KARAKORO	66	66
COMMUNE DE KEMENE TAMBA	127	127
COMMUNE DE KHOULOUM	185	185
COMMUNE DE KOUSSANE	118	118
COMMUNE DE LIBERTE DEMBAYA	131	131
COMMUNE DE LOGO	138	138
COMMUNE DE MARENA-DIOMBOUGOU	113	113
COMMUNE DE TAFARCIRGA	129	129
COMMUNE DE MARINTOUMANIA	207	207
COMMUNE DE SADIOLA	218	218
COMMUNE DE SAHEL	66	66
COMMUNE DE SAME-DIOMGOMA	135	135
COMMUNE DE SEGALA	149	149
COMMUNE DE SERO-DIAMANOU	108	108
COMMUNE DE SONY	76	76
COMMUNE URBAINE DE KOUNIAKARY	53	53
COMMUNE URBAINE DE SOMANKIDY	44	44
COMMUNE URBAINE DE GOUMERA	30	30
COMMUNE URBAINE DE FEGUI	42	42
COMMUNE URBAINE DE KAYES	1 328	1 205
COMMUNE DE BAFOULABE	239	242
COMMUNE BAMAFELE	221	221
COMMUNE DE DIAKON	131	131

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
901 REGION DE KAYES		
COMMUNE DE DIALLAN	77	77
COMMUNE DE DIOHELI	96	96
COMMUNE DE KOUNDIAN	145	146
COMMUNE DE MAHINA	290	290
COMMUNE DE NIAMBIA	54	54
COMMUNE DE OUALIA	177	177
COMMUNE DE TOMORA	176	176
COMMUNE DE GOUNFAN	50	50
COMMUNE DE KOUTELA	85	85
COMMUNE DE SIDIBELA	62	62
COMMUNE DE BEMA	55	55
COMMUNE DE DIANGOUNTE-CAMARA	153	153
COMMUNE DE DIANGUIRDE	63	63
COMMUNE DE DIEMA	236	236
COMMUNE DE DIEOURA	65	65
COMMUNE DE DIOUMARA-KOUSSATA	95	95
COMMUNE DE GUEDIBINE	28	28
COMMUNE DE FASSOUDEBE	26	26
COMMUNE DE GOMITRADOUGOU	68	68
COMMUNE DE GROUMERA	20	20
COMMUNE DE LAKAMANE	86	86
COMMUNE DE LAMBIDOU	89	89
COMMUNE DE MADIGA-SACKO	65	66
COMMUNE DE SANSANKIDE	44	44
COMMUNE URBAINE DE FATAO	79	79
COMMUNE DE BAYE	76	76
COMMUNE DE DABIA	114	114
COMMUNE DE DIALAFARA	141	141
COMMUNE DE DOMBIA	38	38
COMMUNE DE FALEA	64	64
COMMUNE DE FARABA	60	60
COMMUNE DE GUENEGORE	95	96
COMMUNE DE KASSAMA	165	166
COMMUNE DE KENIEBA	379	381
COMMUNE DE KOUROUKOTO	44	44
COMMUNE DE SAGALO	106	106
COMMUNE DE SITAKILLY	215	215
COMMUNE DE BENDOUGOU	92	92
COMMUNE DE BENKADI FOUNIA	82	82
COMMUNE DE BOUGARIBAYA	61	61
COMMUNE DE DJIDIAN	149	149
COMMUNE DE GADOUGOU I	129	129
COMMUNE DE GADOUGOU II	51	54
COMMUNE DE KASSARO	175	175
COMMUNE DE KITA NORD	56	56
COMMUNE DE BOUDOFO	60	60
COMMUNE DE KITA OUEST	134	134

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
901 REGION DE KAYES		
COMMUNE DE BADIA	76	77
COMMUNE DE KOBRI	54	54
COMMUNE DE KOULOU	52	53
COMMUNE DE MADINA	139	140
COMMUNE DE KOTOUBA	37	37
COMMUNE DE MAKANO	77	77
COMMUNE DE NAMALA GUIMBA	58	58
COMMUNE DE NIANTANSO	32	32
COMMUNE DE SABOULA	48	48
COMMUNE DE SOURANSAN-TOMOTO	66	66
COMMUNE DE SEBEKORO	264	264
COMMUNE DE GUEMOUKOURABA	74	75
COMMUNE DE DJOUGOUN	59	59
COMMUNE DE DINDANKO	74	74
COMMUNE DE SEFETO NORD	74	74
COMMUNE DE SEFETO OUEST	100	100
COMMUNE DE SENKO	53	53
COMMUNE DE SIRAKORO	116	116
COMMUNE DE TAMBAGA	79	79
COMMUNE DE TOUKOTO	54	54
COMMUNE DE KOKOFATA	87	87
COMMUNE URBAINE DE KITA	666	667
COMMUNE DE KOUROUNIKOTO	34	34
COMMUNE DE BANIERE-KORE	30	30
COMMUNE DE DIABIGUE	51	51
COMMUNE DE DIARRA	52	52
COMMUNE DE DIAYE-COURA	53	53
COMMUNE DE GAVINANE	63	63
COMMUNE DE GOGUI	99	99
COMMUNE DE GUETEMA	45	45
COMMUNE DE GADIABA-KADIEL	73	73
COMMUNE DE KORERA-KORE	62	62
COMMUNE DE NIORO TOOGOUBE RANGABE	73	74
COMMUNE DE SANDARE	166	166
COMMUNE DE SIMBI	57	57
COMMUNE DE YERERE	96	97
COMMUNE URBAINE DE TROUNGOUMBE	79	79
COMMUNE URBAINE YOURI	48	48
COMMUNE URBAINE DE NIORO	440	440
COMMUNE DE DIAFOUNOU GORY	132	132
COMMUNE DE DIAFOUNOU-DIONGAGA	67	67
COMMUNE DE FANGA	41	41
COMMUNE DE GORY	80	80
COMMUNE DE GUIDIME	247	248
COMMUNE DE KREMIS	58	59
COMMUNE DE KIRANE KANIAGA	194	194
COMMUNE DE KONSIGA	63	63

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
901 REGION DE KAYES		
COMMUNE DE MAREKAFFO	23	23
COMMUNE DE SOUMPOU	27	27
COMMUNE DE TRINGA	73	73
COMMUNE URBAINE DE TOYA	42	42
Total: REGION DE KAYES	**14 673**	**14 567**
902 REGION DE KOULIKORO		
COMMUNE DE DINANDOUGOU	100	100
COMMUNE DE KOULA	116	116
COMMUNE DE DOUMBA	98	98
COMMUNE DE MEGUETAN	308	308
COMMUNE DE NYAMINA	165	165
COMMUNE DE SIRAKOROLA	200	200
COMMUNE DE TIENFALA	130	130
COMMUNE DE TOUGOUNI	89	89
COMMUNE URBAINE DE KOULIKORO	797	797
COMMUNE DE BANAMBA	379	379
COMMUNE DE BEN KADI	87	87
COMMUNE DE BORON	214	214
COMMUNE DE SEBETE	48	48
COMMUNE DE DUGUWOLOWULA	191	191
COMMUNE DE KIBAN	83	83
COMMUNE DE MADINA-SACKO	173	173
COMMUNE DE TOUBACORO	112	112
COMMUNE DE TOUBAKOROBA	77	78
COMMUNE DE BANCO	116	116
COMMUNE DE BENKADI	138	138
COMMUNE DE BINKO	106	106
COMMUNE DE DEGNEKORO	70	70
COMMUNE DE DIEDOUGOU	230	230
COMMUNE DE DIOUMAN	60	60
COMMUNE DE DOLENDOUGOU	57	57
COMMUNE DE GUEGNEKA	412	412
COMMUNE DE KALADOUGOU	421	421
COMMUNE DE KEMEKAFO	106	106
COMMUNE DE KERELA	74	74
COMMUNE DE MASSIGUI	176	176
COMMUNE DE NANGOLA	86	86
COMMUNE DE NIANTJILA	49	49
COMMUNE DE N'DOLONDOUGOU	82	82
COMMUNE DE DIEBE	30	30
COMMUNE DE N'GARADOUGOU	49	49
COMMUNE DE N'GOLOBOUGOU	72	72
COMMUNE DE TENINDOUGOU	61	62
COMMUNE DE WACORO	70	70
COMMUNE DE ZAN COULIBALY	133	133
COMMUNE DE JEKAFO	50	50
COMMUNE DE KILIDOUGOU	68	68

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
902 REGION DE KOULIKORO		
COMMUNE DE BENKADI	9	10
COMMUNE DE SELEFOUGOU	36	36
COMMUNE DE MINIDIAN	432	432
COMMUNE DE NARENA	164	164
COMMUNE DE BALAN-BAKAMA	66	66
COMMUNE DE NOUGA	83	83
COMMUNE DE KANIOGO	165	165
COMMUNE DE KARAN	64	64
COMMUNE DE MARAMANDOUGOU	106	106
COMMUNE DE BAGUINEDA-CAMP	451	451
COMMUNE DE BANCOUMANA	149	151
COMMUNE DE BOSSOFLA	115	115
COMMUNE DE BOUGOULA	69	69
COMMUNE DE DABAN	87	87
COMMUNE DE DIALAKOROBA	167	167
COMMUNE DE DIALAKORODJI	145	145
COMMUNE DE DIEDOUGOU	10	10
COMMUNE DE DIO GARE	124	124
COMMUNE DE DOGODOUMAN	144	144
COMMUNE DE DOMBILA	68	68
COMMUNE DE FARABA	38	38
COMMUNE DE TIAKADOUGOU-DIALAKORO	7	30
COMMUNE DE KALABANCORO	1 198	1 198
COMMUNE DE KALIFABOUGOU	74	74
COMMUNE DE KAMBILA	178	178
COMMUNE DE KOUROUBA	49	49
COMMUNE DE MANDE	457	457
COMMUNE DE MORIBABOUGOU	156	156
COMMUNE DE N'GABACORO-DROIT	99	99
COMMUNE DE NIAGADINA	56	56
COMMUNE DE MOUNTOUGOULA	202	202
COMMUNE DE N'GOURABA	109	109
COMMUNE DE N'TJIBA	86	86
COMMUNE DE OUELESSEBOUGOU	331	332
COMMUNE DE SAFO	118	118
COMMUNE DE SANANKORO-DJITOUMOU	53	53
COMMUNE DE SANANKOROBA	301	301
COMMUNE DE SIBY	165	165
COMMUNE DE NIOUMA-MAKAMA	50	50
COMMUNE DE DOUBABOUGOU	88	88
COMMUNE DE DIAGO	79	79
COMMUNE DE TIELE	81	81
COMMUNE DE YELEKEBOUGOU	66	66
COMMUNE DE SANGAREBOUGOU	182	182
COMMUNE DE KATI	932	932
COMMUNE DE SOBRA	40	40
COMMUNE DE DIDIENI	150	150

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
902 REGION DE KOULIKORO		
COMMUNE DE GUIHOYO	103	103
COMMUNE DE KOLOKANI	407	407
COMMUNE DE MANSATONLA	182	182
COMMUNE DE NONKON	105	105
COMMUNE DE NOSSOMBOUGOU	165	165
COMMUNE DE OUOLODO	77	77
COMMUNE DE SAGABALA	112	112
COMMUNE DE SEBECORO I	130	130
COMMUNE DE TIORIBOUGOU	74	74
COMMUNE DE ALLAHINA	57	57
COMMUNE DE DABO	53	53
COMMUNE DE DILLY	115	115
COMMUNE DE DOGOFRY	207	208
COMMUNE DE FALLOU	185	185
COMMUNE DE GUENEIBE	40	40
COMMUNE DE GUIRE	73	74
COMMUNE DE KORONGA	41	41
COMMUNE DE NARA	394	394
COMMUNE DE NIAMANA	200	200
COMMUNE DE OUAGADOU	128	129
Total: REGION DE KOULIKORO	**16 932**	**16 965**
903 REGION DE SIKASSO		
COMMUNE DE WATENI	83	83
COMMUNE DE ZANIENA	87	87
COMMUNE DE MINIKO	51	51
COMMUNE DE N'TJIKOUNA	40	40
COMMUNE DE NIENA	374	374
COMMUNE DE KAPOLONDOUGOU	155	155
COMMUNE DE ZANFEREBOUGOU	55	55
COMMUNE DE FARAKALA	124	124
COMMUNE DE KOFAN	130	130
COMMUNE DE FINKOLO-GANADOUGOU	129	129
COMMUNE DE LOBOUGOULA	170	170
COMMUNE DE KOLOKOBA	65	65
COMMUNE DE SANZANA	82	82
COMMUNE DE DOUMANABA	120	120
COMMUNE DE KOUROUMA	96	98
COMMUNE DE KIGNAN	181	171
COMMUNE DE TELLA	47	47
COMMUNE DE KOUMANKOU	57	57
COMMUNE DE DIALAKORO	35	35
COMMUNE DE NONGO-SOUALA	62	62
COMMUNE DE DANDERESSO	159	159
COMMUNE DE KLELA	152	152
COMMUNE DE FAMA	73	73
COMMUNE DE GONGASSO	116	116
COMMUNE DE KOUORO	76	76

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
903 REGION DE SIKASSO		
COMMUNE DE KABARASSO	42	42
COMMUNE DE DOGONI	71	71
COMMUNE DE BLENDIO	101	101
COMMUNE DE BENKADI	90	91
COMMUNE DE DEMBELA	88	88
COMMUNE DE TIANKADI	39	39
COMMUNE DE PIMPERNA	40	40
COMMUNE DE NATIEN	45	45
COMMUNE DE MISSIRIKORO	44	44
COMMUNE SOKOURANI-MISSIRIKORO	31	31
COMMUNE DE KAPALA	106	106
COMMUNE DE FINKOLO	99	100
COMMUNE DE KAFOZIELA	31	31
COMMUNE DE ZANGARADOUGOU	32	32
COMMUNE DE DIOMATENE	44	44
COMMUNE DE KABOILA	147	147
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO	2 038	1 837
COMMUNE DE MIRIA	85	85
COMMUNE DE ZANTIEBOUGOU	147	147
COMMUNE DE KOUMANTOU	403	403
COMMUNE DE GARALO	151	151
COMMUNE DE DEFINA	47	47
COMMUNE DE BLADIE-TIEMALA	27	27
COMMUNE DE SANSO	134	134
COMMUNE DE DOMBA	101	101
COMMUNE DE WOLA	86	86
COMMUNE DE DEBELIN	59	59
COMMUNE DE MERIDIELA	65	65
COMMUNE DE DOGO	211	211
COMMUNE DE KELEYA	108	108
COMMUNE DE SYEN TOULA	64	65
COMMUNE DE OUROUN	36	36
COMMUNE DE FARAGOUARAN	51	51
COMMUNE DE SIDO	101	101
COMMUNE DE KOKELE	44	44
COMMUNE DE KOLA	39	39
COMMUNE DE FARADIELE	41	41
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI	592	613
COMMUNE DE DANON	89	90
COMMUNE DE KOUROULAMINI	55	55
COMMUNE DE TIEMALA BANIMONOTIE	76	76
COMMUNE DE SIBIRILA	116	116
COMMUNE DE YININDOUGOU	55	55
COMMUNE DE YIRIDOUGOU	52	52
Cercle de Kadiolo		8
COMMUNE DE DIOUMATENE	58	58
COMMUNE DE DIOU	24	24

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
903 REGION DE SIKASSO		
COMMUNE DE ZEGOUA	111	111
COMMUNE DE KADIOLO	423	423
COMMUNE DE KAI	36	36
COMMUNE DE NIMBOUGOU	50	50
COMMUNE DE LOULOUNI	195	195
COMMUNE DE MISSENI	80	80
COMMUNE DE FOUROU	274	274
COMMUNE DE KOLONDIEBA	372	362
COMMUNE DE N'GOLODIANA	51	51
COMMUNE DE BOUGOULA	45	45
COMMUNE DE FAKOLA 1	77	77
COMMUNE DE FARAKO	77	78
COMMUNE DE KADIANA	90	90
COMMUNE DE NANGALASSO	77	77
COMMUNE DE TIONGUI	55	55
COMMUNE DE TOUSSEGUELA	42	42
COMMUNE DE KOLOSSO	42	42
COMMUNE DE KEBILA	188	188
COMMUNE DE MENA	87	87
COMMUNE DE M'PESSOBA	340	336
COMMUNE DE MIENA	75	75
COMMUNE DE KAFO FABOLI	61	61
COMMUNE DE N'TOSSONI	56	56
COMMUNE DE KARAGOUANA MALLE	73	73
COMMUNE DE FAKOLO	113	113
COMMUNE DE NIANTAGA	62	62
COMMUNE DE KOUNIANA	24	21
COMMUNE DE SOROBASSO	27	27
COMMUNE DE N'GOLONIANASSO	93	93
COMMUNE DE SINCINA	169	166
COMMUNE DE ZEBALA	70	70
COMMUNE DE N'GOUTJINA	83	83
COMMUNE DE KONSEGUELA	170	167
COMMUNE DE KONINA	46	46
COMMUNE DE ZANGASSO	109	109
COMMUNE DE SINKOLO	36	36
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA	2 313	1 166
COMMUNE DE DIOURADOUGOU KAFO	12	12
COMMUNE DE GOUADJI KAO	44	44
COMMUNE DE GOUDIE SOUGOUNA	53	53
COMMUNE DE KOLONIGUE	122	122
COMMUNE DE KONINGUE	85	85
COMMUNE DE KOROMO	52	52
COMMUNE DE LOGOUANA	30	30
COMMUNE DE NAFANGA	41	41
COMMUNE DE SONGO DOUBAKORE	42	42
COMMUNE DE SONGOUA	37	37

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
903 REGION DE SIKASSO		
COMMUNE DE YOGNOGO	28	28
COMMUNE DE ZANFIGUE	48	48
COMMUNE DE DIEDOUGOU	36	36
COMMUNE DE FAGUI	50	50
COMMUNE DE NAMPE	36	36
COMMUNE DE TAO	54	54
COMMUNE DE ZANINA	43	43
COMMUNE DE WASSOULOU-BALLE	368	369
COMMUNE DE YALLANKORO-SOLOBA	66	66
COMMUNE DE DJIGUIYA DE KOLONI	34	35
COMMUNE DE BAYA	135	136
COMMUNE DE BOLO - FOUTA	50	51
COMMUNE DE DJALLON FOULA	59	60
COMMUNE DE GOUANAN	156	159
COMMUNE DE GOUANDIAKA	145	146
COMMUNE DE KOUSSAN	83	83
COMMUNE DE SANKARANI	51	52
COMMUNE DE SERE MOUSA ANI SAMOU DE SIEREKOLE	96	97
COMMUNE DE TAGANDOUGOU	71	71
Cercle de Yorosso		8
COMMUNE DE KARANGANA	128	128
COMMUNE DE YOROSSO	224	224
COMMUNE DE KIFFOSSO	96	96
COMMUNE DE MENAMBA I	48	48
COMMUNE DE BOURA	117	117
COMMUNE DE KOUMBIA	66	66
COMMUNE DE KOURY	280	280
COMMUNE DE OURIKELA	104	104
COMMUNE DE MAHOU	53	53
Total: REGION DE SIKASSO	**18 455**	**17 128**
904 REGION DE SEGOU		
COMMUNE DE DIGANIBOUGOU	41	41
COMMUNE DE DJEDOUGOU	24	24
COMMUNE DE DIORO	184	185
COMMUNE DE FARAKOU MASSA	44	44
COMMUNE DE SEBOUGOU	270	271
COMMUNE DE PELENGANA	536	537
COMMUNE DE N'GARA	85	85
COMMUNE DE MASSALA	97	97
COMMUNE DE KONODIMINI	90	90
COMMUNE DE SOIGNEBOUGOU	23	24
COMMUNE DE SAKOIBA	109	110
COMMUNE DE SANSANDING	88	88
COMMUNE DE SIBILA	36	36
COMMUNE DE DIOUNA	25	25
COMMUNE DE FATINE	47	47
COMMUNE DE KAMIANDOUGOU	28	29

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

Commune

	LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
904	REGION DE SEGOU		
	COMMUNE DE BAGUIDABOUGOU	28	28
	COMMUNE DE N'KOUMANDOUGOU	33	33
	COMMUNE DE BELLEN	26	26
	COMMUNE DE BOUSSIN	55	55
	COMMUNE DE MARKALA	466	467
	COMMUNE DE SAMA-FOULALA	42	43
	COMMUNE DE SOUBA	91	92
	COMMUNE DE CINZANA	115	116
	COMMUNE DE FARAKO	77	77
	COMMUNE DE SAMINE	34	34
	COMMUNE DE KATIENA	56	56
	COMMUNE DE DOUGABOUGOU	137	137
	COMMUNE DE TOGOU	48	49
	COMMUNE URBAINE DE SEGOU	1 908	1 786
	COMMUNE DE BAROUELI	267	268
	COMMUNE DE KONONBOUGOU	233	234
	COMMUNE DE KALAKE	69	70
	COMMUNE DE N'GASSOLA	36	36
	COMMUNE DE BOIDIE	87	87
	COMMUNE DE TAMANI	92	92
	COMMUNE DE SANANDO	110	110
	COMMUNE DE GOUENDO	46	48
	COMMUNE DE SOMO	77	78
	COMMUNE DE DOUGOUFIE	44	45
	COMMUNE DE TESSERLA	35	35
	COMMUNE DE TIEMENA	50	50
	COMMUNE DE NIALA	51	52
	COMMUNE DE DIARAMANA	139	140
	COMMUNE DE KEMENI	69	69
	COMMUNE DE SOMASSO	72	72
	COMMUNE DE DOUGOUOLO	54	56
	COMMUNE DE BLA	382	382
	COMMUNE DE FALO	93	93
	COMMUNE DE YANGASSO	136	137
	COMMUNE DE BEGUENE	44	44
	COMMUNE DE KORODOUGOU	57	57
	COMMUNE DE KAZANGASSO	36	37
	COMMUNE DE FANI	74	74
	COMMUNE DE KOULANDOUGOU	12	12
	COMMUNE DE TOUNA	104	104
	COMMUNE DE DIENA	37	37
	COMMUNE DE SAMABOGO	53	53
	COMMUNE DE MACINA	355	355
	COMMUNE DE KOLONGO	161	161
	COMMUNE DE KOKRY CENTRE	103	104
	COMMUNE DE BOKY WERE	55	55
	COMMUNE DE TONGUE	47	47

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
904 REGION DE SEGOU		
COMMUNE DE SALOBA	149	151
COMMUNE DE FOLOMANA	54	55
COMMUNE DE MONIMPEBOUGOU	79	79
COMMUNE DE SANA	111	112
COMMUNE DE SOULEYE	61	61
COMMUNE DE MATOMO	69	70
COMMUNE DE YEREDON SANIONA	68	68
COMMUNE DE DOGOFRY	80	80
COMMUNE DE NIONO	511	511
COMMUNE DE MARIKO	75	75
COMMUNE DE KALA SIGUIDA	90	90
COMMUNE DE SIRIFLA BOUNDY	90	90
COMMUNE DE SOKOLO	77	78
COMMUNE DE TORIDAGA-KO	47	48
COMMUNE DE SIRIBALA	116	117
COMMUNE DE NAMPALARI	15	16
COMMUNE DE POGO	48	48
COMMUNE DE DIABALY	120	120
COMMUNE DE DIAKOUROUNA	51	51
COMMUNE DE N' TOROSSO	58	58
COMMUNE DE DIELI	71	71
COMMUNE DE NIASSO	63	63
COMMUNE DE N'GOA	52	52
COMMUNE DE TENENI	53	53
COMMUNE DE SIADOUGOU	55	56
COMMUNE DE SY	34	35
COMMUNE DE FION	25	26
COMMUNE DE OUOLON	35	36
COMMUNE DE BARAMANDOUGOU	39	39
COMMUNE DE TENE	53	53
COMMUNE DE DAH	60	60
COMMUNE DE SOUROUNTOUNA	57	58
COMMUNE DE KARABA	50	50
COMMUNE DE WAKI	43	44
COMMUNE DE NIAMANA	37	37
COMMUNE DE KANIEGUE	56	57
COMMUNE DE KAVA	136	136
COMMUNE DE MORIBILA	68	68
COMMUNE DE KASSOROLA	64	64
COMMUNE DE SOMO	2	2
COMMUNE DE TOURAKOLOMBA	29	29
COMMUNE DE DJEGUENA	45	45
COMMUNE URBAINE DE SAN	856	857
COMMUNE DE BEBENA	123	123
COMMUNE DE OUAN	58	59
COMMUNE DE DIORA	71	72
COMMUNE DE LANFIALA	31	31

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
904 REGION DE SEGOU		
COMMUNE DE KOULA	92	92
COMMUNE DE FANGASSO	102	102
COMMUNE DE SANEKUY	92	92
COMMUNE DE YASSO	110	110
COMMUNE DE MAFOUNE	124	125
COMMUNE DE TIMISSA	90	90
COMMUNE DE MANDIAKUY	104	105
COMMUNE DE TOMINIAN	240	240
Total: REGION DE SEGOU	**13 308**	**13 237**
905 REGION DE MOPTI		
Region de Mopti		48
COMMUNE DE SOCOURA	227	228
COMMUNE DE DIALLOUBE	79	79
COMMUNE DE FATOMA	136	137
COMMUNE DE KONNA	187	187
COMMUNE DE KOROMBANA	99	99
COMMUNE DE KOUNARI	47	47
COMMUNE DE OURO-MODI	33	33
COMMUNE DE OUROUBE-DOUDDE	58	59
COMMUNE DE SIO	166	169
COMMUNE DE SOYE	29	31
COMMUNE DE BORONDOUGOU	72	73
COMMUNE DE SASALBE	18	18
COMMUNE DE KOUBAYE	29	29
COMMUNE URBAINE DE MOPTI	1 406	1 854
COMMUNE DE BASSIROW	38	38
COMMUNE DE DOUCOUMBO	159	160
COMMUNE DE DOUROU	132	132
COMMUNE DE DOGANI BERE	20	20
COMMUNE DE KENDE	31	31
COMMUNE DE LOWOL-GUEOU	27	27
COMMUNE DE METOUMOU	57	57
COMMUNE DE PELOU	46	46
COMMUNE DE PIGNARI-BANA	102	103
COMMUNE DE PIGNARI	65	65
COMMUNE DE SANGHA	226	227
COMMUNE DE SOROLY	45	46
COMMUNE DE WADOUBA	182	182
COMMUNE DE DANDOLI	49	50
COMMUNE DE BORKO	28	28
COMMUNE DE DIAMNATI	48	48
COMMUNE DE SEGUE-IRE	44	44
COMMUNE DE TIMIRI	60	60
COMMUNE DE BARA-SARA	59	60
COMMUNE DE KENDIE	85	86
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA	392	562
COMMUNE DE ONDOUGOU	34	35

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

Commune

	LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
905	REGION DE MOPTI		
	COMMUNE DE BAYE	209	210
	COMMUNE DE DIALLASSAGOU	86	86
	COMMUNE DE DIMBAL-HABE	117	118
	COMMUNE DE KANI-BOZON	96	97
	COMMUNE DE KOULOGON-HABE	57	57
	COMMUNE DE LESSAGOU-HABE	55	55
	COMMUNE DE OUONKORO	84	84
	COMMUNE DE SEGUE	104	105
	COMMUNE DE SOKOURA	171	172
	COMMUNE DE SOUBALA	48	49
	COMMUNE DE TORI	89	90
	COMMUNE DE BANKASS	267	268
	COMMUNE DE DANDOUGOU FAKALA	65	65
	COMMUNE DE DERRARY	61	62
	COMMUNE DE KEWA	72	72
	COMMUNE DE NEMA-BADENYAKAFO	120	121
	COMMUNE DE OURO ALI	49	50
	COMMUNE DE PONDORI	43	44
	COMMUNE DE TOGUE MOURARI	58	59
	COMMUNE DE MADIAMA	85	85
	COMMUNE DE NIANSANARIE	53	53
	COMMUNE URBAINE DE DJENNE	365	341
	COMMUNE DE FAKALA	195	171
	COMMUNE DE FEMAYE	69	70
	COMMUNE DE DALLAH	34	35
	COMMUNE DE DANGOL-BORE	102	103
	COMMUNE DE DEBERE	50	50
	COMMUNE DE DIANWELY	38	38
	COMMUNE DE DJAPTODJI	86	87
	COMMUNE DE GANDAMIA	51	51
	COMMUNE DE HAIRE	63	64
	COMMUNE DE KORAROU	16	16
	COMMUNE DE KOUBEWEL-KOUNDIA	65	66
	COMMUNE DE MONDORO	76	76
	COMMUNE DE TEDIE	44	44
	COMMUNE DE HOMBORI	83	83
	COMMUNE DE PETAKA	46	46
	COMMUNE DE KERENA	9	10
	COMMUNE URBAINE DE DOUENTZA	466	468
	COMMUNE DE BAMBA	92	92
	COMMUNE DE BARAPIRELI	132	132
	COMMUNE DE BONDO	95	96
	COMMUNE DE DIANKABOU	60	60
	COMMUNE DE DINANGOUROU	74	75
	COMMUNE DE DIOUNGANI	105	106
	COMMUNE DE DOUGOUTENE II (ANDIAGANA	80	81
	COMMUNE DE KASSA	70	70

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
905 REGION DE MOPTI		
COMMUNE DE KOPORO - NA	1	1
COMMUNE DE KOPORO - PEN	88	88
COMMUNE DE MADOUGOU	157	157
COMMUNE DE PEL-MAOUDE	55	56
COMMUNE DE DOUGOUTENE I	98	98
COMMUNE DE YORO	48	49
COMMUNE DE YOUDIOU	87	87
COMMUNE DE KORO	745	748
COMMUNE DE DIAFARABE	118	118
COMMUNE DE DIONDORI	91	91
COMMUNE DE KARERI	110	110
COMMUNE DE OURO-ARDO	43	44
COMMUNE DE OURO-GUIRE	27	28
COMMUNE DE SOUGOULBE	25	25
COMMUNE DE TOGORO KOTIA	36	36
COMMUNE DE TOGUERE-COUMBE	78	79
COMMUNE DE DIAKA	92	92
COMMUNE URBAINE DE TENENKOU	200	201
COMMUNE DE BIMBERE-TAMA	36	36
COMMUNE DE DEBOYE	62	62
COMMUNE DE DIRMA	48	48
COMMUNE DE DONGO	71	73
COMMUNE DE FARIMAKE	71	72
COMMUNE DE N'DODJIGA	60	60
COMMUNE DE YOUWAROU	302	273
Total: REGION DE MOPTI	**11 818**	**12 462**
906 REGION DE TOMBOUCTOU		
Region de Tombouctou		14
COMMUNE DE BER	105	106
COMMUNE DE BOUREM-INALY	87	60
COMMUNE DE LAFIA	54	54
COMMUNE DE ALAFIA	146	147
COMMUNE DE SALAM	60	60
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU	4 021	3 488
COMMUNE DE BINGA	25	26
COMMUNE ARHAM	41	41
COMMUNE BOUREM-SIDI AMAR	60	61
COMMUNE DE DANGHA	43	43
COMMUNE DE GARBAKOIRA	50	51
COMMUNE DE HAIBONGO	50	50
COMMUNE DE KIRCHAMBA	25	25
COMMUNE DE KONDI	17	17
COMMUNE DE SARE-YAMOU	48	48
COMMUNE DE TIENKOUR	25	26
COMMUNE DE TINDIRMA	23	24
COMMUNE DE TINGUEREGUIF	16	17
COMMUNE URBAINE DE DIRE	140	140

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
906 REGION DE TOMBOUCTOU		
COMMUNE DE ALZOUNOUB	13	14
COMMUNE DE BINTAGOUNGOU	33	33
COMMUNE DE DOUEKIRE	55	56
COMMUNE DE ADARMALANE	14	14
COMMUNE DE GARGANDO	36	36
COMMUNE DE ISSA-BERY	28	28
COMMUNE DE KANEYE	21	21
COMMUNE DE DOUKOURIA	21	21
COMMUNE DE M' BOUNA	35	36
COMMUNE DE TILEMSI	24	24
COMMUNE DE TELE	29	29
COMMUNE DE ESSAKANE	41	41
COMMUNE DE RAZ-EL-MA	25	26
COMMUNE DE TIN AICHA	23	23
COMMUNE DE TONKA	149	149
COMMUNE URBAINE DE GOUNDAM	93	93
COMMUNE DE BAMBARA MAOUDE	44	44
COMMUNE DE BANICANE	91	91
COMMUNE DE GOSSI	95	95
COMMUNE DE HARIBOMO	26	26
COMMUNE DE INADIATAFANE	22	22
COMMUNE DE RHAROUS	147	147
COMMUNE DE HANZAKONA	23	23
COMMUNE DE SERERE	56	57
COMMUNE DE OUINERDENE	14	14
Cercle de Niafunké		41
COMMUNE DE BANIKANE NARHAWA	52	52
COMMUNE DE KOUMAIRA	49	49
COMMUNE DE LERE	60	60
COMMUNE DE N' GOURKOU	60	60
COMMUNE DE SOBOUNDOU	209	284
COMMUNE DE SOUMPI	53	53
COMMUNE DE DIANKE	27	28
COMMUNE DE FITTOUGA	81	82
Total: REGION DE TOMBOUCTOU	**6 779**	**6 367**
907 REGION DE G A O		
COMMUNE DE ANCHAWADI	272	272
COMMUNE DE GABERO	255	256
COMMUNE DE GOUNZOUREYE	431	432
COMMUNE DE N'TILLIT	218	218
COMMUNE DE SONY-ALIBER	556	556
COMMUNE DE TILEMSI	167	167
COMMUNE URBAINE DE GAO	828	829
COMMUNE DE BARA	170	170
COMMUNE DE BOURRA	202	203
COMMUNE DE OUATTAGOUNA	198	199
COMMUNE DE TALATAYE	53	54

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Commune		
907 REGION DE G A O		
COMMUNE DE TESSIT	72	72
COMMUNE DE TIM HAMA	73	74
COMMUNE DE ANSONGO	482	482
COMMUNE DE BAMBA	233	233
COMMUNE DE TABOYE	280	280
COMMUNE DE TARKINT	150	150
COMMUNE DE TEMERA	136	136
COMMUNE URBAINE DE BOUREM	377	377
COMMUNE D'ANDERAMBOUKANE	201	201
COMMUNE D'INEKAR	111	111
COMMUNE DE TIDERMENE	114	115
COMMUNE DE MENAKA	615	615
COMMUNE D'ALATA	35	36
Total: REGION DE G A O	**6 228**	**6 237**
908 REGION DE KIDAL		
COMMUNE D'ANEFIF	70	70
COMMUNE D'ESSOUK	65	65
COMMUNE URBAINE DE KIDAL	555	555
COMMUNE DE ABEIBARA	56	57
COMMUNE DE TINZAWATENE	21	21
COMMUNE DE BOGHASSA	42	42
COMMUNE DE TESSALIT	219	219
COMMUNE D'ADJELHOC	115	116
COMMUNE DE TIMTAGHENE	23	23
COMMUNE DE TIN-ESSAKO	84	85
COMMUNE D'INTADJEDITE	22	23
Total: REGION DE KIDAL	**1 273**	**1 277**
TOTAL : Commune	**99 044**	**126 772**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction Générale du Budget

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Déconcentré		
909 REGION DE TAOUDENIT		
REGION DE TAOUDENI		32
Total: REGION DE TAOUDENIT		**32**
910 REGION DE MENAKA		
REGION DE MENAKA		42
Total: REGION DE MENAKA		**42**
TOTAL : Déconcentré		**74**

RESSOURCES TRANSFEREES AUX COLLECTIVITES 2017

Edition du24/09/2016 12:10:58

(en millions de francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS INITIALES 2016	DOTATIONS PROPOSEES 2017
Crédits Globaux		
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE		
Contrat-Plan Etat/Région/District		4 400
Total: MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE		**4 400**
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES		
ANICT/FNACT	10 919	
Total: AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES	**10 919**	
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT		
Contrat-Plan Etat/Région/District	2 000	
Total: MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME D	**2 000**	
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		
DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	7 465	7 669
Total: MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	**7 465**	**7 669**
610 MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE		
DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	491	1 600
Total: MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE	**491**	**1 600**
900 DISTRICT DE BAMAKO		
Provision pour Contractuel CT/Education	4 846	4 769
Provision pour Fonctionnement/Education	2 198	2 409
Total: DISTRICT DE BAMAKO	**7 044**	**7 179**
901 REGION DE KAYES		
Provision pour Fonctionnement/Education	3 194	3 158
Total: REGION DE KAYES	**3 194**	**3 158**
902 REGION DE KOULIKORO		
Provision pour Fonctionnement/Education	4 688	4 741
Total: REGION DE KOULIKORO	**4 688**	**4 741**
903 REGION DE SIKASSO		
Provision pour Fonctionnement/Education	4 711	4 846
Total: REGION DE SIKASSO	**4 711**	**4 846**
904 REGION DE SEGOU		
Provision pour Fonctionnement/Education	3 498	3 755
Total: REGION DE SEGOU	**3 498**	**3 755**
905 REGION DE MOPTI		
Provision pour Fonctionnement/Education	2 050	2 075
Total: REGION DE MOPTI	**2 050**	**2 075**
906 REGION DE TOMBOUCTOU		
Provision pour Fonctionnement/Education	1 144	1 189
Total: REGION DE TOMBOUCTOU	**1 144**	**1 189**
907 REGION DE G A O		
Provision pour Fonctionnement/Education	1 561	1 573
Total: REGION DE G A O	**1 561**	**1 573**
908 REGION DE KIDAL		
Provision pour Fonctionnement/Education	84	125
Total: REGION DE KIDAL	**84**	**125**
990 CHARGES COMMUNES		
Provision pour Fonctionnement/Education		8 800
Total: CHARGES COMMUNES		**8 800**
TOTAL : Crédits Globaux	**48 850**	**51 112**
TOTAL GENERAL :	**195 494**	**261 822**

ETAT L
ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

COMITE NATIONAL DE
LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
-=-=-=-=-=-=-=-

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI POUR L'ANNEE 2017

Septembre 2016

SIGLES ET ACRONYMES

AID	Association Internationale pour le Développement
ATM	Durée Moyenne de Maturité
ATR	Durée Moyenne de Révision de Taux d'Intérêts
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS/XDR	Droits de Tirages Spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Saoudien pour le Développement
IADM	Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale
IBW	Institutions de Breton Woods
INSTAT	Institut National de la Statistique
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTI	Programme Triennal d'Investissement
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VA	Valeur Actualisée
XOF	Francs CFA

INTRODUCTION

Au cours de ces dernières années, le Mali, conformément à sa politique d'endettement, a jugé nécessaire et utile de se doter d'une stratégie annuelle d'endettement.

Cette stratégie annuelle est élaborée pour être annexée à la Loi de Finances de chaque exercice budgétaire.

L'élaboration de la stratégie d'endettement pour l'année 2017 intervient dans un contexte caractérisé par les effets d'une sortie de crise multiforme sans précédent que le pays a connue au cours de l'année 2012.

Pour juguler cette crise, le Mali a signé le 15 mai 2015 l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale qui a été parachevé le 20 juin 2015. La mise œuvre de cet Accord nécessite d'importants efforts de l'Etat en termes de mobilisation de ressources financières sur le plan national et international pour honorer ses engagements issus dudit Accord.

C'est pourquoi, la gestion budgétaire de 2016 est marquée, au plan national, par des efforts liés à la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger et des effets de la mise en place et de l'adoption d'un nouveau document de référence intitulé « **Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018 » en lieu et place du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCRP 2012-2017). Ce nouveau cadre référentiel a permis de mettre en cohérence l'ensemble des politiques et stratégies du pays.**

Dans un souci de rétablissement de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national et d'assurer l'autosuffisance alimentaire, la gestion budgétaire de 2016 est également marquée par la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et la promotion de la politique agricole à travers l'affectation de 15% des ressources budgétaires au secteur de l'agriculture.

Au regard de l'importance de la croissance et de l'urgence de ces besoins de financements et d'investissements durables, la mobilisation des ressources constitue un défi énorme pour le pays.. C'est ainsi que la nécessité de définir une stratégie annuelle d'endettement demeure un impératif. Elle est partie intégrante des fonctions principales de gestion de la dette et vise à assurer le financement des besoins de développement national tout en ayant pour préoccupation la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

Le présent document, élaboré dans le cadre de la mise en œuvre de la politique d'endettement, répond donc au souci de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique, d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et pour une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des deux (02) principaux points ci-après :

- analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2016 ;
- stratégie d'endettement public pour l'année 2017.

A. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2016

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
  (i) vie moyenne de la dette;
  (ii) refinancement sur 1 an.
- risque de taux d'intérêt :
  (i) période moyenne de révision;
  (ii) dette révisable dans 1 an, 3 ans et 5 ans.
  (iii) concessionnalité moyenne du portefeuille.
- qualité du portefeuille :
  (i) risque de change : Ratio dette extérieure / dette Totale;
  (ii) répartition du portefeuille de la dette par devises.
- soutenabilité de la dette :
  (i) indicateurs de viabilité de la dette extérieure ;
  (ii) Valeur Actualisée (VA)/exportation de biens et services (%);
  (iii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%);
  (iv) Valeur Actualisée (VA)/recettes budgétaires (%);
  (v) indicateurs de viabilité de la dette publique et publiquement garantie.

Ces indicateurs sont tirés de la dernière analyse de viabilité de la dette publique du Mali effectuée par le FMI et la Banque mondiale en septembre 2015.

I. Revue du portefeuille de la dette publique

L'évolution de la dette publique extérieure du Mali a été marquée par plusieurs opérations de restructuration dont le pays a bénéficié avant l'initiative PPTE et dans le cadre de l'initiative PPTE et de l'IADM. Ces allègements ont eu un impact positif et significatif sur la viabilité de la dette extérieure du Mali dont l'encours est passé de 103 % du PIB en 2000 à 19 % en 2006. Cet encours a évolué et ressort à 34,1 % du PIB en 2016.

Par le passé, le pays a essentiellement mobilisé des financements extérieurs. Cependant, à partir de juin 2003, le Mali a entrepris la diversification de ses sources de financement en recourant au marché de titres publics par l'émission de bons du Trésor (depuis 2003) et d'obligations du Trésor à partir de 2008.Il ressort de cette revue les analyses ci-après :

1. Dette publique :

1.1. Composition par type de dettes :

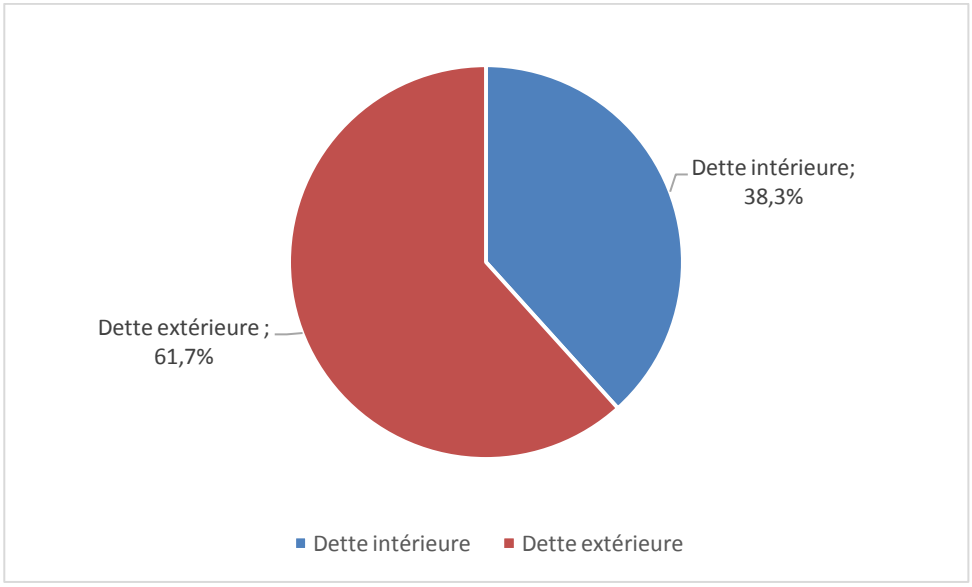
	Montant (millions de FCFA)	**%**
Dette publique	2 835 523	**100%**
Dette intérieure	1 086 412	38,3%
Dette extérieure	1 749 111	61,7%

Source:DGDP 2016

NB :

- **dette intérieure:** est constituée de tous les prêts libellés en Francs CFA (y compris les prêts de la BOAD et ceux du FMI);
- **dette extérieure:** est constituée de tous les prêts libellés en devises étrangères.

Composition de la dette publique



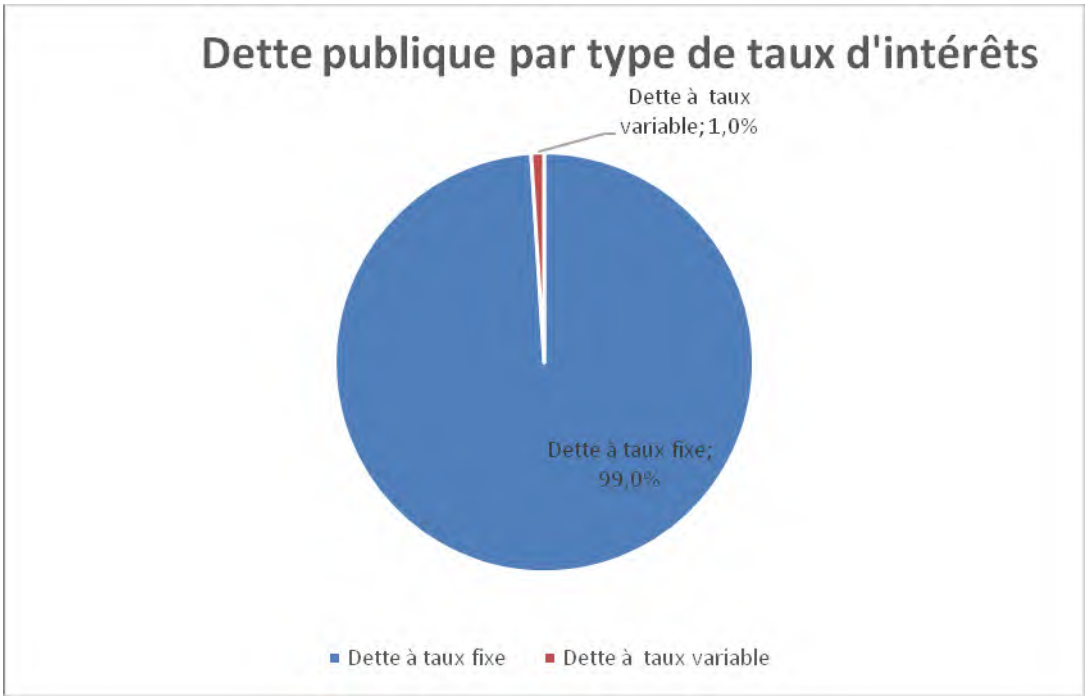
Source:DGDP 2016

A la date du 31 décembre 2016, il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total ressortirait à 2 835,5 milliards de FCFA constitué de 1 749,1milliards de FCFA de dette extérieure (soit 61,7%) et de 1 086,4 milliards de FCFA de dette intérieure (soit 38,3%).

1.2. Composition par type de taux d'intérêt :

	Montant (millions de FCFA)	%
Dette publique	2 835 523	100%
Dette à taux fixe	2 808 494	99%
Dette à taux variable	27 029	1%

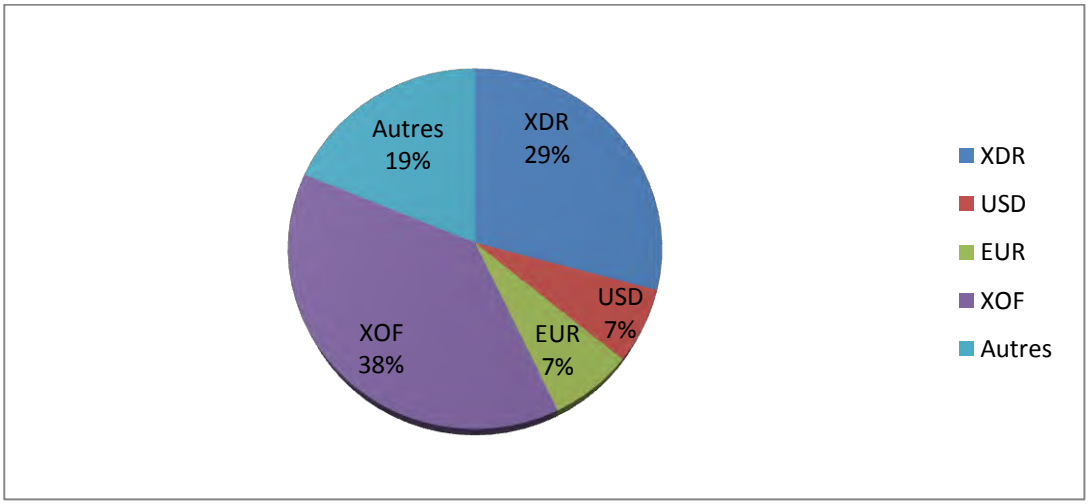
Source: DGDP 2016



Source: DGDP 2016

Le portefeuille est essentiellement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe représentant 99% de la dette totale. Par conséquent, il est faiblement exposé au risque du taux d'intérêt.

1.3. Composition par devises :



Source: DGDP 2016

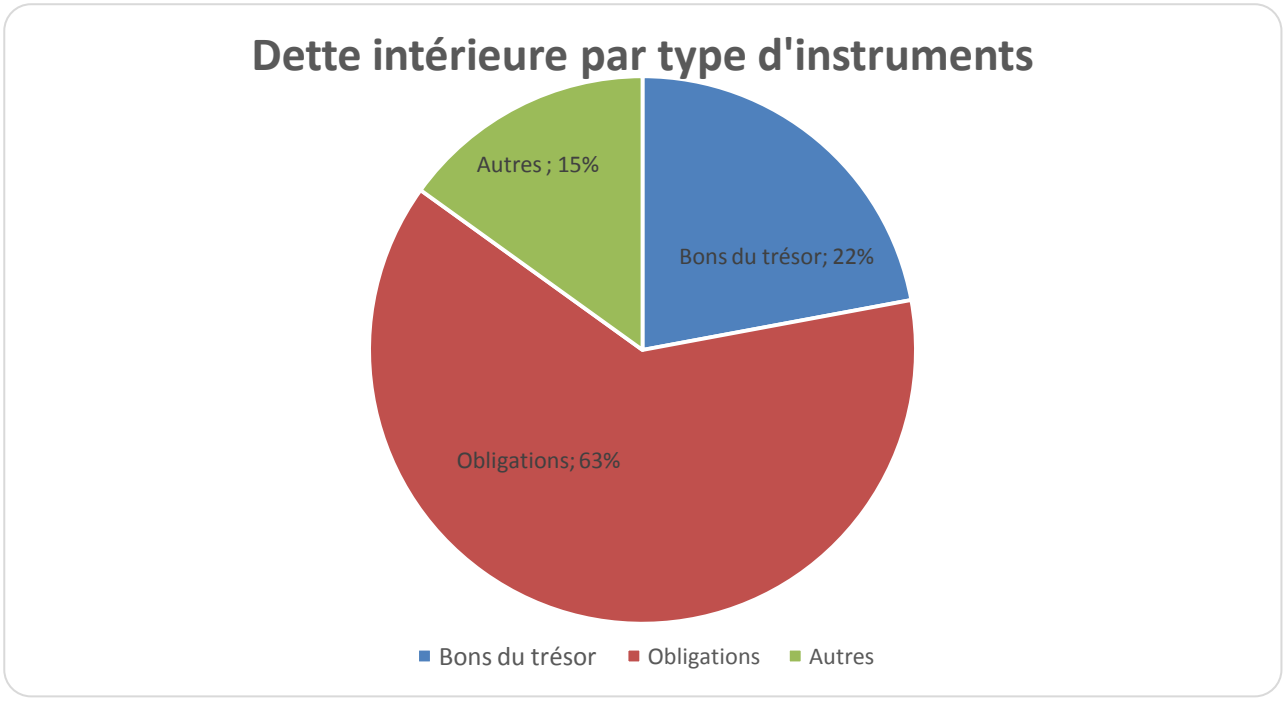
La dette publique, au 31 décembre 2016, serait constituée de 62% de devises étrangères et de 38% de monnaie locale (XOF)..Il en résulte que le portefeuille se trouve exposé à un risque de taux de change. Cependant, ce risque est quelque peu atténué par la proportion de dette libellée en Euro (7%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

2. Dette intérieure par type d'instruments :

	Montant (millions de FCFA)	%
Dette intérieure	1 086 412	100%
Bons du trésor	239 800	22,1%
Obligations	682 943	62,8%
Autres	163 669	15,1%

Sources: DNTCP ; DGDP 2016

La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court et moyen termes dont 62,8% d'obligations et 22,1% de bons du Trésor**.** Les autres instruments (15,1%) sont constitués de prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), des allocations de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du FMI,du prêt de la Côte d'Ivoire et de la dette fournisseurs .

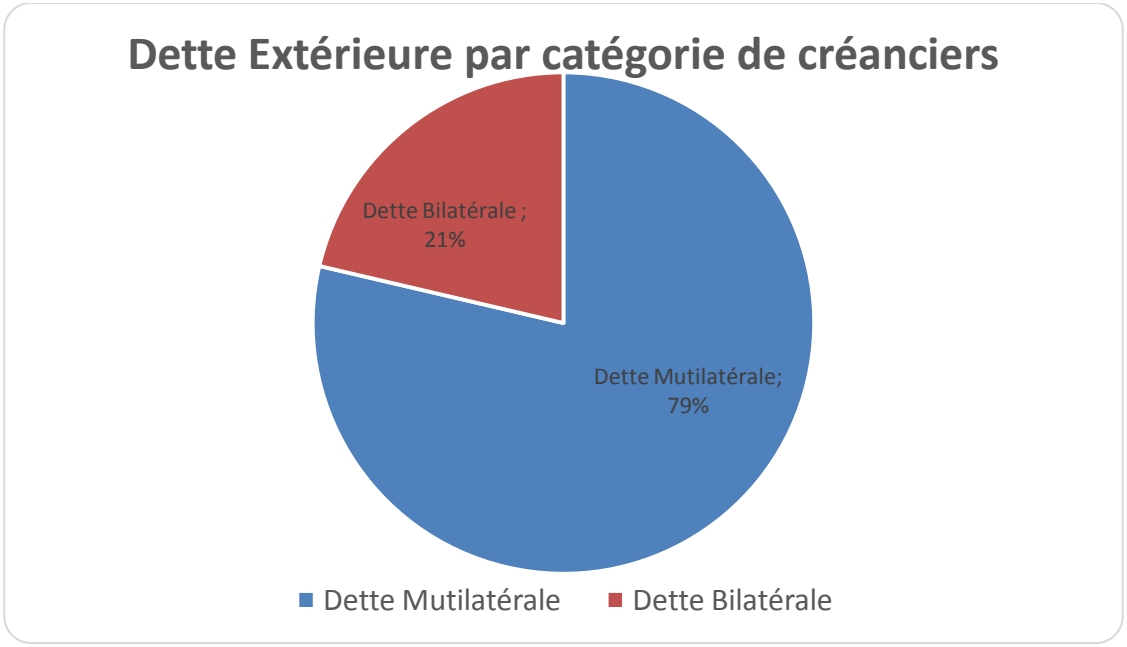


Source: DGDP 2016

3. Dette extérieure par catégorie de créanciers :

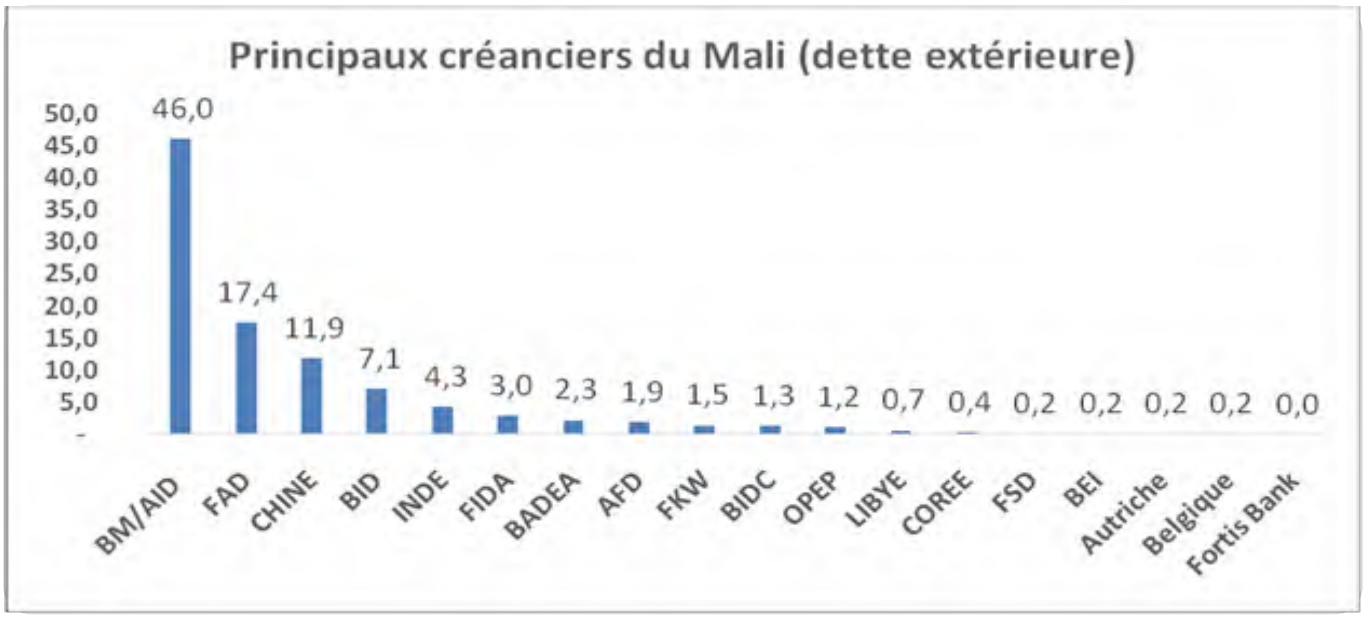
	Montant (millions de FCFA)	%
Dette Extérieure	**1 749 111**	**100%**
Dette Multilatérale	1 375 764	78,7%
Dette Bilatérale	373 347	21,3%

Source: DGDP 2016



Source: DGDP 2016

La dette extérieure est globalement concessionnelle et son encours est à 78,7% multilatéral.



Source: DGDP 2016

Les principaux créanciers du Mali sont : la Banque Mondiale /Association Internationale de Développement (46%), le Fonds Africain de Développement (17,4%), la Chine (11,9%), la Banque Islamique de Développement (7,1%), l'Inde (4,3%), le Fonds International de Développement Agricole (3%) ainsi que la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (2,3%).

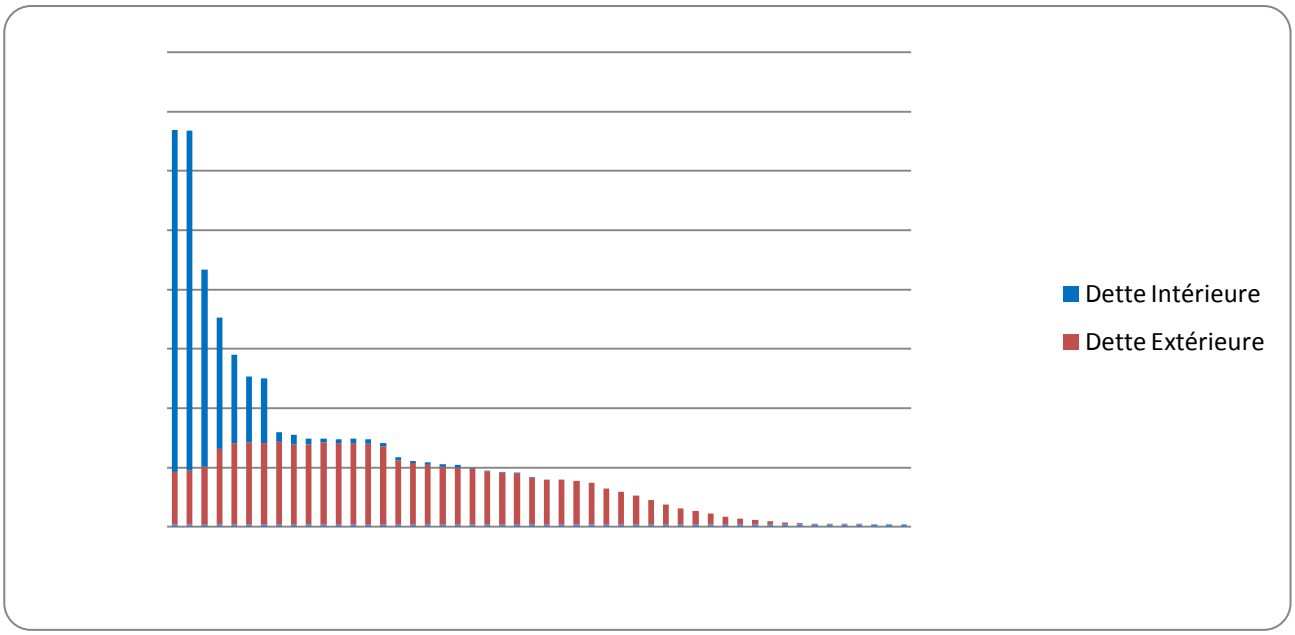
4. Coût par type de dette:

	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	**1,5**
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	4,88
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	0,91

Source: DGDP 2016

L'analyse du portefeuille montre que la dette intérieure coûte environ cinq (05) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (1,5%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (0,91%).

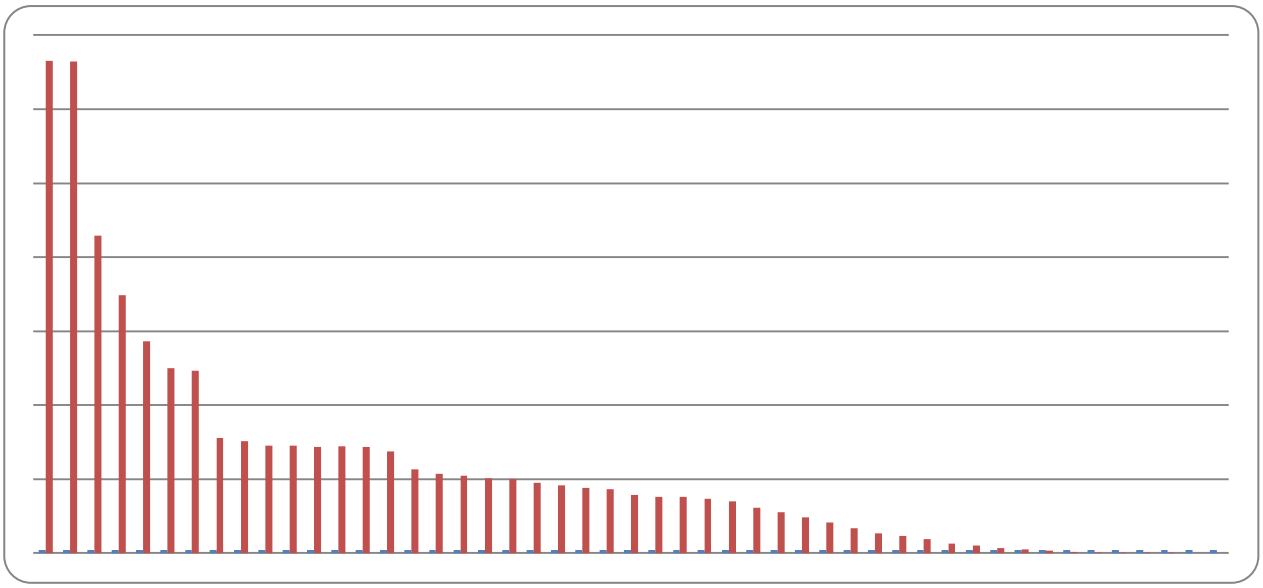
5. Profil des échéances par type de dette (en millions de FCFA):



Source: DGDP 2016

Une forte proportion de la dette intérieure (78%) arrive à échéance dans les quatre (04) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement longue, prouvant encore une fois de plus son caractère concessionnel.

6. Profil des échéances de la Dette totale



Source: DGDP 2016

Malgré une forte proportion du service de la dette arrivant à échéance dans les deux prochaines années, due à la dette intérieure, le profil de la dette totale montre une tendance à la baisse en termes de remboursement. Cette baisse devient plus importante à partir de la troisième année et s'affaiblit d'année en année par la suite.

II. Récapitulatif des indicateurs :

INDICATEURS DE RISQUE		DETTE INTERIEURE	DETTE EXTERIEURE	DETTE TOTALE
MONTANT (Millions de FCFA)		1086412	1749111	2835523
Coût	Moy.(%)	4,88	0,91	1,46
Refinancement	ATM(ans)	2,75	15,24	10,48
	Dette < 1 an (%)	26,50	2,55	11,73
Taux d'intérêt	ATR (ans)	2,75	15,24	10,35
	Dette révisable dans 1 an (%)	26,50	1,55	0,95
	Dette révisable dans 3 ans (%)	68,15	6,17	24,07
	Dette révisable au cours des 5 prochains ans (%)	85,19	12,01	37,42
	Dette à taux variable (%)	0,00	1,55	0,95
Taux de Change	Dette libellée en devises (% dette totale)	0,00	100,00	61,69

Source: DGDP 2016

On constate que la dette intérieure coûte environ cinq (05) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (1,5%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (0,91%).

S'agissant de dette intérieure, les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (2,75 ans) et sa proportion arrivant à échéance dans un an (26,50%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale, du fait de la concessionnalité de la dette extérieure.

Les proportions de la dette intérieure révisable dans trois (3) ans et cinq (5) ans sont respectivement de 68,1% et 85,2%, ce qui expose davantage le portefeuille à un risque de taux d'intérêts.

Il importe de faire également mention du risque de taux de change dû à la forte proportion de la dette libellée en devises dans le portefeuille.

RECOMMANDATIONS

Compte tenu des risques identifiés ci-haut auxquels le portefeuille actuel de la dette publique est exposé, la stratégie d'endettement du Mali doit être basée sur les éléments suivants :

1. **Privilégier l'émission des obligations du trésor de longue durée par amortissement constant par rapport aux Bons du Trésor et aux obligations in fine pour financer le déficit budgétaire.**

2. **Mettre l'accent sur une stratégie de gestion du portefeuille favorisant les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances**, en émettant des obligations du Trésor de maturités supérieures à 5 ans, voire 10 ans ou plus, et en gardant des services annuels équilibrés, pour éviter d'avoir des années de pic;

3. **Favoriser une stratégie permettant d'éviter une concentration des maturités,**

4. **Mettre en œuvre une politique plus active en matière de choix des devises d'emprunt, même si la marge de manœuvre n'est pas très grande**, en favorisant d'une part, la dette extérieure en Euro pour les nouveaux emprunts à contracter, dans la mesure du possible, tout en gardant l'objectif d'obtenir des financements hautement concessionnels, et en continuant, d'autre part, à financer une partie des besoins du budget sur le marché local, tout en préservant les objectifs de minimisation des coûts et de viabilité de la dette ;

5. **Maintenir une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe.** La quasi-totalité de la dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêt ;

6. **Renforcer les actions et les mesures d'optimisation des interventions de l'Etat sur le marché**, en établissant un calendrier d'émission de la dette intérieure (bons et obligations du Trésor) et en veillant à la présence régulière de l'Etat malien sur le marché régional ;

7. **Renforcer la coordination entre les structures intervenant dans la chaine de gestion de la dette :** concertation préalable sur les décisions de gestion de la trésorerie qui impactent la gestion de la dette ;

8. **Privilégier les projets d'investissement économiquement rentables ou ayant un impact réel sur le changement des conditions de vie des populations à moyen et long termes ;**

9. **Recourir exceptionnellement à la dette non concessionnelle (conformément à la nouvelle politique du FMI et dans la limite de nos capacités).**

B. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR L'ANNEE 2017

La présente stratégie annuelle d'endettement comporte des indications regroupées en trois parties :

- la justification de l'emprunt ;
- les orientations de la politique d'endettement public pour l'année 2017 ; et
- les perspectives.

1. Justification de l'emprunt public :

Malgré les bonnes performances enregistrées par l'économie nationale au cours des dix (10) dernières années, avec notamment une croissance réelle moyenne du PIB de plus de 5%, le budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de la faiblesse des ressources propres (taux de pression fiscale bas) et d'une augmentation importante des besoins de financement.

Pour l'année 2017, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de **15,2 %**. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement de l'Etat ressort en 2017 à **628 milliards de FCFA**, soit environ **7,13%** du PIB nominal.

Ce besoin comprend: le solde primaire, l'amortissement de la dette et les intérêts.

2. Besoins de financement :

	2017	2018	2019
Recettes Budgétaires	**1 403,50**	**1 503,60**	**1 623,50**
Dépenses totales hors intérêt	**1 885,50**	**1 970,30**	**2 044,70**
Solde Primaire	**482**	**466,7**	**421,2**
Intérêts	**56**	**66,5**	**67,9**
Amortissement	**90**	**80,6**	**93,9**
Besoins de Financement	**628**	**613,8**	**583**
PIB	**8809**	**9238**	**9667**
Besoins de Financement (%PIB)	**7,13**	**6,64**	**6,03**

Sources: DGB - INSTAT- DGDP 2016

Les besoins de financement pour les trois (3) prochaines années se présentent comme suit :

- 628 milliards de FCFA pour 2017 ;
- 613,8 milliards de FCFA pour 2018 ;

- 583 milliards de FCFA pour 2019.

De 2017 à 2019, on note une diminution sensible annuelle des besoins de financement (de 628 milliards de F CFA en 2017 à 583 milliards de F CFA en 2019) due aux efforts de recouvrement des différents services de recettes suite à la redynamisation opérée par le Ministère de l'Economie et des Finances.

2.1. Besoins de financement (en milliards de FCFA)

Tableau :

Années / Besoins de financement	2016		2017	2018
	1er semestre	2eme semestre	Estimation	Estimation
Besoins de financement	**585**		**628**	**613,8**
1. Financement lié aux dons et subventions				
- **Projets**	50,1	41,4	88,2	93,3
- **Aide budgétaire**	8,1	66,3	89,9	95,1
2. Financements lié aux prêts				
- **Projets**	79,4	89,8	188,4	189,7
- **Aide budgétaire**	0	30,7	32,6	34,4
3. Financement lié aux obligations	210,813	8,387	228	201,3
4. Financement lié aux nouveaux projets encours de négociation	-	-	-	-

Source: CBMT 2017-2019

Il est prévu de couvrir entièrement le besoin net d'endettement en 2017 par des émissions de titres publics et de nouveaux financements extérieurs.

Les nouveaux emprunts seront mobilisés selon les termes et conditions indicatifs suivants :

2.2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2017

Tableau:

Types de créanciers	Part relative en %	Termes indicatifs (moyennes)				
		Taux d'intérêt	Commission d'engagement	Différé	Maturité	Elément-don
Dette Extérieure		En pourcentage		**Année**	En pourcentage	
Prêts projets						
Multilatéraux concessionnels (IDA-FAD)	27,53	0,75	0,50	10	40	65,50
Autres Multilatéraux	48,50	1,01	0,00	8	26	40,50
Bilatéraux concessionnels - Hors Club de Paris	23,01	1,33	0,00	5	24	38,60
Bilatéraux concessionnels Club de Paris (AFD)	0,97	0,00	0,00	5	20	49,30
Prêts programmes						
Multilatéraux concessionnels (IDA-FAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Multilatéraux non concessionnels (EXIM BANK Chine)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette Intérieure						
Emission de titres			-	-	-	-
Total	100	3,09				

Source: MEF/DGDP

3. Orientations de la politique d'endettement pour 2017

La gestion de la dette publique a pour objectif de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations de paiement futurs au moindre coût possible à long terme en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, et de contribuer au développement du marché régional des capitaux.

Dans cette optique, le Gouvernement a élaboré la présente stratégie fixant les orientations globales en matière d'emprunts publics intérieurs et extérieurs et de gestion de la dette pour l'année 2017.

Elle vise à s'assurer que la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques seront assurées à terme. A cet égard, les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour l'année 2017 portent sur le plafond d'endettement 2017 qui se chiffre à 628 milliards de FCFA.

Conformément à sa politique de gestion de la trésorerie, le Gouvernement prévoit de recourir aux bons du Trésor suivant un calendrier indicatif annuel qui sera publié en début d'année 2017 par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

4. Perspectives de viabilité de la dette publique

En 2006, les Institutions de Breton Woods (IBW) ont défini un Cadre de Viabilité de la Dette (CVD). Ainsi, la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 150% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et à 250% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent que les ratios sont respectivement, en 2016, de 61,8% pour les exportations de biens et services, de 15,3% du PIB et de 76% des recettes budgétaires. Le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.

Ces ratios restent inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2035 si les tendances de l'économie sont respectées et si les actes d'endettement futurs sont conformes à la présente stratégie. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.

CONCLUSION

La présente stratégie repose sur une vision globale et cohérente de la politique d'endettement et doit être rigoureusement respectée. Aussi, les mesures suivantes sont nécessaires:

- **au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources propres (élargissement de l'assiette et simplification des procédures) afin de réduire le déficit budgétaire;

- **au plan de la productivité et de la compétitivité**, la diversification de l'économie devra être la priorité du Gouvernement. Le choix des projets à haute rentabilité économique devrait être dès lors un des critères de sélection des projets à inscrire dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI);

- **au plan de la politique de mobilisation de nouveaux financements**, poursuivre la mobilisation de dons et d'emprunts concessionnels et améliorer l'efficacité de l'aide.

- **au plan de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette ; renforcer les capacités du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette publique et prendre en compte les recommandations formulées par ledit Comité.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique et économique dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions afin de maintenir la norme de viabilité de la dette extérieure du Mali.

ETAT M

POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT AU 30/06/2016 ET 31/12/2017

Ministère de l'Economie
des Finances et du Budget

Direction Nationale du Trésor
et de la Comptabilité Publique

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

Projection de la Position Nette du Gouvernement au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2017
(en milliards de F CFA)

LIBELLE	Périodes	
	30/06/2016	31/12/2017
CREANCES SUR LA BCEAO	142,70	141,17
CREANCES SUR LES BANQUES COMMERCIALES	85,40	78,00
OBLIGATIONS CAUTIONNEES	-	
TOTAL AVOIRS FINANCIERS	**228,10**	**219,17**
CONCOURS BCEAO	95,80	148,90
CONCOURS BANQUES COMMERCIALES	472,00	615,70
TOTAL DETTES	**567,80**	**764,60**
POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT	**339,70**	**545,43**

Bamako, le 31 août 2016

ETAT O

ANNEXE FISCALE

ETAT O : ANNEXE FISCALE A LA LOI N°2016 – …… DU ……..
PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2017

PREMIERE PARTIE : MODIFICATION DU CODE GENERAL DES IMPOTS

Article premier

Réaménagement des articles 51 et 81 (nouveau) du Code Général des Impôts relatifs aux conditions de déductibilité de certaines charges et au renforcement des dispositions en matière de prix de transfert

A. Exposé des motifs

Les prix de transfert sont les prix auxquels une entreprise transfère des biens corporels, des actifs incorporels, ou rend des services à des entités qui lui sont associées à l'étranger. Il en est de même lorsque reçoit des biens corporels, un actif incorporel ou un service d'entreprise de son groupe situé à l'étranger. Il s'agit en d'autres termes des prix des transactions entre sociétés d'un même groupe situées dans des États différents : la problématique des prix de transfert s'applique en cas de transactions intragroupes avec passage d'une frontière.

Les relations économiques entre ces entités liées peuvent être altérées par l'application de prix excessivement hauts ou excessivement bas afin de favoriser le déplacement de l'imposition des bénéfices d'une entité à une autre et de diminuer ainsi la charge fiscale globale du groupe. L'administration fiscale doit, dans cette hypothèse, vérifier que les prix pratiqués entre ces entités sont effectivement les prix de marché.

Il est proposé de compléter le dispositif légal en vigueur, qui avait déjà été renforcé par la loi de finances pour 2016, afin de donner à l'administration fiscale l'ensemble des moyens nécessaires à sa mission de contrôle des prix de transferts. Ceci se traduit par un réaménagement du Livre de Procédures fiscales ainsi que de l'article 81 du Code général des impôts qui pose :

- le principe de rattachement des transferts de bénéfices au résultat de l'entreprise ;
- la notion de groupe, qui se traduit par la définition du lien de dépendance ;
- les obligations applicables au contrôle des opérations réalisées avec des sociétés situées dans des pays non coopératifs ou à fiscalité privilégiée.

Par ailleurs, le réaménagement de l'article 81 entraîne le déplacement du paragraphe 4 actuel, qui vise la déductibilité de certaines charges dans les opérations internationales, au niveau du paragraphe 2 de l'article 51. En effet, le paragraphe 4 ne concerne pas exclusivement les prix de transfert, mais d'une manière générale les conditions de déductibilité des intérêts, redevances et rémunérations de services versés à l'étranger.

B. Texte

Article 51 :

2) Les charges suivantes, à la condition que le débiteur apporte la preuve que les dépenses correspondent à des opérations réelles et qu'elles ne présentent pas un caractère anormal ou exagéré :

- les redevances de cession ou de concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, de marques de fabrique, de procédés ou formules de fabrication et autres droits analogues ;
- les frais d'assistance technique ;
- les intérêts, arrérages et autres produits des obligations, créances, dépôts et cautionnements, ou les rémunérations de services, payés ou dus par un contribuable domicilié ou établi au Mali à des personnes physiques ou morales domiciliées ou établies dans un État étranger ou un territoire situé hors du Mali.

Article 81 :

1) Pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés dû par les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises situées hors du Mali, les bénéfices indirectement transférés à ces dernières soit par majoration ou diminution des prix d'achat ou de vente, soit par sous-capitalisation, soit par tout autre moyen, sont incorporés aux résultats accusés par les comptabilités.

Il est procédé de même pour les entreprises qui sont sous la dépendance d'une entreprise ou d'un groupe possédant également le contrôle d'entreprises situées hors du Mali.

2) Des liens de dépendance sont réputés exister entre deux entreprises lorsque :

a) l'une détient directement ou par personne interposée la majorité du capital social de l'autre ou y exerce en fait le pouvoir de décision ;

b) elles sont placées l'une et l'autre, dans les conditions définies au point a, sous le contrôle d'une même entreprise.

3) La condition de dépendance ou de contrôle n'est pas exigée lorsque le transfert s'effectue avec des entreprises établies dans un État étranger ou dans un territoire situé hors du Mali dont le régime fiscal est privilégié, ou dans un pays non coopératif.
Sont considérées comme bénéficiant d'un régime fiscal privilégié dans un État ou un territoire considéré les entreprises qui n'y sont pas imposables ou assujetties à des impôts sur les bénéfices ou les revenus dont le taux d'imposition est inférieur de plus de 10 points de pourcentage à celui de l'impôt sur les bénéfices ou sur les revenus dont ces entreprises auraient été redevables dans les conditions de droit commun au Mali, si elles y avaient été domiciliées ou établies.

Sont considérés comme non coopératifs, les États et territoires qui ne se conforment pas aux règles en matière de transparence et d'échange d'informations dans le domaine fiscal, de manière à favoriser l'assistance administrative nécessaire à l'application de la législation fiscale malienne.

La liste des États non coopératifs est établie périodiquement par Décision du Ministre chargé des finances. Cette liste peut être élaborée à partir des informations produites par les organisations sous régionales, régionales telles que la Commission de l'UEMOA, la Commission de la CEDEAO, l'OCDE, etc.

Article 2

Aménagement du Code Général des Impôts en son article 192

A. Exposé des motifs

Dans le cadre de l'harmonisation des législations des Etats membres de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine en matière d'impôts indirects, la Commission a adopté la Directive n°02/98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998. Cette directive institue la Taxe sur la Valeur Ajoutée comme impôt général sur la dépense et en fixe le champ d'application, les règles relatives à l'assiette, au champ d'application, au fait générateur, à l'exigibilité et au taux.
Courant 2009, cette directive a été modifiée par la Directive n°02/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009. Cette dernière directive en son article 16 (nouveau) fixe le seuil d'assujettissement entre 30 et 100 millions de francs de chiffre d'affaires pour les entreprises réalisant des opérations de livraison de biens et entre 15 et 50 millions de francs de chiffre d'affaires s'agissant des entreprises réalisant des prestations de services.

Les dispositions de cette Directive ont été transposées dans la législation nationale à travers l'annexe fiscale à l'Ordonnance n°2013-021/P-RM du 03 décembre 2013 portant Loi de Finances pour l'exercice 2014. Cette annexe fiscale fixe à 50 millions de francs de chiffre d'affaires annuel le seuil d'assujettissement des entreprises à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et à l'impôt sur les bénéfices. Ce changement de seuil implique la modification de l'article 192 du présent Code en vue de prendre en compte ce nouveau seuil d'assujettissement.

B. Texte

Article 192 (nouveau) :

Sont assujettis de plein droit à la taxe sur la valeur ajoutée, lorsqu'ils réalisent un chiffre d'affaires hors taxes **égal ou supérieur à 50 000 000 de francs :**

1°) les personnes qui revendent en l'état des produits qu'elles ont importés ou acquis sur le marché local ;

2°) les personnes qui vendent des immeubles neufs bâtis ;

3°) les producteurs ;

4°) les entrepreneurs de travaux immobiliers ;

5°) les fournisseurs d'eau, d'électricité, de gaz et de télécommunication ;

6°) les prestataires de services.

Il en est de même des importateurs quelque soit leur chiffre d'affaires.

Article 3

Institution d'une taxe dénommée « Taxe sur les exportateurs d'or non régis par le Code Minier »

A. Exposé des motifs

Le Code Minier prévoit, en son article 121, que les produits miniers sont soumis à un impôt spécial dénommé « Impôt Spécial sur Certains Produits (ISCP) ». Cet impôt est dû par les personnes titulaires de permis d'exploitation et d'autorisation d'exploitation de petite mine. Il est assis sur le chiffre d'affaires hors taxe sur la valeur ajoutée.

Aussi, l'article 425 (nouveau) du Code Général des Impôts prévoit que les intentions d'exportation portant sur l'or et le coton sont soumises à un droit de timbre. Cet impôt est dû par tous les exportateurs d'or et de coton.

Au regard de la spécificité et de l'importance des produits miniers en l'occurrence l'or, les exportateurs non régis par le Code Minier doivent, pour des raisons d'équité, être également soumis à une taxe spécifique assise sur leurs chiffres d'affaires à l'exportation.

A la pratique, il apparaît sur les intentions d'exportation d'or que la plupart des exportateurs déclarent et payent, en sus des droits de timbre, un impôt spécifique s'élevant à 3% de la valeur de l'or à l'exportation.

En vue de régulariser cette situation et conférer une base légale au droit payé en sus des droits de timbre sur les intentions d'exportation d'or, il est proposé d'instituer, au profit du budget national, une taxe dénommée « taxe sur les exportateurs d'or non régis par le Code Minier» à la charge des entreprises commerciales non régies par le Code Minier.

B. Texte

Article 253 CA:

Il est institué une taxe dénommée « taxe sur les exportateurs d'or non régis par le Code Minier».

Article 253 CB:

La taxe sur les exportateurs d'or non régis par le Code Minier est due par les sociétés exportatrices d'or non régies par le Code Minier.

Article 253 CC:

La base de calcul de la taxe sur les exportateurs d'or non régis par le Code Minier est constituée par la valeur du produit à l'exportation.

Article 253 CD :

Le taux de la taxe sur les exportateurs d'or non régis par le Code Minier est fixé à 3%.

Article 253 CE:

Le produit de la taxe sur les exportateurs d'or non régis par le Code Minier est affecté au budget national.

Article 4

Aménagement du Code Général des Impôts en son article 380 (nouveau)

A. Exposé des motifs

L'article 380 (nouveau) du Code Général des Impôts dispose que les transferts de fonds à l'étranger sont assujettis au droit de timbre. Cet article ne précise pas que les transferts de fonds concernés sont ceux qui sont effectués hors de l'espace communautaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine**.**

Or, conformément à la réglementation bancaire, les transferts de fonds entre les banques et établissements financiers au sein de l'Union Monétaire Ouest Africaine sont effectués sans prélèvement de droit de timbre.

Afin d'éviter des interprétations divergentes de ce dispositif, il est proposé de préciser que l'article précité vise les transferts de fonds hors zone Union Monétaire Ouest Africaine.

En conséquence, l'article 380 est modifié dans ce sens.

B. Texte

Article 380:

Sous réserve des exceptions prévues aux articles 382 et 386 du présent Code, sont assujettis au droit de timbre, en raison des sommes et valeurs :

1. les billets à ordre ou au porteur, les lettres de change, mandats, retraits, ordres de payer et tous autres effets négociables ou de commerce, même des lettres de change tirées par seconde, troisième et duplicata, et ceux faits au Mali et payables hors du Mali ;
2. les billets et obligations non négociables et les mandats à terme ou de place à place ;
3. **les transferts de fonds effectués hors zone Union Monétaire Ouest Africaine.**

DEUXIEME PARTIE : MODIFICATION DU LIVRE DE PROCEDURES FISCALES

Article premier

Aménagement des dispositions du Livre de Procédures Fiscales relatives aux déclarations fiscales

A. Exposé des motifs

Dans la perspective d'améliorer la production et l'analyse des données sur les exonérations, l'administration fiscale a modifié la déclaration des impôts mensuels en vue de disposer des informations suivant les sources d'exonération légales (Code Général des Impôts, Code des Investissements, Code Minier, Code Pétrolier, Loi sur la promotion immobilière, Loi sur la microfinance, Conventions internationales, Financements extérieurs, Coopérations bilatérales ou multilatérales et autres) et administratives (lettres du ministre chargé des Finances). La nouvelle déclaration, entrée en vigueur au mois de juin 2016, permet de ventiler les chiffres d'affaires déclarés selon la source d'exonération.

Une bonne évaluation du montant des exonérations par type de produits ou d'opérations et par nature d'impôt nécessite la communication par les contribuables des pièces justificatives des chiffres d'affaires exonérés au moment du dépôt des déclarations mensuels des impôts et taxes.

La communication de ces pièces permet à l'administration fiscale de disposer d'informations fiables sur les exonérations, d'en assurer une meilleure gestion et un meilleur suivi, tout en favorisant l'évaluation de leur impact sur l'économie nationale.

La section 1 du chapitre 2 du Livre de Procédures Fiscales a été complétée dans ce sens.

B. Texte

Article 28 A:

Les entreprises bénéficiant d'exonération doivent en outre produire, en même temps que les déclarations d'impôts et taxes, les pièces justificatives des chiffres d'affaires exonérés.

Pour la mise en œuvre des exonérations, les entreprises doivent solliciter auprès de la Direction Générale des Impôts une attestation d'exonération des impôts et taxes concernés.

Article 2

Réaménagement des dispositions de l'article 57 (nouveau) du Livre de Procédures Fiscales

A. Exposé des motifs

Comme indiqué dans l'exposé des motifs de l'article premier de la partie I, l'administration fiscale doit vérifier que les prix pratiqués entre les entités d'un même groupe situées dans des Etats différents sont effectivement les prix de marché. Ce contrôle nécessite un renforcement des moyens d'action de l'administration fiscale.

Les articles 57, 61-A et 61-B du Livre de procédures fiscales qui contenaient les dispositions applicables en matière de prix de transfert doivent être renforcés.

Il est proposé en conséquence de modifier l'article 57 du Livre de Procédures Fiscales, de créer les articles 57-A, 57-B, 57-C, 57-D et 57-E et d'abroger les articles 61-A et 61-B.

B. Texte

Article 57 :

Les contribuables qui ne remplissent pas les conditions nécessaires pour bénéficier du régime de l'Impôt Synthétique et ceux qui, en mesure de satisfaire aux prescriptions des articles 58 et 60 du présent Livre, demandent à être placés sous le régime d'imposition d'après le bénéfice réel, sont tenus de déclarer, dans les quatre premiers mois suivant la clôture de l'exercice comptable, le montant de leur bénéfice imposable pour l'année ou l'exercice précédent. Si une exploitation a été déficitaire, la déclaration du déficit est produite dans le même délai.

En ce qui concerne les sociétés et compagnies d'assurances, le délai est fixé au 31 mai de chaque année.

Les contribuables utilisent le modèle d'imprimé mis à leur disposition par l'Administration fiscale.

Les entreprises exerçant leur activité au Mali, ainsi que dans un ou plusieurs autres États, devront déclarer auprès de la Direction Générale des Impôts à Bamako, chaque année ou pour chaque exercice dans les délais indiqués ci-dessus, le montant du bénéfice global réalisé dans lesdits États. À cette déclaration globale sera jointe la déclaration intéressant leur activité au Mali.

Article 57-A :

Lorsque, au cours d'une vérification de comptabilité, l'administration a réuni des éléments faisant présumer qu'une entreprise a opéré un transfert indirect de bénéfices, elle peut demander à cette entreprise des informations et documents précisant :

1° la nature des relations entre cette entreprise et une ou plusieurs entreprises exploitées hors du Mali ou sociétés ou groupements établis hors du Mali ;

2° la méthode de détermination des prix des opérations de nature industrielle, commerciale ou financière qu'elle effectue avec des entreprises, sociétés ou groupements visés au 1° et les éléments qui la justifient ainsi que, le cas échéant, les contreparties consenties ;

3° les activités exercées par les entreprises, sociétés ou groupements visés au 1°, liées aux opérations visées au 2° ;

4° le traitement fiscal réservé aux opérations visées au 2° et réalisées par les entreprises qu'elle exploite hors du Mali ou par les sociétés ou groupements visés au 1° dont elle détient, directement ou indirectement, la majorité du capital ou des droits de vote. Les demandes visées au premier alinéa doivent être précises et indiquer explicitement, par nature d'activité ou par produit, le pays ou le territoire concerné, l'entreprise, la société ou le groupement visé ainsi que, le cas échéant, les montants en cause.

Elle doit, en outre, préciser à l'entreprise vérifiée le délai de réponse qui lui est ouvert. Ce délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, peut être prorogé sur demande motivée sans pouvoir excéder au total une durée de trois (3) mois.

Lorsque l'entreprise a répondu de façon insuffisante, l'administration lui adresse une mise en demeure d'avoir à compléter sa réponse dans un délai d'un (1) mois en précisant les compléments de réponse qu'elle souhaite ainsi que les sanctions applicables en cas de défaut de réponse.

Article 57-B :

I. Les personnes morales établies au Mali et placées sous la dépendance ou possédant le contrôle d'entreprises situées hors du Mali, au sens de l'article 81 du CGI, doivent tenir à la disposition de l'administration une documentation permettant de justifier la politique de prix de transfert pratiquée dans le cadre de transactions de toute nature réalisées avec des entités juridiques liées, établies ou constituées hors du Mali.

Cette documentation ne se substitue pas aux justificatifs afférents à chaque transaction.

II. La documentation mentionnée au I comprend les éléments suivants :

1) Des informations générales sur le groupe d'entreprises associées :

a) une description générale de l'activité déployée, incluant les changements intervenus au cours de l'exercice vérifié ;

b) une description générale des structures juridiques et opérationnelles du groupe d'entreprises associées, comportant une identification des entreprises associées du groupe engagées dans des transactions contrôlées ;

c) une description générale des fonctions exercées et des risques assumés par les entreprises associées dès lors qu'ils affectent l'entreprise vérifiée ;

d) une liste des principaux actifs incorporels détenus, notamment brevets, marques, noms commerciaux et savoir-faire, en relation avec l'entreprise vérifiée ;

e) une description générale de la politique de prix de transfert du groupe.

2) Des informations spécifiques concernant l'entreprise vérifiée :

a) une description de l'activité déployée, incluant les changements intervenus au cours de l'exercice vérifié ;

b) une description des opérations réalisées avec d'autres entreprises associées, incluant la nature et le montant des flux, y compris les redevances ;

c) une liste des accords de répartition de coûts ainsi qu'une copie des accords préalables en matière de prix de transfert et des rescrits relatifs à la détermination des prix de transfert, affectant les résultats de l'entreprise vérifiée ;

d) une présentation de la ou des méthodes de détermination des prix de transfert dans le respect du principe de pleine concurrence, comportant une analyse des fonctions exercées, des actifs utilisés et des risques assumés ainsi qu'une explication concernant la sélection et l'application de la ou des méthodes retenues ;

e) lorsque la méthode choisie le requiert, une analyse des éléments de comparaison considérés comme pertinents par l'entreprise.

III. Lorsque des transactions de toute nature sont réalisées avec une ou plusieurs entreprises associées établies dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 81 du CGI, la documentation mentionnée à l'article précédent comprend également, pour chaque entreprise bénéficiaire des transferts, une documentation complémentaire comprenant l'ensemble des

documents qui sont exigés des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés, y compris le bilan et le compte de résultat établis dans les conditions prévues par l'article 60 du présent Livre.

IV. Cette documentation est tenue à la disposition de l'administration à la date d'engagement de la vérification de comptabilité.

Si elle n'est pas mise à sa disposition à cette date, ou ne l'est que partiellement, l'administration adresse à la personne morale une mise en demeure de la produire ou de la compléter dans un délai d'un (1) mois en précisant la nature des documents ou les compléments de réponse qu'elle souhaite ainsi que les sanctions applicables en cas de défaut de réponse.

V. Les entreprises visées par les dispositions du présent article sont tenues de se mettre en conformité avec l'obligation documentaire prévue ci-dessus dans le délai d'un (1) an à compter de la promulgation de la présente loi.

Les entreprises nouvelles soumises aux dispositions du présent article disposent d'un délai d'un an suivant leur immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier pour se conformer à l'obligation documentaire prévue ci-dessus.

Article 57-C :

I. En cas de défaut de réponse à la demande écrite formulée par l'administration sur des informations concernant les modalités de fixation du prix des transactions intragroupe ou en cas d'absence de production ou de production partielle de la documentation, les bases d'imposition concernées par la demande sont évaluées par l'administration à partir des éléments dont elle dispose.

II. A défaut d'éléments précis pour opérer les rectifications prévues ci-dessus, les produits imposables sont déterminés par comparaison avec ceux des entreprises similaires exploitées normalement.

III. Le non respect des obligations documentaires prévues à l'article 57-B expose en outre l'entreprise concernée à une pénalité égale à 5 % des bénéfices réputés transférés à l'étranger et redressés avec un minimum de 5.000.000 FCFA par exercice vérifié.

Article 57-D :

I. Les omissions ou insuffisances d'imposition peuvent être réparées, même si le délai initial de reprise est écoulé, jusqu'à la fin de l'année qui suit celle de la réponse à la demande et au plus tard jusqu'à la fin de la cinquième année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est

due, lorsque l'Administration a, dans le délai initial de reprise, demandé à l'autorité compétente d'un autre État ou territoire des renseignements concernant :

- soit les relations d'une entreprise qui entrent dans les prévisions de l'article 81 du CGI avec une entreprise, une société ou un groupement exploitant une activité ou établi dans cet État ou ce territoire ;
- soit les biens, les avoirs ou les revenus dont une entreprise a pu disposer au Mali ou à l'étranger ou les activités qu'il a pu y exercer.

II. Les dispositions ci-dessus s'applique sous réserve des dispositions relatives au droit de communication et dans la mesure où le contribuable a été informé de l'existence de la demande de renseignements, au moment où celle-ci a été formulée, ainsi que de l'intervention de la réponse de l'autorité compétente de l'autre État ou territoire au moment où cette réponse est parvenue à l'Administration.

Article 57-E :

Les contribuables peuvent demander à l'administration fiscale la conclusion d'un accord préalable sur les méthodes de détermination des prix de transfert.

L'administration est tenue de se prononcer par écrit motivé dans un délai de trois (3) mois à toute demande d'accord préalable. A défaut de réponse dans ce délai, la demande du contribuable est réputée être acceptée.

L'accord validé par l'administration fiscale lui est opposable.

Articles 61-A et 61-B : Abrogés

Article 3

Aménagement des dispositions de l'article 60 du Livre de Procédures Fiscales

A. Exposé des motifs

L'article 60 du Livre de Procédures Fiscales fait obligation au contribuable de fournir, en même temps que leur déclaration, certains documents et pièces nécessaires à l'établissement de l'impôt.

Il a été constaté que certains contribuables produisent leurs déclarations non accompagnées d'un ou plusieurs documents ou pièces prescrits. Malgré les demandes de relance pour compléments de dossiers, l'administration fiscale reste souvent sans suite de la part de certains contribuables. Une des causes de cet état de fait est imputable au flou en ce qui concerne les sanctions ou l'inadaptation des sanctions après le délai de cinq (05) jours ouvrages prévu à l'article 27 du présent Livre pour le dépôt des compléments de documents ou pièces demandés.

Pour dissuader les contribuables qui ne respectent pas leurs obligations fiscales, il est proposé de prévoir des sanctions pour non production de documents et/ou pièces prescrits.

L'article 60 du Livre de Procédures Fiscales a été modifié dans ce sens.

B. Texte

Article 60 (nouveau):

Les contribuables visés à l'article 57 du présent Livre sont tenus de fournir, en même temps que leur déclaration, la liste détaillée par catégorie de leurs frais généraux, trois (3) copies de leurs états financiers comportant leur Numéro d'Identification Fiscal et les liasses harmonisées selon les normes du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOHADA). Ces liasses harmonisées comprennent la page de garde, la Fiche d'Identification et de Renseignements Divers (FIRD) et l'état annexé normalisé conformément au modèle fourni par l'Administration.

Le tableau des amortissements devra être présenté par année d'acquisition des éléments amortissables; éventuellement ce tableau fera apparaître séparément les calculs d'amortissements accélérés prévus à l'article 51 du Code Général des Impôts et les nouvelles marges d'amortissements après révision du bilan conformément aux prescriptions des articles 65 et 69 du Code Général des Impôts.

Tout contribuable qui ne produit pas, dans le délai prescrit à l'article 27 du présent Livre, à l'appui de la déclaration de son résultat les documents et pièces visés aux alinéas 1 et 2 du présent article, est passible pour chaque document ou pièce manquant d'une amende de 500 000 de francs, amende qui sera portée à 1 000 000 de francs à l'expiration d'un délai de dix jours et majorée de 1 000 000 de francs par dix jours de retard en sus.

Article 4

Aménagement des dispositions de l'article 140 du Livre de Procédures Fiscales

A. Exposé des motifs

Le Code Général des Impôts prévoit, en son article 357, que les marchés et contrats administratifs sont soumis au droit d'enregistrement au taux de 3%. Ces marchés et contrats doivent être, conformément à l'article 140 du Livre de Procédures Fiscales, enregistrés dans le délai d'un mois à compter de la date d'approbation.

Or, en application de l'article 83 du Décret n°2015-0604/P-RM du 25 septembre 2015 portant Code des marchés publics et des délégations de service public, les marchés doivent, après accomplissement des formalités d'approbation, être notifiés avant tout commencement d'exécution. Cette notification consiste en un envoi du marché signé au titulaire, dans les trois jours calendaires suivant la date de signature. Selon cette procédure, la date de notification est postérieure à celle de l'approbation.

De même, en ce qui concerne les marchés et contrats simplifiés, la date du visa du Contrôleur Financier par rapport à l'engagement est également postérieure à celle de l'approbation.

Aussi, il faut signaler que certains marchés sont exécutés suivant des procédures particulières. Il s'agit notamment des marchés relatifs à la réalisation de projets financés sur fonds d'aide extérieurs et sélectionnés conformément aux procédures applicables auxdits projets. Ces marchés sont confiés par l'autorité contractante (Etat ou Collectivités locales) à des maîtres d'ouvrage délégués tels que l'AGETIPE, l'AGETIER, l'AGEROUTE etc. Suivant ces procédures particulières, les marchés sont généralement approuvés et notifiés aux titulaires à la même date.

Face à cette situation, il est proposé d'adapter la législation fiscale à la réglementation qui régit les différentes procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés. Cette

adaptation permettra d'éviter l'application des pénalités dans les cas où la date d'approbation intervient avant les autres dates.

L'article 140 du Livre de Procédures Fiscales est modifié dans ce sens.

B. Texte

Article 140 (nouveau) :

Doivent être enregistrés dans le délai d'un mois à compter de la date d'approbation, les marchés et contrats administratifs.

Ce délai court à partir de la date d'engagement ou de celle de la notification des marchés et contrats administratifs lorsque celle-ci est postérieure à la date d'approbation.

Article 5

Institution d'une taxe dénommée « Taxe sur les exportateurs d'or non régis par le Code Minier »

A. Exposé des motifs

L'institution de la taxe sur les exportateurs d'or non régis par le Code Minier prévue à l'article 3 de la première Partie implique une prise en compte dans le Livre de Procédures Fiscales des dispositions relatives à la déclaration, la liquidation, au paiement, au recouvrement, au contrôle, au contentieux et aux sanctions.

B. Texte

Article BH :

La taxe sur les exportateurs d'or non régis par le Code Minier est perçue dans les mêmes conditions, et selon les mêmes modalités et sanctions que celles prévues en matière de droit de timbre sur l'exportation d'or et du coton.

ETAT P
ANNEXES SUR LE GENRE

SIGLES ET ABREVIATIONS

CAFO : Coalition des Associations Féminines et Organisations
CAG: Comité Aviseur Genre
CEDEF : Convention sur l'Elimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des Femmes
CFPF: Centre de Formation Pratique

CGA : Centres de Gestion Agrées

CGS : Comite des Gestions Scolaires
CNDIFE: Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
CSCRP : Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CSG : Conseil Supérieur Genre
DESC : Droits Economiques Sociaux et Culturels
DNFPP : Direction Nationale de Fonction Publique et du Personnel

DUDH: Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
EPT : Education Pour Tous
FAFE: Fonds d'Appui à l'Autonomisation et à l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant
FNAA: Fonds National d'Appui à l'Agriculture
GEDEFOR : Projet Gestion Décentralisée des Forêts
GRFF : Gestion des Ressources Forestières et Fauniques.
PACR: Projet d'Appui aux Communautés Rurales
PACUM : Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali
PADEC : Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire
PAJM : Programme d'Appui à la Justice au Mali.
PAPAM : Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali
PBSG: Planification et de la Budgétisation Sensible au Genre
PDD-DIN : Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger
PDDSS *:* Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social

PDH: Promotion des Droits de l'Homme
PDI : Programme de Développement Institutionnel
PGRN-CC: Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique
PNG : Politique Nationale Genre
POPRODEJ: Plan Opérationnel du Projet de développement des compétences et emploi des
PROSEA : Programme Sectoriel Eau Assainissement
PRPRM : Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
RAMED: Régime d'Assistance Médicale
SAPEP : Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole des Petits Exploitants
TA : Taux d'Achèvement
TBA : Taux Brut d'Admission
TBS : Taux Brut de Scolarisation

INTRODUCTION

L'introduction de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) dans la gestion budgétaire est une forme avancée de la réforme de la gestion des finances publiques. Elle focalise la gestion budgétaire sur la problématique de l'efficacité des dépenses publiques et de leur impact sur la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Il est établi que, depuis quelques temps, le Mali enregistre de bons résultats en matière de gestion des finances publiques. Si cette qualité de la gestion des finances publiques a permis d'augmenter la capacité de résilience de l'économie malienne, elle n'a pas permis de réduire de manière significative la pauvreté et les fortes inégalités.

C'est pourquoi, de plus en plus, l'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités est devenue une préoccupation des autorités budgétaires, tant au niveau du Gouvernement que du Parlement. Cela nécessite l'amélioration de l'efficacité et l'efficience des dépenses.

Une des stratégies pour améliorer l'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités passe par la budgétisation sensible au genre qui constitue également l'un des axes d'orientation de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

La budgétisation sensible au genre s'est concrétisée par l'élaboration d'une annexe budgétaire relative au genre ou le rapport-genre.

L'annexe budgétaire relative au genre ou le rapport-genre est un document fondé sur l'obligation de rendre compte, basée sur la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets- programmes. Elle recense ainsi les éléments

des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des Ministères qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

I-DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉLABORATION DU RAPPORT GENRE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre, la démarche de la planification et de la budgétisation sensible au genre (PBSG) a été introduite dans le processus budgétaire et son pilotage confié au Ministère de l'Economie et des Finances

Le processus PBSG cible les départements ministériels prioritaires identifiés dans le document de politique genre comme ayant un potentiel pour la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes. Il s'agit des départements considérés comme des secteurs prioritaires dans lesquels les engagements de l'Etat sont clairement spécifiés et qui représentent *« des véhicules de changements majeurs dans la reconnaissance et l'exercice des droits égaux fondamentaux, dans la construction de l'identité sociale des femmes et des hommes, dans la lutte contre les stéréotypes sexistes, dans la protection de l'intégrité et de la dignité des femmes, dans le développement du capital humain et dans l'allocation des ressources en faveur d'un développement économique juste et équitable* ». Ces secteurs sont : la justice, l'éducation, la santé, l'emploi et la formation professionnelle, le développement rural, l'eau, la décentralisation, la réforme de l'état, la réforme budgétaire et la communication.

Chaque département ministériel est requis d'intégrer le plan d'action de la Politique Nationale Genre dans son budget-programmes ou projet annuel de performance. Les interventions programmées ainsi que les mesures spécifiques prises au niveau de chaque secteur constituent sa contribution pour la réalisation des objectifs de l'égalité genre au Mali. Ces actions et mesures spécifiques sectorielles en faveur de l'égalité genre, qui sont répertoriées dans une annexe à la loi de finances, feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation.

L'annexe budgétaire relative au genre ou le rapport-genre est un document élaboré sur la base de la prise en compte des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets-programmes. Elle recense les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre, en vue de faciliter le suivi de leur exécution dans l'annexe budgétaire sur le genre. Le rapport-genre de chaque ministère est structuré en trois parties :

- les enjeux genre ou gaps à combler ;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre ;
- la planification et la budgétisation des actions genre.

Les ministères sont regroupés par domaine d'interventions de la Politique Nationale Genre.

II - PRINCIPAUX DÉFIS -GENRE

Sur le plan juridique, social, économique et politique, la Politique Nationale Genre a fait l'état des lieux des inégalités entre les femmes et les hommes au point de vue préservation. Ainsi, il ressort que :

2.1. Sur le plan juridique

Sur le plan juridique, plusieurs instruments internationaux et régionaux ont été ratifiés par le Mali, reconnaissant aux femmes et aux hommes l'égalité en droits et devoirs et interdisant toute discrimination contre les femmes. Parmi eux, on retiendra la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des femmes (CEDEF) et ses protocoles, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, et son Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique (Protocole de Maputo) etc…

Ainsi, la Constitution du Mali garantit les mêmes droits aux citoyens des deux sexes sans discrimination. Des avancées sont également constatées au plan de la législation interne et se caractérisent par la dotation du pays de différents codes visant à régir la vie sociale, économique et politique. Cependant, des problèmes perdurent en ce qui concerne l'élimination de pratiques comme la mutilation génitale des femmes ou l'excision. La ténacité des attitudes et des perceptions négatives de la société envers l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Les limites du cadre juridique pour l'équité de genre concernent la faible harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux, certains vides juridiques dans le droit positif (violences faites aux femmes), et des discriminations à l'égard des femmes. De plus, le droit coutumier, souvent défavorable aux femmes, est appliqué au détriment de la loi, surtout en milieu rural, notamment en ce qui concerne la succession sur le foncier rural.

2.2. Sur le plan social

Malgré la volonté politique de lutter contre les inégalités entre homme et femme à travers l'existence d'un ministère en charge de la promotion de la femme, on constate que :

- les inégalités persistent entre les sexes au niveau du taux brut de scolarisation au primaire qui est de 69% en 2015 dont 74,8% pour les garçons et 63,4% pour les filles ;
- les défis se situent au niveau des taux d'achèvement au 2ème cycle. En 2015, ce taux est de 32% pour les garçons contre 24,2% pour les filles. Cette disparité est plus importante chez les filles que les garçons à cause de l'éloignement du second cycle, des mariages et grossesses précoces.

2.3. Sur le plan économique

Les résultats des enquêtes montrent que la rémunération des femmes (dans les secteurs structuré et non structuré) est généralement inférieure de moitié à celle des hommes. Cette situation est due aux contraintes comme l'accès relativement limité des femmes aux facteurs de production, notamment à la terre, à la technologie et au crédit. En 2015, le taux de chômage était de 11% pour femmes contre 8,5% pour les hommes.

Dans le secteur structuré (par exemple, la fonction publique), hormis dans certains cas, les femmes occupent également les postes les moins rémunérés, comme les emplois administratifs et de secrétariat. Les fonctionnaires hommes représentaient 69%, contre 31% pour les fonctionnaires femmes. Cette disparité est très importante au niveau de la catégorie A ou les femmes ne représentaient que 17% en 2015.

Dans le secteur de l'agriculture, les femmes sont présentes tout au long de la chaîne agricole, mais elles ne disposent pas des moyens nécessaires pour accroître leur production et leur productivité (manque d'accès, de contrôle et de propriété de la terre et des moyens de production etc.). Elles s'occupent généralement du petit élevage et de toutes les activités de transformation du poisson (séchage et fumage), la fabrication du bouillon de poisson et la commercialisation. En 2015, la proportion de femmes propriétaires de parcelles était de 14% contre 86% pour les hommes.

De plus, si l'engagement de principe visant à éliminer la pauvreté des femmes par l'intégration de la dimension de genre dans le CSCRP tend à augmenter, les réalisations concrètes dans ce domaine sont toujours attendues.

2.4. Sur le plan politique

Le taux de représentation dans les instances de prise de décision (postes électifs et nominatifs) reste faible. La faiblesse de cette représentation est habituellement due à l'absence générale de politiques tenant compte de la spécificité des sexes au sein des partis politiques. En 2015, les femmes représentaient 16,2% aux instances nominatives des services publics dans les institutions de la république.

La faible visibilité des femmes à l'échelon de la gouvernance locale, de l'appareil judiciaire, et aussi à la tête d'organisations de la société civile est un phénomène visible au Mali.

Si le cadre politique crée les conditions favorables à l'égalité de genre, il est limité par son manque d'opérationnalisation. La plupart des politiques sectorielles ne sont pas toujours suivies d'actions concrètes, ni traduites en dispositif.

III- L'ANALYSE GENRE PAR MINISTERE

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

La Justice malienne, à l'instar des autres secteurs de la vie nationale, a entamé sa mutation dans la mouvance du changement démocratique de Mars 1991 qui l'a érigée en pouvoir judiciaire inscrit dans la Constitution de Février 1992. En vue de relever ce défi démocratique, les états généraux de la justice ont été convoqués en 1999 et ont jetés les bases d'une réforme profonde de l'institution judiciaire pour une plus grande efficacité du service public de la justice.

1. <u>Les enjeux genre et gaps à combler</u>

Après une décennie de mise en œuvre, un Plan Opérationnel 2010-2014 du PRODEJ (PO PRODEJ) s'articulant sur le triptyque : crédibilité, efficacité et accessibilité de la justice a été lancé avec une participation plus accrue des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Le PO PRODEJ a réservé une place de choix aux questions de droits de l'Homme et de genre en y consacrant une composante à part entière. Cette composante, essentiellement inspirée et bâtie sur la politique sectorielle genre du Ministère de la Justice et son Plan d' Actions de 2008, a connu des résultats mitigés dus aux conséquences des crises politiques, sécuritaire et institutionnelle qu'a subies le Mali. Ces différentes crises ont entravé les appuis techniques et les financements en faveur des actions sensibles au genre.

La période post-crise 2012 qui avait très gravement détérioré l'offre de service public et hypothéqué la fonctionnalité de l'appareil judiciaire au Mali, a nécessité la construction d'un système judiciaire efficace qui inspire confiance pour assurer la bonne gouvernance et l'Etat de droit.

Sous l'impulsion du Président de la République, le redressement de la justice est devenu le socle sur lequel le nouvel Etat du Mali se bâtira.

La reforme systémique de la justice ainsi prônée a engendré le contrat de transparence entre les membres de la famille judiciaire et les autres acteurs de la société dans le but de faciliter la saine distribution de la justice au bénéfice du peuple, la promotion du droit d'accès à la justice des femmes et des hommes et le respect des engagements pour une justice performante, crédible, responsable et indépendante.

Par ailleurs, de l'analyse des emplois du secteur de la justice, il un déséquilibre assez important quant à la représentativité entre les hommes et les femmes dans les corps de métier de la justice. Le nombre de femmes diminue en allant vers les échelons supérieurs : elles ne représentent que 7,5% des magistrats, 9,6% des effectifs des ordres professionnels. Par contre, elles sont plus nombreuses dans les échelons inférieurs où elles représentent 60,5% des auxiliaires de justice.

Répartition des magistrats par structures en 2013

Structure	Homme		Femme		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Cour suprême	29	82,9	6	17,1	35
Cour Constitutionnelle	2	50,0	2	50,0	4
Cours d'appel	301	94,1	19	5,9	320

Total Général	332	92,5	27	7,5	359

***Source** : CPS Justice Rapport annuel_ 2013*

Effectifs des ordres professionnels du secteur de la justice en 2013

Corps professionnels	Homme		Femme		Total
Avocats	281	91,8%	25	8,2%	306
Huissiers	68	95,8%	3	4,2%	71
Notaires	31	77,5%	9	22,5%	40
Commissaires-priseurs	**17**	77,3%	**5**	22,7%	22
Total General	**397**	**90,4%**	**42**	**9,6%**	**439**

***Source** : CPS Justice Rapport annuel_ 2013*

Répartition des auxiliaires de justice

Auxiliaire de justice	Homme		Femme		Total
Greffiers en Chef	86	88,7%	11	11,3%	97
Greffiers	158	43,4%	206	56,6%	364
Secrétaires des greffes et parquets	19	9,3%	186	90,7%	205
Total General	**263**	**39,5%**	**403**	**60,5%**	**666**

***Source** : CPS Justice Rapport annuel_ 2013*

2 - Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. Mesures spécifiques réalisées

Afin de remédier à ces déséquilibres accrus au niveau des effectifs de personnel juridique et judiciaire et de corriger les disparités d'accès aux services publics et privés de la justice, des politiques, programmes et orientations ont été initiés par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme et leur mise en œuvre a démarré.

En septembre 2008, la politique d'Egalité Femme-Homme du Ministère de la Justice fut adoptée. Cette politique est axée sur l'égalité en droit et dans les faits pour les femmes et les hommes et sur l'égalité entre les femmes et les hommes aux postes et professions du système

judiciaire. Elle est assortie d'un Plan d'Actions et la mise en place d'un Comité Aviseur Genre dont une des missions est de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes au sein de l'appareil judiciaire.

Par ailleurs, le département de la justice abrite le Programme "Appui Conjoint des Nations Unies pour la Promotion des Droits de l'Homme (PDH)" dont le but est la promotion des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) des femmes et des hommes.

Enfin, la Réforme Judiciaire en cours de définition et d'élaboration compte bien donner la part belle à la problématique des droits de l'Homme autant qu'aux questions juridiques et judiciaires stricto-sensu.

Les droits de l'Homme ont connu en 2013 une attention particulière par non seulement la tenue du Colloque sur la Justice Transitionnelle et la publication de multiples rapports nationaux et internationaux. A cet effet, le Mali a produit et présenté son Rapport 2012 sur la situation des droits humains à Genève.

Quant à la promotion du genre, les actions ont surtout concerné le milieu carcéral par la systématisation des quartiers séparés hommes/femmes/enfants.

Les activités suivantes ont été réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la PNG :

- dans le cadre de la promotion et la protection des droits humains, le projet de politique nationale en matière de droits de l'Homme a été adapté au contexte actuel ;
- l'amélioration de l'accessibilité à la justice s'est traduite surtout par la mise en œuvre d'un système de communication et l'opérationnalité des Bureaux de l'Assistance Judiciaire;
- concernant l'amélioration de la prise en charge des violences basées sur le genre, le Fonds d'appui à la société civile en matière d'accès à la justice et aux droits de la personne a été lancé ;
- l'amélioration des conditions de détention avec la généralisation des quartiers ou cellules séparé(e)s.

b. <u>Evaluation des activités du rapport genre 2015</u>

Les activités genre-sensibles reprennent timidement au sein du Département.

En 2015, des actions significatives ont été menées dans ce sens, concernant la promotion et la protection des droits humains et du genre notamment grâce au Programme conjoint des Nations Unies, à savoir :

- participation à la réalisation des études sur le renforcement de la justice pénale au Mali et sur la réforme judiciaire et pénitentiaire.
- réalisation de l'étude relative à la situation de référence sur la connaissance des droits économiques, sociaux et culturels (DESC).

S'agissant de l'opérationnalisation de la Politique Nationale d'Accessibilité à la Justice et observance des textes relatifs à la médiation civile et pénale, des efforts ont été consentis dans la mise en œuvre :

- une lettre circulaire du Ministre de la Justice a été envoyée à l'ensemble des premiers présidents des Cours d'Appel pour la désignation des médiateurs pénaux auprès de l'ensemble des juridictions de droit commun ;
- deux guides sur les procédures judiciaires et sur la protection de la femme et de l'enfant ont été élaborés et validés. Leur diffusion et leur vulgarisation dans cinq langues nationales sont en cours de réalisation ;
- De même, dans le cadre du Programme d'Appui à la Justice au Mali (PAJM) financé par l'Union Européenne, un programme de mise en œuvre de bureaux d'assistance judiciaire a été élaboré et sera opérationnalisé dans l'ensemble du pays.

  Toutefois, il faut souligner qu'une contribution annuelle de 100 millions de Francs CFA sur budget national a été dédiée à l'assistance judiciaire à l'occasion des Cours d'Assises dans les ressorts de Kayes, Bamako et Mopti et à l'assistance judiciaire obligatoire des mineurs.

<u>Programme 1</u> : Administration Générale-Coordination et Contrôle

Objectif n°3 : Renforcer la promotion et la protection des droits humains et du genre						
Indicateurs de résultat	**unité**	**Période**			**2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévision**	**Réalisation**
3.1 Pourcentage des magistrats	%	-	-	-	40	0

3.2 Rapports annuels sur la situation des droits humains et la Revue documentaire disponibles (Gouvernement, CNDH, AMDH).	Nbre	2	3	0	3	2

<u>Programme 2</u> : Elaboration de la Politique Juridique et Judiciaire de l'Etat, Gestion de la Carrière et Formation des Magistrats

Objectif n°1 : Améliorer l'efficacité et l'accessibilité des services judiciaires.						
Indicateur de résultat	**unité**	**Période**			**2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévision**	**Réalisation**
1.3 Pourcentage des juridictions disposant d'un bureau d'accueil et d'orientation fonctionnel.	%	2,86	2,86	2,86	9	7,17

c. <u>Planification et budgétisation des actions genre : Programme I</u> : Administration Générale-Coordination et Contrôle

<u>Programme 3</u> : Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

Objectif n°3 : Améliorer les conditions de détention de la population carcérale						
	Libellé	**Référence**	**Cibles**			
			2017	**2018**	**2019**	
1. Améliorer les conditions de détention de la population carcérale	**1.1** Valeur réelle de la ration alimentaire détenu/jour. **-** Hommes - Femmes - Enfants	**2,86%**	**9%**	**15%**	**30%**	**1.2.1** Formation des agents aux normes internationales en matière de détention **1.2.2** Institutionnalisation de la semaine du détenu **1.2.3** Amélioration des services de détention : - Affectation des surveillantes de prison; - Formation du personnel en Droits humains ; - Sensibilisation des femmes et des hommes détenu(e)s à leurs droits ; - Programme de réinsertion sociale pour les détenu(e)s**.**
2. Promouvoir la réinsertion sociale et professionnelle des détenus.	**2.1**. Pourcentage des détenus hommes et femmes bénéficiant d'une formation professionnelle.		7	10	15	**2.1.2** Formation professionnelle des détenus mineurs, des détenues femmes et des détenus hommes
	2.2 Pourcentage des détenus garçons et filles bénéficiant d'une scolarisation formelle et non formelle.		50	80	100	**2.2.1** Alphabétisation des détenus hommes, de Bollé Femmes et de Bollé Mineurs. **2.2.2** Formation scolaire de la population carcérale.

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

1-Les enjeux- genre

Les enjeux dans la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sont relatifs à la coordination et au suivi du Plan d'action 2016-2018. Les mêmes constats faits en 2013 demeurent. En effet, les organes de suivi créés ne sont pas encore fonctionnels.

Par ailleurs, en dépit des progrès enregistrés depuis l'adoption de la Politique Nationale Genre en novembre 2010, le genre reste un champ de conquête, surtout au niveau des postes nominatifs et électifs. En effet, selon une étude réalisée par le Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant (CNDIFE), la situation des femmes dans les postes nominatifs de l'Administration Générale et des Collectivités Locales se présente comme suit : 10,55% en 2011, 11, 78% en 2012 et 11,67% en 2013. La situation n'est point reluisante au niveau des postes électifs car les femmes représentent moins de 10% des élus au sein de l'Assemblée Nationale.

Tableau 1.Hommes-Femmes aux postes de responsabilité (nominatifs et électifs 2014-2015)

Poste	**2014**			**2015**		
	H	**F**	**%F**	**H**	**F**	**%F**
Président de la République	1	0	0,0	1	0	0,00
Président de l'Assemblée Nationale	1	0	0,0	1	0	0,00

Députés	133	14	9,52	133	14	9,52
Conseillers Nationaux	69	6	8,0	68	7	9,33
Maires	695	8	1,0	695	8	1,14
Conseillers communaux	9 847	927	9,0	9 847	927	8,60

Source : CNDIFE

Compte tenu de la faible représentativité des femmes aux postes nominatifs et électifs, il est nécessaire d'appliquer la Loi N°2015-052/PRM du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives est appliquée.

Tableau 2 : Représentativité des femmes aux instances nominatives des services publics dans les institutions de la République en 2015

Institution	Homme	Femme	% Femme
Présidence de la République	61	19	23,8
Primature	92	15	14,0
Assemblée Nationale	198	32	13,9
Cour Constitutionnelle	9	3	25,0
Cour Suprême	37	16	30,2
Haute Cour de Justice	20	2	9,1
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	100	10	9,1
Conseil Economique, Social et Culturel	90	20	18,2
Total	**607**	**117**	**16,2**

Source : *CNDIFE_rapport sur la représentativité des femmes aux postes de responsabilité dans la l'Administration publique_2014*

Tableau 3 : Représentativité des femmes aux instances nominatives des services publics par secteur en 2015

Unité : Nombre et pour cent

Secteur	Homme	Femme	% Femme
Développement rural	219	21	8,8
Justice	109	9	7,6
Affaires étrangères	220	31	12,4
Administration générale	584	22	3,6
Finances	286	33	10,3

Jeunesse, emploi, sports	162	38	19,0
Sécurité	131	13	9,0
Education	307	22	6,7
Santé, développement social et promotion de la famille	326	117	26,4
Total	**2344**	**306**	**11,5**

Source *: CNDIFE_Rapport sur la représentativité des femmes aux postes de responsabilité dans la l'Administration publique_2014*

2- Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. Les mesures spécifiques

En adoptant en novembre 2010 la Politique Nationale Genre, le gouvernement du Mali marquait ainsi une avancée dans le respect des engagements pris pour la promotion de la femme. Depuis, les mesures en faveur de la femme se sont renforcées avec :

- la création du Conseil Supérieur Genre, du Fonds pour l'Autonomisation et l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant ;
- l'adoption de la stratégie nationale pour la participation et l'élection accrues des femmes. Elle visait à améliorer le niveau de représentativité des femmes dans les instances politiques nationales et à accroître le taux de participation des femmes aux élections générales ;
- la création du Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE) par la Loi n°12-05/AN- RM du 05 janvier 2012.

b. Evaluation des activités du rapport genre 2015

Programme 2 : Promotion de la femme

Objectifs 1. : Améliorer le statut social et économique de la femme

Indicateur	Unité	Réalisations			Evaluation 2015	
		2012	2013	2014	Prévision	Réalisation
1.1 : Pourcentage de femmes et d'hommes formés	%	-	105	22,84	65	80
1.2. Pourcentage de femmes appuyées dans les AGR	%	-	70	29,36	40	73
1.3. Pourcentage de femmes et filles victimes des VBG prises en charge	%	-	82	74, 16	90	30

Le statut socio-économique de la femme a été amélioré à travers la réalisation de certaines activités notamment :

- l'appui à 12 638 femmes dans les activités génératrices de revenu ;
- la prise en charge de 1918 dont 760 cas de complications liées à l'excision et 1158 pour les autres cas de violences basées sur le genre.

Objectif 2 : Promouvoir les droits sociaux, juridiques et politiques de la femme						
Indicateur	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation 2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévision**	**Réalisation**
2.1. Pourcentage de femmes et d'hommes connaissant les droits des femmes	%		35,2	0	37	77
2.2. Pourcentage de femmes occupant des postes électifs	%		08,60	10	15	10
2.3. Pourcentage de femmes occupant des postes nominatifs	%		09,52	19	12	12

Enfin, dans le cadre du renforcement de la fonction socialisante de la famille, 1788 jeunes filles ont été informées et sensibilisées sur la parentalité, la santé de la reproduction et la planification familiale.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1. Les Enjeux genre / Gaps à combler

Au Mali, les différentes politiques mises en œuvre mettent l'accent sur l'éducation en général et la promotion de la scolarisation des filles en particulier. Pour autant, la réduction des écarts de scolarisation entre filles et garçons demeure encore un défi majeur à relever. Le tableau ci-après donne un résumé des principaux indicateurs entre 2014 et 2015.

Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'éducation

Indicateurs	2013-2014			2014-2015		
	Garçon	Filles	Total	Garçon	Filles	Total
Taux Brut d'Admission au 1er cycle	65,7%	55,5%	60,5%	66,4%	57,1%	61,7%
Taux Brut d'Admission au 2ème cycle	48,4%	36,1%	42,2%	40,9%	33,9%	37,4%
Taux Brut de Scolarisation au 1er cycle	76,4%	64,0%	70,1%	74,8%	63,4%	69,0%
Taux Brut de Scolarisation au 2ème cycle	57,7%	44,3%	50,9%	52,9%	42,8%	47,8%
Taux Brut d'Achèvement au 1er cycle	52,7%	44,0%	48,3%	53,8%	45,7%	49,7%
Taux Brut d'Achèvement au 2ème cycle	33,1%	24,7%	28,8%	32,0%	24,2%	28,1%

Quel que soit l'indicateur et le cycle (1er et 2ème cycle du fondamental), la disparité persiste entre filles et garçons en matière d'éducation. Les écarts entre filles et garçons, tant en termes d'accessibilité que d'achèvement du cycle fondamental, sont liés à un certain nombre de facteurs contraignants. Les enjeux concernent surtout la résolution de ces contraintes dont les principales sont :

En matière d'accès à l'enseignement fondamental :

- l'éloignement des écoles, en zone rurale, qui pénalise plus les filles que les garçons (écoles situées à plus de 5 Km de la résidence des enfants) ;
- les pesanteurs sociales qui n'incitent pas à envoyer les filles à l'école surtout en milieu rural ;
- l'insuffisance de structures d'accueil (inexistence souvent de cantines ou de latrines séparées pour les filles et les garçons) ;
- l'insuffisance de salles de classe (double division ou double vacation et effectifs pléthoriques dans beaucoup de classes) ;
- la faiblesse du pourcentage de femmes enseignantes (26,42 % seulement du personnel enseignant tenant une classe au premier cycle et 17,84 % au second cycle en 2004-2005) ;

  Par ailleurs, l'insécurité persistante au Nord depuis 2012, occasionnant le déplacement massif de nombreuses familles et la fermeture de certaines écoles, constitue un facteur majeur ayant contribué à creuser davantage l'écart entre les deux sexes. Ainsi, entre 2014 et 2015, le taux de scolarisation au 1er cycle des garçons s'est détérioré en passant de 76,4% à 74,8%. Pour les filles, il a subi la même évolution en se situant à 63,4% en 2015, soit une baisse de 0,6 point par rapport à 2014.

En termes d'achèvement du cycle de l'enseignement fondamental :

- le mariage précoce ;
- le faible niveau de revenu des ménages qui limite la scolarisation des enfants (les ménages les plus pauvres scolarisent moins les filles) ;
- l'insuffisance de communication sur la scolarisation des filles ;

Avec l'effet combiné de la crise sécuritaire, notamment dans les régions du Nord, les taux d'achèvement ont connu une évolution contrastée entre 2014 et 2015, notamment au second cycle. Ainsi, sur cette période, le taux d'achèvement au second cycle a connu une baisse tant pour les garçons que pour les filles.

2. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. Mesures spécifiques

Le Ministère en charge de l'Education Nationale a mis en place différentes stratégies et mesures dans le but d'améliorer l'accès et les conditions en matière d'éducation des filles.

Au niveau de l'enseignement fondamental, les mesures portent notamment sur :

- la mise en place d'une politique nationale en matière de scolarisation des filles : les efforts au plan institutionnel (création d'une division à la place d'une cellule), au plan des actions de

sensibilisation, de formation et de montage de projets pilotes ont permis une amélioration de l'accès et du maintien des filles (TBS et TBA des filles).

- l'intégration dans les différents curricula de la question genre ;
- la mise en œuvre du programme d'urgence Education Pour Tous (EPT) qui vise entre autres, à accueillir les enfants déplacés, affectés et élargir le nombre de places d'élèves dans les premier et second cycles de l'enseignement fondamental dans les académies ciblées.
- les mesures incitatives comme la fourniture de matériels scolaires (livres de lecture, cahiers, calculatrices, etc.) aux filles qui ont une fréquentation mensuelle de 100 pour cent, pour accroître leur scolarisation et leur fréquentation scolaire ;
- l'amélioration de l'offre éducative par la mise en place d'une carte scolaire, une compétence transférée aux collectivités territoriales ;
- l'implication et la responsabilisation des collectivités territoriales dans la gestion du système éducatif ;
- la mise en place et le renforcement des capacités des comités de gestion scolaires (CGS) afin qu'ils soient les vecteurs de sensibilisation de la population ;
- la mise en œuvre de la politique nationale de l'alimentation scolaire ;
- le développement d'une stratégie de scolarisation accélérée/passerelle en direction des déscolarisés et non scolarisés.

Ces mesures mises en place visent à améliorer les principaux indicateurs sexo-spécifiques en matière d'éducation. Il s'agit de :

- **taux brut d'admission au fondamental 1er cycle:** 57,1% pour les filles contre 61,7% pour les garçons en 2015 ;
- **taux brut d'admission au fondamental 2ème cycle:** 33,9% pour les filles contre 37,4% pour les garçons en 2015 ;
- **le taux brut de scolarisation au 1er cycle :** 63,4% pour les filles contre 69% pour les garçons en 2015 ;
- **le taux brut de scolarisation au 2ème cycle :** 42,8% pour les filles contre 47,8% pour les garçons en 2015 ;
- **le taux d'achèvement au 1er cycle :** 45,7% pour les filles contre 49,7% pour les garçons en 2015 ;
- **le taux d'achèvement au 2ème cycle :** 24,2% pour les filles contre 28,1% pour les garçons en 2015.

b. <u>Evaluation des activités du rapport genre 2015</u>

Durant l'année 2015, les efforts du Ministère en charge de l'éducation ont permis d'atteindre certains résultats malgré une situation économique et sécuritaire difficile dans le pays en général, et dans les régions du nord, en particulier.

Les principaux résultats, mesurés par des indicateurs de performance, se présentent par programme comme suit :

Programme 1 : Administration Générale

Objectif N°1 : Renforcer le dispositif de pilotage à travers le recentrage du travail des services centraux autour de leurs missions régaliennes de conception, de coordination, de contrôle et de suivi des politiques.						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Périodes**			**Evaluation 2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévisions**	**Réalisations**
1.1. Taux brut de Scolarisation au fondamental 1 (TBS)	%	76,1	71	70,1	72	69
1.2. Taux d'Achèvement (TA)	%	51,1	51,0	48,3	49,2	49,7

Programme 2 : Développement de l'Education de Base

Indicateurs de résultats	**Unité**	**Périodes**			**Evaluation 2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévisions**	**Réalisations**
Objectif N°1 : Développer une éducation de base de qualité pour tous.						
1. Ratio Élèves par Salle de Classe	Nombre	47,00	44,00	42	40	40
1. 2: Taux brut d'Admission	%	63,6	57,6	60,5	65,10	61,7
<u>OBJECTIF N° 02</u> : Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles pour réduire les disparités.						
2. 1. Taux de scolarisation des filles au fondamental 1	%	76,5	72,1	64	71,50	63,4

Programme 3 : Développement de l'Enseignement Secondaire Général

Indicateurs de résultats	**Unité**	**Périodes**			**Evaluation 2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévisions**	**Réalisations**
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général**.**						
1.1. **Taux de réussite au BAC**	%	12,41		13,03%	16,24%	20

Programme 4 : Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2015	
		2012	2013	2014	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel						
1.1 Taux d'admission par examen	%	CAP BT BAC	20,51 34,62 34,45	36,71 36,10 31,99	52,91 37,58 17,33	40 50 20
OBJECTIF N° 03 : Améliorer l'accès des apprenants, y compris les filles, aux filières porteuses (Industrielles, agro-sylvo pastorales)						
3.2 Proportion de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	%	14,67	14,75	14,7	16	14,6

3. Planification et budgétisation des actions du genre

La mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère l'Education et de l'Alphabétisation, à travers trois programmes.

<u>Programme 2</u> : Développement de l'Education de Base

Objectifs	Indicateurs					Activités 2017
	Libellé	Référence 2013	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif N°1 : Développer une éducation de base de qualité pour tous.	1.1 : Taux d'achèvement au fondamental 1	50,1	58,8	62,5	7 3,2	1.1.1 Amélioration de la capacité d'accueil des infrastructures préscolaires et fondamentales 1.1.2 Renforcement des capacités dans les structures d'éducation de base 1.1.3. Généralisation progressive des curricula de l'éducation préscolaire, de l'enseignement fondamental, du non formel et de l'enseignement normal 1.1.4. Vulgarisation et application du manuel de gestion des cantines scolaires
	1.2 : Taux brut d'Admission au fondamental 1	65	68,2	73,3	76,8	1.2.1. Création/construction de nouvelles cantines scolaires, réhabilitation des anciennes cantines, équipement et dotation en vivres de toutes les cantines scolaires 1.2.2. Journée nationale de l'alimentation scolaire 1.2.3. Installation de 200 écoles mobiles, ouverture de 100 Centres SSA/P et construction de 300 Ecoles à Classe Unique (ECU) 1.2.4. Organisation de concertations régionales et du séminaire national de bilan programmation de l'alimentation scolaire
	1.3 : Pourcentage (%) de néo alphabète produit	58,8	73,4	74,1	75,5	1.3.1. Organisation du séminaire national de bilan programmation de l'Education Non Formelle 1.3.2. Organisation du mois de la lutte contre l'analphabétisme 1.3.3. Révision et élaboration des manuels et guides pour les structures d'Education Non

Objectifs	Indicateurs					Activités 2017
	Libellé	Référence 2013	Cibles			
			2017	2018	2019	
						Formelles 1.3.4. Alphabétisation de 206 375 personnes 1.3.5. Développement de l'environnement lettré
Objectif N°2 Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles.	2.1 Taux de scolarisation des filles au fondamental 1	69,7	79,1	81,6	88,7	2.1.1. Appui aux filles dans les filières scientifiques 2.1.2. Formation des enseignantes et administrateurs scolaires en genre 2.1.3. Renforcement des capacités des APE, CGS et AME à la sensibilisation en faveur de la scolarisation des filles
	2. 2. Pourcentage de femmes enseignantes au fondamental 1	32,6	35,1	36,3	37,0	2.2.1. Poursuite de la mise en application des recommandations de l'étude sur les motifs de la faible scolarisation des filles, sur les violences faites aux filles en milieu scolaire et sur les discriminations contre les enseignantes 2.2.2. Appui aux filles pour l'accès aux IFM 2.2.3. Appui aux rencontres semestrielles du comité national du cadre de concertation sur la SCOFI

Programme n° 3 **: Développement de l'Enseignement Secondaire Général**

Objectifs	Indicateurs					Activités 2017
	Libellé	Référence 2013	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général.	1.1 Taux de réussite au BAC	13,03	27	31	33	1.1.1. Formation continue des professeurs, des inspecteurs et du personnel administratif de la DNESG, des AE, des établissements et de

						l'IGEN 1.1.2. Suivi de la réforme après évaluation et suivi pédagogique des professeurs 1.1.3. Acquisition d'équipements informatiques, acquisition de manuels scolaires et d'équipements pour les CDI, acquisition de matériels scientifiques pour les laboratoires et des équipements pour les salles polyvalentes, acquisition de moyens logistiques pour les inspections

<u>Programme n°4</u> : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

Objectifs	Indicateurs					Activités 2017
	Libellé	Référence 2013	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif N°3 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)	3.2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	15	32	35	40	3.2.1. Elaboration et suivi de la mise en œuvre d'un plan d'action et de communication centré sur l'accès des filles aux filières porteuses

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1- LES ENJEUX GENRE

Au cours de ces dernières années, l'emploi s'est imposé comme une préoccupation centrale dans tous les pays, quel que soit leur niveau de développement**. Le taux de chômage (au sens du BIT) est passé de 8,2 en 2014 à 9,6 en 2015.** En 2015, la quasi-intégralité des emplois était dans le secteur informel (96,4%). Une légère diminution a été constatée depuis 2014 où cette statistique atteignait (96,5%). Cette situation conduit désormais à considérer l'emploi comme un défi majeur des politiques nationales. C'est dans la perspective de relever ce défi, que le Mali s'est engagé dans une politique vigoureuse et volontariste afin de résoudre progressivement ses graves problèmes économiques et sociaux. A cet effet, un Document-cadre de politique nationale de l'emploi et son plan d'actions opérationnel 2015-2017 a été examinée et adoptée en Conseil des ministres le 18 mars 2015. **Son objectif global est d'accroitre les opportunités d'emplois décents.** Il intègre les orientations nationales en matière de développement de richesses stimulé par une croissance économique équilibrée d'ici l'horizon 2018, porteuse de création d'emplois massifs et durables, en faveur notamment des jeunes et des femmes dans tous les secteurs d'activités. Les tableaux ci-dessous donnent l'évolution du taux de chômage par sexe et la situation des types d'emploi par secteur et par sexe en 2015.

Tableau1 : Evolution du taux de chômage de la population selon le sexe de 2010 à 2015

Unité : Pour cent

Année / Sexe	2010	2011	2013	2014	2015
Féminin	**11,41**	**21,90**	**15,10**	**15,80**	**15,9**
Masculin	6,19	8,50	7,20	5,40	7,9
Total	8,31	10,50	10,80	10,30	10,3

Source : INSTAT Rapport Analyse EMOP_2014/2015

Le taux de chômage s'est détérioré de 2013 à 2015 en passant de **15,10 à 15,90 %.** Cette situation touche beaucoup plus les femmes dont le taux (**7,9 %)** représente à peu près le double de celui des hommes (**15,9 %).**

Tableau 2 : Nombre total d'emplois par secteur et par sexe en 2015

Sexe / Secteurs	Hommes		**Femmes**	
	Effectif	%	**Effectif**	**%**
Public	25 583	75,1	**3 674**	**10,8**
Privé	20 108	80,8	**4 788**	**19,2**
Total	45 691	77,5	**8 462**	**14,4**

Source : DNE Rapport d'activités 2015

Du 1er janvier au 31 décembre 2015, nous avons noté la création de 58 967 emplois dans le secteur formel répartis en 24 896 emplois privés (soit 42,22%) et 34 071 emplois publics (soit 57,78%). Les emplois occupés par les hommes représentent 45 691 (**soit 77,49%)** de l'ensemble contre 8 462 (**soit 14,35%)** pour les femmes et 4 814 (soit 8,16%) de non précisés. **Par ailleurs, on constate que les emplois privés sont occupés essentiellement par des hommes environ 20 108 hommes (soit 80,77% sur l'ensemble).**

De même, une analyse des emplois privés occupés par les diplômés montre la même tendance. On constate que les emplois créés sont majoritairement (à 90%) occupés par des diplômés hommes comme récapitulé dans le tableau ci-dessous.

Source : Rapport annuel 2015 de la DNE

Les créations d'emplois ont concerné l'ensemble des branches d'activités. Plus de 50% des emplois ont été créés dans le secteur des services fournis aux collectivités et services sociaux et services personnels 2 367 (soit **18 %**). Ce secteur est suivi par celui des banques et assurances affaire immobilière, service fournis aux entreprises qui a enregistré 3 886 (soit **16,18%)** de créations d'emplois. La branche électricité/eau a enregistré le plus bas nombre d'emplois, 187 (soit **0 ,78%** de l'ensemble). Dans ces trois branches on remarque que les femmes sont surtout nombreuses dans les services fournis aux collectivités et services sociaux et services personnels et banques et assurances affaire immobilière. ***Cependant, force est de constatés que dans les l'ensemble des branches d'activités, le nombre de femmes (3 021, soit 12,13% restent inférieur à celui des hommes (12 223, soit 49,09%).*** Le tableau ci-après donne les détails de cette répartition.

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Des efforts importants sont en train d'être mené en matière d'emploi et de formation professionnelle pour réduire les disparités. Ces mesures visent à:

- réduire le taux de chômage des femmes qui est de 15,8% contre 5,4% pour les hommes en 2014 ;
- promouvoir l'entreprenariat féminin ;
- développer des programmes de volontariat pour promouvoir l'emploi des jeunes ;
- tenir compte des besoins de formation des femmes dans le développement des programmes de formation professionnelle ;
- promouvoir l'accès des femmes à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage ;
- développer des programmes de formation professionnelle dans les filières porteuses pour les femmes ;
- développer des stratégies pour augmenter le taux d'admission des femmes aux examens de fin d'apprentissage ;
- étendre la formation par apprentissage au secteur non formel dans lequel évolue beaucoup de femmes ;
- développer des programmes de formation professionnelle en direction du monde rural et spécifiquement les femmes.

Les mesures spécifiques

Elles ont porté sur :

a. la formation professionnelle, (i) cinq (5) Centres de Formation Professionnelle ont été construits et équipés dans la région de Ségou et le cercle de Yorosso (Tominian, Yangasso, Yorosso, Kimparana, et Saye) avec l'appui financier de la coopération Luxembourgeoise à travers le PAFIP ; (ii) le centre de formation professionnelle de Missabougou a fait l'objet d'extension à de nouvelles filières (Mécanique des engins à deux roues, Aviculture, Maraîchage, Electrification rurale et Pisciculture) et d'équipement pour les formations en électrification rurale et mécanique des engins à deux roues ; (iii) le centre de Badougou Djoliba a été équipé en maraîchage, en construction métallique et en mécanique auto.

   L'Apprentissage des jeunes déscolarisés et non scolarisés, à travers les formations modulaire, qualifiante et par apprentissage ont concerné 10 914 jeunes dont 1980 filles avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers.

b. Le Projet de développement des compétences et emploi des jeunes (PROCEJ) vise à améliorer l'éducation et la formation pour l'employabilité et les possibilités d'emplois créés par le secteur privé. Il a réalisé (i) les études de dimensionnement de quatre (04) instituts de formations professionnelles correspondant aux principales filières prioritaires pour le projet. Il s'agit de de l'IFPI de Kayes (filière domaine des mines), l'IFSAB de Banankabougou (filière BTP), l'IFP de Ségou (filière Agroalimentaire) et le CFP de Missabougou (filières BTP et agroalimentaire) ; (ii) l'organisation de deux ateliers d'information et d'appropriation de le manuel des procédures de gestion du fonds compétitif ; (iii) l'organisation de la formation de type dual pour 118 jeunes dont 861 ont réussi (parmi lesquels 82,89% sont des hommes et 17,11% de sont des femmes) ;

c. Dans le cadre de l'apprentissage de type dual les jeunes du secteur informel se sont inscrits dans huit (08) filières de formation : coupe et couture, construction métallique, coiffure esthétique, électronique, climatisation froid, mécanique engins à deux roues, menuiserie bois et mécatronique.

2- <u>Evaluation des activités genre 2015</u>

Au titre de l'année 2015, la dotation des programmes du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle s'élève à 7 701 491 050 FCFA dont 6 177 794 230 FCFA (soit 80%) pour les investissements. Le budget du secteur a été exécuté à hauteur 7 233 597 238 FCFA, soit un taux d'exécution de 93,92%. Malgré cette performance, force est de constater que la part du budget consacré au genre reste toujours un défi pour les départements ministériels.

OBJECTIF 3 : Généraliser la Promotion de l'emploi au niveau local en tenant compte des spécificités régionales en privilégiant le recours à la haute intensité de main d'œuvre (HIMO).						
INDICATEURS DE RESULTATS	Unité de mesure	Réalisations			Evaluation 2015	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévision 2015**	**Réalisation 2015**
3.1 : Proportion de personnes (femmes) formées aux techniques HIMO installée	%	-	6,85 (5)	-	55 (5 de femmes)	65(20de femmes)
3.2 : Proportion des infrastructures aménagées, exploitées.	%	-	100 dont 40% exploitées par les femmes	-	90 (Au moins 10% exploitées par les femmes)	100 (55 de femmes)

3- Planification et budgétisation des actions Genre 2016

Dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle, les actions en genre seront mises en œuvre à travers le programmes 3 du Département.

Programme 2 : Formation professionnelle

Objectif	Indicateurs						Activités 2016
	Libellé	Réf	Cibles				
		2015	2016	2017	2018	2019	
Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage	1.3 Taux de formation des femmes	30,9	35	40	45	50	1.3.1 Développement des filières porteuses en relation avec les activités féminines

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

1- Les enjeux genre

Les efforts déployés par le Gouvernement du Mali avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers ont permis d'améliorer significativement l'état de santé de la mère et de l'enfant.
Ainsi, [1] le taux de mortalité infanto-juvénile est passé de 191‰ en 2006 à 98‰ en 2012, le taux de mortalité infantile est passé de 96‰ en 2006 à 58‰ en 2012 et le taux de mortalité maternelle est passé de 464 à 460 pour 100.000 naissances vivantes entre 2006 et 2012.

Pour autant, sans une action vigoureuse et courageuse, les tendances observées ne permettraient pas d'atteindre la cible OMD relative à la réduction de deux tiers du taux de mortalité infantile, même dans un horizon plus lointain.

En matière de santé, les enjeux concernent essentiellement la poursuite de l'Objectif de Développement Durable (ODD3) à savoir ***« Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ».*** Il s'agit, pour ce faire, d'améliorer principalement la santé des mères et des enfants, lutter contre les épidémies, d'assurer la sécurité routière et l'accès aux soins de santé de qualité.

Aussi, de nombreux défis restent à relever dans le domaine de la santé comme attesté par le tableau ci-après :

Tableau 1 : Evolution récente de quelques indicateurs du secteur de la santé

Indicateurs	2014	2015
Nombre de CSCOM fonctionnels	1207	1240
PMA < 5 Km (%)	57	58
PMA < 15 Km (%)	87	87
Fréquentation (NC/Hbts/An)	0,36	0,41
Consultations Prénatales (%)	76	75
Accouchements Assistés (%)	58	57
Evolution du nombre de césarienne au Mali	21789	22413
Penta3 <12mois (%)	97	91
Taux d'utilisation des services PF (%)	10,19	8,86

Source : *SLIS 2015 version provisoire***.**

Il ressort que les indicateurs de santé n'ont pas affiché une évolution significative entre 2014 et 2015 à l'exception du nombre de CSCOM fonctionnels qui a augmenté d'environ 3% et du

[1] EDS II (1996), EDS III (2001), EDS IV (2006), EDS V (2012).

nombre de cas de césarienne (21789 en 2014 contre 22413 en 2015). Le PMA inférieur à 5Km n'a augmenté que de 1point tandis que le PMA inférieur à15 Km est resté stationnaire (87%). Le taux d'accouchement assisté et le taux d'utilisation des services PF sont en baisse.

Les stratégies de réductions des inégalités liées au genre

a. Les mesures spécifiques

Les stratégies ou meures de réduction des inégalités genre en matière de santé s'inscrivent, en général, dans le cadre du Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS 2014-2023) et plus particulièrement dans sa tranche quinquennal 2014-2018.

Les mesures envisagées par le Ministère en charge de la santé visent à améliorer les indicateurs de santé particulièrement chez la mère et l'enfant.

Pour ce faire, les principaux objectifs chiffrés sont les suivants :

- réduire le ratio de mortalité maternelle de 460 à 146 pour 100 000 naissances vivantes et le taux de mortalité néonatale de 46 à 20 pour 1 000 naissances vivantes d'ici 2017 ;
- rendre disponibles et accessibles les soins obstétricaux et néonataux essentiels dans 100% des structures offrant les services de SR d'ici 2017 ;
- augmenter la disponibilité et l'accessibilité des SONUB de qualité de 36% à 60% des CSCom et des SONUC de qualité dans 100% des structures de référence (CSRéf, EPH) d'ici 2017 ;
- augmenter la prévalence contraceptive de 10% à 20% en 2017;
- renforcer les capacités des individus, des familles, de la communauté et des collectivités pour l'amélioration de la santé maternelle et néonatale dans 80% des villages en 2017.

En vue de l'atteinte des objectifs susvisés, les mesures ou stratégies spécifiques sont :

- renforcer l'accès aux soins prénataux et l'assistance à l'accouchement ;
- renforcer le système de référence évacuation ;
- repositionner la planification familiale dans les activités de la SR ;
- préconiser des mesures efficaces visant à éradiquer les violences faites aux femmes et aux enfants ;
- lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.
- renforcer le plateau technique des structures de prise en charge des urgences obstétricales et néonatales (maternités, blocs opératoires, salle de réanimation de la mère, espaces de réanimation du nouveau-né, banque de sang);

- améliorer le système de communication pour la référence/évacuation (RAC/téléphonie mobile, moyens de transport pour les urgences, …) en prenant en compte le déplacement du village vers le CSCOM ;
- communiquer sur la politique et la législation relatives à la santé de la reproduction auprès des OSC et des communautés ;
- rendre disponible en permanence les méthodes contraceptives de longue durée dans les CSCOM;
- Poursuivre l'extension des expériences novatrices en matière de PF à l'ensemble des districts sanitaires.

a- Evaluation des actions genre 2015

Durant l'année 2015, les efforts du Ministère en charge de la santé ont permis d'atteindre certains résultats dont les principaux résultats, mesurés par des indicateurs de performance, se présentent par programme comme suit :

Programme 2 : Extension de la couverture et amélioration de la qualité des services de santé, prévention et lutte contre la maladie

Objectif N°1 : Améliorer l'accessibilité des populations à un PMA de qualité (centre fixe, stratégie avancée, stratégie ménage et stratégie mobile)						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Périodes**			**Evaluation 2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévisions**	**Réalisations**
1.1 Proportion de population vivant dans un rayon de 5 km d'un centre de santé	**%**	56	56	58	59	63
OBJECTIF N°2 : Améliorer la qualité des services de santé, augmenter la demande et lutter contre la maladie						
2.1. Taux de mortalité spécifiques dû à la méningite ;	**%**	1,3	2,49	0,97	0,95	1,49
2.2. Taux de couverture en Penta 3	%	88	92,8	≥90	≥90	92
2.3. Taux d'utilisation de la consultation curative	Contact/an	0,31	0,28	0,30	0,32	0,40
Objectif N°3 : Améliorer la santé de la mère et de l'enfant.						
3.1. Taux de femmes enceintes ayant bénéficié les 3 CPN (y compris la prévention du paludisme, de l'anémie, du VIH, et la vaccination VAT)	**%**	28	38	40	42	38

Objectif N°1 : Améliorer l'accessibilité des populations à un PMA de qualité (centre fixe, stratégie avancée, stratégie ménage et stratégie mobile)						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Périodes**			**Evaluation 2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévisions**	**Réalisations**
3.2 Taux de réalisation de la césarienne	%	2,4	2,3	3,0	3,2	2,6
3.3. Proportion d'enfants de 6 à 59 mois guéri de la malnutrition aigüe sévère	%	42,23	67	69	71	88

b- **Planification et budgétisation des actions du genre**

La mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère de la santé et de l'hygiène publique, à travers les programmes suivants :

Programme 2 : Soins de santé primaire et lutte contre les maladies

Objectifs	**Indicateurs**					**Activités 2017**
	Libellé	**Référence 2015**	**Cibles**			
			2017	**2018**	**2019**	
Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	**1.1** Taux d'accouchements assistés	57	65	67	69	1.1.1 Former les prestataires en PNP SR 1.1.2. Recruter le personnel qualifié 1.1.3. Renforcer les établissements en équipements et matériels 1.1.4. Réaliser les monitorages semestriels des activités SMNI en intégrant les nouveaux aspects (SENN, GATPA, FO)
	1.2. Taux de prévalence contraceptif	13,17	14,89	16,89	18,89	1.2.1. Disséminer le plan d'action national de la Planification Familiale (PF) 2014-2018 1.2.2. Rendre disponible des produits contraceptifs dans les établissements de

Objectifs	Indicateurs					Activités 2017
	Libellé	Référence 2015	Cibles			
			2017	2018	2019	
						santé et dans la communauté 1.2.3 Former les prestataires sur les méthodes de longue durée 1.2.4. Organiser la campagne PF
	1.3. Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	2,8	0,5	0,5	0,5	1.3.1 Organiser des éditions SIAN 1.3.2 Rendre disponible des intrants nutrition (Vitamine A, Albendazole, Plumpy sup…) pour la prise en charge des carences en micronutriment à travers la routine 1.3.3 Renforcer les activités de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) communautaire (mise en place de groupe de soutien, Formation et suivi) 1.3.4. Organiser des campagnes de dépistage communautaire de la malnutrition
Objectif 2 : Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies -non transmissibles	2.1. Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme vu dans les Formation sanitaires	52,47	20	10	5	2 .1.1Organiser les campagnes de chimio prévention du paludisme saisonnier chez les enfants de 3 à 59 mois 2.1.2 Rendre disponible des intrants paludisme (MILD, kits palu grave et simple, SP,

Objectifs	Indicateurs					Activités 2017
	Libellé	Référence 2015	Cibles			
			2017	2018	2019	
						TDR, GE/FM…) 2.1.3 Former et recycler les prestataires sur le protocole révisé de prise en charge du paludisme 2.1.4 Renforcer les activités de recherche/suivi & évaluation (revues, supervision, monitorage, enquêtes…)
	2.2. Taux de couverture vaccinale enfants moins d'1 an en Penta3	91	≥90	≥90	≥90	2 .2.1. Doter les établissements de santé en vaccins et chaines du froid. 2.2.2 Organiser des séances de vaccination de routine en centres fixes, en stratégies avancée et mobile 2.2.3 Doter les établissements de santé en moyens logistiques roulants adaptés 2.2.5 Former les prestataires sur le PEV de routine et surveillance épidémiologique.

MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

1-Les enjeux –genre

Les grands défis sont relatifs à la recherche de solutions aux causes et aux conséquences du faible niveau de développement humain qui entravent l'épanouissement des personnes (femmes et hommes). Concrètement, il s'agit de la prise en charge de la scolarisation des enfants handicapés par sexe, des personnes démunies (enfants handicapés, femmes démunies seules chargées de famille) et de la promotion de la protection sociale.

Malgré les efforts fournis en matière d'accès des femmes et des filles aux infrastructures-sociaux économiques de base et à la prise en compte du budget des programmes affectés aux financements du genre des défis demeurent.

Il faut noter que des disparités subsistent entre Hommes / femmes et garçons/filles au niveau du département en matière de réinsertion de groupes cibles qu'il conviendrait de corriger en accordant des financements conséquents au secteur.

3.6.2 Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. Les mesures spécifiques

Face à ces défis, le Ministère de la Solidarité de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord a élaboré et mis en œuvre un certain nombre de projets :

- le Projet d'Appui aux Communautés Rurales (PACR) ;
- le Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire (PADEC) ;
- le Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti (PRPRM) en vue d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales.

A cela, il faut ajouter la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) et du Régime d'Assistance Médicale(RAMED).

b. Situation Genre dans le Secteur 2015 :

Le ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord est issu de la scission en 2000 du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. Il a pour mission fondamentale l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, du développement humain durable, de l'action sociale et de la protection sociale, de la promotion des personnes âgées. Dans tous ces domaines, les programmes et les projets mis en œuvre ciblent de façon particulière les femmes et les filles.

<u>Programme 2</u> : Renforcement de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion.

Objectif n° 1 : Promouvoir l'intégration socio-économique des catégories sociales vulnérables ;						
INDICATEURS DE RESULTATS	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation 2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévision**	**Réalisation**
1.1: Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillages ;	%	1,29	88,81	43,19	100	56,97
1.3 : Pourcentage des femmes démunies seules chargées de famille ayant bénéficié d'AGR	%	0	11,25	39,17	14,36	13,84

a. <u>Planification et budgétisation des actions genres Programmation 2017, 2018 et 2019</u>

<u>Programme 2</u> : Renforcement de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion

Objectif 1 : Promouvoir l'intégration socio-économique des catégories sociales vulnérables						
Indicateurs	**Unité**	**référence**	**Cible**			**Activités 2015**
		2016	**2017**	**2018**	**2019**	
1.1 : Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillages	%	100	100	100	100	1.1.1 Renforcement de la capacité de production en appareillages et autres aides techniques ;
						1.1.2 Correction des pieds bots et appareillage de 200 personnes handicapées y compris les victimes de la crise du nord ;
						1.1.3 Détection précoce des cas de handicap au niveau des écoles et les maternels dans le cadre du Programme RBC ;
1.2 : Nombre d'études et recherche réalisées sur les phénomènes du vieillissement	%	100	100	100	100	1.2.1 Réalisation de consultations médicales gratuites des personnes âgées ;
						1.2.2 Réalisation de quatre (04) études et recherches des problèmes socio-sanitaire, économiques et de protection du patrimoine

						scientifique des personnes âgées ;
1.3 : Pourcentage de personnes rééduquées	%	50	85	86	87	1.3.1 Renforcement de la capacité des kinésithérapeutes et autres praticiens à réaliser des séances de rééducation ;
						1.3.2 Information et Sensibilisation de la population sur les services de rééducation.

Objectif 2 : Renforcer l'action Humanitaire						
Indicateurs	**Unité**	**Réf.**	**Cible**			**Activités 2015**
		2016	**2017**	**2018**	**2019**	
2.1 : Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes déplacées et la population d'accueil vulnérables	%	85	90	95	97	2.1.1Financement et suivi d'AGR au profit des groupements et associations des personnes déplacées .
2.2 : Pourcentagede personnes en détresse victimes de catastrophe suivies ;		80	90	95	100	2.2.1. Appui aux personnes victimes de catastrophe ;
2.3 : pourcentage de personnes en détresse déplacées retournées	%	90	90	95	98	2.3.1. Réalisation des actions de développement sur les sites de retour des déplacés ;

<u>Programme 4</u> : Lutte contre la pauvreté

Le premier objectif de ce programme contribue à la mise en œuvre de la PNG et visent à améliorer l'accès des femmes aux micros crédits.

Objectifs Spécifiques :
Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines.

INDICATEURS	UNITE	Réf.	CIBLE			Activités 2015
		2016	2017	2018	2019	
1.1. Pourcentage d'infrastructures socio collectives et productives réalisées ;	%	11	30	20	20	1.1.1. Réalisation d'infrastructures socio collectives et productives ;
2.1. Nombre d'études sur le DHD et la pauvreté réalisées	%	3	3	3	3	2.1.1. Réalisation d'études thématiques sur la pauvreté et le développement humain durable (ODHD).

MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

1. Les enjeux -genre

Globalement il s'agit d'éliminer les contraintes qui nuisent au bien-être social et économique de la femme et de la fille à travers, entre autres, l'accès à un logement décent et des titres de propriété au moment des travaux de réhabilitation ou de recasement, la sécurisation foncière, l'accès de la femme à la terre et la prise en compte des femmes chefs de ménage, veuves, divorcées ou mariées dans l'attribution des logements sociaux.

Les Stratégies de réduction d'inégalités liées au genre

Les mesures ou stratégies spécifiques

- Le Ministère de l'Urbanisme de et l'Habitat a initié et mis en œuvre un vaste programme de construction de logements sociaux. Il a aussi initié d'autres projets comme : le Projet «Villes du Mali sans Bidonvilles » et le Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM).

Concernant le 1er Projet, des actions ont été menées dans quatorze (14) villes du Mali. Dans ces villes le pourcentage de femmes est estimé à 70% des populations de ces localités. Dans ces Bidonvilles où les conditions de vie et de travail sont très pénibles pour les femmes et leurs enfants, des activités ont été menées pour les sensibiliser et les appuyer à accéder à des titres de propriété au moment des travaux de réhabilitation ou de recasement.

Le 4ème Projet Urbain du Mali est déjà en avance en ce qui concerne la prise en compte des femmes. Pour tous les appuis apportés aux collectivités par ce projet, le taux de 50,4% de femmes bénéficiant des avantages est fixé comme indicateur de performance.

a-Evaluation des activités genre

La PNG est mise en œuvre par le Ministère de l'habitat et de l'Urbanisme à travers son programme budgétaire N°2 : « développement harmonieux des villes et réhabilitation des quartiers précaires ». L'objectif est de faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un grand nombre de personnes.

Compte tenu des difficultés liées aux financements de l'habitat, dû d'une part à la faiblesse des moyens financiers de l'état, et d'autre part à la réticence par les banques d'investir dans le financement à long terme, cet objectif n'a pas connu une amélioration significative.

PROGRAMME N°2 : DEVELOPPEMENT ET REGLEMENTATION DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

OBJECTIF N°1 : **Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes**						
INDICATEURS	**UNITE**	**PERIODE**			**2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévision**	**Réalisation**
1.1 : Taux de satisfaction des besoins en logements sociaux	%	-	-	14	16	14
1. 2 : Pourcentage de femmes bénéficiaires de logements sociaux	%	-	-	47	47	15

OBJECTIF N° 2 : **Faciliter l'adhésion des femmes aux coopératives d'habitat**						
INDICATEURS	**UNITE**	**PERIODE**			**2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévision**	**Réalisation**
2.1 : Pourcentage de coopérative d'habitat crées par les femmes par rapport au total de coopératives	%	0,4	1,1	1,3	1,6	0

b- planification et budgétisation des actions genre

Les activités genres du département relèvent de l'objectif 3 du programme 2 qui vise à augmenter le nombre de femmes ayant accès aux logements sociaux par l'organisation des femmes en coopératives, la définition d'un quota pour les femmes dans le cadre de la distribution des logements sociaux et la sensibilisation des femmes pour leur adhésion aux coopératives d'habitat.

En conclusion, le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme continue d'accorder une place privilégiée aux femmes dans l'acquisition des logements sociaux.

Programme 2 : Développement harmonieux des villes et réhabilitation des quartiers précaires

Objectif	Indicateurs						Activité2016
	Libellé	Réf	Cibles				
		2015	2016	2017	2018	2019	
Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes	3.3 Pourcentage de femmes bénéficiaires de logements sociaux	38%	47%	40%	40%	40%	3.3.1 Evaluation de l'impact du genre dans le processus d'attribution de logements sociaux;

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

1-Les enjeux –genre

L'un des défis du développement équitable et durable est l'accès au service de l'énergie en vue d'alléger la charge de travail des femmes et d'améliorer leur revenu.

En dehors du besoin universel d'accéder à l'éclairage moderne, les femmes en milieu rural et péri- urbain ont des besoins énergétiques spécifiques pour :

- l'allègement des tâches domestiques (décorticage et mouture des céréales, broyage de karité, exhaure de l'eau, irrigation, etc..);
- la modernisation/ développement d'activités génératrices de revenu;
- la facilité d'accès aux soins modernes de santé et à l'éducation.

Ainsi, l'installation des plateformes multifonctionnelles et des projets à candidatures spontanées d'électrification rurale permet d'améliorer les conditions de vie des femmes à travers les moulins et décortiqueuses, par l'allégement des tâches quotidiennes, la production de biocarburant au niveau local qui occasionne des activités génératrices de revenus pour les femmes, notamment la fabrication du savon.

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Les mesures spécifiques

Les principaux programmes et projets qui ciblent les défis en matière de genre au niveau du Département sont :

- le Projet Energie Domestique et Accès aux Services de Base en milieu rural et périurbain (PEDASB) ;
- le Projet Promotion des Energies Nouvelles et Renouvelables pour l'Avancement des Femmes « PENRAF » ;
- le Projet Electrification Villageoise par systèmes d'Energie Solaire Phase 2 « PEVES » ;
- le Programme Sectoriel Eau Assainissement - PROSEA.

Les objectifs du ministère de l'Energie pour relever les défis futurs cadrent bien avec ceux du projet de politique de la CEDEAO pour l'intégration du genre dans l'accès à l'énergie et son plan de mise en œuvre à savoir :

- Objectif stratégique 1 : parvenir à la compréhension généralisée des considérations énergétiques et de genre à tous les niveaux de la société ;
- Objectif stratégique 2 : veiller à ce que toutes les politiques, programmes et initiatives énergétiques soient non discriminatoires, non sexistes, paritaires et orientées vers la lutte

contre les inégalités, en particulier la pauvreté énergétique, qui touchent de façon différentielle les hommes et femmes ;

- Objectif stratégique 3 : Accroître la participation du secteur public féminin dans les domaines techniques liés à l'énergie et aux postes de décision ;
- Objectif stratégique 4 : veiller à ce que les femmes et les hommes aient des chances égales d'entrer et de réussir dans les domaines liés à l'énergie dans le secteur public et privé ;
- Objectif stratégique 5 : Etablir et maintenir un suivi sensible au genre, la responsabilisation et l'examen cadre pour les objectifs 1-4.

a-Evaluation des activités genre 2015

Dans le cadre de la mise en œuvre de la PNG, l'objectif assigné au Ministère de l'Energie est la satisfaction des besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût. Cet objectif s'exécute dans le cadre de la mise en œuvre du **programme 2 : « Développement des ressources énergétiques »**.

Le taux national d'accès à l'électricité est passé de 34,89% en 2014 à 36% en 2015 sans pour autant atteindre l'objectif visé qui était de 37,9%.

En milieu urbain, le taux d'accès a connu une augmentation de près de 9 points de pourcentage en passant de 71,2% en 2014 à 80% en 2015 contre un objectif dépassé de 0,6%. En milieu rural, le taux d'accès à l'électricité est en légère baisse passant de 17,39% en 2014 à 16,57% en 2015.

La part des énergies renouvelables dans le bilan énergique est en régression en passant de 8% en 2014 à 3,9% en 2015.

La consommation du gaz butane est passée de 8,79% en 2014 à 9,34% en 2015.

Ci-dessous les actions genre du Ministère de l'Energie réalisées en 2015.

<u>Programme 2</u> : Développement des ressources énergétiques

Objectif1: Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation 2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévisions**	**réalisations**
1.1 Taux d'accès à l'électricité au niveau national, urbain et rural	%					
National		31,74	32,43	34,89	37,9	36
Urbain		68	67	71,2	72,4	80
Rural		17,78	17,19	17,39	21	16,57
1.2 taux de progression de nouvelles abonnées AMADAER		-67,8	-97,6	-	-2	3,12
1.3 nombre de nouvelles localités raccordées au réseau interconnecté		-	-	0	2	2

OBJECTIF 2 : Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation 2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**PREVISIONS**	**REALISATIONS**
2.1 taux de déploiement des énergies renouvelables	%	5	6	8	10	3,9
2.2 Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane	%	14,62	9,7	8,79	30	9,34

Il est à signalé que la satisfaction des besoins énergétiques du pays se poursuit.

Le taux d'accès à l'électricité en milieu rural n'a pu être réalisé à hauteur de souhait en raison du retard dans les investissements.

b- planification et budgétisation des actions genre

Les actions en faveur du genre sont mises en œuvre par le programme2 : « Développement des ressources énergétiques».

Il s'agit de :

- satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité et à moindre coût :

- assurer la promotion des énergies nouvelles et renouvelables par la vulgarisation et la subvention des foyers améliorés, la sensibilisation pour une meilleure utilisation du gaz butane, de l'énergie solaire et du charbon amélioré.

<u>Programme 2</u> : Développement des ressources énergétiques

Objectifs	Indicateurs					Activités 2016
	LIBELLE	Réf 2016	CIBLES			
			2017	2018	2019	
1. Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût	1.1. Taux d'accès à l'électricité au niveau national, urbain et rural	national : 38	40	44	49	1.1.1. Renforcement et extension du réseau de transport et de distribution (Développement du réseau 225 kV, 33 kV, 90 kV….) d'énergie électrique
		urbain : 83	86	89	93	1.1.2. Poursuite du renforcement des capacités de production (Centrales hydroélectriques, Centrales Solaires) du réseau Interconnecté et des Centres Isolés.
		rural : 23	25,62	31,23	38,67	1.1.3. Poursuite du raccordement des Centres Isolés au Réseau Interconnecté
2. promouvoir les énergies renouvelables et de substitution	2.1. Taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique (puissance électrique installée)	5	10	17	19	2.1.1. Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de développement des ENR et du plan d'actions y annexé ;
						2.1.2. Poursuite du transfert de compétences dans le cadre de la décentralisation en matière de fabrication et d'entretien d'équipements d'ENR ;
						2.1.3. Poursuite des installations d'équipements solaires, éoliens et de bio - énergie en milieu rural et péri - urbain ;
	2.2. Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane	35	15	20	20	2.2.1. Poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions gaz butane

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

1-Les enjeux- genre

La population malienne, dans sa composante féminine, rencontre un certain nombre de difficultés dans le cadre de l'accès des femmes à terre.

Selon les résultats de l'Enquête Agricole de Conjoncture 2014-2015, sur un total de 3 216 337 propriétaires de parcelles, seul 454 085 (14%) parcelles agricoles appartiennent aux femmes contre 86% pour les hommes. Les hommes propriétaires de parcelles ont en moyenne 1,7 ha contre 0,6 ha pour les femmes.

En ce qui concerne le faible taux d'attribution des terres aménagées aux femmes, plusieurs facteurs sont en causes dont entre, autres :

- le poids de la tradition (l'homme est le chef de ménage) ;
- l'occupation de la femme en milieu rural (travaux ménagers, 90% du temps consacrés) ;
- le faible revenu (la mise en valeur de ces terres demande des investissements hors porté des femmes), etc.

En 2015, le Gouvernement du Mali a réparti 887 tracteurs entre des producteurs de 6 régions. A la seule région de Sikasso est attribué les 55,69%, soit 494 tracteurs. Il est suivi par la région de Koulikoro 20,52%.

La proportion des femmes ayant bénéficié cette attribution est très faible. Elles sont au total 29 femmes (3,27%) dont plus des 2/3 se trouvent dans la région de Koulikoro (17 femmes). Sur les 494 tracteurs répartis dans la région de Sikasso, seules 5 femmes ont été pourvu soit 1,01%.

Cette répartition nous interpelle par rapport à l'accès des femmes aux équipements motorisés, ceci reste encore très timide en 2015, seuls 29/887 tracteurs attribués aux femmes, dont plus de la moitié a été revenus à celles de la région de Koulikoro.

Aussi, entre 2014 et 2015, le nombre d'exploitants ayant accès au crédit n'a pratiquement pas évolué par rapport à la campagne 2013-14. Seulement, 6% des femmes ont accès au crédit.

Quant aux sous-secteurs élevage et pêche, les défis à relever sont relatifs :

- au manque d'éducation et de professionnalisme ;
- au manque de crédits et d'équipements de production ;
- à la faible possession du cheptel par les femmes (9%)
- à la faible possession du gros bétail par les femmes : elles sont surtout présentes à 90% dans l'élevage du petit ruminant (ovins, caprins, porcins) contrairement aux hommes (l*e nombre*

moyen de bovin est de environ 8 par exploitation, cet effectif des bovins est quasiment détenu par les hommes dans toutes les régions, dépassant les 90%.(source : EAC 2013-2014).

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Les mesures spécifiques

Le Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA) qui dispose de trois guichets (Développement Agricole, Risques et calamités Agricoles, et Fonds de garantie) a mené différentes activités notamment celles portant sur la production de semences, le démarrage des études sur les agropoles, l'insémination artificielle, l'achat de tablettes pour l'Enquête Agricole de Conjoncture. Dans le cadre de l'exécution du Programme de Subvention des Equipements Agricoles initié par l'Etat malien à travers le Ministère du Développement Rural, le Fonds a contribué à la prise en charge des 50% de la subvention de l'Etat pour le Projet Pilote de 1000 tracteurs pour un montant de 3,2 Milliards de FCFA. Il a aussi pu procéder au remboursement partiel des frais de transport des semences octroyées dans le cadre du FNSES aux populations du Nord pour un montant de 26 Millions de FCFA, sur un coût total de 37 millions de FCFA.

Plusieurs actions ont été réalisées visant à promouvoir l'approche sectorielle dans ce secteur en 2015, parmi lesquelles, on peut notamment citer l'élaboration de la Politique Foncière et l'adoption du projet de Loi Foncière Agricole en Conseil des Ministres le 07 octobre 2015 qui constituent des instruments majeurs pour conduire les réformes foncières en milieu rural.

Une des innovations de la Loi Foncière Agricole réside dans la décentralisation de la gestion foncière et la création d'institutions foncières locales avec lesquelles les autorités coutumières doivent « composer ». Le nouveau cadre devrait aboutir à la mise en place d'une procédure obligatoire pour tenter de concilier les conflits avant qu'ils ne soient portés devant un tribunal et l'instauration de mesures de discrimination positive en faveur des femmes et des jeunes pour favoriser l'accès aux ressources foncières. Les avantages accordés aux femmes, aux jeunes et aux couches vulnérables sont : (i) la reconnaissance des droits collectifs et individuels, (ii) l'octroi de 15% des terres aménagées par l'Etat ou les Collectivités Territoriales et (iii) l'augmentation de la représentation des femmes dans les commissions foncières, notamment les femmes rurales.

Concernant les projets spécifiques, le Comité d'experts mis en place a procédé à la sélection et au traitement de 863 dossiers dont 455, soit 52,72%, sont déclarés éligibles. Sur la base des critères d'éligibilité et la prévision budgétaire de 2015, la commission a proposé 204 projets pour financement, sur lesquels 60 sont portés par des femmes (29,4%) et 44 par des jeunes (21,5%). Le montant sollicité pour financer les 204 projets venant des régions est de 1,3 Milliard de FCFA.

Faute de financement, les projets sélectionnés par le Comité d'experts n'ont pas pu être mis en exécution.(source : rapport de mise en œuvre 2015 du CSCRP 2012-2017)

a-Evaluation des actions- genre 2015

<u>Programme 3</u> : Aménagement et équipement rural

Tableau: Répartition des attributaires et des superficies par genre en zone Office de Périmètre Irriguée de Baguinéda (OPIB) en 2015

Secteur	Attributaires de parcelles				Superficies par attributaires (ha)			
	Femmes		Hommes		Femmes		Hommes	
Secteur I	16	2%	728	98%	7,19	2%	471,68	**98%**
Secteur II	58	6%	896	94%	23,62	4%	580,59	**96%**
Secteur III	20	3%	645	97%	9,9	2%	600,83	**98%**
Secteur IV	35	4%	909	96%	23,92	3%	830,51	**97%**
Total	**129**	**4%**	**3 178**	**96%**	**64,63**	**3%**	**2 483,61**	**97%**

Source : OPIB (rapport d'activité 2015)

Cette attribution de parcelles concerne aussi bien les groupements de producteurs que les exploitants individuels. Le cumul des attributaires de parcelles en 2015 dans la OPIB s'établi à 3 307 personnes (ce total inclus les attributions des années antérieures). Ce cumul est composé de 129 femmes soit 4% et 3 178 hommes soit 96%. Ces 4% de femmes ont bénéficié des 3% des superficies attribuées soit 64,63 hectare ; ce qui donne en moyenne 0,50 hectare par femme contre 0,77 hectare en moyenne pour les hommes.

annuel 2015)

Ce tableau retrace la situation des attributions de parcelles entre les exploitants (hommes et femmes) des différentes zones qui composent l'Office Riz de Mopti. La superficie totale des parcelles attribuées aux exploitants dans la zone ORM s'élève en 2015 à 27 120 hectares (y compris le cumul des années antérieures). Elle est repartie entre 32 317 exploitants dont 6 463 femmes (20%) et 25 854 hommes (80%). La superficie moyenne par exploitant est de 0,84 hectare.

Dans le domaine de la vulgarisation agricole, la DNA collabore avec des grands programmes comme le WAAPP/PPAAO (Programme de Production Agricole en Afrique Occidental), le PAPAM (Programme d'Accroissement de la productivité Agricole au Mali) et le SAPEP (Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole des Petits Exploitants).

Le WAAPP, dans sa mise en œuvre offre 40% de toutes ses activités aux femmes, le PAPAM et le SAPEP, 30% chacun.

En 2015, le WAAPP à distribué 4 488 tonnes de semences certifiées aux producteurs dont 40% sont données aux femmes, soit 1795,2 tonnes. 120 repiqueuses manuelles de riz dont 48 données aux femmes ; 56 semoirs motorisés micro-doses, dont 22 donnés aux femmes.

Dans le cadre de la convention DNA-PAPAM, en termes de technologies de diffusion pour l'accroissement de la productivité, 600 parcelles de démonstrations de riz de bas fond ont été installées et 94 PD pour le niébé. 9000 producteurs de riz étaient concernés dont 30% de femmes, soit 2700 femmes et 720 producteurs de niébé dont 216 femmes.

La séance de démonstration a regroupé 10 800 producteurs dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou et Mopti, parmi lesquels (30%) dont 3240 femmes environs ont pu y participer.

<u>Programme *5* </u>: Développement des Productions et des Industries Animales

Beaucoup d'activités de renforcement des capacités sont menées dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes de la Direction Nationale des Productions et Industries Animales:

- la distribution de 977 coqs améliorateurs « Wassachiè » dans la commune de Kouniana, cercle de Koutiala, région de Sikasso à 807 femmes soit 82,60 % et à 170 hommes soit 17,40 %. Ces 17,40 % d'hommes sont tous des jeunes, ce qui ramène la part des jeunes à 17,40% ;
- organisation d'ateliers d'embouche et de ventes promotionnelles d'animaux au profit de 33 sociétés coopératives pastorales, et 4 groupements et associations de femmes de la zone du Sahel occidental à l'occasion des fêtes religieuses ;
- dotation de 203 ménages vulnérables de Nara en noyaux de petits ruminants et traction asine en zone PRODEZEM (1 218 petits ruminants et de 203 ânes) ;
- dotation de 1 500 ménages très pauvres des cercles de Gao et Bourem en noyaux de petits ruminants (9032 têtes) et en aliment bétail à travers l'appui de la FAO ;
- la formation de 200 femmes avicultrices, aux bonnes techniques d'élevage, dans la commune de Kouniana, (Koutiala).
- ***le Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique (PGRN-CC), dans sa composante n°3, Diversification des modes et moyens de subsistance : financement des AGR*** éligibles a coordonné à travers l'AEDD la sélection des idées d'AGR dans les cercles de Banamba et Nara en 2015.

Objectif N°2 : Renforcer les capacités d'intervention des acteurs du sous-secteur élevage.						
Indicateurs de résultats :	**Unité de Mesure**	**Période**			**2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévis.**	**Réalisations**
2.1 Taux d'accès aux appuis des 300 organisations et coopératives de	%	30	25	35	50	65
2.2 Taux d'évolution des	Nombre	-53,79	3,15	63,58	33,33	40

Source DNPIA

- **Femmes et Pêche**

Les femmes interviennent dans tous les maillons de la chaine de valeur poisson à différents degrés.

La transformation du poisson concerne environ 90% des produits de la pêche et de la pisciculture, commercialisés à l'état frais (Groupe de Sécurité Alimentaire, Interventions stratégiques dans la pisciculture au Mali, 2014, p. 16). Les techniques de transformation traditionnelle sont surtout le fumage, le séchage, le brûlage et le salage. La transformation du poisson est la tâche de femmes. Généralement il s'agit des femmes des pêcheurs. Mais la transformation du poisson devient de plus en plus une activité indépendante du cadre familiale. Le nombre d'acteurs impliqués dans la transformation de poisson est estimé à 106 833 personnes, dont 96 041 (90%) sont des femmes. Sarro, A., Analyse de la filière/chaîne de valeur ajoutée « Poisson » au Mali, 2016, p. 19). Elles sont propriétaires des équipements utilisés pour les activités de transformation et elles travaillent individuellement ou regroupées en associations. Les transformatrices génèrent la plus grande partie de leur revenu à travers ces activités.

Différents programmes du sous-secteur intervient dans le domaine de la transformation par l'appui aux femmes transformatrices en équipement de transformation et par la formation des femmes transformatrices en techniques de transformation du poisson et les bonnes pratiques d'hygiènes des produits de la pêche et de la pisciculture.

On peut citer les actions du PRODEFA à Sikasso, de l'appui de la coopération allemande dans la région de Mopti, des équipements de transformation aux femmes transformatrices des régions de Tombouctou et de Gao à travers le PDREGDE/ABN et le PGIRE /OMVS dans les régions de Kayes. Le PDPP/OHVN dans la région de Koulikoro, et la Minusma et les programmes de coopération décentralisée dans la région de Mopti à travers la mise en place de marchés et de fabriques de glace pour les femmes mareyeuses.

Plusieurs ONG interviennent également dans l'appui des femmes dans le domaine de la production et de la transformation du poisson, il s'agit aussi de ceux financés par ONU FEMMES dans la région de Koulikoro à travers la production de poisson des cages flottantes et la mise en place d'une unité de transformation pour la coopérative Femme en action de Kalaban-coro.

L'ONG al Farouk a appuyé les femmes par l'octroi de bacs hors sols pour la pisciculture familiale.

La commercialisation du poisson : les commerçants (grossistes et détaillants) de poisson sont majoritairement des femmes. Le poisson frais est surtout vendu par les femmes (les mareyeuses). Le nombre d'acteurs impliqués dans la commercialisation est estimé à 61 632 personnes, dont 48 193 (78%) sont des femmes, Analyse de la filière/chaîne de valeur ajoutée « Poisson » au Mali, 2016, p. 21).

Source : Division suivi-évaluation pêche

L'intervention des femmes dans les maillons de production, transformation et commercialisation des produits de pêche n'est pas encore estimée en volume d'activités financière, de création d'emploi et de lutte contre la pauvreté. Vu le nombre évoluant dans le secteur on peut l'estimer à plusieurs dizaines de milliards de FCFA et plusieurs milliers d'emploi sur le territoire nationale.

L'intervention des femmes dans les maillons de production transformation et commercialisation des produits de pêche n'est pas encore estimée en volume d'activités financière, de création d'emploi et de lutte contre la pauvreté. Vu le nombre évoluant dans le secteur on peut l'estimer à plusieurs dizaines de milliards de FCFA et plusieurs milliers d'emploi sur le territoire nationale.

b- planification et budgétisation des actions genre

La Politique Nationale Genre sera mise en œuvre à travers les programmes 2, 3,5 et 6 du Ministère du Développement Rural

Programme 2 **: Appui au monde rural**

Les objectifs, les indicateurs et les activités de promotion de genre dans le programme 2 du département sont indiqués ci-dessus. Ils s'inscrivent dans le cadre de l'autonomisation de la femme par une augmentation de ses revenus.

Objectifs	Indicateurs					Activités 2015
	Libelle	Réf.	CIBLES			
			2017	2018	2019	
Promouvoir et diversifier les filières agricoles	4.1 : Nombre de filières organisés	2	5	7	-	4.1.1 : Etablissement de la situation de référence (état des lieux) des OP par filière
						4.1.2 : Formation des OP par filière sur les techniques de production, de transformation, de conservation et de commercialisation.

<u>Programme 3</u> : Aménagement et équipement rural

Deux objectifs de ce programme contribuent à la mise en œuvre de la PNG et visent à améliorer l'accès des femmes aux facteurs de production comme la terre et à l'équipement agricole.

Objectifs	Indicateurs					Activités 2015
	LIBELLE	Réf. 2016	CIBLES			
			2017	2018	2019	
Objectif 3 : Moderniser et augmenter le niveau de l'équipement des producteurs ruraux	Nombre d'unités d'exploitations agricoles(UPA) équipés	20 000	30 000	20 000	30 000	3.1.1 Equipement des producteurs et productrices en matériels agricoles
						3.1.2 Formation des producteurs et productrices sur le matériel de cultures attelée
	Nombre d' UPA équipées de tracteurs	100	100	100	-	3.2.1 Suivi des Equipements motorisés et des techniques agricoles adaptées dans le domaine agricole.
						3.2.2 Formation des producteurs et productrices sur les matériels motorisés

Programme 2 : Développement des Productions et des Industries Animales

Objectifs	Indicateurs					Activités 2015
	Libellé	Réf.	Cibles			
			2017	2018	2019	
OBJECTIF 2 : Renforcer les capacités techniques et d'intervention des professionnels du sous-secteur de l'élevage	2.1. Pourcentage des organisations et coopératives de producteurs et productrices ayant bénéficié d'appui leur permettant de mieux valoriser leurs productions.	60%	70%	75%	80%	2.1.1 : Approvisionnement des producteurs en intrants et équipements d'élevage (aliments bétail, hache pailles, botteleuses, semences fourragères et animales et autres). 2.1.2 : Introduction de chèvres rousses de Maradi et de moutons Bali Bali dans les régions du Nord en particulier chez les femmes en vue de booster les productions animales. 2.2.1 Formation de 1150 agropasteurs sur la conduite des vaches à inséminer, techniques de gestion rationnelle des troupeaux, techniques d'alimentation du bétail (fenaison, traitement de la paille à la mélasse et autres) ;
	2.2 : Taux d'évolution des organisations professionnelles des filières de productions animales encadrées formés et équipés	25%	20%	30%	35%	Dotation de 731 ménages vulnérables des régions de Tombouctou, Gao et Kidal en noyaux de caprins[2] et camelins[3] (soit 641 caprins et 450 camelins)

[2] 1 noyau de caprins = 10 femelles et 2 mâles ;
[3] 1 noyau de camelins = 4 femelles et 1 mâle.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT

ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

1- LES ENJEUX - GENRE

Les enjeux du genre du ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable portent sur les points suivants :

- l'insuffisance de la prise en compte des activités spécifiques aux femmes dans les plans d'actions de la PNPE et de la PNA ;
- l'absence de statistiques désagrégées hommes/femmes en matière de gestion de ressources naturelles;
- l'insuffisance d'une option sociale qui démontre une évolution favorable de la vision stratégique de la gestion des ressources forestières ;

  Aussi, il est impossible de déterminer le gap sans avoir au préalable les statistiques désagrégées hommes/femmes du secteur.

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Les mesures spécifiques

Deux Projets/Programmes identifient les lignes directrices de la prise en compte des femmes. Il s'agit du : (i) Projet Gestion Décentralisé des Forêts (GEDEFOR), et (ii) Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN).

Le projet GEDEFOR à travers sa composante 2, articule sa démarche autour des actions suivantes :

- identifier, organiser et rendre compétitive les filières porteuses de produits forestiers ligneux et non ligneux ;
- renforcer le contrôle de l'accès aux ressources ligneuses à l'aide des mesures incitatives (exploitation contrôlée) et des mesures coercitives (exploitation incontrôlée) ;
- faciliter l'accès des productrices et producteurs ruraux aux prêts des caisses de crédits et d'épargne existantes dans les zones choisies ;
- Renforcer les capacités des productrices et producteurs dans la gestion des caisses associatives.

Quant au PDD-DIN, sa cellule technique de coordination a organisé les 17 et 18 Novembre 2014, un atelier d'échanges sur l'élaboration de sa Stratégie Genre et son Plan d'Action, avec la

participation des Présidentes de la CAFO et des Présidents du CNJ des quatre Cercles inondés du DIN.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Genre et de son Plan d'Action, la CTC-PDD-DIN a veillé à la prise en compte effective des femmes et des jeunes au niveau des différents organes déconcentrés, c'est à dire les cadres de concertation locaux et les commissions communales et intercommunales constituant des instances de décision, de coordination et de suivi du PDD-DIN. Le nombre de femmes au sein des organes déconcentrés de suivi du PDD-DIN est satisfaisant, à savoir :

- CROCSAD/Mopti : sous- commission/Economie Rurale, 33 membres dont 05 femmes
- Cadre de Concertation Locale/Mopti : 10 membres dont 04 femmes;
- Comité Intercommunal de Suivi/Mopti : 08 membres dont 03 femmes;
- Cadre de Concertation Locale/Djenné : 11 membres dont 04 femmes;
- Comité Intercommunal de Suivi/Djenné: 15 membres dont 05 femmes.

Aussi, elle a entrepris des activités de renforcement de capacités des femmes concernant l'ensemble des AGR (maraichage, embouche paysanne, aviculture etc.) et en perspective la formation en alphabétisation fonctionnelle des membres du comité de gestion de 19 groupements de femmes des périmètres maraîchers encadrés par le Programme, soit 190 femmes des Cercles de Ké-Macina, Djenné, Mopti, Ténenkou, Youwarou, Goundam et Niafunké, afin de contribuer à

l'amélioration de leurs capacités technique et organisationnelle, en vue de leur autonomisation.

A cet effet, en moyenne, 60 femmes participent au partage des bénéfices au niveau de chaque jardin maraîcher. Un minimum de 1 320 femmes sont regroupés sur 22 Périmètres maraîchers implantés. 950 femmes pour d'autres types d'activités : aviculture, fabrique de savon, apiculture, embouche paysanne et micro crédit.

a-Evaluation des activités genre 2015

Dans le cadre du programme 2 : « Amélioration du Cadre de Vie », les efforts de sensibilisation consentis par la DNACPN et ses démembrements à travers l'organisation des journées de salubrité par les communautés, les ONG, les GIE, les Associations d'assainissement et des entreprises ont contribué à améliorer la salubrité du milieu de vie des populations en vue d'un changement de comportement.

Aussi ces efforts de sensibilisation ont permis de dépasser les prévisions de réduction du taux de remplissage moyen des canaux d'eaux pluviales.

Au niveau du programme n°4 ''protection et conservation de la nature'' l'appui des groupements de femmes en moyens matériels et financiers dans le cadre des activités génératrices de revenus et la gestion des ressources forestières et fauniques a été à hauteur de souhait à travers l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF). Les activités ont été menée par les programmes Gestion Décentralisation des Forets (GEDEFOR) et Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN).

Quant au taux d'admission satisfaisant des élèves du Centre de Formation Pratique (CFPF) de Tabakoro, il est le résultat de l'encadrement de proximité et le respect des périodicités des évaluations et des sorties pédagogiques.

b-Planification et budgétisation des actions Genre 2016

Dans le domaine de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, les actions en genre seront mises en œuvre à travers les programmes 2 et 4 du Département.

<u>Programme 2</u> : Amélioration du Cadre de Vie

Objectif	Indicateurs						Activités 2016
	Libellé	Réf	Cibles				
		2015	2016	2017	2018	2019	
Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement	**1.2 :** Pourcentage de ménages utilisant des latrines améliorées	26,5%	40%	50%	70%	80%	1.2 .1 Réalisation d'émissions radiodiffusées pour la promotion des latrines améliorées
							1.2.2 Réalisation d'émissions télévisées pour la promotion des latrines améliorées
							1.2.3. Organisation de journées de sensibilisation (déchets liquides)
							1.2.4. Promotion (intermédiation sociale,

							subvention) des latrines familiales améliorées
	1.3 : pourcentage de ménages abonnés à un service de ramassage d'ordures (en milieu urbain)	45%	50%	60%	70%	80%	1.3.1. Organisation de journées de sensibilisation (volet ramassage des ordures)
							1.3 .2 Réalisation d'émissions radiodiffusées et télévisées sur le ramassage des ordures
							1.3.3. Promotion des poubelles
							1.3.4. Contrôle de la conformité de la gestion des déchets solides par les ménages (poubelles)

Programme 4 : Protection et conservation de la nature

Objectif	Indicateurs						Activités 2016
	Libellé	Réf	Cibles				
		2015	2016	2017	2018	2019	
4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité	**4.1 INDICATEUR** Taux de réalisation - Des séances d'IEC - Des stages de perfectionnement et de Formations des acteurs de la GRFF.	93,38%	84,60%	85 %	90 %	90 %	4.1.1. Réalisation des séances d'IEC dans le cadre de la GRFF 4.1.2. Réalisation de stages de perfectionnement et de recyclages des acteurs de la GRFF 4.1.3. Réalisation des formations continues et diplomates du personnel des Eaux et forêts et des autres acteurs impliqués dans la GRFF
4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité	**4.3 :** Taux d'admission des élèves du centre de formation CFPF en fin de cycle.	100 %	95 %	10 %0	98 %	99 %	4.3.1. Formation de 35 filles et 64 garçons élèves techniciens,20 filles et 30 garçons élèves agents techniques des Eaux et Forêts au CFPF Colonel Jean Djigui KEITA 4.3.2. Recrutement par voie de concours de 25 Techniciens et 25 Agents techniques des Eaux et Forêts 4.3.3. Organisation des stages pour les élèves en fin de cycle.

MINISTERE DU COMMERCE

1- <u>Les enjeux du genre</u>

Elles portent sur les points suivants :

- l'appui à apporter aux femmes opératrices économiques ainsi que l'aide des organisations de femmes opératrices économiques à accéder aux moyens financiers ;
- le renforcement des capacités entrepreneuriales des organisations de femmes opératrices économiques à travers la formation, l'information et la sensibilisation ;
- l'accroissement de l'accès des organisations de femmes opératrices économiques aux facteurs de production etc.

<u>Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre</u> :

Cette situation est décelable au niveau des domaines.

<u>les mesures spécifiques</u>

Le secteur du commerce et de l'industrie demeure essentiellement marqué par son caractère **informel.** La frange de la population dans ce domaine est majoritairement féminine. Des projets appuient le secteur.

- **Le projet « Appui aux commerçants détaillants du Mali »**

Des actions spécifiques ont été menées :

- la sensibilisation des commerçants détaillants, en majorité les femmes, à l'adhésion aux Centres de Gestion Agrées (CGA) et aux bonnes pratiques en matière de commerce de détail ;
- la formation de 7800 commerçants détaillants dont 6372 femmes, soit (95%) ;
- la mobilisation de financement à l'endroit de **559** adhérents des CGA dont plus de la moitié (63,50%) constituées de femmes.

- Le projet << **Appui au Cadre intégré** >>

En vue d'intégrer l'économie du pays dans le système commercial multilatéral par le renforcement des capacités nationales en matière de commerce, le Projet d'appui au Cadre intégré intervient dans le secteur de la production et de l'appui à la commercialisation de la mangue, secteur fortement dominé par les femmes qui interviennent tout au long de la chaine de la collecte , du transport et de la vente des différents marchés régionaux .

A cet effet, des actions spécifiques ont été menées en 2015 au profit des femmes.

a- <u>Evaluations des activités genre 2015</u>

PROGRAMME II : Elaboration et mise en œuvre de la politique sectorielle du commerce et appui à la gestion des marches

Objectif n° 2: Organiser et renforcer les acteurs du commerce intérieur							
Indicateurs		Unité de Mesure	Périodes			**2015**	
			2012	2013	2014	**Prévis.**	**Réalisations**
2.2. Pourcentage de femmes bénéficiaires des appuis du projet PACD	Formation	%	45	65	71	**60**	**77**
	Financement		64	60	44	**60**	**31**
2.3 Pourcentage des collectivités territoriales bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de L'aménagement et de la gestion des marchés		%	56	100	50	**50**	**0**

Mise en œuvre du cadre intégré – renforcement des capacités des femmes

N°	Activites	2015	
		Nombre de femmes	Montant FCFA (Dépenses)
01	Appui à l'exportation d'une unité de transformation de fruits à **Yanfoîla** en faveur des femmes du cercle de **Yanfoîla**	100	30 321 214
02	Formation des femmes de l'**UTRAFRUY** sur les bonnes pratiques d'hygiènes (BPH) et de qualité et les bonnes de production (BPH) de la confiture de mangue	16	310 000
03	Participation des femmes au Salon international de l'Agriculture (SIA) à paris	02	7 595 000
04	Participation à l'Alliance Mondiale sur la karité	28	4 955 000
05	Participation à la conférence internationale sur la certification à Abidjan (RCI) Décembre 2015	02	5 801 000
06	Participation à la conférence internationale sur la certification à Dakar (FDAK) Décembre 2015	43	12 417 000
07	Participation à la Foire Exposition de Bamako (FEBAK) 2015	5	565 000
08	Participation à la Foire de fin d'année 2015 Bamako	2	518 000
09	Programme d'amélioration de la qualité des amandes de karité, le renforcement des organisations de femmes du cercle **de Bla** dans la production et la commercialisation des amandes de karité	116	9 960 000
10	Programme d'amélioration de la qualité des amandes de karité, le renforcement des organisations de femmes du cercle de **Dioîla** pour une association de femmes	116	9 960 000
11	Mise en place d'une unité de transformation de beurre de karité dans le cercle de **Dioîla** pour une association de femmes	110	9 070 000
12	Appui à l'acquisition de petits matériels de maraîchage pour les femmes à l'occasion de la journée internationale de la femme rurale	20	3 000 000

b- <u>Planification et budgétisation des actions 2015</u>

La Politique Nationale Genre sera mise en œuvre à travers les programmes **n°2** du Ministère du Développement Industriel.

Objectif	Indicateurs						Activités 2016
	Libellés	Réf	Cibles				
		2015	2016	2017	2018	2019	
Assurer la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie nationale pour le développement du secteur agroalimentaire	**4.1** Proportion de femmes/ hommes ayant suivi les sessions de formation sur la transformation agroalimentaire : -Femmes -Hommes	80 20	80 20	85 15	85 15	90 10	4.1.1 Poursuite des activités de sensibilisations et de formation des acteurs de la transformation
	4.2. Pourcentage d'unités agroalimentaires accompagnées appartenant aux : - Femmes - Hommes	80 20	80 20	85 15	85 15	85 15	4.2.1 Poursuite du suivi des unités agroalimentaires

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1- **Les enjeux - genre** :

Les Lois de la République du Mali ne contiennent aucune disposition discriminatoire entre l'homme et la femme en ce qui concerne leur droit inaliénable au travail.

Les femmes ne représentent qu'un tiers (30,06%) des effectifs de la fonction publique. Le constat est plus significatif au niveau de la catégorie A où elles ne représentent que 16,44%. Presque la même tendance est observée au niveau des recrutements avec 31,87% dans l'ensemble et 13,88% pour la catégorie A. C'est au niveau de la catégorie B1 que les femmes sont majoritaires avec 52,20% des effectifs en place et 60,94 % des recrutés en 2013.

Au niveau du Gouvernement, nous avons 8 femmes sur 34 ministres.

Il ressort aussi qu'au Mali, sur 147 députés, 14 seulement sont des femmes, 9 conseillers nationaux femmes contre 69 hommes, 8 femmes maires contre 695 hommes etc.

Sur 1025 agents recrutés dans la Fonction Publique en 2014 par voie de concours 699 étaient des hommes soit environ 70% et 326 femmes soit 30% environ. Les femmes étaient majoritaires seulement au niveau de la catégorie B1 où elles représentaient 62%. Au niveau des catégories supérieures elles étaient de 15%(cat A) et 38% (cat B2). 11 personnes handicapées recrutées dont 07 femmes soit 63% et 04 hommes 37%. Ce tableau est presque identique à celle des recrutements 2015.

Cette situation demeure un enjeu par rapport à la représentativité des femmes dans les prises de décision quand on sait que les postes de responsabilité sont exclusivement réservés au personnel de la catégorie A.

Tableau1 : Répartition des effectifs de la Fonction Publique d'Etat selon le statut, la catégorie et le sexe en 2013

Catégorie	Masculin		Féminin		Total
	Effectif	%	Effectif	%	
A	12 821	83,56	2 522	16,44	15 343
B2	10 494	68,60	4 803	31,40	15 297
B1	3 289	47,80	3 592	52,20	6 881
C	3 864	69,36	1 707	30,64	5 571
Contractuels	10 986	67,90	5 193	32,10	16 179
Total	**41 454**	**69,94**	**17 817**	**30,06**	**59 271**

Source : CPS/ATFPSI

Tableau 2 : Répartition des effectifs de la Fonction Publique d'Etat selon le statut, la catégorie et le sexe en 2015

Statut	Catégorie	Masculin		Féminin		Total
		Effectif	%	Effectif	%	
Fonctionnaires	A	12679	82,91	2613	17,09	15292
	B2	9157	66,69	4573	33,31	13730
	B1	2995	46,21	3486	53,79	6481
	C	3941	69,04	1767	30,96	5708
Contractuels		10542	68,22	4912	31,78	15454
Total		**39314**	**69,38**	**17351**	**30,62**	**56665**

Source : CPS/ATFPSI_Annuaire statistique 2015

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

les mesures spécifiques prises

L'application du plan d'actions 2010-2012 de la Politique Nationale du Travail a permis, la création au sein du Ministère en charge de la Fonction Publique par décision n°003281 du 15 novembre 2010 une UNITE-PARITE GENRE. Cette unité a pour mission, entre autres, de promouvoir l'égalité entre les sexes dans les emplois de la Fonction Publique.

A cet effet, un Comité Sectoriel d'Institutionnalisation de la Politique Nationale Genre (PNG) est créé auprès du département. Les missions de ce comité visent à :

- suivre la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre au niveau du ministère ;
- veiller à la prise en compte des questions de Genre dans la formulation des politiques publiques au niveau du ministère ;
- suivre l'exécution des plans opérationnels du ministère dans le domaine de la Politique Nationale Genre ;
- examiner les problèmes du Genre propres au ministère ;
- soumettre au ministre et au Secrétariat Permanent les propositions et recommandations qu'il juge appropriées pour la réalisation des objectifs de la Politique Nationale Genre.

Aussi, en application du Programme de Développement Institutionnel (PDI), il ressort que l'un des objectifs de la composante 5 dudit Programme prévoit l'implantation au sein de la Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel, d'une unité responsable de l'Egalité entre Femme et Homme.

La Direction Nationale de Fonction Publique et du Personnel (DNFPP), dans sa nouvelle restructuration, a créé une nouvelle division chargée de développer les emplois dans les postes de

responsabilités et de contrôle dans l'Administration Publique en faveur des deux groupes défavorisés à savoir les femmes et les personnes handicapées. Au sein de cette Division, il a été créé une section Genre chargée entre autres :

- d'apporter un appui –conseil aux services publics pour la prise en compte de la dimension Equité- Genre dans la gestion des carrières des agents publics ;
- d'élaborer et mettre en œuvre les outils d'implantation de l'Equité-Genre au sein de l'administration publique en faveur des Femmes et des Handicapés ;
- d'élaborer le programme de formation et d'habilitation des femmes et des responsables en Equité-Genre des directions des ressources humaines ;
- de produire les données statistiques sur le genre dans le système d'information de l'administration publique ;
- d'évaluer les résultats de l'application des mesures en équité et genre et d'assurer leur diffusion au sein de l'administration publique ;
- de développer un programme d'accès à l'égalité dans les emplois.

Dans le cadre de la sous-représentation des femmes dans l'accès aux emplois de l'Administration, des ateliers de formation sont organisés chaque année dans les domaines bien ciblés, pour assurer un meilleur équilibre par l'accompagnement des futures candidates aux concours d'entrée à la fonction Publique.

Par ailleurs, l'adoption par l'Assemblée Nationale de la Loi 05 du 18 décembre 2015 et sa promulgation par le Président de la République constitue une avancée significative. Sa mise en œuvre permettra de réduire les inégalités de genre entre les femmes et les hommes dans les instances nominatives et électives.

a- <u>L'évaluation des activités du rapport genre 2015</u>

Les activités programmées en 2015 dans le cadre du budget-programmes ont été exécutées à souhait.

Le retrait et la réinsertion de 936 enfants en 2015 dont 459 filles et 477 garçons contre 927 enfants en 2014 dont 448 filles et 479 garçons sur 2 450 729 enfants à retirer et réinsérer, soit 0,38%. La contreperformance s'explique par la non atteinte des résultats annoncés de la CNLTE, due au manque de moyens pour la mise en œuvre des projets de retrait et de réinsertion des enfants victimes de PFTE.

Programme n°2 : Amélioration de la gestion administrative des agents de l'Etat

Objectif n°3 : Disposer d'un système d'information national à jour sur les ressources humaines de l'Etat et accessible.						
Indicateurs de résultats	**Unité de mesure**	**Période**			**2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévisions**	**Réalisations**
3.1. Niveau de réalisation du système d'information national sur les ressources humaines de l'Etat.	**%**	-	35	80	100	100

Programme n°3 : Amélioration du cadre législatif du Travail

Objectif 2: S'assurer de l'application de la législation et de la réglementation du travail.						
Indicateurs de résultats	**Unité de mesure**	**Période**			**2015**	
		2012	**2013**	**2014**	**Prévisions**	**Réalisations**
2.3. : Pourcentage d'enfants retirés des pires formes de travail des enfants et Réinsérés (Filles)	**%**	-	4 (60)	37 (65)	42 (70)	0,38 (49)

b.La planification et budgétisation des actions genre

La politique Nationale Genre est mise en œuvre par le Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative à travers les programmes 2 et 4 :

Programme n°2 : Amélioration de la gestion administrative des agents de l'Etat

Objectifs	**Indicateurs**					**Activités 2017**
	Libellé	**Réf. 2015**	**Cibles**			
			2017	**2018**	**2019**	
Objectif 3 : Disposer d'un système d'information national à jour sur les ressources humaines de l'Etat et accessible	3.1 Taux de mise à jour du système d'information national sur les ressources humaines de l'Etat	100%	80	90	95	3.1.1 Utilisation du logiciel de Gestion des R.H 3.1.2 Production des statistiques sur les R.H

Programme n°3 : Amélioration du cadre législatif du Travail

Objectif	Indicateurs					Activités 2017
	Libellé	Réf. 2015	Cibles			
			2017	2018	2019	
Objectif 4: Promouvoir les actions de lutte contre le Travail des Enfant	**4.1.** Taux de réalisation du programme d'activités de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants	-	50	55	60	4.1.1. Organisation d'une table ronde des PTF pour le financement du Plan d'Actions National pour l'Elimination du Travail des Enfants au Mali (PANETEM)
	4.2. Taux de réinsertion des enfants retirés des pires formes de travail des enfants (Filles)	0,38 (49)	80 (55)	70 (50)	75 (55)	4.2.1 Retrait et réinsertion des enfants victimes des pires formes de travail 4.2.2 Tenue des réunions du Comité Directeur National de lutte contre le Travail des Enfants (CDN)

Tableau 1 : Répartition des effectifs de la Fonction Publique d'Etat selon le statut, la catégorie et le sexe en 2015

Statut	Catégorie	Masculin		Féminin		Total
		Effectif	%	Effectif	%	
Fonctionnaires	A	12679	82,91	2613	17,09	15292
	B2	9157	66,69	4573	33,31	13730
	B1	2995	46,21	3486	53,79	6481
	C	3941	69,04	1767	30,96	5708
Contractuels		10542	68,22	4912	31,78	15454
Total		**39314**	**69,38**	**17351**	**30,62**	**56665**

Source : CPS/ATFPSI_Annuaire statistique 2015

MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION

1- <u>Les enjeux-genre :</u>

L'inégalité persistante entre hommes et femmes dans les domaines de la communication, de l'information et des nouvelles technologies diminue relativement aux efforts entrepris dans le secteur.

La progression favorable des indicateurs que ce soit pour l'accès à la radio, à la télévision, au téléphone et à l'internet, améliore l'image de la femme dans les médias. Des avancées sont notées dans le domaine de l'information et de l'animation qui donne une image de femme élégante et moderne, impliquée dans sa profession, engagée, compétente, égale à ses collègues masculins. Aussi, dans le domaine de la publicité et les sketchs les clichés montrant une image négative de la femme s'améliorent, ils montrent de plus en plus les femmes au centre de la décision, participatives, entreprenantes et impliquées.

La modernisation économique et sociale du Mali, à laquelle les femmes prennent une part importante, passera par l'amélioration de l'accès à Internet, un accès encadré des femmes à Internet permet de réelles perspectives d'apprentissage, et d'accès à un nombre particulièrement important de documents pédagogiques.

Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

La vision sectorielle à long terme est d'accélérer le processus de développement par une utilisation accrue des TIC, grâce à un accès universel aux technologies de l'information et de la communication de qualité. L'objectif stratégique consiste à étendre et améliorer la qualité des infrastructures et services de communication et à assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût. Les principaux acteurs sont : l'Administration, les PTF, les usagers des infrastructures et moyens de communication existants, les journaux et radios privés, les syndicats et les ONG. Les Partenaires Techniques évoluant dans les TIC sont la Banque Africaine de Développement et l'Agence Française de Développement avec le projet « Techno La Loi sur la Publicité adoptée et sa mise en œuvre entamée pour lutter efficacement contre les clichés dépassés, réducteurs et dégradants qui véhiculent une image négative des femmes.

Les mesures spécifiques

1. Les réalisations majeures enregistrées au cours de l'année 2015 ont porté sur la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur grâce à des infrastructures et services de communication dans le but d'assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût.

2. Un cadre juridique propice à la promotion des services privés de communication audiovisuelle est mis en place grâce au vote de la Loi relative aux services privés de communication audiovisuelle et ses décrets d'application, à l'adoption du texte de création de la Haute Autorité de la Communication et à l'élaboration du projet de Loi sur la publicité déposé à l'Assemblée Nationale.
3. L'année 2015 a aussi été marquée par (i) la poursuite des opérations de réhabilitation des infrastructures endommagées par la crise sécuritaire et sociopolitique du pays avec toujours des difficultés ; (ii) la connexion de deux (02) communes à l'Internet et de deux (2) écoles à l'Internet respectivement dans le cadre du projet de connexion des communes et des écoles du Mali réalisées par l'AGETIC ; (iii) la promotion de l'information et de la communication assurée grâce à l'extension de la couverture TV/FM du territoire national et à la réalisation et la diffusion des paquets pédagogiques.
4. La couverture du territoire national en télévision et en radio est restée stable (96% et 83%) due à l'instabilité au Nord pour la reconstruction de toutes les infrastructures endommagées.

IV -CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La mise en œuvre du premier plan d'actions (2011-2013) de la Politique Nationale Genre a été affectée par les conséquences de la crise politico-institutionnelle et sécuritaire survenue en 2012. De nombreuses activités prévues n'ont pas pu être réalisées en 2013 avec la suspension des programmes de coopération et l'insuffisance du financement intérieur.

Par ailleurs, la démarche de planification et de budgétisation sensible au genre, souffre toujours (i) du retard dans la mise en place du mécanisme institutionnel de la Politique Nationale Genre, (ii) de l'insuffisance de données sexo-spécifiques, (iii) du faible niveau d'appropriation du concept genre.

Au regard de ces difficultés, il est indispensable :

- de mettre en œuvre le plan stratégique (2016-2018) ;
- d'élaborer le profil genre des dix secteurs identifiés dans la Politique Nationale Genre ;
- de réaliser la formation sur l'Indice de Développement des Inégalités en Afrique (IDISA);
- de former les cadres des Départements ministériels en matière de Budgétisation sensible au Genre.

ETAT Q

ANNEXE SUR LES DEPENSES FISCALES

Mme KOUYATE Cissé Sylla

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Direction Générale des Impôts

Cellule de Politiques Fiscales

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

SITUATION PROVISOIRE DES DEPENSES FISCALES

ANNEE 2015

INTRODUCTION :

La fiscalité malienne se caractérise par une multitude d'exceptions et de régimes particuliers, dérogeant aux règles de droit commun. Ces dispositions de la loi fiscale qui comprennent des exonérations et divers mécanismes affectant le calcul de l'impôt, concernent aussi bien la fiscalité des ménages que celle des entreprises.

Ces dispositions dérogatoires sont qualifiées par les spécialistes de « dépenses fiscales ».

Le concept de dépenses fiscales, qui « apparaît à la fois comme le symétrique de l'expression dépenses budgétaires et comme le négatif de l'expression recettes fiscales », permet de souligner que ces dispositions fiscales dérogatoires représentent un manque à gagner pour le budget de l'Etat, même si ce coût est, moins visible et moins connu que celui des autres dépenses publiques.

L'expression « dépense fiscale » ne doit cependant pas conduire à considérer que l'ensemble des flux économiques (revenus, épargne, valeur ajoutée, etc.) constituent par nature une matière taxable et que toute exemption peut être présentée comme une moindre recette pour l'Etat.

Toutes fois, le foisonnement des dispositions fiscales dérogatoires pourrait conduire à des «démembrements de la fiscalité» et aller à l'encontre de l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, dont l'article 13 prévoit que l'indispensable contribution commune « doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés ».

A ces différentes facettes de la fiscalité dérogatoire correspondent des enjeux essentiels : celui de la maîtrise budgétaire de ces dispositifs dans un contexte de finances publiques particulièrement tendu, celui de l'efficacité de ces dispositifs ou encore celui de la simplification de la fiscalité.

Ainsi, pour une meilleure transparence financière du budget général de l'État, et dans une optique d'optimisation du rendement fiscal et d'amélioration de la performance, il est nécessaire de procéder à l'évaluation du coût budgétaire de ces dépenses fiscales.

La présente évaluation porte en partie sur la fiscalité directe et indirecte. Elle est axée sur les chiffres relatifs aux exonérations accordées par la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale des Douanes.

Outre l'introduction et la conclusion, le présent rapport, s'articule autour de quatre chapitres :

- Chapitre I, la présentation globale des dérogations fiscales ;

- Chapitre II, la dépense Fiscale : définition générale, définition du système de référence ;

- Chapitre III, le Cadre Méthodologique ;

- Chapitre IV, l'Analyse Budgétaire des Dépenses Fiscales.

CHAPITRE I : PRESENTATION GLOBALE DES EXONERATIONS FISCALES :

Les exonérations fiscales font partie des outils de politiques fiscales des gouvernements. Elles sont utilisées en lieu et place des dépenses directes pour dynamiser, encourager ou soutenir des secteurs d'activité et/ou une catégorie de contribuables. Ce sont des formes de dépenses de droit permettant au contribuable qualifié de prétendre au bénéfice de l'argent public. Elles proviennent de sources différentes et peuvent prendre diverses formes.

1) Les sources des exonérations :

Les mesures d'exonérations fiscales découlent aussi bien du régime de droit commun (Code Général des Impôts, Code des Douanes), des régimes dérogatoires permettant à certains contribuables de bénéficier d'allègement fiscal (Code des Investissements, Code Minier, Code Pétrolier, loi sur la promotion immobilière, loi sur les micros finances, etc.), des conventions internationales et bilatérales, que des mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels (ordonnance, décret, arrêtés .....).

2) Nature des exonérations :

Les dérogations fiscales portent, soit sur l'assiette imposable, soit sur les taux d'imposition, soit sur la trésorerie de l'entreprise :

- Au niveau de **l'assiette imposable**, les mesures dérogatoires concernent les exonérations totales ou partielles, temporaires ou définitives, les déductions, les décotes, les abattements et les provisions en franchise d'impôts ;

- Au niveau **des taux d'imposition**, l'écart entre les taux préférentiels accordés à certaines activités et les taux normaux est considéré comme une dépense fiscale (taux réduit de Taxe sur La Valeur Ajoutée par exemple) ;

- Les amortissements dégressifs constituent des **facilités de trésorerie**.

Par ailleurs, les dérogations fiscales peuvent prendre différentes formes :

- **exonérations :** montants exclus de la base d'imposition ;

- **abattement ou déductions** : montants déduits du revenu de référence pour obtenir la base d'imposition ;
- **décote** : montant calculé sur la base d'un plafond et déduit de l'impôt calculé ;
- **réduction de taux** : taux d'imposition réduit appliqué à une catégorie de contribuables ou de transactions imposables ;
- **report d'impôt** : délai de paiement de l'impôt *(Exemple: dépréciation accélérée*);
- **Crédits d'impôt** : montants déduits de l'impôt dû mais remboursables

L'inventaire de toutes les mesures d'exonérations fiscales en vigueur provenant de différentes sources a permis de recenser quatre cent cinquante-deux (452) dispositions dérogatoires (Voir Annexe 1)

CHAPITRE II : LES DEPENSES FISCALES :

L'atelier, organisé par la commission de l'UEMOA les 5 et 6 mars 2014 avec l'appui du ministère français des Affaires étrangères et du Pôle Stratégies de Développement et Finances Publiques du centre régional du PNUD pour l'Afrique en vue « **d'harmoniser la compréhension de la notion de dépenses fiscales et la méthodologie d'évaluation de leurs coûts**» dans les Etats membres de l'UEMOA, a dégagé *certaines idées prioritaires* **quant à la définition de la dépense fiscale, de *la norme et du système de référence (régime fiscal de base), de la délimitation du périmètre d'évaluation aux impôts nationaux et de la méthodologie à adopter.***

1) Définition de la dépense fiscale :

Cet atelier a défini la dépense fiscale « **comme un abandon définitif de recette fiscale sans tenir compte de l'ancienneté de l'exonération accordée, ni du régime suspensif ».**

La dépense fiscale est donc une perte de recettes pour l'État, et pour le contribuable, un allègement de charges fiscales par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal malien.

Néanmoins, toute mesure entraînant une perte de recettes pour le budget de l'État n'est pas nécessairement une dépense fiscale.

Les caractéristiques qui peuvent aider à la qualification d'une mesure de dérogation fiscale en « dépense fiscale » sont :

a) la dérogation par rapport à un système de référence (qualifier une mesure de "dépense fiscale" suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle dérogerait) ;

b) la motivation à but incitatif ;

c) la possibilité de remplacement par une subvention directe.

L'identification des dépenses fiscales est un exercice de **classification** qui revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, **entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence (**découlant de la norme**) et une série de dispositions qui dérogent à ce système**. Elle requiert donc **une définition claire du système de référence**.

La définition d'un système de référence est donc l'étape essentielle du processus d'évaluation de la dépense fiscale.

2°) <u>Définition du système de référence :</u>

Il n'y a pas une définition standard du système de référence qui serait une norme communément admise au niveau international.

Il implique pour chaque pays, des choix de politiques économiques sociales et fiscales. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire. A ce titre, deux options sont envisageables :

(1) sur la base de la législation existante ;

(2) ou en considérant le système optimal visé à terme (meilleures pratiques connues pour chaque taxe à l'interne et /ou à l'externe).

L'option (1) plus pragmatique est le plus souvent choisie par les pays.

Ceci signifie que les éléments du cadre de référence (la norme) doivent **être de nature législative** et **revêtir un caractère général**.

Trois critères définissent le système de référence : ancienneté de la mesure, caractère général et doctrine fiscale.

Cependant, le critère d'ancienneté n'a pas été retenu par la commission de l'UEMOA pour assimiler une dépense fiscale à une composante d'un système fiscal de référence.

Certains organismes internationaux estiment que le système fiscal de référence doit comprendre : « La structure des taux, les conventions comptables, la déductibilité des paiements obligatoires, des dispositions visant à faciliter l'administration et des dispositions concernant les obligations fiscales internationales. »

Les aspects structurels de la législation, comme les abattements personnels ou les taux progressifs, sont aussi jugés comme faisant partie du système fiscal de référence et ne sont donc pas des dépenses fiscales.

En outre, certaines dispositions d'atténuation du taux ou de base imposable visant à éliminer la double imposition ou à se conformer à des pratiques normalisées au plan international ou sous-régional ne sont pas non plus considérées comme des dépenses fiscales.

Une dépense fiscale n'existe donc que par rapport à un système fiscal de référence. Pour chaque type d'impôt, le choix du système de référence consiste à définir le champ d'application, la base imposable et le ou les taux ou tarifs.

Par souci de simplification, beaucoup de pays retiennent tout simplement le Code général des impôts et le Code des douanes comme système de référence.

Le projet de décision initié au cours de l'atelier de validation du projet d'acte communautaire sur l'évaluation des dépenses fiscales dans les États membres de l'UEMOA qui s'est tenu du 03 au 05 décembre 2014 à Cotonou a ainsi défini le Système Fiscal de Référence en son article 5 :

« Les États membres définissent un système fiscal de référence basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière.

Ce système de référence est le régime fiscal le plus neutre possible s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques avec le moins de discrimination possible. Il indique, pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux.

Toute mesure dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation.

Les dispositions fiscales dérogatoires contenues dans les conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés font partie du système fiscal de référence.

En matière de législation fiscale intérieure, le système fiscal de référence est défini en fonction de la réglementation communautaire relative à l'harmonisation de la fiscalité interne des États de l'Union.

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au Tarif Extérieur Commun ».

Par exemple est défini comme **système de référence pour les impôts et taxes entrant dans le périmètre d'évaluation de cette étude {(Impôt sur les sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, Taxe sur la Valeur Ajoutée, Droits de Douane, Redevances Statistiques, Droits d'Enregistrement) les éléments suivants** (Voir en document joint, le détail des éléments définis comme système de référence par taxes et impôts en vigueur au Mali) :

L'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est encadrée par la directive C/DIR1/05/ 2007 portant harmonisation des législations des états membres de la CEDEAO en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) : Les pays membres ont la latitude de pouvoir choisir leur taux applicable dans une fourchette de 5 à 20%. Ils ont en outre la possibilité de fixer aussi un taux réduit de TVA en plus du taux normal choisi (art 30 de la directive).

Dès lors que l'application du taux réduit de TVA ou l'exemption ne résulte pas d'une obligation communautaire, c'est le caractère incitatif, général ou sectoriel de cette application qui détermine si la mesure est considérée ou non comme une dépense fiscale.

Ainsi, sont considérées comme des dépenses fiscales les exonérations ou réductions de taux qui ont pour objet de soutenir un secteur particulier (énergies renouvelables et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les taux réduits ou les exonérations qui s'appliquent à des produits de base avec un objectif de redistribution entre les ménages sont, en revanche, considérés comme conformes aux principes généraux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (par exemple les médicaments, les céréales, le pain etc.)

Ainsi, peuvent faire partie intégrante de la norme de référence, les produits et services expressément exonérés par la directive sus mentionnée (art 8) et transposés dans le Code Générale des Impôts.

Les taux retenus par le Mali sont **18% et 5%.**

- **Taxe sur les activités financières:**

Sont soumis à la Taxe sur les Activités Financières, les produits des opérations qui se rattachent aux activités bancaires ou financières, et d'une manière générale tout produit se rattachant au commerce des valeurs et de l'argent. Le taux est de **15%** ramené à **17%** en 2015.

- **Droits d'Enregistrements, de mutations et de successions:**

Les droits d'enregistrement sont **fixes, proportionnels, ou progressifs** suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieure

La norme de taxation consiste à se référer aux divers taux et conditions d'application du Code générale des Impôts(CGI) suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

3) Le Périmètre d'évaluation des dépenses fiscales:

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères : l'importance de la mesure (coût) et la disponibilité des données.

Sa délimitation consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'État seulement ou impôts d'État et impôts locaux) et la période couverte par cette évaluation. Les évolutions de la norme peuvent aussi entrainer des changements de périmètre d'évaluation (impôt et taxe à évaluer, taux à introduire ou à exclure etc.).

L'UEMOA a préconisé, qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux des pays membres, le périmètre d'évaluation de la dépense fiscale soit limité aux impôts et taxes nationaux et principalement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et aux Droits de Douanes.

Dans cette étude la Direction Générale des Impôts (DGI) et la Direction Générale des Douanes ont retenu dans leur champ d'évaluation quatre (5) impôts, taxes et droits (Taxe sur la Valeur Ajoutée, Droits de Douane, Impôt sur les Sociétés-Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, Droit d'Enregistrement et la Redevance Statistique).

CHAPITRE III : LE CADRE METHODOLOGIQUE :

Normalement, l'approche méthodologique retenue en matière d'évaluation de dépenses fiscales repose sur l'évaluation des régimes dérogatoires par rapport au régime d'imposition de base (norme de référence) concernant les différents secteurs d'activité et l'architecture propre à chaque impôt et taxe en termes de taux et de base imposable.

Les dérogations fiscales retenues peuvent être classées, selon plusieurs critères : le type d'impôt, le régime, le bénéficiaire de la mesure, l'objectif ou le but visé, le secteur d'activité.

- Le classement par type d'impôt montre que la plupart des mesures d'exonérations fiscales en termes de nombre relèvent de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (118), de L'impôt sur les Sociétés-Impôt sur les

Bénéfices Industriels et Commerciaux (54), des droits d'enregistrement (43), des droits de douane (34) etc. **(Voir tableau 1)**

Tableau n° 1 : Répartition des mesures recensées par type d'impôt ou taxe

Impôts ou Taxe s concernés	Nombre de mesures dérogatoires par impôt droit et taxe
Taxes sur la Valeur Ajoutée (TVA)	*118*
Impôt sur les Sociétés et Impôt sur le Bénéfice industriel et Commercial (IS/ IBIC)	*54*
Droits d'Enregistrement (DE)	*43*
Droits de Douanes(DD)	*34*
Contribution des Patentes	*32*
Redevance Statistique (RS)	*30*
Taxe Conjoncturelle à l'Importation(TCI)	*30*
Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	*21*
Impôt sur le revenu Foncier (IRF)	*14*
Droits de Timbre (DT)	*13*
Taxe sur les Contrats d'Assurance(TCA)	*13*
Taxes sur les Activités Financières(TAF)	*8*
Impôt sur les Traitements et Salaires (ITS)	*8*
Taxe de Développement Régionale et Locale(TDRL)	*8*
Impôt Minimum Forfaitaire	*4*
Taxe sur les Prestations de Services (TPS)	*4*
Contribution Forfaitaire à la Charge de l'Employeur (CFE)	*3*
Impôt sur le Bénéfice Agricole (IBA)	*2*
Taxe Intérieur sur les Produits Pétroliers(TIPP)	*2*
Taxe sur le Bétail	*2*
Taxe sur les Armes à Feu	*2*
Impôt Spécial sur Certains Produits(ISCP)	*1*
Impôt Synthétique	*1*
Contribution forfaitaire su le Billet d'Avion (CFBA)	*1*
Taxe sur la Bicyclette	*1*
Taxe sur les Véhicules Automobiles	*1*
Amortissement Accéléré	*1*
Contribution des Licences	*1*
Total	*452*

Le classement par régime, attribue cents soixante seize (176) mesures d'exonération au niveau du Code Général des Impôts (CGI), viennent ensuite les différents Codes des Investissements avec 150 mesures, le code minier avec 52 mesures etc.. Le tableau n°2 résume ce classement.

Tableau n° 2 : Répartition des mesures recensées par régime d'imposition

régime d'imposition	Nombre de mesures de dérogations par régime
Code Général des Impôts	176
Code des Investissements	150
Code Minier	52
Conventions	20
Code Pétrolier	17
Entreprise Touristique	12
Micro finance	9
Mission Diplomatique	8
Promotion Immobilière	8
TOTAL	**452**

1- Le périmètre méthodologique :

Le périmètre de l'étude actuelle s'est limité à certains des impôts et taxes dont, le produit est attribué à l'État et les données disponibles.

La fiscalité locale, les prélèvements sociaux au profit des institutions de retraite, les crédits d'impôts et autres décotes, n'ont pas été inclus dans ce chiffrage.

Par ailleurs, les pertes engendrées par la réduction du taux des impôts et taxes sur certains produits et services, les exonérations des secteurs immobiliers, et des micros finances, ainsi que la non-imposition du secteur agricole n'ont pas fait l'objet d'évaluation par manque de données et/ou de difficultés de collecte de renseignements.

2- La période de référence :

En règle générale, l'évaluation de la dépense fiscale est annuelle et accompagne la Loi des Finances.

La présente évaluation concerne les dépenses fiscales de l'année 2015.

3- Méthode de calcul :

Il existe trois méthodes pour l'évaluation du coût « des dépenses fiscales » :

- estimation du montant des « pertes de recettes toutes choses égales par ailleurs » en mesurant ex post le coût de « l'écart à la norme » ;

- estimation du « gain en recettes » qui résulterait de la suppression d'une mesure en tenant compte de l'effet qu'elle induit sur le comportement des agents ;

- intégration dans l'estimation du « gain en recettes non seulement des effets des changements de comportement des agents sur elle-même, mais également des interactions avec les autres mesures (fiscales, sociales, etc.), voire les effets indirects qui résultent de la nouvelle situation.

La méthode de calcul des « pertes de recettes toutes choses égales par ailleurs », la plus usitée en règle générale, a été retenue par le Mali aussi, car la plus facile à exploiter.

CHAPITRE IV : DETERMINATION DU COÛT DES DEROGATIONS:

1- La méthode de collecte :

Elle a consisté à recueillir, au niveau de chacune des structures d'assiette de la Direction Générale des Impôts et de la Direction Générale des Douanes les montants de toutes les exonérations Fiscales accordées du 1er janvier au 31 décembre 2015.

Par la suite, il a été procédé à la compilation des données en tenant compte du périmètre d'évaluation et du système de référence pour l'évaluation effective de la dépense fiscale.

Ces données ont été analysées par source légale (Dispositions du Code Général des Impôts, des Codes Miniers et des Codes des Investissements et autres...) et par type d'impôts, de droits et de taxes.

2- Analyse budgétaire des dépenses fiscales :

L'étude a concerné les mesures de dérogations fiscales engendrant des dépenses fiscales et concernée par le périmètre d'évaluation (principaux impôts et taxes d'états).

L'analyse de ces dépenses fiscales au regard de certaines données du budget d'État de 2015 permet de tirer les enseignements ci-après :

Le montant de la dépense fiscale de l'année 2015 est évalué à 203.45 milliards de Francs CFA. Comparé à celui de 2014, le montant des dépenses fiscales a connu une légère baisse d'environ 12 milliards de Francs FCA. Ce coût rapporté aux rubriques du budget se présente comme suit :

- **11.84% des prévisions de recettes budgétaires** de la loi des finances rectifiée s'élevant à **1714 milliards** de francs CFA ;
- **19.80% des prévisions de recettes fiscales totales** de la loi des finances rectifiée s'élevant à **1025 milliards** de francs CFA ;
- **116.67% du déficit budgétaire (174** milliards de francs CFA).
- Comparé au montant **du Produit Intérieur Brut (PIB) (6394** milliards de francs CFA) du même exercice, le montant des dépenses fiscales représente **3.17%.**

(Voir tableau 3)

Tableau 3: Tableau comparatif des dépenses fiscales et ratios (analyse budgétaire)

RUBRIQUES	ANNEE 2014		ANNEE 2015	
	MONTANTS (en milliards) 2014	RATIOS (DF/rubrique) 2014	MONTANTS (en milliards) 2015	RATIOS (DF/rubrique) 2015
dépenses fiscales calculées	217		203	
recettes budgétaires prévisionnelles	1660	13,11%	1714	11,84%
recettes fiscales prévisionnelles	908	23,97%	1025	19,80%
déficit budgétaire prévisionnel	146	148,55%	174	116,67%
Produit Intérieur Brut (PIB)	5932	3,67%	6394	3,17%

NB :

- ***Les chiffres sont provisoires compte tenu du fait que les données d'IS-BIC pour 2015 sont en fait issues des affaires réalisées en 2014 mais déclarées en 2015.***
- ***Des retraitements s'effectuent régulièrement au cours de l'année ce qui va toujours jouer sur le montant des dépenses fiscales. Cette considération a fait que dans les tous les pays de la sous région, l'évaluation provisoire des dépenses fiscales ne s'effectue que annuellement et la validation plus tard. A titre d'illustration, au Sénégal, c'est cette année (2016) que la situation des Dépenses fiscales de 2013 est en train d'être validée.***

analyse par type d'impôt :

La ventilation des dépenses fiscales par type d'impôt permet de préciser la part des dépenses fiscales afférentes à chaque impôt et sa part dans les recettes propres de l'impôt considéré.

Par impôt, les dépenses fiscales les plus importantes se présentent comme suit :

Tableau 4: Tableau comparatif des dépenses fiscales par impôt et taxe

	ANNEE 2014		ANNEE 2015 (provisoire)	
IMPÔT OU TAXE	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part impôt ou taxe /montant dépense fiscale globale	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part impôt ou taxe /montant dépense fiscale globale

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	145,90	67,06%	156,45	76,90%
DROITS DE DOUANE	53,04	24,38%	35,96	17,68%
REDEVANCE STATISTIQUE	12,09	5,56%	7,53	3,70%
IMPÔT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX	6,44	2,96%	2,98	1,46%
DROITS d'ENREDISTREMENT	0,11	0,05%	0,53	0,26%
TOTAL %	217,58	100,00%	203,45	100,00%

Il est à remarquer que la plus importante perte concerne la TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE, elle représente plus de 76% du montant total des dépenses de l'année 2015. Contrairement à la TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE, les droits de douane sont en baisse de plus de 17 milliards. La diminution du coût des dépenses des droits de douane explique en grande partie la baisse du coût total des dépenses de 2015.

3- analyse par source :

L'analyse de la dépense fiscale découlant des principales sources légales d'exonérations se présente comme suit :

Tableau 5: Tableau comparatif des dépenses fiscales par source

	ANNEE 2014		ANNEE 2015 (provisoire)	
PAR SOURCE	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part source/montant dépense fiscale globale	Montant de la dépense fiscale (en milliards)	Part source/montant dépense fiscale globale
CODE GENERAL DES IMPÔTS	62,74	28,84%	15,38	7,56%
EXONERATIONS ADMINISTRATIVES	50,97	23,43%	140,90	69,26%
CODES MINIERS et PETROLIER	45,55	20,93%	13,45	6,61%
CONVENTIONS	21,30	9,79%	8,10	3,98%
FININANCEMENTS EXTERIEURS	20,86	9,59%	18,29	8,99%
CODES DES INVESTISSEMENTS	15,84	7,28%	5,78	2,84%
PROMOTION IMMOBILIERE	0,21	0,10%	1,43	0,70%
AUTRES	0,11	0,05%	0,12	0,06%
TOTAL	217,58	100,00%	203,45	100,00%

Il ressort de l'analyse du tableau 5, que la plus grande part des dépenses fiscales est constituée par celles issues des Arrêtés Ministériels avec plus de 69%, suivent celles provenant du Code Général des Impôts avec 7.56%. Le montant des dépenses des Arrêtés représente presque le triple de celui de 2014, composé uniquement de Taxe sur la Valeur Ajoutée. Les pertes de recettes engendrées par les avantages fiscaux provenant des codes miniers et pétroliers et les Codes des investissements sont à la baisse par rapport aux mêmes pertes de l'année passée (2014).

4- Analyse sectorielle succincte :

En fonction de la disponibilité des données, l'analyse des Dépenses Fiscales par branches d'activité n'a été que partielle. Elle a porté sur deux secteurs (santé, agricole).

Cette évaluation a concerné seulement la Taxe sur la Valeur Ajoutée. (Voir tableau ci-dessous)

Tableau 6

RUBRIQUE	TOTAL DGI		TOTAL DGD		TOTAL DGI-DGD	
	BASE TAXABLE	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	BASE TAXABLE	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	BASE TAXABLE	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE
SANTE (SR)	132 205 287 730	23 796 951 791	777 926 211	140 026 718	132 983 213 941	23 936 978 509
PRODUITS AGRICOLES (SR)	149 699 194 612	26 945 855 030	25 052 982 674	4 509 536 881	174 752 177 286	31 455 391 911
TOTAL	**281 904 482 342**	**50 742 806 822**	**25 830 908 885**	**4 649 563 599**	**307 735 391 227**	**55 392 370 421**

La plus grosse part des exonérations accordées dans le domaine de la santé et dans le secteur agricole provient de l'article 195 du Code Général des Impôts. Bien que n'ayant pas été incluse dans le chiffrage des dépenses fiscales, la perte liée aux exceptions de ces deux secteurs contribue à l'amélioration du pouvoir d'achat de la population. De l'analyse, les déficits représentent respectivement dans la dépense fiscale totale de l'année 2015 :

- 11,77% pour les produits et les services de la santé
- 15,46% pour les intrants agricoles

1- <u>analyse de l'efficacité économique des dépenses fiscales :</u>

Il serait intéressant de pouvoir effectuer une analyse approfondie de l'efficacité économique des exonérations fiscales tant sur le plan des objectifs et des résultats attendus que sur le plan de l'incitation

à l'investissement et même de l'impact socio - économique interne. Cette analyse nécessite de grands moins financiers. Néanmoins, il peut être signalé que :

- plusieurs études ont démontré que la décision d'investir n'est pas forcément conditionnée à l'octroi d'avantages fiscaux. En effet, la fiscalité vient loin derrière les principales préoccupations de l'investisseur qui sont, la stabilité politique, la sécurité juridique, l'exercice libre de son activité, la propriété du sol et la garantie offerte pour rapatrier les bénéfices après impôts ;

- Taxe sur la Valeur Ajoutée, impôt sur la consommation, représente à elle seule plus de 76% des dépenses fiscales. Ce constat doit nécessairement nourrir des réflexions en ce qui concerne l'efficacité économique et/ou sociale de telles mesures d'allégement fiscal compte tenu de l'objectif visé à la mise en place de cette taxe.

Par ailleurs, afin de maintenir un climat social serein, les mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels peuvent parfois s'avérer nécessaires car permettant de maitriser les prix de certains produits de première nécessité pendant une période déterminée ou d'aplanir certains problèmes du moment liés au climat social.

CONCLUSION :

L'évaluation des dépenses fiscales est une tâche importante, dont les retombées peuvent être significatives en termes de transparence budgétaire et d'explicitation de la politique fiscale. C'est également un travail délicat qui demande trois préalables importants :

- **Le regroupement des dispositions fiscales dans un document unique.**

La multiplicité des textes, leur nature et origine (Codes des investissements, minier, douanier, impôt…) rend le recensement des régimes dérogatoires difficile. Il est essentiel de regrouper l'ensemble des dispositions fiscales dérogatoires dans un document unique : idéalement le Code général des impôts. Ce rassemblement est d'ailleurs l'une des recommandations fortes du CREDAF et de l'UEMOA en matière d'évaluation des dépenses Fiscales. Afin d'éviter que se renouvelle la dispersion des textes, il importe de conditionner l'adoption d'un texte de cette nature à l'avis conforme préalable du Ministère en charge de l'économie et des finances et son inscription dans la Loi de finances.

- **La mise au point d'une procédure de collecte obligatoire de l'information**

La caractéristique de base d'une dépense fiscale est d'être dérogatoire par rapport aux principes généraux d'un impôt donné. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la dérogation peut prendre la forme d'une déduction sur le revenu imposable, d'une réduction d'impôt, d'un taux d'imposition particulier ou même d'une exemption de revenus. L'évaluation des dépenses fiscales demande donc de disposer des

données sur les opérations qui sont concernées. Il est important, et même fondamental, de mettre en place une procédure de collecte des données régulière.

Concrètement, l'attention doit être portée vers les deux principes suivants :

- ✓ Le maintien des obligations déclaratives
- ✓ La prise en compte de toutes les informations relatives aux exonérations dans les déclarations

- **La mise en place d'une structure pluridisciplinaire dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales**

A l'instar des autres pays, la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales doit être composée de cadres des impôts, des douanes, de tous les ministères sectoriels et d'autres cadres dont l'apport pourrait être nécessaire. Cette structure aura pour mission d'assurer un suivi stratégique et un rôle de veille. Elle recense les dépenses fiscales et met en place la méthodologie de suivi des avantages fiscaux (gestion de l'information, consolidation des données, analyse des données et rédaction du rapport sur les dépenses fiscales). Naturellement elle serait l'Interlocuteur des services du Ministère de l'Economie et des Finances sur le sujet des dépenses fiscales.

Un plan de formation spécifique devra être mis en place à l'intention des agents de cette structure.

. Documents joints :

- Tableau de la dépense fiscale 2015
- Matrice des exonérations fiscales en République du Mali
- Note sur la codification des exonérations fiscales
- note sur le Système de référence

Bamako, le 12 février 2016

Le Chef de la Cellule de Politiques Fiscales PI

Mme SOUMAORO Mariam TOUNKARA

SITUATION PROVISOIRE DES DEPENSES FISCALES ANNUELLES (GDI-DGD) AU TITRE DE L'ANNEE 2015

SITUATION PROVISOIRE DES DEPENSES FISCALES ANNUELLES (GDI-DGD) AU TITRE DE L'ANNEE 2015

SOURCES LEGALES DE L'EXONERATION	DGI			DGI 2015		DGD			DGD 2015	TOTAL ANNUEL DGI-DGD
	IS/IBIC -	TVA	D E / DT	TOTAL		DROIT DOUANES	TVA	REDEV STATIST	TOTAL	
CODE GENERAL DES IMPÔTS (CGI) IS/IBIC Art. 47 et 56;	114 091 783	0	0	**114 091 783**		0	0	0	**0**	**114 091 783**
CODE GENERAL DES IMPÔTS (CGI) TVA Art. 195	0	15 112 492 448	0	**15 112 492 448**		0	0	0	**0**	**15 112 492 448**
CODE GENERAL DES IMPÔTS (CGI) DE Art. 259 (Annexe 3 chp I et II;- DT Annexe III chp IV)	0	0	156 709 316	**156 709 316**		0	0	0	**0**	**156 709 316**
SOUS TOTAL CGI	**114 091 783**	**15 112 492 448**	**156 709 316**	**15 383 293 547**		**0**	**0**	**0**	**0**	**15 383 293 547**
CODE DES INVESTISSEMENTS Loi n°91-048 art 11 du 26 fév. 1991 - Art. 11, 12 et Art. 14	122 470	30 415 500	5 142 330	**35 680 300**		2 457 462 203	-	37 851 439	**2 495 313 641**	**2 530 993 941**
CODE DES INVESTISSEMENTS Loi n°2012-016 du 27 fév. 2012 - Art. 10 et 11	1 779 747 596	441 754 823	45 834 700	**2 267 337 119**		979 535 070	-	3 805 785	**983 340 855**	**3 250 677 974**

SOUS TOTAL code des investissements	**1 779 870 066**	**472 170 323**	**50 977 030**	**2 303 017 419**		**3 436 997 272**	**0**	**41 657 224**	**3 478 654 496**	**5 781 671 915**
CODE MINIER 1991 ordce n°91-065 art 96-98 et decret n°91-278 art 22	0	743 391 786	0	**743 391 786**		676 008 564	-	27 923 200	**703 931 764**	**1 447 323 549**
CODE MINIER 1999 ordce n°99-032 art 96-98 et decret n°99-256 art 18	0	308 179 969	0	**308 179 969**		2 678 696 003	-	243 787 293	**2 922 483 296**	**3 230 663 265**
CODE MINIER loi 2012-015 du 27février 2012 - Art. 125 à 132	0	308 179 969	0	**308 179 969**		-	-	-	**0**	**308 179 969**
CODE PETROLIER Loi 04-037 du 02-08-2004 art 50	0	0	0	**0**		7 651 902 771	-	818 079 161	**8 469 981 932**	**8 469 981 932**
SOUS TOTAL CODE MINIER et CODE PETROLIER	**0**	**1 359 751 724**	**0**	**1 359 751 724**		**11 006 607 338**	**0**	**1 089 789 654**	**12 096 396 992**	**13 456 148 716**
ENTREP TOURISTIQUE Loi 02-015 du 03-06-2002 art 6 et 7	0	0	0	**0**		-	-	-	**0**	**-**
MICROFINANCE Loi 94-040 du 15-08-1994 art 30	0	0	0	**0**		-	-	-	**0**	**-**
PROMOTION IMMOB Loi 99-040 art 56 Décret 00-274 art 5 du 23-06-2000	0	0	0	**0**		498 919 801	884 894 428	46 604 676	**1 430 418 905**	**1 430 418 905**

MISSION DIPLOMATIQUE decret 77-236 DU 02-12-1977	0	0	0	**0**		-	-	-	**0**	**-**
MARCHE PUBLIC, PROJET et DONS à financement extérieur	0	0	0	**0**		7 543 015 311	10 120 427 106	622 809 958	**18 286 252 376**	**18 286 252 376**
CONVENTION D'ETABLT AD HOC entre ETAT et un OPERATEUR ECO	21 694 797	7 513 963 528	19 279 775	**7 554 938 100**		253 749 750	243 857 305	45 969 603	**543 576 658**	**8 098 514 759**
SOUS TOTAL DIVER	**21 694 797**	**7 513 963 528**	**19 279 775**	**7 554 938 100**		**8 295 684 863**	**11 249 178 839**	**715 384 237**	**20 260 247 939**	**27 815 186 040**
ARRETES MINISTERIELS	1 065 950 376	105 367 132 442	191 938 322	**106 625 021 140**		13 224 238 649	15 370 191 649	5 679 746 120	34 274 176 418	**140 899 197 558**
SOUS TOTAL ARRÊ	**1 065 950 376**	**105 367 132 442**	**191 938 322**	**106 625 021 140**		**13 224 238 649**	**15 370 191 649**	**5 679 746 120**	**34 274 176 418**	**140 899 197 558**
AUTRES	0	0	116 148 297	**116 148 297**		-	-	-	**0**	**116 148 297**
TOTAL GENERAL	**2 981 607 022**	**129 825 510 465**	**535 052 740**	**133 342 170 227**	0	**35 963 528 122**	**26 619 370 488**	**7 526 577 235**	**70 109 475 845**	**203 451 646 072**

NB :

Les chiffres sont provisoires, des retraitements et des vérifications susceptibles de les modifier sont toujours en cours. Cette considération a fait que dans tous les pays de la sous-région, l'évaluation provisoire des dépenses fiscales ne s'effectue qu'annuellement et la validation intervient plus tard. Ainsi chez certains pays considérés comme plus avancés dans ce domaine, la situation des Dépenses fiscales de 2013 est actuellement (en 2016) en cours de validation.

ETAT R

ECHEANCIER DES CREDITS DE PAIEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

NOTE TECHNIQUE SUR L'ANNEXE BUDGETAIRE RELATIVE AUX AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CERDITS DE PAIEMENT (AE/CP) 2017 - 2019

Août 2016

Introduction

La budgétisation des **Autorisations d'Engagements (AE)** et des **Crédits de Paiements (CP)** se rapportant aux dépenses d'investissement public a été introduite dans la Loi de Finances en 2013 à travers l'élaboration d'une annexe budgétaire (R) conformément à la **Directive n° 06/2009/CM/UEMOA.**

Cette Directive a été transposée au Mali par la Loi organique N° 2013-028 du 11 Juillet 2013 portant Lois de Finances modifiant les méthodes de présentation, de préparation, d'exécution et de suivi des Lois de Finances en introduisant les innovations suivantes :

- la budgétisation par programme et la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ;
- la pluri annualité budgétaire ;
- le renforcement des contrôles sur les budgets ;
- une meilleure information du Parlement.

L'un des outils de la mise en œuvre de cette pluri annualité budgétaire consiste à adopter des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP) pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des Finances Publiques.

Les Autorisations d'Engagement (AE) constituent désormais un véritable enjeu pour le pilotage de l'exécution budgétaire. Elles correspondent à l'Engagement juridique de la dépense, phase où l'ordonnateur engage l'Etat et crée une dette à son endroit.

Une mission d'Assistance Technique d'AFRITAC a permis d'effectuer du 08 au 19 Juillet 2013, des séances de formation et de discussions avec les acteurs concernés (DNPD, DGB, CPS, DNCF, DGMP-DSP) autour de la réforme des Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement. Cette assistance a été renforcée par différentes missions organisées par AFRITAC qui ont servi à initier les cadres des départements sectoriels à l'élaboration des AE/CP au Mali.

I. Présentation de la méthodologie AE/CP

La Directive n°06/2009/CM/UEMOA, transposée au Mali par la Loi organique N° 2013-028 du 11 Juillet 2013 portant Lois de Finances définit en ses articles suivants :

- **Article 16** : Les crédits ouverts par les Lois de Finances sont constitués : de Crédits de Paiement, pour les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les dépenses de transfert ;

- **Article 17** : Les Autorisations d'Engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances.

  Pour une opération d'investissement directement exécutée par l'État, l'Autorisation d'Engagement couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction.

  Pour les contrats de Partenariats Publics-Privés, par lesquels l'État confie à un tiers le financement, la réalisation, la maintenance ou l'exploitation d'opérations d'investissements d'intérêt public, les Autorisations d'Engagement couvrent, dès l'année où les contrats sont conclus, la totalité de l'Engagement juridique.

Article 18 : Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Article 19 : Toutes les Autorisations d'Engagement et tous les Crédits de Paiement, ainsi que les plafonds d'autorisation d'emplois rémunérés par l'État, sont limitatifs.

Sauf dispositions spéciales d'une Loi de Finances prévoyant un Engagement par anticipation sur les crédits de l'année suivante, les dépenses sur crédits limitatifs ne peuvent être engagées et ordonnancées que dans la limite des crédits ouverts.

La présente annexe AE-CP a été élaborée sur la base des informations issues du rapport de la 16ème Revue des Projets et Programmes d'Investissement Public au 31 décembre 2015, du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2017-2019, et du projet de Budget Spécial d'Investissement 2017. L'annexe AE-CP est le résultat de l'analyse et du traitement de toutes ces informations.

Elle contient :

- le rappel des CP de 2016 en financement intérieur et extérieur ;
- les Autorisations d'Engagement et les Crédits de Paiement des Projets et Programmes d'investissement public sur la période 2017-2019 ;
- les Restes à payer sur les coûts globaux estimés des investissements après la période 2017-2019.

La période du 11 au 26 août 2016 a été consacrée à l'actualisation des tableaux et à la finalisation de l'annexe budgétaire AE/CP 2017-2019 sur la base des résultats des arbitrages techniques tenus du 04 au 29 juillet 2016 dans la salle de réunion de la Direction Nationale de la Planification du Développement.

Au cours de l'exercice, les Projets et Programmes d'investissement public de l'ensemble des départements sectoriels (hors ceux du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants) clôturés au 31 décembre 2015, en exécution en 2016 et ceux devant démarrer en 2017 ont été passés en revue.

II- Présentation du contenu de l'annexe AE/CP

Le PTI 2017 - 2019 et le BSI 2017 sont élaborés sur la base des orientations contenues dans la lettre circulaire **n°02558/MEF-SG du 02 juin 2016** du Ministre de l'Economie et des Finances et suivant les objectifs et actions énoncés dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2013-2018 adopté en 2013, l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé à Bamako le 15 mai 2015 et parachevé le 20 juin 2015 et l'atteinte des Objectifs du Développement Durable à l'horizon 2030.

Le budget 2017 ouvrira la voie à la mise en œuvre d'un ensemble de mesures visant à soutenir l'opérationnalisation du CREDD 2016-2018.

Ces mesures englobent les actions suivantes : le financement adéquat du secteur de l'agriculture à hauteur de **15%**, des secteurs sociaux de base et des infrastructures. Un accent particulier sera également mis sur l'amélioration du transfert des ressources aux collectivités à travers l'opérationnalisation des plans de transferts budgétaires sectoriels en vue d'atteindre l'objectif de **30% en 2018**.

Le financement intérieur du Budget Spécial d'Investissement est accordé aux priorités suivantes :

- les engagements encours de l'Etat ;
- les contreparties des projets dont la mise en vigueur du financement extérieur et l'attribution des marchés sont approuvés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) ;
- à la réhabilitation, à la construction des infrastructures détruites dans les régions du nord ;
- les contrats-plans Etat-Région/District de Bamako ;
- à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Ainsi, les données de la programmation triennale 2017-2019 se présentent comme suit :

- AE = 1 290,258 milliards de FCFA dont 870, 614 milliards sur ressources internes, soit 67,48% ;
- CP = 1 290,258 milliards de FCFA dont 870,614 milliards sur ressources internes, soit 67,48%.

A l'issue de la période triennale 2017 - 2019, les restes à payer sur les engagements ouverts au cours de la période se chiffrent à 547,078 milliards de FCFA dont 244,300 milliards au titre des ressources internes contre 302,778 milliards pour les ressources externes.

Les Crédits de Paiement du financement intérieur au titre de 2017 se chiffrent à 274,624 milliards de F CFA contre 250, 259 milliards F CFA en 2016, soit une augmentation de 24,365 milliards de FCFA.

L'augmentation des Crédits de Paiements au titre du financement intérieur s'explique essentiellement par le démarrage de nouveaux Projets d'investissement et le renforcement des dotations de certains projets en cours. Il s'agit :

- au niveau du sous secteur Santé les projets Construction/Equipement d'hôpitaux pour 12 milliards de francs CFA et Amélioration du plateau technique des hôpitaux pour 5 milliards de francs CFA ;

- au niveau du sous secteur Moyens routiers le démarrage de neuf (09) nouveaux projets pour un montant total de 18 milliards de francs CFA et la poursuite du Programme d'Aménagement des Infrastructures Routières Structurant (PAIRS) pour 40 milliards ;

- au niveau du sous secteur Energie le renforcement des dotations des projets Etudes et aménagements du barrage de Taoussa et de construction centre nouvelle conduite dédoublement capacités énergétiques pour 5 milliards de francs CFA chacun ;

Au titre du financement extérieur, les Crédits de Paiement de 2017 s'élève à 284,600 milliards contre 250,248 milliards en 2016, soit une augmentation de 34,352 milliards.

Cette hausse s'explique essentiellement par les dotations des projets suivants :

- Projet d'Appui au Secteur de la Justice au Mali (PAJM) : 3,930 milliards ;
- Projet d'Appui à la mise en place des communes/ANIC : 12,5 milliards ;
- Etudes et aménagement du barrage de Taoussa : 22 milliards ;
- Projet de Développement Rural Intégré dans le District de KITA et environs (PDRIK) II : 8,500 milliards ;
- Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la Région de Koulikoro (PRESAN-KL) : 9,500 milliards ;

- Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire par le Développement des Cultures Irriguées (PRESA-DCI) : 10 milliards ;
- Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS) : 15 milliards ;
- Programme de mobilisation des ressources en eaux1, 2,3, 5, 6 région : 4,177 milliards ;
- Bitumage du tronçon Gouma coura -Tombouctou : 10,5 milliards ;
- Projet AEP de la ville de Bamako par Kabala : 12,500 milliards.

Conclusion

A la suite de ce 3ème exercice de production de l'annexe selon la méthodologie des Autorisations d'Engagement (AE) et les Crédits de Paiement (CP), l'équipe technique a relevé quelques insuffisances, notamment la faible capacité des acteurs dans le pilotage et la programmation des dépenses par mode AE/CP, la difficulté de suivi des financements extérieurs, etc).

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, le Gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre la procédure des Autorisations d'Engagements (AE) et des Crédits de Paiements (CP) à partir de la loi de finances 2016.

La procédure des AE et des CP incite les administrations publiques à développer une meilleure anticipation et une meilleure estimation de leurs dépenses d'investissement dans une logique pluriannuelle.

Les pistes de solutions proposées pour accompagner la réforme sont :

- demander les ébauches des plans de passation de marchés publics (PPMP) lors des arbitrages budgétaires pour la programmation des AE/CP ;
- développer les capacités de pilotage, de suivi et d'analyse des dépenses d'investissement au niveau de la DNPD, de la DGB, des CPS/DFM/DAF et des gestionnaires de projets ;
- renforcer les capacités des CPS/DFM/DAF en vue d'un suivi physique et financier efficace des projets surtout ceux avec financements extérieurs (sessions de formations par la DNPD et la DGB sur les AE/CP) ;
- associer les PTF aux revues et inclure la notion d'AE/CP au processus en vue d'identifier les programmations des financements extérieurs.

Synthèse de la programmation des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP) 2017-2019

Ministères	Source de financement	*BSI 2016 (pour rappel)*	2017		2018		2019		TOTAL (2017-2019)		Restes sur AE (2017-2019)
		CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	CP
Ministère de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement (METD)	Financement interne	97 421 000 000	278 499 000 000	100 077 000 000	0	99 694 000 000	0	78 728 000 000	**278 499 000 000**	**278 499 000 000**	227 300 000 000
	Financement externe	36 500 000 000	81 280 000 000	23 000 000 000	0	25 000 000 000	0	33 280 000 000	**81 280 000 000**	**81 280 000 000**	0
Total METD		**133 921 000 000**	**359 779 000 000**	**123 077 000 000**	**0**	**124 694 000 000**	**0**	**112 008 000 000**	**359 779 000 000**	**359 779 000 000**	227 300 000 000
Ministère de l'Economie numérique et de la Communication (MENC)	Financement interne	2 603 000 000	3 347 000 000	1 965 000 000	0	1 182 000 000	0	200 000 000	3 347 000 000	3 347 000 000	0
	Financement externe	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0
Total MENC		**2 603 000 000**	**5 347 000 000**	**3 965 000 000**	**0**	**1 182 000 000**	**0**	**200 000 000**	**5 347 000 000**	**5 347 000 000**	**0**
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH)	Financement interne	3 300 000 000	18 400 000 000	4 800 000 000	0	7 000 000 000	0	6 600 000 000	18 400 000 000	18 400 000 000	0
	Financement externe	0	3 930 000 000	3 930 000 000	0	0	0	0	3 930 000 000	3 930 000 000	0
Total MJDH		**3 300 000 000**	**22 330 000 000**	**8 730 000 000**	**0**	**7 000 000 000**	**0**	**6 600 000 000**	**22 330 000 000**	**22 330 000 000**	0
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (MUH)	Financement interne	12 200 000 000	18 700 000 000	6 300 000 000	0	6 200 000 000	0	6 200 000 000	**18 700 000 000**	**18 700 000 000**	**0**
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**0**
Total MUH		**12 200 000 000**	**18 700 000 000**	**6 300 000 000**	**0**	**6 200 000 000**	**0**	**6 200 000 000**	**18 700 000 000**	**18 700 000 000**	**0**
Ministère du Domaine de l'Etat, des Affaires Foncières et du Patrimoine (MDEAFP)	Financement interne	2 720 000 000	11 150 000 000	5 650 000 000	0	3 900 000 000	0	1 600 000 000	11 150 000 000	11 150 000 000	-200 000 000
	Financement externe	2 479 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MDEAFP		**2 722 479 000**	**11 150 000 000**	**5 650 000 000**	**0**	**3 900 000 000**	**0**	**1 600 000 000**	**11 150 000 000**	**11 150 000 000**	**-200 000 000**
Ministère de la Promotion des Investissements et du Secteur Privé (MPISP)	Financement interne	790 000 000	1 000 000 000	300 000 000	0	500 000 000	0	200 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total MPISP		**790 000 000**	**1 000 000 000**	**300 000 000**	**0**	**500 000 000**	**0**	**200 000 000**	**1 000 000 000**	**1 000 000 000**	0
Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAECI)	Financement interne	1 595 000 000	4 520 000 000	1 800 000 000	0	1 360 000 000	0	1 360 000 000	**4 520 000 000**	**4 520 000 000**	**0**
	Financement externe	0	650 000 000	0	0	650 000 000	0	0	**650 000 000**	**650 000 000**	**0**
Total MAECI		**1 595 000 000**	**5 170 000 000**	**1 800 000 000**	**0**	**2 010 000 000**	**0**	**1 360 000 000**	**5 170 000 000**	**5 170 000 000**	**0**
Ministère des Maliens de l'extérieur (MME)	Financement interne	628 000 000	960 000 000	320 000 000	0	320 000 000	0	320 000 000	**960 000 000**	**960 000 000**	0
	Financement externe	0	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0	**750 000 000**	**750 000 000**	0
Total MME		**628 000 000**	**1 710 000 000**	**1 070 000 000**	**0**	**320 000 000**	**0**	**320 000 000**	**1 710 000 000**	**1 710 000 000**	0
Ministère du Commerce	*Financement interne*	*2 926 000 000*	*6 780 000 000*	*2 760 000 000*	*0*	*2 010 000 000*	*0*	*2 010 000 000*	**6 780 000 000**	**6 780 000 000**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total MC		***2 926 000 000***	**6 780 000 000**	**2 760 000 000**	**0**	**2 010 000 000**	**0**	**2 010 000 000**	**6 780 000 000**	**6 780 000 000**	**0**
Ministère du Développement Industriel (MDI)	*Financement interne*	*379 000 000*	*350 000 000*	*150 000 000*	*0*	*100 000 000*	*0*	*100 000 000*	**350 000 000**	**350 000 000**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total MDI		***379 000 000***	**350 000 000**	**150 000 000**	**0**	**100 000 000**	**0**	**100 000 000**	**350 000 000**	**350 000 000**	**0**
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP)	*Financement interne*	*560 000 000*	*2 447 000 000*	*960 000 000*	*0*	*715 000 000*	*0*	*772 000 000*	**2 447 000 000**	**2 447 000 000**	*510 473 500*
	Financement externe	*5 500 000 000*	*33 000 000 000*	*5 000 000 000*	*0*	*14 000 000 000*	*0*	*14 000 000 000*	**33 000 000 000**	**33 000 000 000**	*22 148 000 000*
Total MEFP		***6 060 000 000***	**35 447 000 000**	**5 960 000 000**	**0**	**14 715 000 000**	**0**	**14 772 000 000**	**35 447 000 000**	**35 447 000 000**	*22 658 473 500*
Ministère de l'Artisanat et du Tourisme (MAT)	Financement interne	1 244 000 000	2 160 000 000	1 020 000 000	0	570 000 000	0	570 000 000	**2 160 000 000**	**2 160 000 000**	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	0
Total MAT		**1 244 000 000**	**2 160 000 000**	**1 020 000 000**	**0**	**570 000 000**	**0**	**570 000 000**	**2 160 000 000**	**2 160 000 000**	0
Ministère de la Culture	Financement interne	2 108 000 000	10 850 000 000	4 950 000 000	0	3 450 000 000	0	2 450 000 000	**10 850 000 000**	**10 850 000 000**	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	0
Total MC		**2 108 000 000**	**10 850 000 000**	**4 950 000 000**	**0**	**3 450 000 000**	**0**	**2 450 000 000**	**10 850 000 000**	**10 850 000 000**	0
Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne (MJCC)	Financement interne	1 750 000 000	3 535 000 000	1 685 000 000	0	975 000 000	0	875 000 000	**3 535 000 000**	**3 535 000 000**	0
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	0
Total MJCC		**1 750 000 000**	**3 535 000 000**	**1 685 000 000**	**0**	**975 000 000**	**0**	**875 000 000**	**3 535 000 000**	**3 535 000 000**	0
Commissariat a la Sécurité alimentaire (CSA)	*Financement interne*	*5 847 000 000*	*17 300 000 000*	*5 850 000 000*	*0*	*5 750 000 000*	*0*	*5 700 000 000*	**17 300 000 000**	**17 300 000 000**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*

									Total		
Total CSA		***5 847 000 000***	**17 300 000 000**	**5 850 000 000**	**0**	**5 750 000 000**	**0**	**5 700 000 000**	**17 300 000 000**	**17 300 000 000**	**0**
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC)	*Financement interne*	2 155 000 000	960 000 000	720 000 000	0	120 000 000	0	120 000 000	**960 000 000**	**960 000 000**	*0*
	Financement externe	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	*0*
Total MSPC		***2 155 000 000***	**960 000 000**	**720 000 000**	**0**	**120 000 000**	**0**	**120 000 000**	**960 000 000**	**960 000 000**	*0*
Ministère du Travail, de la Fonction publique et des Relations avec les Institutions (MTFPRI)	*Financement interne*	*1 459 000 000*	*3 555 000 000*	*1 587 000 000*	*0*	*1 034 000 000*	*0*	*934 000 000*	**3 555 000 000**	**3 555 000 000**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total MTFPRI		***1 459 000 000***	**3 555 000 000**	**1 587 000 000**	**0**	**1 034 000 000**	**0**	**934 000 000**	**3 555 000 000**	**3 555 000 000**	*0*
Ministère de l'Admin Territ, de la Décentralisat° et de la Réforme de l'Etat	*Financement interne*	*4 678 000 000*	*22 290 000 000*	*7 650 000 000*	*0*	*7 320 000 000*	*0*	*7 320 000 000*	**22 290 000 000**	**22 290 000 000**	*0*
	Financement externe	*1 227 000 000*	*12 500 000 000*	*12 500 000 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	**12 500 000 000**	**12 500 000 000**	*0*
Total MATD		***5 905 000 000***	**34 790 000 000**	**20 150 000 000**	**0**	**7 320 000 000**	**0**	**7 320 000 000**	**34 790 000 000**	**34 790 000 000**	*0*
Ministère des Sports (MS)	*Financement interne*	*1 996 000 000*	*7 832 000 000*	*1 825 000 000*	*0*	*3 600 000 000*	*0*	*2 407 000 000*	**7 832 000 000**	**7 832 000 000**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total MS		***1 996 000 000***	**7 832 000 000**	**1 825 000 000**	**0**	**3 600 000 000**	**0**	**2 407 000 000**	**7 832 000 000**	**7 832 000 000**	*0*
Ministère des Affaires religieuses et du Culte (MARC)	*Financement interne*	*130 000 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total MARC		***130 000 000***	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	*0*
Ministère de la Sante et de l'Hygiène publique (MSHP)	*Financement interne*	*4 150 000 000*	*29 947 000 000*	*21 325 000 000*	*0*	*5 308 000 000*	*0*	*3 314 000 000*	**29 947 000 000**	**29 947 000 000**	***0***
	Financement externe	*4 019 772 000*	*4 000 000 000*	*4 000 000 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	***0***
Total MSHP		***8 169 772 000***	**33 947 000 000**	**25 325 000 000**	**0**	**5 308 000 000**	**0**	**3 314 000 000**	**29 947 000 000**	**29 947 000 000**	***0***
Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MSAH)	*Financement interne*	*1 940 000 000*	*2 950 000 000*	*1 550 000 000*	*0*	*700 000 000*	*0*	*700 000 000*	**2 950 000 000**	**2 950 000 000**	***0***
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	***0***
Total MSAH		***1 940 000 000***	**2 950 000 000**	**1 550 000 000**	**0**	**700 000 000**	**0**	**700 000 000**	**2 950 000 000**	**2 950 000 000**	***0***
Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MFEF)	*Financement interne*	*2 612 000 000*	*6 650 000 000*	*2 550 000 000*	*0*	*2 050 000 000*	*0*	*2 050 000 000*	**6 650 000 000**	**6 650 000 000**	***0***
	Financement externe	*0*	*23 720 000 000*	*1 500 000 000*	*0*	*8 888 000 000*	*0*	*13 332 000 000*	**23 720 000 000**	**23 720 000 000**	***0***
Total MFEF		***2 612 000 000***	**30 370 000 000**	**4 050 000 000**	**0**	**10 938 000 000**	**0**	**15 382 000 000**	**30 370 000 000**	**30 370 000 000**	***0***
Ministère de l'Education Nationale (MEN)	*Financement interne*	*1 687 000 000*	*5 853 000 000*	*2 915 000 000*	*0*	*1 665 000 000*	*0*	*1 273 000 000*	**5 853 000 000**	**5 853 000 000**	***0***
	Financement externe	*5 275 200 000*	*10 268 819 000*	*7 500 000 000*	*0*	*2 768 819 000*	*0*	*0*	**10 268 819 000**	**10 268 819 000**	***0***
Total MEN		***6 962 200 000***	**16 121 819 000**	**10 415 000 000**	**0**	**4 433 819 000**	**0**	**1 273 000 000**	**16 121 819 000**	**16 121 819 000**	***0***
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)	*Financement interne*	*3 223 000 000*	*5 235 000 000*	*3 035 000 000*	*0*	*1 350 000 000*	*0*	*850 000 000*	**5 235 000 000**	**5 235 000 000**	***0***
	Financement externe	*3 500 000 000*	*29 550 000 000*	*3 000 000 000*	*0*	*21 550 000 000*	*0*	*5 000 000 000*	**29 550 000 000**	**29 550 000 000**	***0***
Total MESRS		***6 723 000 000***	**34 785 000 000**	**6 035 000 000**	**0**	**22 900 000 000**	**0**	**5 850 000 000**	**34 785 000 000**	**34 785 000 000**	***0***
Ministère des Mines (MM)	*Financement interne*	*1 316 000 000*	*4 430 000 000*	*1 510 000 000*	*0*	*1 810 000 000*	*0*	*1 110 000 000*	**4 430 000 000**	**4 430 000 000**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total MM		***1 316 000 000***	**4 430 000 000**	**1 510 000 000**	**0**	**1 810 000 000**	**0**	**1 110 000 000**	**4 430 000 000**	**4 430 000 000**	*0*
Ministère de l'Energie et de l'Eau (MEE)	*Financement interne*	13 307 000 000	52 327 000 000	18 816 000 000	0	17 931 000 000	0	17 170 000 000	**52 327 000 000**	**52 327 000 000**	***5 664 850 000***
	Financement externe	39 025 000 000	126 143 000 000	63 631 000 000	0	36 917 000 000	0	25 595 000 000	**126 143 000 000**	**126 143 000 000**	***261 574 425 000***
Total MEE		***52 332 000 000***	**178 470 000 000**	**82 447 000 000**	**0**	**54 848 000 000**	**0**	**42 765 000 000**	**178 470 000 000**	**178 470 000 000**	***267 239 275 000***
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population (MATP)	*Financement interne*	*2 483 000 000*	*13 991 000 000*	*4 996 000 000*	*0*	*4 396 000 000*	*0*	*4 599 000 000*	**13 991 000 000**	**13 991 000 000**	***0***
	Financement externe	*4 500 000 000*	*7 500 000 000*	*3 500 000 000*	*0*	*4 000 000 000*	*0*	*0*	**7 500 000 000**	**7 500 000 000**	***0***
Total MATP		***6 983 000 000***	**21 491 000 000**	**8 496 000 000**	**0**	**8 396 000 000**	**0**	**4 599 000 000**	**21 491 000 000**	**21 491 000 000**	***0***
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	*Financement interne*	*12 046 000 000*	*40 302 000 000*	*13 800 000 000*	*0*	*13 276 000 000*	*0*	*13 226 000 000*	**40 302 000 000**	**40 302 000 000**	***0***
	Financement externe	*9 423 185 000*	*43 610 000 000*	*11 535 000 000*	*0*	*17 075 000 000*	*0*	*15 000 000 000*	**43 610 000 000**	**43 610 000 000**	***10 193 000 000***
Total MEF		***21 469 185 000***	***83 912 000 000***	***25 335 000 000***	***0***	***30 351 000 000***	***0***	***28 226 000 000***	**83 912 000 000**	**83 912 000 000**	**10 193 000 000**
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD)	*Financement interne*	*10 076 000 000*	*24 480 000 000*	*9 920 000 000*	*0*	*7 695 000 000*	*0*	*6 865 000 000*	**24 480 000 000**	**24 480 000 000**	***0***
	Financement externe	*8 570 000 000*	*16 708 151 600*	*12 605 000 000*	*0*	*2 051 575 800*	*0*	*2 051 575 800*	**18 208 151 600**	**18 208 151 600**	***1 754 000 000***
Total MEADD		***18 646 000 000***	***41 188 151 600***	***22 525 000 000***	***0***	***9 746 575 800***	***0***	***8 916 575 800***	***42 688 151 600***	***42 688 151 600***	***1 754 000 000***
Ministère de l'Agriculture	*Financement interne*	*23 461 000 000*	*66 372 000 000*	*21 050 000 000*	*0*	*30 084 000 000*	*0*	*15 238 000 000*	***216 746 730 000***	***216 746 730 000***	***9 070 000 000***
	Financement externe	*113 640 000 000*	*155 917 730 000*	*114 250 000 000*	*0*	*30 693 730 000*	*0*	*10 974 000 000*	***5 543 000 000***	***5 543 000 000***	***6 358 270 000***
Total MA		***137 101 000 000***	***222 289 730 000***	***135 300 000 000***	***0***	***60 777 730 000***	***0***	***26 212 000 000***	***222 289 730 000***	***222 289 730 000***	***15 428 270 000***

Total

Présidence	*Financement interne*	*3 122 000 000*	*678 000 000*	*478 000 000*	*0*	*200 000 000*	*0*	*0*	**678 000 000**	**678 000 000**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total Présidence		***3 122 000 000***	**678 000 000**	**478 000 000**	**0**	**200 000 000**	**0**	**0**	**678 000 000**	**678 000 000**	*0*
Primature (PM)	*Financement interne*	*2 667 000 000*	*3 644 000 000*	*2 920 000 000*	*0*	*649 000 000*	*0*	*75 000 000*	**3 644 000 000**	**3 644 000 000**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total Primature		***2 667 000 000***	**3 644 000 000**	**2 920 000 000**	**0**	**649 000 000**	**0**	**75 000 000**	**3 644 000 000**	**3 644 000 000**	*0*
Cour Constitutionnelle (CC)	*Financement interne*	*200 000 000*	*600 000 000*	*200 000 000*	*0*	*200 000 000*	*0*	*200 000 000*	**600 000 000**	**600 000 000**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total CC		***200 000 000***	**600 000 000**	**200 000 000**	**0**	**200 000 000**	**0**	**200 000 000**	**600 000 000**	**600 000 000**	*0*
Cour Suprême (CS)	*Financement interne*	*2 773 000 000*	*3 500 000 000*	*700 000 000*	*0*	*1 500 000 000*	*0*	*1 300 000 000*	**3 500 000 000**	**3 500 000 000**	*0*
	Financement externe	*45 244 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total CS		***2 818 244 000***	**3 500 000 000**	**700 000 000**	**0**	**1 500 000 000**	**0**	**1 300 000 000**	**3 500 000 000**	**3 500 000 000**	*0*
Conseil Economique, Social et Culturel (CESC)	*Financement interne*	*300 000 000*	*225 000 000*	*225 000 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	**225 000 000**	**225 000 000**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total CESC		***300 000 000***	***225 000 000***	***225 000 000***	***0***	***0***	***0***	***0***	***225 000 000***	***225 000 000***	***0***
Haut Conseil des Collectivités (HCC)	*Financement interne*	*400 000 000*	*200 000 000*	*200 000 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	**200 000 000**	**200 000 000**	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	*0*
Total HCC		***400 000 000***	**200 000 000**	**200 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**200 000 000**	**200 000 000**	*0*
Médiateur de la République	*Financement interne*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Total Médiateur		***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
Régions	*Financement interne*	*11 200 000 000*	*30 400 000 000*	*11 400 000 000*	*0*	*9 900 000 000*	*0*	*9 100 000 000*	**30 400 000 000**	**30 400 000 000**	***0***
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	***0***
Total Régions		***11 200 000 000***	***30 400 000 000***	***11 400 000 000***	***0***	***9 900 000 000***	***0***	***9 100 000 000***	***30 400 000 000***	***30 400 000 000***	***0***
Institut d'Economie Rurale (IER)	*Financement interne*	*125 000 000*	*1 455 000 000*	*550 000 000*	*0*	*905 000 000*	*0*	*0*	**1 455 000 000**	**1 455 000 000**	***0***
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	***0***
Total IER		***125 000 000***	***1 455 000 000***	***550 000 000***	***0***	***905 000 000***	***0***	***0***	***1 455 000 000***	***1 455 000 000***	***0***
Universités	*Financement interne*	*3 050 000 000*	*5 450 000 000*	*2 800 000 000*	*0*	*1 450 000 000*	*0*	*1 200 000 000*	**5 450 000 000**	**5 450 000 000**	***0***
	Financement externe	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	**0**	***0***
Total Universités		***3 050 000 000***	***5 450 000 000***	***2 800 000 000***	***0***	***1 450 000 000***	***0***	***1 200 000 000***	***5 450 000 000***	***5 450 000 000***	***0***
Ministère de l'Elèvage et de la Pêche	*Financement interne*	*3 632 000 000*	*6 915 000 000*	*3 315 000 000*	*0*	*1 950 000 000*	*0*	*1 650 000 000*	**6 915 000 000**	**6 915 000 000**	***1 955 000 000***
	Financement externe	*19 020 000 000*	*20 991 000 000*	*15 899 000 000*	*0*	*5 092 000 000*	*0*	*0*	**20 991 000 000**	**20 991 000 000**	***750 000 000***
Total MEP		***22 652 000 000***	***27 906 000 000***	***19 214 000 000***	***0***	***7 042 000 000***	***0***	***1 650 000 000***	***27 906 000 000***	***27 906 000 000***	***2 705 000 000***
TOTAL		***500 506 880 000***	***1 292 757 700 600***	***559 224 000 000***	***0***	***417 505 124 800***	***0***	***317 618 575 800***	***1 290 257 700 600***	***1 290 257 700 600***	***547 078 018 500***
Sous-total financement interne		***250 259 000 000***	***720 239 000 000***	***274 624 000 000***	***0***	***248 819 000 000***	***0***	***198 386 000 000***	***870 613 730 000***	***870 613 730 000***	***244 300 323 500***
Sous-total financement externe		***250 247 880 000***	***572 518 700 600***	***284 600 000 000***	***0***	***168 686 124 800***	***0***	***119 232 575 800***	***419 643 970 600***	***419 643 970 600***	***302 777 695 000***

ETAT U

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION
SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Abidjan

Périodes	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	CUMUL
Libellés							
Subventions unitaires (F CFA/litre)							
Supercarburant	8,11	15,25	23,66	-21,36	-36,63	-76,48	
Pétrole lampant	200,98	198,26	320,85	196,65	119,69	-33,33	
Gasoil	42,00	44,39	40,54	-3,00	-18,61	-58,61	
Volumes TTC (Litres)	**21 991 846**	**22 031 897**	**19 403 699**	**22 987 033**	**20 847 253**	**19 104 615**	**126 366 343**
Supercarburant	15 451 712	15 743 917	15 867 226	19 078 387	16 650 871	14 632 482	97 424 595
Pétrole lampant	2 843 141	2 683 867	826 032	569 111	396 049	1 815 199	9 133 399
Gasoil	3 696 993	3 604 113	2 710 441	3 339 535	3 800 333	2 656 934	19 808 349
Subventions totales (F CFA)	**852 001 569**	**932 184 782**	**750 332 213**	**- 305 617 273**	**-633 242 497**	**-1 335 315 708**	**260 343 085**
Supercarburant	125 313 384	240 094 734	375 418 567	-407 514 346	-609 921 405	-1 119 092 223	-1 395 701 289
Pétrole lampant	571 414 478	532 103 471	265 032 367	111 915 678	47 403 105	-60 500 583	1 467 368 517
Gasoil	155 273 706	159 986 576	109 881 278	-10 018 605	-70 724 197	-155 722 902	188 675 856

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Cotonou

Périodes	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	CUMUL
Libellés							
Subventions unitaires (F CFA/litre)							
Supercarburant	-13,56	-11,86	-7,30	-45,67	-61,61	-101,47	
Pétrole lampant	197,08	194,35	316,94	183,79		-36,00	
Gasoil	26,96	29,33	25,41	-23,04	-38,79	-78,87	
Volumes TTC (Litres)	**5 331 346**	**5 248 076**	**7 912 483**	**4 886 068**	**4 450 883**	**4 754 080**	**32 582 936**
Supercarburant	3 400 236	2 785 126	4 001 392	2 357 858	2 562 182	2 299 191	17 405 985
Pétrole lampant							-
Gasoil	1 931 110	2 462 950	3 911 091	2 528 210	1 888 701	2 454 889	**15 176 951**
Subventions totales (F CFA)	**5 955 525**	**39 206 729**	**70 170 661**	**-165 933 333**	**-231 118 745**	**-426 916 006**	**-708 635 169**
Supercarburant	-46 107 200	-33 031 594	-29 210 162	-107 683 375	-157 856 033	-233 298 911	-607 187 275
Pétrole lampant	0	-	-	0	-	0	0
Gasoil	52 062 726	72 238 324	99 380 822	-58 249 958	-73 262 712	-193 617 095	-101 447 894

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION
SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Tema

Périodes	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	CUMUL
Libellés							
Subventions unitaires (F CFA/litre)							
Supercarburant	-2,28	-0,57	3,99	-45,91	0,00	0,00	
Pétrole lampant	197,02	194,31	316,90	193,00	0,00	0,00	
Gasoil	26,93	29,31	25,38	-23,28	0,00	0,00	
Volumes TTC (Litres)	**7 116 686**	**5 762 758**	**6 560 085**	**8 618 784**	**9 870 759**	**11 790 198**	**49 719 270**
Supercarburant	7 116 686	5 762 758	6 337 755	7 231 716	9 298 343	8 421 206	44 168 464
Pétrole lampant	-	-	-	-	-	-	-
Gasoil	-	-	222 330	1 387 068	572 416	3 368 992	5 550 806
Subventions totales (F CFA)	**-16 226 044**	**-3 284 772**	**30 930 378**	**-364 299 025**	**0**	**0**	**-352 879 463**
Supercarburant	-16 226 044	-3 284 772	25 287 642	-332 008 082	0	0	-326 231 255
Pétrole lampant	-	-	0	-	-	-	0
Gasoil	0	0	5 642 735	-32 290 943	0	0	-26 648 208

Source : DGD - ONAP

Bamako, le 17/09/ 2014

Ministère de l'Economie
et des Finances
---oOo---
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
---oOo---

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
---oOo---

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION
SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Dakar

Périodes	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	CUMUL
Libellés							
Subventions unitaires (F CFA/litre)							
Supercarburant	13,13	14,78	19,27	-22,27	-38,12	-81,07	
Pétrole lampant	199,33	196,61	319,20	201,15	124,50	-27,10	
Gasoil	41,28	43,58	39,61	-0,70	-16,36	-66,19	
Volumes TTC (Litres)	**36 056 725**	**33 346 716**	**37 589 114**	**32 292 808**	**37 725 560**	**40 000 951**	**217 011 874**
Supercarburant	1 043 164	490 512	279 826	428 125	1 132 995	3 906 517	7 281 139
Pétrole lampant	-	-	-	-	-	-	-
Gasoil	35 013 561	32 856 204	37 309 288	31 864 683	36 592 565	36 094 434	209 730 735
Subventions totales (F CFA)	**1 459 056 541**	**1 439 123 138**	**1 483 213 145**	**-31 839 622**	**-641 844 133**	**- 2 705 791 920**	**1 001 917 149**
Supercarburant	13 696 743	7 249 767	5 392 247	- 9 534 344	- 43 189 769	-316 701 333	-343 086 689
Pétrole lampant	-	-	-	-	-	-	-
Gasoil	1 445 359 798	1 431 873 370	1 477 820 898	-22 305 278	-598 654 363	-2 389 090 586	1 345 003 838

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION
SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Zinder

Périodes	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	CUMUL
Libellés							
Subventions unitaires (F CFA/litre)							
Supercarburant	27,80	-25,55	30,56	-16,46	-30,18	-66,19	
Pétrole lampant		191,09	313,68	210,81	138,26	-5,45	
Gasoil	23,28	-12,45	18,99	-26,92	-40,57	-76,78	
Volumes TTC (Litres)	**2 493 975**	**1 029 826**	**232 749**	**-**	**-**	**-**	**3 756 550**
Supercarburant	477 005	95 323	44 994	-	-	-	617 322
Pétrole lampant	-	45 561	-	-	-	-	45 561
Gasoil	2 016 970	888 942	187 755			-	3 093 667
Subventions totales (F CFA)	**60 215 801**	**-4 796 579**	**4 940 484**	**0**	**0**	**0**	**60 359 706**
Supercarburant	13 260 739	-2 435 503	1 375 017	0	-	0	12 200 253
Pétrole lampant	-	8 706 251	-	-	-	-	8 706 251
Gasoil	46 955 062	-11 067 328	3 565 467	0	0	0	39 453 201

Source : DGD - ONAP

Bamako, le 17/09/ 2014

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TABLEAU RECAPITULATIF

Période : de janvier à juin 2016

PAR PRODUIT

PRODUIT	VOLUMES (Litres)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
SUPERCARBURANT	166 897 505	-2 660 006 254
GASOIL	253 360 508	1 445 036 794
PETROLE LAMPANT	9 178 960	1 476 074 769
CUMUL	**429 436 973**	**261 105 308**
MOYENNE/mois	**71 572 829**	**43 517 551**
Prévisions 2016	**858 873 946**	**522 210 616**

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION PAR MOIS SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TABLEAU RECAPITULATIF

Période : de janvier à juin 2016

PAR MOIS

AXES	VOLUMES (Litres)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
Janvier	72 990 578	2 361 003 392
Février	67 419 273	2 402 433 297
Mars	71 698 130	2 339 586 880
Avril	68 784 693	-867 689 253
Mai	72 894 455	-1 506 205 375
Juin	75 649 844	-4 468 023 634
CUMUL	**429 436 973**	**261 105 308**
MOYENNE/mois	**71 572 829**	**43 517 551**
Prévisions 2016	**858 873 946**	**522 210 616**

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie et des Finances

----oOo----

OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS

----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TABLEAU RECAPITULATIF

Période : de janvier à juin 2016

PAR AXE

AXES	VOLUMES (Litres)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
Dakar	217 011 874	1 001 917 149
Abidjan	126 366 343	260 343 085
Cotonou	32 582 936	-708 635 169
Tema	49 719 270	-352 879 463
Zinder	3 756 550	60 359 706
CUMUL	**429 436 973**	**261 105 308**
MOYENNE/mois	**71 572 829**	**43 517 551**
Prévisions 2016	**858 873 946**	**522 210 616**

Source : DGD - ONAP

Bamako, le 08/08/2016

Ministère de l'Economie et des Finances

----oOo----

OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS

----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TABLEAU RECAPITULATIF

Période : de janvier à juin 2016

PAR AXE

AXES	VOLUMES (Litres)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
Dakar	217 011 874	1 001 917 149
Abidjan	126 366 343	260 343 085
Cotonou	32 582 936	-708 635 169
Tema	49 719 270	-352 879 463
Zinder	3 756 550	60 359 706
CUMUL	**429 436 973**	**261 105 308**
MOYENNE/mois	**71 572 829**	**43 517 551**
Prévisions 2016	**858 873 946**	**522 210 616**

Source : DGD - ONAP

Bamako, le 08/08/2016

ETAT V

STATISTIQUE SUR LES EMPLOIS CREES

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

STATISTIQUE SUR LA CREATION D'EMPLOIS

La création d'emplois est une préoccupation majeure des plus hautes autorités de notre pays. Cela apparait à travers le tableau qui retrace les statistiques portant sur les emplois créés durant les cinq (05) dernières années, fournies par l'Observatoire National de l'Emploi et de Formation.

PERIODES	2011	2012	2013	2014	2015
Emplois privés*	26 595	10 599	26 184	24 156	24 896
Emplois publics **	3 383	2 151	7 738	8 462	34 071
TOTAL	**29 978**	**12 750**	**33 922**	**32 618**	**58 967**

Source : * Direction Nationale de l'Emploi et Observatoire National de l'Emploi et de Formation ;

Pour l'exercice 2016, la situation fournie par l'Observatoire National de l'Emploi et de Formation fait ressortir **13 844** emplois crées dans le secteur privé formel au cours du premier semestre. En ce qui concerne le secteur public, il est prévu dans le budget d'Etat 2016, le recrutement de :

- 2 200 éléments au niveau de la Police en vue d'atteindre le ratio policier par habitant dont la norme internationale est d'un (01) policier pour 300 habitants. Au Mali, il est de un (01) policier pour 3 377 habitants ;
- 600 éléments au niveau de la Protection Civile afin d'améliorer les interventions en matière d'accidents, sinistres, catastrophes et incendies ;
- 4 000 éléments au niveau de l'armée ;
- 460 agents au niveau de l'Education de Base et de 440 agents au niveau de l'Enseignement Supérieur ;
- 350 agents de Santé dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de développement des ressources humaines en santé en vue de disposer d'un personnel de santé

de qualité et en nombre suffisant à tous les niveaux de la pyramide sanitaire afin d'atténuer les disparités en termes géographique et d'accessibilité (accroissement de la couverture sanitaire) ;

- 225 agents dans le cadre du PRODEJ, dont 50 Auditeurs de Justice, 50 Greffiers, 50 Secrétaires de Greffes et de Parquets, 50 Surveillants de prisons et 25 personnels d'appui en vue de renforcer les ressources humaines de la justice et de la rapprocher des justiciables ;
- personnel au niveau de la Fonction Publique Générale en vue du renforcement progressif des capacités des administrations publiques (sur une dotation de 900 millions de FCFA pour le recrutement du nouveau personnel, 400 millions de FCFA sont destinés au recrutement d'agents pour le compte de l'Administration Générale, 100 millions de FCFA pour le recrutement des cadres de l'Informatique, 100 millions de FCFA pour le recrutement des cadres des Mines et 300 millions de FCFA pour le secteur de Développement Rural).

S'agissant de l'exercice budgétaire 2017, il est prévu dans le projet de loi de finances, le recrutement de :

- 750 éléments au niveau de la Police et 350 éléments au niveau de la Protection Civile;
- 5 100 éléments au niveau de l'armée ;
- 460 agents au niveau de l'Education de Base et 611 agents au niveau de l'Enseignement Supérieur ;
- 1 113 agents de Santé ;
- 225 agents dans le secteur de la justice.

En outre, il est prévu dans le projet de budget d'Etat 2017 une dotation de 800 millions de FCFA pour le recrutement du nouveau personnel, dont 500 millions de FCFA pour le recrutement d'agents pour le compte de l'Administration Générale et 300 millions de FCFA pour le secteur de Développement Rural.

Au titre de la Fonction Publique des Collectivités Territoriales, il est programmé le recrutement de 7 471 Enseignants dont :

- 5 930 pour le Fondamental ;
- 658 pour le Secondaire ;
- 600 pour les Centres d'Education pour le Développement (CED).

Ci-joint, la statistique sur les emplois créés dans les secteurs privé et public en 2015 et 2016.

1. Statistiques sur les emplois créés en 2015 et 2016

1.1. Statistiques des emplois créés en 2015

1.1.1. Les emplois créés par le secteur privé en 2015

Tableau N°1 : répartition du nombre d'emplois créés par branche d'activité, type de contrat et par sexe en 2015

Branches d'activités	CDD			CDI			Total général
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	
Agriculture-Pêche	19	104	123	18	69	87	210
Industrie Extractive	38	170	208	43	709	752	960
Industrie manufacturière	14	123	137	10	102	112	249
Electricité-Eau	7	64	71	18	98	116	187
BTP	17	358	375	2	96	98	473
Commerce restaurant hôtel	45	190	235	48	96	144	379
Transport-Entrepôt; Communication	52	211	263	28	187	215	478
Banque, Assurance aff. Immob., Services fournis aux entreprises	514	1 957	2 477	336	1 313	1 649	3 886
Services fournis aux Collectivités, Services sociaux, Service Personnel	2 579	9 346	11 919	1 243	4 577	5 820	17 105
Activités mal désignées	6	50	56	9	30	39	95
Total général	**3 291**	**12 573**	**15 864**	**1 755**	**7 277**	**9 032**	**24 896**

Source : Rapport 2015 de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

Tableau N°2 : répartition du nombre d'emplois créés par trimestre, type de contrat et par sexe en 2015

Trimestre	CDD			CDI			Ensemble
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	
Trimestre 1	873	2 877	3 750	448	1 868	2 316	6 066
Trimestre 2	741	3 310	4 051	413	1 994	2 407	6 458
Trimestre 3	623	3 061	3 684	403	1 708	2 111	5 795
Trimestre 4	885	3 494	4 379	402	1 796	2 198	6 577
Ensemble	**3 122**	**12 742**	**15 864**	**1 666**	**7 366**	**9 032**	**24 896**

Source : Rapport 2015 de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

Tableau N°3 : répartition du nombre d'emplois créés par région, type de contrat et par sexe en 2015

Régions	CDD			CDI			Total général
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	
Kayes	135	639	774	110	926	1 036	1 810
Koulikoro	106	475	581	98	507	605	1 186
Sikasso	142	722	864	152	703	855	1 719
Ségou	144	800	944	68	387	455	1 399
Mopti	264	950	1 214	96	364	460	1 674
Tombouctou	146	790	936	21	65	86	1 022
Gao	154	938	1 092	2	7	9	1 101
Kidal	2	4	6	0	0	0	6
District de Bamako	2 198	7 255	9 453	1 208	4 318	5 526	14 105
Total général	**3 291**	**12 573**	**15 864**	**1 755**	**7 277**	**9 032**	**24 896**

Source : Rapport 2015 de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

1.1.2. Les emplois créés par le public en 2015

Tableau N°4 : répartition du nombre d'emplois créés par département ministériel et par sexe en 2015

MINISTERES	Sexe			
	Homme	Femme	ND	Total
Ministère de l'équipement, des transports et du désenclavement	16 819	473	0	17 292
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	6 555	473	520	7 548
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, de la jeunesse et de la construction citoyenne	1 099	2 592	10	3 701
Ministère des mines	1 017	48	2 065	3 130
Ministère du développement rural	0	0	1 481	1 481
Ministère de l'énergie et de l'eau	7	3	738	748
Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	77	80	0	157
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	9	5	0	14
Total général	**25 583**	**3 674**	**4 814**	**34 071**

Source : Rapport 2015 de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

1.2. Statistiques des emplois créés de Janvier à juin 2016

1.2.1. Les emplois créés par le secteur privé au premier semestre 2016

Tableau N°5 : répartition du nombre d'emplois créés par branche d'activité, type de contrat et par sexe au premier semestre 2016

	CDD			CDI			
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Ensemble
Agriculture-Pêche	5	40	45	1	15	16	61
Industrie Extractive	10	343	353	35	716	751	1 104
Industrie manufacturière	5	36	41	27	49	76	117
Electricité-Eau	2	42	44	5	24	29	73
BTP	4	104	108	0	5	5	113
Commerce restaurant hôtel	21	58	79	12	40	52	131
Transport-Entrepôt ; Communication	36	127	163	6	120	126	289
Banque, Assurance aff. Immob., Services fournis aux entreprises	173	966	1 139	203	745	948	2 087
Services fournis aux Collectivités, Services sociaux, Service Personnel	1 193	4 921	6 114	773	2 982	3 755	9 869
Ensemble	**1 449**	**6 637**	**8 086**	**1 062**	**4 696**	**5 758**	**13 844**

Source : Rapports 1er et 2ème trimestre 2016 de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

Tableau N°6 : répartition du nombre d'emplois créés par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2016

	CDD			CDI			
Trimestre	**Femme**	**Homme**	**Total**	**Femme**	**Homme**	**Total**	**Ensemble**
Trimestre 1	618	2 701	3 319	480	2 292	2 772	6 091
Trimestre 2	831	3 949	4 780	575	2 398	2 973	7 753
Ensemble	**1 449**	**6 650**	**8 099**	**1 055**	**4 690**	**5 745**	**13 844**

Source : Rapports 1er et 2ème trimestre 2016 de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

1.2.2. Les emplois créés par le secteur public au premier semestre 2016

Tableau N°7 : répartition du nombre d'emplois créés par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2016

Départements Ministériels	Homme	Femme	ND	Total
Ministère de la solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord	0	0	412	412
Ministère de l'Enseignement Supérieur	0	0	160	160
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat chargé des Relations avec les Institutions	473	261	0	734
Ministère de l'Energie et de l'eau	0	0	30	30
Ministère des mines	1 071	14	0	1 085
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, de la jeunesse et de la construction citoyenne	895	6	201	1 102
Total	**2 439**	**281**	**803**	**3 523**

Source : Rapport 1er trimestre 2016 de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

1.3. Récapitulatif des emplois créés par les secteurs privé et public du 1er janvier 2015 au 30 juin 2016

Tableau N°8 : récapitulatif des emplois créés par trimestre par le secteur privé du 1er janvier 2015 au 30 juin 2016

Trimestre	CDD			CDI			Ensemble
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	
Trimestre 1_2015	873	2 877	3 750	448	1 868	2 316	6 066
Trimestre 2_2015	741	3 310	4 051	413	1 994	2 407	6 458
Trimestre 3_2015	623	3 061	3 684	403	1 708	2 111	5 795
Trimestre 4_2015	885	3 494	4 379	402	1 796	2 198	6 577
Trimestre 1_2016	618	2 701	3 319	480	2 292	2 772	6 091
Trimestre 2_2016	831	3 949	4 780	575	2 398	2 973	7 753
Ensemble	**4 571**	**19 392**	**23 963**	**2 721**	**12 056**	**14 777**	**38 740**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des Rapports de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

Tableau N°9 : récapitulatif des emplois créés par le secteur public du 1er janvier 2015 au 30 juin 2016

Ministères	Total	%
Ministère de la solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord	412	1,10
Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	157	0,42
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, de la jeunesse et de la construction citoyenne	4 803	12,78
Ministère de l'énergie et de l'eau	778	2,07
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	174	0,46
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	7 548	20,08
Ministère de l'équipement, des transports et du désenclavement	17 292	46,00
Ministère des mines	4 215	11,21
Ministère du développement rural	1 481	3,94
Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat chargé des Relations avec les Institutions	734	1,95
Total	**37 594**	**100,00**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des Rapports de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

Du 1er janvier 2015 au 30 juin 2016, au total, **76 334 emplois** ont été créés, dont 38 740 pour le secteur privé (50,75%). Ces données ne prennent pas en compte les statistiques sur les créations d'emplois du secteur public au 2ème trimestre 2016. Ces dernières ne sont pas encore disponibles.

2. Les perspectives pour l'exercice 2017

2.1. Les perspectives de création d'emploi par le secteur privé

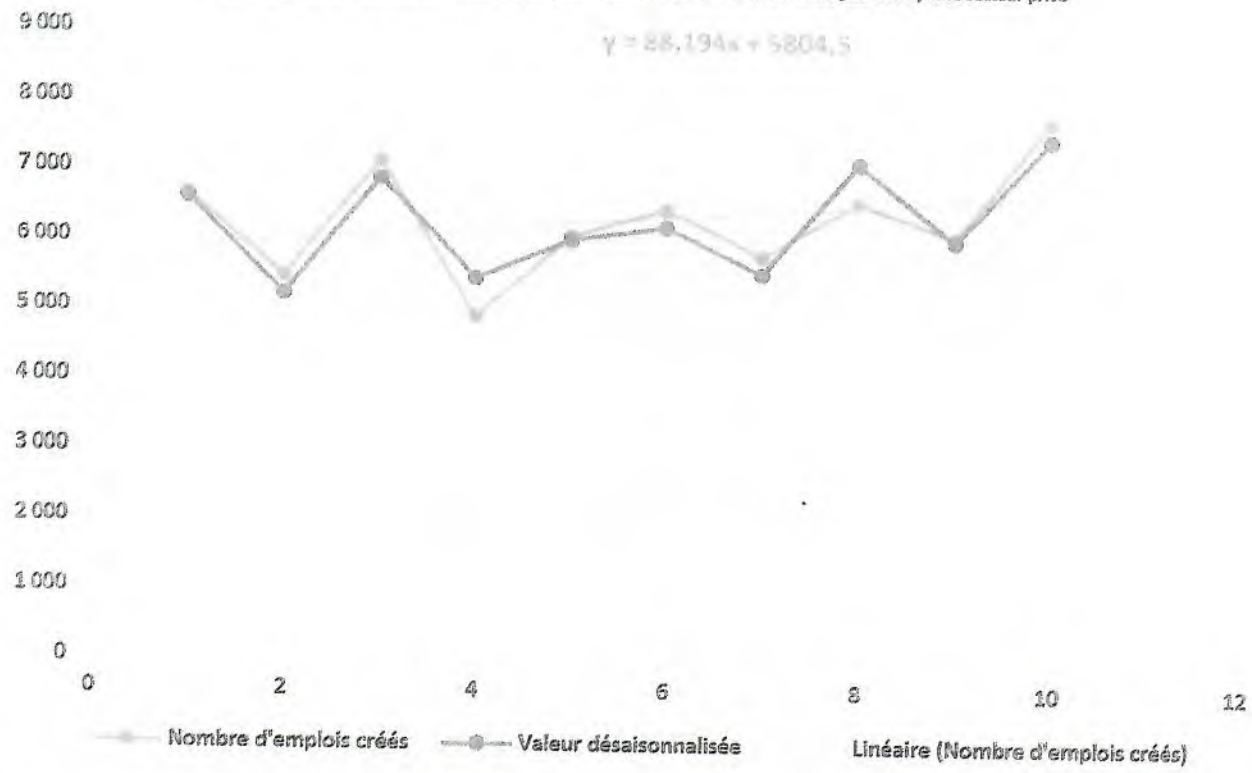
Nous disposons d'une série de données collectées trimestriellement de janvier 2014 à juin 2016 sur les créations d'emplois par le secteur privé. L'évolution de cette série se présente comme suit :

Tableau N°10 : évolution du nombre d'emplois créés par le secteur privé du 1er janvier 2014 au 30 juin 2016

Trimestres	Rand de la série	Nombre d'emplois créés
Trimestre 1_2014	1	6 650
Trimestre 2_2014	2	5 471
Trimestre 3_2014	3	7 136
Trimestre 4_2014	4	4 899
Trimestre 1_2015	5	6 066
Trimestre 2_2015	6	6 458
Trimestre 3_2015	7	5 795
Trimestre 4_2015	8	6 577
Trimestre 1_2016	9	6 091
Trimestre 2_2016	10	7 753
Total		**62 896**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des Rapports de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

Graphique n°1: évolution du nombre d'emplois créés du 1er Janvier 2014 au 30 juin 2016 par le secteur privé



Source : Calcul de l'ONEF à partir des Rapports de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

A partir de l'évolution de ces données et des résultats de l'estimation d'un modèle économétrique simple, nous prévoyons le nombre de création d'emplois par le secteur privé comme suit :

Tableau N°11 : évolution prévisionnelle du nombre d'emplois créés par le secteur privé du 3ème trimestre 2016 au 4ème trimestre 2017

Prévision	Rand de la série	Prévision des créations d'emplois
Trimestre 3_2016	11	7 026
Trimestre 4_2016	12	6 298
Trimestre 1_2017	13	7 006
Trimestre 2_2017	14	7 298
Trimestre 3_2017	15	7 379
Trimestre 4_2017	16	6 651
Total		**41 658**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des Rapports de la Direction Nationale de l'Emploi (DNE)

Nous estimons que si les conditions économiques, sociales et sécuritaires sont favorables, le secteur privé pourrait créer **41 658 emplois** d'ici fin 2017, dont ***13 324 emplois pour les 3ème et 4ème trimestres 2016*** et **28 334 emplois pour l'année 2017.**

2.2. Les perspectives de création d'emplois par le secteur public

Contrairement aux statistiques sur les créations d'emplois du secteur privé, nous ne disposons pas pour l'instant de longue série sur les créations d'emplois du secteur public. Ces statistiques sont généralement disponibles en fin d'année. La non disponibilité de longue série rend difficile l'utilisation d'outils statistiques appropriés pour faire des prévisions pour 2017 en termes de création d'emplois pour le secteur public.

Néanmoins, les perspectives macroéconomiques à moyen terme sont bonnes : la croissance devrait se situer respectivement à 5.2 % et 5.0 % en 2016 et 2017, soutenue en partie par une augmentation de l'investissement public et une aide des bailleurs de fonds. La croissance devrait être tirée par les secteurs agricole et tertiaire[1]. Avec ces bonnes perspectives macro-économiques et le maintien de la tendance des emplois créés par le secteur public au premier trimestre 2016, ***nous pourrions envisager 17 500 et 16 200 créations d'emplois par le secteur public respectivement en 2016 et 2017.***

En somme, nous estimons à 44 668 le nombre d'emplois à créer par le secteur privé et le secteur public en 2016 contre 44 523 emplois en 2017. Si ces prévisions se réalisaient, les 200 000 emplois promus par les plus hautes autorités seront largement dépassés à l'horizon 2018.

[1] Source : http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/notes-pays/mali

ETAT W

SUBVENTION A L'ENERGIE DU MALI (EDM-SA)

Projet d'annexe à la LFI 2017 portant sur les subventions à Energie du Mali (EDM-SA)

1. Données historiques

DONNEES HISTORIQUES													
Période	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Production (GWh)	631	721	805	866	943	1 004	1 097	1 213	1 301	1 276	1 402	1 574	1 712
SUBVENTIONS (Millions de FCFA)	7 200	-	-	-	3 000	3 400	-	14 281	10 906	30 000	59 249	57 108	42 000
Resultat avant subventions (Millions de FCFA)	- 7 206	- 7 211	- 3 074	- 1 092	- 9 778	- 9 070	- 17 814	- 14 245	- 28 895	- 42 291	- 38 690	- 56 632	- 55 071
Resultat apres Subvention (millions de FCFA)	- 6	- 7 211	- 3 074	- 1 092	- 6 778	- 5 670	- 396	- 36	- 15 315	- 12 291	17 545	476	- 13 071
Coût moyen de production (FCFA/KWh)			95,96	93,7	106,8	108,35	94,5	99,6	101,2	104,3	109,8	113,6	114,8
Prix moyen de vente (FCFA/KWh)	95,20	88,77	79,37	85,64	86,47	87,35	88,82	91,09	91,64	91,33	0,00	96,90	97,84

2. Distribution estimée des subventions à EDM au sein de la population en fonction des niveaux de consommation de la clientèle

En 2015 le rapport entre le chiffre d'affaires sans subvention et la quantité annuelle d'électricité facturée a été de 96,45 FCFA/kWh ; avec subvention, ce rapport a été est de 128,11 FCFA/kWh. Ainsi, le montant de la subvention/kWh a été de 31,65 FCFA.

Les 42 000 millions de FCFA de subvention se répartissent, selon les tranches tarifaires de EDM-SA et en fonction des quantités consommées par type de client, comme suit :

2.1 Répartition uniforme de la subvention selon le niveau de consommation

Tableau 1 :

CATÉGORIE DE CLIENTS		PART SUBVENTION 2015
TARIF SOCIAL	(*)	41%
TARIF NORMAL	(**)	27%
MOYENNE TENSION	(***)	32%

(*) Catégorie de clients facturés sur *quatre tranches tarifaires (de 59 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;*

(**)*Catégorie de clients facturés sur *deux tranches tarifaires. (109 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;

(***) Les industriels et assimilés.

2.2 Répartition différenciée de la subvention en tenant compte des tarifs appliqués aux différents clients

Le système tarifaire en vigueur (voir tableau ci-dessous) engendre des subventions croisées entre différents groupes tarifaires. Nous procédons ici à une analyse de ce phénomène afin de donner un éclairage complet sur la subvention par catégorie de client.

On remarquera que tous les clients industriels ont bénéficié de la subvention, tous leurs prix unitaires de vente étant inférieurs à 128,11 FCFA/kWh, niveau de revenu par kilowattheure ayant permis l'équilibre en 2015.

Les clients du tarif social ont bénéficié de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés entre 59 FCFA et 109 FCFA par kWh. Sur les tranches de consommation excédant les 200 kWh et facturés au prix unitaire de 130 FCFA le kWh, ces clients apportent une subvention croisée pour l'équilibre.

Les clients du tarif normal ont bénéficié de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés à 109 FCFA par kWh. Sur les tranches de consommation excédant les 200 kWh et facturés au prix unitaire de 130 FCFA le kWh, ces clients apportent une subvention croisée pour l'équilibre.

Les clients, selon leurs groupes tarifaires et les quantités d'électricité consommées, ont bénéficié différemment de la subvention.

Il été procédé à une segmentation des ventes par type tarifaire, et par quantité facturée selon les tranches définies dans les trois tableaux ci-dessous.

Les quantités par tranche tarifaire ont été multipliées par les écarts obtenus entre les prix unitaires des tranches et le prix de 128,11 FCFA. Le tableau suivant illustre les résultats obtenus :

Tableau 2

	BT Tarif social	BT Tarif Normal	Total BT	MT	TOTAL
Consommation en GWh	365,32	412,94	778,26	512,27	1 290,54
Subvention en milliard FCFA	17,414	11,146	28,56	13,44	42,00
Nombre de clients	259 194	139 566	398 760	1 930	400 690
Part de la consommation	28,31%	32,00%	60,31%	39,69%	
Part de la subvention	41,46%	26,54%	68,00%	32,00%	
Part Nombre Client	64,69%	34,83%	99,52%	0,48%	

Rappel système tarifaire appliqué par EDM-SA

Grille tarifaire de la Basse tension

	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
tranche 1	0	50	**59**
tranche 2	51	100	**94**
tranche 3	101	200	**109**
tranche 4	201	plus de 201	**130**

	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
tranche 1	0	200	**109**
tranche 2	201	plus de 201	**130**

Grille tarifaire de la Moyenne tension

	Tranche d'heures dans laquelle la consommation en kWh est effectuée		Prix unitaire FCFA/kWh
Heures de pointe	18h00	23h59	**110**
Heures pleines	06h00	18h00	**75**
Heures creuses	00h00	06h00	**55**

Les 2/3 de la clientèle (**tarif social**) font moins du tiers de la consommation globale et représente un plus du 1/3 de la subvention **17,41 milliards FCFA**. La part de la subvention est supérieure à celle de la consommation. Les consommateurs de ce tarif avec les prix unitaires les plus bas sont les plus subventionnés. Ceux qui ne dépassent pas la 1ère tranche de consommation (moins de 50 kWh par mois) sont subventionnés à près de 60% pour une subvention globale représentant 41%.

Les **clients BT du tarif normal** présentent une part de subvention plus faible (27%) que celle de la consommation (32%) et celle du nombre de clients (35%). A 139 566 clients, ils ont bénéficié de **11,14 milliards de FCFA**.

Globalement, les **398 760 clients de la basse tension (99,5%** des clients en nombre**)**, en majorité des clients domestiques, ont bénéficié de **28,6 milliards de FCFA** de subvention, soit près de 68% de la subvention totale.

Les **1 930 clients Moyenne Tension** (industriels en majorité, et PME) ne représentant que 0,5% de la clientèle consomment 39,7% de l'énergie produite. Ils ont bénéficié de **13,44 milliards FCFA** de subvention, une part à hauteur de 30%, largement en dessous de la part de l'énergie consommée 39,7%.

2.3 Conclusions

L'hypothèse de la répartition uniforme de la subvention attribue moins au tarif social. La répartition uniforme affecte plus les clients du tarif normal de la Basse Tension et ceux de la Moyenne Tension.

	Tarif Social	**Tarif Normal**	**Tarif Moyenne Tension**
Répartition uniforme selon les quantités d'électricité consommée	11,89	13,44	16,67
Répartition différenciée selon les tarifs par client	17,41	11,15	13,44
Ecart entre les deux répartitions de subvention	5,52	- 2,29	- 3,23

L'écart entre les deux modes de répartition met en exergue la notion des subventions croisées entre les clients facturés à des tarifs différents. Si les clients BT du tarif social bénéficient de **5,52 milliards FCFA** de subvention croisée, celle-ci est apportée par les clients du tarif normal et de la moyenne tension.

3. **Indicateurs de performance**

	Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1	Puissance totale installée (MW)	333,3	394,7	425,1	467,2	528,1	533,2
2	Puissance totale disponible des centrales énergie renouvelable (MW)		0,2	0,2	0,2	1,4	1,4
3	Puissance disponible						
4	Energie totale produite (GWh)	1 212,8	1 298,8	1 276,3	1 402,0	1 573,9	1 712,0
5	Energie brute totale produite renouvelable (GWh)		0,1	0,1	0,1	1,2	1,5
6	Energie importée (GWh)	0,0	0,0	13,4	212,5	313,6	246,5
9	Pertes distribution (%)	18,6%	15,6%	17,0%	15,7%	17,4%	17,76%
10	Taux énergie non distribuée (%)	0,4%	0,4%	2,3%	1,3%	0,9%	0,2%
11	Taux recouvrement global (%) à M+12	98,0%	98,1%	97,7%	97,7%	98,7%	98,7%
12	Taux recouvrement instances officielle (%)						
13	Taux recouvrement clients paraétatiques (%)						
15	Arriérés auprès fournisseurs privés	24 084,0	35 691,0	43 767,0	35 779,0	48 699,0	87 810,9
16	Arriérés fiscaux auprès Etat	12 291,0	7 192,0	15 314,0	9 634,0	9 992,0	16 029,5
17	Energie facturée (GWh)	950,9	1 044,3	1 012,4	1 104,7	1 225,8	1 332,3
18	Nombre total clients	233 354,0	261 008,0	290 042,0	313 621,0	346 978,0	400 690,0
19	Nombre clients résidentiels	231 864,0	259 438,0	288 382,0	311 952,0	345 141,0	398 760,0
20	Nombre employés	1 340,0	1 344,0	1 304,0	1 314,0	1 495,0	1 906,0
21	Ratio clients/employé	174,1	194,2	222,4	238,7	232,1	210,2
22	Tarif Moyen (FCFA/kWh)	90,8	90,3	91,5	95,9	97,4	97,8
23	Tarif Moyen résidentiels (FCFA/kWh)	100,3	99,4	100,0	105,2	105,6	104,7
24	Revenus recouvrés par kWh produit (FCFA/kWh)	93,9	100,2	78,3	82,4	90,3	98,5
25	Revenus recouvrés par kWh facturé (FCFA/kWh)	119,7	124,6	98,8	104,6	115,9	126,6
26	Ventes totales (FCFA millions)	85 886,9	93 886,4	91 403,4	104 077,1	118 191,3	137 340,9
27	Revenus totaux recouvrés (FCFA millions) (Encaissements)	113 853,5	130 142,5	99 995,6	115 531,5	142 121,2	168 630,4
28	Salaire/charges de personnel (FCFA millions)	12 938,5	10 951,0	11 774,6	12 338,0	13 461,4	17 952,6
29	Dépenses effectives entretien production (FCFA millions)	2 836,3	2 682,5	1 480,9	3 179,7	1 477,2	2 203,8
30	Dépenses effectives T&D (FCFA millions)	3 986,8	2 365,3	3 106,9	1 813,5	2 950,8	1 198,4
31	Clients résidentiels avec compteurs avec prépaiement (%)	231 864,0	259 438,0	288 382,0	311 952,0	345 141,0	398 760,0
32	Résultats d'exploitation (± FCFA millions)	-24 416,4	-15 321,4	-7 696,3	23 833,4	10 535,4	813,5
33	Résultats Nets avec Subventions (± FCFA millions)	-35,7	-15 314,8	-12 291,3	17 544,9	474,8	-13 071,3
34	Mouvements sorties du personnel	106,0	64,0	36,0	43,0	42,0	62,0

Glossaire

1- Capacité de production mesurée en MW
9- Pertes techniques liées au transport et à la distribution inhérente à l'électricité
10- Délestages ou incapacité de distribuer
11- Le niveau d'encaissement d'une facture émise sur une période de 12 mois
17- Quantité d'énergie consommée par les clients et facturée par EDM-SA
23- Tarif moyen basse tension
29- Maintenances préventives et curatives des ouvrages de production
30- Dépenses relatives à l'entretien des ouvrages de distribution et de transport

IV. SITUATION D'EXECUTION AU 30 JUIN 2016

NOTE DE PRESENTATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE DE PRESENTATION
Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 juin 2016

I. LES RECETTES

Le Budget d'Etat 2016 a été exécuté en recettes à 575,341 milliards de FCFA contre une prévision du collectif de 1 802,046 milliards de FCFA, soit un taux de 31,93%.

Ci-dessous, le détail de l'exécution des recettes au 30 juin 2016.

1. Par Budget

(En milliards de FCFA)

Désignation	Prévisions Collectif 2016	Réalisations au 30 juin 2016	Taux d'exécution en (%)
Budget national	1 321,469	538,045	40,72
Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux	83,685	28,993	34,65
Budget spécial d'investissement	260,744	0,219	0,08
Appuis budgétaires sectoriels	18,391	8,084	43,96
Appuis budgétaires généraux	117,757	0,000	0,00
Total	**1 802,046**	**575,341**	**31,93**

Les réalisations par budget se présentent comme suit :

a. Budget national

Les réalisations de recouvrements au 30 juin 2016 se chiffrent à 538,045 milliards de FCFA contre une prévision du collectif de 1 321,469 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 40,72% par rapport aux prévisions initiales.

b. Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux

Les réalisations au titre des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux se chiffrent à 28,993 milliards de FCFA au 30 juin 2016 sur une prévision du collectif de 83,685 milliards de FCFA, soit un taux de 34,65%. Ces réalisations sont constituées des recettes des différents Entrepôts Maliens à l'extérieur et des Comptes et Fonds Spéciaux.

Les Comptes et Fonds Spéciaux comprennent :

- le Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- le Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière ;
- le Fonds de Développement de l'Eau ;
- le Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts ;
- le Fonds pour l'Aménagement et la Protection de la Faune ;
- le Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- le Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- le Fonds de remboursement des crédits TVA.

c. Budget spécial d'investissement

Il convient de rappeler que le financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement en recettes est la contrepartie des inscriptions faites au niveau des dépenses.

Il a été réalisé à la date du 30 juin 2016 au titre du financement extérieur, un montant de 0,219 milliard de FCFA sur une prévision de 260,744 milliards de FCFA dans le collectif, soit un taux de 0,08%.

d. Appuis budgétaires sectoriels

Sur une prévision du collectif de 18,391 milliards de FCFA, les appuis budgétaires sectoriels ont connu une réalisation de 8,084 milliards de FCFA, soit un taux de 43,96%.

e. Appuis budgétaires Généraux

Les ressources au titre des appuis budgétaires généraux n'ont pas connu de mobilisation sur une prévision annuelle du collectif de 117,757 milliards de FCFA.

2. Par nature de recettes

(En milliards de FCFA)

Libellés	Prévision Collectif 2016	Réalisations au 30 juin 2016	Taux d'exéc.
BUDGET GENERAL	**1 718,361**	**546,348**	**31,79**
Dons projets et legs	91,524	0	0,00
Emprunts projets et programmes	169,220	0,219	0,13
Cessions d'imm. incorporelles	4,840	0	0,00
Cessions sols - sous sols	4,225	2,284	54,06
Cessions de biens meubles	0,353	0,211	59,77
Cessions d'immeubles	4,000	0	0,00
Remboursement de prêts et avances	4,112	1,494	36,33
Recettes fiscales	1237,408	520,489	42,06
Recettes non fiscales	48,817	12,343	25,28
Recettes exceptionnelles (Ressources PPTE)	17,714	1,224	6,91
Dons programmes (Appuis budgétaires)	74,148	8,084	10,90
Autres emprunts	62,000	0	0,00
BUDGETS ANNEXES, COMPT. ET FONDS SPECIAUX	**83,685**	**28,993**	**34,65**
TOTAL	**1 802,046**	**575,341**	**31,93**

Les réalisations par nature de recettes (droits et taxes) se présentent comme suit :

a. Cession sols - sous sols

Les réalisations de recouvrement au 30 juin 2016 se chiffrent à 2,284 milliards de FCFA contre des prévisions annuelles du collectif de 4,225 milliards de FCFA, soit un taux de 54,06%. Ces recettes proviennent essentiellement de la vente de terrains.

b.Remboursement prêts et avances

Les ressources prévisionnelles se chiffrent à 4,112 milliards de FCFA. Il a été recouvré un montant de 1,494 milliard de FCFA, soit un taux de réalisation de 36,33%.

Il s'agit des ressources de la Direction Générale de la Dette Publique, constituées essentiellement du remboursement des prêts rétrocédés.

c. Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 42,06%, soit un montant de 520,489 milliards de FCFA sur une prévision du collectif de 1 237,408 milliards de FCFA.

d. Recettes non fiscales

Les réalisations de recouvrement se chiffrent à 12,343 milliards de FCFA contre des prévisions de 48,817 milliards de FCFA, soit un taux de 25,28%.

3. Par Service d'assiette et de recouvrement

La situation d'exécution des recettes par service d'assiette et de recouvrement (sans les Budgets annexes et Comptes et fonds spéciaux, le Budget Spécial d'Investissement et les Appuis budgétaires) se présente comme suit :

(En milliards de FCFA)

SERVICES	Prévisions 2016 Collectif	Recouvrements Au 30 juin 2016	Taux Rec/Prév%
Douanes	499,000	218,637	43,82
Impôts	678,603	282,963	41,70
Trésor	28,000	14,477	51,70
Domaines et Cadastre	89,200	19,250	21,58
Administration des Biens de l'Etat	4,840	0,000	0,000
Dette Publique	4,112	1,394	33,90
TOTAL	**1 303,755**	**536,721**	**41,17**

II. LES DEPENSES

Au 30 juin 2016, le budget d'Etat a été exécuté en dépenses à hauteur de 699,107 milliards de FCFA sur une prévision budgétaire de 2 058,003 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 33,97%. L'exécution des dépenses par nature de budgets et par nature de dépenses se présente comme suit :

1. Par Nature de Budgets

a. Budget général :

- **Pouvoirs publics et administrations centrales :**

Prévu dans la loi de Finances rectifiée 2016 pour 1 692,002 milliards de FCFA, le budget des pouvoirs publics et administrations centrales a été exécuté à hauteur de 529,873 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 31,32%. Cette situation prend en compte l'ensemble des dépenses des charges communes, des Institutions, des Départements ministériels et des Etablissements Publics à caractère Administratif (y compris les dépenses du budget spécial d'investissement et de l'appui budgétaire sectoriel).

- **Administrations déconcentrées des régions :**

Prévu dans le collectif budgétaire 2016 pour 282,316 milliards de FCFA, le budget des administrations déconcentrées des régions a été exécuté à hauteur de 141,460 milliards de

FCFA, soit un taux d'exécution de 50,10%. Cette situation prend en compte l'ensemble des dépenses des administrations déconcentrées (y compris les crédits transférés aux Collectivités Territoriales dans le budget d'Etat) aux niveaux régional et subrégional.

b. Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux :

Pour une prévision dans le budget d'Etat rectifié 2016 de 83,685 milliards de FCFA, les dépenses des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux ont été exécutées à hauteur de 27,773 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 33,19%.

2. Par nature de dépenses

La situation d'exécution des dépenses selon leur nature se présente comme suit :

a. Personnel

Les dépenses de personnel au 30 juin 2016 y compris le salaire des fonctionnaires des Collectivités, ont été exécutées à hauteur de 179,615 milliards de FCFA sur une dotation budgétaire 2016 de 411,033 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 43,70%. La part des salaires des fonctionnaires des collectivités dans la masse salariale globale se chiffre à 119,374 milliards de FCFA sur lesquels, il a été exécuté un montant de 53,124 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 44,50%.

b. Matériel et fonctionnement

Prévues dans le budget d'Etat rectifié 2016 pour 111,764 milliards de FCFA, les dépenses de matériel ont été exécutées à hauteur de 42,345 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 37,89%.

c. Déplacement

Les dépenses de déplacement ont été exécutées à hauteur de 20,132 milliards de FCFA sur une prévision de 54,200 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2016, soit un taux d'exécution de 37,14%.

Il s'agit des dépenses au niveau des Ministères, des Institutions, des charges communes (transport des élèves et étudiants dans le cadre des grandes vacances, déplacement des agents de l'Etat lors des mutations et déplacement des stagiaires et étudiants maliens à l'étranger) et des Régions.

d. Communication - énergie

Prévues dans le budget d'Etat rectifié 2016 pour 34,945 milliards de FCFA, les dépenses de communication-énergie ont été exécutées à hauteur de 15,937 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 45,61%.

e. Transferts et subventions

Les dépenses au titre des transferts et subventions sans le filet social ont été exécutées à hauteur de 135,084 milliards de FCFA sur une prévision de 259,176 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 52,12%.

f. Bourses

Pour une prévision dans le budget d'Etat 2016 de 17,377 milliards de FCFA, les dépenses de bourses ont été exécutées à hauteur de 9,703 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 55,84%.

g. Dépenses électorales

Prévues pour 9,184 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2016, les dépenses électorales ont été exécutées à hauteur de 0,148 milliard FCFA à la date du 30 juin 2016, soit un taux d'exécution de 1,61%. Ces dépenses concernent les charges liées à l'organisation des élections communales de 2016.

h. Filet social

L'exécution du filet social s'élève à 2,625 milliard de FCFA sur une prévision de 10,5 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectifiée 2016, soit un taux d'exécution de 25,0%.

i. Autres dépenses

Les prévisions au titre de cette rubrique sans les dépenses électorales, les pertes aux changes et la liquidation du passif régulier, s'élèvent à 83,537 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2016. L'exécution au 30 juin 2016 est de 34,814 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 41,67%. Les autres dépenses sont constituées essentiellement des frais de location des bâtiments administratifs baillés, des frais scolaires des élèves que l'Etat oriente dans les établissements privés, des frais d'entretien des bâtiments administratifs, des frais d'entretien courant des écoles et des dépenses de formation.

j. Equipements - investissements

Il s'agit des dépenses du Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) et des dépenses d'équipement au niveau des charges communes, des Départements Ministériels, des Institutions et des Etablissements Publics.

La rubrique « équipement-investissement » a été exécutée à hauteur de 83,450 milliards de FCFA sur une prévision de 277,418 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2016, soit un taux d'exécution de 30,08%.

k. Frais financiers

Prévue dans le budget d'Etat 2016 pour 56,097 milliards de FCFA, la dotation au titre des frais financiers a été exécutée à hauteur de 12,871 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 22,94%.

l. Principal de la dette

En ce qui concerne les prévisions de remboursement du principal de la dette extérieure et intérieure, elles s'élèvent à 92,549 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2016. A la date du 30 juin 2016, le remboursement a été effectué à hauteur de 18,934 milliards de FCFA, soit un taux de 20,46%. Il est à rappeler que le remboursement de la dette s'effectue en fonction des échéanciers de paiement convenus avec les créanciers.

m. Pertes aux changes

Cette rubrique prend en charge le remboursement des pertes aux changes subies par les Représentations Diplomatiques du Mali. Sur une prévision de 0,736 milliard de FCFA dans le budget d'Etat 2016, les dépenses de la rubrique pertes aux changes ont été exécutées à hauteur de 0,430 milliard de FCFA à la date du 30 juin 2016, soit un taux d'exécution de 58,42%.

n. Liquidation du passif régulier

Les dépenses liées à la liquidation du passif régulier ont été prévues pour 3,816 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2016. Elles ont été exécutées à hauteur de 1,243 milliard de FCFA, soit un taux d'exécution de 32,57%. L'objet de ces dépenses concerne essentiellement les rappels d'arriérés différentiels de soldes et d'accessoires de solde.

o. Apurement du passif

Les prévisions de dépenses au titre de l'apurement du passif s'élèvent à 34,592 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2016. Elles ont été exécutées à hauteur de 21,376 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 61,79%. Cette situation représente essentiellement la prise en charge des indemnités d'expropriation et de dédommagement.

p. Budget spécial d'investissement (financement extérieur)

Prévues pour 260,743 milliards de FCFA dans la loi de Finances 2016, les dépenses du Budget Spécial d'investissement (financement extérieur) ont été exécutées à hauteur de 0,137 milliard de FCFA, soit un taux d'exécution de 0,05%.

q. Appui budgétaire sectoriel

Prévu dans le budget d'Etat 2016 pour 18,391 milliards de FCFA, l'appui budgétaire sectoriel a été exécuté à hauteur de 2,049 milliard de FCFA, soit un taux d'exécution de 11,14%.

III. RESULTAT D'EXECUTION

Sur des prévisions de recettes dans le budget d'Etat 2016 d'un montant de 1 802,046 milliards de FCFA, il a été réalisé au 30 juin 2016, un montant de 575,341 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 31,93%.

Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 699,107 milliards de FCFA sur une prévision 2016 de 2 058,003 milliards de FCFA, soit un taux de 33,97%.

Bamako, le ……. 2016
Le Ministre,

Dr Boubou CISSE

TABLEAU DES RECETTES

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

RECAPITULATION PAR ARTICLE

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Titre / Article	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	/ Emiss.
BUDGET GENERAL						
DONS PROJETS ET LEGS	91 524 000 000	0	0		0,00	
EMPRUNTS PROJETS & PROG.	169 220 000 000	219 000 000	219 000 000		0,13	100,00
AUTRES EMPRUNTS	62 000 000 000	0	0		0,00	
CESSION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 840 000 000	0	0		0,00	
CESSIONS SOLS SOUS-SOLS	4 225 038 000	2 284 000 000	2 284 000 000		54,06	100,00
CESSIONS D' IMMEUBLES	4 000 000 000	0	0		0,00	
CESSIONS DE BIENS MEUBLES	353 204 000	211 000 000	211 000 000		59,74	100,00
REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES	4 112 000 000	1 494 000 000	1 494 000 000		36,33	100,00
RECETTES FISCALES	1 237 407 925 000	520 489 000 000	520 489 000 000		42,06	100,00
RECETTES NON FISCALES	48 817 020 000	12 343 000 000	12 343 000 000		25,28	100,00
DONS PROGRAMMES	74 148 117 000	8 084 000 000	8 084 000 000		10,90	100,00
RECETTES EXCEPTIONNELLES	17 714 000 000	1 224 000 000	1 224 000 000		6,91	100,00
TOTAL BUDGET GENERAL	**1 718 361 304 000**	**546 348 000 000**	**546 348 000 000**		**31,79**	**100,00**
BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX						
RECETTES NON FISCALES	10 214 030 000	1 500 889 773	1 500 889 773		14,69	100,00
TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS	73 471 000 000	27 492 683 564	27 492 683 564		37,42	100,00
TOTAL BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX	**83 685 030 000**	**28 993 573 337**	**28 993 573 337**		**34,65**	**100,00**
T O T A L G E N E R A L	**1 802 046 334 000**	**575 341 573 337**	**575 341 573 337**		**31,93**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

RECAPITULATION PAR BUDGET

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Titre / Section	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	/ Emiss.
BUDGET GENERAL						
BUDGET NATIONAL	1 321 469 187 000	538 045 000 000	538 045 000 000		40,72	100,00
BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)	260 744 000 000	219 000 000	219 000 000		0,08	100,00
APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS	18 391 117 000	8 084 000 000	8 084 000 000		43,96	100,00
APPUIS PROGRAMMES GENERAUX	117 757 000 000	0	0		0,00	
TOTAL BUDGET GENERAL	**1 718 361 304 000**	**546 348 000 000**	**546 348 000 000**		**31,79**	**100,00**
BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX						
POGR. DEV. RESS. MINERALES (PDRM)	405 000 000	0	0		0,00	
FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)	3 857 500 000	0	0		0,00	
FONDS AMENAG. & PROTECTION DES FORETS (FAPF)	640 000 000	0	0		0,00	
FONDS AMENAG. & PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)	50 000 000	0	0		0,00	
FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)	5 000 000 000	0	0		0,00	
FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME & EPANOUISMNT ENFANT	600 000 000	0	0		0,00	
FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA	65 400 000 000	27 492 683 564	27 492 683 564		42,04	100,00
FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE	1 781 000 000	0	0		0,00	
FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MINIERES	537 500 000	0	0		0,00	
ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL	1 853 165 000	818 547 092	818 547 092		44,17	100,00
ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE	1 100 745 000	403 527 920	403 527 920		36,66	100,00
ENTREPOTS MALIENS AU TOGO	749 488 000	0	0		0,00	
ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE	501 400 000	109 504 055	109 504 055		21,84	100,00
ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE	575 732 000	169 310 706	169 310 706		29,41	100,00
ENTREPOTS MALIEN AU GHANA	633 500 000	0	0		0,00	

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

RECAPITULATION PAR BUDGET

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Titre / Section	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
TOTAL BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX	83 685 030 000	28 993 573 337	28 993 573 337		34,65	100,00
T O T A L G E N E R A L	1 802 046 334 000	575 341 573 337	575 341 573 337		31,93	100,00

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	/ Emiss.
01 BUDGET NATIONAL						
21 CESSION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
4 Cession Droits d'exploitation - Fonds de Commerce						
0.0.0 RECETTES DE PRIVATISATION (DGABE)	4 840 000 000	0	0		0,00	
22 CESSIONS SOLS SOUS-SOLS						
1 Ventes de terrains						
0.0.0 ALIENATIONS D'IMMEUBLES &TRANSFORMATION EN TF (DNDC)	4 225 038 000	2 284 000 000	2 284 000 000		54,06	100,00
23 CESSIONS D' IMMEUBLES						
1 vente de bâtiments administratifs à usage de bureau						
1.0.0 BATIMENTS ADMINISTRATIFS A USAGE DE BUREAUX SANS EMPLOI	4 000 000 000	0	0		0,00	
24 CESSIONS DE BIENS MEUBLES						
3 Matériels de transport de service & de fonction						
0.0.0 ALIENATION DU DOMAINE MOBILIER (DNDC)	353 204 000	211 000 000	211 000 000		59,74	100,00
29 REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES						
7 Prêts rétrocédés						
5.0.0 RETROCESSIONS	4 112 000 000	1 494 000 000	1 494 000 000		36,33	100,00

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule		Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL							
71 RECETTES FISCALES							
1 Impôts sur les revenus, bénéfices et gains en capital							
1.3.0	BIC SECTEUR PRIVE-IMPOTS	10 009 000 000	2 380 000 000	2 380 000 000		23,78	100,00
2.0.0	IMPOT SUR LES SOCIETES (IS PRIVE)	231 368 000 000	97 064 000 000	97 064 000 000		41,95	100,00
2.1.0	IMPOTS SUR LES SOCIETES (IS ETAT)	1 656 000 000	3 000 000	3 000 000		0,18	100,00
3.0.0	TAXE SYNTHETIQUE	4 842 000 000	1 343 000 000	1 343 000 000		27,74	100,00
4.0.0	TAXES SUR LES TRANSPORTEURS ROUTIERS	6 161 000 000	2 980 000 000	2 980 000 000		48,37	100,00
5.0.0	IMPOT SUR LES REVENUS FONCIERS IMPOTS	5 022 000 000	1 183 000 000	1 183 000 000		23,56	100,00
7.0.0	IMPOT SUR LES REVENUS DE VAL.MOB.	22 566 000 000	7 885 000 000	7 885 000 000		34,94	100,00
8.4.0	I.T.S. RETENUE SECTEUR PRIVE (IMPOTS)	72 282 000 000	31 018 000 000	31 018 000 000		42,91	100,00
8.4.1	I.T.S. RETENUE SECTEUR PUBLIC(IMPOTS)	8 844 000 000	6 525 000 000	6 525 000 000		73,78	100,00
9.0.0	PENALITES SUR IMPOTS DIRECTS (IMPOTS)	2 924 000 000	1 312 000 000	1 312 000 000		44,87	100,00
9.5.0	RECETTES SUR ORDRE DE RECETTES	40 000 000	7 000 000	7 000 000		17,50	100,00
9.6.0	RECETTES SUR EXERCICES ANT. (IMPOTS DIRECTS)	9 668 000 000	2 007 000 000	2 007 000 000		20,76	100,00
Total	**Impôts sur les revenus, bénéfices et gains en capital**	**375 382 000 000**	**153 707 000 000**	**153 707 000 000**		**40,95**	**100,00**
2 Impôts sur les salaires versés et autres rémunerations							
1.0.0	CONTRIBUTION FORFAITAIRE	11 798 000 000	4 602 000 000	4 602 000 000		39,01	100,00
3 Impôts sur le Patrimoine							
1.0.0	REDEVANCES SUPERFICIAIRES DES SOCIETES MINIERES	300 460 000	202 000 000	202 000 000		67,23	100,00
2.0.0	TAXE SUR LA PLUS VALUE DE CESSIONS ENTRE PARTICULIERS	1 111 054 000	412 000 000	412 000 000		37,08	100,00
Total	**Impôts sur le Patrimoine**	**1 411 514 000**	**614 000 000**	**614 000 000**		**43,50**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule		Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	/ Emiss.
01 BUDGET NATIONAL							
71 RECETTES FISCALES							
5 Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services							
1.0.0	TAXES SUR LES VEHICULES AUT0MOBILES	3 746 000 000	2 729 000 000	2 729 000 000		72,85	100,00
1.1.0	T.V.A. - T.P.S - I.A.S. /ETAT	5 554 000 000	575 000 000	575 000 000		10,35	100,00
1.1.2	TAXE VISITES TECHNIQUES VEHICULES	500 000 000	68 000 000	68 000 000		13,60	100,00
1.2.0	T.V.A. - T.P.S. / PRIVE	128 410 000 000	62 372 000 000	62 372 000 000		48,57	100,00
1.3.0	T.V.A. - T.P.S. / DOUANES	249 200 000 000	106 605 000 000	106 605 000 000		42,78	100,00
2.0.0	TAXES SUR LES BOISSONS ALCOOL.(IMPOTS)	3 822 000 000	818 000 000	818 000 000		21,40	100,00
3.0.0	TAXE INTERIEURE SUR PRODUITS PETROLIERS(TIPP)	98 100 000 000	52 622 000 000	52 622 000 000		53,64	100,00
4.0.0	IMPOT SPECIAL SUR BOISSON GAZ(IMPOTS)	7 610 000 000	1 490 000 000	1 490 000 000		19,58	100,00
5.0.0	ISCP SUR AUTRES PRODUITS (IMPOTS)	6 746 000 000	2 090 000 000	2 090 000 000		30,98	100,00
5.1.0	TARTOP(Taxe sur Accès au Reseau de Telecom Ouvert au Public)	19 068 000 000	12 673 000 000	12 673 000 000		66,46	100,00
6.0.0	TAXE D'EXTRACTION OU RAMASSAGE DE MATERIAUX	214 815 000	0	0		0,00	
6.1.0	PMU-MALI	8 000 000 000	3 183 000 000	3 183 000 000		39,79	100,00
6.3.0	CASINO	200 000 000	104 000 000	104 000 000		52,00	100,00
7.0.0	TAXE SUR LES FRAIS D'EDILITE	364 726 000	17 000 000	17 000 000		4,66	100,00
7.1.0	TAXES SUR LES CONTRATS D'ASSURANCES	5 114 000 000	2 921 000 000	2 921 000 000		57,12	100,00
7.2.0	TAXE AD VALOREM (DNDC)	28 747 685 000	8 814 000 000	8 814 000 000		30,66	100,00
7.3.0	TAXE/ACTIVITES FINANCIERES	34 180 000 000	8 809 000 000	8 809 000 000		25,77	100,00
7.4.0	C.P.S. SUR L'OR (IMPOTS)	35 162 000 000	14 208 000 000	14 208 000 000		40,41	100,00
9.2.0	PENALITES SUR IMPOTS INDIRECTS	4 751 000 000	1 196 000 000	1 196 000 000		25,17	100,00
9.3.0	RECETTES SUR EXERCICES ANT.(IMPOTS INDIRECTS)	15 964 000 000	1 455 000 000	1 455 000 000		9,11	100,00
Total	**Impôts et Taxes intérieurs sur les biens et services**	**655 454 226 000**	**282 749 000 000**	**282 749 000 000**		**43,14**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule		Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL							
71 RECETTES FISCALES							
6 Droits de timbre et d'enregistrement							
1.0.0	PRELEVEMENT HONORAIRE GREFFIER (DGI)	164 000 000	1 000 000	1 000 000		0,61	100,00
1.1.0	DROITS D'ENREGISTREMENT (DNDC)	6 664 992 000	3 542 000 000	3 542 000 000		53,14	100,00
1.2.0	DROITS D'ENREGISTREMENT (DGI)	7 537 000 000	5 705 000 000	5 705 000 000		75,69	100,00
1.3.0	DROITS D'ENREGISTREMENT DES LOCATIONS VERBALES (DNDC)	9 490 000	11 000 000	11 000 000		115,91	100,00
2.0.0	PRELEVEMENT/HONORAIRES GREFFIERS(DNDC)	14 142 000	3 000 000	3 000 000		21,21	100,00
2.1.0	DROITS DE CONSERVATION FONCIERE (DNDC)	1 494 174 000	640 000 000	640 000 000		42,83	100,00
3.0.0	DROITS DE TIMBRES (DGI)	12 722 000 000	7 604 000 000	7 604 000 000		59,77	100,00
3.1.0	DROITS DE TIMBRES (DNDC)	509 777 000	110 000 000	110 000 000		21,58	100,00
5.2.0	PENALITES- PRODUITS DOMANIAUX (DNDC)	53 610 000	9 000 000	9 000 000		16,79	100,00
9.0.0	PENALITES SUR DROITS DE TIMBRE ET ENREG. (DGI)	913 000 000	15 000 000	15 000 000		1,64	100,00
Total	**Droits de timbre et d'enregistrement**	**30 082 185 000**	**17 640 000 000**	**17 640 000 000**		**58,64**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule		Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL							
71 RECETTES FISCALES							
7 Droits et Taxes à l'Importation							
1.1.0	DROITS DE DOUANES	124 418 000 000	45 722 000 000	45 722 000 000		36,75	100,00
1.2.0	REDEVANCE STATISTIQUE	12 851 000 000	5 894 000 000	5 894 000 000		45,86	100,00
1.4.0	TAXE CONJONCTURELLE A L'IMPORT.(T.C.I.)	51 000 000	72 000 000	72 000 000		141,18	100,00
2.1.1	TAXE LOCALE SUR LES TABACS (DOUANES)	6 500 000 000	4 146 000 000	4 146 000 000		63,78	100,00
2.1.6	TAXE SUR LES COLAS	248 000 000	51 000 000	51 000 000		20,56	100,00
2.1.7	IMPOT SPECIAL SUR BOISSONS (DOUANES)	1 160 000 000	743 000 000	743 000 000		64,05	100,00
2.1.9	TAXE SUR AUTRES PRODUITS	1 100 000 000	729 000 000	729 000 000		66,27	100,00
2.2.1	PLOMBS ET IMPRIMES	6 000 000	0	0		0,00	
2.2.2	AMENDES ET CONFISCATIONS	2 509 000 000	1 121 000 000	1 121 000 000		44,68	100,00
2.2.3	VENTES EN DOUANES	104 000 000	45 000 000	45 000 000		43,27	100,00
2.2.4	DROITS DE MAGASINAGE ET DE DEPOTS	5 000 000	12 000 000	12 000 000		240,00	100,00
3.0.0	RECETTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2 748 000 000	875 000 000	875 000 000		31,84	100,00
Total	**Droits et Taxes à l'Importation**	**151 700 000 000**	**59 410 000 000**	**59 410 000 000**		**39,16**	**100,00**
9 Autres Recettes Fiscales							
1.1.1	TAXE DELIV. PERM. DE CONDUIRE	310 000 000	72 000 000	72 000 000		23,23	100,00
1.1.3	TAXE DELIV. CARTES GRISES	820 000 000	183 000 000	183 000 000		22,32	100,00
1.1.4	TAXE DELIV. CARTES DE TRANSPORT	240 000 000	155 000 000	155 000 000		64,58	100,00
1.1.5	AUTORISATION DE CONDUIRE	20 000 000	0	0		0,00	
1.2.0	DROITS DE CHANCELERIE	5 180 000 000	50 000 000	50 000 000		0,97	100,00
1.3.0	PASSEPORTS CARTES D'IDENTITES	5 000 000 000	1 306 000 000	1 306 000 000		26,12	100,00
7.0.0	TAXES SUR LES ETABLISSEMENTS CLASSES INSALUBRES & INCOMMODES	10 000 000	1 000 000	1 000 000		10,00	100,00
Total	**Autres Recettes Fiscales**	**11 580 000 000**	**1 767 000 000**	**1 767 000 000**		**15,26**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
01 BUDGET NATIONAL						
71 RECETTES FISCALES						
Total RECETTES FISCALES	**1 237 407 925 000**	**520 489 000 000**	**520 489 000 000**		**42,06**	**100,00**
72 RECETTES NON FISCALES						
1 Revenus de l'entreprise et du domaine						
1.1.0 CONCESSIONS ORDINAIRES OU REDEVANCES DOMANIALES	447 102 000	108 000 000	108 000 000		24,16	100,00
2.0.0 LOCATION DES IMMEUBLES DE L'ETAT	29 106 000	0	0		0,00	
Total Revenus de l'entreprise et du domaine	**476 208 000**	**108 000 000**	**108 000 000**		**22,68**	**100,00**
2 Droits et Frais administratifs						
2.3.0 RECETTES SUR PRESTATIONS SPORTIVES	60 000 000	4 000 000	4 000 000		6,67	100,00
2.4.0 RECETTES SUR PRESTATIONS ARTISTIQUES	60 000 000	0	0		0,00	
3.5.0 PRODUITS DIVERS	1 400 000 000	184 000 000	184 000 000		13,14	100,00
5.8.0 RECETTES LETTRES DE VOITURE	30 000 000	0	0		0,00	
Total Droits et Frais administratifs	**1 550 000 000**	**188 000 000**	**188 000 000**		**12,13**	**100,00**
3 Amendes et condamnations pécuniaires						
1.0.0 FRAIS ET AMENDES JUDICIAIRES	480 000 000	158 000 000	158 000 000		32,92	100,00
3.0.0 AMENDES ARBITREES	50 000 000	0	0		0,00	
Total Amendes et condamnations pécuniaires	**530 000 000**	**158 000 000**	**158 000 000**		**29,81**	**100,00**
4 Produits financiers						
1.1.0 DIVIDENDES DES SOCIETES MINIERES (DNDC)	8 348 000 000	2 887 000 000	2 887 000 000		34,58	100,00
1.1.1 DIVIDENDES AUTRES SOCIETES	32 312 812 000	0	0		0,00	
Total Produits financiers	**40 660 812 000**	**2 887 000 000**	**2 887 000 000**		**7,10**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	/ Emiss.
01 BUDGET NATIONAL						
72 RECETTES NON FISCALES						
9 Autres recettes non fiscales						
5.0.0 RECETTES DIVERSES (BUDGET NATIONAL)	3 100 000 000	5 887 000 000	5 887 000 000		189,90	100,00
6.0.0 AUTRES PRODUITS DIVERS	2 500 000 000	3 115 000 000	3 115 000 000		124,60	100,00
Total Autres recettes non fiscales	**5 600 000 000**	**9 002 000 000**	**9 002 000 000**		**160,75**	**100,00**
Total RECETTES NON FISCALES	**48 817 020 000**	**12 343 000 000**	**12 343 000 000**		**25,28**	**100,00**
76 RECETTES EXCEPTIONNELLES						
9 Autres recettes exceptionnelles						
1.0.0 RESSOURCES PPTE	17 714 000 000	1 224 000 000	1 224 000 000		6,91	100,00
TOTAL BUDGET NATIONAL	**1 321 469 187 000**	**538 045 000 000**	**538 045 000 000**		**40,72**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	/ Emiss.
90 BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)						
12 DONS PROJETS ET LEGS						
0 Financement extérieur						
0.0.0 SUBVENTIONS	91 524 000 000	0	0		0,00	
16 EMPRUNTS PROJETS & PROG.						
0 Financement extérieur						
0.0.0 PRETS	169 220 000 000	219 000 000	219 000 000		0,13	100,00
TOTAL BUDGET SPECIAL D'INVEST. FINANC. EXTERIEUR (BSI)	**260 744 000 000**	**219 000 000**	**219 000 000**		**0,08**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	/ Emiss.
94 APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS						
74 DONS PROGRAMMES						
2 Dons Programmes des Gouvernements étrangers						
2.0.2 Appui programmes Suisse (PDSU)	134 477 000	0	0		0,00	
2.0.3 Appui programmes Suisse (PACUM)	924 500 000	0	0		0,00	
2.0.4 Appui programmes Suisse (ADER)	567 500 000	0	0		0,00	
2.0.5 Appui programmes Suisse (PADE)	500 000 000	0	0		0,00	
2.0.6 Appui Programmes Suisse (PENF)	200 000 000	0	0		0,00	
2.0.9 Appui Programme Partenariat Gouvernance	1 339 640 000	0	0		0,00	
4.1.0 Appui programmes Canada (Santé)	9 625 000 000	0	0		0,00	
4.1.1 Appui programmes Canada (Education)	2 500 000 000	8 084 000 000	8 084 000 000		323,36	100,00
9.0.2 Repport ABS exercices antérieurs (santé)	1 664 191 000	0	0		0,00	
9.0.7 Report ABS exercices antérieurs (Education)	935 809 000	0	0		0,00	
Total Dons Programmes des Gouvernements étrangers	**18 391 117 000**	**8 084 000 000**	**8 084 000 000**		**43,96**	**100,00**
TOTAL APPUIS PROGRAMMES SECTORIELS	**18 391 117 000**	**8 084 000 000**	**8 084 000 000**		**43,96**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

0 BUDGET GENERAL

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
95 APPUIS PROGRAMMES GENERAUX						
17 AUTRES EMPRUNTS						
1 Autres emprunts et/ou Dette Multilatérale						
0.0.1 Appui programmes BAD	10 700 000 000	0	0		0,00	
0.0.2 Appui programmes Banque Mondiale	20 000 000 000	0	0		0,00	
0.0.3 Appui programmes FMI	31 300 000 000	0	0		0,00	
Total Autres emprunts et/ou Dette Multilatérale	**62 000 000 000**	**0**	**0**		**0,00**	
74 DONS PROGRAMMES						
1 Dons Programmes des Institutions Internationales						
5.0.0 Appui programmes Union Européenne	55 757 000 000	0	0		0,00	
TOTAL APPUIS PROGRAMMES GENERAUX	**117 757 000 000**	**0**	**0**		**0,00**	

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

Edition du : 23/09/2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

(en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
30 POGR. DEV. RESS. MINERALES (PDRM)						
72 RECETTES NON FISCALES						
2 Droits et Frais administratifs						
4.1.0 ANALYSE ECHANTILLONS	35 000 000	0	0		0,00	
4.2.0 TRAVAUX PROSPECTION GEOCHIMIQUE	80 000 000	0	0		0,00	
4.3.0 TRAVAUX PROSPECTION GEOPHYSIQUE	10 000 000	0	0		0,00	
4.4.0 TRAVAUX DE SONDAGE	150 000 000	0	0		0,00	
4.5.0 RECETTES ANNEXES	130 000 000	0	0		0,00	
Total Droits et Frais administratifs	**405 000 000**	**0**	**0**		**0,00**	
TOTAL POGR. DEV. RESS. MINERALES (PDRM)	**405 000 000**	**0**	**0**		**0,00**	

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
32 FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)						
72 RECETTES NON FISCALES						
9 Autres recettes non fiscales						
3.1.0 Appui Promotion Recherche Pétrolière	3 857 500 000	0	0		0,00	
TOTAL FONDS D'APPUI PROMOT. RECHERCHE PETROLIERE (FAPRP)	**3 857 500 000**	**0**	**0**		**0,00**	

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
34 FONDS AMENAG. & PROTECTION DES FORETS (FAPF)						
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS						
1 Transferts reçus du Budget Général						
0.3.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAP FORETS	640 000 000	0	0		0,00	
TOTAL FONDS AMENAG. & PROTECTION DES FORETS (FAPF)	**640 000 000**	**0**	**0**		**0,00**	

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
35 FONDS AMENAG. & PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)						
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS						
1 Transferts reçus du Budget Général						
0.4.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAP FAUNE	50 000 000	0	0		0,00	
TOTAL FONDS AMENAG. & PROTECTION DE LA FAUNE(FAPF)	**50 000 000**	**0**	**0**		**0,00**	

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
38 FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)						
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS						
1 Transferts reçus du Budget Général						
0.6.1 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FNAA	5 000 000 000	0	0		0,00	
TOTAL FONDS NATIONAL D'APPUI A L' AGRICULTURE (FNAA)	**5 000 000 000**	**0**	**0**		**0,00**	

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
40 FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME & EPANOUISMNT ENFANT						
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS						
1 Transferts reçus du Budget Général						
0.5.0 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FAFE	600 000 000	0	0		0,00	
TOTAL FONDS APPUI AUTONOMISAT° FEMME & EPANOUISMNT ENFANT	**600 000 000**	**0**	**0**		**0,00**	

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule		Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
41 FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA							
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS							
1 Transferts reçus du Budget Général							
0.8.0	TRANSFERT DU BUDGET GEN.AU FDS DE REMBOURSEMNT DE CREDIT TVA	65 400 000 000	27 492 683 564	27 492 683 564		42,04	100,00
TOTAL FONDS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS TVA		**65 400 000 000**	**27 492 683 564**	**27 492 683 564**		**42,04**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
42 FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE						
73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS						
1 Transferts reçus du Budget Général						
0.6.1 TRANSFERT DU BUDGET GENERAL AU FCRIT	1 781 000 000	0	0		0,00	
TOTAL FONDS COMPETITIF RECH. INNOV. TECHNOLOGIQUE	**1 781 000 000**	**0**	**0**		**0,00**	

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule		Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
45 FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MINIERE							
72 RECETTES NON FISCALES							
9 Autres recettes non fiscales							
1.0.0	Primes pour Conventions d'Etablissement	400 000 000	0	0		0,00	
2.0.0	Transfert Titres Miniers de Prospection et de Recherche	100 000 000	0	0		0,00	
3.0.0	Transfert Autorisat° d'expl de pttes mines ou de carrières	30 000 000	0	0		0,00	
9.0.0	Pénalités	7 500 000	0	0		0,00	
Total	**Autres recettes non fiscales**	**537 500 000**	**0**	**0**		**0,00**	
TOTAL	**FDS FCEMNT DE LA RCHE DE LA FORMAT°ET PROMO ACT MINIERE**	**537 500 000**	**0**	**0**		**0,00**	

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
53 ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL						
72 RECETTES NON FISCALES						
2 Droits et Frais administratifs						
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	1 333 250 000	526 798 228	526 798 228		39,51	100,00
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	70 000 000	1 175 195	1 175 195		1,68	100,00
5.3.0 PRESTAT. ENTREP. IMPORTATIONS	20 000 000	4 850 400	4 850 400		24,25	100,00
5.4.0 LOCATION MAGASIN MOLE 3	15 964 000	15 255 000	15 255 000		95,56	100,00
5.4.1 LOCATION BUREAU BEL AIR	4 320 000	0	0		0,00	
5.4.2 LOCATION MAGASIN BEL AIR	357 631 000	0	0		0,00	
5.8.1 RECETTES DIVERSES	52 000 000	270 468 269	270 468 269		520,13	100,00
Total Droits et Frais administratifs	**1 853 165 000**	**818 547 092**	**818 547 092**		**44,17**	**100,00**
TOTAL ENTREPOTS MALIENS AU SENEGAL	**1 853 165 000**	**818 547 092**	**818 547 092**		**44,17**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	/ Emiss.
54 ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE						
72 RECETTES NON FISCALES						
2 Droits et Frais administratifs						
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	809 267 000	170 790 285	170 790 285		21,10	100,00
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	107 500 000	31 227 786	31 227 786		29,05	100,00
5.4.0 RECETTES LOCATIVES	128 978 000	54 706 500	54 706 500		42,42	100,00
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	30 000 000	9 880 000	9 880 000		32,93	100,00
5.9.4 RECETTES SUR FACT. EX. ANTERIEURS	25 000 000	136 923 349	136 923 349		547,69	100,00
Total Droits et Frais administratifs	**1 100 745 000**	**403 527 920**	**403 527 920**		**36,66**	**100,00**
TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN COTE D'IVOIRE	**1 100 745 000**	**403 527 920**	**403 527 920**		**36,66**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
56 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO						
72 RECETTES NON FISCALES						
2 Droits et Frais administratifs						
2.7.1 DROIT DE PASSAGE	164 979 000	0	0		0,00	
5.4.0 DROIT DE MAGASINAGE	120 000 000	0	0		0,00	
5.6.0 PRODUITS FINANCIERS	325 000	0	0		0,00	
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	16 000 000	0	0		0,00	
5.8.1 RECETTES DIVERSES	396 632 000	0	0		0,00	
7.6.0 DROIT SUR HYDROCARBURES	51 552 000	0	0		0,00	
Total Droits et Frais administratifs	**749 488 000**	**0**	**0**		**0,00**	
TOTAL ENTREPOTS MALIENS AU TOGO	**749 488 000**	**0**	**0**		**0,00**	

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	/ Emiss.
58 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE						
72 RECETTES NON FISCALES						
2 Droits et Frais administratifs						
2.2.2 SUBVENTIONS	145 000 000	72 500 000	72 500 000		50,00	100,00
5.1.0 PRESTAT. EVACUATION	280 000 000	15 643 155	15 643 155		5,59	100,00
5.3.0 PRESTAT. ENTREPOSAGE	500 000	0	0		0,00	
5.4.0 LOCATION MAGASIN ET MANUTENTION	50 000 000	20 040 000	20 040 000		40,08	100,00
5.8.1 RECETTES DIVERSES	1 400 000	0	0		0,00	
7.4.0 REDEVANCE EVACUATION VEHICULES OCCAS.	24 500 000	1 320 900	1 320 900		5,39	100,00
Total Droits et Frais administratifs	**501 400 000**	**109 504 055**	**109 504 055**		**21,84**	**100,00**
TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE	**501 400 000**	**109 504 055**	**109 504 055**		**21,84**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	/ Emiss.
59 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE						
72 RECETTES NON FISCALES						
2 Droits et Frais administratifs						
2.2.2 SUBVENTIONS	250 000 000	125 000 000	125 000 000		50,00	100,00
5.1.0 PRESTAT. EVACUATION	325 732 000	44 310 706	44 310 706		13,60	100,00
Total Droits et Frais administratifs	**575 732 000**	**169 310 706**	**169 310 706**		**29,41**	**100,00**
TOTAL ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE	**575 732 000**	**169 310 706**	**169 310 706**		**29,41**	**100,00**

MINISTERE DE L' ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

COMPTE ADMINISTRATIF 2016

7 BUDGETS ANNEXES - COMPTES & FONDS SPECIAUX

Edition du : 23/09/2016 (en francs CFA)

Section/ Article/ Paragraphe Ligne.Colonne.Cellule	Prévisions Annuelles	Emissions au 30/06/2016	Recouvrements au 30/06/2016	Reste à Recouvrer	Taux Recouvrem. / Prév.	Taux Recouvrem. / Emiss.
70 ENTREPOTS MALIEN AU GHANA						
72 RECETTES NON FISCALES						
2 Droits et Frais administratifs						
5.1.0 PRESTAT. EVACUAT. IMPORTATIONS	240 000 000	0	0		0,00	
5.2.0 PRESTAT. EVACUAT. EXPORTATIONS	30 000 000	0	0		0,00	
5.4.0 RECETTES LOCATIVES	40 000 000	0	0		0,00	
5.6.0 PRODUITS FINANCIERS	2 000 000	0	0		0,00	
5.7.0 REMB. PRETS ET AVANCES AUX AGENTS	20 000 000	0	0		0,00	
5.8.1 RECETTES DIVERSES	248 500 000	0	0		0,00	
7.6.0 DROIT SUR HYDROCARBURES	53 000 000	0	0		0,00	
Total Droits et Frais administratifs	**633 500 000**	**0**	**0**		**0,00**	
TOTAL ENTREPOTS MALIEN AU GHANA	**633 500 000**	**0**	**0**		**0,00**	

TABLEAU DES DEPENSES

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

REPARTITION DES DEPENSES PAR BUDGET

A LA DATE DU 31/03/2016

Edition du 25/04/2016 à 08:44:58

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES (1)	CREDITS ENGAGES (2)	CREDITS LIQUIDES (3)	Taux d'exécution (4=2/1*100)
BUDGET GENERAL				
POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALES				
PERSONNEL	207 108 703	87 851 460	47 494 905	42.42
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	82 215 442	16 195 796	9 782 922	19.70
DÉPLACEMENT & MISSION	49 945 150	8 422 334	7 826 876	16.86
COMMUNICATION & ENERGIE	24 260 612	8 800 370	7 251 396	36.27
AUTRES DÉPENSES	66 604 375	12 222 078	9 212 908	18.35
BOURSES	16 711 348	1 769 757	1 769 757	10.59
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	220 673 693	31 509 234	18 073 723	14.28
TRANSFERT ET SUBVENTION	260 850 927	67 558 399	53 593 999	25.90
DETTES	177 067 836	20 738 870	16 356 145	11.71
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	189 959 000	63 955 517	55 158 168	33.67
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	313 492 880	130 358	45 670	00.04
APPUI BUDGÉTAIRE	12 125 000	0	0	00.00
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	12 756 190	0	0	00.00
TOTAL POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALE	**1 633 771 156**	**319 154 172**	**226 566 468**	**19.53**
ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGIONS				
PERSONNEL	77 742 382	38 591 962	19 217 816	49.64
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	29 277 242	4 127 886	3 348 989	14.10
DÉPLACEMENT & MISSION	4 069 928	889 614	813 333	21.86
COMMUNICATION & ENERGIE	10 184 459	2 007 188	1 642 277	19.71
AUTRES DÉPENSES	33 190 832	7 712 837	2 964 683	23.24
BOURSES	666 435	21 105	0	03.17
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	0	0	0	00.00
TRANSFERT ET SUBVENTION	11 599 553	2 189 769	2 138 351	18.88
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	11 200 000	2 748 795	76 476	24.54
APPUI BUDGÉTAIRE	5 268 140	0	0	00.00
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	102 617 447	31 089 700	25 768 216	30.30
TOTAL ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGIONS	**285 816 418**	**89 378 856**	**55 970 142**	**31.27**
TOTAL BUDGET GENERAL	**1 919 587 574**	**408 533 028**	**282 536 610**	**21.28**
BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FONDS SPECIAUX				
BUDGETS ANNEXES - COMPTES ET FONDS SPECIAUX				
BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉC	83 285 030	5 541 422	5 541 422	06.65
TOTAL BUDGETS ANNEXES - COMPTES ET FONDS SPECIAU	**83 285 030**	**5 541 422**	**5 541 422**	**06.65**
TOTAL BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FON	**83 285 030**	**5 541 422**	**5 541 422**	**06.65**
TOTAL BUDGET D'ETAT	**2 002 872 604**	**414 074 450**	**288 078 032**	**20.67**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
990 CHARGES COMMUNES				
Personnel	15 468 470	954 619	877 821	877 821
Matériel & Fonctionnement	3 014 061	821 783	599 974	550 218
Déplacement & Mission	8 824 613	2 092 713	1 764 179	1 666 915
Communication & Energie	148 472	32 440	0	0
Autres Dépenses	17 907 235	2 785 908	1 830 285	1 641 338
Equipement et Investissement	82 096 465	17 344 971	15 295 217	9 764 148
Transfert et Subvention	108 640 246	32 094 848	28 865 857	25 754 795
Dettes	177 067 836	26 174 139	20 738 870	16 356 145
BSI Financement Intérieur	3 000 000	899 341	899 341	899 341
Personnel (Collectivité)	4 800 000	0	0	0
TOTAL CHARGES COMMUNES	420 967 398	83 200 763	70 871 545	57 510 721
110 ASSEMBLEE NATIONALE				
Personnel	2 309 000	1 522 000	1 522 000	885 355
Matériel & Fonctionnement	1 515 035	378 759	378 759	378 759
Déplacement & Mission	5 781 632	1 445 408	1 445 408	1 445 408
Communication & Energie	591 656	295 828	295 828	295 828
Autres Dépenses	849 601	212 400	212 400	212 400
Equipement et Investissement	1 226 600	306 650	306 650	306 650
Transfert et Subvention	1 695 528	428 882	428 882	428 882
TOTAL ASSEMBLEE NATIONALE	13 969 052	4 589 927	4 589 927	3 953 282
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE				
Personnel	1 459 202	754 883	729 601	303 102
Matériel & Fonctionnement	1 288 161	366 182	271 622	243 466
Déplacement & Mission	1 887 606	519 546	498 106	451 003
Communication & Energie	1 948 256	974 128	554 964	554 964
Autres Dépenses	3 549 374	1 487 449	1 424 041	702 034
Equipement et Investissement	300 000	122 250	121 459	115 528
Transfert et Subvention	615 000	153 750	153 575	153 575
BSI Financement Intérieur	3 122 000	811 000	214 457	161 343
TOTAL PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	14 169 599	5 189 187	3 967 824	2 685 015
130 PRIMATURE				
Personnel	2 096 700	1 067 850	766 200	356 102
Matériel & Fonctionnement	994 924	396 848	337 096	187 650
Déplacement & Mission	981 701	245 425	197 658	195 467
Communication & Energie	2 438 846	1 689 423	770 502	517 704
Autres Dépenses	1 850 482	890 739	831 111	355 996
Equipement et Investissement	1 493 650	373 413	68 692	66 196
Transfert et Subvention	2 101 110	734 778	416 128	335 487
BSI Financement Intérieur	667 000	333 500	0	0
TOTAL PRIMATURE	12 624 413	5 731 976	3 387 388	2 014 601

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS				
Personnel	94 911	47 456	47 456	16 659
Matériel & Fonctionnement	65 000	16 250	15 435	15 435
Déplacement & Mission	30 581	7 645	7 418	7 418
Communication & Energie	70 000	35 000	5 303	5 190
Autres Dépenses	340 119	85 030	74 354	19 977
TOTAL DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS	600 611	191 381	149 967	64 680
140 COUR CONSTITUTIONNELLE				
Personnel	236 766	118 383	118 383	55 814
Matériel & Fonctionnement	74 865	18 716	13 131	11 302
Déplacement & Mission	156 446	39 112	23 178	23 178
Communication & Energie	101 392	50 696	37 008	33 906
Autres Dépenses	201 000	50 250	28 361	19 289
Equipement et Investissement	180 000	45 000	44 174	44 174
Transfert et Subvention	5 000	5 000	3 810	1 074
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	0	0
TOTAL COUR CONSTITUTIONNELLE	1 155 469	427 157	268 046	188 738
150 COUR SUPREME				
Personnel	570 682	285 341	285 341	141 676
Matériel & Fonctionnement	216 054	54 014	41 897	20 970
Déplacement & Mission	199 591	49 898	39 605	37 415
Communication & Energie	66 295	33 148	22 840	21 426
Autres Dépenses	266 523	66 631	47 383	42 804
Equipement et Investissement	15 000	3 750	3 490	1 177
Transfert et Subvention	104 500	51 125	50 000	0
BSI Financement Intérieur	2 773 000	1 386 500	133 008	63 243
BSI Financement Extérieur	45 244	45 244	1 694	1 694
TOTAL COUR SUPREME	4 256 889	1 975 650	625 257	330 406
155 HAUTE COUR DE JUSTICE				
Personnel	287 700	145 200	64 393	30 039
Communication & Energie	35 000	17 500	8 689	0
Transfert et Subvention	1 140 000	285 000	136 438	101 235
TOTAL HAUTE COUR DE JUSTICE	1 462 700	447 700	209 520	131 274
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTUREL				
Personnel	313 103	156 552	156 552	68 495
Matériel & Fonctionnement	150 000	37 500	22 440	8 743
Déplacement & Mission	261 832	74 530	71 173	63 125
Communication & Energie	73 073	36 537	18 053	7 186
Autres Dépenses	224 100	126 600	81 613	54 938
Equipement et Investissement	40 000	10 000	7 182	0
Transfert et Subvention	37 500	9 375	8 800	2 264
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	17 700	17 700
TOTAL CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL & CULTURE	1 399 608	601 093	383 511	222 452

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36 (en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES				
Personnel	657 938	328 969	328 969	182 937
Matériel & Fonctionnement	145 212	36 303	33 710	22 724
Déplacement & Mission	304 236	76 059	44 441	43 760
Communication & Energie	162 375	81 188	44 247	39 318
Autres Dépenses	181 950	45 488	25 055	9 890
Equipement et Investissement	60 000	15 000	0	0
Transfert et Subvention	62 500	15 625	15 625	10 003
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	158 653	19 112
TOTAL HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRIT(	1 974 211	798 631	650 699	327 743
180 MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE ET COOPERAT° INTERNATIONALE				
Personnel	12 881 397	6 438 076	6 435 454	2 463 907
Matériel & Fonctionnement	985 454	363 170	292 531	282 869
Déplacement & Mission	1 800 278	712 040	557 880	556 897
Communication & Energie	2 445 197	1 222 599	987 648	987 648
Autres Dépenses	8 880 928	4 069 633	3 690 440	3 588 363
Equipement et Investissement	988 000	247 000	5 600	5 600
Transfert et Subvention	2 748 947	1 349 574	1 320 208	330 366
BSI Financement Intérieur	1 595 000	797 500	564 476	366 651
TOTAL MIN. AFF.ETRANG. INTEGRATION AFRICAINE	32 325 201	15 199 592	13 854 237	8 582 300
182 MINISTERE COOPERATION INTERNATIONALE & INTEGRATION AFRICAINE				
Personnel	234 482	117 241	117 241	34 440
Matériel & Fonctionnement	87 251	18 349	16 297	16 297
Déplacement & Mission	228 018	29 009	27 944	27 944
Communication & Energie	61 485	0	0	0
Autres Dépenses	55 358	13 457	8 321	5 240
Equipement et Investissement	84 190	20 439	20 439	20 439
Transfert et Subvention	38 034	9 506	9 506	9 506
TOTAL MINISTERE COOPERATION INTERNATIONALE	788 818	208 002	199 749	113 866
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR				
Personnel	217 428	108 714	108 714	46 438
Matériel & Fonctionnement	85 369	21 342	14 995	12 533
Déplacement & Mission	263 529	65 882	40 647	38 630
Communication & Energie	122 970	61 485	13 385	11 230
Autres Dépenses	40 000	10 000	7 356	4 808
Equipement et Investissement	85 000	21 250	21 187	11 800
Transfert et Subvention	187 436	46 859	37 167	35 207
BSI Financement Intérieur	628 000	314 000	100 896	99 000
TOTAL MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	1 629 732	649 533	344 348	259 647

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36 (en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL				
Personnel	2 250 000	1 125 000	1 125 000	1 125 000
Matériel & Fonctionnement	91 300	22 825	22 825	22 825
Déplacement & Mission	204 977	51 244	51 244	51 244
Communication & Energie	145 826	72 913	72 913	72 913
Autres Dépenses	400 000	126 015	126 015	126 015
Transfert et Subvention	20 000	10 000	10 000	10 000
TOTAL BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL	3 112 103	1 407 997	1 407 997	1 407 997
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE				
Personnel	315 398	222 047	222 047	174 818
Communication & Energie	84 600	42 300	42 300	42 300
Equipement et Investissement	25 000	6 250	6 250	6 250
Transfert et Subvention	433 670	108 418	108 418	108 418
TOTAL MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	858 668	379 015	379 015	331 786
195 COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT				
Personnel	13 267	6 634	6 634	2 851
Matériel & Fonctionnement	22 469	5 617	900	900
Déplacement & Mission	54 494	14 790	12 467	8 450
Communication & Energie	26 667	13 334	4 486	2 926
Autres Dépenses	35 929	8 982	2 533	200
TOTAL COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA I	152 826	49 356	27 019	15 327
210 MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS				
Personnel	66 761 806	33 188 403	33 188 403	18 497 442
Matériel & Fonctionnement	19 501 741	5 012 896	3 109 588	2 878 065
Déplacement & Mission	17 051 964	4 276 300	572 104	530 110
Communication & Energie	4 717 520	3 723 682	2 199 063	2 118 171
Autres Dépenses	11 120 542	2 780 136	405 432	331 402
Equipement et Investissement	91 506 415	22 876 604	8 135 493	5 081 710
Transfert et Subvention	789 225	266 127	215 568	215 568
TOTAL MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBAT	211 449 213	72 124 147	47 825 651	29 652 466
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME				
Personnel	2 513 570	1 126 498	1 120 008	554 959
Matériel & Fonctionnement	3 095 000	1 605 190	1 438 114	482 542
Déplacement & Mission	312 350	78 088	75 266	67 412
Communication & Energie	500 230	250 115	156 182	67 589
Autres Dépenses	800 000	382 408	131 113	47 302
Equipement et Investissement	60 000	15 000	14 254	7 417
Transfert et Subvention	167 807	41 952	29 590	27 791
BSI Financement Intérieur	4 300 000	2 150 000	801 471	738 298
TOTAL MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS D	11 748 957	5 649 250	3 765 998	1 993 309

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36 (en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
223 OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE				
Personnel	0	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0	0
TOTAL OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS.	0	0	0	0
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE				
Personnel	25 284 398	12 612 449	12 592 199	5 069 680
Matériel & Fonctionnement	3 913 367	978 342	284 047	159 401
Déplacement & Mission	1 410 137	352 534	288 580	268 973
Communication & Energie	804 084	402 042	316 627	316 303
Autres Dépenses	842 739	210 685	126 088	93 753
Equipement et Investissement	7 299 138	4 105 195	4 020 369	27 944
Transfert et Subvention	75 750	37 875	18 938	18 938
BSI Financement Intérieur	2 155 000	1 077 500	63 750	35 000
TOTAL MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTI	41 784 613	19 776 622	17 710 598	5 989 992
235 SECURITE D'ETAT				
Matériel & Fonctionnement	227 725	56 931	56 931	56 931
Déplacement & Mission	1 289 601	397 400	397 400	397 400
Communication & Energie	126 075	63 038	0	0
Autres Dépenses	3 582 695	931 674	931 674	931 674
TOTAL SECURITE D'ETAT	5 226 096	1 449 043	1 386 005	1 386 005
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				
Personnel	9 120 996	5 096 498	5 096 498	2 095 406
Matériel & Fonctionnement	2 858 965	1 298 491	1 099 342	54 349
Déplacement & Mission	495 524	123 881	119 577	110 965
Communication & Energie	1 783 000	1 601 114	1 414 869	679 354
Autres Dépenses	698 779	174 695	148 771	6 928
Equipement et Investissement	3 589 500	1 197 375	121 211	26 512
Transfert et Subvention	6 494 602	2 286 151	763 602	549 553
BSI Financement Intérieur	10 374 000	5 337 000	1 382 264	1 163 535
BSI Financement Extérieur	18 423 185	729 226	128 664	43 976
TOTAL MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCE	53 838 551	17 844 430	10 274 797	4 730 579

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
320 MIN. TRAVAIL, FONCT. PUBL. REFORME ETAT, RELATION AVEC INSTITUTIONS				
Personnel	724 737	362 369	362 369	194 302
Matériel & Fonctionnement	415 168	126 258	53 921	36 221
Déplacement & Mission	175 017	43 754	35 111	31 114
Communication & Energie	240 000	120 000	83 681	75 997
Autres Dépenses	293 828	73 457	48 932	33 897
Equipement et Investissement	40 000	10 000	2 000	2 000
Transfert et Subvention	50 000	25 000	0	0
BSI Financement Intérieur	1 459 000	729 500	253 319	200 000
TOTAL MIN. TRAVAIL, FONCT. PUBL. REFORME ETAT	3 397 750	1 490 337	839 332	573 531
323 MINISTERE EMPLOI, JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE				
Personnel	722 854	361 427	361 427	172 128
Matériel & Fonctionnement	336 461	85 360	76 680	64 298
Déplacement & Mission	148 486	37 122	25 231	21 046
Communication & Energie	183 492	91 746	27 986	20 848
Autres Dépenses	655 793	163 948	140 710	117 932
Equipement et Investissement	105 000	26 250	26 234	21 066
Transfert et Subvention	348 991	105 310	56 315	46 125
BSI Financement Intérieur	2 060 000	1 030 000	762 935	679 690
BSI Financement Extérieur	6 500 000	0	0	0
TOTAL MINISTERE EMPLOI, JEUNESSE ET CONSTRU	11 061 077	1 901 163	1 477 519	1 143 132
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION				
Personnel	1 015 460	512 058	453 065	227 172
Matériel & Fonctionnement	660 844	165 211	140 677	126 306
Déplacement & Mission	396 903	99 226	96 534	96 138
Communication & Energie	399 941	199 971	90 163	81 728
Autres Dépenses	799 053	199 763	168 591	132 852
Equipement et Investissement	157 900	39 475	36 598	11 617
Transfert et Subvention	551 736	142 934	132 571	123 571
BSI Financement Intérieur	1 648 000	824 000	472 468	136 322
TOTAL MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITOR	5 629 837	2 182 637	1 590 666	935 705
334 AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTERE PERSONNEL				
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0	0
TOTAL AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTEI	0	0	0	0

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
335 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT				
Personnel	101 738	55 197	55 197	25 111
Matériel & Fonctionnement	123 413	30 853	17 831	7 597
Déplacement & Mission	176 697	44 174	22 563	15 240
Communication & Energie	57 500	28 750	0	0
Autres Dépenses	538 180	134 545	14 056	0
Equipement et Investissement	66 400	16 600	11 238	0
Transfert et Subvention	98 599	39 650	0	0
BSI Financement Intérieur	2 030 000	1 015 000	3 375	0
BSI Financement Extérieur	1 227 000	0	0	0
TOTAL MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE	4 419 527	1 364 769	124 260	47 947
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTE				
Personnel	83 995	41 998	41 477	16 991
Matériel & Fonctionnement	103 057	25 764	22 132	20 832
Déplacement & Mission	113 068	28 267	24 994	24 994
Communication & Energie	29 699	14 850	6 248	6 248
Autres Dépenses	103 313	25 828	22 073	16 961
Equipement et Investissement	50 000	12 500	9 074	9 074
Transfert et Subvention	103 750	25 938	25 906	22 906
BSI Financement Intérieur	130 000	65 000	59 053	51 796
TOTAL MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DI	716 882	240 144	210 956	169 801
341 MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE				
Personnel	113 524	56 762	48 159	19 931
Matériel & Fonctionnement	461 560	115 390	100 451	88 549
Déplacement & Mission	150 393	37 598	29 571	29 571
Communication & Energie	60 000	30 000	10 102	3 381
Autres Dépenses	75 650	18 913	10 282	9 800
Equipement et Investissement	45 000	11 250	5 299	5 299
Transfert et Subvention	2 033 768	508 442	302 504	284 827
TOTAL MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONA	2 939 895	778 355	506 367	441 359
400 MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE				
Personnel	0	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQU	0	0	0	0

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE				
Personnel	11 686 226	4 626 712	4 532 580	3 588 392
Matériel & Fonctionnement	14 333 996	4 433 247	2 159 048	354 267
Déplacement & Mission	865 799	266 657	113 484	105 125
Communication & Energie	590 678	296 328	122 680	96 838
Autres Dépenses	3 164 312	1 064 092	383 896	35 936
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	2 874 438	1 476 886	1 345 960	1 309 281
BSI Financement Intérieur	1 637 000	818 500	12 494	0
BSI Financement Extérieur	5 275 200	0	0	0
Appui Budgétaire	2 500 000	0	0	0
Personnel (Collectivité)	7 465 073	0	0	0
TOTAL MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	50 392 722	12 982 422	8 670 141	5 489 839
412 MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENTIFIQUE				
Personnel	7 160 915	2 080 468	1 427 256	1 226 099
Matériel & Fonctionnement	854 504	223 765	152 882	61 799
Déplacement & Mission	324 304	81 076	71 600	58 421
Communication & Energie	370 759	185 380	35 218	9 355
Autres Dépenses	1 490 976	459 064	249 133	43 796
Bourses	1 428 300	714 150	89 179	89 179
Transfert et Subvention	2 222 276	695 598	207 913	11 059
BSI Financement Intérieur	2 595 000	1 297 500	204 281	0
BSI Financement Extérieur	7 500 000	0	0	0
TOTAL MINIST. ENSEIG. SUPERIEUR & RECH.SCIENT	23 947 034	5 737 000	2 437 461	1 499 707
510 MINISTERE DE LA CULTURE, ARTISANAT ET TOURISME				
Personnel	1 305 226	652 613	652 613	321 435
Matériel & Fonctionnement	290 246	72 562	69 313	65 494
Déplacement & Mission	167 022	41 756	37 431	35 127
Communication & Energie	400 776	200 388	154 960	141 250
Autres Dépenses	655 561	163 890	104 776	69 425
Equipement et Investissement	70 000	17 500	11 115	11 115
Transfert et Subvention	401 068	100 267	84 636	64 362
BSI Financement Intérieur	1 280 000	640 000	143 858	17 541
TOTAL MINISTERE DE LA CULTURE, ARTISANAT ET	4 569 899	1 888 975	1 258 704	725 749
520 MINISTERE DES SPORTS				
Personnel	1 025 813	472 208	420 590	186 602
Matériel & Fonctionnement	739 170	353 543	343 234	147 263
Déplacement & Mission	1 344 162	694 182	655 236	480 890
Communication & Energie	700 000	602 591	518 852	454 217
Autres Dépenses	331 089	87 048	61 747	43 910
Equipement et Investissement	100 000	25 000	24 990	18 146
Transfert et Subvention	645 742	280 436	262 510	140 014
BSI Financement Intérieur	1 996 000	998 000	700 517	606 272
TOTAL MINISTERE DES SPORTS	6 881 976	3 513 007	2 987 675	2 077 314

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
610 MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE				
Personnel	11 950 614	4 197 417	4 072 417	3 449 245
Matériel & Fonctionnement	11 144 319	3 847 567	2 572 176	1 770 550
Déplacement & Mission	702 792	175 698	134 237	127 552
Communication & Energie	696 863	348 432	41 342	193
Autres Dépenses	885 997	330 983	78 754	37 834
Equipement et Investissement	3 713 470	928 368	457 422	154 184
Transfert et Subvention	6 211 106	1 879 474	935 309	822 368
BSI Financement Intérieur	650 000	325 000	83 249	8 098
BSI Financement Extérieur	5 519 772	0	0	0
Appui Budgétaire	9 625 000	0	0	0
Personnel (Collectivité)	491 117	5 571	0	0
TOTAL MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQ	51 591 050	12 038 508	8 374 905	6 370 023
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA				
Personnel	29 550	14 775	14 775	6 682
Transfert et Subvention	2 424 756	606 189	603 275	535 652
TOTAL HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SID	2 454 306	620 964	618 050	542 334
640 MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE				
Personnel	521 905	260 953	260 953	140 586
Matériel & Fonctionnement	239 340	119 914	115 451	31 912
Déplacement & Mission	118 960	29 740	28 327	25 171
Communication & Energie	236 947	118 474	69 627	18 514
Autres Dépenses	413 851	183 463	94 254	73 850
Equipement et Investissement	200 000	50 000	49 041	38 973
Transfert et Subvention	656 738	164 185	157 166	144 954
BSI Financement Intérieur	2 412 000	1 206 000	541 149	388 220
TOTAL MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFA	4 799 741	2 132 727	1 315 969	862 180
660 MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET RECONSTRUCTION DU NORD				
Personnel	4 499 762	520 010	471 510	231 852
Matériel & Fonctionnement	571 858	142 965	97 474	63 155
Déplacement & Mission	492 866	123 217	87 695	80 725
Communication & Energie	137 145	68 573	4 713	3 516
Autres Dépenses	193 696	55 976	15 199	8 839
Equipement et Investissement	180 000	45 000	7 723	0
Transfert et Subvention	1 130 425	282 606	97 037	8 599
BSI Financement Intérieur	675 000	337 500	0	0
TOTAL MIN. SOLIDARITE ACTION HUMANITAIRE ET R	7 880 752	1 575 846	781 352	396 686

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36 (en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
714 MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE				
Personnel	1 320 321	703 009	644 816	320 601
Matériel & Fonctionnement	347 524	91 861	27 727	9 265
Déplacement & Mission	226 462	56 616	46 459	30 640
Communication & Energie	297 000	148 500	5 994	0
Autres Dépenses	318 752	94 688	14 364	10 358
Equipement et Investissement	60 000	15 000	2 378	2 378
Transfert et Subvention	76 849	19 212	14 947	11 498
BSI Financement Intérieur	6 565 000	4 282 500	1 403 769	1 380 595
BSI Financement Extérieur	8 500 000	0	0	0
TOTAL MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET	17 711 908	5 411 386	2 160 454	1 765 333
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU				
Personnel	1 373 000	686 500	686 500	288 866
Matériel & Fonctionnement	175 928	45 227	40 005	32 150
Déplacement & Mission	130 016	32 504	30 202	26 428
Communication & Energie	249 000	124 500	29 300	25 072
Autres Dépenses	184 227	46 057	40 932	24 253
Equipement et Investissement	25 000	6 250	5 074	0
Transfert et Subvention	10 000	2 500	2 099	2 099
BSI Financement Intérieur	3 589 000	1 294 500	305 509	211 555
BSI Financement Extérieur	35 500 000	0	0	0
TOTAL MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	41 236 171	2 238 038	1 139 621	610 423
726 MINISTERE DES MINES				
Personnel	740 464	379 932	379 932	183 190
Matériel & Fonctionnement	355 623	88 906	43 114	20 366
Déplacement & Mission	160 413	40 103	37 625	33 540
Communication & Energie	190 979	95 490	31 778	20 181
Autres Dépenses	218 205	54 551	31 374	17 333
Equipement et Investissement	157 300	39 325	16 152	14 530
Transfert et Subvention	136 064	34 016	12 888	12 888
BSI Financement Intérieur	1 316 000	658 000	93 165	33 172
TOTAL MINISTERE DES MINES	3 275 048	1 390 323	646 028	335 199
730 MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION ET COMMUNICATION				
Personnel	192 038	96 019	96 019	58 035
Matériel & Fonctionnement	125 312	31 328	30 341	27 261
Déplacement & Mission	97 217	24 304	21 008	21 008
Communication & Energie	111 965	66 394	33 711	30 182
Autres Dépenses	263 410	65 853	22 763	22 126
Equipement et Investissement	108 500	27 125	12 394	9 605
Transfert et Subvention	124 500	31 125	26 683	26 683
BSI Financement Intérieur	1 512 000	756 000	379 089	372 414
BSI Financement Extérieur	5 000 000	0	0	0
TOTAL MIN. ECONOMIE NUMERIQUE, INFORMATION	7 534 942	1 098 148	622 008	567 314

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
740 MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES				
Personnel	873 143	477 111	436 572	221 154
Matériel & Fonctionnement	521 410	130 353	34 273	28 158
Déplacement & Mission	142 005	35 501	32 115	32 115
Communication & Energie	138 187	85 123	78 932	61 927
Autres Dépenses	321 638	80 410	39 752	38 656
Equipement et Investissement	49 800	12 450	10 245	2 685
Transfert et Subvention	539 220	172 305	19 315	9 716
BSI Financement Intérieur	2 420 000	1 210 000	364 388	166 476
BSI Financement Extérieur	2 479	0	0	0
TOTAL MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRE	5 007 882	2 203 252	1 015 592	560 887
745 MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT				
Personnel	766 889	403 445	403 445	137 934
Matériel & Fonctionnement	249 300	62 325	49 022	37 217
Déplacement & Mission	132 864	33 216	28 572	26 689
Communication & Energie	60 000	30 000	2 615	2 615
Autres Dépenses	108 950	27 238	14 680	5 994
Equipement et Investissement	62 250	15 563	7 239	6 218
Transfert et Subvention	12 824	3 206	2 241	1 641
BSI Financement Intérieur	9 200 000	4 600 000	773 248	761 963
TOTAL MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITA	10 593 077	5 174 992	1 281 062	980 271
750 MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION				
Personnel	371 202	185 601	185 601	88 457
Matériel & Fonctionnement	131 584	32 896	20 841	6 723
Déplacement & Mission	131 845	32 961	23 070	10 090
Communication & Energie	90 000	45 000	7 853	6 500
Autres Dépenses	109 000	27 250	5 092	2 716
Equipement et Investissement	10 750	2 688	0	0
Transfert et Subvention	34 030	8 508	6 828	4 683
BSI Financement Intérieur	1 119 000	409 500	192 042	122 111
BSI Financement Extérieur	4 500 000	0	0	0
TOTAL MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET P	6 497 411	744 403	441 327	241 281
760 MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT				
Personnel	1 218 987	609 494	609 494	313 731
Matériel & Fonctionnement	369 861	92 465	26 322	21 180
Déplacement & Mission	213 741	53 435	45 946	38 743
Communication & Energie	335 000	167 500	82 724	68 700
Autres Dépenses	208 412	52 103	6 769	6 769
Equipement et Investissement	50 000	12 500	12 498	0
Transfert et Subvention	590 102	147 526	7 606	7 461
BSI Financement Intérieur	56 202 000	50 438 500	33 940 453	33 587 689
BSI Financement Extérieur	68 500 000	0	0	0
TOTAL MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET D	127 688 103	51 573 523	34 731 811	34 044 275

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36 (en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
810 MINISTERE DU COMMERCE ET INDUSTRIE				
Personnel	987 832	541 416	541 416	240 683
Matériel & Fonctionnement	285 638	71 410	64 056	52 333
Déplacement & Mission	146 028	36 507	32 297	30 314
Communication & Energie	229 000	114 500	20 642	20 521
Autres Dépenses	404 022	101 006	57 641	21 750
Equipement et Investissement	30 000	7 500	7 464	7 464
Transfert et Subvention	99 000	24 750	21 731	17 817
BSI Financement Intérieur	3 000 000	1 550 000	313 112	72 668
TOTAL MINISTERE DU COMMERCE ET INDUSTRIE	5 181 520	2 447 088	1 058 358	463 551
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENTS ET SECTEUR PRIVE				
Personnel	145 990	72 995	72 995	38 334
Matériel & Fonctionnement	128 303	32 076	23 286	22 964
Déplacement & Mission	200 240	50 060	39 600	39 600
Communication & Energie	85 000	42 500	19 331	19 331
Autres Dépenses	337 298	84 325	70 574	65 675
Equipement et Investissement	50 000	12 500	6 361	6 361
Transfert et Subvention	294 393	73 598	72 906	72 906
BSI Financement Intérieur	450 000	225 000	154 535	120 964
TOTAL MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENTS E	1 691 224	593 054	459 588	386 137
820 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL				
Personnel	3 100 126	1 569 889	1 556 889	758 998
Matériel & Fonctionnement	895 426	223 857	92 875	61 114
Déplacement & Mission	453 565	113 391	104 158	97 254
Communication & Energie	968 529	484 265	55 791	15 093
Autres Dépenses	745 860	189 215	137 579	50 266
Equipement et Investissement	13 853 587	3 463 397	37 306	13 164
Transfert et Subvention	6 843 781	1 730 915	186 973	124 751
BSI Financement Intérieur	16 453 000	9 469 000	6 715 622	4 432 108
BSI Financement Extérieur	133 500 000	0	0	0
TOTAL MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL	176 813 874	17 243 928	8 887 192	5 552 747
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE				
Personnel	0	0	0	0
Matériel & Fonctionnement	0	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0	0
BSI Financement Intérieur	0	0	0	0
BSI Financement Extérieur	0	0	0	0
TOTAL MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	0	0	0	0

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE				
Personnel	194 768	97 384	97 384	50 156
Matériel & Fonctionnement	33 201	8 300	7 432	5 552
Déplacement & Mission	31 110	7 778	6 805	6 805
Communication & Energie	64 581	32 291	8 194	7 236
Autres Dépenses	30 000	7 500	0	0
Equipement et Investissement	13 280	3 320	2 336	1 853
Transfert et Subvention	29 050	7 263	6 574	6 574
BSI Financement Intérieur	5 847 000	2 923 500	2 923 500	2 923 500
TOTAL COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIR	6 242 990	3 087 335	3 052 225	3 001 675
133 AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI				
Transfert et Subvention	858 870	274 052	190 957	117 708
BSI Financement Intérieur	43 000	21 500	0	0
TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU	901 870	295 552	190 957	117 708
222 INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE				
Matériel & Fonctionnement	15 000	3 750	3 059	3 059
Autres Dépenses	33 200	8 300	0	0
Transfert et Subvention	166 269	63 108	58 740	36 861
TOTAL INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIA	214 469	75 158	61 799	39 920
311 CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)				
Transfert et Subvention	461 900	115 475	114 485	109 963
TOTAL CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN.	461 900	115 475	114 485	109 963
312 AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)				
Transfert et Subvention	485 159	126 290	0	0
TOTAL AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG	485 159	126 290	0	0
313 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	161 400	61 950	0	0
TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	171 400	64 450	0	0
314 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	161 400	61 950	0	0
TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIK(	171 400	64 450	0	0
315 OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS				
Transfert et Subvention	541 314	208 684	194 673	121 517
BSI Financement Intérieur	972 000	486 000	4 525	4 525
TOTAL OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS	1 513 314	694 684	199 198	126 042
316 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE				
Transfert et Subvention	498 057	201 304	201 113	113 906
BSI Financement Intérieur	1 364 000	682 000	605 222	584 562
TOTAL INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	1 862 057	883 304	806 335	698 468
317 CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT				
Transfert et Subvention	107 150	31 788	21 154	15 986
TOTAL CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEM	107 150	31 788	21 154	15 986

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
318 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	161 400	61 950	0	0
TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASS	171 400	64 450	0	0
319 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	161 400	61 950	0	0
TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU	171 400	64 450	0	0
324 FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.				
Transfert et Subvention	85 252	35 313	35 313	35 313
TOTAL FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPR	85 252	35 313	35 313	35 313
325 AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)				
Transfert et Subvention	657 097	253 531	166 048	166 048
TOTAL AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APE	657 097	253 531	166 048	166 048
326 INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.				
Transfert et Subvention	203 640	69 556	59 510	39 821
TOTAL INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROF	203 640	69 556	59 510	39 821
327 OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)				
Equipement et Investissement	49 800	12 450	0	0
Transfert et Subvention	79 499	29 375	24 336	16 686
TOTAL OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET I	129 299	41 825	24 336	16 686
329 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	161 400	61 950	0	0
TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI	171 400	64 450	0	0
331 AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES				
Equipement et Investissement	8 009 500	2 002 375	2 002 375	2 002 375
Transfert et Subvention	1 909 000	477 250	477 250	477 250
BSI Financement Intérieur	1 000 000	500 000	500 000	500 000
TOTAL AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITOI	10 918 500	2 979 625	2 979 625	2 979 625
332 MAISON DU HADJ				
Transfert et Subvention	24 900	6 225	0	0
TOTAL MAISON DU HADJ	24 900	6 225	0	0
333 CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES				
Transfert et Subvention	184 992	64 859	51 172	41 747
TOTAL CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITE!	184 992	64 859	51 172	41 747
336 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	161 400	61 950	0	0
TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.	171 400	64 450	0	0
337 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	161 400	61 950	0	0
TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO	171 400	64 450	0	0

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36 (en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
338 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	161 400	61 950	0	0
TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL	171 400	64 450	0	0
339 AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	161 400	61 950	0	0
TOTAL AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRIC	171 400	64 450	0	0
411 ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)				
Matériel & Fonctionnement	88 142	22 036	22 033	22 033
Transfert et Subvention	1 082 936	541 468	527 484	286 632
TOTAL ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)	1 171 078	563 504	549 517	308 665
413 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)				
Matériel & Fonctionnement	88 643	22 161	1 345	1 345
Transfert et Subvention	941 176	456 292	437 514	234 424
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	10 635	10 635
TOTAL ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)	1 179 819	553 452	449 494	246 404
414 INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.				
Matériel & Fonctionnement	26 394	6 599	6 598	6 598
Transfert et Subvention	1 697 599	835 603	715 442	261 461
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	0	0
TOTAL INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. A	1 873 993	917 201	722 039	268 059
416 CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES				
Personnel	17 469	17 469	11 081	3 585
Matériel & Fonctionnement	4 430 390	2 149 364	720 792	703 918
Bourses	15 283 048	7 850 000	1 680 578	1 680 578
Equipement et Investissement	100 000	25 000	24 500	24 500
Transfert et Subvention	1 541 903	414 259	344 217	257 524
BSI Financement Intérieur	1 200 000	600 000	43 863	0
TOTAL CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES	22 572 810	11 056 091	2 825 031	2 670 105
417 CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.				
Equipement et Investissement	43 000	10 750	0	0
Transfert et Subvention	167 002	67 885	51 827	30 216
TOTAL CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE	210 002	78 635	51 827	30 216
418 ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION				
Transfert et Subvention	667 109	249 310	233 106	109 016
BSI Financement Intérieur	2 000 000	1 000 000	0	0
TOTAL ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	2 667 109	1 249 310	233 106	109 016
420 ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.				
Matériel & Fonctionnement	112 530	28 133	17 229	7 450
Transfert et Subvention	236 684	98 547	84 535	46 016
TOTAL ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES	349 214	126 680	101 765	53 465

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
422 UNIVERSITE DE SEGOU				
Personnel	831 410	309 094	202 483	99 110
Matériel & Fonctionnement	589 895	147 474	147 194	125 064
Transfert et Subvention	861 463	294 648	208 932	137 911
BSI Financement Intérieur	1 000 000	500 000	500 000	500 000
TOTAL UNIVERSITE DE SEGOU	3 282 768	1 251 216	1 058 609	862 085
424 UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO				
Personnel	2 123 873	901 181	740 425	374 300
Matériel & Fonctionnement	832 294	220 841	101 463	68 926
Déplacement & Mission	171 748	142 181	139 229	139 229
Communication & Energie	169 494	84 747	58 894	58 894
Autres Dépenses	365 290	289 633	63 690	57 844
Transfert et Subvention	17 860	4 465	4 465	4 465
TOTAL UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES	3 680 559	1 643 048	1 108 166	703 657
425 INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	5 000	0
Transfert et Subvention	266 640	122 070	117 321	58 147
BSI Financement Intérieur	128 000	64 000	64 000	64 000
TOTAL INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES	414 640	191 070	186 321	122 147
426 UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO				
Personnel	3 154 239	1 402 424	1 227 728	614 063
Matériel & Fonctionnement	927 300	440 941	384 356	132 712
Déplacement & Mission	279 413	170 001	106 574	44 650
Communication & Energie	429 660	214 830	180 499	180 394
Autres Dépenses	83 930	67 522	65 334	0
Transfert et Subvention	209 915	52 479	27 922	27 922
BSI Financement Intérieur	550 000	299 985	174 985	0
TOTAL UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOG	5 634 457	2 648 181	2 167 400	999 741
428 CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE				
Transfert et Subvention	228 681	89 784	73 814	37 182
TOTAL CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE	228 681	89 784	73 814	37 182
429 UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO				
Personnel	2 815 430	1 174 788	941 860	481 756
Matériel & Fonctionnement	1 362 990	366 935	122 335	73 813
Déplacement & Mission	307 288	145 753	6 431	5 605
Communication & Energie	148 335	74 168	9 638	5 519
Autres Dépenses	322 871	102 345	49 494	6 697
Transfert et Subvention	50 000	12 500	8 667	2 468
TOTAL UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION E	5 006 914	1 876 487	1 138 425	575 857
430 INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA				
Equipement et Investissement	21 500	5 375	2 950	2 950
Transfert et Subvention	279 408	121 847	119 927	63 635
TOTAL INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED	300 908	127 222	122 877	66 585

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36 (en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
431 UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO				
Personnel	2 775 937	1 209 726	915 348	414 307
Matériel & Fonctionnement	1 493 793	454 181	239 194	69 500
Déplacement & Mission	405 616	180 491	125 955	121 335
Communication & Energie	137 063	68 532	43 993	43 190
Autres Dépenses	1 088 157	502 292	75 520	63 090
Transfert et Subvention	35 164	8 791	8 641	8 441
TOTAL UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQ	5 935 730	2 424 012	1 408 651	719 864
432 ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES				
Equipement et Investissement	40 000	10 000	9 951	9 951
Transfert et Subvention	312 996	138 639	127 188	70 164
BSI Financement Intérieur	50 000	25 000	24 167	22 703
TOTAL ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	402 996	173 639	161 306	102 818
433 ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..				
Matériel & Fonctionnement	2 500	625	0	0
Transfert et Subvention	270 500	110 125	0	0
TOTAL ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM	273 000	110 750	0	0
434 CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE				
Personnel	25 000	6 250	0	0
Matériel & Fonctionnement	20 572	5 143	0	0
Autres Dépenses	22 500	5 625	0	0
Transfert et Subvention	63 728	18 257	0	0
TOTAL CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STA	131 800	35 275	0	0
511 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO				
Transfert et Subvention	302 626	135 367	39 881	26 986
BSI Financement Intérieur	1 000 000	1 000 000	997 818	0
TOTAL CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE D	1 302 626	1 135 367	1 037 699	26 986
512 MUSEE NATIONAL				
Equipement et Investissement	8 300	2 075	0	0
Transfert et Subvention	340 964	144 545	124 889	77 753
TOTAL MUSEE NATIONAL	349 264	146 620	124 889	77 753
514 PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA				
Transfert et Subvention	326 670	144 573	136 655	79 249
BSI Financement Intérieur	374 000	374 000	338 993	338 993
TOTAL PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE	700 670	518 573	475 648	418 242
516 BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR				
Transfert et Subvention	142 258	49 258	24 290	13 520
TOTAL BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR	142 258	49 258	24 290	13 520
517 CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI				
Transfert et Subvention	390 994	128 060	115 036	85 023
TOTAL CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI	390 994	128 060	115 036	85 023

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36 (en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
518 CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.				
Equipement et Investissement	18 300	4 575	0	0
Transfert et Subvention	543 700	179 340	147 546	92 674
BSI Financement Intérieur	270 000	135 000	0	0
TOTAL CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FAS	832 000	318 915	147 546	92 674
519 MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE				
Equipement et Investissement	8 300	2 075	0	0
Transfert et Subvention	96 239	33 543	20 766	12 022
BSI Financement Intérieur	208 000	104 000	104 000	104 000
TOTAL MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE	312 539	139 618	124 766	116 022
522 CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI				
Transfert et Subvention	122 900	34 475	33 801	33 801
BSI Financement Intérieur	250 000	125 000	68 119	68 119
TOTAL CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI	372 900	159 475	101 920	101 920
523 INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS				
Personnel	51 052	25 526	18 177	18 177
Autres Dépenses	10 000	2 500	1 770	0
Transfert et Subvention	482 190	183 846	152 366	72 262
TOTAL INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS	543 242	211 872	172 312	90 438
613 AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS				
Equipement et Investissement	40 000	10 000	10 000	10 000
Transfert et Subvention	347 651	136 326	117 713	53 413
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	0	0
TOTAL AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALI	487 651	196 326	127 713	63 413
615 HOPITAL GABRIEL TOURE				
Equipement et Investissement	340 000	85 000	27 197	27 197
Transfert et Subvention	2 996 633	1 255 383	997 938	484 603
BSI Financement Intérieur	500 000	250 000	0	0
TOTAL HOPITAL GABRIEL TOURE	3 836 633	1 590 383	1 025 135	511 799
616 HOPITAL DU MALI				
Equipement et Investissement	70 000	17 500	0	0
Transfert et Subvention	1 398 914	502 600	384 881	190 607
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	59 800	24 988
TOTAL HOPITAL DU MALI	1 668 914	620 100	444 680	215 594
617 HOPITAL DU POINT G				
Equipement et Investissement	360 000	90 000	68 552	67 051
Transfert et Subvention	4 139 027	1 589 416	1 464 040	814 676
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	148 816	83 809
TOTAL HOPITAL DU POINT G	4 799 027	1 829 416	1 681 408	965 536
618 AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE				
Equipement et Investissement	15 000	3 750	3 688	3 688
Transfert et Subvention	477 303	266 694	156 399	48 610
BSI Financement Intérieur	800 000	400 000	0	0
TOTAL AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDI	1 292 303	670 444	160 087	52 297

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36 (en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
619 HOPITAL DE KATI				
Equipement et Investissement	120 000	30 000	24 750	24 750
Transfert et Subvention	1 004 613	396 011	304 715	162 789
BSI Financement Intérieur	250 000	125 000	0	0
TOTAL HOPITAL DE KATI	1 374 613	551 011	329 465	187 539
620 CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE				
Equipement et Investissement	80 000	20 000	11 716	0
Transfert et Subvention	497 431	173 254	136 676	96 583
BSI Financement Intérieur	275 000	137 500	89 676	61 928
TOTAL CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCY	852 431	330 754	238 068	158 511
621 INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE				
Equipement et Investissement	100 000	25 000	0	0
Transfert et Subvention	1 234 091	549 127	364 333	180 526
BSI Financement Intérieur	450 000	225 000	0	0
TOTAL INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUI	1 784 091	799 127	364 333	180 526
622 CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT				
Equipement et Investissement	56 000	14 000	14 000	14 000
Transfert et Subvention	346 940	146 470	130 388	65 978
TOTAL CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATIO	402 940	160 470	144 388	79 978
623 CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE				
Equipement et Investissement	115 000	28 750	3 450	3 450
Transfert et Subvention	1 191 761	712 264	619 075	131 230
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	0	0
TOTAL CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE	1 456 761	816 014	622 525	134 680
625 LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE				
Equipement et Investissement	42 500	10 625	0	0
Transfert et Subvention	483 478	186 195	160 464	82 523
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	20 139	15 752
TOTAL LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	625 978	246 820	180 602	98 275
627 CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	0	0
Transfert et Subvention	719 090	229 511	160 519	70 985
TOTAL CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (	739 090	234 511	160 519	70 985
629 CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE				
Equipement et Investissement	120 000	30 000	0	0
Transfert et Subvention	813 113	320 978	306 038	166 019
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	0	0
TOTAL CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADI	1 033 113	400 978	306 038	166 019
630 AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX				
Equipement et Investissement	60 588	15 147	8 297	8 297
Transfert et Subvention	227 497	89 242	67 648	34 139
TOTAL AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HO	288 085	104 389	75 944	42 436

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
631 INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE				
Equipement et Investissement	20 000	5 000	0	0
Transfert et Subvention	1 454 892	606 485	396 904	195 873
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	0	0
TOTAL INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SAN	1 674 892	711 485	396 904	195 873
632 INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)				
Transfert et Subvention	1 081 061	386 016	324 716	209 469
BSI Financement Intérieur	275 000	137 500	64 319	33 125
TOTAL INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQU	1 356 061	523 516	389 035	242 594
633 HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES				
Transfert et Subvention	678 961	281 808	263 717	175 595
TOTAL HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	678 961	281 808	263 717	175 595
634 HOPITAL DE SIKASSO				
Transfert et Subvention	1 002 689	403 801	325 085	99 141
TOTAL HOPITAL DE SIKASSO	1 002 689	403 801	325 085	99 141
635 HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU				
Transfert et Subvention	727 570	294 627	241 810	115 680
TOTAL HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU	727 570	294 627	241 810	115 680
636 HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI				
Transfert et Subvention	861 797	323 123	298 938	227 449
TOTAL HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI	861 797	323 123	298 938	227 449
637 HOPITAL DE TOMBOUCTOU				
Transfert et Subvention	389 143	145 618	69 928	40 379
TOTAL HOPITAL DE TOMBOUCTOU	389 143	145 618	69 928	40 379
638 HOPITAL DE GAO				
Transfert et Subvention	465 393	180 572	85 721	50 048
TOTAL HOPITAL DE GAO	465 393	180 572	85 721	50 048
645 CITE DES ENFANTS				
Equipement et Investissement	10 000	2 500	0	0
Transfert et Subvention	229 032	90 322	87 032	64 320
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	31 340	0
TOTAL CITE DES ENFANTS	439 032	192 822	118 372	64 320
666 INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE				
Equipement et Investissement	64 500	16 125	14 700	0
Transfert et Subvention	307 146	108 759	100 599	71 249
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	90 962	29 046
TOTAL INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERON	571 646	224 884	206 262	100 295
668 CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE				
Transfert et Subvention	37 658 017	9 424 210	9 424 210	9 424 210
TOTAL CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE	37 658 017	9 424 210	9 424 210	9 424 210

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
670 OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE				
Equipement et Investissement	43 000	10 750	0	0
Transfert et Subvention	73 903	22 683	19 109	13 324
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	73 316	55 483
TOTAL OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE	516 903	233 433	92 425	68 808
674 INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX				
Transfert et Subvention	592 539	239 487	202 782	164 129
BSI Financement Intérieur	230 000	115 000	0	0
TOTAL INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SO	822 539	354 487	202 782	164 129
676 FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE				
Transfert et Subvention	495 226	217 151	197 489	197 489
BSI Financement Intérieur	292 000	146 000	43 415	43 415
TOTAL FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE	787 226	363 151	240 903	240 903
678 CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE				
Equipement et Investissement	25 200	6 300	0	0
Transfert et Subvention	416 399	143 623	132 330	70 751
BSI Financement Intérieur	100 000	52 416	0	0
TOTAL CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE	541 599	202 339	132 330	70 751
679 CAISSE NATIONALE ASSURANCE MALADIE				
Transfert et Subvention	43 645	10 911	0	0
TOTAL CAISSE NATIONALE ASSURANCE MALADIE	43 645	10 911	0	0
681 AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE				
Transfert et Subvention	1 145 995	293 151	282 490	44 987
TOTAL AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICA	1 145 995	293 151	282 490	44 987
703 INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.				
Equipement et Investissement	8 300	2 075	0	0
Transfert et Subvention	116 116	43 058	36 775	18 048
TOTAL INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRA	124 416	45 133	36 775	18 048
704 AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)				
Transfert et Subvention	93 582	23 396	23 396	23 396
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	0	0
TOTAL AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS	193 582	73 396	23 396	23 396
706 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI				
Transfert et Subvention	486 149	251 969	251 963	138 725
BSI Financement Intérieur	392 000	196 000	64 157	53 263
TOTAL INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	878 149	447 969	316 120	191 988
708 CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.				
Equipement et Investissement	140 000	35 000	0	0
Transfert et Subvention	162 371	60 536	50 791	34 752
BSI Financement Intérieur	208 000	104 000	0	0
TOTAL CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PU	510 371	199 536	50 791	34 752
710 AUTORITE ROUTIERE				
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	200 000	200 000
TOTAL AUTORITE ROUTIERE	400 000	200 000	200 000	200 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
712 AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE				
Transfert et Subvention	449 412	112 353	112 353	112 353
TOTAL AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE	449 412	112 353	112 353	112 353
713 AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE				
Transfert et Subvention	222 450	69 975	32 235	16 985
BSI Financement Intérieur	2 469 000	1 234 500	26 429	0
TOTAL AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	2 691 450	1 304 475	58 664	16 985
715 AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)				
Equipement et Investissement	20 750	5 188	0	0
Transfert et Subvention	135 730	56 453	45 526	27 675
BSI Financement Intérieur	125 000	62 500	19 400	10 935
TOTAL AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (	281 480	124 140	64 926	38 610
716 AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER				
Transfert et Subvention	174 237	69 274	55 771	37 565
BSI Financement Intérieur	2 150 000	1 075 000	877 242	862 774
TOTAL AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER	2 324 237	1 144 274	933 013	900 339
717 AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI				
Equipement et Investissement	5 000	1 250	0	0
Transfert et Subvention	274 987	111 141	93 868	50 731
BSI Financement Intérieur	1 900 000	950 000	40 159	0
TOTAL AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EP	2 179 987	1 062 391	134 027	50 731
718 AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE				
Transfert et Subvention	248 981	97 516	72 293	36 574
BSI Financement Intérieur	761 000	380 500	163 500	163 500
TOTAL AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE	1 009 981	478 016	235 793	200 074
722 AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE				
Equipement et Investissement	100 000	25 000	7 951	0
Transfert et Subvention	5 177 750	2 562 938	469 478	469 478
BSI Financement Intérieur	530 000	265 000	265 000	265 000
TOTAL AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELI	5 807 750	2 852 938	742 429	734 478
723 LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX				
Equipement et Investissement	41 500	10 375	0	0
Transfert et Subvention	182 410	75 156	68 483	38 875
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	192 311	167 353
TOTAL LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	623 910	285 531	260 794	206 229
724 AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)				
Transfert et Subvention	148 129	60 360	56 381	26 640
BSI Financement Intérieur	600 000	300 000	57 648	30 500
BSI Financement Extérieur	0	0	0	0
TOTAL AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (A	748 129	360 360	114 029	57 140

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
725 AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI				
Equipement et Investissement	50 000	12 500	0	0
Transfert et Subvention	167 334	82 469	81 271	21 587
BSI Financement Intérieur	0	0	0	0
TOTAL AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES D	217 334	94 969	81 271	21 587
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION				
Transfert et Subvention	0	0	0	0
TOTAL HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	0	0	0	0
735 OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI				
Equipement et Investissement	930 000	232 500	232 085	21 523
Transfert et Subvention	4 461 303	2 065 613	1 583 867	1 062 592
TOTAL OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	5 391 303	2 298 113	1 815 952	1 084 115
737 AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE				
Equipement et Investissement	9 960	2 490	2 481	2 481
Transfert et Subvention	473 969	332 572	283 625	66 079
BSI Financement Intérieur	800 000	800 000	770 014	447 080
TOTAL AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICIT	1 283 929	1 135 062	1 056 120	515 640
738 AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT				
Transfert et Subvention	147 221	49 434	29 079	22 230
BSI Financement Intérieur	291 000	145 500	48 565	48 565
TOTAL AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMEN	438 221	194 934	77 643	70 794
739 AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION				
Equipement et Investissement	62 853	15 713	0	0
Transfert et Subvention	2 058 172	747 819	366 588	146 518
TOTAL AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COM	2 121 025	763 532	366 588	146 518
814 CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)				
Equipement et Investissement	8 300	2 075	0	0
Transfert et Subvention	362 340	146 085	95 601	52 937
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	30 842	5 357
TOTAL CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CE	670 640	298 160	126 443	58 294
816 AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)				
Equipement et Investissement	12 500	3 125	0	0
Transfert et Subvention	137 925	37 838	28 210	7 574
BSI Financement Intérieur	340 000	170 000	0	0
TOTAL AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTI	490 425	210 963	28 210	7 574
817 AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI				
Equipement et Investissement	17 430	4 358	0	0
Transfert et Subvention	112 773	40 824	33 884	23 890
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	3 900	0
TOTAL AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS M	230 203	95 182	37 784	23 890

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
819 AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS				
Equipement et Investissement	16 600	4 150	0	0
Transfert et Subvention	154 108	62 054	53 439	35 242
BSI Financement Intérieur	613 000	306 500	200 055	143 780
TOTAL AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBUI	783 708	372 704	253 494	179 022
823 AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)				
Transfert et Subvention	29 880	7 470	3 636	3 636
BSI Financement Intérieur	300 000	150 000	120 005	63 365
TOTAL AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL PO	329 880	157 470	123 642	67 002
825 OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)				
Equipement et Investissement	187 690	46 923	31 514	0
Transfert et Subvention	579 679	235 250	230 710	125 808
BSI Financement Intérieur	508 000	254 000	185 985	0
TOTAL OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)	1 275 369	536 173	448 209	125 808
826 AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL				
Equipement et Investissement	152 477	83 891	9 999	0
Transfert et Subvention	570 895	230 266	175 839	88 847
BSI Financement Intérieur	483 000	320 500	141 500	104 000
BSI Financement Extérieur	6 000 000	0	0	0
TOTAL AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENE	7 206 372	634 657	327 339	192 847
827 OFFICE RIZ MOPTI				
Transfert et Subvention	284 271	122 039	117 090	76 939
BSI Financement Intérieur	270 000	270 000	89 750	17 950
TOTAL OFFICE RIZ MOPTI	554 271	392 039	206 840	94 889
829 OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE				
Equipement et Investissement	200 000	50 000	33 168	21 168
Transfert et Subvention	467 918	201 459	130 581	69 594
BSI Financement Intérieur	400 000	200 000	98 425	31 996
TOTAL OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELING	1 067 918	451 459	262 174	122 757
831 INSTITUT D'ECONOMIE RURALE				
Equipement et Investissement	207 500	51 875	0	0
Transfert et Subvention	3 124 572	1 491 643	1 463 923	1 182 021
BSI Financement Intérieur	125 000	62 500	0	0
TOTAL INSTITUT D'ECONOMIE RURALE	3 457 072	1 606 018	1 463 923	1 182 021
833 LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE				
Equipement et Investissement	89 800	22 450	0	0
Transfert et Subvention	687 711	339 291	274 726	112 213
BSI Financement Intérieur	166 000	83 000	0	0
TOTAL LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE	943 511	444 741	274 726	112 213
834 LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO				
Transfert et Subvention	73 121	25 148	10 736	0
TOTAL LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO	73 121	25 148	10 736	0

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36 (en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
835 OFFICE RIZ SEGOU				
Transfert et Subvention	484 077	188 289	110 899	48 075
BSI Financement Intérieur	1 915 000	957 500	586 043	0
BSI Financement Extérieur	7 500 000	0	0	0
TOTAL OFFICE RIZ SEGOU	9 899 077	1 145 789	696 942	48 075
837 OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA				
Transfert et Subvention	339 646	151 073	146 294	84 677
BSI Financement Intérieur	932 000	466 000	465 184	81 462
TOTAL OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINE	1 271 646	617 073	611 478	166 139
839 OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX				
Transfert et Subvention	591 098	222 924	214 843	98 328
BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	1 668	1 668
TOTAL OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX	791 098	322 924	216 512	99 996
841 OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE				
Transfert et Subvention	190 813	68 432	52 244	37 270
BSI Financement Intérieur	166 000	83 000	38 433	38 433
TOTAL OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FA	356 813	151 432	90 676	75 703
842 CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE				
Transfert et Subvention	130 000	40 000	0	0
TOTAL CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANI	130 000	40 000	0	0
866 BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.				
Transfert et Subvention	95 176	35 138	34 233	20 245
BSI Financement Intérieur	105 000	52 500	21 856	12 128
TOTAL BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. I	200 176	87 638	56 089	32 374
867 AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE				
Equipement et Investissement	37 350	9 338	9 066	9 066
Transfert et Subvention	133 784	51 330	41 805	27 111
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	38 192	27 596
TOTAL AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUA	271 134	110 667	89 064	63 774
868 CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE				
Equipement et Investissement	18 000	4 500	0	0
Transfert et Subvention	82 574	28 837	27 794	18 898
BSI Financement Intérieur	100 000	50 000	20 000	0
TOTAL CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TI	200 574	83 337	47 794	18 898
869 AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI				
Transfert et Subvention	242 248	116 559	109 494	56 306
BSI Financement Intérieur	120 000	60 000	0	0
TOTAL AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU M	362 248	176 559	109 494	56 306

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
900 DISTRICT DE BAMAKO				
Personnel	22 475 327	11 183 059	11 143 609	5 623 646
Matériel & Fonctionnement	7 273 882	2 053 936	393 438	326 573
Déplacement & Mission	437 639	129 768	83 368	79 069
Communication & Energie	1 600 000	800 000	288 702	288 702
Autres Dépenses	12 002 974	5 770 714	3 290 798	186 014
Bourses	127 347	63 674	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	1 397 517	357 421	235 991	235 991
Appui Budgétaire	123 000	0	0	0
Personnel (Collectivité)	12 481 146	6 805 666	3 518 101	3 516 880
TOTAL DISTRICT DE BAMAKO	57 918 832	27 164 237	18 954 007	10 256 875
901 REGION DE KAYES				
Personnel	8 449 188	4 238 715	4 216 160	2 100 283
Matériel & Fonctionnement	3 157 271	1 069 040	476 240	410 979
Déplacement & Mission	477 128	133 328	105 229	81 887
Communication & Energie	1 681 149	840 575	157 225	157 225
Autres Dépenses	2 301 035	1 091 702	428 553	224 400
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	1 607 909	401 977	288 695	286 195
Appui Budgétaire	123 000	0	0	0
Personnel (Collectivité)	14 648 953	7 355 128	3 906 783	3 906 783
TOTAL REGION DE KAYES	32 445 633	15 130 465	9 578 885	7 167 752
902 REGION DE KOULIKORO				
Personnel	10 737 016	5 651 421	5 270 366	2 552 235
Matériel & Fonctionnement	5 446 886	1 853 498	579 851	509 551
Déplacement & Mission	649 923	170 116	140 722	135 327
Communication & Energie	1 318 162	659 081	77 228	32 122
Autres Dépenses	6 890 366	3 328 649	193 556	168 696
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	1 217 053	454 263	218 037	213 773
BSI Financement Intérieur	150 000	75 000	0	0
Personnel (Collectivité)	17 355 125	17 351 002	4 967 337	4 815 845
TOTAL REGION DE KOULIKORO	43 764 531	29 543 030	11 447 097	8 427 548

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
903 REGION DE SIKASSO				
Personnel	11 561 272	5 778 043	5 751 449	2 863 982
Matériel & Fonctionnement	4 048 640	1 407 191	912 661	859 111
Déplacement & Mission	430 218	123 501	90 216	87 585
Communication & Energie	1 675 478	829 239	579 895	535 675
Autres Dépenses	4 895 131	2 496 131	1 900 978	1 515 104
Bourses	302 061	151 031	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	2 251 961	568 188	454 770	448 597
BSI Financement Intérieur	2 500 000	2 277 107	2 205 328	76 476
Appui Budgétaire	2 343 500	0	0	0
Personnel (Collectivité)	18 004 761	9 002 381	4 902 732	0
TOTAL REGION DE SIKASSO	48 013 022	22 632 811	16 798 029	6 386 530
904 REGION DE SEGOU				
Personnel	9 200 374	4 588 884	4 559 903	2 195 500
Matériel & Fonctionnement	3 080 724	920 098	570 285	262 510
Déplacement & Mission	467 650	122 377	107 320	87 249
Communication & Energie	1 150 468	575 234	461 729	186 614
Autres Dépenses	3 454 331	1 459 093	1 142 949	162 278
Bourses	179 267	89 634	21 105	0
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	1 499 777	374 944	355 617	333 372
BSI Financement Intérieur	950 000	750 000	543 467	0
Appui Budgétaire	123 000	0	0	0
Personnel (Collectivité)	14 497 006	7 248 503	7 096 384	7 041 997
TOTAL REGION DE SEGOU	34 602 597	16 128 767	14 858 759	10 269 518
905 REGION DE MOPTI				
Personnel	6 511 473	3 237 394	3 200 488	1 590 388
Matériel & Fonctionnement	2 958 620	883 202	598 510	571 956
Déplacement & Mission	463 540	130 955	99 462	98 243
Communication & Energie	1 253 733	626 867	228 205	228 205
Autres Dépenses	1 927 796	859 941	492 312	486 417
Bourses	15 038	7 519	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	1 762 229	440 557	290 460	287 238
BSI Financement Intérieur	800 000	400 000	0	0
Appui Budgétaire	893 382	0	0	0
Personnel (Collectivité)	11 667 067	5 833 534	3 339 983	3 232 029
TOTAL REGION DE MOPTI	28 252 878	12 419 968	8 249 420	6 494 476

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
906 REGION DE TOMBOUCTOU				
Personnel	3 983 445	2 013 616	2 001 845	1 051 812
Matériel & Fonctionnement	1 270 676	359 759	258 807	104 263
Déplacement & Mission	406 416	105 934	90 488	84 601
Communication & Energie	634 553	317 277	116 565	116 209
Autres Dépenses	600 557	192 708	96 488	66 746
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	940 113	235 028	164 194	152 540
BSI Financement Intérieur	2 300 000	1 150 000	0	0
Appui Budgétaire	1 662 258	0	0	0
Personnel (Collectivité)	5 814 448	2 907 224	1 359 695	1 359 495
TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU	17 612 466	7 281 546	4 088 081	2 935 666
907 REGION DE G A O				
Personnel	4 030 186	2 027 739	2 012 320	1 037 511
Matériel & Fonctionnement	1 351 687	379 706	253 967	221 536
Déplacement & Mission	424 640	108 228	101 295	88 276
Communication & Energie	670 866	335 433	87 542	87 428
Autres Dépenses	910 784	381 004	138 899	126 724
Bourses	42 722	21 361	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	717 034	179 259	143 558	142 199
BSI Financement Intérieur	2 500 000	1 250 000	0	0
Personnel (Collectivité)	6 639 965	3 319 983	1 562 152	1 562 152
TOTAL REGION DE G A O	17 287 884	8 002 712	4 299 732	3 265 826
908 REGION DE KIDAL				
Personnel	794 101	437 338	435 824	202 459
Matériel & Fonctionnement	688 856	200 241	84 127	82 510
Déplacement & Mission	312 774	79 575	71 515	71 097
Communication & Energie	200 050	100 025	10 097	10 097
Autres Dépenses	207 858	51 965	28 303	28 303
Transfert et Subvention	205 960	51 490	38 446	38 446
BSI Financement Intérieur	2 000 000	1 000 000	0	0
Personnel (Collectivité)	1 508 976	754 488	436 533	333 037
TOTAL REGION DE KIDAL	5 918 575	2 675 121	1 104 846	765 950
909 REGION DE TAOUDENIT				
Matériel & Fonctionnement	0	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0	0
TOTAL REGION DE TAOUDENIT	0	0	0	0

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT 2016

SITUATION D'EXECUTION A LA DATE DU 31/03/2016

Imprimé le 25/04/2016 08:36

(en milliers de Francs CFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS NOTIFIES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
910 REGION DE MENAKA				
Matériel & Fonctionnement	0	0	0	0
Déplacement & Mission	0	0	0	0
Communication & Energie	0	0	0	0
Autres Dépenses	0	0	0	0
Equipement et Investissement	0	0	0	0
Transfert et Subvention	0	0	0	0
TOTAL REGION DE MENAKA	0	0	0	0
950 BUDGETS ANNEXES				
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	5 414 030	2 732 015	0	0
TOTAL BUDGETS ANNEXES	5 414 030	2 732 015	0	0
970 COMPTES & FONDS SPECIAUX				
Budgets Annexes cptes et Fonds Spéciaux	77 871 000	5 797 702	5 541 422	5 541 422
TOTAL COMPTES & FONDS SPECIAUX	77 871 000	5 797 702	5 541 422	5 541 422
TOTAL GENERAL	2 002 872 604	607 079 615	414 074 450	288 078 032